Vol. 12 (Journal, pp. 193-240, 257-348).
Vol. 14, pp. xxxiij-ccccij).
Vol. 15, pp. i-lxiv, xciij-ccccxliv, etc.).
Tables, vol. 11-15.
Dupl:
Vol. 12 (Journal, pp. 97-125).
Vol. 13 (Lettres, pp. ccxxv-cclxxx).

n'éprouve point la rigueur du ſort qui doit punir le traître ou le lâche. La fameuſe cauſe de l'Amiral Byng fut remiſe à cette occaſion ſur le tapis. MM. *Burke*, *Fox* & *Conway*, appuyerent de leur ſuffrage tout ce qui fut dit par M. Byng, neveu de l'Amiral, pour prouver que ſon oncle avoit été traité avec la plus injuſte rigueur par le Roi lui-même, qui, loin d'être diſpoſé à lui faire grace, vouloit ſa mort. Il rappella à la Chambre que Georges II avoit pouſſé l'animoſité juſqu'à indiquer à l'Amirauté les Juges qu'il convenoit de choiſir pour compoſer le Conſeil de guerre, inſinuations que l'Amirauté avoit courageuſement rejettées : que l'Amiral Norris avoit refuſé d'affirmer par ſerment qu'on n'avoit point manœuvré auprès du Conſeil de guerre : & que depuis ce tems-là il avoit toujours été exclu des promotions : que les Miniſtres avoient ſi peur que leurs menées ne perçaſſent dans le public, que contre l'uſage, la ſentinelle avoit été éloignée des portes du Conſeil, pour qu'elle ne pût point entendre les débats qui s'y agitoient. Le Lord Beauchamp fut du même avis, & y ajouta cette obſervation : que la loi de 1749 avoit été portée dans l'effervefcence occaſionnée par des ſoupçons de lâcheté contre les Commandans de la flotte Angloiſe dans l'affaire de Toulon : que le reſſentiment de la Nation devant être calmé aujourd'hui, il étoit à propos de revenir ſur une loi qui portoit un

caractere ſi manifeſte de cruauté. Chacun eut lieu de remarquer qu'on avoit en vue le prochain Jugement du Chevalier Palliſer. — La motion fut admiſe ſans lever les voix.

M. *Byng* fit quelques obſervations au Lord North ſur les finances, en l'engageant à ne point choiſir des taxes qui feroient baiſſer le produit des anciennes. — Et ſur-tout à ne point ſurcharger les terres comme il l'avoit fait l'année derniere par l'impôt ſur les maiſons, & en taxant des fermes où n'habitoit point le Fermier, ce que Milord North lui-même avoit déclaré être contre ſes intentions. — M. *Hartley* eſſaya de s'oppoſer au rapport de l'affaire de l'emprunt, aſſurant que la Nation étoit léſée par cette opération de deux millions ſterling au moins; mais Milord North alléguant que le moindre délai expoſeroit ſon excellente affaire à manquer, le premier payement devant ſe faire le Mardi 30 Mars. L'arrêté, après deux lectures faites, fut agréé ſans autre oppoſition.

Chambre des Pairs.

Le Jeudi 25 *Février*. — Le Lord Effingham annonce que quand le Bill de l'emprunt ſera apporté à la Chambre, il fera voir que le prix auquel ſe fait cet emprunt eſt exceſſivement uſuraire. — Il démontra que le Prêteur auroit un intérêt égal à cinq pour cent à perpétuité, & une douceur d'environ vingt

pour cent sur toute la souscription. — Il supputa ainsi.

Trois pour cent pendant vingt-neuf ans, sont égaux à deux pour cent à perpétuité.

Deux pour cent par billet de loterie, avec la valeur réelle des trois-quarts pour cent pendant vingt-neuf ans, & de plus l'intérêt additionnel qui court depuis le 5 Janvier, pour un capital qui ne sera entiérement payé qu'à la fin de l'année, font environ vingt pour cent.

Chambre des Communes.

Le Vendredi 26 Février. — Premiere lecture du Bill pour empêcher qu'aucun Membre de cette Chambre ne puisse être Entrepreneur, ou fournissant pour le Gouvernement, par lui-même ou par d'autres, en vertu de marchés faits avec la Trésorerie, la Marine ou l'Artillerie, si lesdits marchés n'ont pas été adjugés en une enchere publique. — M. Philipps Jennings *Clerke*, déclara que le 8 Mars il demanderoit la seconde lecture.

L'ouverture du *Budget* est remise à un autre jour, le Lord North ayant une extinction de voix pour avoir parlé trop long-tems & avec trop de chaleur dans la séance du 24, sur l'affaire de l'emprunt.

Troisieme lecture du Bill pour la discipline des troupes. — Opposition du Chevalier Roger *Newdigate*, à la clause qui auto-

rise les Lords-Lieutenans de Comtés & les Officiers Commandans, à réformer des Miliciens ou substituts de Miliciens, & à ordonner de nouveaux tirages arbitrairement. Souvent on a réformé ainsi des sujets qui ont été réçus ensuite dans les troupes réglées: & les nouveaux tirages sont une vexation pour l'habitant. Enfin cette clause a été rendue permanente vis-à-vis du sujet, dans un acte qui ne subsiste que pour un an, ce qui est absurde.

(*N. B.* C'est un vice semblable à l'engagement perpétuel du soldat, dans une Constitution où le Souverain n'a jamais des troupes que pour un an).

La clause est défendue par le Lord *Beauchamp*, qui s'en déclare l'Auteur. — Elle ne peut être exercée que par le concours de trois Lords-Lieutenans. — D'ailleurs cette pratique est nécessaire: si on n'y eût pas eu recours l'année derniere, la Milice se seroit trouvé composée d'hommes absolument hors d'état de servir.

Le Bill est renvoyé sur ce point au Comité, avec pouvoir de recevoir une clause d'amendement.

Le Chevalier Philipp Jennings *Clerke*, demande qu'on restreigne les pouvoirs des Conseils de guerre de Régimens. Cinq Officiers sont un nombre trop petit pour constituer un Tribunal: quelquefois il ne s'en trouve que trois, les plus jeunes & les plus écervellés

d'un Corps. Ils usent de trop de rigueur, quand ils infligent la peine du fouet, souvent pour de légers délits, puisqu'on a vu des malheureux (il y en a eu un exemple à Winchester) expirer sous les coups. Le nombre devroit en être fixé, comme il l'étoit chez les Juifs à trente-neuf, comme il l'est pour les Negres de la Jamaïque à trente, sur les galeres de la Tamise à trente-six, & sur les vaisseaux du Roi à douze. Il n'est pas suffisant pour l'intérêt de l'humanité, que ces petits Conseils de guerre n'ayent pas le le droit de vie & de mort : il faut qu'ils ne puissent pas faire donner plus de deux cents coups de fouet, loin de pouvoir aller jusqu'à mille, suivant leur usage, ce qui fait vingt-sept mille blessures, le martinet étant de neuf cordes, qui chacune ont trois nœuds. — C'étoit une pratique inconnue aux Romains, qui pourtant ont poussé très-loin la discipline militaire.

Le Secrétaire de la guerre (*Jenkinson*) & M. Hans *Stanley* trouvent de la difficulté à recevoir cette clause. — Plus d'une fois des soldats ont été sauvés de la mort, parce qu'on ne les a pas livrés à un Conseil de guerre général. — Les cas de l'abus ont été fort rares. Il y a des lieux où l'on ne pourroit pas rassembler aisément cinq Officiers; en Irlande, par exemple, où les cantonnemens sont distribués par petits pelottons. — Le Chevalier

Philippe ſe décide avec regret à retirer ſa motion.

Le Chevalier Joſeph *Mawbey* annonce que le 8 Mars il fera ſa motion, pour faire expulſer de la Chambre les Membres en poſſeſſion de places, créées depuis le 30 Octobre 1705.

M. Georges *Grenville* préſente une pétition des Ouvriers en blonde de ſoie & fil, des Comtés de Bucks, de Bedford & de Northampton. Cette Fabrique tombe journellement, parce que les blondes de France, qui ſont prohibées, s'introduiſent en Angleterre ſous le nom de blondes d'Allemagne qui ne ſont pas prohibées.—Cent mille Ouvriers périront de faim ſi cet abus n'eſt pas redreſſé, ainſi que celui qui s'introduit dans le payement de ces Ouvriers. Les Maîtres s'obſtinent à le faire, en marchandiſe, dont ils fixent eux mêmes le prix. Il a été paſſé un acte dans la deuxieme année de Georges II, qui défendoit cette pratique pour certaines matieres. Les Fabriquans de blondes s'en firent exempter; mais l'abus eſt pouſſé aujourd'hui à un tel excès, qu'il a le plus grand beſoin de remede.

La pétition eſt admiſe.

Le Chevalier Herbert *Mackworth* en préſente une de cinq mille Citoyens, priſonniers pour dettes, qui offrent de prendre parti dans les troupes ou de fournir des hommes en leur place, ſi on veut paſſer en leur faveur un

nouvel acte d'insolvabilité. En admettant que sur ce nombre il y ait 4,000 hommes en état de servir, ce seroit une acquisition précieuse pour la Nation dans les circonstances actuelles, & une épargne de vingt mille livres sterling d'argent de levée.

La pétition est admise.

Le Lundi premier Mars. — Comité des moyens, dans lequel Milord North fait l'ouverture du *Budget* (Voyez *Affaires d'Angleterre*, N.° LXVIII. Lettre du Banquier du 12 Avril.)

Troisieme lecture du Bill pour les Conseils de guerre de Marine. Ce Bill passe.

M. *Fox* annonce que le Mercredi 3 il fera une motion relative aux opérations de la Marine dans l'Eté de 1778, & qu'ayant quelques éclaircissemens à tirer de M. Keppel, il espere que cet Amiral se trouvera à l'assemblée.

Chambre des Pairs.

Le Mercredi 3 Mars. — A l'occasion du Bill pour la discipline des troupes, le Duc de *Richmond* parut persuadé de la justesse de l'observation faite chez les Communes, que le Soldat ne pouvoit point être engagé pour un terme plus long que celui de la durée de l'acte; & il déclara qu'on ne pourroit se dispenser de faire l'année prochaine une dis-

poſition qui rende le ſort du Soldat plus certain.

Chambre des Communes.

Les papiers apportés par l'Amirauté d'après la demande de M. *Fox*, du 23 Février, ne ſatisfaiſant pas à ſa motion, puiſqu'il y manquoit la dépêche écrite par l'Amiral Keppel en envoyant les papiers de la *Pallas* & de la *Licorne*, qui lui avoient appris qu'il y avoit a Breſt trente-deux vaiſſeaux de ligne & douze frégates, M. Fox entame la diſcuſſion de l'état de la Marine lors du départ de l'eſcadre Angloiſe, en faiſant pluſieurs queſtions à M. Keppel. La néceſſité de prendre par écrit les queſtions & les réponſes, amene un débat dans lequel le parti Miniſtériel fait voir que ce procédé eſt contraire aux formes de la Chambre qui devoit avoir conſenti auparavant à cette enquête. — Une pluralité de 165 voix contre 20, fait décider la difficulté d'après l'opinion de Milord North.

Ce Lord avoit penſé ſoulever toute la Chambre par une aſſertion téméraire contre ſes privileges. Dans la chaleur des débats il lui étoit échapé de dire, *que la Chambre étoit aſtreinte par l'autorité du Directeur dans tous les cas quelconques.* On voulut bien ſe contenter d'une interprétation qui anéantiſſoit la theſe; mais s'il eût prétendu la ſou-

tenir, on eût exigé de lui de faire amende honorable à la Chambre.

Il conste par les réponses de l'Amiral que lorsqu'il s'est rendu à Portsmouth en Mars 1778, il n'a trouvé que six vaisseaux prêts & qui encore étoient en mauvais état : que lorsqu'il a rencontré les frégates Françoises n'ayant que vingt vaisseaux, & qu'il s'est décidé à les prendre, d'après la conduite de l'une d'elles qui avoit tiré sur l'*América*, il avoit reconnu par leurs papiers la grande disproportion qu'il y avoit entre son escadre & celle de Brest : que l'intérêt de son pays ayant prévalu sur celui de sa gloire dans un moment où il se voyoit dénué de conseil & d'instruction, il n'avoit point hésité à revenir en Angleterre : qu'à son grand étonnement l'important service que par là il avoit rendu à la nation, n'avoit point été senti des Ministres : que dans sa situation actuelle, à moins qu'il n'eût des amis dans le Conseil pour prendre sa défense, il étoit résolu à ne plus se charger d'un commandement qui mettoit sa vie & son honneur à la discrétion de gens de qui il n'étoit point aimé.

M. *Fox* se permit les plus vives inculpations contre Milord Sandwich sur l'abandon où étoit restée la marine, malgré tout ce qu'il avoit dit tant de fois pour rassurer à cet égard la nation & notament en Novembre 1777, en afirmant qu'il avoit trente

cinq vaiſſeaux prêts & 42 ſur le point de l'être, & qu'un premier Lord de l'Amirauté qui n'auroit point une armée navale ſupérieure à celles de la France & de l'Eſpagne, étoit indigne de ſa place & méritoit de perdre la tête. Il rappella auſſi que dès l'année 1776, le Miniſtere avoit une telle peur de la guerre, que l'Amiral Keppel avoit été mandé par le Roi pour lui offrir le commandement de l'eſcadre qui s'équipoit alors.

M. Fox indiqua divers autres objets de recherche dans la conduite des Miniſtres.

Pourquoi avoir négligé d'envoyer une eſcadre dans la Méditerranée ?

Pourquoi n'avoir pas fait partir plutôt l'Amiral Byron ? Il affirma ici que l'Angleterre n'étoit redevable qu'à ſon heureuſe étoile du ſalut de cet eſcadre.

Pourquoi n'avoit-il été envoyé aucuns renforts au Lord Howe?

Pour quoi ce Lord & l'Amiral Keppel ont-ils été traités avec une froideur inſultante, qui fera perdre à la nation les ſervices de deux de ſes meilleurs Officiers ?

Pourquoi enfin l'Amiral Keppel a-t-il été envoyé avec vingt vaiſſeaux contre trente-deux, ſans conſidérer que toute la force de l'Angleterre conſiſtoit dans ces vingt vaiſſeaux qui n'eûſſent pas été plutôt détruits qu'elle étoit ouverte de tous côtés aux armes d'un envahiſſeur dont il auroit été impoſſible à ſes Milices de la guarantir. M. Fox fit remarquer ici que la France avoit couru d'in-

finiment moindres risques puisqu'elle eût pû en être quitte pour la perte de quelques vaisseaux, tandis que les suites d'un tel désastre pour l'Angleterre eûssent été de mettre aussi-tôt la ville de Londres au pouvoir de l'ennemi & de détruire la Marine Angloise pour plusieurs siecles.

Le Lord *Mulgrave* entreprit la défense du Bureau de l'Amirauté, dont il est Membre. Un fort indice que l'escadre Françoise n'étoit pas forte de trente-deux vaisseaux au mois de Juin, c'est qu'elle n'a pu sortir que le 8 Juillet. L'Amiral Hawke n'a-t-il pas marché plus d'une fois à l'ennemi, quoique lui étant de beaucoup inférieur en forces? L'état trouvé sur la *Pallas* étoit sans date: il ne prouve point que les trente-deux vaisseaux fûssent prêts au moment où M. Keppel s'est décidé à rentrer. Quelques-uns des vaisseaux qui ont été comptés le 23 Juillet, pouvoient avoir joint depuis quelques jours l'escadre Françoise & être venus d'ailleurs que de Brest. — Milord North appuyant ces observations du Lord Mulgrave, ajouta que le Ministere avoit eû ses vues en faisant sortir M. Keppel avec vingt vaisseaux dans de telles circonstances: que c'étoit pour proteger les flottes de l'Inde, des Isles, de la Méditerranée, &c. — Cette assertion fit lever M. Keppel pour assurer la Chambre qu'il n'étoit pas dit un mot de cette protection dans ses instructions.

M. *Fox* établit ainsi sa motion: qu'il seroit

reconnu que l'Angleterre avoit été exposée aux plus grands dangers par l'expédition de l'Amiral Keppel avec vingt vaisseaux de ligne & quatre frégates contre l'escadre de Brest, supposée forte de trente-deux vaisseaux & qui l'étoit certainement de vingt-sept & d'un grand nombre de frégates ». Les débats sur cette motion durerent jusqu'à une heure & demie. Enfin le parti Ministériel la fit rejetter par une pluralité de 204 contre 170, après que Milord North eût protesté pour la seconde ou troisieme fois depuis que cette querelle subsiste, que si on vouloit faire le procès à Milord Sandwich, il falloit qu'il y fût compris ainsi que tous les autres Ministres. Cette discussion avoit été précédée d'une dénonciation faite par le Lord *Nugent*, à l'appui de ce qu'il a précédemment avancé de la facheuse situation de l'Irlande, & du besoin qu'a ce Royaume qu'on retire au plutôt toutes les entraves données à son commerce. Il déclara que d'après les papiers & états produits à la Chambre, il étoit visible que dans le cours de l'année derniere (1778) les exportations de la Grande-Bretagne pour l'Irlande étoient diminuées de six cents mille livres sterling.

Par égard pour l'Orateur, dont la santé se trouvoit un peu indisposée, la Chambre s'est ajournée au Lundi 8 Mars.

Chambre des Pairs.

Le Jeudi 4 *Mars.* — Seconde lecture du

Bill envoyé par les Communes, pour modifier la loi concernant les Conseils de guerre de Marine. Le Duc de *Bolton* donna des éloges à l'Auteur, le Lord Mulgrave, sur la clause qui impose au Tribunal la nécessité d'examiner la nature de la négligence, & qui lui laisse la liberté de ne point juger comme un délit capital, une faute qui ne seroit point visiblement provenue d'une négligence absolument volontaire. — Il fit voir de graves inconvéniens dans la permission accordée aux Juges de s'absenter pendant l'Instruction, insistant qu'il ne devoit y avoir de motif qu'une maladie bien constatée.

L'affaire de l'Hôpital de Greenwich déja remise plusieurs fois à cause de l'indisposition du Comte de Bristol & du Duc de Richmond, l'est encore pour celle de Duc de Grafton& du Comte de Shelburne. Le jour est pris pour la traiter; & ce sera le Jeudi 11 Mars. — Il fut dit à ce sujet quelque chose de très-remarquable sur l'usage où sont les Pairs du Royaume, de faire donner leurs voix par Procureur. — Le Lord Sandwich, quoique d'accord sur la convenance du nouveau délai, observoit cependant qu'il seroit préjudiciable non-seulement aux témoins appellés, mais aux Membres de la Chambre qui avoient quitté leurs terres exprès pour assister aux débats sur cette affaire, & qu'il y en auroit qui seroient obligés d'envoyer de nouveaux pouvoirs à ceux de leurs Confre-

res qu'ils avoient chargé de voter pour eux : ce nouveau délai devant obliger ceux qui les ont reçus de les faire rafraîchir.

Le Duc de *Richmond* ne laissa point échapper une si belle occasion de faire voir combien cet usage est déraisonnable. « Voici un exemple bien frappant, dit-il, des inconvéniens de ces transports de conscience : ils ont mis dans une singuliere contradiction un certain Ambassadeur (le Lord Stormont). Nous avons entendu ce Lord affirmer dans un débat du mois de Décembre dernier, qu'il n'avoit aucune notion de l'acte du timbre : qu'il n'avoit eu de part ni à sa passation ni à sa révocation, & qu'ainsi il pouvoit en parler avec la liberté la plus entiere. Il est pourtant vrai que ce Lord avoit donné son avis & son vote pour la révocation de l'acte du timbre, puisque son nom se trouve par Procureur sur la liste des Lords qui ont approuvé cette révocation ».

Le Lord Stormont fit une vive & longue réponse, mais sa plus apparente raison fût l'ancienneté de (*a*) l'abus.

(*a*) Le Lord Radnor rapporta, sur cet abus l'exemple suivant.

Dans une question intéressante, on a vû du côté du Gouvernement, donner par procuration, à cause de l'absence, la voix du Lord Cathcart, Ambassadeur à Péterfbourg, du Lord Stormont, Ambassadeur à Vienne, du Lord Harcourt, Ambassadeur à Paris, & du Lord Botetourt, Gouverneur de la Virginie, où il venoit de mourir lorsqu'on le faisoit donner son suffrage par substitut dans la Chambre des Pairs.

Le Duc de Manchester retira successivement deux motions pour l'admission des Membres des Communes, dans un endroit de la Chambre, d'où ils pûssent entendre les débats. A cette occasion le Lord Townshend exprima le desir que les portes de la Chambre fussent toujours fermées aux gens qui viennent y entendre les débats, pour les publier tout de travers dans les Gazettes. — Le Duc de Richmond déclara qu'il s'y opposeroit, assurant que les copies des débats qu'il lisoit dans les Gazettes, lui paroissoient toujours très-corrects & rendus sans partialité. Il protesta que cet usage lui paroissoit de la plus grande importance pour le bien de la Nation, qui en recevoit les lumieres les plus intéressantes. Il ajouta que si on fermoit les portes, les récits des débats ne passeroient pas moins dans le public, mais qu'ils seroient bien plus incorrects.

Chambre des Communes.

Le Lundi 8 *Mars.* — Motion de M. *Fox* » pour qu'il soit reconnu par la Chambre que l'état de la flotte n'est point proportionné à ce que la Chambre & la nation ont droit d'attendre, tant d'après les assertions des Ministres de Sa Majesté (notament dans les divers discours du Roi au Parlement) que d'après les sommes octroyées pour la marine, ni aux services importans auxquels les Ministres du Roi sont tenus de pourvoir dans une crise si allarmante «.

Les débats occaſionnés par cette motion furent des plus animés & ne ſe terminerent qu'à minuit & demi. Tout ce que le parti Miniſtériel pût alléguer pour ſa juſtification & pour combattre M. Fox, n'empêcha point ce Député de ſoutenir que ſa motion étoit juſte, fondée, au-deſſus de toute contradiction, & indiſpenſablement néceſſaire.

L'Amiral Keppel qui l'avoit appuyée de tout ſon pouvoir, voyant qu'il avoit fait de vains efforts, ſaiſit le moment où l'Orateur alloit répeter la motion pour les voix, & il déclara qu'il étoit réſolu à ne point reprendre ſon ſervice tant que les Miniſtres actuels reſteroient en place. Le Lord Howe profita auſſi du moment pour faire la même déclaration.

La motion de M. Fox fut rejettée par une pluralité de 74 voix: 246 contre & 174 pour.

Cette même queſtion ayant été agitée, à peu de différences près, dans les précédentes ſéances, on conçoit qu'il y a eu bien des redites. C'eſt pourquoi on ſe contentera de rapporter ici les obſervations ou ſaillies nouvelles qui ſe font remarquer dans les divers diſcours.

M. Fox avoit fait un tableau des dépenſes de la marine dans les tems précédens, comparées à celles du tems actuel. Une année moyenne de l'établiſſement de paix, ſur cinq années, avant la guerre de 1756, ne coû-

toit

toit que 928,000 livres. — L'année moyenne, sur les cinq dernieres années de paix, est de 1,738,000 livres. Dans l'année 1756, premiere année de la derniere guerre, ces dépenses ne se sont montées, en y comprenant l'extraordinaire, qu'à la même somme qui a été octroyée pour 1778, sans compter l'extraordinaire; & avec cette différence de plus, que la dette de la Marine en 1756 n'étoit que d'un million six cens mille livres, au lieu que cette dette en 1778 excédoit de beaucoup deux millions. — Il rappella que dans l'année 1770, la Marine n'étoit pas en meilleur état qu'en 1754 : que sa dépense en 1756 avoit été d'un demi million moindre qu'en 1778 : que cependant en 1756 l'Angleterre avoit quatre-vingt-neuf vaisseaux de ligne : qu'en 1778 à peine avoit-elle la moitié de ce nombre, &c. — Il ajouta aux observations par lui faites dans la précédente discussion sur le nombre des vaisseaux qui s'étoient trouvés prêts à Brest, que certainement le 8 Juillet l'escadre Françoise étoit sortie, forte de trente deux vaisseaux de ligne & beaucoup de frégates; & que l'Amiral Keppel avoit quitté le Port le 9, n'ayant que vingt-quatre vaisseaux de ligne, quoiqu'on l'eût renforcé de six autres avant le 23 du même mois. — Le Lord Mulgrave ayant soutenu que l'escadre Françoise lors de la premiere sortie de Keppel (le 5 Juin) n'étoit que de dix-sept vaisseaux

de ligne, il lui répondit que s'il convenoit que cette escadre, environ quatre semaines après, se fût trouvée forte de trente-deux vaisseaux; il donnoit la plus grande idée de la Marine de France, & la représentoit comme bien plus redoutable encore à l'Angleterre s'il lui avoit été possible, en un si court intervalle, d'augmenter ses forces de quinze vaisseaux de plus.

Le Lord *Mulgrave*, défendant le Ministere, soutint qu'il falloit moins le juger sur ses opérations que sur leurs effets : que le commerce de France étoit ruiné: que celui de l'Angleterre se soutenoit & même fleurissoit; comme cela étoit arrivé dans toutes les guerres précédentes, par un avantage que la France donne elle-même à sa rivale, en débutant par porter tous ses efforts sur sa marine militaire aux dépens de sa marine marchande. — Sur cet article il conclud de l'état actuel des choses, que puisque la fortune se montroit favorable aux Ministres actuels, ce feroit faire une très-grande faute de les changer. — Il repeta que la seule incertitude sur la destination du Comte d'Estaing avoit pu retarder le départ de Byron. Quant à l'abandon où on semble laisser la Méditerranée, il avoua qu'il n'étoit pas possible à l'Angleterre, ayant des possessions si étendues, de les garder toutes, & qu'on ne pouvoit point blâmer les Ministres d'appliquer leur attention & leurs soins aux ob-

jets les plus importans. — Sur l'article des dépenses actuelles de la marine & du nombre de vaisseaux qui constituent aujourd'hui sa force, relativement à d'autres tems, il pria la Chambre d'observer qu'aujourd'hui les vaisseaux sont plus gros en proportion de leur rang nominal : que l'Angleterre avoit en 1750 beaucoup de vaisseaux de soixante canons: beaucoup plus qu'aujourd'hui de ceux de soixante-quatre, qui aussi étoient plus petits : qu'alors il y avoit très-peu de vaisseaux du troisieme rang, construits sur les plans actuels des vaisseaux de 74 canons ; & enfin que presque toutes les especes de munitions navales, de bois de construction, &c. étoient haussées considérablement de prix. — Il nia que dans l'année derniere les forces navales de l'Angleterre eussent été partout inférieures à celles de la France : » Nous avons fait au contraire dit il, de merveilleux efforts : si le succès n'y a point répondu, c'est plutôt l'effet du sort contraire, que d'aucune faute de notre part. N'est-il pas malheureux que l'Amiral Byron ne soit pas arrivé en Amérique avant le Comte d'Estaing ? N'est-il pas malheureux que le Comte d'Estaing ait échappé au Lord Howe ? N'est-il pas malheureux que ce même Comte d'Estaing ait encore échappé à l'Amiral Barrington avant que l'Amiral Byron l'eût joint ? N'est-il pas malheureux que le

Comte d'Orvilliers se soit enfui devant l'Amiral Keppel? «

L'Amiral *Keppel* offensé de quelques compliments que le Lord Mulgrave avoit cherché l'occasion de lui faire, (& sans doute de ce dernier trait sur lequel il ne s'expliqua point) après lui avoir répondu séchement sur l'article des forces des François, lui rétorqua ses observations sur les malheurs de l'Angleterre, en faisant voir qu'au contraire elle avoit été singulierement heureuse l'année derniere. » N'est ce pas notre heureuse étoile, dit-il, qui a empêché que le Comte d'Estaing n'arrivât quelques jours plutôt à la riviere Delaware, & qu'ensuite il ne restât devant Rhode-Island? S'il y fut resté, c'en étoit fait de notre grande armée & de toute notre marine. N'est-ce pas un singulier bonheur qu'il ne se soit pas mis en possession de Rhode-Island, puisqu'il auroit pris un à un les vaisseaux de l'Amiral Byron, à mesure qu'ils seroient rentrés, dans le délabrement où ils étoient? Combien n'avons-nous pas été heureux aux Indes Occidentales, de ce que le Comte d'Estaing n'a pas pris l'escadre de Byron à laquelle il étoit si supérieur en forces? M. Keppel dit aussi un mot sur la foiblesse de l'Angleterre dans la Méditerranée où elle s'expose au mépris même des Barbaresques.

Chambre des Pairs.

Le Lundi 8 *Mars.* — Le Duc de *Richmond* ayant obſervé qu'on n'avoit pas produit tous les papiers qu'il avoit déſignés touchant l'affaire de l'Hôpital de Greenwich, demanda qu'on y joignît des copies de la plainte rendue contre le ci-devant Lieutenant au Gouvernement de cet Hôpital. — Ce qui fut ordonné.

Le Mardi 9 *Mars.* — De Duc de *Bolton* voit rejetter ſa motion pour reſtraindre aux ſeuls cas de maladie les permiſſions de s'abſenter, que la clauſe du Bill ſtipulé pour les Juges des Conſeils de guerre de Marine. — Envain ce Seigneur fit voir que par cette indulgence pour les Juges, leur nombre fixé à treize par le Statut de 1749, pourroit ſouvent n'être que de cinq ou ſix: il fut ſoutenu par le parti Miniſtériel que la clauſe ſubſiſteroit pour d'autres cas indiſpenſables. A cette occaſion le Lord Sandwich rappella qu'un des Juges de l'Amiral Byng avoit ſouffert la contrainte la plus affligeante, puiſqu'il lui avoit été impoſſible de quitter pour aller voir ſa femme & ſon fils attaqués de maladies graves dans les environs du Conſeil de guerre. — La troiſieme lecture du Bill eſt ordonnée.

Le Duc de *Richmond* demande de nouveau l'exhibition de la lettre écrite à Mi-

lord Sandwich par le ſieur Baillie, ci-devant Lieutenant Gouverneur de Greenwich. Il regrettoit d'autant plus le refus qu'on faiſoit de la communiquer, qu'il ſavoit que cette lettre contenoit des dénonciations ſous ſerment d'actes frauduleux & de prévarications de la part de perſonnes employées dans l'adminiſtration de l'Hôpital. Malgré cette aſſertion, qui donnoit évidemment à la lettre le caractere miniſtériel, Milord Sandwich perſiſte à ſoutenir qu'il n'a point pû la regarder comme telle : qu'il ne l'a point gardée, ainſi que mille autres de cette nature; & qu'il ne connoit de lettres miniſtérielles que celles qui parviennent à l'Amirauté ſous l'addreſſe du ſieur Stephens ſon Secrétaire. — Le Duc de Richmond perſiſtant dans ſa demande, l'ordre de la Chambre eſt donné pour l'exhibition de tous les papiers demandés.

La Chambre, à la pluralité de 42 contre 17, rejette la motion du Duc de Mancheſter pour l'admiſſion des Membres des Communes à ſes ſéances, comme auditeurs, parce que ce Duc avoit déclaré qu'il entendoit qu'à la faveur de cette admiſſion il entreroit diverſes autres perſonnes que des Membres du Parlement. Le Lord Townshend, ſoutenu du Chancelier, avoit combattu vivement cette motion.

Chambre des Communes.

Le Mardi 9 Mars. — M. *Luttrel* parle d'une motion qu'il se propose de faire un jour où l'assemblée sera plus nombreuse & où il s'y trouvera au moins un des Commissaires de l'Amirauté. — Le Conseil de guerre du Chevalier Pallifer étant indiqué au Jeudi 18 Mars, il demandera qu'on produise devant la Chambre, non seulement les charges contre cet Officier, mais la lettre ministérielle qui a dû l'avertir de se préparer à être jugé. — M. Luttrel désire de savoir quelles imputations contre le Chevalier Pallifer auront été tirées par l'Amirauté de la défense de M. Keppel, & de pouvoir juger si l'Amirauté aura été aussi partiale envers le Vice-Amiral qu'envers son Commandant?

M. *Burke* essaya vainement d'engager M. Luttrel à ne point différer sa motion. Pour lui il déclara qu'il auroit souhaité qu'on ne fit point le procès à Pallifer; mais que puisqu'on s'y est décidé, il fera ensorte que l'affaire se passe bien sérieusement, & que ce ne soit point un simulacre de procès.

La motion du Chevalier Mackworth en faveur des débiteurs insolvables qui demandent leur liberté sous la condition de servir dans les troupes ou en y donnant un homme pour eux, est rejettée. — Les opposans observent que l'argent qui sera donné (dix guinées) pour trouver un homme, est un nouvel impôt sur

les créanciers, qui en supportent déja assez en payant les charges publiques : que toutes personnes voulant profiter de la loi demandée, l'armée se trouveroit remplie de sujets impropres au métier des armes.

Une motion du Chevalier Roger *Newdigate* éprouve le même sort. C'est celle pour faire retirer du bill *annuel* de la Milice la clause qui autorise pour toujours les Colonels de Milice & les Députés-Lieutenans de Comté à réformer à leur gré les Miliciens & à demander aux Paroisses de nouveaux tirages. — Elle ne fut soutenue que de dix-sept voix contre trente-quatre : pluralité dix-sept.

Chambre des Pairs.

Le Mercredi 10 *Mars.* — Ordonné que tous les Lords seront sommés de se trouver le lendemain 11 à la Chambre pour délibérer sur les affaires de l'Hôpital de Greenwich.

Chambre des Communes.

Le Mercredi 10 *Mars.* — Une motion du Chevalier *Hougton* en faveur des non conformistes Protestans (les Presbytériens, &c.) passe presque unanimement. En conséquence il est ordonné qu'un Comité prendra connoissance de leurs griefs. Le Chevalier Hougton en exposa plusieurs, entr'autres l'obligation où ils sont de ne pouvoir s'approcher

plus près de cinq milles, de toute Ville ou Bourg qui envoye des Députés au Parlement.

Le Chevalier *Bagot* s'y opposa de toutes ses forces, par la crainte que cette affaire n'engage une querelle de religion, au milieu de la crise politique actuelle de l'Angleterre. Il taxa les non conformistes d'être des Apôtres d'Athéisme & de Déisme.

M. *Wilkes* prit hautement leur défense, & il osa dire qu'il avoit lu tous les ouvrages des Déistes & des Athées, qui depuis vingt ans avoient paru en Angleterre, & que c'étoient les épiscopans qui en étoient les auteurs, & qui professoient le pur Déisme. — Il fit voir à la Chambre qu'elle ne pouvoit sans inconséquence refuser aux non conformistes protestans, les adoucissemens que l'année derniere elle avoit accordés aux Papistes, & dont ils ne lui avoient donné aucun sujet de se repentir.

Le Chevalier *Newdigate* fut du nombre des opposans à la motion, à cause de l'intolérance des Presbytériens envers les Episcopans, & parce qu'ils ne traîteroient pas ceux-ci avec autant d'indulgence, s'ils avoient de leur côté le pouvoir.

Le Chevalier *Adam Ferguson* soutint que cette imputation étoit fausse par rapport à l'Ecosse, où le Presbytérianisme est la Religion dominante, ce qui n'empêche pas que le service divin ne soit célébré à Edimbourg

par les Epiſcopans, avec autant de ſplendeur que dans Londres.

M. Montagu déploya les ſentimens les plus généreux ſur la tolérance. « Je déſire, dit-il, qu'elle ſoit univerſelle : qu'elle ne connoiſſe aucunes reſtrictions : s'il exiſtoit des Muſulmans en Angleterre, je voudrois que leur culte fût toléré : s'il exiſtoit des Diſciples de Jacob (*a*) *Boehmes* : des Indiens qui adoraſſent le Soleil, je voudrois qu'on les tolérât.

Le reſte de la ſéance fut rempli par les diſcuſſions qu'occaſionnerent une motion du Lord *Newhaven*, qui demanda que la Chambre ſe formât en Comité pour délibérer ſur les loix relatives au commerce de l'Irlande. Sa motion portoit ſur deux points : le premier, une gratification payée en Angleterre pour l'importation du chanvre du crû de l'Irlande : le ſecond, une permiſſion à l'Irlande d'importer les ſucres bruts des Iſles Angloiſes, ſans toucher à aucun Port de la Grande-Bretagne.

Le parti contraire eſſaya de la faire avorter, en demandant qu'on fît plutôt un examen général des griefs de l'Irlande ; mais malheureuſement pour les vues de ce parti,

(*a*) Jacob *Boehme* eſt un fanatique qui vivoit au ſeizieme ſiecle. Il habitoit Goerlitz dans la haute Luzace où il exerçoit le métier de Cordonnier. Il croioit être inſpiré, & il écrivoit beaucoup de livres presque inintelligibles par le mélange de ſes prétendues viſions & de ſa Théologie myſtique.

il n'y avoit pas plus de quinze jours qu'il s'étoit défendu de prendre cette connoiſſance général, en deſirant qu'on ſpécifiât plutôt quelques objets particuliers : de ſorte qu'il lui fut impoſſible de reculer, puiſqu'on s'étoit parfaitement conformé aux vues qu'il avoit manifeſtées, en ſpécifiant les griefs qui demandoient un prompt redreſſement. — Le Lord Newhaven repréſenta que le chanvre de Ruſſie, de Pologne & d'Allemagne, recevoit virtuellement une gratification à ſon introduction en Angleterre, puiſque cette gratification étoit payée pour les cables & les voiles faits de ce chanvre, à leur ſortie du Royaume. — Les parties méridionales de l'Irlande, où le ſol eſt extrêmement fertile, ſont très-propres à la culture du chanvre ; pourquoi ne pas prendre tous les moyens poſſibles de la promouvoir ? — Quand à l'importation directe des ſucres bruts des Iſles, il n'étoit pas poſſible qu'elle cauſât un préjudice de plus de dix mille livres ſterling par an à la Grande-Bretagne. — Si le rafineur Anglois appréhende la concurrence du rafineur Irlandois, chez l'Etranger, parce qu'en Irlande la main-d'œuvre eſt à meilleur marché, & que de ſes ports on a plutôt gagné la pleine mer, il doit être raſſuré par la loi de l'année derniere concernant les exportations, puiſqu'elle met ſur le ſucre exporté d'Irlande un impôt qui équivaut aux frais plus conſidérables du rafineur Anglois ; de ſorte que

l'Irlandois ne jouiroit de quelque avantage que pour ſa conſommation intérieure.

Le même Député & ceux qui le ſeconderent, expoſerent à la Chambre des détails curieux, mais affligeants ſur le déclin du Commerce de l'Irlande.

Les exportations de la Grande-Bretagne pour l'Irlande, ordinairement de 2,100,000 livres, ſont diminuées dans l'année derniere de 595,000 liv. — En 1778, dans les mois de Mars & d'Avril, qui ſont ceux où ſe font les plus fortes importations à Dublin, les droits perçus dans ce Port, ne ſe ſont montés qu'à 8,000 liv.; au lieu que dans les mêmes mois de l'année 1777, ils avoient produit quarante mille livres : prodigieuſe diminution, puiſqu'elle eſt de quatre cinquiemes.

Le parti contraire, par l'organe de MM. Pownal, Cruger, &c. prétendit que l'Irlande viſoit à une liberté indéfinie dans ſon commerce : qu'on n'auroit pas plutôt ſatisfait l'Irlande ſur les ſucres & ſur le chanvre, que quelqu'autre perſonne demanderoit pour elle les mêmes faveurs pour le fer, le coton, les toiles peintes, l'avoine & les gros lainages. — M. Pownal informa la Chambre, qu'actuellement la laine ſe vendoit dans la Grande-Bretagne 15 shillings le *tod* ou 7 ſols 6 deniers le *ſtone* (vingt livres), tandis que le *tod* ſe vendoit en Irlande 30 shillings & le *ſtone* 15. — ce qui ne pouvoit s'expliquer que par un fait également vrai, ſavoir; que

les Américains, sur-tout ceux du Nord, sont presque généralement habillés d'un drap d'Irlande appellé *frise*.

Le même parti pria la Chambre d'observer que l'Irlande ne souffroit pas seule des calamités actuelles: que la quantité de sucre brut importé pendant l'année derniere à Liverpool avoit décru de quatre-vingt-quatorze mille quintaux à soixante-deux mille; & que ce décroissement pour la Grande-Bretagne avoit été dans la même période de cent quarante mille muids à soixante-quatorze mille, c'est-à-dire de près de moitié. Ces Messieurs ajouterent que la Grande-Bretagne n'avoit que deux moyens de tirer quelqu'avantage des pays de sa dépendance, (comme l'Irlande) ou de ses Colonies: savoir les taxes ou un monopole général de commerce. Les taxes étant incompatibles avec la Constitution, on est forcé de mettre en œuvre le monopole. S'il faut y renoncer aussi, avec quoi la Grande-Bretagne entretiendra-t-elle des armées pour protéger ces divers pays; & ne sera-t-elle pas plus à plaindre que ceux mêmes qui sont sous sa dépendance? — M. Cruger observa que si la guerre actuelle faisoit tort à l'Irlande de cinq mille livres sterling annuels, l'Angleterre y avoit perdu plus de cinq millions sterling de revenu.

Le Général *Conway* prêta un appui bien efficace à la motion, en faisant observer à

la Chambre le danger que couroit la Grande-Bretagne de perdre l'Irlande comme elle a perdu ses Colonies. Déja des associations se forment dans toutes les parties de l'Irlande; & elles prennent des arrêtés pour ne plus tirer de marchandises de l'Angleterre. C'est ainsi qu'à commencé la rébellion des Américains. Il y a déja douze mille hommes qui se sont confédérés de la sorte & qui sont tous armés: quelles fâcheuses suites ne doit-on pas redouter, puisque c'est par l'impossibilité où se trouve la Grande-Bretagne de donner des défenseurs à l'Irlande, que les peuples s'y sont armés eux-mêmes pour leur propre sûreté; par des associations absolument contraires à la loi? » Ne les poussons point au désespoir: ne les précipitons point dans une situation qu'ils ont toujours cherché à éviter, en supportant depuis plus d'un siecle, une espece d'oppression & de misere inconnue à toutes les nations de l'Europe «.

La motion fut admise par une pluralité de 47 contre 42.

Chambre des Pairs.

Le Jeudi 11 *Mars.* — Arrêté de recevoir le Bill de l'Evêque de Landaff pour réprimer l'adultere.

Commencement de l'enquête sur l'affaire de l'Hôpital de Greenwich. — Quatre Chefs d'accusation sont portés par le Duc de Rich-

mond contre le Lord Sandwich. [Ce qu'il y a de particulier à l'administration intérieure de cet Hôpital, n'étant pas très-essentiel à savoir, pour les François & autres qui étudient les intérêts de l'Angleterre ; on se contentera de rapporter dans les Extraits des débats sur cette affaire, quelques notions générales que l'on a jugées intéressantes à connoître].

Le Duc de Richmond a parlé de cet Hôpital comme du plus superbe établissement en ce genre, qui se vît en Europe. [C'est ce que lui alloueront difficilement ceux qui connoissent l'Hôtel royal des Invalides, & l'Ecole royale Militaire]. Il n'y avoit à lui reprocher que l'excès de sa magnificence.

Les revenus de cette fondation sont de 70,000 liv. sterling. Ils consistent dans le fonds des biens de Derventwater, objet de 20,000 liv. sterling.

Dans une retenue de 6 deniers sterling par mois sur la paye des gens de mer, ce qui en tems de guerre fait une somme annuelle de près de	10,000
Dans les revenus de plusieurs gros capitaux placés dans les fonds publics.	40,000
Total du revenu.	70,000

Ce revenu doit entretenir environ deux mille pensionnaires, & six ou sept cents ex-

ternes. Suivant l'ancienne Chartre, les Pairs du Royaume, les douze Grands Juges, les Amiraux, les Secrétaires d'Etat & quelques autres gens en place, ſont les Gouverneurs *nés* de cet Hôpital, & forment la Cour générale. — Par une nouvelle Chartre donnée en 1775, ce nombre eſt conſidérablement reſtraint. L'admiſſion dans l'Hôpital ne dépend plus des Officiers à pavillon, mais d'un Conſeil de Directeurs (l'Amirauté), qui ci-devant n'avoit que le droit du choix parmi les ſujets préſentés. Ce nouveau Conſeil s'eſt emparé de la caiſſe, de l'adjudication des marchés, &c. De-là des abus de tous genres : des hommes qui n'ont point ou que peu ſervi dans la Marine, ſont admis, même aux places d'adminiſtration contre le vœu de l'inſtitution. Les fournitures ſe font par des frippons, autoriſés & ſoutenus, parce qu'ils ſont des prête-noms des Directeurs. Ceux-ci encouragent l'uſage de donner les ſubſiſtances en argent, parce qu'ils gagnent ſur les valeurs. Enfin dans la foule des abus introduits par le nouveau régime, s'eſt manifeſtée une diſtinction fatale à l'inſtitution, c'eſt un Corps d'épée, compoſé de tous les vrais Marins, & un Corps de plume que forment les Commis, les Intendans, les Valets, &c. — Il y avoit bien dans tout cela de quoi former les quatre griefs, qui ſont la baſe de la dénonciation du Duc de Richmond. Ce Seigneur a fait remarquer à la Chambre, que
la

la fondation seroit infiniment plus utile si on donnoit à chaque sujet ses 7 liv. 10 s. st. par an, à dépenser où il voudroit, & que l'établissement fût anéanti. Il a prétendu que par ce moyen & avec le même fonds la nation récompenseroit huit mille sujets au lieu de deux mille.

La rigueur dont le Conseil d'administration en a usé envers le Capitaine *Baillie*, a été un des chefs de l'accusation. Cet Officier, qui étoit Lieutenant au gouvernement de cet Hôpital, a été destitué par ce Conseil, pour avoir dénoncé au Ministere & ensuite dévoilé au public tous ces abus qu'il avoit observés dans la gestion. Le Lord Sandwich se défendit d'avoir voulu suborner par l'offre d'une pension ce Dénonciateur. Il récrimina même à ce sujet contre lui; mais le Lord Chancelier fit voir que n'étant point accusé formellement (le Duc de Richmond avoit eu soin d'avertir qu'il ne garantissoit rien, mais qu'il demandoit seulement une enquête) il prématuroit sa justification.

La Chambre se forma en Comité sur cette affaire & quelques témoins furent entendus.

Chambre des Communes.

Le Jeudi 11 *Mars.* — M. Temple *Luttrel* fait sa motion pour demander communication des charges portées contre le Vice-Amiral Pallifer.

M. *Buller*, de l'Amirauté, promet cette communication, en annonçant à la Chambre que le Vice-Amiral a demandé un délai un peu plus long, & qu'en conséquence son affaire ne commencera point le Jeudi 18.

Motion du Chevalier Joseph *Mawbey* pour obliger le Lord Germaine à quitter sa place dans la Chambre, conformément à la loi portée sous la Reine Anne pour restreindre l'influence de la Couronne sur le Parlement, en empêchant qu'aucune personne ayant des places de nouvelle création, c'est-à dire qui n'auroient pas existé avant 1705, pûssent y être admises. — Grandes discussions pour savoir si la place du Lord Germaine est nouvelle ou ne l'est pas. Il n'y a, disent les uns, essentiellement qu'un Secrétaire d'Etat. Selon les circonstances, le Roi en divise les fonctions entre plusieurs personnes sous le même titre. Plus d'une fois on en a compté trois & quatre: Edouard VI en avoit trois, quoique jusqu'à Henri VIII il n'y en eût jamais eu plus d'un. Ce même Prince, vers la fin de son règne, en prit deux. Sous George II, il y en eut jusqu'à quatre, parce qu'il en emmenoit deux avec lui en Allemagne. On en a vû aussi deux pour l'Ecosse, quoiqu'il y en eût déja deux pour l'Angleterre (*a*). Malgré cela il n'en est point des

(*a*) Cela étoit ainsi après l'union de l'Ecosse avec l'Angleterre lorsque le premier Parlement Britannique s'assembla.

Secrétaires d'Etat comme des Commissaires, entre qui est partagée une grande place, celle de grand Amiral, par exemple, celle de grand Trésorier ou de Chancelier. Alors les affaires se décident par la pluralité ou un *quorum* des Membres de cette Commission. Mais les Secrétaires d'Etat agissent chacun séparément; & quand le Roi nomme un Secrétaire d'Etat de plus, il ne gagne qu'une voix dans la Chambre, lorsque ce Secrétaire d'Etat y a place comme *Commoner*. C'est ce qui fait que le Roi, qui peut multiplier son Secrétaire d'Etat, n'augmenteroit point le nombre des places mises en commission: au surplus il est convenable pour l'expédition des affaires qu'il y ait un Secrétaire d'Etat dans la Chambre: & Milord Germaine qui s'y trouve en cette qualité, rempliroit au besoin les fonctions de ses deux collégues quoique son département soit l'Amérique.— Le Lord Germaine, appuyé de toutes ces raisons, assez bonnes en apparence, assura la Chambre qu'il ignoroit, comme l'avoient avancé quelquesuns du parti contraire, que bientôt il dût être appellé à la Chambre Haute: que quand le Roi daigneroit lui faire cette grace il la recevroit avec respect & reconnoissance; mais qu'il seroit toujours persuadé que c'est par le droit le plus légitime qu'il occupe une place dans la Chambre, & que l'acte de la Reine Anne n'a point en vue les Secrétaires d'Etat, ni l'objet de bor-

ner le Roi à n'en avoir que deux, l'un pour le Nord, l'autre pour le Midi.

La motion du Chevalier Mawbey fut rejettée par une pluralité de 244 contre 1 qui étoit M. James Luttrel.

Le Chevalier *Jennings* demanda que la Chambre se formât en Comité, pour délibérer sur l'exclusion des Membres qui par eux-mêmes ou par des Agents auroient obtenu des marchés ou entreprises autrement qu'à l'enchere publique.

Quoique cette motion fût vivement soutenue par M. Fox, par M. Luttrel & d'autres aigles du parti, le Lord North vint à bout d'empêcher que le Comité n'eût lieu, & même qu'il ne pût en être question dans le cours de cette session, en faisant prendre un arrêté qui renvoye la délibération à trois mois. — Il y eut pour le Ministere 165 voix & 124 contre.

L'Opposition mit inutilement dans le jour le plus clair tous les abus qui résultoient du secret avec lequel se donnoient ces marchés. Ils servent incontestablement de récompense à ceux qui votent pour les résolutions qui conviennent à la Cour, à ceux qui soutiennent qu'il y a quarante-deux vaisseaux armés quand il n'y en a que six : que les François n'ont pas trente-deux vaisseaux quand l'Amiral Keppel n'en a que vingt. Il y a de plus, ce danger, que s'il est expédient pour la nation de rester en paix ou de la faire, les

fourniſſeurs & entrepreneurs opineront toujours pour la guerre : que même le Miniſtere, leur juge naturel, leur paſſera tous les avantages, & ſouvent toutes les déprédations qu'ils voudront, ſans oſer les contredire. Tous ces dangers n'auroient pas lieu ſi l'adjudication ſe faiſoit en public. Mais il y a auſſi des raiſons bien fortes, au moins ſuivant le parti Miniſtériel, pour laiſſer les choſes comme elles ſont : voici les plus frappantes. » La publicité des encheres dévoilera à l'ennemi nos projets : qui ſait ſi le Miniſtere de France, en ayant connoiſſance, n'apoſteroit pas des gens pour ſe les faire adjuger, qui enſuite certains d'une bonne récompenſe, manqueroient à leurs engagemens au moment du beſoin & ſe déroberoient par la fuite à la punition ? — Si le marché eſt donné à un Membre du Parlement, il eſt contenu par la crainte d'une punition plus forte que celle qu'on infligeroit à un homme obſcur. S'il prévarique ou s'il manque à ſa parole, la Chambre peut le deshonorer en l'expulſant de ſon ſein. — Dans un marché public, la caution donnée eſt la ſeule garantie que puiſſe avoir la nation. S'il eſt ſecret, le Chancelier de l'Echiquier, qui a choiſi l'homme, eſt aſſocié à ſa reſponſabilité. Pour ſon propre intérêt il ne traitera qu'avec des gens dont il ſera bien ſûr. Qu'elle cruauté ne ſeroit ce point d'ailleurs d'exclure de la Chambre des gens honnêtes par la ſeule raiſon qu'ils ſe-

roient des Marchands opulens, les colonnes de l'Etat? On ne tarderoit pas à les y rappeller, comme on y a rappellé les gens de loi qui en avoient été retranchés. Enfin, poursuivit M. Onslow, car c'étoit lui qui secondoit ainsi les efforts du Ministre, si on excluoit de la Chambre les Entrepreneurs & Fournisseurs, ils y auroient leurs substituts; & certainement ce seroit un mal pire que le premier : il vaut mieux qu'ils y soient eux-mêmes & qu'on les y laisse «. Dans la chaleur de la discussion il échappa à M. Onslow de dire : » Si j'étois Ministre «. Cette expression excita un éclat de rire général. Il faut cependant avouer que plus d'une fois les Ministres ont fait rejetter ou passer des motions, avec de moins bonnes raisons.

Chambre des Pairs.

Le Vendredi 12 *Mars.* — La Chambre étant en Comité pour l'affaire de l'Hôpital de Greenwich, il est arrêté que sur chaque chef d'accusation les témoins seront entendus. Sur l'article de la nouvelle Chartre, substituée en 1775 à l'ancienne, avec des changemens importans. M. Baillie, ci-devant Vice-Gouverneur de Greenwich, fut obligé de convenir, contre ce qu'il avoit avancé, que l'avis du Procureur Général & de l'Avocat Général avoit été pris, sur le nouveau projet, & que même il avoit été communiqué à une

Cour générale de Gouverneurs, avant que d'être envoyé au grand ſceau.

Le ſieur Evereſt, Procureur de l'Hôpital, Rédacteur de la nouvelle Chartre, donna des réponſes ſi peu ſatisfaiſantes à la Chambre, ſur les motifs dans la vue deſquels il a fait les divers changemens, que le Duc de Richmond, ſans l'oppoſition du Lord Chancelier, l'auroit dénoncé à la Chambre, pour manque de reſpect envers elle & pour parjure. Il tergiverſa ſur le point eſſentiel : pourquoi la nouvelle Chartre tranſporte au Conſeil ou Bureau des Directeurs (l'Amirauté) le droit que donnoit l'ancienne aſſemblée générale d'admettre les ſujets, ainſi que de nommer aux différentes places d'adminiſtration. Ce qu'on tira de plus clair de lui, c'eſt qu'il ne s'étoit pas apperçu qu'il faiſoit ces changemens, & il répondit qu'il ne ſavoit rien ou qu'il avoit oublié, quand on lui demanda s'ils lui avoient été ſuggérés par quelqu'un en place. Il lui fut ordonné de ſe repréſenter le Lundi 15, avec les papiers des Archives de l'Hôpital.

Chambre des Communes.

Le Vendredi 12 *Mars.* — Avant d'entamer l'affaire des taxes nouvelles, indiquée par l'ordre du jour, M. *Pownall* demanda que la Chambre ſe fît communiquer le compte des importations des Indes occidentales en An-

gleterre dans les trois dernieres années. — L'objet de cette motion étoit de faire juger quel ſacrifice l'Angleterre auroit à faire ſi l'Irlande obtenoit l'importation directe des ſucres.

M. Th. *Townshend* inſiſta auprès de M. Pownall pour qu'il retirât ſa motion, lui faiſant entendre qu'elle étoit inutile, puiſque toutes les créatures du Miniſtre étoient décidées à la faire avorter. A cette occaſion il exhorta Milord North à prendre garde à l'Irlande, prête à ſe livrer au déſeſpoir, & qui, pour ſa propre conſervation, ne connoîtroit plus que les funeſtes expédiens auxquels l'Amérique s'eſt vue obligée de recourir.

Le Lord *North*, en réponſe, ſe fit beaucoup valoir pour les ſervices qu'il prétendoit avoir rendus à l'Irlande. Les places, dans ce Royaume, qu'on étoit dans l'uſage de donner aux Anglois, ſont remplies aujourd'hui par des Irlandois. Il n'a point augmenté ſa liſte de penſions, malgré les grands beſoins de l'Etat. Dans la derniere ſeſſion, il a ſecondé les vues de ceux qui s'intéreſſoient à ſon commerce. Perſonne ne deſire plus que lui de contribuer à la proſpérité de l'Irlande; mais il a à propoſer pour cela un plan beaucoup plus avantageux que l'importation directe des ſucres, qui ne pourroit qu'irriter contr'elle l'Angleterre.

M. *Pownall* vit bien qu'il ne pouvoit mieux

faire que de retirer ſa motion qui n'avoit été ſecondée par perſonne.

M. *Burke* fit une ſortie vive contre le Miniſtre. — « Il prétend affectionner l'Irlande : qu'il le prouve donc. Il eſt vrai que les *penſions* données ci-devant à des Anglois, ſont poſſédées aujourd'hui par des Irlandois ; mais pourquoi y en a-t-il de ces penſions ? On l'interrompit ici pour lui faire remarquer que Milord North avoit dit des *places* : Je m'entens bien, reprit-il, mais des *places* ſans fonctions, qu'eſt-ce autre choſe que des penſions ? » Il parla beaucoup d'une levée d'onze mille hommes armés, qui vient de ſe faire en Irlande à l'inſçu du Gouvernement, qui encore n'oſoit pas ſe faire éclaircir un ſi ſingulier événement. Enfin preſſé par l'Orateur de la Chambre, & quoiqu'il n'y fût point préparé, il fit une motion pour une enquête, concernant cette levée d'onze mille hommes en Irlande. Mais il la retira ſur le champ, la réſervant pour un moment plus opportun.

On diſcuta enſuite l'affaire des taxes ; ce qui donna lieu à l'oppoſition de dire les choſes les plus fortes contre l'intérêt uſuraire de l'emprunt, qui fut regardé comme un des funeſtes effets de la guerre d'Amérique, comme une marque du peu de confiance qu'avoient les Capitaliſtes dans le Miniſtre des finances, & comme une indice que bientôt tous les propriétaires ſeroient ruinés & leurs biens engagés aux Capitaliſtes. Le ſol pour

livre ſur l'acciſe, devant porter ſur la taxe annuelle de la dréche & étant un impôt perpétuel, il fut arrêté que la Chambre délibéreroit de nouveau en Comité, pour remédier à cette contradiction. Il y a une partie d'impôt ſur la dréche de l'année 1760 qui eſt perpétuelle auſſi, & que cette obſervation ne peut pas regarder. Elle ne tombe que ſur l'impôt annuel, dont le produit eſt évalué communément 750,000 liv., mais qui n'en rapporte guères que 600,000 liv.

Ajournement au Lundi 15.

Chambre des Pairs.

Le Lundi 15 *Mars.* — Troiſieme lecture du Bill de l'emprunt qui excite encore l'animadverſion du Lord Effingham. Ce Seigneur démontra par le calcul que l'intérêt étoit de vingt pour cent. En conſéquence il demanda que le Bill fût renvoyé à quatre mois; mais ſa motion fut rejettée, comme il devoit bien s'y attendre.

On reprend l'affaire de Greenwich. M. Eden, Membre des Communes, Auditeur de l'Hôpital, prend ſur lui la reſponſabilité. Il rend compte des motifs du renouvellement de la Chartre, qui, dans certains cas, ne donnoit pas les pouvoirs ſuffiſans pour une bonne adminiſtration. Il fait voir l'utilité des changemens qu'il y a faits, même en remettant à l'Amirauté ſeule le droit d'admettre

les ſujets. Il produit une liſte des employés actuels, & de ceux qui l'étoient dans l'ancien ſyſtême, parmi leſquels il y avoit comme aujourd'hui des gens qui n'étoient pas marins. Ces détails furent confirmés par le Secrétaire de l'Hôpital & par pluſieurs témoins. Ceux ci renvoyés, la Chambre s'ajourna, après que le Duc de Richmond eût déclaré qu'il avoit encore ſeize ou dix-ſept objets à éclaircir.

Chambre des Communes.

Le Lundi 15 *Mars.* — Arrêté, qu'il ſeroit fait un Bill pour excepter de l'acte de navigation, pendant la durée de la guerre avec la France, les marchandiſes importées par les Etrangers ſur des navires de conſtruction Angloiſe.

M. *Wilkes* ſomme le Lord Avocat d'Ecoſſe (M. Henri *Dundas*), de faire la motion qu'il a annoncée, vers la fin de la derniere ſeſſion, pour l'adouciſſement du ſort des catholiques d'Ecoſſe. Il excite l'attention de la Chambre ſur la partialité des Miniſtres envers l'Ecoſſe, où les émeutes de la plus dangereuſe nature contre les Catholiques ont été tolérées, tandis qu'à Londres on a été ſur le point d'infliger la peine de mort pour quelques vîtres caſſées, dans les réjouiſſances pour le triomphe de l'Amiral Keppel.

Le Lord Avocat répond qu'il a vu en

Ecosse les esprits dans une si effrayante fermentation à ce sujet, qu'il croit plus sage de laisser dormir cette affaire, & que c'est aussi l'avis des Catholiques Romains du pays.

M. *Dunning* fait deux motions, pour qu'il soit dit que l'Amirauté est obligée de délibérer sur les demandes de Conseils de guerre qui lui sont adressées. — A l'appui de cette motion, il cita plusieurs exemples. L'autre, pour que l'Amirauté soit censurée, pour n'avoir point délibéré avant d'obtempérer à la demande faite par le Vice-Amiral Pallisez, le 9 Décembre dernier.

Ceux qui précédemment avoient soutenu que l'Amirauté n'avoit point ce pouvoir, se rétracterent; mais ils soutinrent qu'elle est dans l'usage de ne l'exercer que pour les cas de grande importance, & que dans celui de M. Pallizer où se trouvoient compromis son honneur & son état, l'Amirauté avoit bien fait de ne point user de sa faculté de délibérer, si elle adhèreroit ou non à sa demande.

La question préalable fut proposée par l'Avocat Général, & l'emporta de 228 contre 135.

La motion de censure fut rejettée à la pluralité de 218 contre 121.

L'affaire de la nouvelle taxe sur la dréche fut mise sur le tapis. — Milord North demanda que l'impôt perpétuel de cinq pour cent de l'année 1760, établi pour payer l'intérêt d'un emprunt de huit millions, fût

chargé ſur ſon produit net d'une taxe de quinze pour cent, ce qui équivaudroit à cinq pour cent additionel ſur ledit impôt perpétuel, & à pareille ſomme ſur celui auſſi de cinq pour cent qui eſt annuel. — Il convint qu'une taxe *annuelle* ne pouvoit pas être chargée d'une addition perpétuelle.

M. *Whitbead* lui objecta l'aſſurance qu'il avoit donnée de ne point ſurtaxer la ſubſiſtance du pauvre. Il fit voir à la Chambre, qu'à tort le Miniſtre prétendoit ne point taxer la bierre, quand il taxoit la dréche ; & il entra dans un examen des profits des Braſſeurs, aſſurant qu'ils n'étoient point auſſi prodigieux qu'on ſe le figuroit. Ses obſervations n'empêcherent point la motion de paſſer.

Chambre des Pairs.

Le Mardi 16 Mars. — Une Commiſſion du Roi, donne le conſentement de Sa Majeſté à divers Bills, du nombre deſquels ſont le Bill de l'emprunt & de la Loterie, le Bill annuel de la diſcipline des Troupes, — le Bill interprétatif & modificatif de celui pour réduire en un ſeul acte toutes les Ordonnances Parlementaires pour la Marine, — le Bill pour la ſubſiſtance & entretien des Matelots, &c.

Chambre des Communes.

Le Mardi 16 Mars. — Arrêté en Comité

ſur les moyens pour le ſubſide, que l'impôt perpétuel mis ſur la dréche en 1760, ſera porté à quinze pour cent.

Qu'un impôt additionel de cinq pour cent ſera mis ſur tous les droits d'acciſe, excepté la dréche, la bierre, le ſavon, les chandelles & les cuirs. M. Temple *Luttrel* fit une motion, pour que la Chambre ſe fît rendre compte des magaſins de bois de la Marine. Il parla d'une *décadence rapide* de la Marine, dont Milord North lui défia de produire des preuves. Cela ne l'empêcha point d'aſſurer à la Chambre que depuis deux années ſeulement, par la mauvaiſe qualité des bois, la Nation avoit perdu quarante-trois vaiſſeaux. Il eût une vive altercation avec M. Rigby, Tréſorier des Troupes, à qui il fit un crime des énormes profits de ſa place. Ces MM. ſe dirent des perſonnalités piquantes. Mais des explications réciproques les arrangerent. La Chambre n'étant point aſſez nombreuſe, M. Luttrell retira ſa motion.

Chambre des Pairs.

Le Mercredi 17 *Mars.* — Affaire de Greenvich. Les témoins atteſtent que dans le nombre des Membres du Conſeil, il y en a cinq qui n'ont point ſervi ſur Mer. Ce Conſeil doit être composé du Gouverneur, du Lieutenant au Gouvernement, de l'Auditeur ou Sécrétaire, de quatre Capitaines, de huit

Lieutenans, de deux Chapelains, d'un Médecin & de l'Econome. — Le Secrétaire, les deux Chapelains, le Médecin & l'Econome, ſont ceux qui ne ſont point Marins, & qui, ſuivant les ſtatuts, devroient comme les autres avoir ſervi ſur les vaiſſeaux. Il fut déclaré auſſi que des particuliers avoient de fortes penſions ſur les biens de Derventwater, ſans avoir jamais été utiles à l'Hôpital, entr'autres l'Ecrivain *Scot*, Auteur de l'*Anti-Séjan*. La troiſieme charge du Duc de Richmond concernant l'infidélité dans les fournitures & ſubſiſtance, eſt prouvée pareillement, ainſi que l'eſpece de connivence de l'adminiſtration à ces infidélités : un Boucher, renvoyé & amendé, ayant obtenu de nouveau l'entrepriſe pour dix ans. — La Chambre s'ajourne au 18.

Chambre des Communes.

Le Mercredi 17 Mars. —— M. Frederick *Montagu* propoſa le Bill de tolérance envers les Miniſtres Proteſtans non conformiſtes. — Il éprouve une vive oppoſition de la part du Chevalier *Baggot*, qui eſſaya de faire voir que l'intime connection qui ſubſiſtoit actuellement entre l'Egliſe & la Conſtitution, ne permettoit point qu'il fût fait le moindre changement dans l'un ou l'autre, puiſque leur harmonie pourroit en être dérangée. — M. Th. *Townshend* lui obſerva que cependant

le même Gouvernement légal ſoutenoit deux Egliſes très-différentes, celle d'Angleterre & celle d'Ecoſſe, ſans qu'il en réſultât aucun inconvénient. M. Burke, le Chevalier Younge & le Chevalier Saville, firent remarquer qu'il y auroit la plus grande inconſéquence, à refuſer à des Proteſtans une faveur qui a été accordée l'année derniere aux Catholiques d'Angleterre & d'Irlande. Il fut décidé par une pluralité de 76 voix contre 6, que le Bill ne ſeroit point renvoyé à quatre mois, ſuivant que le deſiroit le Chevalier Baggot.

Chambre des Pairs.

Le Jeudi 18 *Mars.* — Continuation de l'affaire de Greenwich. Quelques abus ſont dénoncés par M. Baillie, entr'autres celui de donner les ſubſiſtances en argent. Mais les témoins favorables à l'adminiſtration, expliquent que par ce moyen il ſe forme un fonds annuel de 2000 liv., qui aide à élever cent quarante enfans de plus. — L'adminiſtration eſt excuſée pareillement ſur divers points relatifs aux fournitures, aux logemens, &c.

Chambre des Communes.

Le Jeudi 18 *Mars.* — M. *Burke* demanda une indemnité pour les Catholiques Romains qui ont ſouffert des pertes dans la derniere émeute

émeute d'Ecoſſe. — Le Lord *North* fit paſſer la queſtion préalable, après avoir informé la Chambre que les Magiſtrats d'Edimbourg en font leur affaire. — Le Lord Georges *Gordon* & le Lord Frederick *Campbell* aſſurerent qu'il y auroit le plus grand danger à prétendre faire violence aux peuples d'Ecoſſe ſur ce point, & à révoquer les loix pénales portées contre les Papiſtes. Ils proteſterent qu'aucun des quarante-cinq Membres Ecoſſois dans le Parlement n'y donneroit ſa voix. M. Fox convint que ce ſeroit une opération hazardeuſe, quoiqu'il ne niât point que ces loix pénales ne fûſſent auſſi ſéveres, ſinon auſſi cruelles que celles de *Draco*. — M. Dempſter, quoique de l'avis de ne point contraindre les répugnances des Ecoſſois dans le moment actuel, & juſqu'à ce qu'on eût fait quelque choſe pour les Miniſtres non conformiſtes, donna des éloges à la conduite des Catholiques Romains en Ecoſſe. Ils ont offert de lever un Régiment ; mais la Cour n'a point accepté cette offre. Leur nombre, dit M. Dempſter, dans cette partie de la Grande-Bretagne, eſt d'environ 12 ou 13,000.

M. David *Hartley* annonça, qu'après les vacations de Pâques, il feroit une motion pour demander une explication de l'endroit du Diſcours du Roi, à l'ouverture de la Seſſion qui eſt relatif aux armemens de quelques Puiſſances d'Europe, d'après leſquels Sa Majeſté

a déclaré qu'elle jugeoit à propos d'augmenter ſes forces de terre & de mer. — L'objet de M. Hartley eſt de ſavoir ſi c'eſt de l'Eſpagne que le Roi a voulu parler; & quelles ſont les diſpoſitions actuelles de cette Cour envers l'Angleterre.

Chambre des Pairs.

Le Jeudi 19 *Mars.* — Débats ſur la forme des ſemonces envoyés de la part de l'Amirauté, aux témoins qui doivent être entendus dans l'affaire du Vice-Amiral Palliſer, dont le procès doit commencer à s'inſtruire le 12 Avril. — Le Duc de Richmond fit remarquer de la partialité dans l'Amirauté pour cet Officier, en ce qu'il ſemble que l'examen de ſa conduite ſera limité à l'inſtant du combat du 27 Juillet. Il inſiſta auſſi pour que les charges contre lui fuſſent articulées, & qu'on ne les tirât point des minutes du précédent Conſeil de guerre. Sa motion portoit qu'il ſeroit demandé des copies de toutes les pieces relatives au Conſeil de guerre, donné au Vice-Amiral Palliſer. Elle fut admiſe après des débats aſſez animés, dans leſquels Milord Shelburne attaqua perſonnellement Milord Sandwich, comme n'ayant point les connoiſſances néceſſaires à ſon département. Il avança que Milord Chatham avoit toujours été d'avis que c'eſt à un Marin qu'il faut donner la Marine à conduire. Cependant, ſui-

vant l'obſervation du Lord Gower, ce même Miniſtre la fit confier par Georges II à ſon beau-frere, Milord Temple qui n'étoit pas plus Marin que Milord Sandwich. Il eſt vrai qu'il lui donna pour ſucceſſeur l'Amiral Anſon, l'Amiral Saunders & l'Amiral Hawke.

Chambre des Communes.

Le Vendredi 19 *Mars.* — Motion du Lord *North*, en conſéquence d'un meſſage du Roi, pour ſoulager l'Irlande, de la paye & entretien de trois mille hommes de ſon établiſſement actuellement employés en Amérique. La motion eſt envoyée au Comité de Subſide, après quelques débats ſur une demande du Lord John Cavendish, pour connoître les dépenſes des établiſſemens civil & militaire d'Irlande, ainſi que les penſions à la charge de ce Royaume depuis 1766. On demande le grand Comité ſur le Bill pour l'importation directe des ſucres en Irlande. — Quelques bonnes raiſons que pûſſent apporter M. *Sawbridge*, pour faire voir l'abſurdité & les inconvéniens de toutes les loix prohibitives dans le commerce, & M. Burke qui alla juſqu'à dire que s'il dépendoit de lui, le commerce même des laines d'Irlande ſeroit rendu libre, & que ce ne ſeroit qu'anticiper ce que les François obligeront l'Angleterre de faire; la motion fut renvoyée à

quatre mois, par une pluralité de quatre voix : 62 contre 48.

Le Chevalier Meredith oppoſa au Bill deux raiſons plauſibles : l'une, que le droit ſur les ſucres importés en Angleterre (on ſait que ceux pour l'Irlande doivent y débarquer), ſont aliénés aux créanciers publics : l'autre, que ſi l'Irlande obtient l'importation directe, ce ſera au préjudice des Partners que les Planteurs ont en Angleterre, & auxquels ils peuvent devoir de grandes avances, ſans parler des obligations qu'ils leur ont. — M. Cruger, député pour Briſtol, exhorta les amis de l'Irlande à s'exécuter eux-mêmes, s'ils ont tant de deſir de faire du bien à ce Royaume, en remettant leurs groſſes penſions, en retranchant leurs dépenſes, en faiſant des ſouſcriptions pour les pauvres, &c.

Dans cette diſcuſſion, il fut dit par le Chevalier Georges *Younge*, oppoſant au Bill, que le ſeul article du ſucre dans le commerce des Iſles avec l'Angleterre, étoit de 3,500,000 l. par an, qui ſeroient perdues pour les Marchands Anglois, ſi cette faveur étoit accordée à l'Irlande.

Le Lord *New-Haven* ſoutint au contraire que tout le commerce des Iſles n'étant que de 4,000,000 liv., l'article ſeul du ſucre ne pouvoit pas être de 3,500,000 liv. Il rappella la diminution qui ſe fait ſentir dans celui de l'Angleterre avec l'Irlande, qui de-

puis six ans est de 600,000 liv., & a été de 700,000 liv. dans l'année derniere. — Il ajouta que les importations qui se font en Angleterre des marchandises d'Irlande, sont diminuées de 150,000 liv.; & le seul article des toiles de plus de 70,000 liv.

Chambre des Communes.

Le Lundi 23 *Mars.* — M. *Fox* fit la motion qu'il avoit annoncée pour demander que les Ministres soient déclarés répréhensibles de ce qu'ils n'ont pas renforcé à tems le Lord Howe en Amérique, après le départ du Comte d'Estaing. M. Thomas Townshend soutint la motion qui fut en quelque sorte appuyée par le Gouverneur Johnstone. Ce Député, en passant condamnation sur l'omission d'un renfort, chercha pourtant à faire entendre que le Lord Howe étoit en état de se mesurer avec le Comte d'Estaing. Il raisonna d'après un systême qui lui est particulier & suivant lequel un vaisseau de cinquante canons & une frégate peuvent combattre un vaisseau de 74 canons, & un boulet de 24 produit plus d'effet qu'un de 48, parce que ce calibre employe moins de bras. D'après ce calcul le Lord Howe ayant près de quarante frégates à ses ordres, il faudroit lui faire son procès pour n'avoir pas attaqué & pris l'escadre entiere de Toulon. La motion de M. Fox fut rejettée par 209

voix contre 125. — Sans aller aux voix on rejetta de même celle qui regardoit la Méditerranée, où M. Johnſtone prétendoit que les Miniſtres auroient dû envoyer une eſcadre pour empêcher la ſortie du Comte d'Eſtaing.

Dans cette ſéance, le Lord Germaine, s'expliquant ſur la poſition actuelle de l'Angleterre à l'égard de ſes anciennes Colonies, avança qu'il ne la croyoit point tenue d'exécuter les offres qu'elle leur avoit faites & qu'elles avoient refuſées. — Le Général Conway s'éleva fortement contre cette opinion ſe réſervant de la combattre dans une autre ſéance.

Chambre des Communes.

Le Mardi 23 *Mars.* — Arrêté en grand Comité de délibérer s'il eſt à propos d'établir la culture du tabac en Irlande. — Le Bill porte que les actes prohibitifs contre la culture du tabac ſeront révoqués, & que le tabac de la production de l'Irlande ſera importé dans la Grande-Bretagne ſous les mêmes reſtrictions & avec les mêmes privileges qui avoient lieu pour les Colonies. Le rapport du Bill eſt indiqué au Jeudi 25.

Chambre des Pairs.

Le Mercredi 24 *Mars.* — Le Lord *Briſtol* déclare que ſa motion concernant les abus

dans l'administration de la marine sera pour le 16 Avril. — Le Lord *Sandwich* ayant avancé dans un débat précédent que c'étoit le Lord Bristol qui avoit donné lieu au Conseil de guerre de l'Amiral Keppel, par son discours dans la Chambre le jour de l'ouverture de la session, le Lord Bristol se justifia de cette imputation en produisant un billet par lequel M. Keppel l'avoit prié d'informer la Chambre qu'il étoit résolu à ne plus servir avec le Vice-Amiral Palliser, & en rappellant à la Chambre que le Lord Sandwich avoit déclaré que ce ne seroit point une enquête partielle, mais une enquête générale qui devoit avoir & qui auroit lieu, par où il est évident que l'information ci-dessus donnée à la Chambre n'est point ce qui a occasionné l'enquête partielle relative à M. Keppel. Explication très-vive entre le Duc de Grafton & le Lord Chancelier, qui pour répondre au reproche que lui fait ce Duc sur l'obscurité de son origine, rappelle ce mot de Cicéron : *Qu'il aime mieux que sa maison commence par lui que de finir à lui.* Une motion du Duc de Richmond pour que la Chambre prenne connoissance de la conduite du nouveau Lieutenant Gouverneur de Greenwich est rejettée par 55 voix contre 20. Il avoit cependant été prouvé que cet Officier avoit menacé & maltraité des gens de l'Hôpital, qui étoient venus, sur les semonces de la Chambre, pour rendre

témoignage. — La querelle entre le Duc de Grafton & le Chancelier s'étoit élevée sur ce que celui-ci avoit pris sur lui de changer les termes d'une question faite par le Duc de Richmond à un des témoins.

Chambre des Communes.

Le Mercredi 24 Mars. — Le parti Ministériel fait passer, sans qu'il soit nécessaire de lever les voix, la motion pour prendre à la paye angloise trois mille hommes des troupes Irlandoises actuellement employées au dehors.

Chambre des Pairs.

Le Jeudi 25 Mars. — Le Duc de *Richmond* fait part à la Chambre de l'appréhension où il est, d'après l'énoncé des semonces de l'Amirauté aux témoins qui doivent être entendus dans le procès du Chevalier Palliser, que ce ne soit un simulacre de procès, & il demande que toutes les pieces de cette affaire soient mises sous les yeux de la Chambre. La motion passe sans qu'on aille aux voix, — Le Lord *Sandwich* déclara entendre que l'énoncé des semonces ne restreignoit point l'enquête au moment de l'action du 27 Juillet. Il fit voir aussi que les charges ne pouvoient être prises que collatérallement des minutes du Conseil de guerre de Kep-

pel, puiſqu'il n'y avoit point d'accuſateur. Continuation de l'affaire de l'Hôpital de Greenwich. Le Capitaine Baillie déclara qu'il avoit averti du danger qu'il voyoit que le feu ne prit à la ſalle dite *Taylor's*, comme il y a pris en effet au commencement de cette année.

La Chambre s'ajourne ſur cette affaire au Mercredi 31.

Chambre des Communes.

Le Jeudi 25 *Mars.* — Arrêté d'octroyer une ſomme de 19,484 liv pour lever en Ecoſſe un nouveau régiment de Volontaires dits *Fencibles*, & une ſomme de 63,195 liv. pour prendre à la ſolde Angloiſe les trois cents hommes de troupes Irlandoiſes qui ſervent au dehors.

Chambre des Communes.

Le Vendredi 26 *Mars.* — Le Lord *Nugent* déclara que depuis que la Chambre ne ſe montroit pas diſpoſée à favoriſer l'Irlande dans ſes exportations & importations, il feroit une motion le Lundi 29 pour obtenir qu'au moins elle s'occupât d'encourager les productions naturelles de ce Royaume, en permettant dans la Grande-Bretagne l'introduction des grenailles d'Irlande, à des

conditions qui lui feroient avantageufes, fans porter préjudice au Cultivateur Anglois.

La Chambre s'étant formée en Comité de fubfide, M. *Hartley* demanda que le Comité fut autorifé à ne point admettre dans le compte des dépenfes extraordinaires de l'armée pour l'année derniere, une fomme de 535,701 liv. 7 fols 7 d. $\frac{1}{2}$. employée à acheter des efpeces d'Efpagne & de Portugal pour l'ufage des Troupes Angloifes en Amérique, jufqu'à ce que la Chambre eût pris connoiffance de cette dépenfe & des pieces juftificatives.

Avant de déduire cette motion, M. Hartley avoit obfervé qu'on voyoit fur les états de l'armée un corps de fix mille fept cents Provinciaux Américains, dont l'exiftence avoit été celée à la Chambre lorfqu'on lui avoit préfenté les eftimations du fubfide. Il fe plaignit auffi de l'exceffive lenteur que l'on met dans la reddition des comptes de l'armée. Il y en a de la guerre derniere qui ne font pas encore arrêtés.

Milord *North* & M. *Jenkinfon* ne défendirent le Minifte re fur cet article qu'en faifant voir qu'il étoit impoffible que cela pût être autrement, & en général qu'il n'étoit pas facile de porter dans les dépenfes d'un pays conftitué comme l'Angleterre le même ordre & la même économie qu'un Souverain abfolu peut mettre dans les fiennes. Cette

derniere obſervation fut amenée par la diſcuſſion qui eut lieu ſur les profits exorbitans que le Miniſtere étoit convaincu d'avoir alloué, tant en Angleterre qu'en Amérique, aux Fourniſſeurs & Entrepreneurs de vivres, tranſports, &c. ſur les traites d'argent que font *ad libitum* les Gouverneurs, les Généraux & les Intendans des Sauvages, & toutes les eſpeces de fauſſes dépenſes, de doubles emplois, de droits de banque, &c. Quant au corps de Provinciaux, le Lord North ſoutint qu'on n'avoit point laiſſé ignorer ſon exiſtence à la Chambre; que quoiqu'il n'eût pas été ſpécifié par un article particulier ſur les états d'eſtimations, on avoit porté précédemment un article pour leurs habillemens & leurs armes; que même dans la ſeſſion préſente M. Jenkinſon, Secrétaire de la guerre, les avoit compris dans le compte qu'il avoit fait des forces de terre & de mer de l'Angleterre. (On peut ſe ſouvenir que ce compte, en faiſoit monter le nombre à trois cents & quelques mille hommes) Le Miniſtre déclara de plus qu'il étoit fâché que le nombre de ces Américains ne fût que de ſix mille ſept cents: que c'étoient d'excellentes troupes, & dont le ſervice étoit d'autant plus avantageux à l'Angleterre qu'elles ſe trouvoient portées ſur les lieux; & que c'étoit autant de mille hommes dont les forces de l'ennemi étoient moindres.

Sur un marché pour du rum, conclu ſe-

cretement à Londres avec précipitation, & à un prix par lequel le Gouvernement étoit lezé de moitié (4 sols 4 deniers le gallon à la Jamaïque, tandis qu'à Londres il ne vaut que 2 sols 2 deniers) le Ministre prétendit se justifier en disant qu'il avoit été pressé par les circonstances; mais le Colonel Barré le pria de se souvenir que le marché avoit été passé au mois de Septembre pour des marchandises qui ne devoient être envoyées qu'au Printems de l'année suivante. Le Lord North ne s'en tira qu'en déclarant que si les Fournissans avoient abusé de sa confiance, on pourroit leur faire rendre gorge. M. Burke marqua sa surprise de ce que dans l'année 1777 les provisions d'Irlande pour l'armée en Amérique n'avoient couté que 416,000 livres, tandis que dans l'année 1778, quoiqu'on eût de moins à nourrir tout le corps de Burgoyne, quoique le théâtre de la guerre fût beaucoup plus resserré & que l'armée fût beaucoup moins forte, cette dépense avoit été de 621,000 liv.

Le Colonel Barré reprocha de son côté au Ministre l'étrange inégalité des traitemens faits à certains Officiers d'administration. L'Inspecteur général des vivres émbarqués à Cork, a reçu dans une année 5,000 liv. dans un autre 17,000 livres, dans une troisieme 11,000 liv. On voit sur les états des sommes considérables pour entretenir des

garnifons dans des Villes où il n'y a pas un homme.

Le Colonel fit lecture d'un état des extraordinaires des guerres dans les années 1690, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7. » Pendant tout ce tems, ils ne fe font montés qu'à dix mille, quarante mille, & au plus, quatre-vingt dix mille liv. fterl. En 1698, l'état général de la guerre ne porta le total de cette dépenfe extraordinaire qu'à 800,000 livres, ce qui faifoit 130,000 livres par année. L'expédition de Hollande, qui mit Guillaume III fur le trône d'Angleterre, n'a coûté que 60,000 liv. La conquête de l'Irlande, dans le cours de quatre années, feulement deux millions. Les dépenfes extraordinaires des glorieufes campagnes de Marlborough n'ont pas été plus fortes que celles de 90 à 98, fi ce n'eft en 1709, qu'elle fe monterent à 170,000 liv. ce qui eft bien loin d'approcher de celles qu'on demande au Parlement pour l'année 1778 : celle-ci formant, avec le vote de crédit, la fomme prodigieufe de trois millions vingt-fix mille livres fterling.

Le même Colonel produifit auffi le compte des dépenfes faites pour les Sauvages attachés au parti Anglois en Amérique. Milord North avoit juftifié l'énormité de cet article, en obfervant à la Chambre que dans l'année derniere les récoltes de ces Sauvages ayant manqué totalement, il avoit été indif-

pensable de les nourrir, pour empêcher qu'ils ne s'unissent aux Américains. C'est ce qui donna lieu au Colonel, de faire remarquer à la Chambre, toujours d'après les états produits, que cette dépense pour la subsistance des Sauvages s'étoit montée en 1778 à 63,000, tandis que l'article des présens avoit été de 25,000, après avoir été en 1776 & 1777 de 17,000, & en 1775 de 5000 liv.

Le Général Burgoyne crut devoir informer la Chambre de ce qu'il avoit vû lui-méme des abus qui donnoient lieu à cette discussion. « J'étois présent, dit-il, lorsqu'on fit l'ouverture des caisses qui contenoient les présens envoyés d'Angleterre pour les Sauvages du Canada Je trouvai l'assortiment si ridicule, que je conseillai à l'Intendant qui alloit en faire la distribution, de se garder de les offrir, s'il ne vouloit pas qu'on l'en remerciât, en les lui jettant à la tête. Ces présens consistoient en coûteaux & fourchettes de tables, lacets de corps de femmes, lunettes, &c. Les coûteaux avoient une pointe arrondie ; & ne pouvoient servir ni à la chasse ni pour la guerre. Les fourchettes étoient un meuble très-inutile à des gens qui ne savent manger qu'avec leurs doigts. Il n'y a point d'hommes sur terre qui ayent la vûe plus perçante que ces Sauvages : ils ne lisent jamais, & on leur envoyoit des lunettes. Leurs femmes n'ont jamais porté ni vu de corps, que pouvoient-elles faire des lacets? La Cham-

bre s'amusa beaucoup de ce détail, qui mettoit dans le plus grand jour la friponnerie de ceux à qui le Gouvernement confie cette partie de ses dépenses.

Les profits énormes que l'Alderman Harley a faits sur les piastres, depuis le commencement de son marché en Novembre 1770 jusqu'au 18 Décembre 1778, furent pareillement discutés. Il lui fut démontré que sur une somme de quatre millions sterling (il prétendoit qu'elle n'excédoit pas 3,656,139 l. 15 s. 1 d. L'opposition soutenoit qu'elle étoit de 4,350,000) envoyés par lui en Amérique; il avoit retenu sur le pied de trois $\frac{3}{4}$ pour cent, cent cinquante mille livres sterling. Il compte ses frais de bureau, voiture, assurances, &c. sur le pied de 1 $\frac{1}{4}$; les 2 $\frac{1}{2}$ qui restent lui ont fait juste cent mille liv. ster. sans compter l'avantage qu'il a trouvé à distribuer les cinquante mille parmi ses créatures. Il lui fut objecté qu'il n'y avoit pas un Banquier dans Londres, qui, indépendamment des frais sur le pied de 1 $\frac{1}{4}$, ne prit l'affaire pour 1 $\frac{1}{2}$ pour cent, au lieu de 2 $\frac{1}{2}$; & qu'enfin les Marchands qui font le commerce des piastres, n'ont que $\frac{1}{2}$ pour cent pour négocier, remettre, & faire accepter les lettres de change de Lisbonne, Séville, Cadix, Madrid, Paris, Bilboa, Amsterdam, Hambourg, &c. ayant à courir les risques des banqueroutes, tandis que M. Harley, pour accepter une lettre de change, & don-

ner une aſſignation ſur la banque, empoche ſouvent avant de déjeûner ſes 2500 liv. ſt. Sur les 3,750,000, avoués par M. Harley; il parut qu'il en avoit envoyés en Amérique 1,700,000 en eſpeces, & 2,000,000 en papier. Il doit avoir gagné prodigieuſement ſur les eſpeces, parce qu'il n'a fait paſſer ainſi que des piaſtres ou portugaiſes légeres, ce qui devient une perte pour l'Officier & le Soldat payés de cet argent; il réſulte le même effet des 2 deniers qui lui ſont alloués ſur chaque piaſtre de 4 ſ. 6 d. qu'il compte 4 ſ. 8 d., & qui forment les 3 $\frac{3}{4}$ pour cent montant de ſon profit. On a répondu pour le juſtifier à cet égard, que le change étant de 3 liv. 14 ſ. pour cent en faveur de l'Angleterre, la guinée qui étoit rendue en Amérique, y avoit ſa pleine valeur. Mais pourquoi cette différence ne tourne-t-elle pas plutôt au profit de la Nation, qu'à celui de M. Harley? Sans la faveur qu'on veut lui faire, quand le Gouvernement envoye en Amérique 24,000 liv., ce feroit comme s'il en envoyoit 25,000, ou bien le réſidu lui feroit porté en profit pour l'année ſuivante.

Toutes ces attaques portées au Miniſtere n'empêcherent point que la motion de M. Hartley ne fût rejettée, & que M. Jenkinſon ne fit paſſer, preſque ſans peine, celle d'un vote de 2,026,000 liv. pour les dépenſes extraordinaires de l'armée depuis le 31 Janvier 1778, juſqu'au 31 Janvier 1779.

Chambre

Chambre des Communes.

Le Lundi 29 *Mars.* — Le Lord Nugent fit & retira ſa motion pour l'introduction des grenailles d'Irlande dans la Grande-Bretagne. En général on montroit de la bonne volonté pour l'Irlande ; mais l'un vouloit que l'Ecoſſe fût exceptée, l'autre que ce fût telle autre province d'Angleterre : de ſorte qu'à peine ſeroit-il reſté un quart du Royaume où on eût conſenti à recevoir cet article des productions de l'Irlande. On reprit en Comité de ſubſide la diſcuſſion concernant les profits énormes de l'Alderman Harley ſur les piaſtres, avant d'entendre le rapport ordonné du vote pour les extraordinaires de l'armée en 1778.

Voici en ſubſtance les défenſes de l'Alderman Harley & de ſon aſſocié M. Drummond. — Leur marché a commencé en Novembre 1770. Depuis cette époque juſqu'au 18 Décembre 1778, il leur a été délivré 3,510,530 liv. 10 ſ. 10 den. — Ils ont payé 3,656,139 liv. 15 1 d. dont ils ont quittance de Tréſoriers. Ils leur reſtoit dû au 18 Décembre une ſomme de 145,609 liv. 4 ſ. 3 d. — Dans leurs envois pour l'Amérique il n'y a eu en eſpeces que 1,765,659 l. Cette exportation, quoiqu'elle leur ait coûté beaucoup, les a mis en état de regler le change de maniere que les profits qu'ils ont

faits par le change ſur les traites faites ſur eux, ont ſuffi pour payer le fret, l'aſſurance & la commiſſion, de ſorte que cent livres ſterling payées en Angleterre, produiſent cent livres ſterling en Amérique. — L'armée a toujours été payée en piaſtres, évaluées 4 ſols 8 deniers, & ſur ce pied la guinée produit en Amérique 1 l. 1 ſ. 9 d. $\frac{1}{7}$ égal à 3 l. 14 ſ. $\frac{8}{9}$ pour cent, profits qui venant par le change & la piaſtre, ſont un gain pour la nation.

M. *Huſſey* obſerva que les ſommes qui étoient votées au Parlement en livres ſterling, étoient payées en Amérique en argent du pays : que les Banquiers faiſoient par-là un profit conſidérable dont il étoit indiſpenſab'e que la Chambre eût une connoiſſance détaillée.

L'Alderman Harley aſſura de nouveau la Chambre que les quatre pour cent ſur le change payoient la commiſſion, le fret, &c. ſans le moindre préjudice pour les troupes qui recevoient guinée pour guinée.

On alloit procéder au rapport du vote des extraordinaires, lorſque M. *Fox* pria la Chambre de ne point obliger la nation à un payement auſſi conſidérable pour la guerre d'Amérique, qui devroit être terminée depuis long-tems, ſans ſe faire expliquer par le Lord Germaine une opinion qu'il avoit miſe en avant dans la ſéance du Lundi 22, ſavoir, » que les Américains ayant refuſé

de recevoir les conditions qui leur ont été offertes par les Commiſſaires, la Grande-Bretagne n'eſt plus tenue à leur accorder ces mêmes conditions, ni à préſent ni dans aucun tems à venir ». M. Fox déclara que ſi le Miniſtere agiſſoit d'après ce principe, l'honneur de la Grande-Bretagne ſeroit ſouillé par la violation la plus honteuſe de la foi publique.

Le Lord *Germaine* ſoutint ſon opinion avec fermeté, même contre deux des Commiſſaires M. *Johnſtone* & M. *Eden*, qui furent d'avis, ainſi que M. *Fox*, que ce Miniſtre devoit ſe retracter, ou que les ſuites en ſeroient plus funeſtes à l'Angleterre que les plus vigoureuſes tentatives des armées réunies de France & d'Amérique.

Le Lord *North* s'expliqua d'une maniere bien vague ſur cette difficulté. Tantôt il croyoit que la Grande-Bretagne étoit engagée, tantôt qu'elle ne l'étoit pas : puis il prétendit qu'elle l'étoit ſeulement vis à-vis des individus : le moment d'après qu'elle l'étoit à l'égard du Congrès; & enfin vis-à-vis de tout le peuple en général. Cependant il laiſſa conſtament entrevoir qu'il croyoit qu'on ne pourroit revenir en aucun tems ſur la promeſſe de ne plus prétendre de droit de taxation ſur l'Amérique, attendu qu'elle avoit été faite par acte du Parlement, *non pourtant irrévocable*. — Il convint qu'il ſeroit expédient de tenir tous les autres engagemens ;

mais il nia que ce fût une obligation légale & absolue. Il convint que les succès des armes Angloises dans la Géorgie pouvoient être un premier effet de ces engagemens. Mais sur ce point on ne manqua pas de lui observer que les affaires étoient encore moins avancées que lorsque les troupes Angloises étoient en possession de Philadelphie, ou lorsque l'armée de Burgoyne campoit sur la riviere d'Hudson.

M. *Fox* insista sur la derniere proclamation qui garantit aux Américains l'effet entier de la commission & l'exécution de toutes les offres qui leur ont été faites, quelques pûssent être, dans la suite de la guerre les succès des armes Britanniques. Il mit en opposition vis-à-vis de cette conduite parjure envers les Américains, la fidélité à ses engagemens, dont la France donne l'exemple, même au milieu des revers que cette guerre a attiré sur elle, sans qu'elle ait laissé voir la moindre volonté de manquer à sa parole.

M. *Conway* & M. *Burke* unirent leurs efforts à ceux de M. *Fox* pour obtenir une rétractation formelle du Lord Germaine ou un vote parlementaire qui rassurât parfaitement les Américains contre la crainte que le Parlement n'adoptât l'abominable systéme du Lord Germaine d'une soumission absolue & sans réserve : le Lord North & le Lord Germaine ne repliquerent plus, & ils affec-

terent même la plus grande insensibilité à une sortie des plus vehementes de M. Thomas Townshend qui, sans nommer le Lord Germaine, le peignit sous les traits du plus méchant hypocrite, du plus indigne & du plus lâche coquin qui puisse exister. » C'est cet homme, dit-il, qui poignarde par des chuchotemens, des coups-d'œil, des grimaces: c'est lui qui tout en caressant les deux Freres Howe, les faisoit diffamer dans les gazettes, faisoit dire d'eux qu'ils étoient des imbéciles & des poltrons, des traitres à leur Souverain & à leur patrie «.

La réclamation de M. Fox ne produisant aucun effet sur la Chambre, M. Ord, Directeur du Comité, alloit ordonner le rapport sur les extraordinaires lorsque le Colonel *Barré* demanda la permission de dénoncer à la Chambre une foule d'abus dans l'administration des finances de la nation: » Voici, dit-il, des millions dissipés, sans qu'on puisse ni qu'on veuille produire aucune piece justificative: C'est dans quinze, dans vingt ans que les comptes nous en seront rendus: peut-être à nos arrieres neveux: ils verront des traites considérables, quoique nullement autorisées, de Gouverneurs en place ou hors de place: ils verront 70,000 liv. sterl. payées sur une traite du Gouverneur Stuart de la Dominique, indépendament de pareille somme employés par le Bureau de l'Artillerie pour défendre une Isle qui a été

trouvée sans defenses. Ils verront une traite non moins considérable faite par le sieur Morris, Gouverneur de l'Isle Saint Vincent pour une guerre contre les Caraïbes, dont nous n'avons seulement pas entendu parler. Ils verront des dépenses extraordinaires, pour la premiere fois, sur le compte de la Jamaïque. — Ils verront un petit article de 100,000 livres sterling envoyés à un autre M. Stuart, Surintendant des affaires des Sauvages, pour des présens dont ils ne pouvoient faire aucun usage, & pour des subsistances, dont rien ne justifie la distribution. Ils verront un M. Gordon employé à Corke, une année avec 14,000 livres sterling & l'autre avec 20,000 livres sterling d'appointemens, pour voir embarquer des provisions, tandis que la valeur de tous les magasins où sont gardées ces provisions se monte à peine à 5,000 livres par an. Ils verront dans l'année 1777 un envoi de provisions en Amérique pour 400,000 livres, lorsqu'il n'y avoit que 42,000 hommes, & en 1778, pour 628,000 livres, lorsque le nombre des hommes à nourrir étoit réduit à 28,000, de sorte que la dépense pour les provisions a augmenté exactement dans la proportion de la diminution des consommateurs.

Le Colonel remit aussi sur le tapis les marchés annuels de M. Atkinson pour le rum, qui ont été en 1775 de 178,000 liv. en 1776, de 400,000 livres; en 1777,

de près de 600,000 livres: en 1778, de 600,000 livres, le tout montant à près de deux millions, ſur leſquels il y avoit eu à faire un profit de 20 pour cent, ajoutant qu'il ne prétendoit point mettre ce profit ſur le compte de M. Atkinſon.

Le Lord North parla pendant près d'une heure pour détruire les impreſſions que le Colonel Barré avoit données à la Chambre. On remarqua que ce Miniſtre n'avoit jamais été écouté avec auſſi peu d'attention depuis onze ans & cinq mois qu'il eſt Chancelier de l'Echiquier; & cependant le rapport des extraordinaires fut ordonné comme il le déſiroit.

M. Burke voulut en faire excepter les articles de 25,000 livres & de 63,000 livres payées pour les Sauvages. Sa motion fut rejettée par une pluralité de 142 contre 78.

Le Chevalier *Howe* demanda que les papiers apportés le Vendredi 19, contenans ſa correſpondance & celle de ſon frere avec le Lord Germaine, fuſſent renvoyés à un grand Comité de la Chambre, qui ſeroit indiqué pour le Jeudi 22 Avril.

La motion fut ſoutenue par le Lord *Howe*. M. George *Onſlow*, quoique ſe diſant mécontent de la conduite des deux freres, s'opposa à cette enquête, à cauſe de ſes conſéquences, déſaprouvant d'ailleurs que chacun prétendît ainſi ſe faire juger. —Le Lord

Avocat d'Ecoſſe (M. Dundas) fut du même avis. Cependant la motion fut admiſe.

Encouragé par ce premier ſuccès, le Lord *Howe* demanda qu'on fit venir pluſieurs Officiers pour être entendus en témoignage : malgré l'oppoſition du parti miniſtériel, qui ſoutenoit que n'y ayant point de charge ſpécifique, on ne pouvoit pas faire entendre des témoins, cette ſeconde motion paſſa par une pluralité de 77 contre 66. — Le parti des *Howes* obtint par ſuite qu'il ſeroit demandé à la Chambre des Pairs de permettre au Lord Cornwallis de paroître au nombre des témoins.

Le Général *Burgoyne* profita de cette heureuſe veine pour demander que les papiers relatifs à ſon commandement en Amérique, fûſſent renvoyés au même Comité, ce qui lui fut accordé, non ſans une grande réſiſtance de la part de l'Adminiſtration.

Chambre des Pairs.

Le Mardi 30 *Mars.* — Le Lord Briſtol annonce qu'il ſe propoſe de commencer le 16 Avril ſon Enquête de l'état de la Marine, ce qui eſt agréé par la Chambre. Le même Lord demande en conſéquence une communication de divers papiers, comptes & états, par leſquels il eſpere faire voir que le Comte de Sandwich n'eſt nullement pro-

pre à l'adminiſtration dont il reſte chargé, & que jamais la marine Angloiſe ne recouvrera ſon ancienne ſplendeur, tant qu'elle aura pour chef un homme qui ſe permet les plus impardonnables négligences. Il juſtifia ſa motion pour les papiers, par l'exemple d'une motion ſemblable qui eût lieu en 1769, au plus fort de la guerre, lorſque l'Angleterre s'attendoit journellement à une invaſion des armées Françoiſes.

Le Lord *Sandwich*, ſoutenu du Duc de *Chandos*, fait voir que les papiers en queſtion ne pourroient pas être produits ainſi en public, ſans que l'ennemi fût informé de divers détails de ſituation qu'il eſt très-important de lui laiſſer ignorer.

Le Duc de Richmond, rappella au Miniſtre, le tems où il diſoit, que les vraies forces de l'Angleterre ne pouvoient jamais être trop bien connues de ſes ennemis : qu'ils n'en ſeroient que plus circonſpects dans leur conduite à ſon égard ; & que c'étoit le meilleur rempart qu'elle pût avoir contre leurs entrepriſes. Ce même Duc reprocha au Miniſtre les dégoûts donnés à l'Amiral Keppel & au Lord Howe, & la néceſſité où le Conſeil du Roi ſe trouvoit, par la retraite de ces deux Officiers, de prendre aux Invalides un homme, qui, depuis vingt ans, n'a pas été à la mer (le Chevalier Charles Hardy, Gouverneur de Greenwich), pour lui con-

fier un commandement d'où dépendoit le sort de l'Angleterre.

Le Lord Bristol revenant à la charge, soutint encore qu'il étoit très-dangereux, au fort d'une guerre, de laisser les affaires de la marine entre les mains de tout autre qu'un homme de mer, qui encore doit avoir d'habiles marins pour assistans. Il rappella l'exemple du Chevalier Charles Wager, qui en 1739 la guerre avec l'Espagne allant éclater, demanda au Chevalier Robert Walpole de lui donner un aide. Le Ministre fit choix du Chevalier John Norris, qui même fut admis à délibérer dans le Cabinet sur les affaires relatives à la Marine.

Toutes ces bonnes raisons, pour amener une enquête qui devoit faire destituer le Lord Sandwich, ne pûrent empêcher que la motion pour les papiers ne fût rejettée par une pluralité de 60 contre 30.

Le Duc de *Manchester*, que ce mauvais succès de ses amis ne décourageoit point, demanda une liste des bâtimens vivriers destinés pour la riviere Delaware, qui étoient partis d'Irlande depuis le premier Janvier jusqu'au premier Juillet 1778, avec les instructions expédiées par les Ministres pour ces bâtimens.

Le Lord *Weymouth* se montroit disposé à laisser faire cette communication, & il avoit reçu à ce sujet un compliment du Duc

de Richmond qui obſerva que ce Seigneur étoit le ſeul raiſonnable d'entre tous les Membres de l'Adminiſtration. Mais le Chancelier s'y oppoſa fortement lorſque le même Duc eût déclaré que cette motion avoit pour objet de vérifier un bruit qui ſe répandoit que le Lord North, par une bévue des plus ſingulieres, avoit donné l'ordre à ces bâtimens d'aller à Philadelphie, après que celui de l'évacuation de cette place avoit été expédié: il prétexta que la motion étoit trop vague, & que modifiée ou non il s'efforceroit de la faire rejetter. Le Duc de Richmond cenſura vivement le Chancelier ſur ce qu'il croiſoit l'opinion d'un autre Membre du Cabinet & même de pluſieurs, car le Lord Gower, Préſident du Conſeil, avoit été du même avis. Le Comte Ferrers & le Lord Townshend s'étoient auſſi rangés du côté du Vicomte Weymouth; mais la motion du Duc de Mancheſter fut rejettée par une pluralité de 40 contre 28.

Le Mercredi 31 *Mars.* — Le Duc de Richmond forma & retira auſſi-tôt une motion pour faire dire que la conduite de l'Amirauté dans l'affaire de l'Amiral Palliſer étoit irréguliere par le défaut de charges ſpécifiques.

Il y eut de longs débats ſur cette iſſue, mais peu intéreſſans.

Le Duc de *Mancheſter* remit à un autre

jour à demander l'attention de la Chambre sur une expédition (supposée projettée) des ports méridionaux de France contre une des plus importantes possessions de la Grande-Bretagne (Gibraltar ou Minorque).

Chambre des Communes.

Le Mercredi 31 *Mars.* — La Chambre permet au Chevalier Grey Cooper de lui présenter un bill pour diminuer la contrebande du thé, des liqueurs, &c qui s'introduisent clandestinement en Angleterre, & qui portent, dit-il, au revenu public un préjudice de plus de deux millions & demi par an. Il observa à la Chambre que les Contrebandiers forment aujourd'hui un corps considérable, & même une communauté. Il proposa de substituer les peines corporelles aux peines pécuniaires portées contre les délinquans, & d'assujettir aux peines pécuniaires tant l'acheteur que le vendeur. — Le Chevalier George *Young* y ajouta le conseil de brûler tous les vaisseaux qui auront serv à la contrebande. M. *Burke* s'éleva contre l'idée des peines pécuniaires pour l'acheteur ou le vendeur, ainsi que contre la destruction d'aucune chose qui puisse être utile au commerce, faisant voir que rien n'étoit plus contraire à la bonne politique. — [Si Milord North établit son espoir pour le prochain subside sur les profits que fera le revenu par la suppression de la contrebande,

& qu'il ſe flatte de tirer par ce moyen deux millions & demi de plus des douanes, il pourra ſe trouver bien loin de ſon compte. Aucunes peines pécuniaires ni corporelles n'empêcheront la contrebande en Angleterre. Elles augmenteront ſeulement beaucoup les embarras de l'adminiſtration, parce que les Contrebandiers prendront leurs précautions en conſéquence des efforts qu'on fera pour les réprimer. Les Miniſtres feront bientôt arrêtés par les difficultés, leurs reſſources étant infiniment plus bornées que celles de l'intérêt mercantile.]

Chambre des Pairs.

Le Jeudi premier Avril. — Une commiſſion du Roi, après avoir mandé les Communes, donne l'agrément de Sa Majeſté à pluſieurs bills, parmi leſquels celui pour augmenter l'impôt ſur certains articles d'acciſe: celui pour permettre l'importation de certaines marchandiſes par des étrangers ſur des vaiſſeaux de conſtruction angloiſe: celui pour encourager le commerce des toiles d'Irlande. — La Chambre s'ajourna au 14.

Chambre des Communes.

Le Jeudi premier Avril. — Arrêté qu'il ſera octroyé 500,000 liv. pour retirer pareille ſomme en billets de l'Echiquier, dont l'émiſ-

ſion s'eſt faite par un acte de la derniere ſeſſion.

40,540 liv. pour remplacer pareille ſomme au fonds d'amortiſſement.

Arrêté qu'une ſomme de 98,891 liv. ſera priſe du fonds d'amortiſſement pour le ſubſide.

La Chambre de retour de chez les Pairs où elle a aſſiſté à la paſſation de divers bills, s'ajourne à quinzaine.

*Extrait du N° X. d'une feuille périodique intitulée l'*ENGLISHMAN, *aux Francs-tenanciers de la Grande-Bretagne.*

» Malgré le zele avec lequel j'ai cherché à vous perſuader de porter votre attention ſur tous les événemens qui peuvent ſervir à vous faire connoître la ſituation de vos affaires en Amérique, je ne vous demande pas pour cela de ne vous intéreſſer qu'à ce qui ſe paſſe dans cette partie du Globe. La perte de quelques-unes de nos poſſeſſions doit nous rendre encore plus intéreſſantes celles qui nous reſtent. L'état actuel de l'Irlande doit faire frémir tout Anglois capable de réflexion. Le Comté de *Galloway* vient de prendre la réſolution de renoncer à tout commerce avec la ville de Mancheſter; & il a déclaré que cette réſolution ne faiſoit qu'annoncer une aſſociation encore plus déciſive. Le Comté de *Louth*, ſans marquer d'humeur

contre Manchester, a pris des résolutions qui peuvent produire les mêmes effets, en convenant de ne point importer certains articles. La ville de *Corck* se montre ouvertement dans les mêmes dispositions, & lorsqu'une fois les choses commencent ainsi, il est difficile d'indiquer le point où elles s'arrêteront. Tout le monde sait que ces mécontentemens proviennent de ce que notre Parlement a rejetté certaines propositions faites en faveur de l'Irlande. Les Ministres avoient d'abord encouragé ces propositions contre lesquels ils se sont ensuite déclarés. Ce n'est point ici le lieu d'examiner & encore moins de décider s'il falloit où non les accepter, & jusqu'à quel point la liberté de notre commerce devoit être ou n'être pas étendu «.

» *L'Englishman* n'hésite point à déclarer que dans toutes questions soit de Religion, soit de politique ou de commerce, il épouse la cause de la liberté. Il est porté à croire que les intérêts d'une Métropole peuvent rarement être contraires à ceux de ses Colonies. Il craint peu ou il ne craint point que celle-ci s'agrandissent aux dépens de la premiere. En effet, quoique dans l'Histoire nous voyons plusieurs exemples de Métropoles qui ont été riches & puissantes, tandis que ses dépendances étoient opprimées & misérables, il n'y est point fait mention de pays qui ait été ruiné par l'état floris-

ſant de quelqu'une de ſes Provinces. Quelle que puiſſe être la politique générale de l'Angleterre ſur ce point, il eſt certain que la conduite des Miniſtres eſt inexcuſable. Ils ont eu tort d'encourager des propoſitions qu'ils n'étoient pas réſolus de ſoutenir. Mon intention n'eſt pas de jetter dans vos ames des appréhenſions imaginaires, mais le plan de nos Miniſtres, relativement à l'Irlande, me paroit trop ſemblable à celui qui a été ſuivi pour l'Amérique. Les gens qui conduiſent les affaires de ce pays ſont les mêmes. Les Puiſſances Européennes ſe montrent dans des diſpoſitions plus inquiétantes pour nous, & quelqu'un qui s'aviſeroit aujourd'hui de prédire la perte de l'Irlande, ſeroit de moitié plus fondé que ceux qui ont pû annoncer que nous allions perdre preſque ſoudain treize Provinces d'Amérique «.

Dernieres nouvelles d'Amérique.

» On aſſuroit le 20 Mai que le Gouvernement avoit reçu quelques dépêches de la Géorgie : que les nouvelles qu'elles contenoient étoient mauvaiſes; & que pour cette raiſon on les tenoit ſecrettes le plus qu'il étoit poſſible. Néanmoins on débitoit ſourdement qu'il y avoit eu une ou deux eſcarmouches entre le Général Prevôt & le Général Lincoln, dans leſquelles le dernier avoit eu l'avantage. Le Chevalier Henri Clinton

en

ne recevant pas de renforts, ne peut par conséquent ni renforcer le Général Prevôt, ni agir offensivement lui-même. Cette folle & détestable guerre d'Amérique qui étoit fondée sur les principes les plus odieux de tyrannie, de brigandage & de despotisme, & qui a été soutenue & conduite par les moyens les plus bas de corruption & de perfidie, est actuellement réduite à un tel état, par la mauvaise conduite des Ministres, qu'on ne peut avoir aucune espérance de succès & qu'il n'est pas possible de la continuer «.

» On assure que le Colonel Campbell est repassée en Angleterre par les ordres du Général, pour se plaindre de ce que l'on ne lui envoyoit pas de secours de New-York, & pour faire sentir la nécessité d'envoyer des ordres au Général Clinton à cet effet «.

» L'avis donné par le Colonel Campbell a allarmé nos Ministres beaucoup plus que tout ce qu'on a appris d'Amérique depuis dix-sept mois : il est certain que les Américains assemblent leurs forces dans la Caroline Méridionale avec une promptitude qui étonne le Gouvernement & qui sont tout-à fait contraires à l'espoir dont ils s'étoient flattés d'après la prise de Savanah. Les Américains ont douze mille hommes de troupes dans la Caroline & ils en attendent tous les jours d'autres que le Congrès doit y faire passer «.

» On a appris par le Colonel Campbell

que les Habitans de Charles-Town n'étoient point du tout diſpoſés à ſe ſoumettre aux troupes du Roi «.

Le même Colonel Campbell rapporte que l'opinion générale, tant de l'armée que de la Marine dans la Géorgie, eſt que la campagne en Amérique ne peut être heureuſe, à moins que l'on ne faſſe les plus grands efforts dans la partie Méridionale, en reſtant abſolument ſur la défenſive à New-York «.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. du 28 *Mai.*

Extrait d'une lettre de Spithead.

» Il eſt impoſſible de peindre ce qui ſe paſſe aujourdhui à bord de tous nos vaiſſeaux de guerre. Par les changemens qui ont eu lieu, on a mêlé enſemble des hommes dont les principes, les opinions & les affections, ſont ſi oppoſées, que toute diſcipline, tout devoir, toute unanimité, tout amour pour le ſervice, ſe trouvent remplacés par le mécontentement, l'animoſité & l'eſprit de parti. Lorſqu'on eſt à terre, on fait des aſſociations, & par tout où va un parti, l'autre ne veut point y aller. Il y a ſur le *Robuſte* à Torbay un Lieutenant *Lumley* & un Lieutenant *Pitt*, deux jeunes Officiers généralement eſtimés & dont les principes politiques, avant les derniers Conſeils de guerre,

resserroient & affermissoient l'amitié qu'ils avoient l'un pour l'autre. Les *Amis* (car on ne les appelloit pas autrement) ont pris des opinions & des affections tout à fait contraires : ils ne s'accordent plus que sur un point, qui est de ne plus se parler ou de ne plus se trouver ensemble. Ce n'est là que l'esquisse de ce qu'on voit aujourd'hui sur presque tous les vaisseaux. Si pour la destruction de la Grande-Bretagne il nous falloit une calamité plus affreuse encore que la perte de l'Amérique, ce ne peut être que la désunion parmi nos Officiers de Marine «.

P. S. du premier Juin.

VOICI, Monsieur, un phénomène en finance, l'œuvre du fécond génie de Milord Noth. Les Boyle, les Walpole, les Pelham, les Legge, n'ont jamais imaginé plus d'un *Budget* pour une année. Milord North toujours occupé de faire briller ses ressources, vous en donne jusqu'à trois l'un après l'autre. Vous en avez vû un du 24 Février; puis un second du 1er Mars; & il vient enfin d'en produire un troisieme qui annulle les deux précédens. C'est dans la séance du Lundi 31 Mai, que la Chambre des Communes a admiré ce prodige, & a reconnu avec son Ministre chéri, que si un *Budget* étoit une bonne chose, deux *Budgets* valoient encore bien mieux, & que trois par conséquent de-

voient mettre le comble au bonheur de la Nation angloiſe.

Dans ce dernier il a fait une récapitulation de tous les articles de dépenſe de l'année 1779, qui en porte le total à 15,200,000 l. ſterl. Pour y ſatisfaire, il n'a encore que la taxe de 2,750,000 liv. ſur les terres & la dréche, & ſon emprunt de ſept millions. C'eſt donc une ſomme de 5,250,000 liv. qui lui eſt néceſſaire. Il avoit compté trouver un huitieme million dans la bourſe de ceux qui ont fait des profits ſi énormes ſur les ſept qu'ils lui ont prêté. Toutes les complaiſances qu'il a eues pour eux, toutes ſes promeſſes n'ont point pû les toucher; ils ont fait leur coup, ils ſont contents; qu'il s'en tire comme il pourra. Les nouvelles taxes ſur les domeſtiques & ſur les maiſons, n'ont pas rendu ce qu'elles devoient rendre : il trouve une vive oppoſition quant à la derniere, dans la ville de Londres même, qui ne peut point ſe faire à l'idée qu'un jardin n'eſt point de la terre, & qui ſoutient qu'en taxant les jardins à perpétuité, on taxe la terre à perpétuité, tandis qu'elle l'eſt déjà annuellement & ne peut l'être qu'annuellement. Le droit qu'il comptoit lever ſur les batiſtes étrangeres, il eſt obligé d'y renoncer & de faire ſon thême autrement, pour ne pas ſoulever contre lui les villes d'Écoſſe. Toutes ces difficultés l'embarraſſeront-elles? Non. Il anticipera ſur le revenu du fonds d'amortiſſement

& même du ſecond quartier de 1780; par ce moyen le fonds d'amortiſſement lui fournira deux millions. Il lâchera un million & demi de billets de l'Echiquier, pour retirer la même quantité de ceux de l'année derniere, & de plus cinq cent mille livres, pour payer les lots de la loterie, & dont la banque ſe chargera volontiers. Il lui manque encore douze à quatorze cent mille livres. Il auroit bien pû les trouver dans les coffres de la Compagnie des Indes, qui les donneroit pour le renouvellement de ſa chartre; mais de fortes raiſons, ſur leſquelles il ne lui convient point de s'expliquer, le décident à renvoyer cette affaire à l'année prochaine. La banque y ſuppléera ou n'y ſuppléera point; peu lui importe. S'il ne les trouve point de ce côté là, il fera pour quatorze cents mille livres de plus de billets de l'Echiquier, ou de billets de la Compagnie des Indes, & voilà ces cinq millions trois ou quatre cents mille livres trouvés, & même avec un excédant qui ſera le produit de ce qu'on appelle dans le ſtyle élevé qui convient à la finance angloiſe, les *raclures* de l'Echiquier, & cet excédant ſera de 71,000 liv. de plus que les quinze millions des dépenſes.

Milord North a négligé, comme de raiſon, divers points de moindre importance, dont on comptoit qu'il auroit parlé, comme les forces & les préparatifs de la France, les diſpoſitions & les intentions de l'Eſpagne, le

plan de l'Angleterre pour la prochaine campagne en Amérique.

En revanche, M. *Hartley* & M. *Burke* les ont bien différemment traités. — Le premier a prouvé que les quinze millions sterlings de dépenses annoncées par Milord North pour cette année, passeroient vingt millions. Il a prouvé de plus que si la guerre finissoit, comme il le faudroit bien dès que l'Espagne se seroit déclarée contre l'Angleterre, la dette non-fondée dont celle-ci resteroit chargée, seroit de vingt ou vingt-deux millions sterl. en sus de tous les millions qu'elle a fondés, ou autrement pour lesquels elle a établi des impôts, de quatre années de son fonds d'amortissement, prises en entier pour cette guerre insensée, & de quinze millions que coutera la campagne de 1779.

Il soutint que les forces navales de la France étoient presque égales à celles de la Grande Bretagne en Europe & en Amérique : que l'Espagne tenoit la balance, & que le côté pour lequel elle se décideroit, seroit celui qui l'emporteroit. Il déclara que l'Angleterre ne domineroit plus sur les mers, qu'autant qu'il plairoit à la Maison de Bourbon : que si les quarante vaisseaux de ligne de l'Espagne se joignoient à ceux de la France, cette Maison auroit une supériorité décidée contre l'Angleterre, tant en Europe qu'en Amérique.

Ces assertions firent lever le Lord *Nugent*, pour dire avec une sorte d'emportement,

qu'il ne ſouffriroit jamais qu'on oſât avancer devant lui, que l'Angleterre ne tenoit plus l'empire des mers que ſous le bon plaiſir de la Maiſon de Bourbon.

M. Burke répliqua au Lord Nugent, en déclarant que M. *Hartley* n'avoit rien avancé qui ne fût vrai.

Celui-ci tira de ſa poche deux liſtes de la marine d'Eſpagne, l'une de Septembre 1777 qui faiſoit monter le nombre des vaiſſeaux de Cadix à quarante vaiſſeaux de ligne, & l'autre de la fin de 1778, où l'on voit que dans cette année-là cette marine a été augmentée d'un vaiſſeau de 80 canons, de cinq de 74, & de deux de 64 Il cita le témoignage d'un homme qui a entré dans chacun de ces vaiſſeaux, & il s'offrit à faire paroître cette perſonne pour en certifier la Chambre ſi elle le deſiroit.

M. *Burke* reprit la parole pour appuyer tout ce que venoit de dire M. *Hartley*. Milord North ayant annoncé qu'il comptoit tirer l'année prochaine un million & demi de la Compagnie des Indes, M. *Burke* pria la Chambre d'obſerver que cela dépendoit de l'état où ſe maintiendroit le crédit public; & que ſi les événemens lui étoient contraires, il ſeroit bien impoſſible d'obtenir de la Compagnie un ſecours ſi conſidérable. Il parla des préparatifs de deſcente qui ſe font actuellement en France & qui ſemblent menacer l'Irlande. » Au milieu des troubles qui agitent ce Royaume, dit-il, que ne devons-nous pas craindre s'il

eſt attaqué par l'ennemi? « Quant à l'Eſpagne, il aſſura à la Chambre, que ſa négociation avec l'Angleterre pour une médiation, étoit rompue depuis quelques jours; qu'il la regardoit comme un troiſiéme ennemi de l'Angleterre qui alloit ſe joindre aux deux autres: qu'il étoit certain qu'actuellement l'Eſpagne coopére avec la France pour aſſiſter l'Amérique: qu'il ne déſeſpéroit pourtant point de l'Angleterre ſi le Roi vouloit changer de Miniſtres, mais qu'il doutoit ſeulement qu'on pût jamais réduire l'Amérique. Il défia le Miniſtre de nier tout ce qu'il avoit avancé au ſujet de l'Eſpagne. Mylord North ne proféra pas une parole.

M. *Hartley* ajouta que puiſque M. Burke paroiſſoit ſi certain du nouveau parti qu'a pris l'Eſpagne de ſe joindre à la France en faveur de l'Amérique, il ne pouvoit plus être queſtion de négociation avec les Américains. » Il eſt donc trop tard, dit-il; mais je ſuis pourtant bien sûr qu'on auroit pû le tenter avec ſuccès il n'y a encore que quelques jours «.

La propoſition de Mylord North paſſa ſans aller aux voix, & la Chambre s'ajourna au Mardi premier Juin.

On aſſure que l'eſcadre aux ordres d'*Arbuthnot* & de *Darby*, qui avoit appareillé le 23 Mai & que les vents avoient fait rentrer à Torbay, en eſt partie de nouveau le 29. Mais cette nouvelle n'a pour autorité qu'une lettre

lettre qui se voit au Café de Lloyd. Voici de quels vaisseaux consiste cette escadre.

	Vaisseaux.	*Canons.*	
1	América......	74	Division d'*Arbuthnot* qui va jusqu'à la Nouvelle-York avec un convoi de plus de trois cents cinquante voiles, dont la plupart attendent depuis le mois de Janvier cette escorte.
2	Centaur......	74	
3	Robust.......	74	
4	Russel........	74	
5	Europa.......	64	
6	Défiance......	64	
7	Expériment...	50	
8	Royal George.	100	Division de *Darby* qui doit revenir se joindre à Spithead vers la fin de Juin aux vaisseaux qui y sont assemblés & y former la grande escadre aux ordres de l'Amiral Hardy.
9	London......	90	
10	Queen.......	90	
11	Thunderer....	74	
12	Vaillant......	74	
13	Monarque....	74	
14	Triumple.....	74	
15	Hector........	74	
16	Berwick......	74	
17	Intrepid.....	64	

Etat de la grande escadre de l'Amiral *Hardy* qui se forme actuellement à Spithead & à qui il ne *manque que cinq ou six mille Matelots*, lesquels sont attendus dans le cours du mois de Juin, sur la flotte des Isles sous le Vent.

Vaisseaux.	*Canons.*
Victory...........	110
Britannia..........	110
Prince George.....	90

Namur.	90
Duke.	90
Union	90
Foudroyant	80
Ramillies.	74
Egmont.	74
Invincible.	74
Défenſe.	74
Courageux.	74
Alexandre.	74
Alfred.	74
Shrewſbury.	74

La nouvelle eſt arrivée hier au ſoir d'un ſoulevement qui a éclaté en Irlande. Tout le monde eſt ici dans la conſternation. Ce Peuple s'eſt enfin laſſé d'être opprimé, ruiné, affamé ; & d'être laiſſé ſans aucun eſpoir d'adouciſſement à ſes maux. Ce qui inquiete le plus, c'eſt qu'il y a douze mille hommes armés & diſciplinés & ſur leſquels le Gouvernement n'a aucune autorité.

Le bruit ſe répand auſſi que les cinq vaiſſeaux de M. de la Motte-Piquet ont été rencontrés au Cap Finiſtere, qu'ils emmenoient quelques priſes, & qu'ils ont déclaré qu'ils alloient à la Martinique, où ils comptoient arriver ſous vingt jours.

EXTRAIT d'une Lettre écrite de Paris le 25 Mai, au Banquier de Londres.

LES Lettres venues des Ports de la Manche nous ont donné des éclairciſſemens ſur la pe-

tite incurſion que le vaiſſeau Anglois de 50 canons, *l'Expériment*, les frégates *la Pallas*, *l'Unicorne* & *la Fortune*, & le cutter *le Cabot* ont faite il y a quelques jours dans la baie de *Cancale*.

Les bâtimens que les François ont perdus dans cette occaſion ſont, 1°. la frégate *la Danaé* de 26 canons de 8 livres de balle, à laquelle le nombre des bleſſés & des malades qui ſe trouvoient à bord n'a pas permis au Capitaine de mettre le feu lorſqu'il a été obligé de l'abandonner après avoir réſiſté très-longtems à l'artillerie d'un vaiſſeau à deux batteries & de trois grandes frégates ; 2°. Le navire la *Valeur* armé de quelques canons de 6 & de 4, appartenant au commerce, & loué par le Roi pour la protection du cabotage ; Et 3°. la gabare l'*Ecluſe*, bâtiment de charge, employé ſur la côte au tranſport des bois & autres munitions. Le quatriéme bâtiment qui ſe trouvoit dans la baie de Cancale, eſt le cutter du Roi la *Guêpe*, de 12 canons de 6. La *Valeur* & l'*Ecluſe* ont été brulées. A l'égard du *Cutter*, quoique les Anglois aſſurent qu'il l'ont laiſſé briſé ſur le rivage, le Capitaine de ce bâtiment qui l'a conduit depuis à S. Malo, ſe flatte qu'il pourra quelques jours prendre ſa revanche avec ce même cutter.

La batterie de canons de 12 établie à terre, dont le Capitaine Chevalier James Wallace ſe vante, dans la Gazette de la Cour, d'avoir éteint le feu après *trois quarts d'heure*, conſiſtoit en *trois piéces* d'artillerie du calibre de 12;

c'eſt à raiſon d'une piéce par quart d'heure. En vérité ce n'eſt pas peu pour un vaiſſeau à deux batteries monté de 50 *piéces de canons* des calibres de 24 & de 12. Le reſte des bâtimens détruits dans cette expédition, conſiſte en deux barques ou bateaux de la côte.

On mande de S. Malo que la gabare l'*Ecluſe*, à laquelle les Anglois avoient été obligés de mettre le feu, ne pouvant l'emmener, n'eſt pas jugée hors de ſervice ; on travaille à la mettre en état d'être conduite dans un port.

Le Capitaine Chevalier James Wallace, n'a pas craint de faire annoncer à toute l'Europe, par la gazette extraordinaire de la Cour de Londres, qu'il avoit pris ou détruit *trois Frégates & un Cutter*. D'après la vérification la plus exacte, *faite ſur les lieux*, la vérité des faits eſt qu'avec une diviſion d'un vaiſſeau & de trois grandes frégates, dans une baie défendue par trois canons de douze livres, il eſt parvenu, après un combat long & opiniâtre, à s'emparer d'une petite frégate de 26 canons de 8 livres, à détruire par la flâme un navire armé, d'environ 200 tonneaux, & à bruler à moitié un bâtiment de charge.

Quant au *Cutter*, quelque Armateur anglois pourra s'appercevoir un jour qu'il n'eſt pas détruit.

Le ſamedi 29 un exprès eſt arrivé à Londres de la part de l'Amiral Darby. On a ſçu par cet exprès que les 22 vaiſſeaux qui ont été vûs ſur Oueſſant portans ſur l'ouvert de la

Manche

Manche, ne ſont point l'eſcadre de Breſt : que c'eſt une flotte marchande Hollandoiſe revenant chez elle ſous convoi. Mais ſi on eſt certain à préſent que l'eſcadre de Breſt n'étoit point à la mer, & que mal-à-propos on a retenu & renforcé l'Amiral Arbuthnot, qui ne peut plus arriver que vers la fin de Juillet à New-York, on eſt toujours très-inquiet, ſoit qu'il ait appareillé le 29, ſoit qu'il ſoit encore à Torbay. Il circule des lettres de France qui annoncent que l'eſcadre de Breſt, ſans autre délai, appareillera le 3 de Juin : qu'elle eſt forte de 28 vaiſſeaux de ligne complettement armés, & de 12 frégates : qu'elle doit rencontrer peu après ſa ſortie, deux vaiſſeaux de ligne de plus venant de Toulon, & qu'elle a eu ordre de ne pas attendre. Si *Arbuthnot* & *Darby* ſont partis avec leurs ſeize vaiſſeaux de ligne, on ne ſait point ſi Darby pourra revenir bien facilement pour ſe joindre à l'Amiral Hardy qui l'attend à Spithead. S'ils ſont encore à Torbay, ne doit-on pas craindre que l'eſcadre Françoiſe ne vienne bruler dans cette baye, les 387 voiles de Marchands & les bâtimens tranſportans à New-York ſept mille hommes de troupes qui y attendent depuis cinq mois le départ du convoi, ou bien ſera-t'il très-aiſé à une flotte ſi nombreuſe de ſortir de la Manche, une eſcadre Françoiſe ſi ſupérieure tenant la mer ? Les inquiétudes redoublent encore ici depuis qu'on a reçu cette nouvelle, parce qu'il y a pluſieurs flottes

confidérables, qui doivent rentrer inceffamment fous de foibles convois, tant des Ifles fous le vent, que du Canada & de la Méditerranée, & environ fix ou fept riches vaiffeaux de l'Inde.

L'efcadre de Byron fe trouvera diminuée de deux vaiffeaux de ligne & réduite au nombre de vingt (fans ceux de cinquante canons) lorfque M. de la Mothe-Piquet aura joint M. le Comte d'Eftaing. Ces deux vaiffeaux font le *Saint Albans*, de 64 canons, & le *Fame*, de 74. Ce dernier avoit été fort maltraité par un coup de vent & féparé de Byron lorfqu'il eft venu de New-York à Sainte-Lucie. L'un & l'autre efcortent une flotte de deux cents voiles qui a dû partir de Saint Chriftophe le 5 Mai & qui ne fera fûrement pas arrivée jufqu'à la Manche lorfque l'efcadre Françoife fera fortie de Breft. Les vaiffeaux le *Shrewfbury*, de 74, & le *Ramillies*, auffi de 74, qui font actuellement à Spithead, & tous deux doublés en cuivre, ont ordre de fortir avec les fept vaiffeaux pour l'Inde qui fe font rendus à Spithead depuis quelques femaines. Ces vaiffeaux font le *Hawke*, la *Cerès*, le *Truebriton*, le *Walpole*, le *Comte de Sandwich*, le *Prince* & la *Princeffe-Royale*. Si en effet l'efcadre de Breft fort le 3 Juin, & qu'on l'apprenne ici à tems, le départ de ces vaiffeaux pourra bien être contremandé. Ils attendront le *Duc de Kingfton*, parti de la Tamife le 31 Mai. Celui-ci ne pourra

guere les joindre que le 3 ou le 4 Juin. Si le convoi n'eſt point arrêté & qu'il parte auſſi tôt, il donnera infailliblement dans l'armée Françoiſe.

La petite eſcadre pour Terreneuve, qui eſt commandée par le Comodore *Edwards* ſur le *Portland*, de 50 canons, eſt expoſée aux mêmes incertitudes.

Il paroît ſe confirmer que l'Amiral *Arbuthnot* eſt en effet parti le 29 Mai. Il y a des lettres de Plymouth où on l'a vû paſſer le 30. S'il a le bonheur de ſortir de la Manche avant que M. le Comte d'Orvilliers ſoit venu en reconnoître l'entrée: le Miniſtere Anglois ſe ſentira ſoulagé d'un furieux poids ſur l'eſtomac. Les bâtimens de tranſport, outre les ſept mille hommes de renfort pour New-York, y portent encore tous les équipages, munitions, &c. ſans leſquelles l'armée Angloiſe ne pourroit y faire aucune opération, & ſeroit plutôt obligée d'évacuer l'Iſle de New-York.

Mais on attend une ſeconde flotte de la Jamaïque trois fois plus nombreuſe que celle qui vient de rentrer & qui n'étoit que de vingt-un bâtimens: en outre, comme je l'ai déja dit, une flotte conſidérable de Saint Chriſtophe & une ſeconde de la Barbade, qui devoit partir le 15 Mai, une de la Méditerranée, une de l'Inde, une de Quebec, &c.

Les fonds baiſſent: on dit ici que c'eſt

d'un coup de la queue du *Budget*. Ils recevront un coup de maſſue quand on ſaura que l'eſcadre de Breſt eſt ſortie.

FIN.

LETTRE

*D'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 4 Juin 1779.

VOICI, Monſieur, une autre continuation des débats de cette Seſſion Parlementaire qui pourtant va ſe terminer, puiſque toute l'affaire de l'argent eſt enfin reglée.

FIN de la Seſſion du Parlement, depuis le 14 Avril juſqu'au 30.

Chambre des Pairs.

Le Mercredi 14 Avril. — L'Imprimeur *William Parker* ayant été arrêté conſéquemment aux ordres de la Chambre, donnés ſur la demande du Lord *Radnor*, l'Huiſſier à verge noire en informa la Chambre, pour ſavoir ce qu'il feroit du priſonnier.

Le Lord *Marchmont* repréſenta que le Lord *Radnor* n'étant point encore de retour, non plus que le Lord *Abingdon*, qui s'eſt déclaré défenſeur de Parker, il convenoit de remettre à un autre jour l'examen de cette affaire. Il eſt arrêté que ce ſera le Lundi 19.

On peut se souvenir qu'il s'agit d'une lettre imprimée par William *Parker* dans une gazette du 29 Janvier, qui accuse Milord Sandwich d'avoir détourné des fonds donnés en 1770 pour la Marine, & dont M. *Temple Luttrel* s'est déclaré l'auteur, pour tirer l'Imprimeur d'embarras.

Le Lord *Shelburne* informe la Chambre qu'une rechute empêche le Comte de Bristol d'assister aux assemblées & de mettre sur pied l'enquête qu'il a proposée de l'état de la nation.

Chambre des Communes.

Le Jeudi 15 Avril. — La Chambre arrête de délibérer en Comité le Mardi 20 sur la gratification qu'il convient d'accorder pour le chanvre importé d'Irlande.

La Chambre en Comité fait quelques modifications au Bill qui permettra que le tabac du crû de l'Irlande soit importé en Angleterre.

M. *Turner* annonça que dans peu de jours il feroit une motion pour restreindre & régler le pouvoir conferé aux Connétables & Officiers de paix, par le dernier acte ; pour recruter les troupes de terre & de marine par le moyen d'enrollemens forcés des gens sans aveu. Il rappella à la Chambre que toutes les fois qu'il avoit été question de ce Bill, il l'avoit déclaré illégal & anti-constitutio-

nel, & que probablement c'étoit par cette même maniere de voir, qu'un homme enrollé dernierement dans le Comté de Stafford, s'étoit permis de faire une résistance pour laquelle il venoit d'être exécuté, comme meurtrier.

Le Vendredi 16 Avril. — L'Amiral Pigot propose à la Chambre quatre arrêtés, tendants à établir que son frere le Lord Pigot est mort le 9 Mai 1777 dans sa prison auprès de Madras, des suites de la violence qui lui a été faite par son emprisonnement du 24 Août 1776, exécuté sur les ordres des Membres dudit Conseil actuellement à Londres, savoir, Messieurs *Stratton, Brooke, Floyer & Mégin.*

M. Stratton se justifie en produisant les ordres du Conseil suprême de Bengale, & en faisant voir que sans la révolution qui avoit entraîné la mort du Lord Pigot, le *Nabob* d'Arcot, dans son ressentiment, se seroit joint aux Marattes & les auroit aidés à chasser les Anglois de toute l'Inde — Un témoin entendu (M. *Dawson*) déclare que comme on le savoit être l'ami du Lord Pigot, le Nabob d'Arcot lui avoit fait faire, par ses deux fils, l'offre d'environ 40,000 liv. sterling en pagodes à 7 schelings 3 deniers la piece, pour qu'il s'absentât un certain jour du Conseil, dont il étoit aussi membre.

Les quatre projets d'arrêtés ayant été lus

chacun deux fois, ils sont agréés, *nemine contradicente.*

Il fut allégué par le parti contraire que la Direction avoit ordonné une enquête qui devoit déja être commencée par les soins de M. Rumbold, Gouverneur de Madras. Que jamais les affaires de la Compagnie n'avoient été plus florissantes que depuis cette révolution, ni l'armée en meilleur état, puisqu'elle avoit pû partir pour Pondichery dix jours après les ordres arrivés d'Angleterre, où ils avoient été donnés par la Direction. L'Amiral récrimina au sujet des offres de présens. Il apprit à la Chambre qu'il en avoit été fait de considérables à son frere pour l'arrêter dans l'exécution des ordres de la Direction : qu'on avoit été jusqu'à dire qu'il avoit reçu du Rajah restitué un diamant d'une grande valeur : mais que la fausseté de cette imputation avoit été reconnue à la levée des scellés faite par le nouveau Gouverneur : que son frere étoit mort au contraire très-endetté, & qu'à peine ses effets satisferoient-ils ses créanciers en Angleterre.

Comme cette affaire sera plus d'une fois discutée dans le Parlement, le compte rendu de son origine par l'Amiral Pigot est un morceau intéressant qu'il convient de donner en son entier.

L'Amiral Pigot fit une espèce de détail historique de tout ce qui s'étoit passé d'inté-

reſſant depuis la nomination de ſon frere juſqu'à ſa mort. — L'objet principal, dit-il, pour lequel il avoit été envoyé dans l'Inde, étoit de rétablir le Rajah de Tanjore dans ſes poſſeſſions, dont il avoit été injuſtement dépouillé par les Employés de la Compagnie, & qui avoient été données au Nabab d'Arcot. L'aſſemblée des Directeurs lui avoit donné à cet effet les pouvoirs les plus étendus ; ainſi, autant pour ſe conformer à ſes inſtructions que par l'amour de la juſtice, il prit les meſures les plus efficaces pour rétablir le Rajah ſur ſon trône.

Muni de ces pouvoirs, & montrant des diſpoſitions ſi contraires aux ſentimens & aux intérêts de pluſieurs des Membres du Conſeil de Madras, d'après les avis & les ordres deſquels le Rajah avoit été dépoſé & ſes poſſeſſions remiſes au Nabab d'Arcot, il ſe vit traverſé dans preſque toutes les occaſions ; il s'apperçut qu'il exiſtoit dans l'Inde un pouvoir fort oppoſé aux vues qu'on avoit à Londres, & il ſe trouva dans la néceſſité de prendre un de ces deux partis, ou de remplir les objets de ſa miſſion, ou de repaſſer en Europe.

Il donna en conſéquence les ordres les plus preſſans pour le rétabliſſemeut du Prince détrôné; il requit pluſieurs fois le poſſeſſeur d'alors, le Nabab d Arcot, de ſe conformer à l'eſprit, ainſi qu'à la lettre, des injonctions de la Compagnie des Indes.

En cherchant à les exécuter, il ne tarda pas à s'appercevoir qu'il avoit à combattre de très-puissans adversaires qui ne formoient pas moins que la majorité de son propre Conseil. Ils se croyoient engagés vis à vis du Nabab à faire tout ce qui dépendoit d'eux pour l'assister. D'un autre côté, le Nabab se trouvoit dans les environs du siége du Gouvernement (à un mile & demi de Madras), & ses émissaires & amis dans le Conseil & dehors, augmentoient journellement les difficultés qu'avoit à vaincre le Lord Pigot.

Néanmoins, lorsqu'ils virent que le Lord étoit inéxorable : que ni les menaces ne pouvoient l'intimider, ni la corruption l'empêcher de remplir fidèlement ses devoirs, on fit naître un incident, qui, à la vérité, ne pouvoit pas empêcher le Rajah déposé d'être rétabli, mais qui rendoit presque nul son rétablissement. Plusieurs Membres du Conseil prétendirent qu'ils avoient prêté une somme très-considérable au Nabab, hypotéquée sur les revenus de Tanjore, laquelle somme se montoit à deux ou trois cent mille livres, dont une grande partie étoit due à un M. Binfield ; & ils prétendirent que les possessions du Rajah devoient leur répondre des sommes par eux avancées.

Ce fut une nouvelle source de diversité d'opinions, de fréquentes contradictions & d'altercations, jusqu'à ce qu'enfin le Conseil étant convaincu que le Lord Pigot étoit dé-

terminé à rendre une ample & efficace justice au Rajah, forma une conspiration pour effectuer par la force ce qu'il n'avoit pu faire d'une autre maniere.

L'Amiral dit que Messieurs Stratton, Floyer, Macky, Brooke, Meggins & le Colonel James Stuart, après s'être murement consulté entr'eux, avoient décidé le 23 Août 1776 de faire arrêter le Lord Pigot le lendemain, lorsqu'il se rendroit au Mont. En conséquence, le 24 Août, pendant qu'il faisoit route avec le Colonel Stuart dans une chaise, il fut arrêté brusquement par un corps de Cypaïes, posté pour cet effet sur son passage. Aussi-tôt que la voiture fut arrêtée, le Colonel Stuart s'adressa au Lord Pigot dans les termes suivans : » Vous êtes mon prisonnier, Mylord ; j'ai les ordres à cet effet, & il faut que vous me suiviez. « Le Lord avoit invité le Colonel à diner avec lui à une heure fixe, & il lui avoit donné sa montre afin qu'il pût être éxact. Le Colonel étant indisposé, le Lord Pigot l'avoit pris dans sa propre chaise. L'Amiral informa le Comité, que le Lord Pigot étant en route avoit été rencontré par le Colonel Eddington, qui, après s'être approché de la chaise, tira son épée, & appella à lui les Cypaïes; que le Colonel Lysaght sortant précipitament avec un détachement de Cypaïes de derriere quelques arbres, & tenant un pistolet à la main, s'avança vers

la chaiſe, & dit au Lord qu'il étoit ſon priſonnier.

L'Amiral entra enſuite dans une infinité de détails, relativement au Lord ſon frere pendant ſon empriſonnement, dans la maiſon de campagne appellée le *Mount*, & éloignée d'environ neuf miles de Madras, où il fut gardé juſqu'au 9 Mai ſuivant, jour de ſon décès, par quatre cens ſoldats d'Artillerie, & un détachement de Cavalerie Noire ; & pour empêcher toute communication avec lui, ou qu'on entreprît de lui rendre ſon Gouvernement, on avoit fait ſavoir publiquement que s'il ſe commettoit quelque acte de violence pour cet effet, la Vie du Lord répondroit de l'événement ; en un mot, qu'on le feroit mourir à la plus légere apparence d'émeute.

Chambre des Pairs.

Le Lundi 19 Avril. — Le Lord *Abingdon* fit de fortes repréſentations à la Chambre ſur l'empriſonnement de l'Imprimeur *Parker* fait illégalement, puiſque la Chambre avoit été prévenue par lui d'une motion aux fins de révoquer cet ordre, ce qui devoit le ſuſpendre. Après quelques autres obſervations ſur ce qu'on avoit employé la ruſe, moyen peu convenable à la dignité de la Chambre, pour l'arrêter, & violé le ſanctuaire d'un Tribunal où il avoit été appellé pour une autre affaire,

le Lord conclut à ce que Parker fût élargi.

La motion fut rejettée par le moyen de la queſtion préalable ; & les allégations du Lord furent combattues même par le Duc de Richmond, qui ne les trouva point fondées. 49 contre 13 pour la queſtion préalable, 49 contre 5 pour le fonds.

Nouvelle tentative du Lord *Abingdon* ſous le prétexte que la Chambre a trop étendu ſa prérogative, & qu'il n'eſt point dans l'eſprit de la conſtitution qu'Elle ſoit Juge & Partie.

Cette queſtion amena de nouvelles diſcuſſions, d'où il réſulta que par une pluralité de 24, ſavoir 40 contre 16, Parker fut envoyé à la priſon neuve (hors des franchiſes de la Cité) pour ne s'être point préſenté à la Chambre, lorſqu'elle l'avoit mandé. Le tems de ſa détention ne fut point limité. — Le Priſonnier s'étoit avancé juſqu'à la Barre en ſe traînant ſur ſes genoux, & il avoit ſupplié la Chambre de conſidérer qu'en ſa qualité d'Anglois, né libre, il avoit droit de reclamer contre la violence qu'on lui faiſoit : qu'il demandoit à être jugé par ſes Pairs : qu'il eſpéroit que la Chambre ſe rappelleroit que l'objet de ſon inſtitution étoit de conſerver les droits & les priviléges des Sujets Anglois & des Citoyens de Londres, & qu'il n'y en avoit pas un ſeul qui ne fût perſuadé, comme il l'avoit été lui-même, qu'il n'étoit point tenu à obéir aux ordres de la Chambre. On n'eut aucun égard à ſes repréſentations.

Chambre des Communes.

Le Lundi 19 *Avril.* — Motion de M. *Fox* conséquente à celles des 3, 8 & 22 Mars, pour faire retirer au Lord Sandwich la conduite des affaires navales. Il prétendit que si chaque grief séparément n'avoit pu décider la Chambre à faire cette demande au Roi, elle le devoit faire sur la considération du corps des griefs pris ensemble. Il est inutile de les répéter : ils ont été rédits tant de fois! M. Fox appuya sa motion de l'exemple de ce qui s'est passé pour l'expulsion de M. Wilkes du précédent Parlement. Il n'y eut de nouveau dans ses griefs que l'imputation d'injustice & d'irrégularité relativement aux deux Conseils de guerre. Il reprocha aussi à ce Ministre, que par ses intrigues l'Amiral Keppel & l'Amiral Howe étoient bannis du service de leur patrie.

Le Lord *Sandwich* fut défendu par le Lord *Mulgrave*, l'un des Membres de l'Amirauté, & par le Lord *North*. Ils lui prodiguerent les plus grands éloges pour la supériorité qu'il est parvenu à donner à la Marine d'Angleterre sur la Marine de France : sur l'attention qu'il eut, en prenant le ministere, de mettre une abondante provision de bois, tiré soudain de l'Etranger; & de déconcerter les projets des gens qui en faisoient des affaires, & qui s'arrangeoient toujours de maniere qu'on

n'en pouvoit point avoir pour plus de six mois : sur ce qu'actuellement, malgré les trois incendies que la Marine a essuyés, il y a du bois, &c. amassé pour trois ans.

Le Lord *North* blâma hautement les Amiraux qui ont signé un Mémoire pour empêcher la tenue du premier Conseil de Guerre, ce qui auroit établi l'impossibilité de juger un Commandant en chef.

L'Amiral *Keppel* soutint en réponse, que dans un Pays libre le droit de représentation étoit ouvert à tout le monde.

Le Gouverneur *Johnstone* blâma l'Amirauté de ce qu'elle n'avoit eu que vingt vaisseaux à donner à M. Keppel, mais il la loua de l'avoir fait sortir. Il applaudit à la censure faite par Mylord North du Mémoire des Amiraux, & appuya de cette anecdote, celle qu'il fit du refus de M. Keppel & de Milord Howe de prendre du service : » Le Chevalier Edouard Hawke & l'Amiral Holbourne s'aviserent, sous le ministere du Lord Anson, de parler de donner leurs démissions, pour quelque mécontentement. Le Lord Anson les pria de prendre quelque tems pour y songer. Il leur déclara que s'ils persistoient à refuser de servir, il les feroit passer par un Conseil de guerre, en les accusant de ce refus comme d'un crime capital. «

La motion de M. Fox fut rejettée par 224 voix contre 118 : pluralité 106.

M. *Fox* parut n'estimer que très-peu la prise

de Pondichéry & celle de Sainte Lucie, ainsi que les progrès de l'armée angloise dans la Géorgie, dont le Colonel Campbell venoit d'apporter la nouvelle. Il déclara n'y voir que les mauvaises intentions d'un Ministere toujours occupé d'éloigner les moyens de conciliation ; cependant il convint que depuis quelque tems Mylord North paroissoit moins ferme qu'au commencement de la session dans la résolution de pousser la guerre d'Amérique avec la derniere vigueur.

M. James *Grenville* prouva par de curieux détails, qu'avec deux fois plus de dépense, le Ministere n'avoit en 1778 qu'une Marine très-inférieure à ce qu'elle étoit en 1756.

Il est arrêté que le Chevalier Guy Carleton, le Lord Balcarras, & le Lieutenant-Colonel Kingston, paroîtront devant la Chambre le Jeudi 22, pour être examinés sur les dernieres campagnes en Amérique.

De plus, qu'il sera envoyé un message aux Pairs, pour qu'ils permettent au Comte de Harrington (ci-devant Lord Petersham) de comparoir de même devant la Chambre, & pour le même objet.

[*N. B.* Tout ce qui a été dit dans la Chambre sur cette affaire, consiste en interrogats, & en observations qui servent à éclaircir les points obscurs & douteux de la conduite des Généraux en Amérique dans les dernieres campagnes. Le Rédacteur du présent Recueil réserve toutes ces discussions,

pour en employer la ſubſtance dans le Journal Chronologique des Affaires de l'Amérique, où une ſeule phraſe, & même un ſeul mot, placé à côté de l'événement, ſera bien plus utile à l'Hiſtoire, que ſi on déduiſoit ici ces débats dans toute leur longueur. Il eſt ſenſible qu'ils ne ſont auſſi longs, que parce qu'il a fallu rapporter les faits & les circonſtances, ce qui devient inutile, dans le cours de la narration. On auroit ſouhaité pouvoir en faire de même des lettres, mémoires & pieces produites au Parlement, pour l'inſtruire de l'affaire des freres Howe. Cela ne ſe pourra que pour les pieces d'Amérique poſtérieures au 3 Septembre, & celles d'Europe poſtérieures au 20 Octobre 1776. Les précédentes, depuis 1775 juſqu'à ces dates, feront un Recueil diſtinct, qu'on pourra faire relier ſéparément, & placer en tête du Recueil.]

Chambre des Pairs.

Le Mardi 20 *Avril.* — Repriſe de l'affaire de l'Hôpital de Greenwich. Il eſt prouvé qu'il s'eſt fait quelque gain illicite ſur les toiles deſtinées aux chemiſes & aux draps des Penſionnaires, quant à l'ampleur & à la qualité. Les pieces de toile de Ruſſie de trente aulnes, répondant à trente-ſept verges & demi angloiſes, devoient ne faire que quinze paires de draps : on étoit dans l'uſage d'en faire ſeize. Les chemiſes n'étoient que de trois verges un quart, au lieu de trois

verges & demie. — Sur la viande, on ne donnoit que quatorze onces par homme au lieu d'une livre allouée par les Réglemens.

Un témoin entendu ſur les menaces employées pour détourner les Penſionnaires de prendre parti pour l'homme qui déplaiſoit aux Miniſtres, ne demandoit pas mieux que de donner à cet égard à la Chambre les preuves les plus claires de l'abus que le Lord Sandwich avoit fait de ſon autorité; mais le parti miniſtériel fit décider par les Juges que ce témoin ne parlant que d'après le dire d'un tiers, ſa dépoſition ne pouvoit pas être reçue. — Le Lord *Denbigh* s'étant aviſé d'adreſſer la parole tout bas à ce témoin, pour l'arrêter dans le cours de ſes imputations contre le Lord Sandwich, il fut vivement tanſé par le Duc de Richmond, qui mit le Chancelier dans le cas de rappeller au Lord *Denbigh*, que la regle étoit de faire paſſer par le Préſident de la Chambre tout ce qu'on pouvoit avoir à dire à un dépoſant. Le nombre des voix favorables au Lord Sandwich, ſur divers points de cette diſcuſſion, fut 46 contre 19; 44 contre 15; 46 contre 16.

Chambre des Communes.

Le Mardi 20 *Avril.* — Affaire du Bill pour l'adouciſſement du ſort des Miniſtres & Maîtres d'Ecole non conformiſtes. — Sur une repréſentation de l'Univerſité d'Oxford, My-

lord North propoſe d'y ajouter une clauſe, ſuivant laquelle » ne ſeront admis à profiter de la loi, que ceux qui auront prouvé qu'ils ſont Chrétiens, & reconnoiſſent comme non conformiſtes proteſtans la vérité des ſaintes Ecritures. « Il éprouva quelque oppoſition ſur la connoiſſance que le Magiſtrat auroit droit de prendre de la foi de chacun; mais la modification paſſa ainſi: 88 contre 58.

Chambre des Pairs.

Le Mercredi 21 *Avril.* — Le Comte Shelburne annonce que le Vendredi 23, le Comte de Briſtol fera ſa motion ſur l'Etat de la marine.

L'affaire de l'Hôpital de Gréenwich, après quelques éclairciſſemens ſur les vexations éprouvées par le ci-devant Lieutenant-Gouverneur, eſt renvoyée au Lundi 3 Mai.

Le Lord Abingdon demande, que l'Imprimeur Parker ſoit retiré de la nouvelle priſon, pour être transféré à celle de Newgate. Il produit une lettre où ce malheureux ſe plaint d'être renfermé dans une priſon dégoutante & mal-ſaine parmi des criminels. Le Duc de Bolton ſollicite l'humanité de la Chambre en faveur de Parker, pour obtenir ſon élargiſſement. Il eſt appuyé par pluſieurs Lords, qui repréſentent que s'il meurt de maladie ou de chagrin dans ſa priſon, la Chambre aura à ſe reprocher ſa mort. Le

Lord *Radnor* & le Lord *Onslou* soutiennent qu'on ne doit avoir pour lui aucune pitié, s'il n'adresse point à la Chambre une lettre d'excuses, sur sa conduite passée. — Le Lord Abingdon répond qu'il lui conseilleroit plutôt de se laisser mourir, pour soutenir les droits & les privilèges de ses Concitoyens. » Par D... dit ce Lord en élevant la voix, je ne dis que ce que je pense dans le fond de mon cœur, & je suis si loin de croire que la Chambte montre quelque humanité à l'égard de ce malheureux, que je la juge coupable de la plus atroce tyrannie. «

La motion pour élargir Parker fut rejettée par 28 contre 12: celle pour le changer de prison, sans aller aux voix.

Chambre des Communes.

Le Mercredi 21 *Avril.* — Le Secrétaire de la guerre propose à la Chambre en Comité pour le subside, qu'il soit octroyé une somme de six mille deux cent quarante-six livres, pour enrégimenter quelques Compagnies de Dragons Légers déjà levées, & attachées aux Dragons des Gardes, mais qui étant réunies & augmentées de 12 hommes, formeroient trois Régimens de 411 hommes, sans autre dépense nouvelle que pour un Etat-Major, d'autant qu'elles ont déjà leurs Officiers. — Cette motion passa, sans aller aux voix.

Le

Le Jeudi 22 *Avril.* — La Chambre approuve le rapport concernant les Compagnies détachées des Dragons des Gardes, & la dépenſe, dans laquelle ſera compris celle qui eſt néceſſaire pour porter pareillement à 411 hommes chacun des Régimens d'Elliot & de Burgoyne.

De plus, le rapport pour octroyer 4113 livres, qui ſerviront à augmenter un Corps de Royal Montagnards émigrans actuellement en Amérique.

La Chambre s'étant formée en Comité pour examiner les papiers d'Amérique; ſavoir, la correſpondance officielle avec le Commandant en chef en Amérique; le Chevalier William Howe ſe leva, & après quelques obſervations préliminaires, il expoſa ce qu'il avoit entrepris de prouver au Comité & à ſon Pays. — Il dit que dans la conduite de la guerre d'Amérique, il n'avoit rien omis, ſoit pour la *conſultation*, ſoit pour l'*exécution*, qu'il avoit conſtament & fidèlement informé le Miniſtre chargé du département de l'Amérique de l'état de ce Pays & de celui de ſa propre armée; qu'il avoit vivement & conſtament repréſenté la néceſſité de renforcer l'armée royale, pour effectuer l'objet qu'on avoit en vue, & mettre à exécution le plan de la guerre; qu'il n'avoit jamais négligé ni perdu de vue ces objets, & qu'il ne s'étoit point écarté de ce plan ou des devoirs que lui preſcrivoit la nature du ſervice militaire:

qu'il n'avoit jamais induit le Miniſtre à croire, ni mandé *qu'une campagne* ſuffiſoit pour terminer la *guerre* d'Amérique. — Qu'on pouvoit avoir fait quelques fautes dans la conduite d'une guerre auſſi étendue, auſſi difficile & auſſi compliquée, & d'un genre auſſi nouveau; mais qu'il comptoit aſſez ſur le témoignage de ſa conſcience & ſur la juſtice du Comité & de ſon Pays, pour être perſuadé qu'on ne lui imputeroit aucune négligence dans la pourſuite des intérêts de la cauſe publique. — Qu'il n'avoit laiſſé échapper aucune occaſion de tirer parti de ſes connoiſſances militaires & civiles pour ſervir ſon pays. — Que dans la partie militaire, il avoit pourſuivi chaque entrepriſe, juſqu'au point où l'avantage poſſible lui avoit paru proportionné au déſavantage ou au danger qu'auroit entraîné quelque échec eſſuyé par l'armée royale ou quelque diminution eſſentielle dans ſes forces, recevant ſurtout auſſi peu de renforts & de proviſions d'Angleterre, — & que par rapport à la partie civile de ſon commandement, qui, quoi que puiſſent dire ſes calomniateurs, n'étoit à aucuns égards incompatible avec les opérations militaires les plus actives, ſon frere & lui avoient ſtrictement rempli leur commiſſion, toute imparfaite & limitée qu'elle fût.

Il finit par ſommer chaque Membre de la Chambre, ou toute autre perſonne, de for-

mer quelque accusation contre lui; & enfin il proposa d'exposer lui-même les faits, pour que l'enquête fût commencée, & que le Lord Cornwallis fût appellé pour être examiné.

Le Lord North objecta d'après les formes parlementaires, que les témoins mandés pour être interrogés sur les papiers ne pouvoient être examinés qu'après que cette même lecture auroit été faite. Quant à la sommation faite par le Général à la Chambre ou au Public, ou à quelque personne que ce soit, de former une accusation contre lui, il ne *pouvoit former ou suggérer aucune imputation;* que dans la connoissance qu'il avoit prise *officiellement* des papiers, il ne lui étoit jamais venu à l'idée qu'il y eût aucun fondement quelconque pour une enquête ou imputation.

Après quelques pour-parlers sur la forme qui devoit être observée dans les opérations du Comité, le Greffier commença la lecture des lettres contenant les instructions, &c. du Lord George Germaine au Général Howe, & la continua jusqu'à neuf heures & demie. Le Comité remit cette lecture au Mercredi 28, jour auquel la Chambre s'ajourna.

[C'EST le Recueil de ces papiers que nous ne tarderons pas à donner, ainsi que nous l'avons annoncé, en cahiers séparés, jusqu'aux dates des 3 Septembre & 24 Octobre 1776, & ensuite dans l'ordre chrono-

logique du Journal depuis cette date jufqu'à la fin de la Collection ; c'eft-à-dire, jufqu'au retour des freres Howe en Europe. Nous entremêlerons dans cette feconde partie tous les faits, dates & obfervations intéreffantes que l'enquête parlementaire aura fait produire ; & en conféquence il n'en fera point queftion dans la fuite de l'Hiftoire de la préfente feffion ; & nous nous contenterons de rapporter les motions, & le nombre de voix fur lequel elles auront été admifes ou rejettées.]

Chambre des Pairs.

Le Vendredi 23 *Avril.* — Nous voici à la fameufe motion du Lord Briftol, pour que le Roi fût fupplié de retirer la place de premier Lord de l'Amirauté & la féance dans le Confeil privé au Lord Sandwich. Après des débats très longs, elle fut rejettée par une pluralité de plus de moitié : 88 contre 39.

Le Lord Chancelier a obfervé que dans ces débats, il n'avoit pas été avancé une feule affertion par un des deux partis qui n'eût été contredite par l'autre. Ce feroit donc faire perdre le tems des lecteurs que de leur mettre fous les yeux d'anciens comptes de dépenfes & dénombremens de vaiffeaux dont la vérité n'eft allouée ni d'une part ni de l'autre, ainfi que des états des Marines de France & d'Efpagne, fur lefquelles

il eſt plus que probable que tous deux ont des notions peu juſtes. — D'ailleurs la proteſtation du Comte de Briſtol & des Lords de ſon parti, de laquelle nous donnerons une copie, récapitule toutes les aſſertions de l'Oppoſition, qui ſont ce qu'il y a de plus intéreſſant à ſavoir, quoiqu'on puiſſe y reconnoître ce qui a été déja allégué nombre de fois dans les deux Chambres contre le Miniſtere en général & contre Milord Sandwich en particulier. Voici les traits qui nous ont paru les plus remarquables. Milord Briſtol a déclaré qu'il n'inſiſtoit pas aujourd'hui ſur le renvoi de tous les Miniſtres actuels, ne doutant point qu'avant peu le Roi ne s'y vît forcé: qu'il ne demandoit que celui du Lord Sandwich, ſans prétendre lui faire infliger aucune punition, vû que ce ſeroit l'affaire du Parlement, qui avoit divers moyens pour lui faire ſon procès.

Milord *Sandwich*, dans le compte qu'il a rendu de ſa conduite, a allégué que dans les tems où on prétendoit que la marine étoit ſupérieure à ce qu'elle eſt aujourd'hui, le nombre des vaiſſeaux de 74 canons, & en général de fortes dimenſions étoit moins conſidérable. Il s'eſt excuſé, quant aux conſommations, ſur trois incendies que la marine a ſoufferts, dont deux à Portſmouth & un à Chatham. *Il* a aſſuré qu'actuellement la marine étoit mieux approviſionnée qu'à l'époque ou le Lord Hawke s'étoit retiré de

la place de chef de l'Amirauté. Au lieu de treize mille voitures (chaque voiture pese deux mille) de bois, ce qui ne répond qu'à six ou sept mois de consommation, il y en a à présent soixante-douze mille voitures, ou pour trois ans : du chanvre pour cinq années, & des autres provisions en général, comme fer, poix, goudron & mâts, pour trois ans, sans compter des marchés faits pour trois autres années, & plusieurs milliers de tonneaux envoyés aux escadres dans leurs respectives stations. — Il expliqua de quelle maniere les monopoleurs tenoient le Ministere dans leur dépendance pour la fourniture des bois, & se prévalut de l'en avoir affranchie.

Il parla encore du doute où avoit été le Ministere sur la destination du Comte d'Estaing, & qui n'avoit cessé qu'après sa sortie du Détroit de Gibraltar. — Sur la premiere rentrée de l'Amiral Keppel, il déclara ne prétendre point le condamner, puisque ses instructions portoient de revenir s'il trouvoit l'ennemi plus fort que lui, mais il observa que l'Amiral Hawke avoit désobéi en pareille occasion. Ses ordres portoient de ne croiser que quinze jours s'il se jugeoit le plus foible ; & quand il revenoit, après avoir passé ce terme, il répondoit qu'une petite supériorité ne lui avoit pas fait peur. Cette allégation du Ministre étoit relative au nombre des vaisseaux qui se trouvoient en état dans Brest, lorsque l'Amiral Keppel eût pris les frégates

la *Licorn* & la *Pallas*; on ſait que le parti Miniſtériel ſoutint qu'il étoit moindre de pluſieurs vaiſſeaux que ne le prétend cet Amiral. Milord Sandwich convint pour la premiere fois que ce nombre des vaiſſeaux françois armés dans Breſt, pouvoit être de vingt-quatre ou vingt-cinq, & par cet aveu, il donna un démenti à Milord North qui avoit affirmé dans l'autre Chambre qu'il n'étoit que de dix ſept ou dix-huit. — Il ſe juſtifia encore par les pertes que la marine a ſupportées depuis que la guerre eſt commencée avec l'Amérique. Cinquante-huit de ces vaiſſeaux de guerre de tous rangs, ont péri ou ont été pris, & dans ce nombre deux vaiſſeaux de ligne (le *Somerſet* & l'*Auguſta*).

Sur le reproche fait au Miniſtere par le parti de Keppel, que l'eſcadre Françoiſe avoit remis à la mer après l'affaire du 27 Juillet, dix jours plutôt que l'eſcadre Angloiſe, il répondit que c'étoit bien une preuve que l'eſcadre Angloiſe avoit été plus maltraitée & plus *battue* que celle des François, ce qui eſt en effet l'opinion de toute l'Europe, quoique l'Oppoſition ſe ſoit ſoulevée contre cet aveu, que la force de la vérité a arraché à Milord Sandwich, & qu'elle ſe ſoit écriée que lui ſeul au monde pouvoit dire pareille choſe.

Le Lord *Briſtol* ſoutint au Miniſtre qu'il n'exiſtoit point de preuve de ces abondantes proviſions dont il parloit, mais que perſonne

ne pouvoit ignorer qu'elles avoient manqué en Juillet 1777 dans tous les articles & de la maniere la plus ſcandaleuſe: que le Lord étoit reſté dans la plus grande diſette de tout: que cette diſette avoit fait retarder de plusieurs ſemaines le départ de Byron: que la *Victoire* (*a*), le propre vaiſſeau de Keppel, n'avoit pu ſortir qu'avec des mâts jumelés: qu'aujourd'hui encore (23 Avril 1779) elle n'a point les mâts qui lui conviennent: que tous les gros vaiſſeaux n'ont des mâts que de piece & de morceaux. Qu'on n'a ni le nombre ni l'eſpece de matelots néceſſaires: qu'ils ſont mal diſciplinés, mal commandés: qu'il n'y a point aſſez d'Officiers ſubalternes: ce qui fait que chaque Officier eſt continuellement détourné du devoir propre à ſon grade: que les matelots manquent de vêtemens ainſi que de proviſions: que c'étoit le tableau que l'Amiral Harland avoit fait du vaiſſeau le *Queen* dans l'affaire du 27 Juillet (on peut ſe ſouvenir que Milord Briſtol avoit refuſé de monter ce vaiſſeau, le jugeant trop mal armé & équipé: c'eſt ce qu'il n'a pas manqué de rappeller à la Chambre.)

Le Lord *Littleton*, qui vient de quitter les drapeaux du Miniſtere pour prendre parti

(*a*) La *Victoire* vient d'eſſuyer une avarie à Spithead: un bâtiment de tranſport l'a abordée & lui a enfoncée quelques côtes. Il a fallu la remettre au baſſin (4 Juin 1779).

une ſeconde fois ſous ceux de l'Oppoſition, déclara qu'il vouloit avoir ſon franc parler, coûte qui coûte : qu'il voyoit les affaires de ſa nation dans l'état le plus inquiétant, & qu'il lui devenoit impoſſible de garder le ſilence, dût-il même s'expoſer à perdre ſes places : qu'au ſurplus ce qu'il recevoit d'appointemens n'équivaloit point aux pertes qu'il faiſoit comme citoyen par l'anéantiſſement du crédit, par la diminution du prix des terres, &c.

Le Lord *Shelburne* reprocha aux Miniſtres que l'Amérique Septentrionale, dans toute ſon étendue, étoit depuis pluſieurs mois ſans défenſe, ſans un ſeul vaiſſeau de ligne pour en écarter l'ennemi : qu'il voyoit aux Iſles vingt-deux vaiſſeaux de ligne dans l'inaction, & un Amiral (Byron) attendant, pour agir, des inſtructions d'Europe : que l'Iſle Sainte Lucie n'eſt qu'un grand hôpital où languiſſent cinq mille hommes des meilleures troupes qu'il y ait au monde : que dans la Géorgie le Général Prevôt eſt à-peu-près dans la même ſituation : que le Général Clinton, après avoir long-tems attendu en vain des renforts, a pris le parti de revenir en Angleterre : que les troupes qu'on lui envoye auroient dû être en mer dès les premiers jours de Mars. (elles ne ſont parties que le 29 Mai), qu'elles y arriveront Dieu ſait quand, mais bien ſûrement trop tard pour y agir avec quelqu'efficacité cette année, &c. Il parla auſſi

de l'indiſcipline des équipages ſur l'eſcadre. Le public apprit de la bouche de ce Lord qu'il y avoit eu des ſoulevemens, dans la campagne derniere, ſur chacun des trois vaiſſeaux Commandans : il finit en diſant que le Chevalier Harland avoit reçu des dégoûts en ſe voyant aſſocier les Amiraux Darby & Digby, & que c'étoit le motif qui l'avoit déterminé à quitter.

L'Oppoſition en général ſoutint que l'Angleterre n'ayant aujourd'hui d'autre ſupériorité ſur la France que de neuf vaiſſeaux, (79 contre 70,) l'avantage n'étoit pas ſuffiſant pour la sûreté de l'Angleterre; & elle rappela au Lord Sandwich, d'après des minutes priſes à l'inſtant même, qu'il avoit déclaré, qu'un *Lord de l'Amirauté* qui n'auroit pas fait en ſorte d'avoir une Marine ſupérieure aux forces réunies de la France & de l'Eſpagne, méritoit non-ſeulement de perdre ſa place, mais la tête. Le Lord Sandwich eut beau jurer qu'il avoit dit *une Adminiſtration*, & non un premier Lord de l'Amirauté, il y eut plus de dix des Lords qui offrirent de le confondre, en liſant leurs minutes toutes uniformes ſur ce point.

Le Lord Sandwich dévoila dans cette occaſion un des motifs qui ont empêché & qui empêchent encore d'envoyer une eſcadre angloiſe dans la Méditerranée. C'eſt que juſqu'ici, quelque tranquillité que la Cour de Londres ait affecté d'avoir ſur les diſpoſitions de l'Eſpagne, elle n'a pas été un moment ſans

appréhenſion que cette Puiſſance ne prît un parti contraire à ce qu'elle avoit intérêt de ſouhaiter, & qu'en conſéquenee elle auroit cru expoſer à une perte certaine une eſcadre angloiſe qu'on auroit envoyée dans la Médi-diterrance, ſi l'Eſpagne s'étoit jointe ſoudain à la France, ainſi que ſans doute elle a toujours laiſſé quelque ſujet à l'Angleterre de le craindre, nonobſtant tout ce qu'il a pu convenir aux Miniſtres Anglois de publier de ſes ouvertures, de ſes déclarations & de la prétendue horreur qu'elle avoit de la *perfidie* de la France.

Le Lord *Stormont* ſentit qu'on s'expliquoit avec trop de naïveté ſur les doutes fondés que donnoit la conduite de l'Eſpagne, & il ſe leva pour prier tant les Lords du Miniſtere, que ceux du parti contraire d'être plus réſervés dans ce qu'ils diroient d'une Puiſſance qu'ils avoient tant d'intérêt de ménager.

SUIVANT le *Courier de l'Europe*, (je vais dire tout-à-l'heure pourquoi je cite de préférence cette Gazette,) il prodigua les éloges les plus flatteurs à l'Eſpagne, ſur ſa *bonne foi*, ſur ſa *droiture*, ſur ſon *ſtrict honneur*, ſur ſa *ſage politique*, & il ravala d'autant les qualités morales du Miniſtere de France, même juſqu'à y faire ſervir l'organe de la Cour de Madrid qui, dit-il, avoit donné à l'Angleterre toutes les aſſurances poſſibles qu'elle ne prendroit point part à ſes conteſtations actuelles avec la France à raiſon de *la perfidie*

ſans exemple de cette derniere Puiſſance. Il prit auſſi ſur lui de tracer à la France un autre plan de *perfidie* que celui qu'il prétend qu'elle a ſuivi, un plan plus rafiné, (plus Ecoſſois, diroit un Américain.) Il parla de proteſtations d'amitié, de promeſſes de neutralité faites par la France, de vœux qu'elle ſe ſeroit dit former pour le ſuccès des armes britanniques, tandis qu'elle fourniſſoit ſecretement des ſecours aux Colonies rébelles. Il aſſura (toujours ſuivant le même Editeur) que la puiſſance navale de la France, aujourd'hui ſi impoſante, n'eſt qu'un vain phantôme, une ombre, qui avoit fait illuſion quelques inſtans, mais dont le moment étoit paſſé; & il finit en donnant des éloges aux talens rares du Modérateur de cette ombre, à la profonde connoiſſance qu'il a de ſes devoirs, à-peu-près dans les mêmes expreſſions qu'il venoit d'employer pour conſoler Mylord Sandwich des atteintes portées à ſon honneur & à ſa capacité.

Je viens de copier le Courier de l'Europe, ſinon littéralement, ce qui eût été trop long, au moins en ſubſtance, & ſcrupuleuſement ſuivant la valeur de chaque idée. Chacun en liſant ce morceau, ſe ſera ſenti échauffé de la même indignation dont on a été ſaiſi lorſqu'on l'a lu pour la premiere fois dans le Courier de l'Europe. Pour moi qui avois vû le diſcours du Lord Stormont dans les meilleures Gazettes Angloiſes, on peut juger

combien j'ai été encore plus révolté lorſqu'un ami m'a prié de lire ce même morceau dans le Courier de l'Europe, & de m'aſſurer en le collationnant ſur le texte anglois, s'il étoit bien fidellement traduit. » Il n'y a pas un mot de cela, me ſuis-je écrié : tout ceci eſt une fiction, « & auſſi-tôt pieces en main. C'eſt le *Gazetter*, la plus ample des Gazettes, & la plus exacte pour les débats : celui du 27 Avril.

Mylord Stormont y dit expreſſément : » qu'il voit avec peine tout ce qui paſſe dans les Gazettes Angloiſes des débats des Lords, ſurtout lorſque l'animoſité y a fait lâcher quelque expreſſion indiſcrette contre la Cour de France ou contre ſon Souverain, ce qui a peut-être plus qu'aucune autre cauſe contribué au fâcheux état où en ſont les choſes. « — En vérité cette maniere de s'exprimer du Lord Stormont ſur la Cour de France ne reſſemble guere à celle qui eſt rapportée dans le Courier de l'Europe.

Le *Gazetteer*, il eſt vrai, lui fait dire ailleurs, » qu'une honnête ſimplicité eſt la meilleure politique : que le principe contraire eſt auſſi dangereux qu'il eſt vicieux : que la politique de la France a été mal aviſée & mauvaiſe : qu'elle a agi d'abord avec diſſimulation & qu'en perſévérant dans cette conduite, elle compromet ſa gloire, & marche à ſa deſtruction & à ſa ruine. « Voilà tout ce que ce Lord paroît s'être permis de plus fort contre la France : mais ce n'eſt point là avoir

reproché au Miniſtere François de la duplicité, de la perfidie, des proteſtations trompeuſes, & juſqu'à des vœux pour le ſuccès de ſon éternel ennemi. Ce n'eſt point en avoir mis l'odieuſe & injuſte imputation dans la bouche de l'Eſpagne, envers une Puiſſance ſon étroite alliée par le ſang, comme par les traités. C'eſt tout au plus ſe plaindre d'un manque de confiance, d'une réſerve, dont aſſurément la France, en traitant avec l'Angleterre toujours entreprenante, toujours injuſte, n'a jamais dû ſe départir. C'eſt lui reprocher de n'avoir pas mis le Miniſtere Anglois dans ſon ſecret, de ne l'avoir pas prévenu par des ouvertures d'amitié & de confiance, que la France doit, ſans doute, à l'Eſpagne, mais que l'Angleterre n'a pas le droit de prétendre de ſa part.

Cette ſimplicité honnête, que Mylord Stormont regarde comme le plus ſûr principe de la politique, il la verroit s'il n'étoit point préoccupé par une partialité plus que nationale, je veux dire ſon affinité avec le principal Miniſtre en place : il l'admireroit dans la maniere grande & généreuſe dont Louis XVI a déclaré qu'il ſoutiendroit l'indépendance des Américains, ſi naturelle, ſi néceſſaire dans l'ordre général, quelqu'ait pu être à ce ſujet l'aveuglement du Miniſtere Anglois qui l'a provoquée. Quant aux conſéquences qui en réſulteront pour la France, c'eſt ce qui paſſe la ſphere de Mylord Stormont. Ses conjectures & l'événement pourront n'avoir rien

qui se ressemble: mais au moins en les hasardant, si fâcheuses qu'il les suppose, il n'a dit aucune des impertinences que lui prête le Courier de l'Europe, il n'a point faussé la maxime honnête & sensée qu'il a cherché à établir, qu'on ne doit point se permettre d'offenser la France ni son Souverain, dans des débats parlementaires, qui passent à l'impression, & se lisent par-tout; maxime par laquelle il fait la censure du feu Lord Suffolk & de Mylord Sandwich lui-même, qui est au contraire adulé par Mylord Stormont dans l'Edition du Courier de l'Europe.

Non content de m'être assuré que tout ce morceau du Courier de l'Europe n'étoit dans aucune des Gazettes Angloises que j'avois lues, j'ai voulu avoir l'avis d'un homme d'esprit très-instruit & très-assidu à la lecture des Gazettes. Je lui ai demandé s'il connoissoit quelque édition angloise du discours de Mylord Stormont, où on l'eût fait parler ainsi. Voici quelle a été sa réponse, que je traduis ici mot à mot. » Vos soupçons sur le Courier de l'Europe me paroissent bien fondés: & je crois que tout ce qui y est rapporté du discours de Mylord Stormont est sorti de la cervelle du Traducteur Ecossois. « Je ne sais point si *la personne chargée de fournir au Courier de l'Europe des matériaux pour la rédaction des débats*, (v. le Courier p. 276, note,) est ou non un Ecossois, mais tout le monde dira avec moi que celui qui se qualifie Rédacteur du Courier de l'Europe, devroit un

peu plus ſurveiller ſon Traducteur, quant à la fidélité à laquelle il paroît avoir manqué ici très-groſſièrement, & quant à l'exactitude, qui n'eſt pas non plus ſon fort. Il eſt ſenſible que s'il continue à nous donner ſes rêveries ou ſes (*a*) bévues pour les opinions & les ſentimens des Sénateurs Anglois, il fera tomber ſon papier dans le dernier diſcrédit. J'aurois voulu de tout mon cœur faire paſſer en ſecret au Rédacteur du Courier de l'Europe cet avis ſalutaire : mais on m'a fait voir qu'il convenoit de le rendre public, pour l'honneur même de Mylord Stormont, qui a laiſſé à Paris une réputation chere aux lettres & à toutes les claſſes eſtimables de la Société; ainſi que pour effacer le ſouvenir d'une atroce calomnie contre l'Eſpagne, & pour qu'il ne reſte point ſur le compte d'un Miniſtre zélé, vertueux & ſage, des éloges qui lui feroient communs avec Mylord Sandwich, pour qui ils ont plutôt l'air d'être un *perſiflage* qu'un compliment. — Je finis par obſerver que j'ai pris dans le *Gazetteer* la traduction que j'ai oppoſée à celle du Courier de l'Europe. Or ce Gazetteer eſt un des papiers que le Courier de l'Europe conſulte, & où il prend communément ſes extraits des débats; il vient de lui fournir encore celui du diſcours de M. Burke, ſur le troi-

(*a*) On en fera voir deux bien ſingulieres avant de terminer cette lettre.

ſieme

ſieme Budget dans la ſéance du 31 Mai. Pourquoi ne l'a-t-il point copiée pour le diſcours de Mylord Stormont, comme il le copie pour les autres? Cette conduite eſt certainement très-ſuſpecte: même quand il pourroit produire une Gazette angloiſe d'où il auroit tiré ce diſcours tel qu'il nous l'a donné, puiſque l'édition du Gazettéer, qui en différoit ſi eſſentiellement, devoit l'avertir de s'en défier, & lui faire ſoupçonner de l'impoſture.]

VOICI la proteſtation que vingt-cinq Pairs remirent dès le même jour contre la déciſion de la pluralité, & les motifs que Milord Briſtol y ajouta deux jours après.

D'AVIS différent: par les raiſons ſuivantes: comme il convient abſolument à ce grand Conſeil de la nation de s'adreſſer à Sa Majeſté pour demander l'éloignement d'un Miniſtre à raiſon de négligence dans ſon devoir ou d'incapacité, à fin de prévenir par là le préjudice qui en réſulteroit pour le public, nous jugeons que la notoriété des faits, mentionnés dans les débats de ce jour, autoriſe ſuffiſament cette interpoſition & qu'elle eſt même hautement requiſe par la préſente ſituation allarmante des affaires publiques.

Signé.

Abingdon, Courtenay, Craven, King, Forteſene, Spencer, Ferrers, Mancheſter,

Rockingham, Briſtol, Scarborough, Radnor, Vycombe, Bolton, Harcourt, Grafton, Fitz-William, Richmond, Stamford, Effingham, Portland, Cambden, Egremont, Pembroke, de Ferrars.

Voici la proteſtation particuliere du Lord Briſtol.

Parce qu'ayant fait la motion à laquelle la proteſtation ci-deſſus eſt relative, je crois être de mon devoir d'inſtruire la poſtérité des motifs particuliers qui m'ont porté à la faire.

1.° Parce qu'il a été accordé depuis l'année 1771 une ſomme de 6,917,872 liv. ſterl. 5 shellings, & un quart de denier pour le département naval de plus qu'il n'a été accordé dans un nombre égal d'années, depuis 1751 juſqu'en 1759 pour l'uſage de la marine, quoique dans ce période de tems nous ayons eu quatre années de guerre avec la France.

2.° Parce qu'il eſt conſtaté que la marine Angloiſe eſt au-deſſous de l'état où elle ſe trouvoit en 1771, lorſque le premier Commiſſaire actuel fut placé à la tête de l'Amirauté, nonobſtant les ſommes immenſes accordées depuis ce tems pour le maintien & l'accroiſſement de ce département.

3.° Parce qu'il paroît qu'après avoir reçu des informations réitérées, comme l'on convient de les avoir reçues depuis le 3 Janvier 1778 juſqu'au 27 Avril ſuivant,

touchant l'équipement & les progrès de l'escadre de Toulon, jusqu'à ce qu'elle fit voile le 13 Avril 1778, c'étoit exposer la flotte ainsi que l'armée de l'Angleterre, employée alors en Amérique, à des forces Françoises grandement supérieures, que de n'avoir pas envoyé une escadre dans la Méditerranée pour veiller aux mouvemens de cette escadre Françoise & pour tâcher de lui intercepter le passage du Détroit : ainsi que de n'avoir pas envoyé de renfort au Vice-Amiral Lord Howe, ou même de n'avoir pas dépêché le Vice Amiral Byron avant le 9 Juin 1778.

4°. Parce qu'il paroît que l'envoi de l'Amiral Keppel à la hauteur de Brest le 13 Juin avec vingt vaisseaux de ligne, tandis que les Seigneurs de l'Amirauté savoient ou du moins devoient savoir, que la flotte Françoisse qui se trouvoit alors à Brest & s'apprêtoit pour mettre en mer, consistoit en 32 vaisseaux de ligne, outre un grand nombre de grosses frégates, auroit pu produire les suites les plus fatales aux seules forces maritimes de quelque considération, que ce Royaume avoit alors prêtes pour sa protection, ainsi qu'au commerce & même aux ports de ce pays : & que, si l'Amiral Keppel eût resté avec ses vingt vaisseaux de ligne à la hauteur de Brest, il eût dû avec ces vingt vaisseaux combattre la flotte Françoise de trente vaisseaux de ligne, qui fit

voile le 8 Juillet, attendu que l'Amiral Keppel ne put pas ſe procurer de renfort, pas même de quatre vaiſſeaux, pour le joindre avant le 9 Juillet, quoiqu'il fût alors à Sainte Helene pour l'attendre.

5°. Parce qu'il paroît que nous avons perdu cette poſſeſſion précieuſe, l'Iſle de Dominique, faute d'y avoir envoyé un renfort à tems & des inſtructions convenables à l'Amiral Barrington.

6.° Parce que, faute d'avoir envoyé la plus petite force navale en Afrique, nous avons auſſi perdu l'établiſſement précieux du Sénégal, qui pourroit avoir fourni avec le tems, par une attention convenable, de nouveaux débouchés pour nos manufactures dépériſſantes.

7.° Parce qu'il paroît que la conduite de l'Amirauté, en ordonnant avec tant de précipitation & ſans aucune délibération préalable, la tenue d'un Conſeil de guerre pour juger un Commandant en chef d'un haut rang & caractere, comme celui que l'Amiral Keppel poſſede dans la Marine de Sa Majeſté, tendoit à fruſtrer la ſalutaire intention de ce pouvoir de diſcretion que la Conſtitution a placé entre les mains des Seigneurs Commiſſaires établis pour exercer la Charge de grand Amiral de la Grande-Bretagne, pouvoir au moyen duquel toutes accuſations malicieuſes & mal fondées, préſentées par qui que ce ſoit, peuvent être

évitées, ainſi que l'union & la bonne diſcipline dans le ſervice, préſervées de toute interruption.

Signé, BRISTOL.

Sur la motion faite par le Lord Carteret le 13 Février 1741, pour la deſtitution du Chevalier Robert Walpole, voici quel fut le partage des voix :

Contens 47 :	par procuration	12 :	total	59
Non contens : 89	dito	19	dito	108
			Majorité	49

Sur celle du Lord Briſtol le 23 Avril 1779, pour la deſtitution du Lord Sandwich.

Contens 38 :	par procuration	1 :	total	39
Non contens 47	dito	14	dito.	88
			Majorité	49

La majorité a été la même dans l'un & l'autre cas. En 1741 il s'en eſt fallu dix que la majorité ne fût le double de la minorité. En 1779 elle a été de dix au-deſſus du double.

Chambre des Communes.

Le Mercredi 28 *Avril.* — Troiſieme lecture & paſſation du bill qui accorde une grati-

fication pour importer le chanvre d'Irlande.

L'amendement fait au bill pour les Prédicants non conformiſtes eſt agréé par une pluralité de 36, ſavoir, 95 contre 59.

Le Lord North conſent à la ſuppreſſion du mot *totalité* dans cette phraſe du ſerment » que les écritures contiennent la totalité de la parole de Dieu revelée «.

Bill préſenté par le Lord North pour confirmer à la Compagnie des Papetiers & aux deux Univerſités le droit excluſif de l'impreſſion des Almanachs en Angleterre, qui rapporte à chaque Univerſité 500 liv. ſterl.

La ſeconde lecture eſt remiſe au Lundi 3 Mai, après une diſcuſſion dans laquelle 129 l'emporterent ſur 42.

Les oppoſans ſoutiennent que c'eſt une loi qui porte atteinte au droit de propriété: qu'elle eſt contraire aux déciſions des Tribunaux, & qu'elle détruira une rivalité utile à l'eſpece d'inſtruction qu'on cherche dans les Almanachs. M. Dempſter ſoutint que par cette raiſon les Almanachs Ecoſſois ſont plus eſtimés que ceux d'Angleterre.

On agite la queſtion de ſavoir ſi la remiſe du droit d'importation ſera accordée à l'exportation du ſucre étranger ou de priſe. Le rapport eſt ordonné pour le lendemain.

Débats ſur les papiers relatifs aux campagnes en Amérique. Le Lord Nugent, du côté des Miniſtres, ſe déclare hautement contre cette enquête & exprime le déſir de

la voir abandonnée, ce qui eſt vivement combattu par le Général Burgoyne.

Nonobſtant l'oppoſitiou du Lord Nugent, la Chambre arrête de s'en occuper le lendemain en Comité.

Le Jeudi 29 Avril. — Si jamais Adminiſtration fit un plein aveu de ſon incapacité, & mit ſes craintes dans le plus grand jour, ce fut l'Adminiſtration angloiſe dans les débats de cette ſéance. Si jamais la Chambre des Communes ſe dépouilla de ſon droit inhérent & conſtitutionnel d'agir comme le principal Tribunal des Enquêtes de la Nation, ce fut dans cette ſéance; & ſi jamais un Comité de la Chambre s'arrogea un pouvoir qu'il n'etoit point en droit d'exercer, en annullant un ordre arrêté de la Chambre, ce fut encore dans cette ſéance. Le ſujet eſt de la plus haute importance. Je ne prétens point décider quel parti a eu raiſon. Mon objet eſt ſeulement de déduire les preuves produites à l'appui des accuſations d'une part, & l'eſpèce de défenſe de l'autre avec les différens argumens dont elle a été appuyée.

A trois heures & demie, la Chambre s'aſſembla en Comité ſur les papiers d'Amérique, ſuivant l'ordre de la Chambre, pour appeller les témoins. M. Montague ayant pris le fauteuil, le Général Howe demanda

l iv

dans les termes de l'arrêté pris par la Chambre, que le Lord Cornwallis fût appellé.

Le Lord *Nugent* pria le Général de dire quelle ſorte d'explication il comptoit avoir avec le Lord Cornwallis. Le Général Howe répondit qu'il l'interrogeroit ſur les points militaires tant particuliers que généraux, & enfin ſur la conduite de la guerre d'Amérique en général. Auſſi-tôt le Lord Nugent demanda que préalablement le Préſident quittât le ſiége, ce qui devoit diſſoudre le Comité, & couper court à l'enquête attendue depuis ſi long-tems.

Voici en peu de mots les raiſons dont il appuya ſa motion : il dit que la ſeſſion étoit trop avancée pour entamer une affaire auſſi importante ; qu'il y avoit des objets d'une très-grande conſéquence qui demanderoient de préférence l'attention de la Chambre, avant qu'elle ſe ſéparât : qu'on ne pouvoit pas ſe flatter d'avoir une aſſemblée aſſez nombreuſe dans un moment auſſi voiſin de la fin de la ſeſſion : Que l'on n'avoit demandé les papiers, & établi l'enquête que pour donner au Général Howe & au Lord ſon frere une occaſion de ſe diſculper des imputations vraies ou fauſſes dont on les chargeoit dans les converſations & les papiers publics : qu'après lecture entiere faite des papiers, & après deux ſéances ſur cet objet, perſonne ne s'étant préſenté pour prouver aucune des prétendues accuſations, c'étoit

une approbation tacite de la conduite du Lord & du Général : que le but du Comité étoit donc pleinement rempli ; qu'il s'oppofoit à toutes efpèces d'enquêtes parlementaires, relativement à la conduite des Militaires, la Chambre ne pouvant point prononcer d'une maniere compétente fur pareille matiere ; que fi quelque partie de l'enquête attaquoit l'Adminiftration, il y avoit des preuves fuffifantes fur le Bureau pour s'en convaincre, mais qu'il ne paroiffoit point qu'on eût cette intention, puifqu'il n'avoit été porté aucune accufation fpécifique contre les Miniftres: que la conduite du Lord Howe & du Général fon frere lui paroiffoit, après lecture faite des papiers, être précifément telle qu'il s'attendoit à la trouver ; qu'ils s'étoient comportés en braves & habiles Officiers, & que quand même il en auroit été autrement, c'eût été à un Confeil de guerre, & non pas à la Chambre à connoître de telle charge ou accufation que l'on auroit pu porter contre eux.

Le Lord Nugent s'étendit confidérablement fur cette matiere, & la préfenta fous différens afpects, dans lefquels il fit entrer quantité de chofes qui ne tenoient point immédiatement à fa motion, telles que la probabilité d'une invafion en Angleterre, ou plutôt, comme il le croyoit, en Irlande ; l'inquiétude où l'on devoit être fur la deftination de l'Efcadre françoife ; la néceffité

qu'il y avoit que les perſonnes employées dans la Milice, & qui étoient Membres de la Chambre, ſe rendîſſent à leurs Camps reſpectifs, &c. Enfin, il proteſta très-ſolemnellement, & prit ſouvent Dieu à témoin que ce qu'il propoſoit ne lui avoit point été ſuggéré par le Lord North ou par quelque autre Membre de l'Adminiſtration, mais qu'il parloit uniquement d'après ſa façon de penſer..... Il dit que ſi on vouloit faire connoître, avant qu'aucun témoin fût appellé à la Barre, les points ſur leſquels on ſe propoſoit de les examiner, & que ſi ces points paroiſſoient de nature à être entendus & jugés par la Chambre, il n'avoit point d'objection à faire; mais que ſi au contraire, les Militaires étoient appellés à l'effet de dire leurs ſentimens ſur les points qui regardoient leur profeſſion, & ſur la conduite de leurs Officiers ſupérieurs, il s'y opposeroit de toutes ſes forces.

Le Général *Burgoyne* ſe leva, & dit: « Quand même l'enquête ſur la conduite du noble Lord, & du Commandant ſon frere ſe termineroit, ſuivant la motion faite par le Lord Nugent, par la diſſolution du Comité, je me flatte qu'on ne m'empêchera pas de prouver mon innocence par rapport aux mauvais traitemens que j'ai éprouvés de la part des Miniſtres, & particuliérement à la maniere indigne dont s'eſt comporté à

mon égard le Lord qui est à la tête du Département de l'Amérique. »

Il entra ensuite dans un long détail des raisons qu'il avoit pour demander que sa conduite fût examinée, & pour que la Chambre & la Nation fussent mises en état de juger entre lui & le Lord Germaine, & de déterminer jusqu'à quel point il a, ou n'a point mérité le traitement qu'on lui a fait essuyer.....

Il observa que le plan qu'il avoit remis au Lord Germaine renfermoit une proposition de pouvoirs pour agir comme il le jugeroit à propos, lorsqu'il auroit fait une certaine partie de sa route, & seroit arrivé à sa destination, (nous croyons que c'est à Albany) soit en continuant sa route en droiture en descendant la riviere de Hudson, pour tourner par la gauche, traverser la Province de Connecticut & gagner Rhode-Island, soit en coopérant avec le Chevalier William Howe, selon les circonstances & les événemens. Lorsque son plan lui fut renvoyé, cette proposition en avoit été retranchée; & lorsque ce même plan a été mis dans son absence sous les yeux du Parlement, on a eu la mauvaise foi de le produire sans ce passage. Il s'étendit beaucoup sur la cruauté qu'on avoit eue de l'écarter de la présence du Roi: & enfin il déclara que de tous ces objets il formoit une accusation spécifique contre le Lord chargé du Département de l'Amérique.

Le Lord *Germaine* nia qu'on se fût servi de moyens peu convenables & illégaux, pour empecher le Général Burgoyne de voir son Souverain. Il dit que c'étoit l'opinion générale du Cabinet, & non celle de tel ou tel individu; qu'on avoit jugé ce parti convenable, jusqu'à ce que sa conduite fût examinée; que comme elle ne pouvoit l'être par un Tribunal Militaire, tant qu'il seroit prisonnier, d'après la convention de Saratoga, il s'ensuivoit nécessairement qu'il ne pouvoit être admis en la présence du Roi.

Le Lord *Nugent* enfin consentit à retirer sa motion tendante à dissoudre le Comité, à condition qu'on ne demanderoit point au Lord Cornwallis son sentiment sur les opérations militaires.

M. Dempster se leva pour déclarer qu'il entendoit que chacun auroit la liberté, ainsi que le Général Howe & le Lord son frere, d'interroger le Lord Cornwallis.

Le Lord *North*, jugeant le moment favorable pour faire dissoudre le Comité, se saisit de ces paroles de M. Dempster, & il proposa qu'en conséquence de l'observation du Général Howe, on fît un changement à la motion. (*N. B.* Proposer en Comité un changement à une motion sur laquelle le Comité a été ordonné, c'est remettre en question le fonds de l'affaire, pour en venir à faire dissoudre le Comité; c'étoit là l'intention de Mylord North, qui se trouvoit

plus fort en nombre de voix dans ce Comité, qu'il ne l'avoit été lorſque la Chambre avoit pris l'arrêté en conſéquence duquel il venoit de ſe former.)

L'*Orateur* obſerva que la queſtion, en conſéquence de ce changement, porteroit, « que le Lord Cornwallis ſeroit mandé & examiné ſur la conduite *militaire*, *générale & particuliere* de la guerre d'Amérique. Qu'ainſi il s'agiſſoit de décider ſi les mots *militaire*, *générale & particuliere*, feroient partie de la motion.

M. *Fox* remarqua que le vrai but de cette nouvelle motion étoit, de la part des Miniſtres, de ſupprimer toute recherche ſur leur conduite. Comment eſt-il poſſible de juger s'ils ont opéré *bien* ou *mal*, à moins qu'on ne ſoit préalablement *inſtruit* ſi leurs *plans* & leurs *inſtructions* étoient fondés ſur la prudence, ou s'ils étoient praticables par eux-mêmes? Comment peut-on s'en aſſurer, ſi ce n'eſt par le ſuffrage des Officiers qui ont ſervi en Amérique, & qui peuvent le mieux juger juſqu'à quel point les plans étoient praticables, & ſi les forces qu'on y employoit étoient ſuffiſantes? « L'Amérique nous a été enlevée: nous y avons perdu trente mille hommes, & dépenſé quarante millions ſt.: les correſpondances qui ſont ſur le bureau contiennent des avis diamétralement oppoſés les uns aux autres: le Commandant en chef dit dans ſes lettres au Secrétaire du Départe-

ment de l'Amérique: » J'ai besoin de vingt mille hommes pour la campagne prochaine, & je ne puis pas espérer de réussir avec un moindre renfort «. Le Lord Germaine répond : « Je ne puis point vous en donner tant : vous en avez assez de six à sept mille. Vous allez en Pensylvanie, les habitans de cette Province viendront en foule se ranger sous les drapeaux du Roi : par ce moyen, vous pouvez recruter très-suffisamment votre armée. » En conséquence, le Commandant marche avec des forces qu'il juge bien insuffisantes : son armée n'est point recrutée par des transfuges ainsi que l'avoit annoncé le Secrétaire d'Etat : l'opération échoue. Comment la Chambre peut-elle juger entre l'affirmative d'un côté, & la négative de l'autre ? Ce ne peut être qu'en faisant décider par les premiers Officiers de l'armée, qui des deux avoit raison, celui qui a avancé qu'une telle force étoit suffisante, ou celui qui a dit qu'elle ne l'étoit pas. » Le Lord North, poursuivit M. Fox, sait très-bien que la question se réduit à savoir *si les plans étoient praticables, ou si les instructions étoient telles, qu'on puisse les justifier*. Mais craignant de se compromettre, il a élevé un doute qui doit entraîner la dissolution du Comité.

« Que présentent les papiers qui sont sur le Bureau ? Une foule de contradictions entre le Général & le Cabinet. Le Lord North, après avoir manqué souvent à ses promesses,

& après quantité de fausses prédictions, a dit à la Chambre qu'on appliqueroit à cette guerre toutes les forces de la Nation; qu'il faudroit mettre sur pied soixante-dix mille hommes de troupes, & une Marine proportionnée. Le Général & l'Amiral ont accepté à ces conditions: on a voté ce nombre de troupes & de vaisseaux: on a présenté soixante-dix mille hommes sur le papier, tandis qu'à peine il s'en est trouvé plus de trente-cinq mille d'effectifs. L'Amérique est perdue, & on s'en prend au Général. On le blâme de n'avoir pas fait l'impossible, & de n'avoir pas vaincu des difficultés qu'il avoit prévues & annoncées à tems. Propose-t-on d'éclaircir quel parti a tort, & quel parti a raison? Non, disent les coupables auteurs de nos infortunes, la vérité ne peut se savoir que par une espèce particuliere de preuve que nous sommes bien résolus de ne laisser jamais parvenir jusqu'à vous «.

» Voilà exactement l'affaire du Général Burgoyne. Il a entrepris de faire une certaine opération avec un certain nombre de troupes. Il n'a jamais pu en obtenir la moitié: il a demandé carte blanche, on la lui a refusée. Il a montré (dans une lettre qui est sur le Bureau) de la répugnance à se servir de Sauvages, on l'a forcé à le faire. Le Lord qui a approuvé le plan, qui a négligé de remplir la partie de ce plan qui le concernoit, qui en a retranché la clause

par laquelle le Général Burgoyne demandoit d'avoir carte blanche, qui a forcé ce Général à se servir de Sauvages au lieu de vieilles troupes, refuse le témoignage des Militaires par une excellente raison : c'est qu'il est convaincu que si ce sont des Militaires qui donnent leur avis sur la question, ils décideront & devront décider contre lui. Les Officiers qui ont servi sous le Général Burgoyne, témoigneront, qu'indépendamment de la barbarie & de la cruauté qu'il y a à se servir des Sauvages, il s'y joint cet inconvénient, qu'on ne peut pas compter sur eux ; que les troupes qu'on avoit étoient absolument insuffisantes pour l'opération projettée, & que tous les obstacles & tous les malheurs qu'on a essuyés jusqu'à l'affaire de Saratoga, ne pouvoient s'imputer qu'aux ordres peremptoires auxquels le Général étoit forcé d'obéir, puisqu'on avoit retranché de son plan la clause par laquelle il demandoit à pouvoir agir en pleine liberté, & à ne dépendre que des circonstances «.

Après avoir montré par quantité de preuves que le changement proposé par le Lord North ameneroit la dissolution actuelle du Comité, & qu'il impliquoit de la part de l'Administration, un aveu de ses torts, puisque cette dissolution empêcheroit une information à laquelle l'Administration craignoit de s'exposer, il ajouta qu'il vouloit, avant de finir, dévoiler une des fausses démarches des

des Miniſtres qui prouvoit la plus haute extravagance, la plus groſſiere abſurdité, & en même tems l'artifice le plus marqué de leur part.

» D'abord, ils ont approuvé la campagne de Philadelphie. Enſuite ils ont ſemblé préférer l'expédition du Nord. Avant de ſavoir laquelle de ces deux expéditions promettoit le plus de ſuccès, ils ont rendu la préférence à la premiere. Lorſqu'ils ont refuſé au Général Howe l'augmentation de troupes qu'il demandoit, ils ont donné pour motif de leur refus, non une ſimple probabilité, mais la certitude qu'il recruteroit ſon armée juſqu'au complet dans la loyale Province de Penſilvanie «.

M. *Dempſter*, après avoir parlé en général ſur la queſtion, ajouta que ce ſeroit aujourd'hui la premiere fois qu'on verroit dans les annales du Parlement que le renvoi d'*un ordre de la Chambre* à un Comité auroit été ſuſpendu & annullé par un changement fait à cet ordre dans le Comité. L'ordre de la Chambre eſt d'examiner les témoins : le changement propoſé par le Comité emporte un refus d'exécuter l'ordre, & par conſéquent une cenſure dudit ordre. Du conſentement de l'autre Chambre, il a été ordonné que le Lord Cornwallis ſeroit examiné. Si le changement qui eſt effectivement une négative ſur la préſente queſtion paſſe, ce ſera une

censure de l'ordre d'examiner le Lord Cornwallis.

A onze heures & quelques minutes, on présenta la question sur l'addition proposée par le Lord North, consistant en ces mots, » les points militaires, tant généraux que par» ticuliers. « Il y eut 180 voix pour l'affirmative, 155 pour la négative.

Le débat recommença sur la question principale, savoir si le Lord Cornwallis seroit appellé, il dura près d'une heure. A minuit & quelques minutes, la Chambre se partagea une seconde fois. 158 pour l'affirmative, 181 pour la négative (*a*). Il *fut donc décidé que le Lord Cornwallis ne seroit point entendu.*

Aussitôt le Colonel *Barré* proposa dans les termes portés par l'ordre de la Chambre, » que le Lord Cornwallis seroit mandé & examiné sur le sujet des papiers présentés devant le Comité. «

Le Colonel soutint avec juste raison que le Comité ne pouvoit pas, sans violer directement les usages reconnus & inaltérables du

---

(*a*) C'étoit là le grand point de ce débat. Ceux des Lecteurs du *Courier de l'Europe* qui croyent l'avoir compris, d'après le compte qu'il en a rendu dans son N°. XXXVIII, sont bien dans l'erreur. Voici comme il a conclu : *il fut décidé à la fin que le Lord Cornwallis seroit entendu :* & on voit que c'est tout le contraire. Il est vrai qu'on a les nouvelles bien promptement par le Courier de l'Europe ; mais est-on instruit ?

Parlement, contredire par un vote fait en comité l'ordre de renvoi donné par la Chambre.

M. *Fox* prit alors la parole : » *Les Généraux* ont fait leur devoir : ils veulent le *prouver*. Le Ministere ne peut se dissimuler ses erreurs & ses *fautes*. Il cherche à éluder l'enquête, sachant bien que si on en vient là, toute la clique sera renvoyée & livrée au ressentiment de la Nation «.

M. *Burke* fit voir qu'il y avoit nombre de points politiques dont le Comité pouvoit connoître : sçavoir, s'il valoit mieux attaquer Washington lorsqu'il étoit posté si avantageusement : s'il falloit remonter la riviere du Nord, ou aller en Pensilvanie : si l'on devoit repousser les Provinciaux à Long Island : enfin si on devoit arrêter toute poursuite, lorsqu'on étoit à White-Plains, &c. Empêcher une telle information, par un vote de la Chambre, ce seroit arrêter une recherche sur la conduite de l'Administration «.

La question sur la motion du Colonel Barré avoit été présentée à une heure du matin ; voyant que le parti ministériel avoit trop de prépondérance, il la retira ; & celle du Lord Nugent pour la dissolution du Comité ayant été remise, elle passa sans aller aux voix.

Le Vendredi 30 Avril. — Débats en Comité sur l'augmentation de 400 livres annuels, salaire de neuf des douze Juges d'An-

gleterre propoſée par le Chevalier George Saville. On obſerva que ſi elle étoit accordée il ſeroit indiſpenſable d'étendre la même grace à ceux du pays de Galles & à ceux d'Ecoſſe. M. Grenville s'y oppoſa, par principe d'économie. La Chambre fut informée à cette occaſion que les appointemens des Juges ſont ainſi qu'il ſuit.

Le Chef de la juſtice du Banc du Roi, par année ſans retenue.. 4,000 l.

Le Chef de la juſtice des Plaids Communs...................... 3,000

De plus un caſuel de places à leur nomination qui leur rend annuellement 1,500 chacun.

Le Chef Baron de l'Echiquier. 2,400

Les neuf autres Juges chacun environ.......................... 1,600

Ce qui les met au niveau de ceux qui ont des revenus en fonds de terre de 2,500

Les Juges de Galles ont la liberté de plaider, — & quant aux Juges d'Ecoſſe leur ſalaire eſt jugé ſuffiſant.

M. Townshend ſoutint l'oppoſition de M. Grenville, d'après l'embarras ou les circonſtance actuelles mettent la nation. Il obſerva que ſi les Miniſtres déſiroient procurer aux Juges cette augmentation, ils pouvoient le faire ſur la liſte civile ou le revenu du Roi, mais qu'ils en étoient auſſi

avares qu'ils ſont prodigues de l'argent du public.

Il fut arrêté qu'on augmenteroit ſeulement ceux du Chef Baron de l'Echiquier, & cette augmentation fut fixée à 500 liv. par une pluralité de 17: ſavoir, 50 contre 33. Les motions relatives aux autres Juges ne furent point admiſes; & le Comité fut diſſous par une pluralité de 41 contre 40.

La ſuite du Journal Parlementaire inceſſament.

Finances d'Angleterre.

DANS le compte, Monſieur, que je vous ai rendu des premieres opérations de Milord North pour l'année préſente, par ma Lettre du 12 Avril dernier, je vous ai annoncé une partie des événemens qui ſe ſont paſſés depuis. Suivant mes conjectures, le profit immenſe que le Miniſtre avoit abandonné aux Prêteurs, ne devoit point être pour lui un gage de l'empreſſement avec lequel ils lui accorderoient de nouveaux ſecours. C'eſt ce qui eſt arrivé beaucoup plutôt encore que je n'avois oſé le prévoir. Le huitieme million qu'ils lui avoient refuſé, & qu'à l'époque du mois d'Octobre prochain il ſembloit avoir droit d'attendre d'eux, il eſt décidé qu'ils ne le lui donneront point; & ſa réſolution eſt déjà annoncée de le lever,

en ſurchargeant la place de billets de l'Echiquier, quelque danger qu'il y ait à prodiguer cette reſſource, l'unique qui reſteroit à l'Angleterre pour ſe tirer, par un dernier effort, d'une criſe imprévue & déciſive. C'eſt ce qu'on appelle l'argent de la poche. La quantité en eſt limitée. Eſt-il tout employé, où en prendra-t-on pour un beſoin preſſant? La place ne peut pas ſupporter plus de quatre millions de billets de l'Echiquier ou de l'Inde, ou bien le ſurplus fera baiſſer leur valeur, leur enlevera la confiance qui les fait circuler comme eſpèces ſonnantes; & alors, on ne ſait plus à quelle quantité il faudra les porter, pour faire aller les opérations majeures qui ont beſoin de ce reſſort. J'ai annoncé que le fond d'amortiſſement de l'année préſente ſeroit plus foible que ceux des années dernieres; & vous voyez que Mylord North déſeſpere de trouver les deux millions auxquels il le fixe, autrement qu'en anticipant ſur les produits de ce fonds juſques au ſecond quartier de l'année 1780. Le Miniſtre s'étoit flatté, (quel aveuglement ou quelle fanfaronade!) il s'étoit flatté de trouver dans les revenus de l'année même, les moyens de la dépenſe. Deux mois ſont à peine écoulés depuis qu'il a fait ce beau rêve, & déjà il en reconnoît le néant, déjà il abandonne, ainſi que j'ai oſé le prédire encore, ce projet abſurde & puérile, qui ne pouvoit avoir d'exécution que par la dimi-

nution ou du crédit ou des revenus fonciers, ou du commerce, ſoit qu'on réduisît les intérêts, ſoit qu'on refondît le cadaſtre des terres pour en tirer plus de deux millions, ſoit qu'on mît en acciſe les principaux articles de douanes.

Croiriez-vous, Monſieur, que mes conjectures fondées ſur des évidences ſi palpables, ont trouvé des contradicteurs? Mais que m'a-t-on objecté? que les actions de l'emprunt faiſoient un profit prodigieux ſur la place : qu'il s'étoit rempli avec une facilité merveilleuſe. Eh, c'étoit précisément ce brillant ſuccès qui amaſſoit ſur la finance angloiſe tous les embarras dont elle va être écraſée. Elle a eu pour le moment les ſept millions qu'elle étoit preſſée d'avoir; mais le huitieme qui lui a été refuſé, pourquoi ne le trouve-t-elle plus? c'eſt qu'il eſt entre les griffes des uſuriers à qui elle l'a fait gagner, & qui ne s'en déſſaiſiront qu'en le lui faiſant acheter au prix de ſon ſang. Si ce n'eût pas été un crédit factice, il ne ſeroit point paſſé comme une ombre, il exiſteroit non-ſeulement pour ce huitieme million, mais pour pluſieurs autres encore. L'avidité avec laquelle chacun a porté ſon argent aux propriétaires de l'emprunt, même au taux extravagant qu'il leur a plu d'y mettre, eſt celle qui, dans les ouragans dont les grands arbres ſont abbattus, pouſſe les Payſans à aller piller les branches caſſées. Chacun donne ſon

tems & ſa peine, pour enlever cette portion de propriété au Seigneur Foncier. En la perdant, il perd encore ce ſoin & cette peine, qui auroient pu être employés à ſon profit. Les troncs d'arbres reſtent à ce Seigneur, & rempliſſent les cours de ſa miſere & de ſa ruine. C'eſt ainſi que ſe ſont remplis les coffres de l'Echiquier. C'eſt ce qui me faiſoit dire qu'il ne pouvoit arriver rien de plus malheureux à l'Angleterre, que de ſe procurer avec une ſi perfide facilité les ſept millions en queſtion. J'ai été dans l'obligation de défendre de même mon opinion ſur l'impoſſibilité où ſeroit le Miniſtre Anglois de trouver dans les revenus de l'année, les moyens de la dépenſe, autrement que par le retranchement des intérêts. L'événement juſtifie pleinement ma conjecture; mais je ſuis encore bien plus ſatisfait de la voir ſoutenue de l'opinion d'un homme auſſi éclairé que M. Edmond Burke; & c'eſt ce qui m'encourage à vous donner ici la ſubſtance du diſcours que le troiſieme *Budget* lui a donné lieu de prononcer le 31 du mois de Mai dernier dans la Chambre des Communes.

M. BURKE rendit hommage aux lumieres & au zele de M. *Hartley*. Il déclara que ce Député avoit mis ſous les yeux de la Chambre un état très vrai des moyens de la Nation. » C'eſt avec raiſon, dit-il, que M. Hartley vous a fait voir que la dépenſe de la campagne de 1779 ne coûtera guere

moins de vingt millions ſterling. Ce compte eſt juſte, ſi on y comprend la dette de la Marine, le million de vote de crédit & les ſervices extraordinaires. Je trouve ſeulement que ſon eſtimation de la dette non fondée (pour les intérêts de laquelle il n'a point été créé d'impôt, leſquels intérêts ſe payent par conſéquent ſur les revenus libres) n'eſt pas aſſez forte, & qu'il auroit pu la porter à beaucoup plus de ſeize millions. Je ne ſuis pas non plus parfaitement d'accord avec M. Hartley ſur la maſſe de nouvelles dettes dont nous nous trouverons chargés à la paix. Mon opinion eſt que ſi la guerre ceſſoit aujourd'hui 31 Mai 1779, il nous reſteroit une *queue* de dix millions ſterling de dette non fondée, qui joints aux onze millions déjà portés par M. Hartley, formeroient vingt-un ou au moins vingt millions de dette non fondée qui reſteroient à notre charge. Or la nouvelle dette fondée depuis la guerre d'Amérique, étant déjà de vingt millions, dont l'intérêt eſt de près d'un million par an, lorſqu'on en viendra à fonder de même les vingt millions de dette non fondée, avec un autre million d'intérêt par an, il ſe trouvera que la guerre d'Amérique aura valu à l'Angleterre un accroiſſement de dettes de quarante millions, & de deux millions d'intérêts à perpétuité avec la perte de l'Amérique & des produits de ſon commerce, ſans un ſeul shelling en retour d'une perte auſſi prodigieuſe & auſſi inſoutenable.

» Mylord North nous dit d'un ton tranquille & assuré, qu'il faut essayer encore d'une campagne. Quant aux moyens, ils ne l'embarrassent point. Il y aura un accroissement dans le fonds d'amortissement, qui l'année derniere a dû suppléer à un *deficit* de sept cent mille livres dans le produit attendu de l'impôt sur les maisons & sur les domestiques. L'année prochaine, on tirera une grosse somme d'argent de la Compagnie des Indes : de plus elle se soumettra à payer annuellement un revenu à l'Etat, en forme d'équivalent. Enfin sous deux ans, il doit s'éteindre pour 200,000 livres sterl. d'annuités dont le terme échеoit en 1782. «

» Voilà quel est le langage de Mylord North pour encourager la Chambre & la Nation à continuer la guerre. Mylord ne nous parle plus de nous amener au point que notre revenu annuel suffise à notre dépense (*a*). D'autres rêves nourrissent son espoir, & une

(*a*) C'est ce que le Courier de l'Europe, N.° XLV. rend par cette phrase : *on ne nous parle plus de lever des subsides pour le service de cette année :* qu'elle idée peut-on se faire d'après cela, & des projets qu'avoit Milord North, & du juste blâme dont le couvre M. Burke ? Quand on a passé une mortelle heure à lire le Courier de l'Europe, on est bien avancé ! On doit entendre par cette phrase de finance Angloise la possibilité de porter le subside annuel à quelques millions sterling de plus, ou en d'autres termes, d'ajouter quelques millions annuels aux huit millions des impôts déjà subsistans ; de cette maniere on se passeroit d'emprunt.

ſuppoſition impoſſible eſt remplacée dans ſon eſprit par une autre encore plus impoſſible. Ses nouvelles reſſources paroîtront-elles aſſez ſéduiſantes aux Prêteurs, pour lui faire trouver des fonds? j'en doute fort. La campagne nouvelle dans laquelle il s'engage ne chargera-t-elle pas l'Etat de dix millions ſterling de dette de plus? Voilà ce dont on peut être sûr. Quel nouveau profit y ferons-nous, après avoir perdu l'Amérique? Nous ſerons en guerre avec la France & l'Eſpagne, réunies aux Américains. La perſpective eſt très agréable, il faut l'avouer!

» La Chambre a eu de ſuite pluſieurs Comités, dans leſquels elle eſt reſtée aſſemblée juſqu'à minuit, pour examiner des Généraux & Officiers revenus d'Amérique, ſur la probabilité du ſuccès de la guerre que notre Miniſtere s'obſtine à y ſuivre. Ils nous ont déclaré, qu'en général les Peuples nous y déteſtent: qu'à chaque pas qu'on fait dans le Pays, on y trouve des poſtes fortifiés par la nature: que les troupes des Rebelles ſont bien diſciplinées: qu'elles entendent parfaitement la petite guerre & la fortification de campagne: que le Pays eſt tourné de maniere qu'il eſt preſque impoſſible de s'y faire des intelligences: qu'il eſt par-tout coupé de rivieres larges, profondes & rapides, & de torrens: qu'il eſt couvert de bois & de marais; enfin qu'il eſt impoſſible d'y faire la guerre avec quelque apparence de ſuccès,

même avec toutes les forces que nous pourrions y envoyer. «

» Ce ne sont point là de vaines déclamations : ce ne sont point des ouï-dires, des conjectures : c'est le langage que tiennent deux Généraux (Howe & Burgoyne) qui y ont commandé, & que confirment tous les Officiers qui y ont servi sous eux. — Malgré cela, Mylord North est d'opinion d'y continuer la guerre, de risquer au moins encore une campagne, la Chambre, la Nation sont de son avis : tout ce qui lui manque, ce sont les moyens. Le 24 Février, lorsque Mylord North accoucha de son premier Budget, il nous déclara qu'il falloit que cette guerre allât *un petit train ;* & aussi-tôt du creux de vingt gros ventres de Financiers entrepreneurs d'armées, qui l'entouroient, sortirent ces mots, *grand train, grand train.* — Ainsi il est arrêté que ce malheureux pays sera saigné au blanc, qu'il lui sera ôté jusqu'à ce qu'il n'a pas. Mais, qu'est-ce que cela fait aux Financiers, pourvu qu'ils aient de gros ventres. »

Comment Mylord North peut-il se faire illusion sur les moyens qu'il attend ? Ignore-t-il que ses nouvelles surcharges de douane & d'accise, que sa taxe des chevaux de poste, que celle dont il vient encore de charger la marque des papiers, ne lui auront pas donné leurs produits au 25 Décembre prochain ? Ignore-t-il qu'au lieu de trouver de l'accroiss-

ſement dans le fonds d'amortiſſement, il y trouvera un déficit de 400,000 livres, valeur de tout l'intérêt à payer pour l'emprunt de l'année préſente ? Quant aux deux cents mille livres d'intérêts qui s'éteindront en 1781 & 1782, n'eſt-il pas abſurde d'y compter pour les dépenſes de l'année 1779 ? — Il obtiendra, dit-il, un revenu fixe de la Compagnie des Indes. D'abord ce revenu n'eſt pas encore règlé. Mais ſuppoſons l'acte paſſé, ſe flatte-t-il que les remiſes d'argent, que les retours arriveront pour le tems où il faudra payer l'intérêt qui ſera dû en 1780 ? Je dirai plus, le plan d'un (*a*) revenu fixe de la part de l'Inde eſt impraticable : perſonne n'avancera de l'argent ſur une ſi précaire ſûreté. Nos poſſeſſions dans l'Inde ne ſont propres qu'à nous procurer de certains avantages de commerce & de guerre, & rien de plus. N'avons-nous pas déjà eu un revenu de 400,000 livres, qui nous étoit payé par l'Inde ? Il s'eſt trouvé n'être qu'idéal : nous avons été obligé d'y renoncer ; la Compagnie, pour nous l'avoir trop exactement payé, s'eſt vue entraînée dans une banqueroute, & forcée à demander des ſecours à la Chambre. Les grands établiſſemens militaires

(*a*) Voici en quoi conſiſte ce plan. C'eſt un emprunt à trois pour cent de treize millions pour l'année 1780, à l'intérêt duquel ſera affecté un revenu de 400,000 liv. conſtitué par la Compagnie des Indes.

que l'Inde eſt obligée de ſoutenir abſorbent tout ſon revenu territorial. Je le répète ; ce n'eſt que le commerce qui nous fera recueillir les avantages réels que nous devons en attendre : ce n'eſt que par la conſommation que viendront faire nos Nabobs en Angleterre : ce n'eſt enfin que par le degré de conſidération que ces vaſtes & riches poſſeſſions nous feront prendre ſur les autres Puiſſances. S'il faut que la Couronne s'empare de nos poſſeſſions dans l'Inde, & qu'elles ſoient miſes ſur le pied militaire, attendons-nous à les perdre comme nous avons perdu l'Amérique. »

M. Burke conclud de cet état des choſes que le Miniſtre ne feroit les fonds qu'en anticipant de plus en plus ſur les revenus des années prochaines, & que ce n'étoit pas là ce qu'on pouvoit appeller des moyens pour s'obſtiner à pourſuivre une guerre auſſi funeſte. Il parla enſuite de la rupture de la médiation de l'Eſpagne : il ſuppoſa cette Puiſſance déjà unie avec la France, & inſiſta auprès de la Chambre, pour qu'on fît des efforts pour détacher l'Amérique de leur alliance. Vers la fin de ſon diſcours, il déplora, d'une maniere aſſez originale, l'infériorité des forces britanniques dans la Méditerranée. « Nos deux puiſſantes fortereſſes, dit-il, y ſont à la merci de la Maiſon de Bourbon : & cela eſt ſi vrai, que pour y envoyer un ſeul Officier ou un ſeul hom-

me, nous ſommes réduits, pour ainſi dire, à le faire cacher dans un poinçon d'eau-de-vie. » — M. Burke avoit en vue pluſieurs priſes qui ont été faites de faux bâtimens neutres, qui portoient à Minorque & à Gibraltar des Ingénieurs & des Commandans traveſtis. — Ajoutons encore ce trait remarquable du diſcours de M. Burke. « Si la Maiſon de Bourbon obtient la ſupériorité (il venoit de le démontrer par le calcul des forces de l'Eſpagne) dans les mers de l'Europe, cette ſupériorité s'étendra bientôt juſques dans les Indes Occidentales & Orientales, parce qu'ayant la facilité d'arrêter tous les ſecours qui y ſeroient envoyés en hommes, en artillerie & en munitions, il faudra néceſſairement que ces parties du monde reconnoiſſent leur pouvoir, même quand leur ſituation les rendroit égales à eux en forces.

P. S. du 16 Juin.

Les détails parlementaires, Monſieur, dans leſquels les circonſtances m'entraînent quelque fois, ne nuiront point au précis que j'ai entrepris de vous donner de la ſeſſion actuelle ſuivant l'ordre des ſéances. Ainſi je puis vous rendre compte aujourd'hui des plus récents débats & ne point vous faire imaginer que j'ai abandonné un travail ſans lequel il ne vous reſteroit dans les papiers

publics que des mémoires très-imparfaits sur la partie la plus essentielle de l'histoire du tems. Je vais vous parler d'une certaine séance du 11 de ce mois, chez les Pairs, qui a été des plus curieuses.

Extrait des débats de la Chambre des Pairs, du Vendredi 11 & du Lundi 14 Juin.

On alloit faire la seconde lecture du Bill pour le vote de crédit d'un million sterling, lorsque le Lord *Coventry* s'est levé, non pas, a t-il dit, pour s'opposer au Bill, mais pour en prendre l'occasion de faire voir que dans les circonstances actuelles il étoit souverainement intéressant que le Parlement continuât ses séances & ne fut point prorogé. Outre l'augmentation prodigieuse dans les dépenses, & l'intérêt que la nation a d'y apporter sans cesse son attention, il y a encore d'autres raisons du plus grand poids pour empêcher notre séparation. Les François ont les armemens de mer les plus formidables. Il s'en faut de beaucoup que nous soyons de leur force. L'Epagne va se joindre à eux: au moins cela est très probable. Leurs armées navales porteront peut-être le théâtre de la guerre aux Indes Orientales ou Occidentales où nous n'oserons pas les suivre. Peut être l'Irlande sera envahie: il est déja presque certain qu'elle se révolte. Dans des circonstances aussi critiques, est-il sage que

que le Parlement ſe ſépare ? Ces même dangers, dont le Roi, dans ſon meſſage aux Communes, fait voir qu'il nous croit menacés, ne nous les fait-il pas enviſager ; ne nous donne-t-il cet effroi que pour avoir notre argent, ſans ſe ſoucier de nos conſeils ?

Le Lord *Effingham*, appuyant ces juſtes obſervations, déclara qu'il ſavoit de ſcience certaine, que toutes les forces navales que l'Angleterre eſt actuellement (11 Juin) en état de mettre à la mer, ſe montent à peine à vingt-huit vaiſſeaux de ligne ; tandis que les armées combinées de la France & de l'Eſpagne paſſent les ſoixante : ſuppoſer, pourſuivit ce Lord, que dans le cours de cette campagne les forces Eſagnoles ne pourront pas ſe joindre à celles des François, c'eſt une abſurdité qui frapperoit un enfant de ſix ans. Pour s'abſtenir de ſe joindre à la France, il faut que l'Eſpagne exige d'elle de ſe détacher de l'Amérique. Rien n'eſt plus contraire au pacte de famille, que l'Eſpagne obſerve avec autant de fidélité que ſi ſon exiſtence devoit en dépendre. — C'eſt une autre abſurdité de parler d'une deſcente de l'ennemi en Irlande. Ce Royaume n'eſt déja plus un pays ennemi pour la France & pour l'Eſpagne. Leurs armées y ſeront reçues comme dans leurs propres états : elles y apporteront ces ſoulagemens que nous avons refuſés aux Irlandois avec une ſi ſtupide opi-

niâtreté, & les moyens de tirer vengeance de leurs cruels oppresseurs. Si le Parlement restoit assemblé, il seroit possible de prévenir un si affreux malheur, en accordant à l'Irlande l'égalité la plus entiere relativement à la Grande-Bretagne, les plus libres communications pour son commerce, &c.

Cette opinion du Lord *Effingham* sur les dispositions actuelles de l'Irlande, est d'autant plus inquiétante, que le Lord Amherst, Généralissime, le Lord Townshend, Chef de l'artillerie & le Général Desaguliers, Chef du génie, ont déclaré, qu'il seroit très-aisé à une armée étrangere de dix mille hommes de traverser l'Irlande. Le Lord Cornwallis, qui y a fait un voyage exprès, pour s'assurer de cette effrayante vérité, est du même avis. On parle fortement depuis quelques jours d'une résolution prise par le Gouvernement pour y lever quarre régimens de Catholiques Romains.

Le Lundi 14 Juin.

Le Duc de *Bolton* voulant donner plus de caractere à l'opinion des deux Lords sur le danger de la prorogation, en fit une motion conçue en ces termes : » que la Chambre feroit représenter au Roi par une humble adresse, que quiconque pourroit conseiller à Sa Majesté, dans les circonstances actuelles, de proroger le Parlement, seroit

réputé coupable d'une criminelle indifférence & ennemi de son pays ».

Cette motion fut appuyée par le Duc de *Richmond*, le Lord *Effingham*, le Marquis de *Rokingham* & autres de ce parti. Ils assurerent la Chambre que l'escadre Françoise, forte de vingt-huit vaisseaux de ligne, étoit sortie de Brest. Ils firent voir combien la Grande-Bretagne devoit être humiliée de n'avoir point de forces prêtes à lui opposer, & d'être au contraire dans le cas de s'estimer heureuse de ce que l'Amiral Darby (on l'avoit vu rentrant dans le Canal) s'étoit glissé le long des côtes pour échaper aux François, aujourd'hui les maîtres des mers.

Le Lord *Weymouth* ne repoussa pas très vigoureusement ces attaques. Il se contenta de mettre en avant un récent acte qui autorise le Roi à rompre une prorogation & à convoquer le Parlement sous quinzaine.

Le Lord *Sandwich* alla plus droit au fait : sans s'embarrasser des assertions contraires de divers Lords, il répondit à la Chambre de la supériorité de l'escadre Angloise sur celle de Brest, & quant à l'état de l'armement, comme s'il avoit lieu de supposer qu'on ne l'en croiroit point sur sa parole, il offrit de tirer de sa poche une lettre de l'Amiral Pye (Commandant à Portsmouth) qui lui mandoit que l'escadre pourroit aller en rade à Sainte Helene le 15 : il ajouta que peut-être le soir même du 14 y seroit-elle ;

L'Amiral *Darby* eſt rentré le 10 avec ſa diviſion. Suivant quelques Lettres, il auroit laiſſé deux de ſes huit vaiſſeaux en croiſiere; mais il y en a d'autres, en plus grand nombre, qui aſſurent que tout eſt rentré, & que les deux vaiſſeaux manquans ſont dans le baſſin pour être réparés, ayant beaucoup ſouffert dans leur courte campagne, parce qu'ils n'étoient pas fort ſains quand ils ſont partis. Ces deux vaiſſeaux ſont *le Thunderer*, de 74 canons, & *l'Intrépide*, de 64.

Liſte des vaiſſeaux Anglois en état, ſuivant les informations communiquées le 14 Juin à la Chambre des Pairs par le Lord Effingham.

QUOIQUE le Lord Sandwich eut aſſuré le 11 les Pairs, que l'Eſcadre ſeroit peut-être le ſoir même, mais au plus tard le lendemain 12 à la rade de Sainte-Hélene, il eſt pourtant très-vrai qu'elle n'y étoit point le 14 au matin. Les Lettres de ce jour annonçoient qu'elle pourroit y être le ſoir ou le lendemain 15. Voici les vaiſſeaux dont on ſuppoſe qu'elle doit être compoſée.

Amiral HARDY.

	Vaiſſeaux.	*Canons.*
1	Victory	100
2	Britannia	100
3	Royal George	100

Vaiſſeaux.		Canons.
* 4	Prince George.....	90
5	Duke............	90
* 6	London..........	90
7	Namur...........	90
* 8	Queen...........	90
9	Union...........	90
10	Alfred..........	80
11	Alexandre.......	74
12	Bedford.........	74
* 13	Berwick.........	74
14	Centaur.........	74
15	Cumberland......	74
16	Courageux.......	74
17	Défenſe.........	74
18	Egmont..........	74
19	Foudroyant......	74
* 20	Hector..........	74
21	Invincible......	74
* 22	Monarch.........	74
23	Ramillies.......	74
24	Shrewſbury......	74
* 25	Triumph.........	74
* 26	Vaillant........	74
27	América.........	64
28	Bienfaiſant.....	64

Les vaiſſeaux de la diviſion de *Darby* ſont marqués d'une aſtériſque *. Le *Thunderer* * & l'*Intrépide* * qui en étoient, ſont dans le baſſin à Portſmouth. Il circule des états où l'on voit la *Réſolution* & le *Culloden*, l'un & l'au-

tre de 74 canons. C'eſt peut-être pour remplacer ces deux vaiſſeaux, qui manquent à *Darby*, & faire le nombre de 30. J'ai vu ſur d'autres états le *Blenheim* de 90 canons, & le *Prudent* de 64. Mais s'ils ſe joignent au reſte, ce ſera pour qu'on en retienne quelques autres. D'ailleurs il y a des eſcortes de vaiſſeaux de ligne à donner à diverſes flottes, & quand il s'en trouveroit juſqu'à 34 en rade, on peut toujours être sûr que l'Eſcadre de Hardy ne ſera que de 28 ou 30 au plus; c'eſt ce qu'ont entendu les Lords de l'oppoſition.

Vous remarquerez, Monſieur, dans la liſte que je viens de vous donner les vaiſſeaux le *Centaure* & l'*America*, que je vous avois annoncés comme partis avec *Arbuthnot*. C'eſt qu'ils ont été rappellés ayant déjà mis à la voile. Sans ces deux là, Mylord Sandwich n'auroit pas même eu les 28, lorſque Mylord Effingham lui a fait ſon compte.

On aſſure que les vaiſſeaux de 100 canons de l'Eſcadre Angloiſe en portent 110, & ceux de 90, 98. Je ne prends point ſur moi d'ajouter ce nombre de canons aux Tarifs ordinaires. Je ne ferai pas non plus l'addition du nombre de canons qu'aura l'Eſcadre Angloiſe, puiſqu'on ne ſçait pas encore au juſte de combien de vaiſſeaux & deſquels elle ſera compoſée. C'eſt ce qui m'empêche auſſi de nommer les Capitaines. L'état que l'on vient de voir eſt ſeulement celui des vaiſ-

LISTE DES BÂTIMENS

QUI COMPOSENT L'ARMÉE

DE MONSIEUR LE COMTE D'ORVILLIERS.

VAISSEAUX.

NOMS DES VAISSEAUX.	NOMBRE DE CANONS.	DISTINCTION D'ESCADRES.	NOMS DES COMMANDANTS.	GRADES PAR ANCIENNETÉ.
La Bretagne	110	Blanche	Le Comte d'ORVILLIERS.	Lieutenant-Général.
La Ville de Paris	100	Blanche & bleue.	Guichon	Chef d'Escadre
La Couronne	80	Bleue.	La Touche-Tréville	Idem.
L'Auguste	80	Blanche.	Victe. de Rochechouart.	Idem.
Le Saint Esprit	80	Blanche & bleue.	Chevalier de Ternay	Idem.
Le Neptune	80	Bleue.	Hector	Idem.
Le Glorieux	74	Blanche	Bausset	Idem.
Le Conquérant	74	Blanche & bleue.	Monteil	Idem.
La Victoire	74	Idem.	Marin	Capitaine de Vaisseau.
L'Actif	74	Blanche.	Barandin	Idem.
La Bourgogne	74	Bleue.	D'Albert St. Hippolite.	Idem.
Le Destin	74	Blanche.	Cariolis d'Espinouse	Idem.
Le Scipion	74	Bleue.	Le Comte de Cherizai.	Idem.
Le Palmier	74	Blanche & bleue.	De Reals	Idem.
L'Intrépide	74	Bleue.	Baussier de Châteauvert.	Idem.
Le Zodiaque	74	Blanche.	La Porte Vezin	Idem.
Le Citoyen	74	Blanche & bleue.	Ponre Marquis de Nieul.	Idem.
L'Hercule	74	Bleue.	Le Marq. d'Amblimont.	Idem.
Le Bien-Aimé	74	Idem.	d'Aubenton	Idem.
Le Pluton	74	Blanche.	Destouches	Idem.
L'Eveillé	64	Blanche & bleue.	Chevalier de Balleroy.	Idem.
Le Saint Michel	64	Blanche.	Chevalier de la Biochait.	Idem.
L'Alexandre	64	Bleue.	Tremigon l'aîné	Idem.
Le Solitaire	64	Idem.	Montecler	Idem.
Le Prothée	64	Blanche & bleue.	Valmenier Caquerai	Idem.
L'Indien	64	Idem.	La Grandiere	Idem.
L'Actionnaire	64	Bleue.	L'Archantel	Idem.
Le Caton	64	Idem.	Seillans Colombs	Idem.
Le Bizarre	64	Blanche & bleue.	Saint Riveul	Idem.
Le Triton	64	Blanche.	De la Clocheterie	Idem.

FRÉGATES.

NOMS DES FRÉGATES.	NOMBRE DE CANONS.	DISTINCTION D'ESCADRE.	NOMS DES COMMANDANTS.	GRADES PAR ANCIENNETÉ
La Magicienne	26 de 12 / 6 de 6		Brun de Boades	Capitaine de Vaisseau.
L'Athalante	Idem		Baron de Durfort	Idem.
La Concorde	Idem		Chevalier de Cardaillac.	Idem.
La Junon	Idem		Bernard de Marigny	Idem.
L'Inconftante	Idem		Chevalier de Ravenel.	Idem.
La Bellone	Idem		De Gonidec	Idem.
La Médée	Idem		Kergariou de Lefcouet	Idem.
La Diane	Idem		Chambertrand	Idem.
La Gloire	Idem		De Bavre	Lieutenant de Vaisseau.
La Surveillante	Idem		Du Cœdie	Idem.
La Gentille	Idem		Chevalier de Mengaut	Idem.

CORVETTES.

L'Erourdie	20 de 6		Blachon	Idem.
Le Sénégal	20 de 6		Cambis	Idem.
La Curieufe	10 de 4		De Maurville	Idem.
La Favorite	10 de 4		Chevalier de Kerfaint	Idem.

LOUGRES.

Le Chaffeur	10 de 3		Ville Bouquet	Idem.
L'Efpiégle	10 de 3		Du Clefmeur	Idem.

COTTERS.

Le Pilote	14 de 4		Chev. de Rocquefeuille.	Enfeigne de Vaisseau.
Le Murin	14 de 4		Clonard	Idem.

RÉCAPITULATION.

				Total du nombre des Canons.
Vaiffeau de	110	1	110	2646.
Idem.. de	100	1	100	
Idem.. de	80	4	320	
Idem.. de	74	14	1036	
Idem.. de	64	10	640	
Frégates de	32	11	352	
Corvette de	20	1	20	
Idem.. de	10	2	20	
Lougres de	10	2	20	
Cotters de	14	2	28	
Total du nombre des Bâtimens		48.		

BRULOTS.

	Officiers auxil. Commandans.
Le Dafwood	Guiguen.
Le London	Heron
Le Ménager	Hue.

ſeaux Anglois qui ont dû être à la rade de Sainte-Hélene le 15.

Le Saint-James Chronicle du 15, contient l'article ſuivant : » La Gazette d'Utrecht, re-» çue aujourd'hui, aſſure que l'Eſcadre Fran-» çoiſe, qu'elle prétend être ſortie, conſiſte » en 64 voiles. Apparemment que dans ce » nombre ſont compriſes les chaloupes. «

Ce doute du Gazettier Anglois mérite d'être éclairci. Il faut lui donner nos chaloupes à compter. Vous allez trouver ici, Monſieur, l'état le plus exact & le plus complet qui ait encore paru de l'Eſcadre Françoiſe ſortie des eaux de Breſt le Vendredi 4 Juin, jour anniverſaire de la naiſſance du Roi d'Angleterre, qui pendant ce tems-là recevoit les révérences des Seigneurs & Dames de ſa Cour, ainſi que des Miniſtres Etrangers.

UN Corſaire Américain, appellé le *Pilgrim* de Salem, a débarqué le 2 Juin en Irlande ttente-huit hommes de trois priſes qu'il avoit faites. De ce nombre eſt le Lieutenant *Beſt*, Officier du vingt-deuxième Régiment. Suivant ſa déclaration, & celle de quelques autres, tout étoit tranquille à leur départ à la Nouvelle York. Mais l'armée Angloiſe étoit réduite à huit mille hommes, y compris les Allemands ; & le Général Washington paſſoit pour en avoir plus de vingt mille : il mena-

çoit journellement d'habiller les Anglois *à la Burgoyne.*

Le Chevalier George Collier commandoit à New-York la Marine, dont toute la force consiste dans le vaisseau le *Rainbow* de 44 canons, & deux sloups de guerre qui sont à Sandy-Hook. Il est tems qu'Arbuthnot y arrive. Le nombre d'hommes qu'il y porte est de sept mille. Il en reste deux mille à y faire passer. Aujourd'hui c'est une question?

VOICI un résumé d'un état très-exact des forces Angloises dans la Grande-Bretagne & l'Irlande, suivant les plus nouvelles répartitions.

ANGLETERRE.

(*a*) *Partie du Sud.*

	Complet.	Effectif.
Total de la Cavalerie........	2,120	1,514
Ditto de l'Infanterie..........	12,455	11,594
Ditto de la Milice............	8,772	8,772
Total dans le Sud..	23,347	21,880

(*a*) Par le Sud, on entend Londres & les Comtés de Kent & de Surry : par l'Ouest, tout le reste des côtes jusqu'au Land'send : par l'Est, les Comtés de Suffolk, de Norfolk & d'Essex, à l'Est de Londres : par le Nord, les Comtés de Lancastre, d'York, &c.

Partie du Milieu.

	Complet.	Effectif.
Total de la Milice...........	920	920

(*N. B.* Il n'y a point d'autres troupes.)

Partie de l'Est.

	Complet.	Effectif.
Total de la Cavalerie.........	2,643	1,708
Ditto de l'Infanterie..........	2,930	2,490
Ditto de la Milice...........	7,814	7,814
Total dans l'Est.....	13,387	12,012

Partie de l'Ouest.

	Complet.	Effectif.
Total de la Cavalerie.........	1,483	1,071
Ditto de l'Infanterie.........	4,318	4,012
Ditto de la Milice...........	8,674	8,674
Total dans l'Ouest...	14,475	13,757

Partie du Nord.

	Complet.	Effectif.
Total de l'Infanterie..........	2,120	1,984
Ditto de la Milice..........	4,120	4,120
Total dans le Nord...	6,240	6,104

Pays de Galles.

	Complet.	Effectif.
Total en Milice.............	160	160

	Complet.	Effectif.
Total de la Cavalerie en Angleterre & au pays de Galles......	6,246	4,293
Total de l'Infanterie en Angleterre & au pays de Galles........	21,823	20,080
Total de la Milice en Angleterre & au pays de Galles............	30,460	30,460

ECOSSE.

Total de la Cavalerie.........	666	488
Ditto de l'Infanterie	8,757	7,187
Total en Ecosse....	9,423	7,675

Total des Troupes reglées en Angleterre, dans le pays de Galles & en Ecosse........................	37,492	32,048
Total général en comptant la Milice........................	67,952	62,508

IRLANDE.

Total de la Cavalerie.........	2,136	1,947
Ditto de l'Infanterie..........	9,416	8,430
Total en Irlande....	11,552	10,377

On leva la Milice en Irlande en 1762. Elle se monta à 14,700 hommes. Aujourd'hui il y a dans ce Royaume douze mille hommes armés, qui n'ont point été levés par le Gouvernement. Il est probable que s'il s'agissoit d'y lever la Milice aujourd'hui, on s'appercevroit de quelque différence.

N. B. Il a été ordonné le 15 Décembre 1778, une augmentation dans les vieux corps d'Infanterie, à compter du second bataillon du premier Régiment jusqu'au 70 inclusivement (excepté les huit Régimens prisonniers de l'armée de Burgoyne, & les 41 & 42 Régimens) qui portera chacun de ces corps formant 63 bataillons à mille hommes. Mais jusqu'à présent cette augmentation ne s'est point effectuée. Leur effectif est encore beaucoup au-dessous de 810, leur ancien complet.

La même augmentation n'aura lieu pour les huit Régimens prisonniers que quand ils auront été remis en liberté.

Le complet de tous ces vieux corps d'Infanterie doit être de..... 63,000 hommes.
L'effectif est de....... 40,343 hommes.

Il leur manque....... 22,657 hommes.

Le Lord North a déclaré nettement dans la Chambre des Communes, le 11, que le Gouvernement ne feroit plus de démarches pour amener les Américains à un accommodement; que c'étoit à présent à l'Amérique à faire ses propositions à la Grande-Bretagne. Quelqu'un lui a observé, qu'elle en feroit aussi, mais que ce feroit par la bouche du canon de la France & de l'Espagne, plus véridique que les Commissaires Anglois, quoiqu'un peu moins maniéré & moins musqué.

Il fembleroit, (c'eft au moins l'opinion de quelques-uns de nos Politiques,) que les Miniftres Anglois cherchent à renouer une négociation avec l'Ambaffadeur d'Efpagne ; mais celui-ci, ajoute-t'on, a l'air de ne s'en point douter, & les laiffe venir. Ils ne fe feront pas attendre long-tems ; car s'il eft de leur intérêt de faire proroger le Parlement, il faut que cela fe faffe par un Difcours de clôture, & que dans ce Difcours il foit dit fur quel pied on croit être avec l'Efpagne.

Il vous a été dit, Monfieur, par des gens qui *courent* plus vîte que moi, que la cargaifon du Vaiffeau de la Compagnie Angloife *l'Ofterley*, eftimé trois cent mille livres fterling, étoit en majeure partie affurée au Caffé de Lloyd à 15 pour cent feulement, pour l'aller & le retour. Sur ce pied, la Compagnie Angloife qui fait ici *Regnum in Regno*, & à ce titre un ennemi de plus pour la France & pour fon commerce, & celui des deux qui jufqu'ici lui a fait le plus de mal, ne fouffriroit qu'un préjudice fort léger de l'importante prife qui lui a été faite, précifément par deux des Frégates Françoifes qui revenoient de Pondichéry. Suivant cet expofé, la perte prefque entiere feroit tombée fur une Compagnie d'honnêtes Affureurs à qui on n'a d'autres reproche à faire que de chercher leur intérêt dans l'adouciffement qu'ils procurent au fort des infortunés, dans

l'induſtrie avec laquelle ils amortiſſent les coups du Dieu farouche dont le bras renverſe les Villes, & de celui qui ébranle la terre de ſon trident. Mais jouiſſez à votre aiſe d'une vengeance bien légitime. C'eſt la Compagnie qui ſupporte toute la perte des ſept millions, au moment où Mylord North va lui en extorquer quelques autres, malgré chartres & priviléges. Il n'eſt point dans les uſages de la Compagnie d'aſſurer ſes Vaiſſeaux. C'eſt au Gouvernement à les faire eſcorter; & ce ſera un grief de plus contre les Miniſtres, quand il s'agira de les *pendre*. Il y avoit cependant, (car je veux être exact, puiſque j'en prends le tems,) il y avoit une partie de vingt mille livres ſterling d'aſſurée; mais c'étoit la pacotille des Officiers.

Les fonds ſont baiſſés de trois pour cent depuis qu'on eſt certain de la ſortie de l'eſcadre de Breſt. Les bruits qui courent que l'Eſcadre Angloiſe ne ſera pas de pluſieurs ſemaines en état d'aller la chercher, aident beaucoup à ce diſcrédit. On eſt inquiet auſſi pour l'Eſcadre de Byron, dont cinq vaiſſeaux, dit-on, ſe ſont détachés, pour revenir en Europe avec un convoi, parce qu'il ne leur étoit plus poſſible de faire campagne en eſcadre, tant ils étoient en mauvais état. Les huit vaiſſeaux deſtinés pour l'Inde ne partiront plus de Spithead que dans trois ſemaines. Il y a apparence qu'ils ſortiront

avec l'Escadre dont il se détachera quelques vaisseaux pour les escorter. Le *Namur* est un de ceux qui sont désignés pour cette campagne. On est fort inquiet pour les rrois ou quatre vaisseaux de l'Inde qui doivent être partis en Mai de l'Isle Sainte-Hélene pour l'Europe, sous le convoi du *Belle-Isle* de 64 canons, & du *Warwick* de 50. On imagine que le Commodore Hughes, qui est parti de Madere le 15 Avril, leur aura donné un renfort de quelques-uns de ses six ou sept vaisseaux. On attend aussi de l'ardeur & de l'intelligence de ce Commodore, qu'il enlevera l'*Osterley* de l'Isle de France.

P. S. du Samedi 19 Juin.

QUELQUES jours, Monsieur, se sont à peine écoulés depuis qu'on a entendu Milord *North* assurer dans la Chambre des Communes que s'il étoit vrai que les négociations avec l'Espagne pour une médiation fûssent cessées, cela ne changeroit rien aux sentimens d'*amitié* du Roi d'Espagne pour le Roi & la nation Angloise; & voilà que tout-à-coup le Jeudi 17 éclate de la part de l'Espagne une des plus fieres & des plus vigoureuses ruptures dont l'Histoire fasse mention.

Vous allez juger, Monsieur, s'il étoit possible que l'Espagne eût inculpé la France, comme vous l'avez lû dans le Courier de l'Europe

l'Europe, N.° XXXV, d'une *perfidie sans exemple* à l'égard de l'Angleterre: s'il étoit croyable que Milord Stormont se fût permis une calomnie aussi atroce & aussi basse contre l'Espagne, à la face de son Ambassadeur, & si je n'ai pas eu raison de vous faire entendre (voyez ci-devant page clv & suivantes) que le Traducteur qui sert le Courier de l'Europe, s'étoit prêté aux mauvais & perfides desseins du Ministere Anglois pour fabriquer cette calomnie, utile peut être pour quelques instans à ses vues, dans certaines Cours étrangeres, où on est loin d'imaginer combien peu il importe à la France que le Courier de l'Europe soit ou ne soit pas au nombre des petits moyens qu'il convient au Ministere Anglois d'employer à sa fausse & louche politique.

TRADUCTION (d'après une des traductions Angloises) *du Manifeste du Roi d'Espagne.*

Tout l'Univers peut attester la noble impartialité du Roi, relativement aux différens de la Cour de Londres avec ses Colonies Américaines & avec la France. De plus encore, Sa Majesté ayant appris que l'on désiroit sa puissante médiation, elle en a fait l'offre généreuse, qui fut acceptée par les Puissances en guerre; & pour ce seul motif, un vaisseau de guerre fut envoyé de la part

de Sa Majesté Britannique dans un des ports d'Espagne. Le Roi s'est donné les soins les plus énergiques, tous ceux qui sembloient promettre les plus heureux effets, pour amener ces Puissances à un accomodement également honorable aux deux Parties, proposant à cet effet des expédiens raisonnables, propres à applanir toutes difficultés, & à prévenir le progrès des calamités de la guerre. Mais quoique les propositions de l'Espagne & particulierement celles de son *ultimatum*, aient été parfaitement conformes à celles que dans d'autres tems la Cour de Londres elle-même avoit paru juger propres à un accomodement, & qui aussi n'étoient pas moins moderées, elles ont été rejettées d'une maniere qui prouve pleinement combien peu le Cabinet Britannique désire de voir la paix de l'Europe se rétablir & de conserver l'amitié du Roi. En effet la conduite de ce Cabinet envers le Roi, pendant tout le cours de cette négociation, n'a eu pour objet que de la prolonger pendant plus de huit mois, par de vains prétextes ou par des réponses qui ne pouvoient pas être moins concluantes; tandis que dans cet intervalle les insultes faites au pavillon Espagnol, & la violation du territoire du Roi se poussoient jusqu'à un excès incroyable: tandis que l'on faisoit des prises sur les Espagnols, que l'on fouilloit & pilloit leurs vaisseaux: tandis qu'on tiroit sur d'autres, & cela est arrivé à un grand nombre,

qui ont été obligés de se défendre: tandis enfin qu'on ouvroit leurs livres, qu'on les déchiroit & qu'on enlevoit jusqu'aux paquets de la Cour, qu'il n'étoit pas difficile de trouver sur les paquebots du Roi.

Les Etats de la Couronne en Amérique ont été menacés: ont été même, & l'idée seule en est effrayante, jusqu'à exciter les Nations Sauvages, appellées *Chatcas*, *Cheroquies* & *Chicassas*, contre les innocents Habitans de la Louisiane, qui auroient été les victimes de la férocité de ces barbares, si les *Chatcas* eux-mêmes n'eûssent pas été touchés de remords & n'eûssent pas recelé toute la trame de la séduction Angloise. La souveraineté de Sa Majesté dans la province de Darie & sur la côte de Saint Blas, a été usurpée; le Gouverneur de la Jamaïque ayant donné à un Sauvage rebelle la commission de Capitaine général de ces Provinces.

Enfin on a violé récemment le territoire de la baye de Honduras en y exerçant des actes d'hostilités & d'autres excès contre les Espagnols qui ont été emprisonnés & dont les maisons ont été envahies. De plus, la Cour de Londres a négligé jusqu'ici d'exécuter ce que le seizieme article du dernier Traité de paix de Paris stipule par rapport à cette côte.

Des griefs si nombreux, de si grand poids & si récents, ont été, en différens tems,

l'objet des plaintes faites au nom du Roi, & déduites dans les mémoires qui ont été ou remis aux Ministres Anglois à Londres ou envoyés à ces Ministres par le canal de l'Ambassadeur Anglois à Madrid ; mais quoique les réponses qui ont été reçues aient été amicales, Sa Majesté n'a encore obtenu d'autre satisfaction que de voir se renouveller des insultes, dont le nombre se montoit dernierement à une centaine.

Le Roi, fidele à cette sincérité & à cette candeur qui caractérisent Sa Majesté, a déclaré formellement à la Cour de Londres, dès le commencement de ses contestations avec la France, que la conduite de l'Angleterre seroit la regle sur laquelle se dirigeroient les Conseils de l'Espagne.

Sa Majesté a encore déclaré à cette Cour, que lorsque ses différends avec la France pourroient s'arranger, il seroit nécessaire de regler ceux qui se sont elevés ou pourroient s'élever avec l'Espagne ; & dans le plan de médiation envoyé au soussigné Ambassadeur le 28 Septembre dernier, & qui fut par lui remis au Ministere Anglois dans les premiers jours d'Octobre, plan dont le Lord Grantham étoit informé & avoit reçu une copie, Sa Majesté a déclaré, en termes positifs, aux Puissances belligérentes, qu'en considération des insultes que ses sujets & ses Etats avoient souffertes, & aussi des at-

teintes portées à ſes droits, elle ſeroit dans la néceſſité de prendre un parti décidé, dans le cas où la négociation, au lieu d'être continuée avec ſincérité, ſeroit rompue, ou ne produiroit point d'effet.

Les cauſes des plaintes dont la Cour de Londres a donné ſujet, n'ayant point ceſſé, & cette Cour ne ſe montrant point diſpoſée à en faire aucune réparation, le Roi a réſolu, & il ordonne à ſon Ambaſſadeur de déclarer que l'honnenr de ſa Couronne, la protection qu'il doit à ſes Sujets, & ſa propre dignité perſonnelle, ne lui permettent point de ſouffrir que ces inſultes continuent & d'attendre plus long-tems la réparation de celles qu'il a déjà reçues; & que dans cette vue, nonobſtant les diſpoſitions pacifiques de Sa Majeſté, & même l'inclination particuliere qu'elle a toujours eue & exprimée pour cultiver l'amitié de Sa Majeſté Britannique, Sa Majeſté ſe voit dans la déſagréable néceſſité de faire uſage de tous les moyens que le Tout-puiſſant lui a confiés, pour obtenir une juſtice qu'il a ſollicitée de tant de manieres ſans pouvoir l'obtenir. Sa Majeſté, pleine de confiance dans la juſtice de ſa cauſe, eſpere que les conſéquences de cette réſolution ne lui ſeront point imputées devant Dieu ni devant les hommes, & que les autres Nations ſe formeront une idée convenable de cette réſolution, en la comparant à la conduite

qu'elles-mêmes ont éprouvée de la part du Miniſtere Britannique.

Signé, le Marquis d'Almodovar.

A Londres, le 16 Juin 1779.

Ce Manifeſte que le Lord *Weymouth* avoit reçu le 16 de l'Ambaſſadeur d'Eſpagne a été porté le 17 à la Chambre des Pairs par ce même Lord, avec le Meſſage ſuivant de Sa Majeſté Britannique. — Les mêmes notifications, *mutatis mutandis*, ſe ſont faites dans la Chambre des Communes, par Mylord North.

Meſſage du Roi.

George, Roi.

» L'Ambaſſadeur du Roi d'Eſpagne ayant remis un Ecrit au Lord Vicomte Weymouth & ayant ſignifié qu'il a reçu ordre de ſa Cour de ſe retirer ſur le champ de ce pays, Sa Majeſté a jugé néceſſaire d'ordonner qu'une copie de cet Ecrit ſoit miſe devant la Chambre des Communes, comme étant une affaire de la plus grande importance pour la Couronne & pour la Nation; & Sa Majeſté informe en même tems la Chambre qu'en conſéquence de cette déclaration hoſtile, Elle s'eſt vue obligée de rappeler de Madrid ſon Ambaſſadeur. «

» Sa Majeſté déclare de la maniere la plus

solemnelle, que son désir de maintenir & de cultiver la paix & la bonne harmonie avec la Cour d'Espagne, a toujours été uniforme & sincere, & que sa conduite envers cette Puissance n'a eu d'autres motifs ou principes que ceux de la bonne foi, de l'honneur & de la justice. Sa Majesté voit aussi avec d'autant plus de surprise les prétextes sur lesquels cette déclaration est fondée, que quelques-uns des griefs rapportés dans cet Ecrit ne sont jamais venus à la connoissance de Sa Majesté, ni par aucunes représentations de la part du Roi Catholique, ni par aucun autre avis quelconque; & que dans tous les cas où on a reçu des plaintes, le sujet en a été examiné avec la plus grande attention, & mis dans un cours réglé de recherche & de redressement. «

» Sa Majesté est dans la plus ferme confiance que ses fideles Communes, déployant tout ce zèle & tout cet amour du bien public, qu'elle a si souvent éprouvés de leur part, soutiendront Sa Majesté dans la résolution ou elle est de mettre en œuvre tout le pouvoir & toutes les ressources de la Nation, pour résister aux efforts de l'Espagne, & repousser toutes ses entreprises hostiles, & que par les bénédictions que le Très-haut répandra sur la droiture de ses intentions & sur l'équité de sa cause, Sa Majesté sera en état de faire avorter les injustes & dangereux desseins de ses ennemis, contre l'hon-

neur de ſa Couronne, ainſi que contre le commerce, les droits & les intérêts communs de ſes Sujets. «

CHEZ les Lords, deux motions ſuccomberent ſucceſſivement, l'une du Lord *Abingdon* pour le renvoi des Miniſtres, par une pluralité de 38, ſavoir 60 contre 22; l'autre du Duc de *Richmond*, pour prier le Roi de changer ſon ſyſtême actuel de politique, par une pluralité de 34, ſavoir 66 contre 32. — La motion du Lord *Weymouth*, pour aſſurer le Roi que chacun des Lords étoit prêt à ſacrifier ſa vie & ſes biens pour la défenſe de la perſonne & du Gouvernement de Sa Majeſté paſſa ſans qu'on fût obligé de lever les voix.

Chez les Communes, le Lord John *Cawendish* appuya une motion pareille, propoſée par le Lord North, qui fut ſuivie du même ſuccès.

Le Lord John *Cawendlsh* en fit une particuliere qui ne laiſſa point d'embarraſſer les Miniſtres, parce qu'elle impliquoit le rappel de toutes les forces britanniques de terre & de mer actuellement en Amérique, pour les oppoſer en corps aux forces réunies de la Maiſon de Bourbon. Cette queſtion amena encore les éternelles diſcuſſions ſur la conduite de la guerre en Amérique; & à la fin les Miniſtres craignant autant de voir paſſer

cette motion que de la voir rejetter, proposerent par l'organe de M. Jenkinſon, Secrétaire de la guerre, que la Chambre s'ajourneroit pour en délibérer ultérieurement : pluralité 76, ſavoir 156 contre 80.

Vous me diſpenſerez, Monſieur, de vous faire ici le tableau du déluge de reproches, de défit & d'inſultes, dont furent inondés les Miniſtres dans les deux Chambres, le 16 & le 17, à l'occaſion de cette rupture qui jette tout ce peuple ci dans un déſordre & une conſternation inexprimables, quoique depuis long-tems il y fût préparé. — Les Miniſtres, qui prévoyoient le coup que cet événement alloit leur porter, ont fait ſortir l'Eſcadre telle qu'elle ſe trouvoit, au nombre de vingt-huit vaiſſeaux. Les bâtimens pour l'Inde & un grand nombre d'autres qui venoient de partir ont été heureuſement repouſſés par un coup de vent ſur Spithead, & y ſont arrivés à tems pour fournir quinze cents Matelots à l'Eſcadre. Le *Canada*, de 74 canons, eſt arrivé de la Tamiſe à Portſmouth : il doit joindre l'Amiral Hardy avec les vaiſſeaux le *Thunderer* & l'*Intrépide*, lorſqu'ils auront reçu une complette réparation, & alors l'Eſcadre ſera de 31 vaiſſeaux de ligne ; mais vous ne devez point oublier que de ce nombre il faut qu'il en ſoit détaché quelques-uns pour eſcorter les ſept vaiſſeaux pour l'Inde, qui ont appareillé de nouveau avec l'Eſcadre. — Il a

été fait des propoſitions dans la Chambre des Communes d'envoyer ſans délai une puiſſante Eſcadre contre les Colonies Eſpagnoles ; mais où la prendra-t-on ? ce ne ſera ſûrement point celle de Byron, dont les vaiſſeaux pourront à peine ſoutenir la campagne de leur retour en Angleterre. Quant à celle de Hardy, dans laquelle conſiſte tout ce qui reſte de forces aux Anglois en Europe, vous jugez ſûrement qu'elle y trouvera aſſez d'occupations pour ne point en aller chercher ſous une autre hémiſphère.

A propos d'une autre hémiſphère, il ſe répand ici une nouvelle bien plaiſante, c'eſt que l'Iſle de Sainte-Lucie, dont la Gazette de la Cour a fait ſonner ſi haut la priſe, eſt abandonnée par l'armée Angloiſe, comme une terre qui dévore ſes habitans. Des cinq mille hommes qui y avoient été débarqués, il en eſt parti à peine la moitié pour la Nouvelle York, où ils vont peupler les hôpitaux de leurs cadavres. C'eſt la ſixième ou la ſeptième conquête Angloiſe, depuis cette guerre Américaine, qui finit par une *évacuation*. L'Angleterre ne guérira de cette maladie qu'en avalant la pilule de l'*Indépendance*.

Au moment où l'eſcadre Angloiſe alloit appareiller, le Chevalier Charles Hardy a fait venir à bord de la *Victoire* tous les Officiers à pavillon & Capitaines, & lorſqu'ils

ont tous été raſſemblés dans la Salle du Conſeil, il leur a adreſſé le diſcours ſuivant.

MESSIEURS,

» Il eſt vrai qu'on m'a tiré des Invalides pour me donner ce commandement, & que depuis ſeize ou dix-ſept années que je ſuis, comme on dit, ſous la remiſe, j'ai eu le tems d'oublier mon métier ; mais j'ai heureuſement bonne mémoire, & mon ancienne théorie me ſuffira pour bien remplir mes devoirs envers mon Roi & mon pays, les jours que je n'aurai pas la goutte. Je ne doute point que chacun des Officiers de mon eſcadre ne s'évertue à me ſoutenir convenablement, non ſeulement devant l'ennemi, mais auſſi devant un Conſeil de guerre. C'eſt pourquoi il ne peut pas être hors de propos de vous obſerver que ſi j'étois aſſez malheureux pour qu'on n'obéiſſe point à mes ſignaux, même quand on auroit été abymé par le feu de l'ennemi, je n'attendrai pas cinq ou ſix mois pour caſſer l'Officier qui aura manqué, quel qu'il puiſſe être, fut-il Lord de l'Amirauté, aimant mieux qu'on lui caſſe ſes vîtres à Londres & la tête à Portſmouth, qu'à moi, & cela, pour le plus grand bien du ſervice dans lequel nous voilà tous embarqués «.

Le 17, jour que le Manifeſte du Roi d'Eſpagne a été lu dans les deux Chambres, quelqu'un s'eſt aviſé d'enlever une des affi-

ches de la Comédie, & après y avoir fait un ſeul petit changement, de l'appliquer à la porte du Parlement. Voici une copie exacte de ce Placard.

La Troupe du Roi donnera ici aujourd'hui une Repréſentation du

BARBIER ESPAGNOL,

ou *La Précaution inutile* ;

avec la nouvelle ouverture

du FANDANGO,

& ſuivi de la Farce

de MIDAS.

C'étoit exactement l'affiche du jour pour la Salle de Spectacle de *Haymarket*.

FIN.

LETTRE

*D'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 22 Juin 1779.

Je vous ai fait voir, Monſieur, une eſquiſſe légere de l'embarras toujours croiſſant de la finance angloiſe; il eſt juſte que vous ſoyez de même initié dans le ſecret de celle des Etats-Unis. Vous ſerez content de la ſageſſe avec laquelle eſt raiſonné un nouvel écrit qui en traite; & la connoiſſance que vous en tirerez de la réalité des plus eſſentielles conjectures de l'Auteur, vous préſentera la poſition des Etats-Unis ſous cet agréable point de vue où j'ai toujours oſé aſſurer qu'elle ſeroit amenée par les circonſtances.

A la ſuite de cet écrit, vous trouverez diverſes facéties du journal patriotique, qui vous offriront un tableau aſſez piquant de l'état des affaires de l'Angleterre en général. Vous y remarquerez quelques rubriques un peu triviales & peu faites pour flatter la délicateſſe du goût François. C'étoit d'abord mon envie de les ſupprimer; mais j'ai conſideré que même en France, quand on fait venir un mets étranger, on ſouffre volontiers qu'il

ait l'aſſaiſonnement du pays. Il auroit fallu d'ailleurs remplacer ; & cela n'eſt pas toujours auſſi aiſé que de retrancher. La variété & même la bigarrure, vous aideront à ſupporter cette lecture, utile au fonds, par une multitude de vérités frappantes qu'on voit journellement éclore des nouvelles circonſtances.

Finances des Etats-Unis.

De Philadelphie le 15 Février 1779.

LA quantité d'argent néceſſaire, comme moyen de commerce, dans les Etats-unis, eſt d'environ trente millions de *Dollars* (piaſtres gourdes dont la valeur eſt 4 shil. $\frac{1}{2}$. d'Angleterre & 5 liv. de France). Cette ſomme s'eſt trouvée balancer tous les beſoins de commerce ; & chaque émiſſion qui ſe fait au-delà, doit néceſſairement être ſuivie d'une baiſſe proportionelle.

Le crédit & la valeur de l'argent ſont deux choſes diſtinctes. Son crédit dépend de la bonne foi & de la ſolidité du gouvernement & des reſſources probables qu'il a pour les rembourſemens. Sa valeur dépend de ſa quantité. La valeur & le crédit de l'argent ont à quelques égards une influence réciproque l'un ſur l'autre. Alors chaque nouvelle qui affecte le crédit, affecte à un certain degré la valeur de l'argent. — Il eſt généralement reconnu que l'alliance de la France

a fait hausser l'argent de quelques centaines pour cent dans l'espace d'une seule semaine. La hausse a été en quelque sorte artificielle; delà est bientôt résulté cette baisse qui étoit naturelle, vu la quantité.

Celle du papier monnoye (y compris les émissions d'Etat) actuellement en circulation sur le Continent, se monte à environ cent trente millions de *Dollars*, ce qui forme près de quatre fois autant que ce qui est nécessaire pour un moyen de commerce; mais la baisse de l'argent n'a pas marché d'un pas égal avec cette quantité: au lieu de se tenir à 400 pour cent, sa valeur a baissé sur certains objets de trois mille, sur d'autres de deux mille, & sur quelques articles (excepté les maisons & les terres) elle a été de moins de 5,000 pour cent.

Les causes de cette baisse surnaturelle peuvent se réduire, je pense, à ces trois principes.

1.° La rareté de plusieurs articles, particulierement de toutes les marchandises d'Europe.

2.° Le monopole de plusieurs articles, particulierement de marchandises des Isles, ce qui occasionne, de la même maniere, une disette.

3.° Le manque de confiance dans le crédit du papier, qui engage le peuple à demander ou à donner une plus forte somme pour les articles que ce qu'ils valent.

L'or & l'argent ſont des marques trompeuſes de la valeur de notre papier monnoye. Ils ſont ſujets au monopole & forment des articles de commerce. Leur valeur hauſſe & baiſſe avec le crédit du papier monnoye. Les demi-Joſeph qui ſe ſont vendus en Lancaſtre au mois de Janvier 1778, 30 liv. en papier du Continent, ont été vendus 9 & 12 liv. au mois de Juin ſuivant. Cette hauſſe ſubite du papier monnoye a été occaſionnée par les nouvelles de l'alliance avec la France.

Les proviſions ſont pareillement des marques trompeuſes de la valeur de notre papier monnoye. Pluſieurs d'entr'elles ſont plus rares qu'anciennement; & il y en a quelques-unes qui ſont ſujettes au monopole. Le manque de bras pour cultiver la terre a ſans doute contribué en grande partie à faire hauſſer le prix des proviſions au-deſſus du taux de la baiſſe du papier. La rareté des marchandiſes d'Europe & le monopole de celles des Iſles, a pareillement contribué à faire hauſſer le prix des proviſions. Le fermier doit affecter le prix extraordinaire des toiles de coton, du thé, du ſucre, du café, &c. ſur le produit de la ferme, ſans quoi il ſera dupe de ſon travail.

La terre eſt le ſeul véritable barometre d'après lequel nous puiſſions apprécier la valeur de notre papier monnoye. Elle n'eſt point rare; & il n'eſt point aiſé d'en faire le monopole. En partant de là, nous trouvons

vons qu'elle a été vendue dans quelques endroits plus de trois ou quatre fois au-dessus de son ancien prix nominal.

La hausse de notre papier monnoye ne peut s'effectuer que par les moyens suivans.

1.° Par une réduction de la quantité, c'est ce qu'opereront des taxes & une découverte des contrefaçons. Le Congrès a prudemment pris des mesures pour ces fins dans ses résolutions du 2 Janvier 1779.

2.° En arrêtant les futures émissions. Les emprunts qui ont suivi l'abstraction des émissions pour anéantir les faux papiers, des 20 Mai 1777 & 11 Avril 1778, & les taxes pour l'année courante, préviendront probablement la nécessité de faire sortir davantage de papier. Outre les prêts que nous a procuré la susdite résolution du Congrès, il y a lieu de compter encore sur d'autres prêts considérables de la part des François, des Hollandois, des Danois & même des Isles Angloises. Je publie comme un fait que plusieurs riches particuliers de la Jamaïque ont fait passer secretement leurs fonds sur le Continent, par le moyen d'un port neutre & qu'ils ont ordonné qu'on en plaçât le montant dans les fonds des Etats-Unis.

3.° La réduction du nombre de nos troupes de terre & le systême d'économie qu'on est sur le point d'introduire dans tous les départemens de l'armée, auront nécessairement un effet immédiat dans la hausse de

notre papier. La Grande Bretagne a connu ſon erreur, & elle n'entreprendra pas de nouveau la conquête de l'Amérique. Si elle perſevere à ſe (*a*) maintenir dans la poſſeſſion de nos ports de mer, quelques milliers d'hommes ſuffiront pour empêcher ſes garniſons de faire des incurſions dans notre pays.

4.° Un commerce libre & abſolument néceſſaire pour faire hauſſer notre papier monnoye. Quelques cargaiſons de marchandiſes d'Europe le feront monter ſur le champ à 4 ou 500 pour cent. Je ne puis m'empêcher de faire appercevoir la détreſſe & la ruine qui menacent tous nos monopoleurs & accapareurs. Je ſouhaite que nos loix les laiſſent tranquilles juſqu'à ce qu'ils ayent rempli la meſure de leurs iniquités. Je me rappelle très-bien le chagrin cuiſant qu'ils ont reſſenti lorſque nous avons reçu la nouvelle que la France avoit reconnu notre indépendance. Le long voyage du Comte d'Eſtaing & les dommages que lui a cauſés une tempête après ſon arrivée ſur notre côte, ont reculé le terme de leur deſtruction ; mais par égard pour l'innocent qui feroit la victime du coupable, je vais mettre ces harpies dans le ſecret. Il y a actuellement en route pour ce Continent de grandes quantités de

(*a*) C'eſt exactement le plan actuel de l'Angleterre. Il a été prévu par le Congrès; ainſi tout doit, ſuivant l'état des choſes, être au plus grand avantage de l'Amérique.

marchandiſes ſous un convoi reſpectable. Il a été ouvert un nouveau canal de commerce & nous avons aſſez de confiance dans la force & dans la vigilance de notre grand Allié, pour nous flatter que ce canal ne ſera pas coupé par les alleges & les cutters Anglois.

5.° Si l'Eſpagne reconnoit notre indépendance & qu'elle ſe joigne à la France, la balance des forces navales penchera ſur le champ en faveur de la Maiſon de Bourbon. Il en réſultera que toutes les craintes que l'on a ici par rapport au crédit de notre papier ſeront diſſipées. Les Whigs tiedes & les opiniâtres Torys ceſſeront alors de meſurer la valeur de nos facultés ſur l'or & l'argent. Ils ſe repentiront d'avoir conſacré des ſommes énormes à l'acquiſition de biens fonds; & ils les donneront joyeuſement pour la moitié de ce qu'ils leur ont coûté, ne trouvant rien de plus profitable que de l'argent placé à un intérêt de ſix pour cent.

L'Amérique a fait les efforts les plus pénibles pour ſoutenir ſa querelle: elle s'eſt battue ſeule pendant trois ans contre une des plus puiſſantes nations du monde: le choc a été ſi violent qu'il l'a jettée dans un état convulſif. Elle reſſemble aujourd'hui à un jeune homme dont les forces ſont épuiſées par une attaque de nerfs; mais ſa ſubſtance & ſes eſprits vitaux ne ſont point affoiblis. Un peu de répit lui rendra ſon ancienne force & ſa premiere vigueur; & l'Amérique

deviendra le pays le plus fortuné qu'il y ait sur la surface de la terre.

WALSINGHAM.

EXTRAITS DU JOURNAL PATRIOTIQUE.

N.° I. *Appercu des affaires politiques au 5 Juin.*

Dans la masse des nouvelles actuellement en circulation, il est bien difficile de discerner le vrai d'avec le faux. Chez tous les gens de parti c'est un usage constant de porter jusqu'à l'exagération la plus révoltante, les événemens qui deviennent favorables à leurs vues respectives. L'honnête homme, l'homme simple ne sait plus où il en est; l'homme factieux se livre à la fureur qui le transporte, & tout le monde est trompé. Pour nous, notre tâche doit être de séparer le bon grain du mauvais, & de rendre au Public un compte clair & fidelle des choses qui sont dérobées à sa vue par l'aveugle préjugé dans une Gazette, par l'intérêt sordide dans une autre; & par la vile dépendance dans une troisieme.

L'Opposition a hautement assuré que l'Espagne s'étoit déclarée pour la France, & qu'elle avoit annoncé ses dispositions hostiles envers la Grande-Bretagne. L'Opposition n'avoit pas tort; mais nous croyons encore avoir droit de (*a*) douter du fait. La médiation de l'Espagne entre la France & l'Angleterre est certainement rompue; mais

(*a*) Remarquez que cette excellente piece a paru le 5 Juin & que la Déclaration de l'Espagne n'a éclaté que le 16.

nous demanderons si une rupture de médiation est une déclaration de guerre. Il n'appartient pas au vulgaire des Politiques de résoudre cette question. Nous avons peine à croire qu'on puisse dire en politique : *celui qui n'est pas notre ami doit être nécessairement notre ennemi.* Est-ce qu'il n'y a pas un être intermédiaire, qui, dit-on, s'appelle Hollandois? Quoiqu'il en soit, le fait, même tel qu'il est avoué par le Ministre, est de la plus sérieuse nature. L'Espagne suivoit depuis plusieurs mois l'affaire d'une médiation; jusques là elle nous avoit donné de l'inquiétude par ses grands armemens. La médiation n'a point fait discontinuer ses préparatifs de guerre; nous sommes toujours dans les mêmes appréhensions. Depuis quinze jours que la médiation est rompue, il est donc bien naturel que les mêmes défiances & les mêmes craintes subsistent de notre côté, si même elles ne s'accroissent pas. Nous avions des doutes sur l'Espagne avant qu'elle eût cherché à nous réconcilier avec la France: ses efforts ont été inéfficaces; on doit donc en conclure qu'elle est plus mal disposée à notre égard que jamais. Avant peu on saura ce qui en est; mais nous respectons trop nos Lecteurs pour leur annoncer des événemens dont nous n'avons aucune connoissance. Néanmoins il peut n'être pas trop hors de propos d'examiner ce qui doit naturellement résulter de cette jonction, & c'est

ce que nous pouvons faire ſans être doués d'un eſprit prophétique. Il n'eſt que trop évident que dans l'état actuel des choſes, notre marine, diviſée & déchirée comme elle l'eſt par les mécontentemens & les animoſités particulieres, n'eſt tout au plus qu'égale en forces à la flotte Françoiſe. Il faut donc conclure de la jonction de l'Eſpagne à la France que la balance tournera contre nous par le poids de la flotte formidable de l'Eſpagne qui eſt bien équipée & toute prête à appareiller, ſi elle vient augmenter le poids déja preſqu'égale de la flotte de France : ſi le nouveau dégré de danger qui en réſultera pouvoit calmer nos diviſions internes, rappeller & réunir le courage de chaque individu, en étouffant les haines particulieres ſous le pouvoir de l'animoſité : ſi ces efforts s'uniſſant & agiſſant dans un même centre de viteſſe & de pouvoir, raſſembloient ſur le même point toutes les forces de l'Empire Britannique : ſi notre Marine devenoit encore une fois le boulevard de la grandeur nationale, d'où partiroit tous nos traits contre nos inſolens ennemis; alors nous aurions tout ſujet de nous applaudir de la jonction de l'Eſpagne avec la France, & de la perfidie qui auroit produit un effet ſi déſirable. Eſpérons du moins que l'eſprit de la Nation n'eſt pas éteint & qu'il exiſte encore dans le Royaume, un fond de bon ſens capable de diriger notre force & de la conduire au but convenable.

Les bruits d'un ſoulévement en Irlande diminuent de plus en plus. Les nouvelles étoient ſi exagérées que dans chaque parti on commence à douter du fait. Il eſt certain qu'il y a dans ce Royaume beaucoup d'hommes qui ont pris les armes depuis quelque temps; mais ce n'a été que pour défendre leur propre pays, & ils ne manifeſtent aucune mauvaiſe diſpoſition à notre égard. Ils ont beaucoup à ſe plaindre & ils ſont vraiment bien miſérables. Ils ont raiſon de nous montrer de la défiance & même d'être très-irrités; & s'ils ſe livrent au déſeſpoir on ne peut gueres prévoir quelles en feront les ſuites. Mais ne prononçons point ſur l'événement avant qu'il ait lieu. Pourquoi mourir une heure plus tôt? Les Irlandois ont pour nous un attachement qui les portera à ſouffrir long-temps avant d'en venir aux extrémités. Perſuadons-nous auſſi que le malheur doit nous apprendre à avoir égard aux réclamations de la Juſtice, & que la bonne-foi nationale plaide en leur faveur.

L'état des affaires étrangeres eſt le même. La flotte de l'Amiral Arbuthnot eſt à la fin ſortie; mais l'on dit aujourd'hui que dans cette campagne nous continuerons la guerre en Amérique avec moins de troupes (comme l'a obſervé M. Fox au Parlement) que lorſque nous n'en n'avions pas aſſez pour battre l'ennemi.

A Londres, on a été très-allarmé des bruits de la rupture avec l'Eſpagne & de la rébellion en Irlande. Les fonds ont baiſſé en conſéquence des nouvelles, mais actuellement les craintes paroiſſent ſe diſſiper ; & l'hémiſphere politique retombe dans ſon engourdiſſement ordinaire.

II. *Affaire de la réunion de l'Irlande.*

« L'INDIFFÉRENCE des Miniſtres relativement à l'Irlande eſt non-ſeulement inexcuſable, mais incompréhenſible, quand on penſe aux ſuites affreuſes dont elle peut être ſuivie. Ce Royaume renferme 2,300,000 habitans dont 2,000,000 ont un culte différent de celui qui eſt établi en Angleterre. On connoit la force de l'enthouſiaſme ſur l'eſprit des hommes ; & l'expérience a démontré plus d'une fois combien ils déſirent que la Religion qu'ils profeſſent ſoit la dominante de leur Pays. Tel eſt le cas où ſe trouve l'Irlande. En ſe ſoumettant à la France ou à l'Eſpagne, les trois quarts au moins des Habitans de ce Royaume auroient la ſatisfaction de voir la doctrine de l'Egliſe Romaine non-ſeulement tolérée, mais dominante dans l'Iſle. Voilà certainement un appât pour la défection : il en exiſte un autre, & ce dernier eſt preſque toujours irréſiſtible, c'eſt l'extrême beſoin. »

« Le Gouvernement d'une Nation compoſée de 2,300,000 individus n'a pas actuellement aſſez de crédit pour trouver

100,000 livres ſterlings. Quel doit être l'état des membres quand le cœur lui-même ſe trouve épuiſé de ſang ? »

« Non-ſeulement ce Peuple eſt invité à la révolte par les tentations les plus puiſſantes, mais encore il a montré qu'il y étoit diſpoſé. Autrement pourquoi verroit-t-on en Irlande une armée de 12 à 14,000 hommes qui a été levée ſans le conſentement de la Grande-Bretagne & qui n'eſt point à ſa ſolde ? Que ſignifieroient les reſtrictions que les Irlandois ont miſes à leur commerce avec l'Angleterre ? Quel ſeroit l'objet de leurs pétitions & de leurs remontrances ? Cette marche eſt exactement celle qu'a ſuivie l'Amérique. Chacun ſait qu'il n'eſt point de ſageſſe plus ſûre que celle qu'on a acquiſe à ſes dépens. Il eſt bien étonnant que nos Miniſtres n'aient pas mieux profité d'une leçon auſſi inſtructive. Il parlent de terminer tous nos différens avec l'Irlande en la réuniſſant avec la Grande-Bretagne ; & c'eſt à la ſeſſion prochaine du Parlement, que l'exécution de ce grand projet eſt renvoyée. Mais n'ont-ils pas lieu d'appréhender qu'avant ce temps là l'Irlande n'ait opéré ſa réunion avec d'autres à l'exemple de l'Amérique, qu'elle eſt ſi diſpoſée à ſuivre ? »

Les troubles ont commencé en Irlande comme en Amérique & leur accroiſſement fait les mêmes progrès. Les plaintes des Irlandois ont été rejettées, leur miſére continue, ils forment de petites aſſociations, le

malheur les réunit, l'esprit d'inquiétude se communique de Paroisse en Paroisse, de Comté en Comté: le désespoir fait naître chez eux le mécontentement; & le mécontentement les portera à se faire justice eux-mêmes, peut-être encore à se venger. Ce qui a fomenté l'incendie dans un des Comtés Septentrionaux, c'est qu'environ 1200 hommes après avoir pris les armes, non pas pour obtenir le redressement de leurs griefs, mais pour la défense de leur Pays, ont demandé au Gouvernement de leur nommer des Officiers. Comme on n'a point eu d'égard à leur requête, ce refus leur a donné l'alarme, & l'alarme s'est répandue de tous les côtés. Dieu sait comment tout cela finira.

III. *Mal sur mal n'est pas santé.*

La situation actuelle des affaires exige les conseils & l'assistance de tout ami de la nation. Au lieu de s'amuser à tenir des Conseils de guerre & à prendre des informations sur la conduite des Ministres & des Généraux relativement à la perte de treize Colonies, tous nos efforts auroient dû tendre à conserver ce qui nous restoit de l'Empire Britannique. Les Marchands & le Public en général savent à leurs dépens que les Colonies sont perdues: n'importe par qui, soit par les Ministres, soit par les Généraux, elles sont perdues; & leur perte a

donné un coup mortel au commerce de la nation. L'Irlande, dans une assemblée publique de ses principaux Marchands, est convenue de n'importer aucun article des Manufactures ou productions de ce Royaume, & de ne se servir que de ses propres manufactures. Elle a demandé des soulagemens qui lui ont été refusés. Les Colonies ont fait précisément tout ce que fait aujourd'hui l'Irlande: il faut esperer cependant que les suites n'en seront pas les mêmes; mais si on n'a point d'égard à ses demandes, nous aurons tout lieu de trembler. L'Ecosse est aussi en rumeur depuis les tentatives qu'on a faites pour briser les entraves des Catholiques Romains dans ce Royaume: & l'enthousiasme de la Religion en Ecosse peut y allumer un feu qu'il ne seroit pas aisé d'éteindre s'il prenoit une certaine consistance. Sous le regne de Charles I. il y eut de pareilles tentatives pour des affaires de Religion: tout le monde sait ce qui en est résulté. A qui faut-il attribuer les calamités qui affligent l'Empire Britannique, si ce n'est à une clique de Ministres qui deshonoreroient tous les siecles & tous les pays? Pour comble de disgrace & pour couronner leurs bévues, n'est-il point à craindre que l'Espagne ne profite de nos divisions intestines & ne se joigne à nos ennemis pour accélerer & completer la ruine de l'Angleterre?

IV. *Prophéties de Merlin pour l'année 1779 & suivantes.*

Avant le mois de Juillet, l'Espagne reconnoîtra l'indépendance de l'Amérique. Vers le mois de Septembre ; la Cour de Vienne fera une pareille déclaration.

Avant la fin de l'année plusieurs Etats d'Italie suivront cet exemple, tandis que les Hollandois éviteront autant qu'il leur sera possible d'en venir à une déclaration ouverte pour se tenir hors de la presse & conserver par là le privilege assez lucratif d'être les voituriers de toute l'Europe.

Les Isles Angloises de l'Amérique ne regarderont point l'Amérique Septentrionale comme une ennemie qui a juré leur perte ; & de leur côté les Américains ne seront point jaloux des habitans de ces Isles. Leurs Colons, ainsi que ceux des Isles Françoises, Hollandoises, Danoises, établiront avec les Américains une correspondance de commerce également avantageuse à toutes ces nations.

En 1790 les Créoles commenceront à envoyer leurs enfans aux différens Colléges de Philadelphie, de New-York, du Jersey & de la Nouvelle Anglererre. La Grande-Bretagne, où jusqu'à présent tous les enfans des Colons venoient recevoir leur éducation, n'entendra plus parler d'eux.

Dans le commencement du dix-neuvieme

ſiecle, Philadelphie ſera l'Oxford de l'Amérique ; & l'Univerſité de Cambridge, dans la Nouvelle-Angleterre, ſera oublier qu'il y en a eu une autre du même nom dans la Grande-Bretagne.

V. *Nouvelles voitures pour les Officiers Anglois.*

Dans les tems où une véritable grandeur juſtifioit l'orgueil de la nation, nous ne nous ſerions pas abbaiſſés à ramper comme de miſérables eſclaves aux pieds des Puiſſances étrangeres pour mendier la permiſſion de nous rendre par terre à nos propres domaines, parce que nous n'étions pas maîtres de la mer ou en état d'y naviguer dans des bâtimens Britanniques ? Quelqu'étrange que paroiſſe une telle baſſeſſe, c'eſt cependant ce que nous faiſons aujourd'hui ; & nos Miniſtres ne rougiſſent point de ſe ſoumettre à une humiliation auſſi révoltante, tandis que, dans le Parlement, ils affectent un langage altier & arrogant qui conviendroit à peine aux maîtres du monde. On vouloit envoyer trois Ingénieurs à Minorque. *Nous n'avons pas oſé les y faire paſſer par la grande route de mer.* Nous avons eſſayé de les cacher comme des effets de contrebande, à bord d'un bâtiment Venitien, peut-être dans des pipes d'eau de-vie. Mais *les François qui étoient maîtres de la Méditerranée*, ont été inſtruits de notre petite fineſſe & ils ſe ſont emparés du vaiſſeau. Il

eſt queſtion d'envoyer à Minorque le Chevalier William Draper, le Conquérant de Manille, & pour qu'il puiſſe y arriver ſans méſaventure, nous ſupplions *humblement* la Cour de Madrid de vouloir bien lui permettre de ſe rendre par l'Eſpagne à Majorque pour prendre de là quelque barque de Pêcheur ou autre qui le conduiſe à ſa deſtination.

Telle eſt la ſituation à laquelle nous ſommes réduits. Telle eſt la puſillanimité de ces hommes qui, après nous avoir fait perdre l'empire de l'Océan, ne rougiſſent pas de dire d'eux-mêmes qu'ils ſont de grands Miniſtres! *Trouveroit-on dans les annales de la Grande-Bretagne une ſeule époque où nous nous ſoyons avilis au point de demander qu'on nous faſſe paſſer en ſûreté à aucune place où la mer pouvoit nous conduire?*

VI. *Météore Miniſtériel*

Le Mardi 25 Mai à midi, & non pas auparavant (tant il y a d'aveuglement chez certaines gens & d'induſtrie chez d'autres) on vit s'évanouir totalement l'aſſertion du Vendredi, du Samedi, du Dimanche & du Lundi, par rapport à la défaite de d'Eſtaing. Les Gazetiers même qui avoient donné des détails circonſtanciés de l'affaire, ſont tout honteux d'avoir été pris pour dupes; & aujourd'hui ils ſe retranchent derriere des doutes & des conjectures pour parler de cette dé-

faire si vantée. Le fait est que le mensonge Ministériel, tout opposé au cours journalier du Soleil, s'est levé à l'Ouest Vendredi 21 Mai, qu'à midi il a dardé tous ses feux sur la Ville où il a trouvé un nouvel aliment chez tout ce qu'il y a de gens serviles, intéressés & crédules, & qu'hier 25 à midi, il s'est trouvé éclipsé totalement par la présence de la vérité & du sens-commun.

Rien n'étoit plus curieux que d'observer la conduite du Ministere pendant tout le tems que ces nouvelles ont circulé. D'après le bruit général, chacun couroit dans les Bureaux & sur-tout dans ceux de l'Amirauté pour savoir la vérité, & par tout on leur répondoit : » Nous n'avons pas *encore* de relation officielle «. Les Ministres vouloient par là donner à entendre au Public qu'ils attendoient à tout moment cette relation.

Aujourd'hui qu'il est notoire que ce rapport est destitué de tout fondement, le public demande pourquoi l'Amiral *Arbuthnot* a resté si long-tems à Torbay avec sa flotte nombreuse de bâtimens de transports, surtout dans un tems où la détention de cette flotte coûtoit par heure une dépense si énorme à la nation.

D'ici à quelques semaines les courans seront si forts dans les parages des Isles Antilles, que vu l'état déplorable où sont les vaisseaux de l'Amiral Byron, ils seront infailliblement

mis en pieces.. On n'a pris aucune des précautions néceſſaires pour les préſerver du danger dont ils ſont menacés : il y avoit deux ans qu'ils n'avoient eu aucune réparation quand le Lord Sandwich a jugé à propos de les envoyer en Amérique. C'eſt une faute d'autant plus inexcuſable que, ſelon la regle de la marine, les vaiſſeaux doivent être nettoyés tous les ſix mois. Pluſieurs de ceux qui compoſent l'eſcadre de l'Amiral Byron ſont en mer depuis trois ans & demi.

VII. *Le fin mot.*

On a fait beaucoup de raiſonnemens en l'air ſur les motifs qui nous empêchent de nous réconcilier avec l'Amérique & de reconnoître ſon indépendance. Il n'y en a qu'un & le voici. C'eſt que le Miniſtere perdroit l'influence que lui donne dans les deux Chambres du Parlement, la poſſeſſion où il eſt de nommer aux emplois civils & militaires dans cette partie du monde. Or il eſt bon de ſavoir qu'il n'y en avoit pas moins de deux mille. Chacun peut juger combien de mouvemens il peut ſe faire chaque année dans ce nombre de places, par les morts, les deſtitutions, &c. & de-là il eſt aiſé de voir où réſide l'opiniâtreté, & à quelle cauſe il faut l'attribuer.

Je ſoutiens que ſi l'on faiſoit un calcul exact de la ſurcharge que la guerre d'Amé-

rique

rique a occaſionnée à la dette nationale fondée & non fondée, on verroit qu'elle ne monte pas à moins de cinquante millions.

Les Miniſtres nous font encore plus de mal que ne nous en a fait le Chevalier Hughes Palliſer, car ils nous font voir de faux feux pour nous égarer. L'un d'entr'eux diſoit l'autre jour : « certainement il faut s'occuper » du ſort des Irlandois, mais cela demande » *du temps*, du papier, &c. &c. » J'oſe dire au Lord North qui tenoit ce diſcours, qu'il n'a aucune envie de donner des ſecours à l'Irlande, & qu'il n'eſt ni en ſon pouvoir, ni au pouvoir de la Nation de procurer aucun avantage au commerce de l'Irlande, ſans ruiner le commerce de l'Angleterre. Les deux Nations ſont comme la mule & l'âne, l'un & l'autre chargés outre meſure & ſuccombant ſous le faix. Suppoſons que l'âne priât la mule, comme l'animal le plus fort, de le ſoulager un peu en prenant une partie de ce qui eſt dans ſes paniers, la mule ne ſeroit-elle pas fondée à lui dire : « Il eſt vrai » que ma force eſt ſupérieure à la vôtre, » mais ma charge l'eſt auſſi. »

Tel eſt l'état des choſes entre l'Angleterre & l'Irlande. Je ſoutiens (& le temps prouvera la vérité de mon aſſertion) que les Irlandois ſe trompent, s'ils s'attendent a obtenir quelqu'avantage réel de ce Royaume. Le Lord *Nugent* & M. *Burke* ont beau prononcer d'éloquens diſcours en leur fa-

veur, toutes ces harangues, tous ces plaidoyers peuvent les amuſer, mais à coup ſûr ils ne leur procureront aucune amélioration dans leur ſort. La main-d'œuvre étant à beaucoup meilleur marché en Irlande qu'en Angleterre, les Habitans de ce Royaume ne feroient-ils pas tomber par ce moyen toutes les Manufactures des Anglois s'ils obtenoient les mêmes priviléges. Peuvent-ils croire que le Lord North, ou tout autre premier Miniſtre d'Angleterre, chargera davantage la mule pour épargner un peu le dos de l'âne? La vérité eſt que l'Angleterre ne peut ni ne veut ſoulager l'Irlande à ſes propres dépens. L'unique, mais bien triſte plaiſir qui puiſſe reſter aux Irlandois, c'eſt de s'appliquer la conſidération par laquelle nos Miniſtres prétendent nous conſoler, de tous les tréſors qu'ils ont prodigués en Amérique, ſavoir que les Américains ſont enfin dans une ſituation déplorable. Or, *il eſt certain que l'Angleterre eſt dans une ſituation déplorable, il eſt certain que l'Irlande eſt dans une ſituation déplorable, & l'on dit que l'Amérique eſt auſſi dans une ſituation déplorable.* Tel eſt en peu de mots le tableau fidele de l'Empire Britannique.

Quel eſt celui de la France? Son commerce a beaucoup ſouffert; mais elle n'a jamais eu une Marine auſſi floriſſante.

Jettons actuellement les yeux ſur l'Eſpagne. Avec des richeſſes immenſes & des

flottes formidables il ne tient qu'à elle, en se joignant à la France, d'opérer parmi nous une révolution dont il n'y aura point eu d'exemple. Il est vrai que si les choses continuent sur le même pied, cette révolution sera l'événement le plus indifférent pour la moitié du Royaume. En effet, je ne crains pas d'assurer que si l'on faisoit un relevé exact de tous les droits & terres imposés sur la consommation, il se trouveroit que le consommateur ne paye gueres moins de 14 shillings par livre de 20 shillings : en France il ne paye pas un cinquieme par liv. Cependant les François sont soumis, dit-on, à un Gouvernement despotique, & nous sommes un Peuple libre. J'ai fait près de mille lieues en France dans ses diverses Provinces; & pendant un si long voyage, tous les droits pour bateaux, ponts & portes n'ont pas été au-delà de 3 shillings 6 pences (environ 5 livres Tournois). En Angleterre si je veux seulement m'aller promener hors de Londres, un dimanche, il m'en coûtera à peu près ce que je donnerai en France à mon hôte pour un excellent souper & un bon lit. Dans le vrai, j'aimerois mieux que notre Souverain fût un *Monarque absolu*, que de lui voir à sa solde un *Ministre absolu*, qui peut au premier jour acquérir assez d'influence sur les deux Chambres du Parlement, pour leur ordonner de faire ce que le Monarque le plus despotique n'ose-

roit jamais ſe permettre, parce qu'il arrive ſouvent aux *Corps politiques* de faire des choſes dont l'idée ſeule eût fait frémir chacun de ſes Membres s'il en eût répondu individuellement.

VIII. *Le bon moment.*

L'ANNÉE derniere 1777-8 nos Miniſtres n'entretinrent la Nation Angloiſe, pendant tout l'hiver, que des diſpoſitions pacifiques & amicales de la France. Survint enſuite la fameuſe déclaration du Marquis de Noailles: alors ils paſſerent tout de ſuite d'une extrémité à l'autre, ils crierent contre la perfidie des François (bien moins perfides que nos Miniſtres) ils n'eurent plus à la bouche que le mot *invaſion! invaſion!* Ils aſſemblerent la Milice, & ils énerverent le courage du bon Peuple d'Angleterre en lui donnant des appréhenſions pour une deſcente, que peu de jours auparavant ils traitoient avec le plus ſouverain mépris.

Depuis ce temps nos Miniſtres n'ont point ceſſé de nous dire que l'Eſpagne étoit très-favorablement diſpoſée en notre faveur: ils nous ont venté continuellement la bonne-foi Eſpagnole, en nous aſſurant que la Cour de Madrid ne prendroit jamais parti contre l'Angleterre. Au milieu de toutes ces modeſtes aſſurances, voilà qu'on vient nous épouvanter aujourd'hui du projet d'une dou-

ble invaſion de la part des Puiſſances combinées de France & d'Eſpagne, & des efforts qu'elles vont faire de concert pour détruire de fond en comble la Grande-Bretagne. Voici un autre échantillon merveilleux de l'adreſſe ſans exemple & de la ſaine politique de nos hommes d'Etat. Cette allarme qu'ils nous donnent eſt fondée ou ne l'eſt pas. Suppoſons ce qui vaut le mieux, c'eſt-à-dire qu'elle n'a point de fondement : l'objet de ce faux bruit eſt de faire prendre le change au Peuple, pour le diſtraire de l'attention qu'il doit à l'affaire la plus intéreſſante pour lui, la pourſuite des auteurs de nos pertes, de nos humiliations, enfin de tous nos malheurs & de tous nos déſaſtres juſqu'à ce qu'ils expirent ſous le glaive de la Juſtice & de la vengeance Nationale.

D'un autre côté, s'il y a quelque réalité dans les terreurs que les Miniſtres nous inſpiroient, & s'il eſt vrai que nos implacables ennemis, de concert avec nos *amis de profil* (les Eſpagnols), méditent quelque deſſein qui puiſſe opérer la ruine totale de l'Empire Britannique, eſt-ce une raiſon qui nous oblige à placer aujourd'hui notre confiance dans des Miniſtres *pervers* qui de tout temps ont trompé leur Maître & la Nation, dans des *imbeciles* qui de leur aveu ſe ſont trompés eux-mêmes, dans des *fourbes* qui en impoſent continuellement à la crédulité du

Public, qui ferment les yeux pour ne point voir les écueils dont nous sommes entourés, qui enfin ne se justifient jamais qu'en alléguant qu'ils ont été trompés ? hé bien ! s'ils se sont laissé tromper, voilà leur crime ; & il faut les en punir.

Errare humanum est. On peut être trompé quelquefois, c'est le lot de la nature humaine ; mais que des Ministres qui sont continuellement trompés par les plus méchans & les plus vils des humains, par des gens intéressés à les tromper, par des traîtres & des menteurs de profession : que de pareils Ministres, dis-je, prennent sur eux de diriger les affaires d'une grande nation, & qu'après une infinité de fautes, de bévues & de méprises connues de tout le monde, & avouées par eux-mêmes, ils s'obstinent à rester en place & à vouloir gouverner cette même nation ruinée par leur folie & leur incapacité, c'est un de ces malheurs qui ne pouvoit arriver qu'à un peuple dont le Ciel a juré la destruction.

Ainsi quelque soit le danger, par rapport à une invasion des François en Angleterre, & quelques soient les suites qui en peuvent résulter, la premiere, la meilleure & la plus sure démarche qu'il y ait à faire pour le salut du Peuple Anglois dès qu'on verra que le projet est sérieux, doit être de renvoyer à l'instant, totalement & définitivement ces

ineptes Miniſtres, depuis le premier juſqu'au dernier.

IX. *Il ne faut pas remontrer à ſon maître.*

Nous pouvons aſſurer le public qu'il n'y a pas le moindre fondement dans le bruit qui a couru que le Chevalier Hugh Palliſer auroit le commandement en ſecond de la grande flotte. Rien n'eſt plus abſurde, plus ridicule. Dans un tems où les diviſions dans la marine ſont montées à un tel point que les jeunes gens, les Lieutenans & les *Midshipmans* refuſent d'agir avec unanimité lors même qu'il s'agit de leur devoir, il n'eſt pas poſſible que l'Adminiſtration puiſſe avoir l'idée d'augmenter & de fomenter ces diviſions. Dieu ſait qu'il n'eſt pas néceſſaire de montrer à nos Miniſtres comment ils peuvent faire le mal, ils ſont trop induſtrieux de ce côté là pour avoir beſoin de maîtres.

X. *La force de l'exemple.*

Il regne dans la Marine un eſprit de mutinerie qui de jour en jour fait de plus grands progrès & qui depuis peu s'eſt elevé à un tel degré d'arrogance & d'inſolence qu'il s'attirera enfin l'indignation de Sa Majeſté. Pluſieurs de nos Commandans de Marine qui dans un tems de paix ou dans un tems où ils n'avoient preſque aucun riſque à courir,

ont joui, pendant un grand nombre d'années, des premiers honneurs militaires & des appointemens les plus considérables, abandonnent leurs stations dans un moment de crise, uniquement parce qu'on ne leur permet pas d'empiéter sur la prérogative royale & de dicter à leur Souverain le choix de ses Ministres & Officiers. Le Lord Howe a accepté bien volontiers un commandement lucratif & honorable lorsqu'il a cru qu'une marine Angloise, croisant sur la côte d'Amérique, opposeroit l'expérience à la foiblesse; mais appellé pour combattre contre les nombreuses & formidables escadres de la France, notre perfide ennemie, il refuse de servir sous prétexte que ses Officiers ne sont pas de son goût, & cependant c'est avec ces mêmes Officiers qu'il servoit de bien bon cœur depuis plusieurs années, lorsqu'il s'enrichissoit lui & sa famille en dépouillant de leurs propriétés les malheureux Américains ses compatriotes. L'Amiral Harland, qui le 30 Décembre 1778, manifestoit un vif désir » de vouer toutes les actions de sa vie & sa vie même au service de Sa Majesté «, a donné sa démission il y a quelques mois, sans l'ombre d'un honnête prétexte. L'Amiral Keppel laisse échapper l'occasion de venger son honneur, qui, le 27 Juillet dernier, a été au moins compromis, & qui auroit été recouvré bien plus completement par une bonne conduite que

par la décision de cent Conseils de guerre. Si le simple Soldat est puni de mort pour déserter le service, même en tems de paix, quelle doit être la punition de ceux qui placés dans les premiers postes d'honneur & de confiance, quittent lâchement le service en tems de guerre ? Et aujourd'hui peut-on s'attendre que l'esprit de désertion & de mutinerie ne s'emparera pas des dernieres classes de la marine, tandis qu'il regne avec impunité parmi ses Chefs ?

XI. *Tout vient avec le tems.*

Tout ce que nous voyons aujourd'hui nous porte à croire que la campagne des François sera une des plus chaudes qu'ils aient jamais faite. Ils commencent de très-bonne heure leurs attaques, & puisqu'ils ont pû tenter de débarquer quelques troupes dans une Isle qui est positivement sous nos yeux, tandis qu'aucune de nos flottes destinées pour le service du Canal n'étoit prête à mettre à la mer, cela nous prouve la vigueur qu'ils mettent dans leurs préparatifs, & nous donne un échantillon de ce que nous devons attendre relativement à des entreprises plus éloignées. Les François sont déterminés à tout hazarder cette campagne pour débarquer une armée en Angleterre ou en Irlande. L'administration sait, à n'en pouvoir douter, que sur la côte ils ont une grande armée avec

cinq autres, qui toutes sont prêtes à s'embarquer au premier ordre. Cet Eté nous serons absolument à la merci des vents & des marées. Les François n'ont point d'autre guerre, d'autre objet, d'autre querelle qui épuise leurs finances. Toute leur attention est concentrée dans une guerre de mer contre la Grande-Bretagne, de concert avec l'Amérique son alliée. Nous n'avons point d'amis, & si dans cette situation l'Espagne, armée comme elle l'est actuellement, se joignoit à la France, rien ne pourroit nous arriver de plus funeste. Le Gouvernement n'ignore pas qu'il ne peut faire face aux Marines Françoise & Espagnole en leur opposant des vaisseaux Russes. Et que feroit le secours de quatorze vaisseaux Russes mis dans la balance avec quarante que nous aurions contre nous ? Nous pouvons prendre bien des arrangemens, mais quelque chose que nous fassions, nous ne trouverons de sûreté que dans la paix ; & nous ne pourrons faire cette paix qu'en reconnoissant l'indépendance de l'Amérique. Nos anciennes Colonies ne peuvent plus servir à la Grande-Bretagne qu'à épuiser ses trésors ; ainsi il est plus sage de les abandonner avant que nous soyons ruinés & battus & de ne pas suivre l'exemple de Philippe II à l'égard de la Hollande.

XII. *Les jours se suivent, mais ils ne se ressemblent point.*

Nous touchons au moment qui va nous apprendre que les Cours de France & d'Espagne ont déja arrêté le plan des opérations de la guerre pour la campagne prochaine, & que leurs forces doivent agir de concert contre nous. Il paroît certain que le Comte d'Almodovar n'attend pour quitter ce Royaume, que le retour du Courier qu'il a expédié pour Madrid, avec la nouvelle que la négociation pour la médiation a été rompue le 17 Mai.

C'est là une épreuve par laquelle la Grande-Bretagne n'avoit pas encore passé. Dans toutes les querelles précédentes nous avons trouvé les armées navales de la Maison de Bourbon dans un état de foiblesse, de désunion & d'indiscipline qui nous donnoit sur elle la supériorité la plus complette. Lors de la guerre derniere les forces de la France étoient anéanties avant que l'Espagne fût venue à son secours. Mais aujourd'hui nous allons avoir ces deux Puissances sur les bras dans un moment où l'une d'elles seule n'est déja que trop forte contre nous : nous allons les trouver dans le plus brillant état de vigueur, d'union & d'habileté.

Telle est la guerre que nos Ministres osent se croire en état de conduire, vraisembla-

blement d'après ce principe ſi conforme à leur logique : » Nous n'avons pas été capables de faire une petite guerre : elle a totalement échoué entre nos mains ; il eſt donc clair que nous ſommes les hommes les plus propres à diriger les opérations d'une grande guerre : ſon ſuccès eſt aſſuré ſi nous la dirigeons «. Infortunés Anglois ! Vous voilà donc condamnés à ramper ſous le joug d'une clique d'homme pervers, ſans courage & ſans capacité & qui, agiſſant toujours en raiſon contraire du ſens commun, ne s'obſtinent à garder le timon des affaires que parce qu'ils n'ont pas ſu le manier, & ſont d'autant plus inſolens dans leurs propos qu'ils ſont lâches & bas dans leur conduite.

XIII. *Il y a un tems pour jetter des pierres, & un tems pour les ramaſſer.*

Comme l'eſprit de la Grande-Bretagne eſt changé dans un aſſez court eſpace de tems ! Lorſque le feu Comte de Chatham (alors M. Pitt) étoit à la tête des affaires, le Comte de Fuentes, Ambaſſadeur d'Eſpagne, fit à ce Miniſtre une demande qu'il jugea à peine digne d'une réponſe. Cependant le Comte l'ayant trouvé un jour au lever du Roi, il le preſſa de nouveau à ce ſujet. Alors M. Pitt, avec toute la gravité d'un bon plaiſant & la fermeté d'un Sénateur Britannique, le conduiſit à une des fenêtres du Palais, &

montrant à cet Ambaſſadeur la Tour de Londres, il lui dit, lorſque le Roi votre maître ſera en poſſeſſion de cette fortereſſe, je vous donne ma parole d'honneur que j'acquieſcerai à votre demande, mais juſques-là je vous aſſure qu'il n'en ſera rien «.

XIV. *La Pantoufle.*

Dans le tems où l'on commençoit à ſe douter que l'Eſpagne prendroit le parti décidé qu'elle vient d'annoncer par ſon manifeſte, & où le Miniſtere Anglois s'occupoit déja de faire répandre dans le public qu'une rupture avec l'Eſpagne ſeroit plus avantageuſe que préjudiciable à la nation Angloiſe, un très-petit événement amuſa toute la ville de Londres. La Marquiſe d'Almodovar ſe promenant au Rénelah & apparamment un peu ſerrée par la foule, en cherchant à s'en retirer perdit une de ſes pantoufles. Toutes les gazettes du lendemain matin annoncerent, ſuivant l'uſage, la diſgrace arrivée à l'Ambaſſadrice. L'article étant lu dans un certain Caffé où ſe mêlent avec les Anglois des étrangers de tous les pays. » Si je me connois en augures, ſe mit à dire gravement un Chevalier Roſbiff, ceci nous préſage un démembrement de la Monarchie Eſpagnole. Point du tout, reprit vivement un Officier Caſtillan, c'eſt que l'Eſpagne aura un pied en Angleterre «.

XV. *La ressource du parti de l'Opposition.*

» On dit que les François vont faire une descente formidable sur nos côtes, & que le Roi en personne ira à leur rencontre. Sûrement ses Ministres l'aiment trop pour ne pas le suivre; il seroit abominable qu'ils ne se montrassent pas mieux à la tête des troupes que dans le Conseil. Ce sera un beau moment pour la Providence, si à la fin elle nous prend assez en pitié pour nous en débarasser. Quelques bales feront ce que toute notre éloquence n'a pû obtenir «.

XVI. *A Fortiori pour l'année* 1779.

Nous ne sommes nullement en état de lutter contre les deux grandes Puissances de la Maison de Bourbon, ni même contre une seule. C'est ce qu'il seroit aisé de démontrer par une foule de preuves; mais en voici une qui peut suffire. Ce n'est rien moins qu'une lettre *ministérielle* du Secrétaire d'Etat au département de l'Amérique, datée du mois de Mai 1777, & adressée au Chevalier Howe. Voici ce qu'on y lit: » Je souhaite que vous n'ayiez pas besoin de plus d'artillerie que je ne vous en envoye, car il n'y a pas actuellement *un seul Canonier de reste en Angleterre.*

XVII. *Bonne parole.*

Lorſque le Chevalier James Wallace reſolut d'attaquer les François près de Saint Malo, les matelots étoient tranſportés de joie & ſe faiſoient une fête de cette expédition. Dès qu'ils approcherent de la baye de Cancale ils montrerent la plus vive impatience de combattre ; mais le Commandant ne voulut leur permettre de tirer que quand ils ſeroient plus près de terre. A la fin les François commencerent à faire feu, & quelques boulets donnerent preſque ſur nos vaiſſeaux. Ne voyez-vous pas, Capitaine, s'écrierent nos braves matelots, comme ils viſent bien ? Avancez plus près, mes enfans, répondit le Chevalier James, & ils ne tireront pas juſte.

XVIII. *Bonne idée.*

Le Chevalier John Lockhart Roſſe, Vice-Amiral de l'eſcadre bleue, a amené d'Ecoſſe ſes deux fils avec leur Précepteur, & il les a fait monter ſur ſon vaiſſeau le *Royal George*, de 100 canons. Mon fils aîné, a dit ce brave homme, fera ſon theme & ſes verſions à bord auſſi bien qu'à terre : à l'égard de mon cadet, comme il doit être marin, il ne peut pas commencer trop tôt à apprendre ſon métier «.

On lui fait l'honneur d'un mot déja connu de l'Amiral *Drake*. Quelqu'un le voyant embarquer pour aller combattre la flotte Françoise, lui demanda s'il savoit parler françois? » Non, répondit-il, mais mon canon le parle «.

[Aucun François ne s'offensera de ce trait, quoiqu'un peu fanfaron, de Monsieur Rosse; mais s'il est battu, il méritera bien un petit accent sur l'*é*.]

XIX. *Bonne leçon.*

Il y a quelques années qu'un Cousin germain de la Reine Anne est mort à Londres à la Charité de sa Paroisse. Le Roi Théodore de Corse, après avoir vécu long-tems prisonnier pour dettes, est mort sans laisser de quoi lui acheter une bierre. Il existe actuellement sur le rôle des Pauvres d'Islington près de Londres, un Frere naturel de George II. Charles Ier. a perdu la tête sur l'échafaud pour avoir *désobéi* à ses sujets : que ceux qui ont des oreilles entendent. [Cet article est traduit mot pour mot du *Général advertiser*, dont l'Editeur, le sieur William Parker, est actuellement dans une prison par ordre de la Chambre des Pairs, pour avoir publiée un écrit contre la réputation de Milord Sandwich.]

XX.

XX. *Projet de finances envoyé à Milord North.*

Un plaiſant un peu ſombre, un *Young* qui s'égaye, a adreſſé à Milord North un projet de finances. » Vous paroiſſez fort embarraſſé, lui dit-il, & vous ne ſavez plus ſur quel article de néceſſité ou de luxe lever des impôts. Les Financiers qui jugent à merveille qu'il ne vous reſte plus aucun moyen d'aſſeoir les hypoteques & les intérêts des emprunts, ne veulent plus vous prêter. Il en eſt cependant un & peut-être eſt-ce auſſi l'unique qui reſte, mais dont vous tireriez grand parti. Je ſuis trop bon citoyen pour ne pas vous en faire l'ouverture. Il porte ſur un objet de conſommation de néceſſité indiſpenſable, & par conſéquent univerſel. Ce ſont les bierres pour enterrer. Il y en a de toutes les dimenſions, de longues, de courtes, de groſſes, d'étroites, de ſimples, de riches par la qualité du bois ou du métal, par les étoffes, les cloux dorés, les plaques d'argent ou de cuivre, les inſcriptions plus ou moins longues, plus ou moins élégantes, plus ou moins véridiques. Je vois dans tout cela une carriere immenſe où l'eſprit financier peut ſe développer & ſe retourner de mille manieres, en obtenant de grands produits & dont la répartition pourra ſe faire encore avec l'équité la plus ſcrupuleuſe, Mais il s'y trouve de plus cet avantage bien peu commun, c'eſt

que la charge n'en seroit nullement senti par le consommateur «.

XXI. *L'Illumination.*

Le 4 Juin, anniversaire de la naissance du Roi, a été célebré dans toute la ville de Londres avec les plus vives démonstrations de joie. Le soir toutes les maisons brilloient d'une quantité innombrable de lampions de toutes couleurs. Celles des Ministres étrangers fixoient sur-tout l'admiration des curieux, & dans ce nombre il n'y en avoit point qui approchât de la splendeur de celle de l'Ambassadeur d'Espagne. Il s'étoit amassé devant son palais une prodigieuse afluence de peuple, & la rue ne désemplissoit point. Dans cette multitude d'Anglois assemblés, on se figure aisément qu'il se trouvoit beaucoup de politiques. Un groupe de ceux-ci s'amusoit à disserter sur les doutes que certains Membres de l'Opposition ont osé former hautement dans le Parlement relativement à l'Espagne. Est-ce que l'Ambassadeur de cette Cour, se mit à dire l'un d'entr'eux, signaleroit aujourd'hui avec cet éclat l'estime qu'il fait de notre nation & de notre Souverain, si sa Cour avoit quelque mauvais dessein contre la nôtre. Voyez son illumination : peut-on imaginer rien d'aussi beau, d'aussi flatteur & d'aussi obligeant pour la nation Angloise?.., Eh oui,

s'écria d'un ton chagrin quelque Lieutenant de la légion du Colonel Barré, oui sans doute cette illumination est belle : elle est même si belle qu'elle vous aveugle.

XXII. *Le tems jadis.*

La Reine Elisabeth avoit pour ennemis la Cour de Rome, Philippe II, le Duc d'Albe, le Roi de France, Catherine de Médicis, le Duc de Guise, le Cardinal de Loraine, Marie Reine d'Ecosse, le Clergé Romain & une Compagnie puissante dans l'opinion de tous les peuples. Au milieu de toutes les atteintes qui lui étoient sans cesse portées de tant d'endroits pour la renverser de dessus son trône, elle sût s'y maintenir. Ce fut en se faisant aimer de ses peuples, en économisant bien ses trésors, & en divisant ses voisins. Notre Gouvernement actuel est dans une position bien différente. Il n'est point aimé, il dissipe tout & tous ses voisins ont juré sa perte.

XXIII. *Le Rire Sardonique.*

Lorsque le Lord North se présenta le 17 de ce mois à la Chambre des Communes avec le manifeste de l'Espagne, il avoit l'air riant & satisfait. Toute la Chambre le remarqua ; & le parti contraire, soulevé & consterné de cette rupture dont il l'accusa

d'être la cauſe, lui fit les reproches les plus amers de ce qu'il paroiſſoit rire en l'annonçant. » Eh, Meſſieurs, s'écria quelqu'un de l'aſſemblée, pourquoi vous formaliſez-vous de ce qu'un homme ſe montre content & joyeux quand il vous apporte ſon ouvrage? «.

P. S. du 29 Juin.

Sur la déclaration de l'Eſpagne.

J'AI plaint, Monſieur, le Courier de l'Europe de s'être vu obligé de donner en françois la Déclaration de l'Eſpagne, d'après une Traduction angloiſe. Rien n'étoit plus périlleux; & je ne m'étois décidé qu'en tremblant à faire la même choſe, peut être avec ce danger de plus que j'avois quatre ou cinq Traductions angloiſes ſous les yeux, toutes eſſentiellement différentes. C'eſt ce qui m'a fait prendre le parti de vous annoncer, dans le titre de cette piece importante, que je ne la donnois que d'après une des Traductions angloiſes. Quoique le Courier de l'Europe n'eût pas pris cette précaution, j'ai vû aiſément qu'il ne lui avoit point été ouvert d'autre ſource; & je me ſerois gardé de faire la moindre obſervation ſur ſa Traduction. Il me falloit, pour le juger & pour me juger moi-même, le texte original. Un heureux haſard me l'a procuré. Si j'ai ſenti le plus vif déplaiſir de ce qu'il m'arrivoit trop tard, pour vérifier la Traduction que je vous avois envoyée, je vous laiſſe à juger la ſatisfaction

dont j'ai joui, en reconnoiſſant que le bonheur m'avoit fait choiſir dans les Traductions angloiſes la moins inexacte, & que par conſéquent vous aviez une copie aſſez reſſemblante de la Déclaration. Il n'en étoit pas de même du Courier de l'Europe : la ſienne, comparée avec l'Eſpagnol, s'eſt trouvée défectueuſe en pluſieurs points eſſentiels ; mais il eût été odieux de lui imputer des fautes qui ne provenoient point de ſon fait. En conſéquence, ce n'étoit point mon projet de vous en parler ; & les choſes en ſeroient reſtées là, puiſque ma Traduction étant aſſez fidele, un diſcernement ordinaire devoit conduire à la préférer, & qu'on pouvoit s'appuyer encore du ſuffrage des Eſpagnols. Mais je me vois obligé de changer de réſolution par une ratification que le Courier de l'Europe met à ſon ouvrage dans ſon N°. L. où il ſe dit *certain* de ce qui eſt dans l'Original eſpagnol; & flétrit de ſa cenſure le Traducteur François de Madrid. Il a donc vu cet original ou bien il lui eſt garanti par d'autres. Cette garantie doit s'étendre ſur la totalité de la Traduction, car on ne ſe ſera pas contenté de collationner ſur le texte une ſeule phraſe ; & s'il n'y en a qu'une ſur laquelle le Rédacteur du Courier ſe ſoit crû obligé de revenir, il en réſulte qu'il répond de l'exactitude de tout le reſte, & qu'il n'a vû lieu à y faire aucun changement. Or, c'eſt ce dont on va juger.—Permettez-moi de vous obſerver, Monſieur, que ce n'eſt point ici

une de ces querelles de mots qui ont justement décrié l'obscur & pénible métier des Commentateurs. Il ne s'agit point de savoir si telle leçon d'un ancien Auteur est préférable à telle autre, ni même de décider sur les points subtils qui divisoient le Portique & le Lycée. De pareils doutes n'ont influé sur le sort des Empires que quand ils ont servi d'instrument au fanatisme. Mais une fausse interprétation donnée à un traité ou à un manifeste, tend directement à troubler la paix de l'Univers. C'est l'extrême conséquence de toute erreur en ce genre, qui assigne aux interprêtes nécessaires à la politique le premier rang parmi les Traducteurs. C'est elle qui fait de leurs fonctions un ministere sacré. L'intérêt de la vérité leur interdit toute partialité comme toute précipitation, pour qu'ils ne s'exposent point à la souillure du mensonge. Demande-t-on la lettre d'un acte public, ils en sont les gardiens fideles. Est-ce l'esprit sur-tout qu'il importe d'avoir, ils ne peuvent le rendre s'ils ne sont inspirés. La sagesse alors conduit leur plume : cette même sagesse qui sous l'emblême de Minerve fonda la premiere les archives où se gardoient les sermens & actes solemnels de la Grèce, & en donna la direction à Thésée si fameux par l'adresse avec laquelle il se tira des détours du labyrinthe & rendit le repos à sa patrie. Voilà quels sont, Monsieur les devoirs des Interprétes

de la politique à qui il doit paroître singulier que le Courier de l'Europe s'avise de les redresser. A-t-il mission pour cela ? Nous allons en juger par son œuvre, par une traduction de la plus haute importance qui est sortie de ses mains & dont il atteste l'exactitude, même en accusant le Traducteur François de Madrid de n'avoir pas entendu l'Espagnol. C'est une imputation calomnieuse dont il est essentiel de laver le Traducteur de Madrid; mais procédons avec ordre. Avant d'entrer en matiere, il est juste, il est dans l'ordre, que je produise mes autorités. Je vous ai annoncé que le hazard m'avoit procuré une copie de l'original espagnol de la déclaration. Cette copie, c'est la Gazette de Madrid même, celle du 25 de Juin. La déclaration y est donnée en son entier dans une Cédule royale de Sa Majesté Catholique & des Seigneurs de son Conseil, par laquelle, conformément à l'ordre qui y est inséré, Sa Majesté ordonne que toute communication, correspondance & commerce, soient interrompus entre ses Peuples & les Sujets du Roi Britannique. Voici l'énoncé de cette Cédule.

» DON CARLOS, par la grace de Dieu, Roi de Castille, &c.

» Aux Personnes qui composent mon Conseil, aux Président & Auditeurs de mes Audiences & Chancelleries; aux Alcaldes & Alguazils de ma Maison & de ma Cour, & aux Corrégidors, Assistant, Gouverneur, Alcal-

des majeurs & ordinaires, tant ceux dits de *Realengo* (Royal), que de *Senorio* (Domanial), *Abadengo* (Abbatial) & ordres; & à toutes les autres personnes, de quelque état, qualité & condition qu'elles soient, des Villes, Bourgs & Villages de ces miens Royaumes & Domaines. «

» SACHEZ que le 21 de ce mois, j'ai jugé à propos d'adresser à mon Conseil un ordre signé de ma main royale, qui porte ce qui suit. » Malgré l'ardent désir que j'ai toujours eu de conserver à mes fideles & chers sujets le bien inappréciable de la paix; & malgré aussi les efforts extraordinaires que j'ai faits dans tous les tems, & surtout dans les circonstances critiques actuelles, pour obtenir un objet aussi important, après avoir porté à un point extrême ma modération & ma patience, je me suis vu enfin dans la dure nécessité de faire retirer de la Cour de Londres mon Ambassadeur le Marquis d'Almodovar, lequel a ordre de laisser à ce Ministere une Déclaration de la teneur de la copie que mon premier Secrétaire d'Etat remet au Conseil, ayant considéré que ma propre dignité & l'honneur de ma Couronne l'exigeoient ainsi; & en même tems j'ai ordonné qu'on écrivît à mes Ambassadeurs & Ministres dans les autres Cours, la Lettre dont copie a été envoyée reillement au susdit Tribunal: ce qui sera entendu dans le Conseil, pour qu'il soit fait expédition des ordres & des avis convenables, afin que cette résolution royale soit connue de tous mes Peuples, & que toute

communication, correſpondance & commerce, ſoient interrompus entre eux & les ſujets du Roi Britannique. A Aranjuès, le 21 Juin 1779. « Au Gouverneur du Conſeil. Les copies de la Déclaration & Lettres mentionnés dans l'ordre ci-deſſus, ſont de la teneur ſuivante.

Ici eſt inſérée la Déclaration remiſe par le Marquis d'Almodovar au Miniſtere Anglois, & dont la traduction, telle qu'elle a été faite à Madrid, ſe trouvera ci-après. Enſuite vient la copie de la Lettre aux Ambaſſadeurs & Miniſtres du Roi dans différentes Cours.

Par la copie ci-jointe de la Déclaration que le Marquis d'Almodovar, Ambaſſadeur du Roi près Sa Majeſté Britannique, doit remettre au Miniſtere Anglois en ſe retirant de cette Cour, vous ſerez informé des motifs très-graves qui déterminent Sa Majeſté à prendre cette réſolution, Sa Majeſté étant fatiguée d'avoir ſouffert juſqu'ici un *auſſi grand nombre d'outrages* divers de la part du Cabinet Britannique & de la Marine Angloiſe, (*a*) *que celui qui eſt indiqué* dans la Déclaration. Vous pouvez faire de cet avis, dans la Cour où vous êtes, l'uſage que vous jugerez couvenable; & j'y ajouterai trois circonſtances qui ſerviront de nouveau témoignage à la juſtice & à la néceſſité indiſpenſable qui déterminent la conduite de Sa Majeſté en cette occaſion. La premiere, c'eſt que dans le tems même où la Cour de Londres cherchoit à endormir l'Eſpagne, en différant & en refuſant enfin d'accepter les propoſi-

* Mots eſſentiels à remarquer.

tions équitables & honorables que Sa Majesté avoit faites en qualité de médiateur pour l'arrangement de la paix entre la France, l'Angleterre & les Colonies Américaines, le Cabinet Britannique s'occupoit sourdement, par le moyen d'émissaires secrets, de certaines offres, conformes pour le fonds, avec les propositions de Sa Majesté. La seconde, que ses offres ne s'addressoient point à des personnes étrangeres ou indifférentes; mais directement & immédiatement au Ministre des Provinces Américaines, qui réside à Paris. La troisieme, que pendant ce tems là le Ministere Anglois ne négligeoit pas non plus de chercher par beaucoup d'autres moyens de susciter de nouveaux ennemis à Sa Majesté, avec l'espoir sans doute de diviser ses sollicitudes royales & les soins qui l'occupoient. Que Dieu vous garde, &c. *Suivent les ordres de publication & d'exécution, & les signatures.*

Vous voyez, Monsieur, quelle sanction donne le Roi d'Espagne à sa Déclaration, & combien elle est sérieuse dans tous ses points comme dans toutes ses conséquences. Examinons à présent si le Traducteur de Madrid est répréhensible dans la maniere dont il l'a rendue. Tout le monde sera forcé de convenir, & le Courier de l'Europe lui-même, que ce Traducteur entendoit son affaire, mais que le Courier ne l'entendoit point. C'est ce qui fait que dans le second *Alinéa*, il s'est contenté de faire dire par le Roi d'Espagne, qu'il avoit » pris les mesures les plus efficaces pour amener les puissances désunies à un accommode-

ment, « & qu'il a laiſſé de côté, ces mots » les plus énergiques « (vigoroſos), qui ont bien leur mérite; qu'il a ſubſtitué le mot *meſures* à celui de *démarches*, qui porte un tout autre ſens, & ici le ſeul raiſonnable: qu'au lieu de dire, comme le texte eſpagnol, » que les propoſitions.... ont été rejettées d'une maniere qui prouve bien (*que prueva bien*) le peu d'inclination que ſent le Cabinet Britannique à rendre la paix à l'Europe. « il a affoibli cette expreſſion, en mettant *qui indique*; & aſſurément ce mot eſt loin de rendre l'idée de *preuve*.

Je n'ai point encore quitté le ſecond alinéa. Le Roi d'Eſpagne y parle de » *violations de ſes territoires.* « Le Courier de l'Europe les qualifie *d'excès commis* ſur les territoires du Roi. Suivant le Roi d'Eſpagne, » on *s'eſt porté* à l'extrémité horrible de ſoulever les Nations Indiennes, &c. « Le Courier nous dit, dans ſon ſtile nerveux: » On *a eu recours* à l'extrémité effrayante, &c. «

Paſſons à l'*alinéa* III. — « Les droits de Sa Majeſté ont été récemment violés dans la Baye de Honduras. « Il falloit: » On a récemment violé *le territoire* du Roi. « Je pourſuis, » où les Anglois ont commis des actes d'hoſtilité contre les Eſpagnols, dont on a empriſonné les perſonnes, & ſaiſi *la propriété.* « Qu'entend le Courier par cette propriété ſaiſie? Seroit-ce les choux des Eſpagnols, leurs bœufs, leurs ânes? Voilà le

doute où il nous laisse. Le texte espagnol n'y donne point lieu. (*apoderandose de sus casas.*) « On a envahi les Maisons. » Je me suis servi des mêmes termes dans ma traduction. Je me fais gloire de sa ressemblance avec celle du Traducteur de Madrid. Le Courier de l'Europe dira qu'il traduisoit sur une version angloise faite d'après la traduction françoise de Madrid. Je n'étois pas mieux partagé que lui ; mais j'ai médité, pesé & je n'ai fait aucune de ces bévues. Au surplus, je le répète, son unique tort est de les avoir ratifiées, lorsque depuis il a avancé qu'il parloit avec certitude du contenu du texte espagnol, & qu'il s'est permis de taxer le Traducteur de Madrid de ne l'avoir pas rendu par les expressions françoises convenables.

Nous voici au quatrieme *alinea* de la traduction du Courier, & à l'article pour lequel il mérite le plus d'être relevé par une verte censure. C'est un soin que ne prendroit point l'Espagne : il est au-dessous d'elle de s'occuper du sens qu'un Gazetier Anglois entre mille a pu donner à l'exposé de ses justes griefs : elle s'arrêtera encore moins à la maniere dont le Courier de l'Europe a osé les expliquer. Mais je me charge pour l'intérêt de l'histoire, de fouiller jusqu'au fond de la valise ce ce Courier. Je ne la crois pas du cuir dont Apollon avoit garni le trépied de Delphes & qui garantissoit la certitude ses oracles. La doublure m'en est suspecte :

essayons de la retourner. Je suis bien trompé si le dessous ne recele pas quelques monnoyes de bas alloi que peu-à-peu il veut lâcher dans le commerce. — Il prétexte que ses Lecteurs ont faim & soif de sa politique: qu'ils veulent savoir tout ce qu'on dit, comme tout ce qu'on fait; & après qu'il s'est forgé ce motif égalemen faux & frivole, le voilà constitué pour nous apprendre qu'on lit par-tout, que par-tout on entend dire des gausseries sur le Manifeste de l'Espagne : le voilà autorisé à divulguer contre l'Espagne de plats & obscurs quolibets, comme le sentiment général de toute l'Angleterre. Mais croit-il qu'il n'y ait que lui de qui cette Nation soit connue? Ses écrits m'entourent, & je nie que le Manifeste de l'Espagne y ait fourni matiere à plaisanter & encore moins au point où il l'avance, qu'il ose dire inconcevable. Je nie que le compte rond de cent tout juste qu'il trouve si fâcheux que le Traducteur de Madrid ait assigné aux griefs de l'Espagne, ait si fort égayé les Anglois. Ma négative sera prouvée par le message même du Roi d'Angleterre qui a parlé de ce compte rond très-sérieusement La vérité est que le Parti Ministériel, dont le Courier de l'Europe est la trompette, affecte de s'en égayer; & quand j'ai vu que Mylord North étoit entré en riant dans la Chambre des Communes, lorsqu'il y a apporté la Déclaration de l'Espagne, j'aurois gagé que le Courier mettroit quelque machine en œuvre, pour

préſenter cette Déclaration à l'Europe ſous une face riſible. Le don de l'invention lui a été ſi largement départi, ainſi qu'il l'a prouvé par ſon diſcours de Milord Stormont, que j'étois bien sûr qu'il ne manqueroit pas de moyens. » Très-à-propos un Gazetier Anglois, ſoufflé par le Miniſtere même, s'aviſe de dire qu'à ce compte-là, de cent, on eût donc pu offenſer l'Eſpagne impunément quatre-vingt-dix-neuf fois «. Sans le Courier de l'Europe, ce ſot propos eût été enſeveli dès le jour même dans les ténebres où il étoit né; mais graces au zêle & à la diligence du Courier, le voilà devenu un trait de lumiere, un phénomene qui parcourt l'hémiſphere en un clin-d'œil, faiſant lire ſur ſes aîles qu'on dit généralement en Angleterre, » que la défaite de l'Eſpagne eſt puérile: que ſes prétextes ſont mal colorés: que la plûpart des griefs qu'on y trouve énoncés, ſont de vieille date: que s'ils euſſent été de nature à indiſpoſer, le reſſentiment de la Cour de Madrid eût dû éclater il y a plus d'un an: qu'il eſt ſingulier que cette Puiſſance ait attendu pour ſe plaindre que les outrages qu'elle a reçus formaſſent préciſément le compte rond de cent; « enfin, toutes les calomnies & platitudes qu'il importe au Miniſtere Anglois de faire circuler contre l'Epagne &que les gens ſenſés ſe garderont bien de croire. L'intéret du Miniſtere Anglois, & celui du Courier de l'Europe, mar-

chant si bien ensemble, je suis assez fondé, je pense, à étendre sur ce nouveau trait la preuve de mauvaise foi dont je l'ai convaincu à l'occasion du discours de Mylord Stormont.

J'ai traité l'accessoire, touchons le fond. Des deux leçons du passage en question du Manifeste Espagnol, laquelle est la plus vraie, laquelle est la plus raisonnable? J'examinerai ce dernier point d'abord. Le Roi d'Espagne devoit il dire, » qu'il n'avoit encore obtenu d'autre satisfaction, que de voir réitérer des insultes *dont on pourroit citer cent exemples;* « ou bien » des insultes qui *déjà dernierement s'approchoient du nombre de cent?* «

Pour lever ce doute par le seul secours de la réflexion: pour prendre, dis-je, un parti, il faut choisir d'après quelles convenances on veut se décider. Celles du Ministere Anglois s'accommodent à merveille de la premiere leçon: elle lui est même d'une nécessité indispensable. Le vague, l'indéfini de cette expression, *des insultes dont on citeroit cent exemples*, met tout ce parti infiniment à son aise. Que l'Opposition dans les deux Chambres presse ces Ministres de mettre sous les yeux de leur Nation, les griefs du Roi d'Espagne sur lesquels il n'a point été fait droit, rien ne leur sera plus facile que de soustraire les plus importans; & de produire ce qu'il leur conviendra & pour le nombre & pour l'espece. Ils feront entendre au Parlement, qui encore auroit tort de les chica-

ner, que c'eſt une figure de diſcours employée par le Roi d'Eſpagne, figure très-ordinaire : que quand ils apportent une ſoixantaine de ces Mémoires, on peut bien juger que c'eſt le tout ; que le Roi d'Eſpagne n'a point porté plus loin ſon idée, en parlant *d'inſultes dont on pourroit citer cent exemples*, ou en diſant *qu'il a été inſulté en cent occaſions*.

Voulons nous conſulter l'intérêt du Roi Catholique : il s'en faudra bien qu'il trouve ſon compte dans ce texte. On s'écriera dans toute l'Eſpagne : » nous ſommes trompés : l'amour paternel de notre Maître pour ſes Etats & pour ſes ſujets, le ſentiment qu'il a de ſa dignité perſonnelle & de celle de ſa couronne, ne ſe ſont point évaporés dans le vuide d'une figure. Sa loyauté, ſa candeur, ont dû fixer un nombre à ſes réclamations «. Mais quel recours aura-t-on ? Le Parlement Anglois ſera ſéparé : l'Europe ſera prévenue : il faudra que l'Eſpagne dévore ſon dépit ſous le faix du ridicule dont le Miniſtere Anglois a cherché à la couvrir. Aſſurément c'eſt un coup de maître qu'ont ſû faire là ces Miniſtres Anglois ! Je crois les entendre. » Ah le Roi d'Eſpagne s'aviſe de nous attaquer perſonnellement : il diſtingue dans ſon eſtime le Roi Britannique d'avec ſon Miniſtere : il ſuſcite dans les autres Nations le reſſentiment des outrages qu'elles-mêmes en ont eſſuyés ! Cela lui plaît à dire. Il

n'y

n'y a qu'à l'en croire, & notre Parlement exigera des copies de ses griefs jusqu'au nombre fixe de cent, ou au moins de quatre-vingt-quinze. Nous avons fait déclarer par notre Roi dans son message, que seulement *quelques uns* des griefs *énumérés* dans le papier du Roi d'Espagne, n'étoient jamais venus à sa connoissance. Ces mots de *quelques-uns* & *d'énumérés* nous contrarient fort. A peine pourons nous en receler trois ou quatre. Il faut nous tirer de cet embarras au plutôt. Comment faire? Eh! n'avons nous pas notre Courier de l'Europe, si obligeamment soudoyé chez nous par les amateurs de politique sur le continent? Aucun Courier ne fait la fraude aussi subtilement. Avec l'air de peser sur nos malheurs, il sait les atténuer; & par ses doutes mêmes, exagerer ceux de notre ennemi. Faut-il propager nos succès, il s'en acquitte avec la célérité des vents. Dans les pays d'où il n'est point proscrit, il ne reste plus à cet égard d'autres prérogatives aux Cabinets sur les Caffés, que leur discrétion & leurs sollicitudes. S'il nous importe de semer au loin, même par de fausses allarmes, le décourament & le deuil, en un instant il aura couvert de ses cyprès la moitié du globe. Deux jours après, le prestige se dissipera; mais nous aurons regné ces deux jours-là sur l'opinion. C'est la portion la plus réelle de la souveraineté: si peu qu'on nous en laisse, il faut en profiter: opérons «. Voilà comme auront raisonné

les Miniſtres Anglois dans l'intervalle du 28 Juin, jour où le Courier de l'Europe nous a donné le meſſage dans lequel le Roi d'Angleterre parle des griefs *énuméres* du Roi d'Eſpagne, au 22 Juin où le même Courier apprend & atteſte à toute l'Europe, qu'il n'eſt pas vrai que ces griefs aient été *énumérés*. Il nous l'apprend comme une découverte qu'il eſt de ſon devoir de publier. Suivant lui, Milord Weymouth n'a point eu connoiſſance de l'original Eſpagnol de la déclaration. Il n'eſt parvenu à ce Secrétaire d'Etat que la traduction qui en a été faite en François à Madrid, & qui a ſervi au Traducteur Anglois, d'après lequel on eſt parti pour articuler le mot *énumérés*. Si on peut dire que le Traducteur François de Madrid n'a point entendu le texte Eſpagnol, voilà les Miniſtres Anglois ſoulagés de l'*énumération* & du danger de ſuccomber à la motion pour la production des griefs. Pour cela, il faut avoir, ſur le texte Eſpagnol, une certitude que Milord Weymouth n'avoit point eue. Eh bien on prétendra l'avoir: on juſtifiera le Traducteur Anglois de Londres: on calomniera le Traducteur François de Madrid: on ira juſqu'à donner un démenti au Roi d'Eſpagne, juſqu'à lui tracer ce qu'il a dû dire pour n'être point (*a*) *ridicule;* & par la même occaſion on fera rire le monde à ſes dé-

(*a*) On remarque ſans doute que nous employons ici les termes du Courier de l'Europe.

pens. » Nous sommes certains, dira le Courier de l'Europe, après avoir plaisanté sur la centaine de griefs, » que dans l'original Espagnol il est dit *des insultes dont on pourroit citer cent exemples ; ou plus littéralement, a été insulté en cent occasions.* «. Douterez-vous, Monsieur, que le Courier est sûr de ce qu'il affirme, qu'il a lû le texte Espagnol, quand vous le voyez se reprendre pour vous en donner le sens littéral ? - Eh bien, il n'en est rien. Le texte Espagnol porte, en parlant de ces insultes, *los quales se acercan ya à ciento en estos ultimos tiempos ;* » lesquelles dernierement s'approchoient déja du nombre de cent «, ou ainsi que j'ai traduit, » dont le nombre se montoit dernierement à une centaine «, & ce mauvais Traducteur de Madrid, » qui depuis ces derniers tems sont déja portés jusqu'au nombre de cent. Voilà comme le Roi d'Espagne a parlé : voilà comme il devoit parler pour prouver à l'Europe qu'il connoissoit la mauvaise foi du Cabinet Britannique, & pour mettre ce Cabinet entre son Roi & sa nation dans l'impossibilité de tergiverser, impossibilité si habilement tissue par le Roi d'Espagne, que ce Ministere n'a pu s'en tirer qu'en faisant faire par le Courier de l'Europe un plat mensonge.

Voilà enfin comme auroit parlé la France elle-même dès les commencemens de l'année 1777, lorsqu'elle avoit fait le compte des dénis de justice qu'elle avoit éprouvés de la

part de l'Angleterre, & que ce compte se montoit à la somme ronde ou quarrée de trente-six. J'ai su ce détail dans le tems d'un Secrétaire de M. le Marquis de Noailles. Le Courier de l'Europe n'auroit pas manqué de nous apprendre alors qu'on s'égayoit prodigieusement à Londres sur nos trente-six infortunes. C'est parce que nous n'avons pas affronté ce petit risque, qu'une année de plus d'impunité a encouragé le Ministere Anglois, à plus que tripler le nombre de nos griefs. Il n'a plus été possible de les compter.

Achevons, car il seroit inutile de rapporter ici cent autres preuves que les Ministres Anglois nous ont données de leur peu de délicatesse dans le choix de leurs moyens, & tous les mensonges qu'ils ont faits avec la plus risible impudence, même à leur nation assemblée en Parlement.

Je ne m'arrête point à des omissions & négligences qui fourmillent dans les *alinéa* suivans ; mais le pénultieme m'offre une bévuë singuliere : il y est dit : » le Roi a résolu & ordonné *à ses Ambassadeurs* de déclarer que l'honneur de sa couronne &c. » Je voudrois bien savoir combien le Courier de l'Europe connoissoit d'Ambassadeurs d'Espagne à Londres? Pour moi, je n'ai jamais su qu'il y en eût plus d'un à la fois. Dans quelle vue le Marquis d'Almodovar a-t-il été pluralisé par le Courier de l'Europe ? Madame la Marquise d'Almodovar étoit-elle

revêtue du même caractère & des mêmes pleins pouvoirs que son mari? La politique en fournit plus d'un (*a*) exemple; & à en juger par les suffrages que la nation Angloise a donnés au mérite de cette Ambassadrice, une pareille distinction dans sa personne n'eût point paru étrange. Mais le fait n'est pas; car le texte Espagnol porte *son Ambassadeur.* Il faut croire que c'est une inadvertence, mais elle est dodue.

Enfin, me voici au dernier *alinéa.* Le Roi d'Espagne après avoir protesté de la tranquilité où est son ame sur les motifs de sa résolution, déclare qu'il espére que les nations étrangères s'en formeront une idée convenable, & pour cet effet il leur suggere une comparaison. Suivant le Courier de l'Europe, ce doit être » en comparant le traitement que Sa Majesté a reçu du Ministere Britannique avec celui qu'elles ont éprouvé elles-mêmes lorsqu'elles ont eu affaire à ce même Ministere. » Faisons raisonner d'après cette phrase les nations étrangères. Voici ce qu'elles se diront. « Le Ministere Anglois a bien pu tromper le Roi d'Espagne, puisqu'il nous trompe aussi. Il lui a donné tous les mécontentements & lui a fait tous les outrages possibles, ainsi qu'à ses sujets & Etats; cela est très vraisemblable, puisque

(a) On se contentera de citer celui de la Marquise de Brassac, chargée des pleins pouvoirs de Louis XIII, à Rome.

nous éprouvons ſouvent les mêmes traitemens de la part de cette Puiſſance. » Or, je demande à quoi aboutira cette comparaiſon, ſi ce n'eſt à faire dire par ces nations qu'elles croyent le Miniſtere Anglois capable de tous ces excès & que le Roi d'Eſpagne leur dit la vérité? Mais eſt-ce qu'il a pu venir à l'idée de Charles III. qu'on le ſoupçonneroit d'en impoſer? A-t-il cru néceſſaire d'appeller qui que ce ſoit à l'appui de ce qu'il avance? Cela n'eſt pas vraiſemblable, car c'eût été une démarche ſuperflue & puérile. Auſſi le Roi d'Eſpagne a-t il eu une toute autre idée, une idée conſéquente au témoignage que lui rendoit ſa propre conſcience. Il demande que les nations étrangères » comparent ſa *réſolution* avec la conduite qu'elles mêmes ont éprouvée de la part du Miniſtère Britannique. » C'eſt à dire, que chaque nation ſe rendant compte à elle-même de ce qu'elle a éprouvé d'injuſtices & d'outrages de la part des Miniſtres Anglois, dont le caractère ne ſauroit ſe démentir, elle rende un hommage d'autant plus ſincère à la modération & à la patience de l'Eſpagne & ſe promette de ne lui point imputer les ſuites d'une réſolution dont chacune d'elles ſent fermenter le germe dans ſon propre cœur. Voilà ce que le Courier de l'Europe n'a point ſaiſi, & ce qui ne lui ſeroit point échappé, s'il eût été plus diſpoſé à rendre juſtice au caractère loyal & généreux de la fierté Eſpagnole.

Je vous ai tenu longtems, Monſieur, ſur cette diſcuſſion ; mais me citerez vous, dans le cours d'un ſiécle, beaucoup de morceaux qui méritent autant que cette déclaration du Roi d'Eſpagne d'être préſentés aux nations dans leur plus exacte vérité ? Comment ! Ces nations auxquelles le Roi d'Eſpagne s'adreſſe, dont il invoque le ſuffrage dans une démarche calculée ſuivant toute la pureté & la nobleſſe de ſon cœur, elles ne ſauront pas ce qu'il leur demande. ! Non ſeulement la vérité de ſes réclamations leur ſera déguiſée ; mais on eſſayera d'étouffer au milieu des ſarcaſmes une voix qu'il n'éleve que pour le ſalut de l'humanité !......Je m'arrête : tout ce que je ſens d'indignation m'emporteroit trop loin du remede que j'ai à propoſer. Je m'adreſſe à tous les Journaliſtes & Gazetiers qui ont à cœur que leurs écrits ſoient reſpectés de la poſtérité, tant à ceux dont la bonne foi à pu être ſurpriſe par le Courier de l'Europe & qui par (*a*) inadvertence auront copié ſa fauſſe & inſidieuſe traduction de la déclaration du Roi d'Eſpagne, qu'à ceux qui ſont encore à donner cette traduction. Je les rends reſponſables devant tous les gens honnêtes, préſens & à venir, dont ils déſirent de mériter les ſuffrages, s'ils ne tranſcrivent point mot à mot

(*a*) Le zele qui les a engagés dans cette erreur eſt excuſable : ils ne pouvoient point avoir le texte Eſpagnol.

dans leurs feuilles la traduction françoise faite à Madrid de cette déclaration, & qui a été si mal à propos injuriée par le Courier de l'Europe. Je ne demande point cette distinction pour la mienne, quoiqu'elle ne soit gueres moins exacte, ainsi qu'on pourra s'en assûrer. Mais je la demande pour le traducteur François de Madrid, comme une réparation qui lui est duë; & quel est l'Ecrivain honnête qui pourra s'y refuser, quand il considerera qu'en même tems il satisfera au devoir que lui font ses sentimens de concourir au but des vues généreuses de l'Espagne pour la pacification de l'Europe? Après cela ceux qui désormais voudront copier le Courier en sont les maîtres.

Déclaration faite à Londres par le Marquis d'Almodovar, & envoyée à cet Ambassadeur par un Courier Espagnol expédié le 28 Mai 1779.

TRADUCTION FRANÇOISE FAITE A MADRID.

Tout le monde a été témoin de la noble impartialité du Roi, au milieu des démêlés de la Cour de Londres avec ses Colonies Américaines & avec la France. Outre cela Sa Majesté ayant appris qu'on désiroit sa puissante médiation, en fit généreusement l'offre, qui fut acceptée par les Puissances belligérentes; & pour ce seul motif, un bâtiment de guerre, expédié de la part de Sa Majesté Britannique, vint aborder dans les

ports d'Espagne. Le Roi a fait les démarches les plus énergiques & celles qui devoient produire le plus d'effet pour amener ces Puissances à un accomodement également honorable pour les deux Parties, relativement aux troubles actuels, proposant à cette fin de sages tempéramens propres à applanir les difficultés, & à prévenir les calamités de la guerre. Mais quoique les propositions de Sa Majesté & particulierement celles de son *ultimatum*, aient été conformes à celles qu'en d'autres tems la Cour de Londres elle-même avoit paru juger convenables à un accomodement, & qu'elles aient été tout aussi modérées, elles viennent d'être rejettées d'une maniere qui prouve bien le peu de desir qu'a le Cabinet Britannique de rendre la paix à l'Europe, & de conserver l'amitié du Roi. En effet, la conduite de ce Cabinet à l'égard de Sa Majesté, pendant tout le cours de la négociation, a eu pour but de la prolonger durant plus de huit mois, soit par de vains prétextes, soit par des réponses on ne sauroit moins concluantes; tandis que pendant cet intervalle, on continuoit à pousser à un excès incroyable les insultes contre le Pavillon Espagnol, & la violation des territoires du Roi: on a fait des prises: on a visité & pillé des bâtimens: on a fait feu sur un grand nombre qui ont été forcés de se défendre: on a ouvert & mis en pieces les Regîstres & les paquets de la Cour même, trouvés à bord des couriers

paquebots de Sa Majesté : on a menacé les domaines de Sa Majesté en Amérique ; & on s'y est porté à l'extrémité horrible de soulever les Nations Indiennes appellées *Chatcas*, *Cheraquis* & *Chicachas*, contre les innocens Habitans de la Louisiane, qui auroient été les victimes de ces Barbares, si les Chatcas eux-mêmes ne se fussent repentis, & n'eussent révélé tout ce qu'avoit tramé la séduction des Anglois : on a usurpé la souveraineté de Sa Majesté dans la Province de Darien & sur la Côte de San Blas, le Gouverneur de la Jamaïque ayant accordé à un Indien rébelle la Patente de Capitaine général de ces Provinces ; enfin on a récemment violé le territoire de la Baye d'Honduras, en y exerçant des actes d'hostilité & autres excès contre des Espagnols qu'on a emprisonnés, & dont on a envahi les maisons, outre que la Cour de Londres avoit jusqu'ici négligé d'accomplir ce que stipule relativement à cette côte, l'art. 16 du dernier traité de Paris.

Des griefs aussi nombreux, aussi graves & aussi récens, ont été, à diverses reprises, l'objet des plaintes portées au nom du Roi & consignées dans des Mémoires détaillés qui ont été remis aux Ministres Britanniques, tant à Londres qu'à Madrid ; & quoique les réponses qu'on a reçues aient été amicales, Sa Majesté n'a obtenu jusqu'à présent d'autre satisfaction que de voir réitérer les insultes de toute espece qui dans ces der-

niers tems ſont déjà portées preſque au nombre de cent.

Le Roi procédant avec la franchiſe & la loyauté qui le caractériſent, a déclaré formellement à la ſuſdite Cour de Londres, dès le commencement de ſes démêlés avec la France, que la conduite de l'Angleterre feroit la regle de celle que l'Eſpagne auroit à tenir.

Sa Majeſté déclara également à cette Cour, qu'en même tems que ſes différends avec celle de Paris s'accommoderoient, il ſeroit abſolument néceſſaire de régler ceux qui ſe feroient élevés ou qui pourroient encore s'élever avec l'Eſpagne; & dans le plan de médiation qui fut envoyé à l'Ambaſſadeur ſouſſigné le 28 Septembre dernier, & remis par lui au Miniſtere Britannique au commencement d'Octobre, (plan, dont fut auſſitôt inſtruit le Lord Grantham, à qui on en donna copie à Madrid,) Sa Majeſté annonça en termes poſitifs aux Puiſſances belligérantes, que conſidérant les inſultes qu'éprouvoient ſes ſujets, ſes domaines & ſes droits, elle ſe verroit dans la néceſſité de prendre un parti, au cas où la négociation, au lieu de ſe ſuivre avec ſincérité, ſe romproit ou ne produiroit aucun effet.

Les griefs donnés par la Cour de Londres n'ayant point ceſſé, & cette Cour ne laiſſant appercevoir aucune diſpoſition à les réparer, le Roi a réſolu & ordonné à ſon

Ambaſſadeur, de déclarer, que l'honneur de ſa couronne, la protection qu'il doit à ſes ſujets, & ſa dignité perſonnelle, ne lui permettent plus de laiſſer continuer les inſultes, & de négliger plus long-tems la réparation de celles qui ont déjà été reçues; & que, dans cette vue, malgré les diſpoſitions pacifiques de Sa Majeſté, & même le penchant particulier qu'elle a toujours eu & témoigné de cultiver l'amitié de Sa Majeſté Britannique, elle ſe voit dans la fâcheuſe néceſſité d'employer tous les moyens que lui a confié le Tout-puiſſant, pour ſe faire rendre la juſtice qu'elle a ſollicitée par tant de voies, ſans pouvoir l'obtenir.

Se repoſant ſur la juſtice de ſa cauſe, Sa Majeſté eſpere que les ſuites de cette réſolution ne lui ſeront imputées ni devant Dieu, ni devant les hommes, & que les autres Nations ſe formeront une idée convenable de ladite réſolution, en la comparant avec la conduite qu'elles-mêmes ont éprouvée de la part du Miniſtere Britannique.

A Londres le 16 Juin 1779.

ON aſſure, Monſieur, que cette Déclaration a frappé d'un tel ſaiſiſſement le Roi d'Angleterre, que pluſieurs heures ſe ſont paſſées ſans qu'on ait pu tirer de lui aucune parole. Sans doute, il n'y trouvoit pas le mot pour rire. Les ſéances ſubſéquentes du

Parlement montrent que ce Corps n'en eſt pas moins affecté; & le Peuple de cette grande Capitale, la premiere du monde commerçant, eſt dans la même agitation qu'un troupeau au milieu duquel ſe feroit jetté un loup raviſſeur. Le 23 à minuit, dans une longueur de plus de quinze lieues tout ce qui s'eſt trouvé de vaiſſeaux & de chaloupes ſur la Tamiſe, exempts ou non exempts de la preſſe, a été fouillé ſoudain; & on a arraché une multitude de malheureux de leurs lits, où ils repoſoient ſur la foi des actes du Parlement paſſés pour aſſurer leur franchiſe. Pendant ce tems-là, je dis à minuit, M. Wedderburne, Avocat général, faiſoit agréer par la Chambre des Communes un Bill pour ſuſpendre l'effet des loix les plus ſagement combinées pour la ſubſiſtance & la ſûreté d'un million d'habitans. Dans la ſéance du 26, le Bill a été lu chez les Pairs. Vainement on a demandé de ne point l'étendre juſqu'au ſervice intérieur de la Ville de Londres, juſqu'aux Pompiers enfin. De ſi juſtes repréſentations ont été ſans effet. Mylord Sandwich a prié les Lords de prendre ſa ſituation en pitié. Il a été juſquà dire que s'il ſe voyoit abandonné, il ne ſavoit pas s'il remettroit jamais le pied dans la Chambre. En conſéquence, puiſque des hommes auſſi néceſſaires que les Pompiers ne ſont pas épargnés, on juge bien que tous les Matelots des Corſaires vont leur être enlevés. My-

lord Sandwich s'en eſt expliqué clairement, parce qu'il faut faire partir ſans délai pluſieurs vaiſſeaux à qui il ne manque que des hommes. » Qui croira, diſoit le Duc de Bolton chez les Pairs, le 25, que ce ſoit dans de pareilles circonſtances que la Compagnie des Indes offre de lever ſix mille hommes pour le ſervice du Gouvernement? Ce Seigneur s'eſt pareillement mocqué de l'arrêté de cette Compagnie pour fournir à l'Etat trois vaiſſeaux de ligne qui à peine pourroient être finis dans un an. Il a auſſi aſſuré la Chambre que l'Armée navale Galliſpane alloit être forte de cinquante vaiſſeaux de ligne au moins, tous prêts à protéger la plus terrible invaſion qui ait jamais été tentée en Angleterre, ſans parler du riſque où reſtoient expoſées toutes les autres poſſeſſions de ce Royaume. Le Lord Sandwich, qui ne dit plus que la Marine d'Angleterre eſt plus forte que les Marines réunies de France & d'Eſpagne, mais qui ſe retranche à ſoutenir qu'avant la fin de l'année elle ſera auſſi forte qu'elle ait jamais été, s'eſt encore attiré pour cette aſſertion l'animadverſion du Lord Briſtol & du Duc de Bolton. Ils lui ont ſoutenu qu'indépendament des Matelots, il n'avoit pas plus de ſoixante-cinq vaiſſeaux en état de ſervir actuellement, & que ſes plus grands efforts ne porteroient pas ce nombre au-deſſus de 80 ou de 81; ſavoir, 30 ou 31, ſous le Chevalier Hardy: 30 en Amé-

rique & aux Isles : 8 ou 9 dans l'Inde : 6 qui attendent des Matelots ; & 5 qui seront bientôt prêts. — Le Lord Effingham, déclarant Mylord Sandwich convaincu de n'avoir point tenu ce qu'il a promis, le somma d'aller sur le champ remettre sa place au Roi, comme indigne de la confiance de Sa Majesté & de celle du Royaume. Mais il n'en a rien fait ; tant il est persuadé, ainsi que Mylord North, Mylord Germaine, &c. que le Roi ne pourroit pas se passer de leurs conseils. On a remarqué qu'ils supposoient que le Roi se passeroit plus aisément de leur argent ; car il n'y en a pas un de cette clique, qui ait offert au Roi un seul shilling, pour le tirer de l'affreux embarras où ils l'ont précipité, quoiqu'il y ait de répandu annuellement dans ce parti plus de huit cents mille livres sterling en bienfaits du Roi. Aussi le Conseil commun de Londres vient-il d'arrêter aujourd'hui 29, dans son assemblée tenue sur ajournement à Guildhall, & par une pluralité de 94 contre 69, *qu'il ne seroit prêté aucune assistance au Ministere actuel en hommes ou en argent.*

Il a été question aussi dans le Parlement, de la prochaine arrivée du Prince Ferdinand de Brunswick, pour commander les armées angloises. Ce choix est regardé comme l'outrage le plus sanglant qui puisse être fait à la Nation par son Souverain & ses Ministres. D'aussi fâcheux effets lui sont annoncés, si

on exécute, ſans le modifier, l'acte pour le doublement des Milices: on aſſure que partout ſa rigueur excitera le peuple à la ſédition & aux révoltes. On peut juger de ce que doit ſouffrir le crédit, au milieu de toutes ces allarmes, trop bien fondées. Depuis quelques jours, toutes les denrées des Iſles ont hauſſé de prix, parce qu'on n'eſpere plus que la flotte arrive avec la même facilité que ci-devant, quoiqu'on ſache qu'elle ſera eſcortée par l'Amiral Byron, qui s'étant brouillé avec l'Amiral Barrington, a pris le parti de revenir en Angleterre, ſi l'Eſcadre Françoiſe veut bien le lui permettre.

Il y a d'hier au ſoir un embargo général ſur tous les bâtimens prêts à ſortir des ports. Le Paquebot de Douvres pourroit bien n'en être pas excepté.

Il eſt fortement queſtion de rappeller les troupes Angloiſes qui ſont en Amérique. Le Miniſtere s'en défend le plus qu'il peut dans le Parlement; mais il eſt viſible qu'il y ſera forcé par l'extrême diſette d'hommes.

Pluſieurs Gazetiers annonçent, d'après une lettre autentique de Gorée, que le vaiſſeau de ligne Anglois le *Warwick* a été pris, après un combat opiniâtre, par deux vaiſſeaux de force ſupérieure. Tout ce que je puis garantir de cette nouvelle, c'eſt que le *Warwick* étoit effectivement dans les mers d'Afrique.

FIN.

SUPPLÉMENT AU N°. LXXIII.

P. S. du 30 Juin.

On m'assure, Monsieur, que la malle ne passera plus par Douvres. Je vais profiter de quelques heures que me laisse l'expédition du Courier d'Ostende pour vous entretenir de nouveaux détails sur les affaires publiques. — La presse des matelots se continue toujours avec une vigueur ou plutôt une barbarie dont vous ne pouvez point vous faire d'idée. Mais les hommes ainsi enrollés ne se font aucun scrupule de s'évader. Il s'en est sauvé hier quarante par le toit d'une maison. Ces événemens vérifient l'aveu que fit Milord Sandwich chez les Pairs le 28 de ce mois, que sur six cents hommes pressés de la sorte, on n'avoit pû en garder que cinquante. Il paroît que le dernier enlevement sur la Tamise a été d'environ quinze cents; & Milord Sandwich a déclaré que les Corsaires en fournissoient trois mille; mais c'est encore loin de dix-sept mille qui sont nécessaires pour completter les armemens seulement des quatre-vingt-un vaisseaux de ligne. Il n'est pas possible de trouver tout ce monde, en faisant agir à la fois la presse de mer, le doublement de la mi-

lice, les enrollemens volontaires, &c. Chacun de ces efforts nuit aux autres; il faudroit, pour satisfaire les divers besoins, trouver jusqu'à soixante mille hommes. Il y a cinq ans que l'on auroit pû s'en flatter, mais aujourd'hui l'Angleterre est épuisée de toutes les manieres par sa guerre d'Amérique.

Dans la séance des Communes du 23, Milord North a déclaré bien positivement que tout ceci ne finiroit point qu'il n'eût demandé & obtenu d'être jugé par sa nation, ne pouvant soutenir l'imputation qui venoit de lui être faite par M. *Fox*, que l'Angleterre n'avoit d'ennemis que la France, l'Espagne & lui. A cette occasion il a essayé de se justifier sur ce que l'Angleterre ne se trouve avoir aujourd'hui aucun allié parmi les nations étrangeres. Je compte faire un vrai plaisir à vos Lecteurs sur le Continent, de rapporter cette partie de son discours. Des applaudissemens vont s'élever de toutes parts; mais ce n'est point vers l'Angleterre qu'ils se dirigeront. » Il ne m'a point paru d'abord, a dit ce Ministre, que détachés comme nous le sommes du reste du Continent, aucune autre alliance que celle de la Russie pût nous être nécessaire en Europe; Et si les affaires n'eússent pas *tout-à-coup* pris une *tournure* inattendue, il est probable que l'Angleterre eût pû faire cette alliance. Voici ce qui s'est passé. La Russie & la Porte étoient convenues d'une armistice ou d'une treve,

Tant que l'arrangement définitif des prétensions respectives de ces deux Puissances pouvoient manquer, il étoit de l'*intérêt* de la Russie de se *ménager* l'amitié de la Grande-Bretagne, qui pouvoit la protéger & la soutenir dans la Méditerranée Dans cet état des choses, le Ministre de France à Constantinople a été choisi pour médiateur *commun* entre ces Puissances. Il est résulté de cette médiation, que la Porte & la Cour de Petersbourg ont conclu leur Traité de paix, par lequel tous leurs différends sont terminés. La Cour de Petersbourg n'ayant plus d'affaires qui l'interessent dans la Méditerranée, aucun motif ne la presse plus de contracter une alliance avec notre Cour; & peut être bien, y a-t-il des engagemens secrets entre la France & la Porte, qui feroient craindre à la Russie de s'attirer une nouvelle guerre avec la Porte si elle faisoit avec nous cette alliance «.

Je ne veux point finir cette longue lettre par un article si sérieux. Voici une historiette qui vous interressera moins, mais qui vous amusera d'avantage.

Le bruit s'étant répandu dans toute la ville de Londres que Milord North avoit demandé que son procès lui fût fait, des gens habiles à profiter de tout, se sont avisés de faire courir le bruit qu'on menoit ce Ministre à la Tour avec trois autres Lords. Aussitôt une foule immense s'est portée vers

la partie de Londres où eſt la Tour & en a rempli toutes les avenues. C'étoit une ruſe des Enrolleurs, qui, dit-on, ont fait dans cette occaſion un de leurs meilleurs coups de filet. Malgré la conſternation où tout le monde ici eſt plongé, on a encore trouvé la force de rire de l'invention.

J'allois fermer mon paquet ; mais je ne puis me décider à garder pour l'Ordinaire prochain, une nouvelle qui vous ſatisfera beaucoup. Je la tiens d'un Matelot Anglois tout arrivant de la côte d'Afrique. Ne me demandez point par quel Vaiſſeau : je n'ai pas ſongé à lui faire cette queſtion. Je crois être le premier dans Londres, à qui il ait donné les détails que vous allez voir, & qui me paroiſſent certains.

Deux Frégates Françoiſes, que je juge d'après le rapport de cet homme, avoir été laiſſées par M. de Vaudreuil ſur la côte d'Afrique, y ont dévaſté tous les riches Comptoirs Anglois de la rivière de *Sierra-Leone*. Elles y ont trouvé pluſieurs bâtimens chargés de Negres, qu'une d'elles a pris ſous ſon eſcorte pour Saint Domingue. Tous les magaſins ont été vuidés, & leurs effets tranſportés à bord des Bâtimens Anglois pris par ces mêmes Frégates, & l'autre les conduit en France. Entre autres richeſſes, il y a une prodigieuſe quantité de dents d'éléphant. Quant aux fortifications, qui ont coûté immenſément au Parlement d'Angleterre, il n'en eſt pas

resté pierre sur pierre: le Matelot m'assure que ce qui en reste est calciné.

Il m'a bien fait rire par la maniere dont il m'a peint la destruction du fort de l'isle James dans la riviere Gambie. Cette isle étoit, pour ainsi dire, une création de l'industrie angloise, qui l'avoit conquise sur la riviere, en retenant les sables par le moyen de palissades ou de pilotis. Tous ces bois ayant été arrachés & enlevés par les François, il prétend qu'ils ont emporté l'isle. Il estime, & je le crois, à plus de huit millions sterling, la perte que les Anglois souffriront par la destruction de *Sierra-Leone*, & il paroît persuadé qu'elle leur sera infiniment plus sensible que celle du Sénégal. Je lui ai demandé s'il croyoit que le Vaisseau de ligne la *Vengeance*, de 74 canons, détaché par l'Amiral Hughes avec de fortes frégates, parviendroient à chasser les François de ce poste. Il m'a répondu, que dans l'état où l'a laissé M. le Duc de Lausun, il seroit difficile, même à quatre mille hommes, d'y réussir. Il n'a point entendu parler de la prise du Vaisseau *le Warwick*.

FIN.

ſure au pied ; mais il en ſera bientôt ré-tabli. Nous avons endommagé le vaiſſeau conſidérablement, & nous allons faire jouer un autre batterie ſur lui.

1776. Septem. & Octobre.

Note ſur les Généraux Lord Stirling & Sullivan.

Le Lord Stirling a été accuſé en Angleterre d'avoir uſurpé ce titre Ecoſſois : voici de quel maniere ſes amis l'ont défendu.

Il eſt né en Amérique, & il avoit habité la Nouvelle-York juſqu'à l'année 1756. Dans un voyage qu'il fit en Angleterre, les amis auxquels il fut adreſſé lui firent entendre qu'il pouvoit, ſans crime & même ſans inconvénient, ſe donner pour un riche Américain, avec d'autant plus de ſécurité, qu'on ſavoit qu'un homme du nom de Stirling & ſon parent, l'honorable James Alexander, y avoit laiſſé une très-grande fortune. Connoiſſant peu le monde, il ſouffrit qu'on lui donnât cette réputation, dont il reſſentit bientôt les plus agréables effets par l'accueil que chacun lui fit, même à la Cour. L'Avocat Wedderburne, qui n'étoit pas alors Avocat général, lui perſuada qu'il devoit prendre le titre de Lord Stirling, & même le fit proclamer en cette qualité avec les formalités requiſes, ſur la place publique d'Edimbourg, ce qui le conſtitue autant *Pair Ecoſſois* que l'eſt le Lord Home, écrivain connu & divers autres, qui ne ſont pas

1776. Septem. & Octobre.

même d'auſſi bonne famille que l'Américain Stirling. Ce n'eſt que depuis qu'on ſait qu'il n'étoit point riche qu'on ne trouve plus bon qu'il ſoit Lord.

Le Général Sullivan, qui a eu le même ſort que le Lord Stirling, étoit ci-devant Avocat : il n'y avoit pas plus de huit mois qu'il avoit quitté le barreau.

Relation de l'affaire de Long-Iſland dans la Gazette de Boſton.

Nous apprenons de New-York, que depuis l'arrivée des troupes Angloiſes & Heſſoiſes dans Long-Iſland, les Américains ont donné les preuves les moins équivoques de leur intrépidité. Partout où la partie ſe trouvoit à peu-près égale, ils ont prouvé aux ennemis qu'ils oſoient leur faire tête & même les forcer à la retraite. Les Mardi 27 & Mercredi 28 qui précéderent la grande journée de Long-Iſland, les ennemis envoyerent un gros corps de troupes pour ſe ſaiſir d'un poſte occupé par un de nos détachemens; mais voyant nos ſoldats les attendre de pied ferme, & l'activité avec laquelle ils chargeoient & déchargeoient leurs armes, ils ſe retirerent avec la plus grande confuſion, au point qu'ils communiquerent leur terreur panique à leur piquet de grande garde, en lui aſſurant qu'on alloit avoir ſur les bras toute l'armée du Congrès. La frayeur ſe communiqua, & une poi-

gnée de cent cinquante *Rebelles*, trouva le secret de forcer ce détachement & la grande Garde, à se retirer dans leurs lignes où ils resterent tapis jusqu'au lendemain. Vers le matin, un de nos chevaux se trouvant égaré, entra dans le camp des Hessois, composé de quinze mille hommes, & comme ils manquoient de viandes fraîches, le pauvre animal leur servit de pâture. Les ennemis étoient alors si près, qu'on pouvoit aisément distinguer leurs moindres mouvemens.

1776. Septem. & Octobre.

Le combat du 26 Août se soutint pendant plus de douze heures, pendant lesquelles les ennemis quoique fort supérieurs en nombre, apprirent à leurs dépens que nos gens n'étoient pas moins braves qu'eux. Deux de nos Régimens soutinrent pendant long-tems, avec leurs bayonnettes, le choc de quatre bataillons ennemis, dont deux furent taillés en pieces; enfin, dans un conseil de Guerre, les Généraux furent d'avis que l'on évacuât l'Isle, ne croyant pas qu'il fût prudent à un corps de dix mille hommes, de tenir contre plus de vingt-deux mille, appuyés d'une artillerie formidable. Il faut considérer que nous ne pouvions être soutenus que par de petits détachemens de l'armée de Son Excellence le Général Washington, & que cette ressource même devenoit inutile, ou plutôt dangereuse, à raison de la grande quantité de vaisseaux qui couvroient l'ennemi. On se détermina donc à abandonner l'Isle; or les

1776. Septem. & Octobre.

ennemis conviennent eux mêmes que rien ne pouvoit être mieux conduit que la retraite, qui fut soutenue par le quatrieme Régiment appellé le *Marble-Head*, commandé par le Colonel Glover, de maniere à mériter les remercimens particuliers des Généraux pour l'attention, la régularité & la diligence que ce Régiment avoit mis à remplir ses devoirs.

Deux jours après que nous eûmes évacué l'Isle du Gouverneur, (Governor's Island) on envoya un détachement de notre artillerie, qui, sans être épouvanté du feu continuel des batteries de Long-Island & des vaisseaux de guerre qui s'étoient rapprochés de la ville, rapporta en triomphe tout ce que nos troupes avoient laissé dans cette Isle en la quittant.

Il est étrange que les Royalistes n'aient pris possession de l'Isle du Gouverneur que 48 heures après notre départ; ce délai inexplicable nous fut de la plus grande utilité; les canons que nous y avions laissés étoient de la meilleure fonte, & cette perte nous eût été très-préjudiable : nous sommes donc redevables de notre bonne fortune à la nonchalance de l'ennemi & à l'intrépidité du corps de l'artillerie.

« Jamais Général ne s'est mieux comporté que Son Excellence Washington ; il passa la nuit sans quitter la selle de son cheval, & ne s'éloigna du gué que lorsqu'il eut vu passer toutes les troupes ».

Jugement porté en Angleterre sur cette Expédition.

1776. Septem. & Octobre.

On a reproché au Général Howe de n'avoir pas ordonné à ses Corps avancés de prendre d'assaut les lignes de *Brooklyn*, pour empêcher que l'armée Américaine ne pût lui échapper & passer dans l'Isle de New-York, ainsi que cela est arrivé. Il a souffert au contraire qu'une armée battue & en désordre, qui s'étoit rencoignée dans une petite baye, ait pû traverser en bateaux un large bras de Mer, sans perdre presqu'un seul homme.

VOICI ce que les Politiques de Londres crurent pouvoir augurer pour la suite de la guerre, en apprenant ces événemens.

« Est il surprenant, dirent-ils, que vingt-deux mille hommes soutenus par une artillerie formidable, & par une flotte nombreuse, parviennent à mettre en fuite un Corps de dix mille hommes? Tout le merveilleux, si toutefois il y en a ici, c'est que cette troupe de Provinciaux ait pû résister si long-tems à l'armée Angloise, faire une retraite glorieuse, & ne perdre que deux mille hommes, autant par des accidens imprévus, que par l'épée de l'ennemi. Où est donc ce grand sujet de triomphe? Est-ce dans les conséquences qui peuvent en résulter pour New-York. On prendra l'Isle &

1776. Septem. & Octobre.

la Ville, soit; mais il faudra ensuite battre la grande armée du Congrès, qui est aussi nombreuse que bien disciplinée. Enfin, il ne seroit pas d'une plus grande conséquence pour les Américains de perdre même l'Isle de New-York, qu'il ne le seroit pour l'Angleterre de perdre l'Isle de Guernesey. Seroit-on fondé à conclure de la perte de Guernesey, celle de la Grande-Bretagne? Pourquoi donc inférer de la perte de New-York, celle de toute l'Amérique?

Extrait d'une lettre écrite de New-York le premier Septembre

Je suis revenu ici le même jour que les troupes, après nous être battus dans l'Isle longue pendant sept jours. Dans les quatre derniers, le Général Washington commandoit en personne. Il a fait la plus belle retraite dont l'Histoire ait jamais fait mention, sans perdre un seul homme. Quoique l'ennemi nous environnât de toutes parts, il n'en a eu connoissance qu'au lever du soleil. — Le Général Sullivan est parti pour le Congrès, hier 30 Août. Il est chargé d'y demander une conférence entre une députation du Congrès & le Lord Howe. On commence à se douter de notre importance. Il n'est plus question, dit-on, de remettre les choses sur le pied où elles étoient en 1763. On est bien plus généreux. On se borne à nous deman-

der notre alliance & notre commerce. Le Général eſt d'avis qu'il faut ſe méfier de ces offres.

1776. Septem. & Octobre

Philadelphie le 8 Septembre.

On attribue la défaite de nos braves compatriotes dans Long-Iſland à la mauvaiſe conduite du Lord Stirling. Il négligea la manœuvre importante de commettre la défenſe des hauteurs à un nombre ſuffiſant d'hommes: ce défaut de précaution fournit à Howe l'occaſion d'envelopper nos troupes qu'il n'auroit pû ſans cela attaquer que de front où il eût trouvé une mâle réſiſtance. Le Colonel Trail, à la tête d'un bataillon, défendit long-tems le défilé qui conduit à un endroit appellé plaine de la Jamaïque (Jamaica-plain) où ſe donna la principale attaque. Ce jeune Officier en qui le courage & le jugement ont devancé les années, ſoutint long-tems un combat opiniâtre contre le corps conſidérable d'infanterie, commandé par Clinton; enfin ne voyant venir aucun renfort, ayant perdu les deux tiers de ſon monde & étant lui-même couvert de bleſſures il donna le ſignal de la retraite, & joignit heureuſement le Général Putnam à l'endroit appllé Brooklyne. Le Général Sullivan, le Colonel Smith, & le Major Guy ſe ſont conduits avec autant de courage que de prudence.

Ce ſont les troupes de la Penſylvanie qui

ont le plus souffert dans les diverses affaires

1776. de Long-Island.

Septem. & Octobre. Tout ce que l'on dit de l'avantage remporté sur les troupes du Congrès ne sert qu'à manifester combien ces braves républicains paroissent formidables au Gouvernement. En effet quelle autre raison que la crainte peut rendre le parti Anglois si fier de ce petit avantage ? Qu'y-a-t-il d'extraordinaire à voir vingt-deux mille hommes, soutenus par une artillerie nombreuse & une flotte considérable, venir à bout en quatre jours de mettre en fuite dix mille Américains? S'il y a du merveilleux c'est de voir cette petite armée résister à tant d'ennemis pendant quatre jours & finir par une retraite glorieuse, après n'avoir perdu pendant tout ce tems là que deux mille hommes, & cela plutôt par des accidents imprévus que par la valeur des assaillants. Il y a long temps que les amis du gouvernement assuroient qu'un seul Anglois suffisoit pour mettre en fuite dix Américains. Les choses sont donc bien changées, puisque le Général Howe n'a osé les attaquer qu'avec un nombre de troupes de deux tiers au moins supérieures à celles du Congrès, car c'est ainsi que l'on doit estimer la différence qui se trouvoit entre les deux armées, celle de vingt-deux mille hommes se trouvant appuyée par la flotte de Lord Howe, tandis que celle des Américains, déja plus foible de moitié, n'avoit personne pour la soute-

1776. Septem. & Octobre.

nir. Où trouve-t on donc tant de raiſons de triomphe? Eſt-ce dans les conſéquences qui peuvent en réſulter par la priſe de New-York? En ſuppoſant que cela s'exécutât avec la même facilité que le glorieux exploit dans Long-Iſland, qu'en réſulteroit-il? On prendra l'Iſle de la Nouvelle York; ſoit: mais il faudra enſuite battre la grande armée du Congrès, la mieux compoſée ſans contredit de toutes celles qui ſont à préſent en campagne, dans laquelle on obſerve la plus exacte diſcipline, & que des gens habiles dans l'art de la guerre ont été chargés d'inſtruire & de former avec ſoin, depuis l'inſtant où une mauvaiſe politique, ſoutenue de toute l'obſtination d'un Miniſtre opiniâtre, a réduit les Coloniſtes à en appeller à Dieu & à leur épée. D'ailleurs les Américains ont de tout tems déclaré qu'ils regardoient leurs villes maritimes comme perdues. Un événement auquel ils s'attendent ne ſauroit déranger les meſures qu'ils ont priſes. Enfin il n'eſt pas plus intéreſſant ni plus de conſéquence pour les Américains de perdre même la Province de la Nouvelle-York, qu'il ne le feroit à l'Angleterre de perdre l'Iſle de Whigt, & l'on ne feroit pas mieux fondé en raiſon de conclure de celle ci la perte totale de la Grande Bretagne, que de regarder celle-là comme le gage aſſuré de la réduction générale de l'Amérique «.

1776. Septem. & Octobre.

Long-Island 3 Septembre.

Vous avez appris par les lettres du Général Howe, ce qui s'est passé ici; mais on n'aura peut-être pas rendu *aux Américains toute la justice qu'ils méritent*, ou si le Général l'a fait, on aura probablement eu soin de le supprimer. Moi qui n'ai d'autres vues que de vous instruire de la vérité des faits dont j'ai été témoin, *& quorum pars magna fui*, je vous assure que par-tout où les Américains ont pu résister, ils l'ont fait avec la derniere bravoure; nous n'avons pu même venir à bout de les rompre qu'à force de monde, & en les attaquant à la fois en front, en flanc & en queue: si nous avons perdu si peu d'hommes nous ne le devons qu'à ce que l'artillerie de l'ennemi étoit très-mal servie: si nous eussions essayé de forcer leurs lignes, peut-être eussions-nous réussi, mais il nous en eût coûté cher. Leur retraite vers New-York s'est exécutée dans le plus bel ordre, & Putnam n'auroit pas paru plus grand Général en remportant une victoire. Comme nous n'avons pas absolument fermé nos cœurs aux sentimens d'humanité dont tout bon Anglois aime à se faire honneur, ce n'est pas sans éprouver des mouvemens d'indignation que nous avons été témoins du carnage qui suivit la défaite des Américains. Les troupes Hessoises & les Montagnards Ecossois, après même que la victoire

se fût déclarée en notre faveur, massacrerent un grand nombre de ceux même qui demandoient quartier. Au reste je dois cette justice aux premiers, de croire qu'ils ne l'ont fait que parce que les Moutagnards avoient pris soin de leur donner à entendre que les troupes du Congrès avoient fait serment de ne faire quartier à aucun étranger; mais comment excuser les Ecossois? Je souhaiterois qu'il fût en mon pouvoir de le faire; il ne me manque que de bonnes raisons, même pour pallier leur conduite: peut-on être aussi brave & avoir si peu d'humanité! On regardoit cela autrefois comme un contraste: on apprend tous les jours.

Il est bon que vous sachiez qu'excepté l'artillerie de nos ennemis nous n'avons rien pris sur eux: nous comptions trouver du fourage en abondance, mais ils avoient eu la précaution de mettre le feu aux meules de foin & de bled que la derniere moisson leur avoient fourni. A l'aide de la lunette d'approche nous pouvons voir clairement que tous les habitans ont abandonné la ville de New-York, nous n'y appercevons plus que des soldats: nous la prendrons peut-être, mais je crains que nous n'y perdions beaucoup de monde, & que nous ne puissions dire au milieu de nos succès, encore une victoire comme celle-là & c'en est fait de nous.

On ne sauroit donner trop d'éloges à la

1776. Septem. & Octobre. clémence & à l'humanité du Général Howe; il ne fait aucune difficulté d'accorder aux prisonniers les titres qu'ils ont reçus du Congrès, & de les traiter avec toutes sortes d'égards : il les honore même de sa confiance. Pouvoit-il en donner une marque plus signalée, qu'en choisissant le Général Sullivan pour porter au Général Washington les propositions de paix qu'il avoit à lui offrir? Il est si éloigné de chercher à réduire les Américains par la force, qu'il se propose de ne jamais gagner sur eux le moindre avantage, sans leur renouveller des propositions honnêtes avant de passer outre.

[On a vû par les états autentiques qui ont paru depuis, que la perte des Anglois dans les différentes affaires de Long-Island a été de 840 tués, 1,600 blessés, 65 prisoniers.]

Fermeté des Américains.

Long-Island 2 Septembre.

Le Général Howe, après voir fait assembler tous les prisonniers, leur a dit que Sa Majesté vouloit bien pardonner à tous ceux d'entr'eux qui renouvelleroient leur serment d'obéissance, & prendroient parti dans les troupes du Roi. Nous nous attendions à les voir se soumettre sans peine, même avec reconnoissance; mais, à notre grand étonnement, le Lord Stirling, chargé par eux de répondre en leur nom, dit au Général:

» Monſieur, nous nous ſommes dévoués à la défenſe de notre pays & de la liberté que nous tenons de Dieu & du droit naturel: quelque ſoit notre deſtin nous nous y ſoumettrons ſans murmure & ſans regret: la cauſe eſt trop belle pour en craindre lâchement les conſéquences «. 1776 Septem. & Octobre.

Voici un autre exemple de la fermeté Américaine.

Le Général Heiſter, qui commande les troupes Heſſoiſes, voyant un Officier Américain dans le plus grand danger de perdre la vie, s'intéreſſa à lui, & le dégagea avec bien de la peine d'un gros de Heſſois qui l'environnoient, & contre leſquels il ſe défendoit avec un courage de déſeſperé. Le Général le conduiſit dans ſa tente & lui donna la liberté; avant de nous ſéparer, lui dit-il, permettez-moi de vous demander ſi vous n'êtes pas fâché, même honteux, d'avoir pris les armes contre un ſi bon Roi? L'Officier lui répartit: vous voulez ſans doute par-là déſigner le tyran de la Grande Bretagne. Il n'eſt pas mon Roi, je ſuis un Républicain & ne reconnois d'autre maître que Dieu. Le reſte de l'aventure peut faire honneur au zele, mais bien peu à l'humanité du Général, qui, après avoir renverſé le malheureux Officier par terre, le força de boire à la ſanté du Roi & du Landgrave, & de ſouhaiter la prompte ſoumiſſion des Rebelles Américains.

1776. Septem. & Octobre.

Position des Anglois après l'affaire de Long-Island.

De Newton, Long-Island, 4 Septembre.

Les lettres de Son Excellence le Général Howe vous ont instruit de la victoire remportée sur l'armée commandée par Putnam: je me contenterai de vous donner quelques détails qui pourront vous amuser. En n'estimant le revenu des terres qu'à 10 sols 6 deniers par acre, l'Isle entiere doit rapporter plus de 300,000 livres sterling: mais ce qui nous la rend plus précieuse est sa situation; elle est si avantageuse que nous ne pouvions rien faire de plus important que de nous en emparer, puisque nous commandons par-là tous les passages qui conduisent à la Nouvelle York, & que New-York, la capitale de cette province, ainsi que la meilleure partie du Jersey se trouvent entierement bloquées.

Notre quartier général est à Newton: le Général Clinton est posté dans le voisinage de l'endroit appellé Porte-d'Enfer (Hell-Gate); le Général Heister avec ses troupes Hessoises commande à Brooklyn, tandis que le Lieutenant-Colonel Dalrymple veille à la garde de l'Isle des Etats (Staten) avec un corps de trois mille hommes. A en juger par les préparatifs extraordinaires que notre brave Général a ordonnés pour l'embarquement

de toute l'armée, nous ne doutons pas qu'il ne médite une descente dans l'Isle de la Nouvelle-York, & nous comptons qu'elle aura lieu dans huit à dix jours, c'est-à-dire, dès qu'on aura pu se procurer assez de bâtimens pour embarquer toutes les troupes dans une seule nuit. On imagine que le débarquement se fera dans les prairies voisines de la petite baie de Caerlaer (Caerlaer's-Hook.)

Le Congrès a ordonné à toutes les personnes en état de porter les armes dans New-York, de s'inscrire sur les registres ouverts à cet effet. Les biens de ceux qui ne se présenteront point seront confisqués.

Découverte d'un Traitre auprès du Général Washington.

Un Allemand nommé Stéen, avoit apporté vers le 15 Août à M. Washington, une lettre qui lui avoit été remise par le Colonel Zedwitz, Officier du Congrès, & qui servoit d'interprête Allemand au Général. — On vit par cette lettre qui étoit adressée au Général Howe, que les projets de Zedwitz avoient avorté par la découverte qui avoit été faite du complot de Forbes & de David Mathews. — Zedwitz demandoit dans cette lettre deux mille livres sterling en especes, pour payer à un homme, dans la confidence de Washington, des états exacts des troupes du Congrès, qu'il s'engageoit à

1776 Septem. & Octobre. fournir au Général Howe. — Ce malheureux, qui prétendoit avoir été forcé à prendre du service chez les Américains, demandoit aussi au Général Howe un Régiment & le commandement de plusieurs Forts. — Il avoit forgé une calomnie atroce, qu'il mandoit au Général Howe; c'étoit qu'il avoit vu chez Washington quatre flacons d'une liqueur noire, destinée à empoisonner les eaux de l'Isle Staten, lorsque les Anglois y avoient débarqué. — Il fut nommé un Conseil pour le juger, & il a dû subir la peine due à ses détestables forfaits.

Excès de barbarie commis par les Hessois dans l'Isle longue.

Il existe une preuve des dégâts affreux que commirent les Hessois dans cette affaire. C'est une lettre d'un Habitant de l'Isle, datée du 28 Août, laquelle se trouva parmi les papiers du Général Hessois, fait prisonnier à Trenton, quelques mois après. — Il écrivoit au Général Anglois que les Hessois y avoient fait le pillage de la maniere la plus atroce, chassant de leurs maisons tous les Habitans, & enlevant absolument tous les effets. — Le Livre du Général Hessois portoit la défense qui fut publiée à l'Ordre en cette occasion; mais ces mercenaires étoient sans doute incorrigibles, car il se trouvoit dans la suite du Livre, plusieurs autres plaintes semblables, suivies des mêmes défenses.

Précautions

LETTRE

*D'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 10 Juillet 1779.

VOICI le moment, Monſieur, où chacun voudra voir & étudier les cartes de la Manche, qui va devenir le théâtre d'un genre de guerre preſque nouveau pour nous, quoiqu'il ait été beaucoup plus familier à nos peres. Il me paroît que dans une telle circonſtance, vous me ſaurez quelque gré d'enrichir la Géographie des connoiſſances de l'Hiſtoire, pour donner de la couleur aux idées qui vous feront ſuggerées par le ſimple aſpect des côtes reſpectives. J'ai fait jadis, ſur cet objet, des recherches dont l'application peut aujourd'hui être aſſez fructueuſe; je me fais un devoir de les mettre ſous vos yeux. Je ferai précéder un morceau qui m'a été fourni par des papiers Anglois aſſez récens & qui completera mon tableau. Ce ſont les inſtructions données par la Reine Eliſabeth pour la défenſe de ſes côtes, menacées d'une redoutable invaſion.

Ecrit sur les descentes en Angleterre, tiré d'une Gazette Angloise du 31 Mai 1778.

» Tous les détails relatifs à une invasion ne pouvant être que très intéressans au moment où nous nous trouvons, peut-être ne sera-t-on pas fâché de savoir quel a été le plan proposé à la Reine Elisabeth en 1588 dans une circonstance semblable, par les Officiers qui composoient son Conseil, plan que cette grande Princesse & ses Ministres ont trouvé si sage, qu'ils n'y ont fait aucun changement. Voici une copie exacte des dispositions adoptées par le Gouvernement, comme les plus propres à faire échouer les desseins de l'Espagne. La maniere de faire la guerre est actuellement beaucoup plus perfectionnée qu'elle ne l'étoit alors ; mais la situation naturelle de nos côtes étant toujours la même, on n'en verra pas moins la sagesse du Conseil & du Gouvernement dans les dispositions qu'ils ont prises à ce sujet «.

CONSEIL DE GUERRE

Tenu le 25 Novembre 1587.

MEMBRES.

Le Lord Grey.
Le Chevalier Francis Knowles

Le Chevalier Thomas Laken.
Le Chevalier Walter Raleigh.
Le Chevalier Richard Granville.
Le Chevalier John Norris.
Le Chevalier Richard Bingham.
Le Chevalier Roger Williams.
Le ſieur Ralph Lane.

PROPOSITIONS.

Moyens que l'on regarde comme les plus propres à mettre les forces de ce Royaume en état de repouſſer une invaſion ; & déſignation des endroits où il eſt le plus probable que l'ennemi a deſſein d'effectuer une deſcente.

Milford, Helford, Falmouth, Plymouth, Torbay, Portland, Portſmouth, l'Iſle de Wight. — Ce ſont là les lieux les plus propres au débarquement pour l'armée d'Eſpagne.

Quant à l'armée de Flandres, voici les endroits qu'elle peut menacer. Neſſ en Suſſex, les Dunes, Margate dans le Comté de Kent, la Tamiſe, Harwich, Yarmouth, Hull & l'Ecoſſe.

PREMIERE PROPOSITION.

Quelles ſont celles d'entre ces places qui peuvent être miſes en état de défenſe pour s'oppoſer au débarquement ?

Milford dans la Principauté de Galles,

Plymouth pour l'Oueſt, Portland pour le milieu des parties Occidentales, l'Iſle de Wight, Portſmouth & la Tamiſe.

Milford.

Ce pays eſt ſi mauvais qu'on n'a guere lieu de ſuppoſer que l'ennemi veuille s'y établir: cependant comme le havre de Milford eſt très-bon & que cette circonſtance pourroit tenter l'ennemi, nous croyons qu'il eſt néceſſaire d'avoir en cet endroit un corps de deux mille hommes d'infanterie, ſoutenu par cinq cents chevaux.

Plymouth.

La raiſon qui fait regarder Plymouth comme une des places les plus menacées, c'eſt qu'il n'eſt pas probable que le Roi d'Eſpagne engage ſa flotte trop avant dans la Manche avant de s'être aſſuré d'un bon port.

Portland.

On regarde auſſi Portland comme un endroit expoſé à une deſcente, parce qu'il y a un grand port où les vaiſſeaux ſont à leur aiſe & une greve très-commode pour le débarquement des troupes. L'ennemi une fois maître de l'Iſle, il y trouvera une retraite aſſurée; & les environs étant un pays de plaines ils lui offrent toutes ſortes de facilités pour y marcher avec une grande armée.

DEUXIEME PROPOSITION.

Des mesures que l'on doit prendre pour combatire l'ennemi s'il parvient à effectuer son débarquement.

On doit laisser à la discrétion du Général le choix des moyens qu'il croira les plus convenables pour combattre l'ennemi. Nous nous bornerons à lui recommander de s'opposer à la descente de l'ennemi, s'il croit pouvoir le faire avec avantage, & s'ils veulent s'avancer dans le pays, de le ruiner tellement qu'ils ne puissent y trouver d'autres subsistances que celles qu'ils porteront avec eux, & qui seront par cette raison en petite quantité : il faudra qu'il les tienne dans des allarmes continuelles, mais que dans aucun cas il ne hazarde de bataille avant que les divers Lieutenans aient eu le tems de rassembler leurs troupes pour former une forte armée, à moins qu'il ne se présente quelqu'occasion si favorable qu'il ne croie pas devoir la laisser échaper.

TROISIEME PROPOSITION.

Quel nombre d'hommes on doit tenir prêt pour remplir cet objet ?

Dans le cas où l'ennemi débarqueroit à Plymouth par exemple, alors en supposant que Devon & Cornwal fournissent six mille

hommes, il eſt aiſé de concevoir que les contingens de Wiltshire, de Dorſet & de Sommerſet joints aux ſix mille hommes de l'Oueſt, feront une armée ſuffiſante, ſur-tout avec le renfort des Gentilshommes & autres Poſſeſſeurs de terre. S'il arrive que l'ennemi débarque à Portland ſoit par choix ou par l'effet des vents contraires : alors les Milices de l'Oueſt ſe rendront de ce côté là : & ſi l'invaſion ſe fait dans le Comté de Kent ou à l'Oueſt de la Tamiſe, les forces des Comtés du milieu, deſtinés à ſe porter à l'Oueſt, pourront longer les côtes pour gagner l'Eſt.

Si l'ennemi entre dans la Tamiſe, le même ordre ſera ſuivi par les Comtés circonvoiſins, ſavoir, Suffolk, Norfolk, Eſſex & la ville de Londres.

Attendu que dans le cas d'une invaſion ſoudaine, il ſeroit alors trop tard pour ſe procurer les moyens de défenſe néceſſaires, on croit qu'il eſt à propos de préparer d'avance un train d'artillerie avec toutes les munitions de guerre & de bouche & tous les uſtenſiles convenables, & le tout ſera reparti dans les places ci-deſſus, leſquelles ſeront garnies de ces troupes.

Et attendu qu'il faut ſur-tout donner une attention particuliere à la perſonne de Sa Majeſté, nous croyons qu'il eſt d'une néceſſité indiſpenſable de lever à cet effet une armée, laquelle ſera compoſée des forces

des Comtés nommés & destinés pour ce service. Cette armée sera jointe par les Milices de la ville de Londres & de toutes les autres Villes, que l'on pourra armer des Arsenaux de Sa Majesté.

Nous croyons aussi qu'il convient de donner les ordres & de faire les dispositions nécessaires pour que l'ennemi ne s'empare point des vaisseaux de Sa Majesté à Rochester (dans la Tamise).

PRÉCIS *historique des différentes descentes que l'on a tenté de faire en Angleterre ou qui y ont été exécutées depuis celle de Guillaume le Conquérant.*

Premiere, heureuse.

GUILLAUME, Duc de Normandie, quitta les côtes de cette Province avec une flotte de neuf cents voiles, & mit ses troupes à terre près de Pansey dans le Comté de Suffex le 29 Septembre 1066. On ne s'opposa point à cette descente, & quoique Guillaume n'eût en Angleterre aúcun parti qui pût le joindre, une seule bataille gagnée près d'Hasting le rendit maître du Royaume.

Seconde, heureuse.

Robert, fils aîné de *Guillaume* & son suc-

ceſſeur au Duché de Normandie, vint en Angleterre en 1101 & exécuta, ſans aucune difficulté, ſa deſcente à Portſmouth. Il avoit dans le Royaume une faction toute prête à le ſoutenir, & une partie de la Marine Angloiſe étoit dans ſes intérêts. Mais l'Archevêque *Anſelme* harangua l'armée avec une éloquence ſi perſuaſive, qu'il la fit incliner pour *Henri I*, frere de *Robert*. La paix fut concluë entre ces deux freres; & Robert, après deux mois de ſéjour à la Cour de Henri, retourna dans ſon Duché de Normandie.

Troiſieme, heureuſe.

Mathilde, fille de *Henri*, veuve de l'Empereur *Henri V*, executa une deſcente en Angleterre en 1139, avec cent quarante hommes ſeulement. Bientôt un parti nombreux & les Barons mécontens ſe joignirent à cette Princeſſe. Il s'éleva à cette occaſion une guerre civile qui remplit l'Angleterre de meurtres & de déſolation. Cette guerre dura ſept ans. Les deux Partis triompherent alternativement l'un de l'autre. Enfin, celui de Mathilde ſuccomba; & cette Princeſſe fut obligée de repaſſer en Normandie en 1146.

Quatrieme, heureuſe.

En 1216, *Louis*, fils de Philippe Auguſte, appellé en Angleterre par les Barons, y fit une deſcente avec ſix ou ſept cents vaiſſeaux.

Il

Il débarqua à Sandwich où le Roi *Jean* n'osa point le venir attaquer. Toute la province de Kent lui est bientôt soumise, à l'exception cependant du seul Château de Douvres. Il est couronné à Londres. Il réduit encore plusieurs provinces sous son obéissance, & il défait le Roi *Jean*. La mort de ce Prince éteignit le ressentiment des Anglois qui se déclarerent contre *Louis*, pour *Henri III*, fils du Roi défunt.

Cinquième, heureuse.

Louis s'absente de l'Angleterre. Pendant ce tems-là il s'y forme contre lui un puissant parti dans lequel s'enrôlent plusieurs de ses meilleurs amis. Il revient avec une flotte; mais il en trouve une que les cinq ports avoient armée pour s'opposer à son retour. Il soutint un combat, & quoiqu'il y eût perdu plusieurs vaisseaux, cela ne l'empêcha point de débarquer à Sandwich; il brule cette Ville, comme étant une des cinq qui avoient osé armer contre lui. Son armée, forte de vingt mille hommes, penetre très-avant en Angleterre. Dans leur marche, les troupes Françoises, dit Thoiras, commirent de si horribles ravages, que les Historiens assûrent que c'étoit plutôt une armée de démons qu'une armée d'hommes. Il éprouva des revers. *Philippe Auguste* voulut lui faire passer un renfort, mais la flotte des cinq ports défait celle des François. Enfin, Louis fut

assiégé dans Londres, & les Anglois le forcerent à sortir de l'Angleterre.

Sixieme, heureuse.

Isabelle, femme d'*Edouard II*, descendit à Harwich en 1326 le 28 Septembre, avec une armée levée dans le Hainault & en Allemagne. Le mécontentement qu'avoient donné les *Spensers*, lui forma un parti nombreux. Elle fit son mari prisonnier & l'obligea de résigner la Couronne à son fils le 22 Janvier 1327.

Septieme, huitieme, neuvieme, dixieme, onzieme & douzieme, heureuses.

En 1377, la treve qu'*Edouard* avoit faite avec la France étant expirée, *Charles V* qui, à la mort de ce Prince, s'étoit trouvé en état de mettre cinq armées en campagne contre les Anglois, équipa une flotte formidable pour désoler les côtes de l'Angleterre. Ses troupes y exécuterent plusieurs débarquemens successifs; elles brulerent Hastings, Portsmouth, Dartmouth, Plymouth, & defirent un corps de troupes envoyées pour les repousser. Elles eûrent du dessous à Winchester; ensuite elles se retirerent dans l'Isle de Wight, y pillerent les habitans & retournerent en France avec un butin considérable.

En 1383, l'Angleterre souffrit beaucoup, dit Thoiras, des fréquentes descentes des

François. Cette guerre avec l'Angleterre rendit la Marine de France plus considérable par les soins de son Amiral, *Jean de Vienne*, Seigneur de Rollans. Cet Amiral disoit que *les Anglois n'étoient jamais plus foibles que chez eux.*

Treizieme, heureuse.

Pendant l'enfance de Richard II les François firent une descente en Sussex, & ils enleverent prisonnier le Prieur de l'Abbaye de Lewes. L'Abbé du Monastere de Battel assembla une sorte d'arriere-ban, courut se jetter dans la ville de Winchelsea, s'y fortifia & obligea les François d'en abandonner le siege.

Quatorzieme, heureuse.

Le Duc de *Lancastre* s'étant laissé persuader de revenir en Angleterre pendant l'absence de Richard II qui étoit alors en Irlande, partit avec trois vaisseaux & quatre-vingt hommes seulement, descendit en Juillet 1399 à Ravenspur dans le Comté d'York où il fut joint par un parti très-considérable. Le Roi, de retour, n'ayant pas assez de forces pour lui résister, fut contraint de lui céder la couronne, le 30 Septembre de la même année.

Premiere, malheureuse.

En 1406, les François se présenterent

devant la côte du Pays de Galles avec une flotte de trente-huit vaiſſeaux. Une tempête violente qui les diſperſa, les empêcha d'y débarquer. Suivant Thoiras, la Cour de France avoit eu avis de quelque conſpiration formée en Angleterre par les partiſans de Richard II, qui avoit été dépoſé par le Duc de Lancaſtre ſon couſin germain, proclamé Roi ſous le nom de Henri IV; ſon projet étoit de ſoutenir le parti de Richard, en envoyant une armée Françoiſe dans le Pays de Galles.

Quinzieme, heureuſe.

Sous le regne de Henri IV, les François deſcendirent à Stoke Fleming près de Darmouth.

Deuxieme, malheureuſe.

Marguerite, femme de Henri VI, partit des côtes de France en 1462, avec quelques vaiſſeaux & 500 hommes de débarquement. Elle voulut deſcendre à l'embouchure de la Thyne; mais un corps de troupes Angloiſes la força de ſe retirer. Elle perdit la plus grande partie de ſon monde.

Seizieme, heureuſe.

L'échec que reçut *Marguerite* à l'embouchure de la Thyne, ne lui fit point abandonner ſon projet. Elle exécuta ſa deſcente à Barwick. Les Ecoſſois ſe joignirent à cette

Princesse & entrerent en Angleterre. Ils furent défaits à Hexham dans le Comté de Northumberland; & la Reine se vit obligée de fuir en Ecosse avec son mari. *Edouard IV* fit une treve avec les Ecossois. *Marguerite* se réfugia en Flandres, & *Henri*, qui étoit passé secretement en Angleterre, y fut arrêté & enfermé dans la Tour de Londres en 1463.

Dix-septième, heureuse.

Le Comte de *Warwick* passa de France en Angleterre avec une flotte & une armée, pendant l'Eté de l'année 1470. La flotte du Duc de *Bourgogne* qui croisoit à l'embouchure de la Seine à dessein d'attaquer *Warwick*, avoit été dispersée par une tempête la veille même du jour que celui-ci mit à la voile. Il prit terre à Darmouth, fut joint par un puissant parti, chassa *Edouard IV* de l'Angleterre, délivra *Henri VI*, le remit sur le trône, & *Edouard IV* fut déclaré traître & usurpateur le 26 Novembre de la même année. Dartmouth fut brûlé deux fois par les François.

Troisieme, malheureuse.

En 1471, Edouard IV partit des côtes de Flandre avec dix-huit vaisseaux & deux mille hommes de débarquement. Il tenta inutilement de descendre à Norfolk, cette côte étant trop bien gardée.

Dix-huitieme, heureuſe.

Edouard IV fit voile vers la riviere d'Humber, deſcendit à Ravenſpur, & devint maître du Royaume par le gain de la bataille donnée à Barnetfield.

Dix-neuvieme, heureuſe.

Dans la même année, *Marguerite*, femme de *Henri VI*, entreprit une ſeconde invaſion en Angleterre, ſur des vaiſſeaux & avec des troupes que la France lui avoit donnés. Elle aborda à Weymouth; mais étant inſtruite de la défaite de Warwick, elle ſe retira dans une Abbaye. Ses amis l'ayant excitée à faire une nouvelle tentative, ſes troupes furent encore défaites à Tewkeſbury.

Quatrieme, malheureuſe.

Le Comte de *Richemont* partit de Bretagne en 1484, avec quarante vaiſſeaux & ſix cents hommes de débarquement. Sa flotte fut diſperſée par une tempête, & le vaiſſeau qu'il montoit fut jetté ſur les côtes de Dorſetshire, mais il eut le bonheur de ne point périr dans ce naufrage.

Vingtieme, heureuſe.

Le même Comte revint l'année ſuivante avec une poignée de monde, & débarqua

le 6 Août à Milford Haven dans le Pays de Galles. *Richard III* avoit fait alors rentrer ſa flotte dans ſes ports. Il reçut un renfort très-conſidérable, marcha à Londres par Shrewsbury, rencontra le Roi à Boſworth-field, lui livra bataille & gagna la couronne. Il n'y avoit pas plus de ſix jours qu'il étoit débarqué.

Vingt-unieme, heureuſe.

On faiſoit paſſer *Lambert Samuel* pour un des héritiers de la Maiſon d'York, & prétendant à la Couronne ſous le nom de Comte de Warwick. Il fut envoyé en Irlande en 1486, & il y fut reçu & traité en Roi. La Ducheſſe de Bourgogne lui envoya une flotte avec deux mille hommes. Il deſcendit en 1487 à Fowdray dans le Comté de Lancaſtre. Son parti n'étoit point aſſez conſidérable en Angleterre, & il fut défait à la bataille de Stoke près de Newark, & fait priſonnier.

Cinquieme, malheureuſe.

Perkin Warbeck prétendoit être le Duc d'York, fils d'*Edouard IV*. Le Duc de Bourgogne, pluſieurs Irlandois & le Roi de France le traiterent comme tel. Il tenta en 1495 de deſcendre ſur les côtes de Kent; mais il fut contraint de ſe retirer ſans avoir pu débarquer. Il paſſa enſuite en Ecoſſe où

le Roi Jacques le reçut en 1496. Ce Prince l'accompagna jusqu'en Angleterre avec une armée; mais aucun Anglois ne s'étant dé-déclaré pour ce prétendu Duc d'York, il commit quelques dévastations dans la Province de Northumberland & se retira.

Vingt-deuxieme, heureuse.

Perkin obligé de quitter l'Ecosse, passa en Irlande. En 1497, les mécontens d'Angleterre l'inviterent à venir se mettre à leur tête. Il partit avec quatre petites barques & cent quarante hommes, descendit sur les côtes de Cornouailles au mois de Septembre, entreprit inutilement le siege d'Exeter & vit toute la Noblesse de cette Province se soulever contre lui. Il quitta son armée qui étoit alors forte d'environ sept mille hommes & alla se réfugier au Monastere de Bowley. Peu de tems après il se rendit au Roi, fut exposé aux railleries du peuple, jetté dans les fers & pendu à Tyburn en 1499.

Vingt-troisieme, vingt-quatrieme vingt-cinquieme & vingt-sixieme, heureuses.

En 1545, le 18 Juillet, l'Amiral d'*Annebaut*, qui commandoit une escadre que *François I.* avoit destinée à bloquer Boulogne, arriva devant Portsmouth, défia au combat l'escadre Angloise qui étoit de soi-

xante vaiſſeaux, débarqua en trois différens endroits dans l'Iſle de Wight, ſans que les Anglois oſaſſent l'en empêcher. Il y brula & fit piller pluſieurs villages. Le Conſeil de d'Annebaut ayant décidé qu'il n'étoit pas poſſible de s'établir dans l'Iſle, il ſe porta ſur la côte de Suſſex pour attirer de ce côté là les forces des Anglois, en quoi il ne put réuſſir, les Anglois, dit Thoiras, reſtant toujours cachés derriere les ſables dans le canal de Portſmouth. Enfin, après avoir executé trois nouveaux débarquemens ſur la côte de Suſſex, il revint mouiller à l'Iſle de Wight & retourna en France ſans autre diminution dans ſes forces que celle que la maladie pouvoit y avoir faite.

Vingt-ſeptieme, heureuſe.

Sous Henri VIII les François brulerent le port de Martijon dans la baye de Cornouailles. Il y a dans Martijon un rocher très-haut qui ſert de marque de mer.

Sixieme, malheureuſe.

Philippe II, Roi d'Eſpagne; arma en 1588 une flotte formidable compoſée de cent trente quatre voiles; montée de deux mille ſix cents trente gros canons & vingt mille hommes de débarquement, auxquels le Duc de Parme devoit en joindre cinquante mille. Il avoit formé le projet de conqué-

rir l'Angleterre. La flotte principale de la Reine Elisabeth étoit à Plymouth, & une autre croisoit sur les côtes de Flandre pour s'opposer au Duc de *Parme*. Les forces de terre de cette Princesse consistoient en vingt mille hommes qui gardoient les côtes, vingt-trois mille qui campoient à Tilbury, & trente-six mille qui gardoient la personne de la Reine. Après avoir beaucoup souffert de la tempête, la flotte Espagnole approcha de la côte d'Angleterre, & l'Amiral Howard la combattit pendant trois jours avec avantage. Elle se retira vers Calais. Howard & Seymour la suivirent avec quatorze vaisseaux, l'attaquerent avec leurs brulots d'invention nouvelle, & la mirent en fuite. L'escadre Espagnole essuya encore plusieurs tempêtes, & il n'en rentra qu'environ un tiers dans les ports d'Espagne.

Vingt-huitieme & vingt-neuvieme, heureuses.

Deux descentes heureuses des Espagnols en Cornouailles dans l'année 1595. Ils surprirent la baye de *Mounts* qui est à la pointe de l'Angleterre. Ils brulerent aussi *Penzance* & plusieurs villages & fermes des environs.

A peu près dans le même tems ils firent une descente à *Penwyn* à l'entrée du havre de *Pendennys*. Mais celle-ci n'eut point de suites.

Trentieme, heureuse.

Charles II partit des côtes de Flandre avec une petite flotte le 12 Juin 1650, passa sans être vu entre les vaisseaux postés pour l'observer, & descendit le 23 du même mois au Nord de l'Ecosse.

Ce Royaume se déclara unanimement pour lui, & lui fournit une armée d'environ deux mille hommes. *Cromwel* revint d'Irlande, fut fait Général des troupes du Parlement & marcha en Ecosse à leur tête. Il força les Ecossois dans leur camp à Dumbar le 3 Septembre, & se rendit maître d'une grande partie de l'Ecosse. Charles résolut de tenter fortune en Angleterre, décampa de Sterling le 31 Juin 1651, & entra dans ce Royaume le 6 Août de la même année. Il y fut suivi de près par *Cromwel*, qui ayant une armée supérieure, remporta sur lui une victoire complette. *Charles* prit la fuite, & après avoir échappé à mille dangers, il s'embarqua à Shoreham le 15 Octobre & arriva le même jour sur la côte de Normandie.

Trente-unieme, heureuse.

Le Duc de *Montmouth* sortit du Texel le 4 Mai 1685 avec un vaisseau de guerre de trente-deux canons, deux barques & quatre-vingt deux hommes. Il passa sans être apperçu au milieu de tous les vaisseaux qui

croifoient pour l'arrêter, & defcendit le 11 Juin à Lime dans le Comté de Dorfet. Il y fut joint par quelque populace. A fon arrivée à Taunton, ayant appris que fon ami le Comte d'Argyle venoit d'être défait en Ecoffe & que l'armée du Roi marchoit à lui, il l'attaqua le 6 Juillet à Sedgmore; il fut défait & pris, & le 15 du même mois il eut la tête tranchée.

Trente-deuxieme, heureuse.

Le Prince d'Orange appareilla de la Brille le 15 Octobre 1688 avec cinquante vaiffeaux de guerre, vingt cinq frégates, vingt-cinq brulots, environ quatre cents vaiffeaux de tranfports & d'autres bâtimens qui portoient quatre mille hommes de Cavalerie & dix mille Fantaffins. Une tempête repouffa & difperfa cette flotte. Elle fe raffembla à Helvoetfluis & remit en mer le premier Novembre. On fut longtems à fe décider fi l'on feroit voile vers le Nord ou l'Oueft; & l'on choifit enfin cette derniere route. Mais le vent ayant changé, on fut contraint de prendre l'autre. Le Prince d'Orange avec toute fa flotte paffa tout près des Dunes où étoit l'armée navale des Anglois que commandoit le Lord Dartmouth, & qui étoit de foixante un vaiffeaux. Comme le jour étoit fort obfcur. cette flotte qui étoit fur une ligne & occupoit environ fept lieues, em-

ploya ſix heures à ſon paſſage ſans être apperçue de celle du Roi. Le Prince qui avoit deſſein de débarquer à Dartmouth ou à Torbay fut porté au-deſſous de ces deux endroits, mais le vent tournant tout à coup le ramena ſur Torbay & empêcha en même tems la flotte Angloiſe de l'attaquer. Il débarqua le 4 Novembre ſans être inquiété dans ſa deſcente. Bientôt un parti nombreux de l'armée même de Jacques II vint le joindre, & ſans courir ſeulement les hazards d'une bataille, il devint maître du Royaume.

Septieme, malheureuſe.

Jacques II, ſortit de Breſt avec un ſecours de troupes Françoiſes, quatorze vaiſſeaux de guerre, ſix frégates & trois brulots. Il deſcendit à Kingſale en Irlande le 12 Mars 1689 : il y fut joint par ſes amis & par un renfort conſidérable de troupes Françoiſes. Il perdit beaucoup de tems aux ſieges de Londonderry & d'Iniskilling. On envoya contre lui une armée très-inférieure à la ſienne, aux ordres du Duc de Schomberg qui devoit ſeulement l'obſerver pendant cette année. L'année ſuivante, Guillaume III alla lui-même en Irlande à la tête d'une ſeconde armée, marcha au camp de Liſburn qu'occupoit le Duc de Schomberg, & le premier Juillet défit entierement les troupes de *Jacques II* à la bataille de Boyne. Jacques

se refugia à Dublin, & peu de jours après passa en France.

Huitieme, malheureuse.

Jacques II se rendit à la Hogue où il étoit attendu par une armée d'environ vingt mille hommes, trois cents bâtimens de transport & une forte escadre prête à faire voile pour exécuter une descente en Angleterre. Les vents contraires retinrent cette flotte pendant près d'un mois, & elle fut attaquée & détruite en partie par l'Amiral *Russel* qui commandoit les escadres combinées de la Hollande & de l'Angleterre.

Neuvieme, malheureuse.

Le Prétendant sortit du port de Dunkerque & fit voile vers l'Ecosse le 17 Mars 1708 avec vingt-six vaisseaux François & six mille hommes de débarquement. Il fut poursuivi par l'Armiral George Byng qui l'attendoit sur les côtes de Flandre avec quarante vaisseaux de guerre. Comme il prit un plus long circuit, cet Amiral gagna le premier le détroit d'Edimbourg. Les vaisseaux François arrivés à la vue de ce détroit, apperçurent la flotte Angloise & s'en éloignerent. L'Amiral Byng en atteignit quelques-uns & prit le *Salisbury*. Le reste de l'Escadre Françoise fit voile pour Inverness, mais n'ayant pu

y arriver à cauſe des vents contraires, elle rentra à Dunkerque.

Dixieme, malheureuſe.

Pendant l'Automne de 1715, le Comte de *Mar* alla en Ecoſſe pour y exciter une rébellion. Le Prétendant y fut proclamé Roi ainſi que dans pluſieurs endroits au Nord de l'Angleterre. Les Ecoſſois commandés par le Comte de *Mar* furent battus par le Duc d'*Argyle* à Dublin le 3 Novembre; & le 14, les Anglois Rebelles du Nord ſe rendirent au Général *Carpenter* à Preſton. Le Prétendant paſſa ſecretement en Ecoſſe ſur un petit bâtiment, accompagné ſeulement de ſix Gentilshommes, deſcendit à Peterhead le 22 Décembre; & le 9 Janvier 1716 il entra dans Perth. Mais ſur la nouvelle de l'approche de l'armée commandée par le Duc d'*Argyle*, il quitta cette Ville & s'embarqua ſur un vaiſſeau François qui le ramena en France au commencement de Février.

Onzieme, malheureuſe.

Le fils aîné du Prétendant partit le 14 Juillet 1745 des côtes de Bretagne ſur un vaiſſeau de dix-huit canons, & fut joint enſuite par un vaiſſeau de guerre de ſoixante-ſix. Il fut rencontré & attaqué par le Capitaine *Brett*. Le Prétendant gagna

l'Ecoſſe. Son parti s'étant accru peu-à-peu, il entra dans Perth le 14 Septembre & dans Edimbourg le 17. Le 21, il défit M. *Cope* à Preſtonpans, aſſiégea le Château d'Edimbourg le premier Octobre, & en leva le ſiege le 5 du même mois, dont il perdit tout le reſte. Il ſe mit en marche pour l'Angleterre, paſſa la Twede le 6 Novembre, prit Carliſle & pénétra juſqu'à Derby, où il arriva le 4 Décembre; mais peu d'Anglois l'ayant joint, & l'armée qui marchoit à lui ſous les ordres du Duc de *Cumberland* & du Général *Wade* étant fort ſupérieure à la ſienne, il quitta Derby le 6 & ſe retira vers l'Ecoſſe. Il fut joint dans ſa retraite par un grand nombre d'Ecoſſois, prit Sterling le 8 Janvier 1746, en aſſiégea le Château & gagna le 17 la bataille de Falkirk. Le Duc de Cumberland partit de Londres le 25 Janvier, arriva le 30 au Camp de l'armée Angloiſe qui étoit alors en Ecoſſe, marcha dès le lendemain à l'ennemi, dont l'armée étoit en déroute, & entra dans Sterling le 2 Février. Les Ecoſſois regagnerent leurs montagnes. Le Prétendant fit inutilement le ſiege du Fort Guillaume & fut défait le 16 Avril à la bataille de Culloden.

Douzieme, malheureuſe.

Le grand armement de la France & la défaite de l'eſcadre Françoiſe par l'Amiral Hawke

Hawke le 20 Novembre 1759, eſt la douzieme & derniere des entrepriſes de cette nature, qui ont eu un mauvais ſuccès.

D'après ce précis hiſtorique, il y a eu dans la Grande-Bretagne quarante-quatre tentatives de deſcente & de conquête, dont trente-deux ont réuſſi & douze ſeulement ont manqué de ſuccès. Encore dans ces douze compte-t-on les foibles efforts que fit à pluſieurs repriſes le Prétendant pour ſe remettre en poſſeſſion du trône.

NOTICES ſur les petits Ports de toute la partie des côtes d'Angleterre qui fait face *aux côtes de France.*

Dans le Comté de Cornwall.

Mounts-Bay. — Abri très-ſûr contre les vents du Sud & du Sud-Eſt.

Helſton. — Sur la riviere Cober. — Un peu au-deſſous de la Ville il y a un petit port aſſez bon.

Falmouth. — Port très-commode où les plus gros vaiſſeaux peuvent mouiller. Il y a des abris excellens dans les criques qui s'y jettent, & où toute la Marine d'Angleterre auroit un ſûr mouillage par tous les vents. C'eſt la meilleure rade d'Angleterre après *Milford haven* dans le Pays de Galles.

Fowey. — Port très-commode qui avoit autrefois une Marine Corſaire.

Dans le Comté de Devon.

King's bridge. — Port pour de petits bâtimens.

Dartmouth. — Il peut mouiller juſqu'à cinq cents bâtimens dans ce port. Il eſt défendu par trois Châteaux, ſans compter les fortins, &c. & ſon entrée peut ſe fermer avec une chaîne.

Torbay. — Baye dans laquelle les eſcadres Angloiſes mouilloient pendant la guerre de Guillaume III avec la France. Ce Prince y avoit pris terre en 1688. — Un vent du Sud ou du Sud-Eſt en chaſſe quelquefois les vaiſſeaux & les pouſſe en pleine mer, ou bien les force à ſe réfugier dans Dartmouth. On y eſt à l'abri des vents d'Oueſt & Sud-Oueſt.

Exmouth. — Petit port barré, mais excellent pour une deſcente : on arriveroit en deux heures à Exeter, ville grande & riche.

Sidmouth. — Anciennement port très-fréquenté, mais barré au-jourd'hui : aucun bâtiment un peu gros, & tirant beaucoup d'eau, ne peut y entrer.

Dans le Comté de Dorſet.

Lime. — Port excellent dans le lieu appellé *Cobb*, à un quart de mille de la ville.

Les vaiſſeaux y ſont abrités par un gros mur qui ſe prolonge très-avant dans la mer, & ſur lequel on a elevé des Douanes, &c. La côte y eſt très-commode pour établir des batteries : il y en a quelques-unes.

Brtdport. — Petit port autrefois très-bon, mais où l'on ne peut plus raſſembler qu'une quarantaine de petits bâtimens : il eſt ſur la riviere Bur.

Weymouth. — Marguerite, femme de Henri VI, aſſiſtée de la France, débarqua dans ce port en 1471.

Wareham. — La Mer s'en eſt retirée.

Pool. — Port Marchand ordinaire.

Dans le Comté de Hampshire.

Iſle de Wight, Portſmouth, &c.

Dans le Comté de Suſſex.

Chicheſter. — Port qui n'eſt pas aſſez creux & qui eſt formé par la riviere Lavant, ſujette pendant l'Eté à de grands débordemens, quoiqu'elle ſoit très-baſſe l'Hyver.

Arundel. — Autrefois aſſez bon port où il entroit des vaiſſeaux de cent tonneaux. Il s'eſt barré depuis. Il a été paſſé un acte du Parlement en 1733 pour le réparer.

Shoreham. — Sur la riviere Adur. Le port reçoit des vaiſſeaux aſſez gros, & il eſt bon.

Brighthelmſton. — Petite baye & port avec un bon mouillage.

New - Haven. — Assez bon port, mais petit & qui ne recevroit pas des vaisseaux au-dessus de cinquante à soixante tonneaux, étant plein de sable. Un acte passé en 1731 a ordonné d'y remédier.

Hastings. — Port peu sûr contre les coups de mer, & où cependant on a dépensé des sommes immenses.

Winchelsea. - Anciennement c'étoit un assez bon port que la mer a abandonné.

Rye. — Autrefois excellent port; mais barré aujourd'hui: à peine les barques peuvent elles y entrer.

Folkstone. — Port pour des Pêcheurs, mais autrefois assez bon. La mer y a fait des progrès sur les terres. Depuis ce port jusqu'à Douvres, la côte est garnie de rochers de craye, sous l'eau, & que l'on croit s'être un peu enfoncés depuis environ un siecle.

Douvres. — Petit port où il ne peut entrer que des petits vaisseaux en haute mer.

Walmer. — C'est entre ce petit port & Deal qu'on prétend que César a exécuté son débarquement.

Sandwich. — Autrefois très-bon port au fond de la baye de ce nom. Les sables y ont formé une barre qui en rend l'entrée impossible aux gros bâtimens. Son canal est coupé aussi par les restes d'un gros vaisseau du Pape Paul IV qui y fut coulé bas. — Louis, fils de Philippe Auguste, y exécuta

deux defcentes avec des flottes de fix ou fept cents voiles.

Margate. — Les gros vaiffeaux n'y entrent point ; mais c'eft un lieu qui pourroit être très-propre à un débarquement. Il eft fur la partie Septentrionale de l'Ifle Thanet.

N. B. En général tous les ports de cette partie de côte qui aujourd'hui font barrés, font très-propres pour y tenter une defcente avec des bateaux fous l'efcorte des frégates qui approcheroient beaucoup plus de la barre que ne pourroient le faire de gros vaiffeaux. On peut remarquer que le nombre de ces ports barrés eft confidérable. Ce font autant d'endroits d'où ne peuvent approcher les gros vaiffeaux Anglois qui pourroient les défendre, & ils font acceffibles à des barques chargées de troupes de débarquement.

J'AJOUTERAI à ce tableau quelques anecdotes qui ne vous laifferont aucun doute fur la poffibilité de mettre à exécution un projet fi grand & fi utile pour rendre promptement la paix à l'Europe.

Tout le monde fait que dans le commencement de la guerre de 1756, le Miniftere Britannique propofa à un Confeil d'Amiraux la queftion de favoir : fi une defcente en Angleterre étoit praticable ? Les Amiraux déclarerent alors expreffément *que jamais ils*

ne répondroient d'empêcher une descente sur les côtes d'Angleterre même quand ils auroient deux fois plus de forces navales à opposer à l'ennemi. Ce fait est averé. La même consultation & la même réponse ont été renouvellées en 1770. Le Duc d'Argyle (ayeul du Duc actuel) le Chevalier Wager & le Chevallier Norris, tous Officiers célebres chez les Anglois, ont repeté nombre de fois en plein Parlement, *qu'il peut se rencontrer fréquemment à la mer des positions & des conjonctures qui donnent à une armée ennemie tous les moyens imaginables de débarquer en Angleterre, sans que les vaisseaux Anglois, fussent ils tous rassemblés, pussent garantir les côtes & empêcher la descente.*

Ces avantages d'un ennemi, & particulierement des François, pour l'exécution d'une pareille entreprise, consistent dans les vents, dans les calmes, dans les marées, dens les brumes & dans l'obscurité des nuits.

Les vents d'Ouest, de Sud & de Sud-Ouest poussent sur l'Angleterre toutes les voiles de France, & ils empêchent toutes celles d'Angleterre de sortir des ports : c'est ce qui se vérifie tous les jours. C'est ce que savent les enfans mêmes des Mariniers. En vingt occasions, ces mêmes vents ont arrêté des expéditions de la plus grande importance. Des flottes ennemies se fussent présentées,

qu'il eût été impoſſible aux vaiſſeaux Anglois de ſortir.

Les quatre vaiſſeaux de ligne partis pour Corke en Novembre 1770, & qui devoient prendre des troupes en Irlande, furent retenus par le vent du Sud pendant plus de quinze jours à Portſmouth, & enſuite à ſes deux rades de Spithead & de Sainte Helene. Enfin ils furent repouſſés ſur Spithead en ſi mauvais état, qu'il fallut les remettre ſur le chantier.

Un calme parfait qui ſurviendroit au milieu ou à la fin de la traverſée d'une armée ennemie, mettroit également en défaut tout l'art des Commandans Anglois & tout le zele de leurs équipages. De gros vaiſſeaux feront-ils uſage des rames pour atteindre des bateaux ? & que feroient les chaloupes des vaiſſeaux de guerre contre une flotte de bateaux de tranſport, dont le nombre leur ſeroit infiniment ſupérieur ?

Les momens de la marée, s'ils ſont heureuſement choiſis, procurent encore une grande facilité aux aſſaillans & les favoriſent contre les forces défenſives de la côte.

Enfin il y a vingt exemples de flottes conſidérables qui, à la faveur de la nuit ou d'une brume épaiſſe ont paſſé au milieu d'eſcadres ennemies ſans être apperçues. Vous avez dû diſtinguer dans le nombre celui du Prince d'Orange, dont la flotte paſſa le détroit de Calais & mit ſix heures à ce paſ-

ſage, ſans que l'armée navale du Roi Jacques II qui étoit aux Dunes, en eût connoiſſance. Quand le Comte de Darmouth, qui commandoit celle de Jacques, en fut inſtruit, il ſuivit le Prince; mais le vent du Sud l'empêcha de troubler ſa deſcente, qu'il effectua très-heureuſement à Torbay & qui lui a donné la Couronne d'Angleterre. Dans ce ſiecle-ci, l'Amiral Anſon, de retour de ſon grand voyage, apprit à ſon arrivée en Angleterre qu'il avoit paſſé au milieu de l'eſcadre Françoiſe qui croiſoit devant Breſt.

Il n'en eſt pas de l'Angleterre comme de la France où l'on ne peut percer qu'en forçant une triple barriere de places, qui ſont des chefs-d'œuvres de l'art. Les Anglois mettent leur principale confiance dans leurs citadelles flottantes; mais quand cette eſpece de fortification n'eſt plus que défenſive, ce ſont des murailles qu'un ſoufle fait diſparoître; & le pays eſt ouvert.

Quels ſecours puiſſans, quelles ſommes d'argent la Reine Eliſabeth n'envoyoit-elle pas aux Hollandois & au Roi de France pour empêcher, c'eſt ainſi qu'elle s'exprime, *ſon ennemi le Roi d'Eſpagne de devenir maître des côtes de la Hollande, de la Flandre & de la France, d'où il lui auroit été ſi facile d'envahir ſes Etats.* Son Garde du Sceau privé alla même juſqu'à dire dans ſa harangue du 9 Avril 1593, que *depuis que le Roi d'Eſpagne s'étoit mis en poſſeſſion des côtes de la*

Bretagne, & qu'il avoit fait construire de petits bateaux tels que ceux dont se servoient les Anglois, les Flamands & les François, il voyoit l'Angleterre plus exposée que jamais au danger d'une invasion.

Il est de fait qu'on ne pourroit pas compter les exemples des terreurs paniques que les menaces de descentes ont causées aux Anglois dans toutes leurs guerres.

En voici un bien frappant.

Dans l'année 1761, quoique nous ne fissions aucuns préparatifs de ce genre, quoique l'affreuse défaite du 20 Novembre 1759 eût fait avorter tous nos projets offensifs sur l'Angleterre, l'impression de la frayeur qu'ils lui avoient donnée y étoit encore si forte, que l'Amiral Boscawen lui-même qui se trouvoit à Douvres jetta l'allarme dans Londres & à la Cour & que tout le monde y fut en rumeur, au grand préjudice des fonds publics, sur la seule apparition d'une flotte de cinquante voiles qui se trouvoit être partie des Marchands Hollandois, partie des Charbonniers Anglois du Nord. C'est un fait récent que toute l'Angleterre peut attester. En voici un de l'année derniere 1778. Les Comtés Septentrionaux de l'Angleterre, sur la seule nouvelle des camps que la France alloit former, prirent les armes, & tous les grands propriétaires y accoururent pour défendre le pays.

Pour que les Anglois voulussent ou qu'ils

pûssent se défendre, il faudroit qu'on vît regner parmi eux une harmonie d'intérêts & de sentimens que ne produira jamais cette bigarrure d'opinions qui constitue leur essence nationale & qui fait la base de leurs plus chers privileges. Les causes morales se joignent contre eux aux causes physiques; & voilà pourquoi des invasions ou tentatives sérieuses de descentes sur les côtes d'Angleterre, au nombre de près de trente-deux se sont effectuées avec succès. Encore n'en compte-t-on pas une infinité qui ont été faites à la dérobée tant en Angleterre qu'en Irlande (*a*), par un ou deux vaisseaux & un petit nombre d'hommes. L'Anglois est de tous les peuples celui qui se laisse le plutôt abbattre par la mauvaise fortune, comme il est celui qui s'abandonne le plus à l'yvresse des succès. Il n'y en a point sur qui agissent plus fortement les effets de la consternation & de la terreur panique, ni qui se laisse entraîner plus facilement dans les factions & dans les soulevemens.

En 1745 : la nation n'étant pas à beaucoup près aussi divisée & aussi mécontente qu'actuellement, ni plus dépourvue de troupes, six ou sept mille Montagnards, malgré l'antipatie naturelle de la nation pour

(*a*) Par exemple celle de Thurot à Carrikfergus: celle du Capitaine Paul *Jones* l'année derniere à Whitehaven, &c.

eux, malgré leur deſſein bien connu de placer ſur le trône un Prince élevé dans des principes de Religion & de politique également abhorrés, pénétrerent, quoique mal armés & n'ayant point d'artillerie, juſques dans le cœur du Royaume, même après que la nation eût eû le tems de revenir de ſa premiere frayeur, car le Prétendant étoit débarqué depuis pluſieurs mois.

Comme je l'ai déja remarqué, il eſt aiſé de diſtinguer les deſcentes qui ont été tentées ſérieuſement : & toutes celles-là au nombre de trente-deux, ont eu les ſuccès déſirés. La mer & les côtes ſont les mêmes: les eſprits ſont les mêmes : s'il y a plus de vaiſſeaux qu'autre fois, les vents peuvent les rendre nuls, comme s'ils n'y en avoit point. Il ſeroit donc vrai de dire que cette marine Britannique ſi puiſſante, & juſqu'au regne de Louis XVI, ſi inévitable par tout, c'eſt en Angleterre ſeulement qu'on peut eſperer de ne la point trouver : d'où je conclus, appuyé du ſuffrage des Amiraux Anglois donnné en 1756 & réiteré en 1770, qu'une deſcente en Angleterre n'eſt point impraticable.

Le Roi d'Angleterre annonce lui-même à toute la terre, par les ordres qu'il vient de donner, qu'il eſt très-perſuadé qu'un pareil deſſein peut s'exécuter. Voici une traduction littérale de cet ordre.

DE PAR LE ROI.

Proclamation.

GEORGE, ROI.

D'AUTANT que nous avons reçu avis; (*par des factieux dans le Parlement*) que nos ennemis se préparent à envahir ce Royaume, à nous appartenant, (*& à nous transmis par un esprit de liberté dont nous avons juré la déstruction*,) la sureté & la défense, duquel exigent les plus grands soins de notre part, ce en quoi, Dieu aidant, nous sommes résolu à ne rien négliger, (*si ce n'est les voyes de conciliation*) & afin que dans le cas où ils débarqueroient, ils ne puissent point accroître leurs forces, en se saisissant des chevaux, des bœufs & des bestiaux de nos sujets, lesquels pourroient servir à porter ou à traîner, (*lesdits ennemis*) & pour qu'ils ne puissent point aisément trouver des provisions (*dans un pays qui en regorge.*) Nous avons en conséquence jugé à propos & par cette présente, notre proclamation Royale, de l'avis de notre Conseil Privé, ordonnons & commandons expréssément au Gardien des cinq ports, (*notre cher Milord North*) ses Lieutenans, son représentant, & à tous & chacun les Lieutenants & Vice-Lieutenants de nos Comtés, & à tous Sheriffs, Juges de paix, Maires, Baillis & tous & chacun les autres Officiers &

Ordonnateurs civils & Militaires, reſpectivement, dans leurs Comtés, Villes, Bourgs & diviſions, d'ordonner que bonne & ſûre garde ſoit faite ſur les côtes, & à la premiere approche de l'ennemi, de faire auſſi-tôt enmener tous les chevaux, bœufs & beſtiaux qui peuvent ſervir à porter ou à traîner, & non actuellement employés à notre ſervice ou à la défenſe du pays, & auſſi, autant que cela ſera praticable, tous autres beſtiaux & ptoviſions, & les faire conduire ou tranſporter en quelque lieu de ſûreté; (*s'ils en connoiſſent*) ou à une telle diſtance du lieu où l'ennemi aura tenté ou paroîtra avoir intention de débarquer, pour que leſdits beſtiaux & proviſions ne tombent point au pouvoir ou entre les mains d'aucuns de nos ennemis (*& que les ſoldats François ne puiſſent point avoir leur café à la* (a) *crême*,) quoique cependant à cet égard ce ſoit notre volonté & notre plaiſir que les propriétaires reſpectifs ne ſouffrent de dommages, de pertes ou d'inconvénients, que ce qui ſera indiſpenſable pour l'intérêt de la ſûreté publique, & par la préſente nous ordonnons & enjoi-

---

(*a*) Ce trait rappelle un fait connu de toute l'armée Françoiſe qui a fait la derniere guerre en Allemagne. Les troupes du Roi ayant pris la ville de Meppen en Weſtphalie ſur les Hanovriens, la premiere choſe que demanderent les Soldats François en entrant dans la ville l'épée à la main, ce fut où ils pourroient avoir du café à la crême.

gnons expressément à tous nos sujets d'aider & assister pour l'exécution de ce présent notre commandement royal.

Donné à notre Cour de Saint James le neuvieme jour de Juillet 1779, dans la dix-neuvieme année de notre regne, (*en Europe*). *Dieu sauve le Roi.*

Les plaisanteries appliquées sur le tissu de cette proclamation, ne sont point, Monsieur, dénuées de fondement. Où le Roi d'Angleterre entend-il que ses sujets pourront sauver leurs bœufs, leurs chevaux, leurs provisions, &c. pour que l'ennemi ne puisse point en profiter ou s'en servir? Un pareil ordre seroit excellent en Flandre, en France, en Allemagne, tous pays où on ne fait point un pas sans trouver une forteresse. Mais dans tout l'intérieur de l'Angleterre il n'y en a pas une. Pour obéir à ses ordres, il faudra que ses sujets descendent leurs bestiaux dans leurs mines ou dans leurs puits. Il parle aussi de distances purement idéales, car il y a une infinité d'endroits ou on peut exécuter une descente, & d'où les bestiaux ne pouroient pas être chassés à six ou sept lieues sans se précipiter dans la mer, comme certains troupeaux de porcs endiablés dans le lac de Tibériade. Cet ordre là seroit raisonnable pour le grand Empire d'Amérique,

où on peut s'enfoncer à la diſtance de plusieurs centaines de lieues ; mais helas, nous ne l'avons plus !

Je me permets une derniere réflexion, Monſieur, ſur le grand projet dont la France paroit s'occuper : c'eſt que ſi elle y échoue, après l'avoir tenté ſérieuſement, ce ſera ſans doute un affreux malheur; mais la France ne ceſſera pas d'être pour cela une grande & redoutable nation : elle ne ceſſera pas d'avoir des amis & des reſſources; au lieu que ſi elle réuſſit, même ne fût-ce qu'en partie, l'Angleterre eſt perdue & entierement à la merci des vainqueurs, qui heureuſement pour elle ſont auſſi éclairés & auſſi généreux, qu'ils ſe montrent ardens à la pourſuite de leurs juſtes droits.

Obſervations tirées de la Gazette de Madrid ſur le Meſſage du Roi d'Angleterre & ſur l'expoſé ſommaire fait en Parlement des griefs de l'Eſpagne.

Je ne doute point, Monſieur, que vous ne connoiſſiez déja les obſervations faites par le Miniſtere de Madrid, ſur l'artifice avec lequel les Miniſtres Anglois ont tenté d'affoiblir dans l'idée de leur nation & du reſte de l'Europe, l'impreſſion des juſtes griefs de l'Eſpagne. Cette Cour juſtifie, de la maniere la plus flatteuſe pour moi, le zele dont vous m'avez vu embraſé lorſqu'il s'eſt agi de

défendre la déclaration du Roi Catholique contre les atteintes qu'on s'efforçoit de lui porter. Je revendique pour votre Recueil un morceau en lui-même si intéressant, & qui d'ailleurs vous est si prétieux, par le crédit qu'il doit lui faire acquérir. Quoiqu'il ait pû déja paroître dans d'autres écrits publics, on sera bien aise de le lire encore une fois pour profiter de l'avantage attaché, en pareille matiere, à une traduction parfaitement littérale, & présentée sous la forme que le Ministere de Madrid a crû devoir lui donner, pour que le remede atteigne de plus près le poison dont il veut faire avorter l'effet.

Supplément de la Gazette de Madrid du 2 Juillet 1779.

Le 16 Juin, le Lord Weymouth informa la Chambre des Lords qu'il avoit reçu ordre du Roi de la prévenir, que le lendemain Sa Majesté enverroit un message relativement au départ de l'Ambassadeur d'Espagne, & en conséquence les Pairs furent requis d'y assister.

Le

Le Lord North déclara la même chose à la Chambre des Communes. En conséquence le 17 ledit Lord Weymouth se rendit à la Chambre des Pairs par l'ordre de Sa Majesté; & il y remit une copie de la déclaration de l'Ambassadeur d'Espagne (1) qui contient en substance : *qu'après huit mois de négociation infructueuse* (2) *pour arranger les différends entre la France & l'Angleterre : qu'après que les Anglois ont menacé ou attaqué les domaines Espagnols d'Amérique : qu'après que le pavillon Espagnol a été insulté* a) EN CENT OCCASIONS, *& que l'Angleterre n'ayant pas rempli l'article 16 du dernier Traité de Paris, l'Espagne se voit*

(1) Il est essentiel de remarquer combien cet extrait est tronqué & qu'elles peines on a prises pour y atténuer les justes plaintes de l'Espagne. Que l'on compare cet extrait avec la Déclaration publiée dans la cédule insérée dans notre Gazette (de Madrid) du 25 Juin dernier.

[Pour les Lecteurs François, on ne peut renvoyer qu'à la traduction faite à Madrid, qui jusqu'ici ne se trouve encore que dans le N° LXXIII des *Affaires de l'Angleterre.*]

(2) Non seulement la négociation a été infructueuse, mais elle a été rompue par la derniere réponse du Ministere Anglois contenant des expressions & des termes qui ne conviennent nullement à la

(a) La Cour de Madrid met cette expression au nombre de celles par lesquelles elle se plaint que le Ministere Anglois a cherché à tronquer & à atténuer ses justes griefs.

enfin obligée (3) *d'uſer de tous les moyens que la Providence lui a confiés pour ſe procurer la juſtice qu'Elle a ſollicitée en vain juſqu'à préſent.* Le Meſſage du Roi, que le Vicomte de Weymouth remit, étoit conçu en ces termes.

George, Roi.

» L'Ambaſſadeur d'Eſpagne ayant remis un papier au Lord Weymouth & lui ayant ſignifié qu'il avoit reçu ordre de ſa Cour de quitter auſſi-tôt l'Angleterre : Sa Majeſté a cru néceſſaire d'ordonner qu'une copie de ce papier fût miſe ſous les yeux de ſon Parlement, comme étant un objet de la plus haute importance pour ſa couronne & pour ſon peuple. Sa Majeſté lui fait ſavoir en même tems qu'en conſéquence de cette dé-

haute dignité du Médiateur, ainſi que la ſuſdite déclaration le donne clairement à entendre. Il n'eſt pas croyable qu'on déſire de conſerver l'amitié d'un Souverain qu'on provoque & qu'on traite mal. De plus, la derniere réponſe a été tout auſſi peu conforme, & même tout auſſi oppoſée à une réponſe antérieure du Miniſtere Anglois, qu'à la conduite que ce Miniſtere avoit tenue jusqu'au moment où cette négociation fut entamée, ainſi qu'il eſt énoncé dans la déclaration de l'Eſpagne. Nous eſpérons que le public verra ces réponſes & qu'il pourra juger impartialement la queſtion.

(3) Le Rédacteur de l'extrait a grand ſoin d'omettre cette circonſtance, ſavoir, que l'Eſpagne avant ces démarches, avoit, dès le commencement, ſignifié au Miniſtere Anglois la néceſſité où elle ſeroit de prendre un parti pour prévenir & réparer les inſultes, ſi la négociation ne ſe continuoit pas & ne ſe ſuivoit pas avec ſincérité & efficacité.

claration hoſtile, Elle s'eſt vue obligée de rappeller de Madrid ſon Ambaſſadeur. Sa Majeſté en même tems déclare de la maniere la plus ſolemnelle, que ſon déſir de maintenir & de cultiver la paix & une correſpondance amicale avec la Cour d'Eſpagne a été uniforme & ſincere, que ſa conduite envers cette Puiſſance n'a eu d'autre principes & motifs que ceux de la bonne-foi, de l'honneur & de la juſtice (4). Sa Majeſté voit aujourd'hui avec d'autant plus de ſurpriſe les prétextes (5) qui ſervent de fondement à cette déclararion, que pluſieurs des griefs qui y ſont énumérés, ne ſont jamais venus à ſa connoiſſance (6), ni par aucunes repréſentations de la part de Sa Majeſté Catholique,

(4) Toutes ces proteſtations avoient ſans doute leur exiſtence dans l'intention de Sa Majeſté Britannique; mais les effets n'y ont point répondu, non plus qu'à celles du Miniſtere Anglois: au contraire, les inſultes n'ont fait que s'accumuler ſans aucune réparation.

(5) C'eſt à tort que le Rédacteur de ce meſſage met le mot *prétexte* dans la bouche d'un ſi grand Roi. On ne peut nier que dès le commencement de la négociation l'Eſpagne n'ait exigé qu'on travaillât à accommoder avec elle ſes démêlés particuliers en même tems qu'on arrangeroit ceux de la France. Le Miniſtere Britannique y acquieſça, bien informé des plaintes portées ſur des offenſes réelles faites au pavillon Eſpagnol, ainſi que ſur des uſurpations & violations de territoire. Eſt-ce que l'on ſeroit convenu de faire un traité ou un accord ſur des prétextes futurs?

(6) Ce meſſage ne nie point que les plaintes ne ſoient vraies. Il dit ſeulement que pluſieurs de ces plaintes, ſans ſpécifier les

ni par d'autres voies. Et dans tous les cas ou il a été porté des plaintes, elles ont été traitées avec toute l'attention néceſſaire & miſes dans un cours reglé d'examen & de redreſſement (7) Sa Majeſté eſt dans la ferme confiance que cette Chambre la ſoutiendra avec le zele & l'ardeur dont elle lui a donné tant de preuves, dans la réſolution que Sa Majeſté a priſe de développer tous les efforts & toutes les reſſources de la nation pour réſiſter aux entrepriſes hoſtiles de la Cour d'Eſpagne & les repouſſer. Elle ſe flatte que par les bénédictions qu'il plaira à Dieu de répandre ſur la droiture de ſes intentions & la juſtice de ſa cauſe, elle ſera en état de faire avorter les entrepriſes dan-

quelles, ne ſont pas venues à la connoiſſance du Roi de la Grande-Bretagne; & nous le croyons bien, car, c'eſt ainſi que les choſes ſe paſſent ordinairement. Ce qu'il y a de certain, c'eſt qu'elles ont toutes été portées & à pluſieurs repriſes, de vive voix, ou par écrit, ou des deux manieres, au Miniſtere Britannnique ſoit à Madrid, ſoit à Londres, ainſi qu'il eſt dit dans la déclaration. Nous eſperons auſſi donner au Public, quand il en ſera tems, des Mémoires qui l'inſtruiront des plaintes préſentées au Miniſtere Anglois, juſqu'à ces derniers tems ou les offenſes les plus graves ont eu lieu.

(7) La force de la vérité eſt telle que le Rédacteur du meſſage n'oſe pas avancer qu'on ait donne la moindre ſatisfaction aux plaintes portées. Il ſe contente d'affirmer qu'elles ont été miſes dans un cours reglé d'examen & de redreſſement; & il affecte d'ignorer que des années ſe ſont paſſées ſans qu'on ait aucun effet de l'attention donnée par le Miniſtere Britannique à la

gereuses que ses ennemis pourroient tenter contre l'honneur de sa Couronne, le commerce de son Royaume, les droits & les intérêts communs de tous ses sujets «.

plupart de ces plaintes. Il paroît incroyable qu'on ait traité avec tant de lenteur & de froideur les plaintes d'un grand Souverain offensé & armé; C'est précisément convenir qu'après bien des chicaneries on n'a cherché qu'à amuser le Ministere Espagnol par de vaines paroles, en laissant subsister un motif de provocation & de rupture pour le tems où la politique du Cabinet Britannique voudroit en faire son profit.

Appuyé d'une autorité aussi imposante que celle de la Cour même de Madrid, qui a repoussé en même tems que moi & par les mêmes armes, la méchanceté des sarcasmes Anglois sur sa déclaration, je crois n'avoir besoin d'aucun autre soutien auprès des gens raisonnables, qui pour prix du tems qu'ils donnent aux affaires politiques, n'accepteroient rien au-dessous de la vérité. Il me paroit cependant, que sans affoiblir l'avantage qui résulte pour moi de ces observations du Ministere Espagnol, je puis faire usage d'une confirmation surabondante de mes assertions, qui m'est fournie par ces mêmes papiers Anglois où on nous a appris que la déclaration de l'Espagne étoit si prodigieusement tympanisée. Elle l'a été sans doute, mais par qui? Par

les Miniſtres Anglois & par leurs amis, ainſi que j'ai eu l'honneur de vous l'aſſurer. Je vais vous raporter en preuve un article du *Général Advertiſer*, du 29 Juin, N°. 705.

» C'eſt aujourd'hui la derniere reſſource de nos Miniſtres & de *leurs amis*, de déclamer contre la perfidie de l'Eſpagne, de critiquer le ſtyle de ſon manifeſte, que tous d'une commune voix ils diſent être une pitoyable production. Nous ne demandons pas mieux que d'en porter le même jugement; mais nous ſommes fâchés d'obſerver en même tems (de peur que notre obſervation ne ſe réaliſe dans le cas actuel) que bien des gens qui ne ſeroient pas capables d'écrire deux mots, croient en ſavoir aſſez pour corriger les autres «.

Entre ces amis du Miniſtere Anglois, qui l'aidoient à décrier le Manifeſte Eſpagnol, en eſt-il un ſeul qui ait ſervi ſon animoſité contre le Roi Catholique auſſi chaudement, auſſi efficacement, auſſi promptement que l'a fait le Courier de l'Europe, qui en moins de huit jours a diſtribué dans tous les pays le venin préparé par le Miniſtere Anglois contre l'Eſpagne. En diſant tous les pays, j'excepte ceux de la Maiſon d'Autriche, où le cher Courier ne peut paſſer qu'emmuſelé, parce qu'il y eſt rayé d'entre ces êtres innocens & utiles pour qui il a été écrit *non alligabis os bovi trituranti*. Mais j'ai réſolu de ne plus

fatiguer le public de l'humeur qu'il m'a donnée; il faut finir.

Premiere, derniere & assez courte réponse du Banquier de Londres au Rédacteur du Courier de l'Europe, sur une note de son numéro premier, volume VI, du Vendredi 2 Juillet 1779.

Vous ne pouvez donc point, Monsieur, vous procurer le N.° LXXII de mon Journal. A peine vos Libraires de Londres ont-ils entendu parler de cet ouvrage: & ils n'en ont, dites-vous, jamais vendu un seul numéro. En vérité cela ne me surprend ni me fâche. Je ne me pique point d'être *vendu* aux Anglois, comme vous. Mais je suis fâché & surpris de deux choses: fâché de ce qu'il ne reste plus au Libraire d'exemplaire du N.° LXXII, l'édition de ce numéro & du suivant ayant été épuisée sans doute par vos souscripteurs: surpris de ce qu'en désirant qu'il vous soit envoyé par Ostende, vous nous rappelliez que les Pays-Bas sont au nombre des grands Etats d'où vous êtes proscrit, comme jouissant d'une *certaine réputation*. Il est juste cependant de vous aider à vous disculper, puisque vous en avez la bonne volonté. Vous le ferez quant au N°. LXXII, en nous démontrant qu'un homme sensé pouvoit croire qu'un François pouvoit, impri-

mer que l'Eſpagne, par l'organe de Milord Stormont, accuſoit la France d'une *perfidie ſans exemple.* Il ſuffira pour le N.° LXXIII que vous produiſiez le texte Eſpagnol de la déclaration du Marquis d'Almodovar, dont vous avez parlé avec tant de certitude, & d'après lequel vous avez oſé cenſurer, dans des expreſſions ſi flatteuſes pour l'Eſpagne, la traduction Françoiſe faite à Madrid. Satisfaites ſur ces deux points le public, à qui il importe peu de ſavoir à quel degré mon exiſtence vous eſt connue, ou quel cas vous en faites. C'eſt comme nuiſible que j'ai attaqué la vôtre. J'ai fait voir mes motifs & mes autorités : mon objet eſt rempli : je m'impoſe à votre égard la loi du ſilence pour l'avenir, quelque nouvelle incartade que vous puiſſiez vous permettre. Le public eſt averti : il ne manquera pas de vous obſerver.

Le Banquier de Londres.

P. S. du 17 *Juillet.*

LES vaiſſeaux *le Rommey* de 50 canons, *le Couvert* de 32, *l'Ambuſcade* de 32, *le Creſcent* de 28, *le Squirrel* de 20, & deux cutters, ſavoir *le Rattleſnake* & *le Kite* ſont partis le 9 de Plymouth, pour croiſer dans la Manche : ils ſont commandés par le Commodore Johnſtone.

Il paſſe pour conſtant que l'Eſcadre de Hardy étoit rentrée à Torbay, ſur la con-

noiſſance que cet Amiral avoit eue, que les Eſcadres combinées étoient plus fortes que lui de pluſieurs vaiſſeaux de ligne.

Cette Eſcadre a remis en mer le Mercredi 14, renforcée des vaiſſeaux *le Culloden*, *la Réſolution* & *le Terrible*, chacun de 74 canons; ce qui en porte le nombre à 34 vaiſſeaux: on dit qu'en paſſant devant Plimouth, elle en prendra deux autres; & alors elle ſera forte de 36. — Mais il n'y en a que cinq en tout à Plymouth, ſavoir l'*Océan* & le *Cambridge* de 80, le *Torbay* & le *Dublin* de 74, & le *Chicheſter* de 70. Aucun de ces vaiſſeaux ne paſſe pour être en état de mettre à la mer. On preſſe les armemens des meilleurs qui reſtent à Portſmouth.

On ne croit ici aucune des nouvelles débitées ſur l'Eſcadre du Comte d'Eſtaing, — ni ſur la priſe de Charles-Town dans la Caroline.

Il va ſe former deux nouveaux camps, l'un à Plymouth, qui ſera de 12,000 hommes; l'autre à Hartings, dont la force n'eſt pas encore déterminée. Le nombre des camps ſera de ſept; ſavoir, Coxheath, Brompton, Hartings, dans la partie du ſud; Warley en Eſſex, Saliſbury, Soutbſca Commou & Plymouth dans l'oueſt. Le total pourra être de 45 mille hommes. Les fonds publics ne ſe relevent point.

P. S. du 23 Juillet.

VOICI, Monfieur, quelques nouvelles très-fraîches de la grande Efcadre Angloife. Elle a paffé devant Plymouth le 16, comme je vous l'ai mandé. Il ne s'en étoit détaché aucun vaiffeau pour la joindre, de forte qu'elle n'étoit toujours que de 34 vaiffeaux, par la réunion du *Culloden*, de la *Réfolution* & du *Terrible*. Ceux qui la portent à 35, ne peuvent le faire qu'en fuppofant qu'elle a recueilli le *Lénox* de 74 canons, parti le 29 Mai pour Corke, d'où il devoit aller en Amérique. Voilà l'état où étoient les chofes, lorfqu'au grand étonnement de tout le monde, on a appris que le Chevalier Hardy étoit rentré à Plymouth le 18, avec toute fon Efcadre. On ne dit plus aujourd'hui que c'eft pour venir chercher de la petite bierre. Ses motifs font plus férieux. Il a vu une armée navale de cinquante-deux vaiffeaux de ligne, qui boucle la Manche. Quel autre parti prendre, avec 34 ou 35 vaiffeaux, que de rentrer au plus vîte? c'eft ce qu'il a fait, & ce qui répand ici la confternation & les allarmes. — Il n'y a que le *Formidable* de 90 canons, qui foit en état. Trois ou quatre autres, qui devoient porter l'Efcadre à 40 ou 41, ne peuvent être prêts que vers le 20 Août; encore faut-il que les bons Matelots attendus par les flottes des Ifles &

de la Jamaïque ſoient arrivés. Mais comment pénétreront-ils, ſi la Manche eſt bouclée? Le Miniſtere eſt dans une perplexité extrême. Les hommes que la preſſe la plus vigoureuſe & la plus continue a pu fournir n'ont pas paſſé le nombre de ſept mille, dont il a fallu en réformer deux mille ſur le champ. Il s'eſt ſauvé un tiers du reſte, & comme de raiſon les plus alertes. L'Amiral Hardy a mis à terre neuf cents malades, que ne vaudront point ceux qui les auront remplacés, ſans compter que s'il reſte dans le port quelque tems, il en déſertera beaucoup. Les inquiétudes redoublent journellement pour huit vaiſſeaux de l'Inde attendus d'un jour à l'autre. La proclamation du Roi, qui preſcrit les meſures à prendre pour arrêter l'ennemi dans un pays qui n'eſt point fortifié, acheve de renverſer les têtes, & on craint qu'elle ne faſſe beaucoup plus de mal que de bien. Il a paru biſarre que les Miniſtres, en avouant que Londres étoit menacé, euſſent l'air de ſe féliciter de la prochaine reddition de Charles-Town. Pendant ce tems là, le Commodore *Johnſtone* qui a ſoutenu dans le Parlement, que deux frégates pouvoient prendre un vaiſſeau de ligne, ſe promene autour de l'iſle de Gerſey, avec ſa flotille, forte aujourd'hui de douze voiles, dont les principales ſont *le Romney* de 50 canons, *le Phénix* de 44, *le Quebec* & *l'Ambuſcade* de 32. Garre aux vaiſſeaux de ligne françois, s'il en ſort

des ports de Saint-Brieux ou de Granville, pendant que M. *Johnſtone* croiſe dans ces parages. Rien de nouveau de l'Amiral Byron. Les dernieres lettres ſont du 23 Mai, & ne confirment aucun des bruits qui s'étoient répandus.

FIN.

Précautions prises par le Congrès pour qu'on ne manque point de bonne Poudre. 1776. Septem. & Octobre.

En Congrès, le 28 Août 1776.

Arrêté, qu'un Inspecteur ou des Inspecteurs suffisamment instruits pour juger de la bonté de la poudre à canon, seront nommés pour examiner par la méthode la plus sûre la qualité de chaque tonneau de poudre à canon, manufacturée ou devant être achetée pour le compte des Etats-Unis; lesquels Inspecteurs recevront pour l'examen de chaque quintal de poudre, la huitieme partie d'une piastre.

Qu'aucune poudre à canon ne sera reçue dans le magasin public pour l'usage des Etats-Unis de l'Amérique, ou délivrée aux moulins à poudre pour cet objet, à moins qu'elle ne soit approuvée par un Inspecteur, qui jugera de la vivacité du feu qu'elle fait, de sa force, de sa sécheresse & de ses autres qualités.

Que l'Inspecteur marquera chaque tonneau approuvé par les lettres U. S. A. (Etats-Unis de l'Amérique) & fera telles autres marques qu'il jugera nécessaires pour distinguer les diverses sortes de poudre à canon.

Que tout Fabriquant de poudre à canon marquera chaque tonneau qu'il remplira de poudre avec les lettres initiales de son nom.

1776. Septem. & Octobre.

Qu'aucun tonneau ne sera rempli que de poudre bien assaisonnée & bien séche.

Arrêté, qu'il sera recommandé aux Législateurs des divers Etats de l'Amérique, de faire ensorte que d'habiles Inspecteurs soient nommés pour examiner & déterminer la qualité de la poudre à canon, manufacturée dans leurs jurisdictions respectives : qu'il sera défendu à toutes personnes de vendre de la poudre à canon fabriquée dans les Etats de l'Amérique, à moins qu'elle ne soit trouvée de bonne qualité par l'un des Inspecteurs, & qu'ils donneront à ce sujet telles loix pour être mises à exécution, ou tels réglemens pour promouvoir la manufacture de bonne poudre à canon qu'ils jugeront être à propos.

Que les Agens du Continent seront autorisés & requis d'établir une personne ou des personnes propres à examiner la poudre à canon, manufacturée ou devant être achetée dans le Continent ou importée dans les Provinces, où elles auront leur résidence, pour le compte des Etats-Unis, à l'exception des Provinces dans lesquelles un Inspecteur sera nommé par le Congrès.

Par ordre du Congrès.

JOHN HANCOCK, Président.

Ordonnance du Congrès concernant les Postes, pour rendre la communication plus facile dans toute l'étendue du Continent.

1776. Septem. & Octobre.

En Congrès, le 30 Août 1776.

Arrêté, que la communication d'une correspondance fréquente & sans délai, d'un endroit à l'autre, dans ce vaste Continent, est essentiellement nécessaire pour la sûreté du pays; qu'en conséquence il sera employé sur les diverses routes de poste, un Cavalier, pour un espace de chemin de 25 ou 30 milles, lequel Cavalier se mettra en route trois fois par semaine, aussi-tôt qu'il aura reçu la malle, & continuera sa route jour & nuit & sans s'arrêter, jusqu'à ce qu'il ait remis sa malle à l'autre Cavalier; & qu'il sera donné avis au Directeur général des postes de prévenir les retardemens des Cavaliers, en se servant des bills pour les chemins ou de tel autre moyen efficace qu'il trouvera, & de dénoncer ces retardemens, s'il en arrive, afin que les Cavaliers négligens puissent être renvoyés.

Comme il est nécessaire que les représentans des Maîtres de poste vaquent avec exactitude à leurs divers offices, pour la réception & la remise des lettres, il a été arrêté qu'il sera recommandé aux assemblées & conventions de ces Etats, de prendre en considération jusqu'à quel point il pourroit

1776. Septem. & Octobre. s'accorder avec la police & le bien de leurs Etats respectifs, d'exempter ces représentans des Maîtres de poste des devoirs publics, qui les empêchent de bien faire le service de leur place, & de procéder à cet égard de la maniere qui paroîtra la plus convenable à leur sagesse.

Extrait des minutes.

Charles THOMPSON, Secrétaire.

Préparatifs de défense des Américains.

De New-York le 20 Août.

L'Assemblée générale de cette Province a donné des ordres pour une fourniture de quarante mille pierres à fusil, de trois cents barrils de poudre, de trois tonneaux pesant de plomb, & de dix pieces de la meilleure fonte pour la défense du pays.

Le Congrès a envoyé au Général Washington un renfort de six mille hommes pour garnir les environs de New-York.

Les Américains ont érigé deux forts sur les rives du fleuve de la Ware, un dans un endroit connu sous le nom de Red-Bank, & l'autre à la pointe de Glocester : ils ont aussi fortifié la ville de Newcastle.

Un particulier, très-expert dans la fonte des métaux, a établi une fonderie dans les environs de ce même Fleuve, & s'est en-

gagé à fournir au Congrès tel nombre de canons de fonte qu'il jugeroit néceſſaire, au prix de 100 livres ſterling pour chaque piece de quarante-deux. Il en a déja fondu pluſieurs de ce calibre : les mines de cuivre qui ſe trouvent ſur les terres du Colonel Schuyler, fourniſſent en abondance. 1776. Septem. & Octobre.

Le Général Putnam a donné ſes ordres pour la conſtruction d'un grand nombre de bateaux dans toute l'étendue des deux Jerſey.

Le Comité s'eſt retiré de New-York au bourg de Harlem, qui en eſt éloigné de ſept milles.

La Milice s'eſt aſſemblée le 22 Août à Trenton.

Extrait d'un ancien Acte de l'Aſſemblée de la Colonie de New-York.

Toute l'armée Américaine étant raſſemblée dans l'Iſle de New-York, où l'ennemi étoit attendu, quelqu'un imagina de faire circuler un imprimé contenant ce qui ſuit, dans la vue de ſoutenir, par de bonnes raiſons, le courage des Américains pour la défenſe de leurs libertés.

« Il ſera ordonné par le Gouverneur, le Conſeil & les Repréſentans en l'aſſemblée générale, ainſi que de leur autorité, ils ordonnent & déclarent : que le ſuprême pou-

1776 Septem. & Octobre.

voir législatif, sous leurs Majestés Guillaume & Marie, Roi & Reine d'Angleterre, &c. sera & résidera pour toujours dans la personne du Gouverneur en chef, dans le Conseil nommé par leurs Majestés, leurs héritiers & successeurs, & dans les Représentans du Peuple, convoqués en assemblée générale «.

» Qu'aucun droit, soit aide, taxe, taille, impôt, emprunt, don gratuit, don, accise, soit autres impositions quelconques ne sera mis, imposé ou levé sur aucun des sujets de leurs Majestés dans cette Province, &c. ni sur leurs biens d'aucune maniere ou sous quelque prétexte que ce puisse être, à moins que ce ne soit en vertu d'un acte de consentement de la part du Gouverneur, du Conseil & des Représentans du Peuple en l'assemblée générale «.

L'acte, duquel on a fait cet extrait, a été passé en 1691. Il a été révoqué par le Roi six ans après. Quoi qu'il en soit, il peut servir du moins pour faire voir les sentimens qu'avoit dans ce tems la législature de la Province, relativement au droit de législation & de taxation, que le Parlement Britannique a prétendu & entrepris depuis d'exercer. Cet acte prouve en outre que notre prétention (exposée en forme légale) à l'indépendance du Parlement dans ces deux points essentiels, est de près d'un siecle plus ancienne que son prétendu droit, nouvellement

inventé, de pouvoir faire des loix, qui auroient pour nous force d'obligation dans tous les cas quelconques. 1776. Septem. & Octobre.

Attention du Général Washington à l'observation de la Discipline.

Copie d'une Lettre écrite par le Général Washington au Colonel Gay, ou à l'Officier commandant de son Régiment, le 14 Septembre 1776.

MONSIEUR,

Je ne veux pas approfondir si mes ordres vous parviennent avec la régularité qui est à desirer, ou si (ce que je ne saurois présumer) vous êtes coupable de négligence à les exécuter; mais c'est une triste vérité qu'on n'obtient qu'avec beaucoup de difficulté des états absolument nécessaires à un Officier commandant, & qui pourroient être envoyés une heure après la réception des dépêches, par lesquelles ils sont demandés lorsque la vigilance & l'ordre sont observés. Je ne puis m'empêcher de me plaindre qu'on s'occupe si peu, non-seulement des états, mais aussi des ordres concernans des objets d'une égale importance. Je m'adresse donc à vous de la maniere présente, & vous enjoint en termes directs & péremptoires, d'envoyer sans

1776. Septem. & Octobre.

délai au Bureau du Général adjudant, un état exact du Régiment du corps à vos ordres, tous les Samedis à une heure fixe.

Je vous prie en termes aussi peu équivoques, de ne pas souffrir que les Soldats de votre Corps s'écartent de leurs quartiers, ou s'absentent du Camp sans permission, & vous ne la donnerez qu'à un petit nombre à la fois. Votre propre réputation, la sûreté de l'armée & le bien de la cause dépend après Dieu de votre vigilance & de votre activité à vous opposer à un ennemi rusé & entreprenant, qui épie sans cesse l'occasion de remporter quelque avantage. Pour empêcher que vos soldats ne s'écartent, faites-les appeller deux ou trois fois par jour, & que les coupables soient punis. J'ai encore une chose à vous recommander, c'est de tenir rigoureusement la main à ce que vos troupes ne pillent point les maisons, les vergers & les jardins; la sévérité à cet égard a pour but, non-seulement la conservation des propriétés & l'amour du bon ordre, mais elle tend aussi à prévenir les suites fâcheuses qui résultent ordinairement de cette licence diabolique. Enfin, Monsieur, lorsqu'il s'agit de défendre tout ce qui peut rendre chere l'existence, chaque citoyen doit déployer son énergie: ce n'est pas assez que l'Officier Commandant d'un régiment se contente de donner des ordres; il doit voir (ou savoir au moins) s'ils sont ponctuellement exécutés.

Il doit faire ſouvent appeller ſes Soldats, & tâcher de leur inſpirer une idée juſte & vraie de leur devoir, ainſi que de l'importance de la ſubordination & de la diſcipline. 1776. Septem. & Octobre.

Non ſeulement je vous ordonne, mais je vous conjure vous & vos Officiers, pour l'amour que vous devez avoir pour votre réputation, pour votre patrie & pour la cauſe ſacrée de la liberté, ſous les drapeaux de laquelle vous êtes enrôlé, de déployer une énergie mâle & active, & de vous ſignaler chacun par une noble émulation dans vos fonctions reſpectives.

Je ſuis perſuadé qu'il ſeroit inutile de m'étendre davantage, & j'eſpere, avec la plus grande confiance, que vous remplirez ce point de votre devoir, ainſi que tous les autres, avec un zele & une exactitude propres à vous faire honneur.

Je ſuis, &c.

WASHINGTON.

Nomination de Juges de paix pour l'Etat de Penſylvanie.

Le 3 Septembre il fut publié une Ordonnance pour inſtituer des Juges de paix ſous la ſeule autorité du peuple de cet Etat, ſans

1776. Septem. & Octobre.

relever en rien de la conſtitution ancienne. Leurs fonctions ſont de recevoir les déclarations & procès-verbaux, de juger les délits publics & d'infliger les peines pour les vols au-deſſous de cinq shellings.

Le ſerment qui leur eſt preſcrit les aſtreint à ne reconnoître en aucune maniere le Roi de la Grande-Bretagne, à s'oppoſer à tout ce qu'il voudroit faire contre la liberté & l'indépendance de l'Amérique. — Ils ſont auſſi chargés de nommer les Geoliers des priſons. — Cette Ordonnance eſt ſignée de Benjamin Franklin, Préſident de l'Aſſemblée de l'Etat de Penſylvanie.

Ordonnance de l'Etat de Penſylvanie, qui détermine la nature des crimes qui devront être regardés comme trahiſon, & comment on doit punir ceux qui en ſeront convaincus, ainſi que d'autres délits.

Attendu que tout Gouvernement doit prendre les plus exactes précautions dans tous les tems pour aſſurer la tranquillité de l'Etat, les repréſentants des hommes libres de Philadelphie, aſſemblés en convention générale, ont déclaré & ordonné, déclarent & ordonnent que toutes ſortes de perſonnes (excepté les priſonniers de guerre) réſidant actuellment dans l'enceinte de l'Etat de Penſylvanie, ou

qui ci-après viendroient volontairement y fixer leur séjour & établissement, contracteront le devoir d'obéissance envers le Gouvernement de l'Etat de Pensylvanie.

1776. Septem. & Octobre.

Il est de plus ordonné, au nom & par l'autorité susdite, que quiconque étant lié par le devoir d'allégeance envers ledit Etat de Pensylvanie, après que la présente ordonnance aura été rendue publique, fera la guerre audit Etat, se déclarera adhérent au parti du Roi de la Grande-Bretagne, ou à celui des autres ennemis de cet Etat, ou de ceux qui le sont des Etats-Unis de l'Amérique, en leur donnant, soit en général, soit en particulier, aucune assistance dans l'étendue de cet Etat ou ailleurs, & qui sera atteint & convaincu de pareils déportements devant aucune des cours criminelles (*oyer & terminer*) actuellement établies ou à l'être, sera jugé coupable de haute trahison, & en sera puni par la confiscation de ses biens, possessions & appartenances quelconques: que ladite confiscation de ses biens, faite au profit de l'Etat; que la personne du criminel sera resserrée & emprisonnée pour tel terme que les Juges aviseront bon être pourvu qu'il n'excede pas la durée de la guerre actuelle avec la Grande-Bretagne.

Il est en outre déclaré & ordonné, au nom & par l'autorité susdite, que toutes personnes (sauf celles qui sont déja excep-

1776. Septem. & Octobre.

tées) résidant, habitant ou séjournant dan cet Etat, qui, dans la suite ayant connoissance de pareilles trahisons n'en donneron pas information, qui recevront ou assisteront le traître avec connoissance de cause après en avoir été convaincues comme cidessus, seront déclarées coupables de non information (misprison) de ladite trahison, & seront punies par la perte d'un tiers de leurs possessions & appartenances, lequel tiers sera confisqué au profit de l'Etat, & les délinquants seront condamnés à être emprisonnés pendant un certain temps à la discrétion du juge ou des juges, pourvu que ledit temps n'excede pas la durée de la guerre actuelle avec la Grande-Bretagne.

Au nom & par l'autorité susdite, il est encore déclaré & ordonné que dans les procès pour crimes de haute trahison, le juge, ou les juges devant lequel ou lesquels l'accusé aura été convaincu, pourra ou pourront séquestrer sur les biens confisqués telle réserve qu'ils jugeront, à leur discrétion, nécessaire pour l'entretien & subsistance de la femme ou des enfants du criminel, si le cas y écheoit.

Il est de plus ordonné que la présente ordonnance sera exécutée dans toute sa forme & teneur, jusqu'à la conclusion de la premiere séance à tenir par la premiere assemblée des représentants, en conséquence de

le nouvelle forme & conſtitution, & pas plus long-temps. 1776. Septem. & Octobre.

Paſſé à l'aſſemblée (convention) le 5 Septembre 1779: ſigné par ſon ordre.

BENJAMIN FRANKLIN, Préſident.

Certifié par JEAN MORIS jun. Secrétaire

Reglement pour le papier monnoye.

Réſolution émanée du Comité de ſûreté de la Caroline Septentrionale.

» Le Conſeil, après avoir délibéré ſur la ſituation de cette Province, dont le ſort eſt des plus allarmans & des plus malheureux; conſidérant, d'ailleurs, avec la plus grande douleur, que le nombre d'habitans nourris dans le ſein de ce pays, ſe ſont, ſous prétexte de neutralité, déclarés effectivement & dans la réalité ennemis de l'union Américaine: que beaucoup d'autres, plus hardis encore, pouſſent l'inſolence juſqu'à refuſer de recevoir en payement les billets publics de crédit de la Province; quoique ces billets n'aient pour but que d'aſſurer à notre poſtérité les fruits précieux de la paix, de la liberté & la certitude de leur propriété: alarmés de plus à la vue des ordres que le Roi & le Parlement de la Grande-Bretagne, ſous prétexte d'y avoir droit, ont donné à leurs

1776. Septem. & Octobre.

troupes de saisir & de détruire les personne & les biens des bons Peuples de cette Pro vince : à ces causes, & dans la vue de nou assurer de la propriété de ces instrumens d despotisme, & de prévenir les fâcheux effet qui pourroient en résulter, il a été résol que les Comités des différents Comtés d la Province, ordonneront immédiatement tous & à chacun des Habitans de leurs Comté respectifs, de remettre un inventaire, certi fié par serment, de toutes & de chacun leurs possessions réelles ou personelles, & qu'en cas de délai ou de refus, ils char geront l'Officier Commandant dans ce Comt de faire saisir d'abord & de conduire de vant ce Conseil les personnes qui se seron ainsi rendues suspectes «.

Signé CORNEILLE-HARNET Président.

Il est si souvent fait mention, dans le nouvelles publiques, des billets de crédit dor le Congrès a ordonné la circulation en Amé rique, que nous croyons faire plaisir à no Lecteurs en leur présentant la formule d'u des billets monnoyes, telle qu'on nous l' communiqué.

N°. 2551 . . . . . . 18 Août 1775.

Etat de la Baye de Massachuset.

Le Porteur de ce Billet recevra des mai

du Tréforier de cet Etat la fomme de fix shellings, monnoie courante, le 18 Août 1778, ledit Billet devant paffer pour la fomme mentionnée au Tréfor & dans toute forte de payemens, par ordre de l'affemblée générale.

1776. Septem. & Octobre.

J. WHEELER.

(Un cercle renfermant la forme d'un navire.)

Comité, au revers; *6 shellings.*

(La figure d'un Huffard, tenant d'une nain une épée nue, de l'autre la grande Charte, *Magna Charta.*) Devife donnée pour a défenfe de la liberté de l'Amérique : *enfe etit placidam fub libertate quietem.*

Reglement du Congrès pour les efpeces de cuivre.

Le Congrès a rendu une Ordonnance pour aite apporter toutes les efpeces de cuivre ui font en Amérique, & en faire frapper ne monnoie qui fera courante fur tout le Continent.

Guerre des Américains avec les Sauvages Chiroquois.

N.° I. Lettre d'un Américain.

Le Colonel Wiliamfon a attaqué & détruit entierement trois cents Sauvages Chiroquois des villages inférieurs, dont il en

eſt reſté ſoixante ſur la place. Cet avantage
1776. n'a couté aux Américains que la perte d'un
Septem. & Octobre. Officier. — Ce Colonel va marcher vers les villages du milieu, renforcé par deux cents hommes de la Caroline Septentrionale, ſous les ordres du Général Rutherford. — Le Colonel Lewis de la Virginie doit attaquer les établiſſemens d'enhaut. On eſpere que ces Sauvages ſeront châtiés comme ils le méritent. Cette expédition eut lieu vers le 10 Septembre, les Américains enleverent encore trente ou quarante de ces Sauvages; détruiſirent leurs repaires & leurs magaſins de bled. — Les Criques, qui avoient pris la hache les premiers, ayant vû les Chiroquois s'en mêler, ceſſerent leurs courſes. Ceux-ci voulant les appeller à leurs ſecours, ils leur firent répondre, que pour eux ils avoient retiré l'épine de leur pied, & que les Chiroquois n'avoient qu'à en faire de même. Les Toris qui les avoient excités à prendre les armes, commençoient auſſi à les abandonner; & quelques-uns ſe réuniſſoient au parti de la liberté.

Voici en quels termes un Anglois rendoit compte de cette même guerre.

N°. II.

Par un navire arrivé de l'Iſle Saint Auguſtin on a reçu les détails ſuivants contenus dans une lettre adreſſée à un Particulier de cette Ville.

Notre

« Notre Gouverneur, Son Excellence le sieur Tonyn, ne néglige aucunes des précautions néceſſaires pour entretenir la paix & la tranquilité dans cette Colonie (la Floride orientale) & la mettre à l'abri des vexations dont elle étoit menacée par les habitants de la Georgie. Leur intention étoit de s'emparer de cette petite Iſle; mais le Gouverneur a mis fin aux allarmes que cette prochaine invaſion avoit fait naître. Tel eſt le zele des Colons pour les intérêts de Sa Majeſté & leur attachement pour leur bien-aimé Gouverneur, que Son Excellence a ramaſſé en très peu de temps 1500 hommes dans ce petit diſtrict. Ces troupes ſoutenues par les habitans ſe ſeroient très-bien défendues ſi l'on nous eût attaqués. Malgré tous nos ſoins & nos préparatifs nous avons eu le malheur de voir ravager nos frontieres, & enlever nos beſtiaux par les Georgiens : nos Negres ont été ſéduits & emmenés : nous avons uſé de repréſailles, mais ce n'eſt pas ce que nous avons pu faire de mieux, & nous aurons peut-être occaſion de nous en repentir : vu notre extrême foibleſſe nous eûſſions dû nous contenter de nous tenir ſur la défenſive. Les Indiens appellés Creeks & Cherokees ont rapporté ſept à huit cents pericranes, ils ſe ont comportés avec cette rage effrenée qui les diſtingue, & *n'ont épargné ni âge ni ſexe* dans leur excurſion dans les Carolines : les Habitans de ces deux Colonies s'en ſont

1776. Septem. & Octobre.

1776. Septem. & Octobre.

cruellement vengés en mettant tout à feu & à sang dans les villages de ces Indiens. La guerre est allumée entr'eux ; & nous craignons bien d'en ressentir le contre-coup.

Le Gouverneur Tonyn a cependant formé le projet de réduire la Georgie à l'obéissance : il se flatte d'y réussir d'autant plus aisément que plusieurs des habitans, partisans de la Grande-Bretagne, ont promis de se joindre à lui dès qu'il se présenteroit en armes dans cette Province.

Ce qui fait esperer beaucoup de succès de cette entreprise, & ce qui assure presque la défection de la meilleur partie des Colons, c'est la discorde qui regne entr'eux & les changemens continuels qu'elle occasionne dans le gouvernement de cette Colonie. Le nommé Bullock, que les Habitans avoient choisi pour Gouverneur, est déja remplacé par le sieur Villet, qui, à ce que l'on assure, a déja un autre successeur nommé. Pour remplir les vues du sieur Tonyn, outre les quinze cents hommes dont nous avons parlé, il doit s'attacher un corps de trois mille Indiens, qui seront soutenus par deux sloopes armées en course ; car soit négligence de la part de la Grande-Bretagne, soit à raison de la rigueur de l'hiver, nous n'avons aucun vaisseau dans nos parages, excepté la sloope de guerre le *Corbeau* (Raven).

1776. Septem. & Octobre.

DÉPARTEMENT DU NORD.

Exécution de la Sentence du Conseil-Général de Guerre tenu à Ticonderago, le 27 Juillet par ordre du Général Horatio Gates.

Le Colonel Poor, Président : les quatre plus anciens Colonels : les quatre plus anciens Lieutenants-Colonels, les quatre plus anciens Majors, Membres.

Le Capitaine Wentworth a été amené devant le Conseil, & a été accusé, « d'avoir refusé de faire le service, après en avoir été dûment requis par l'Aide-Major du Régiment, auquel il appartient: » Le Conseil, après avoir oui les Témoins, le tout pris en considération, a été d'avis, que ledit Capitaine Wentworth est coupable : l'a condamné en conséquence à être cassé, & a ordonné que son nom soit publié dans les gazettes, comme ayant de propos délibéré négligé son devoir, dans la vue d'être déchargé du Service.

Conformément à cette Sentence, Jonathan Wentworth, de Somersworth, au Comté de Strafford, dans la Province du Nouveau-Hampshire, ci-devant Capitaine au Régiment du Colonel Poor, est dénoncé au Public, par la présente, comme un lâche, coupable d'avoir négligé son devoir, dans le dessein évident d'obtenir sa démission du ser-

1776. Septem. & Octobre.

vice de sa patrie: délit dont jusqu'à ce jour il n'y avoit pas eu d'exemple. L'on espere que ses compatriotes le traiteront avec le mépris que mérite une conduite aussi infâme.

Au Quartier-général de Ticondérago, le 29 Août 1776.

Signé JEAN TRUMBUL, Sous-Aide-Major général de l'armée septentrionale.

Ordres de la Cour de Londres adressés au Général Carlton.

[Article autentique tiré des papiers qui ont été produits en Angleterre dans la session de 1778.]

Le 22 Août 1776 Milord Germaine écrivoit au Général Carlton, une lettre qui n'a pu lui parvenir qu'en 1777 : le porteur ayant été obligé de revenir en Angleterre. » Le bon plaisir de Sa Majesté est qu'après avoir chassé les Rebelles des frontieres du Canada, vous retourniez à Quebec avec telle partie de votre armée qui vous paroîtra nécessaire à la défense de la Province, en détachant le Lieutenant Général Burgoyne, ou tel autre Officier que vous jugerez à propos de mettre à la tête du reste des troupes, à qui vous donnerez pour instruction de se mettre en marche avec toute la diligence possible, de joindre le Général Howe & de servir sous ses ordres «.

Subsistances du Canada. 1776. Septem. & Octobre.

La récolte paroissant devoir être bonne, & les grains de l'année derniere n'étant pas encore consommés, le Général Carlton rendit le 30 Août à Montréal une proclamation pour permettre une exportation générale de froment du Canada. — Quant au bétail, ainsi qu'à la farine & au biscuit, il défend de l'exporter, si ce n'est pour les Pêcheries, la Nouvelle Ecosse & les Indes Occidentales, jusqu'au premier Décembre. —— Excepté pour la subsistance des équipages des vaisseaux qui partiront de la Colonie.

Etat des opérations des Anglois sur les Lacs.

N°. I.

Le 31 Août les opérations du Général Burgoyne sur les lacs étoient si avancées, que le vaisseau qui devoit être employé sur le lac George, étoit presque fini : le sieur Douglas étoit parti pour en prendre le commandement : tous les matelots & les soldats de marine des vaisseaux qui étoient à Quebec, avoient offert de suivre la flotte en qualité de volontaires : les chaloupes des vaisseaux, au nombre de plus de trois cents, devoient remonter la riviere le plus haut qu'il leur seroit possible, & être portées ensuite à travers des terres : cette manœuvre a

1776. Septem. & Octobre.

dû être de la plus grande utilité à l'entreprise du Général, en lui facilitant les moyens de faire traverser les lacs à ses troupes sans être obligé de faire construire des bateaux, ce qui eût retardé beaucoup.

N.° II. *Extrait d'une lettre de Saint Jean, datée du 19 Septembre.*

Le 6 de ce mois nous reçûmes ordre de marcher à Montréal pour y joindre le reste du régiment : nous restâmes quatre jours à la Prairie, & nous sommes campés ici depuis le 11. Nous avons avec nous le neuvieme & le soixante-deuxieme regimens & le corps d'artillerie : tous les bateaux sont construits ainsi que deux schooners, chacun de seize canons outre les pierriers : un radeau ou batterie flottante, qui monte six pieces de 24, six de 12, quelques obus, un mortier & une gondole armée de six pieces de 10 : en un mot, nous avons tout ce qu'il faut pour exécuter la plus belle *Regata* possible (par allusion à une fête sur l'eau que l'on donna à Londres il y a un an.) Voici l'ordre de l'embarquement pour traverser le lac Champlain : d'abord le radeau suivi des schooners, des gondoles & des bateaux armés : ensuite les bateaux chargés des troupes : on nous assure que les forces des Rebelles sur les lacs sont infiniment supérieures aux nôtres ; mais fussent-ils dix fois plus forts,

nous en viendrons à bout: nos grenadiers & notre infanterie légere sont postés dans l'Isle aux Noix à quinze milles d'ici, & à une égale distance de la Pointe-au-Fer qui est occupée par les Rebelles qui ont tous leurs vaisseaux armés à terre & prêts à être mis à l'eau; mais nous espérons les chasser de ce poste avant qu'ils aient pu exécuter leur dessein. Notre radeau est admirablement construit: à peine tire-t-il trois pieds d'eau même étant chargé: les Yanquées (sobriquet donné aux Américains) en ont, dit-on, un à-peu-près semblable: mais le nôtre est à deux mâts, le leur n'en a qu'un: outre les vaisseaux dont j'ai déja parlé nous en avons un prêt à lancer, qui monte vingt pieces de 12, & de plus un radeau, mais celui-ci ne sera pas en état de partir aussitôt que nous. 1776. Septem. & Octobre.

Force des Américains à Ticondérago.

L'armée aux ordres du Général Gates est de douze mille hommes. Le 7 Septembre elle venoit d'être renforcée des régimens de Whitcomb & de Tinney.

Le 15, les Américains avoient sur les lacs douze bâtimens de guerre & trois autres étoient sur le point d'être achevés. Chacun de ces bâtimens est monté de soixante-quinze hommes.

Les étrangers de l'armée du Général Bur-

1776. Septem. & Octobre. goyne désertent en grand nombre. Soixante d'entr'eux, embarqués dans une grande chaloupe, sont venus trouver notre armée à Ticondérago. Le Congrès a reçu avis de cette place qu'il y est arrivé plus de cent déserteurs dont deux Brunswickois.

Dispositions des Sauvages sur les Lacs.

Extrait d'une lettre de Ticondérago le 15 Août.

La plus grande harmonie regne actuellement parmi nos Officiers. L'ordre est rétabli dans l'armée ; & nous sommes tous animés du plus grand courage. Les Sauvages en général ne veulent point prendre part à la guerre. Quelques-uns ont répondu au Général Burgoyne, que si l'Amérique & l'Angleterre se réconcilioient, ce seroient eux qui en souffriroient le plus, & que leur intérêt leur prescrivoit de n'assister pas plus un parti que l'autre. — Nous avons beaucoup de provisions fraiches : notre marine consiste en huit gondoles & quatre brigantins.

Traité de neutralité exigé des Sauvages par les Américains.

Le Général Schuyler étoit de retour le 19 Août à Albany. Il arrivoit du German-Flats, beau district sur la riviere Mohawk,

où il avoit eu à nourrir & à contenter près de quinze cents Sauvages, de qui il avoit obtenu qu'ils obſerveroient la plus ſtricte neutralité. Pendant ce tems-là ceux du parti Anglois avoient enlevé quantité de chevelures d'Américains, dans les environs du fort Stanwix, où deux Américains fugitifs avoient été ramenés par des Sauvages qui avoient aſſiſté au traité.

1776. Septem. & Octobre.

Relations des Anglois du Canada avec les Sauvages.

Vers le commencement de Septembre les Nations du Delaware & des Chouanons (Schavaneſes) envoyerent une ceinture au poſte Anglois du détroit, avec une déclaration portant qu'ils alloient fondre ſur les derrieres des Etats de Penſylvanie, de Maryland & de Virginie.

Le Colonel Carlton, frere du Gouverneur général du Canada, fut envoyé de Quebec, vers le même tems, aux lacs ſupérieurs, pour traiter avec les Sauvages de ces parties, & en deſcendant avec ceux des derrieres de la Nouvelle York, auxquels devoient ſe joindre les Six Nations. Les ſeuls Onéidas (appellés ainſi du fort Onéida) avoient refuſé d'entrer dans l'alliance Angloiſe, ayant pris la hache l'année précédente contre l'armée du Roi. Mais on ne

compte gueres que cinquante combattans dan cette Nation.

1776. Septem. & Octobre.

Etat des affaires dans la Nouvelle-Ecosse.

Les manéges secrets de quelques Partisan de la Cause Américaine ont occasionné l la Proclamation suivante du Gouverneur d la Nouvelle-Ecosse.

Comme il a été découvert, que quelque personnes mal intentionnées ont tâché, pa des promesses & d'autres artifices, de séduir les Mariniers à quitter le service de S Majesté, & de les engager dans la Caus de la rebellion, avec assurance, pour l pourfuite ultérieure de ce dessein, de le conduire hors de ce Havre par des moyen préparés à cet effet: A CES CAUSES, i est déclaré par la présente que le Maître d tout Vaisseau, Chaloupe, ou Bâtiment quel conque qui prendra à bord quelques per sonnes, pour les porter ou conduire hor de ce Port, avant d'avoir préalablemen obtenu de cet Office un passeport pour l départ de telle personne ou personnes, ser soumis à une amende de 50 livres pour ch que individu, qu'il aura ainsi emmené; & de plus il sera poursuivi en conformité de Loix.

Par ordre du Lieutenant-Gouverneur.

RICHARD BULKELEY, *Secrétair*

On avoit espéré de voir diminuer la disette des vivres après le départ de l'Armée & de la Flotte du Roi; mais ils continuent d'être a un prix excessif; ce qui a engagé notre Lieutenant-Gouverneur à rendre une seconde Proclamation, dont voici la teneur, 1776. Septem. & Octobre.

De par l'Honorable Mariot Arbuthnot, Écuyer, Lieutenant-Gouverneur & Commandant en chef pour Sa Majesté dans la Province de la Nouvelle Ecosse & ses dépendances, &c.

Attendu que les Provisions continuent d'être à un prix très haut, quoique la demande & la consommation de ces denrées aient beaucoup diminué par le départ de la Flotte & de l'Armée, ainsi que par celui de plusieurs Personnes, qui se trouvoient accidentellement ici; ce qui met plusieurs habitans hors d'état d'acheter les Vivres nécessaires pour leur subsistance, & les expose à de grandes extorsions par la demande de prix exorbitans: A ces Causes, de l'avis du Conseil de Sa Majesté, j'ai jugé nécessaire de publier la présente Proclamation, & de déclarer, « qu'à compter de la date de la présente toutes personnes, qui demanderont ou recevront pour du porc, de la viande du mouton, du veau, & de l'agneau, ou de la volaille, plus de neuf pences, argent courant de Halifax, par livre; pour du bœuf,

1776. Septem. & Octobre.

le plus haut prix, plus de neuf pences l livre ; pour du beurre frais plus d'un Cheli la livre, s'il est du produit de la Province pour du lait plus de six pences par quarteron, mesure de la bierre ; de telles personnes seront reputées Tortionnaires, & punies de la manière que la Loi le dicte en ce cas : » Ordonnant en même tems aux Juge de Paix, au Clerc de la Couronne, & au Garde de l'Hôtel du Marché, de faire dûment observer la présente Déclaration, & de tenir la main à son exécution : Voulant pareillement que les Loix de la Province, émanées contre les enarrhemens & les monopoles des provisions, ainsi que les Règlemens pour les Marchés de cette Ville soient strictement observés & sortent leur effet.

Donné sous mon sceau & ma signature à Halifax, le 14 Août 1776 dans la seizieme année du Règne de Sa Majesté.

M. ARBUTHNOT,

Par ordre du Lieutenant-Gouverneur,

RICHARD BULKELEY.

Cette opération du Gouvernement étoit devenue nécessaire depuis le séjour de l'armée dans cette Ville. Elle y avoit rendu l'argent si commun que tous les besoins de la vie étoient haussés prodigieusement. Les

Marchands, accoutumés à en recevoir beau-
coup de ce qu'ils vendoient, ne vouloient 1776.
plus revenir aux anciens prix ; mais la pro- Septem.
clamation a rétabli un juste équilibre. &
Nous redoutons peu l'attaque dont nous Octobre.
sommes menacés par les troupes du Congrès. On a fait bâtir dix redoutes dont chacune est armée d'une batterie de seize canons : notre garnison est de deux mille cinq cent hommes, nous avons outre cela la Milice du pays & celle qui est employée à la garde des arsenaux auxquels on à déja mis deux fois le feu, heureusement que les précautions que l'on a prises ont empêché les progrès de la flamme. Le Gouverneur a promis une récompense de 800 dolars d'Espagne à quiconque découvriroit les auteurs de cet incendie repété, & qui certainement n'est pas l'ouvrage du hasard.

Plusieurs personnes suspectes ont été arrêtées, mais on n'a pû rien prouver contre elles. Nous apprenons que les Rebelles ont défendu, sous peine de mort, tout commerce & toute correspondance avec cette Colonie. L'armateur le *Yankee-Héros* pris sur les Américains a été vendu 850 livres sterling à l'honorable Jean Butler, qui l'a armé en course contre les Rebelles.

Pêcherie de Terreneuve.

Un Capitaine de Pêcheurs écrivoit le 16

1776. Septem. & Octobre.

Août que jamais la pêcherie de la morue n'avoit été si abondante, & le nombre des bâtimens sembloit plutôt s'être accrû que diminué depuis que les Américains en étoient écartés par une prohibition. L'Amiral Montagu a fait vérifier que la quantité de morues apportées journellement à Saint Jean étoit de 600,000. Cette morue se seche à terre & s'appelle *Baccalo*. Il s'en est pris, peut-être autant, de celle appellée *Mud-fish*, qui se prépare à bord. — Si on multiplie ce nombre par celui des jours de la durée de la pêcherie, on croiroit que l'Océan doit en être épuisé. Les Pêcheurs n'ont pas été sans appréhensions de la part des Américains, parce que l'Amiral Montague avoit envoyé deux de ses frégates à Quebec, la *Surprise* & le *Martin* où elles sont arrivées assez à propos pour qu'on puisse leur attribuer le salut de cette Ville. On s'est beaucoup loué aussi de la bonne police maintenue par l'Amiral sur-tout relativement au prix des marchandises, qui n'a point haussé comme on avoit lieu de le craindre.

ISLES ANGLOISES DU VENT ET SOUS LE VENT.

N.° I. *Isles du Vent.*

Le 7 Mai, l'Amiral *Young* avoit informé le Gouverneur de la Barbade (M. Edouard

Hay) qu'il avoit ordonné des convois qui partiroient de Saint Christophe, savoir, dans la premiere semaine de Juin, dans la premiere semaine de Juillet, dans la premiere semaine d'Août, & le dernier aussi-tôt après la premiere pleine Lune d'Octobre. 1776 Septem. & Octobre.

L'assemblée de l'Isle, où on avoit fait lecture de cette lettre le 14 Mai, s'étoit ajournée au 9 Juillet.

Le 9 Juillet. — L'Orateur (le Chevalier John Gay Allen) informa la Chambre qu'il avoit reçu une lettre de M. George Walker, Agent de l'Isle en Angleterre. Cette lettre, datée du 15 Mai, portoit en substance qu'il avoit remis au Lord George Germaine la pétition de l'assemblée au Roi, (Voyez ci-devant) que ce Ministre lui avoit rendu une assurance du Roi des favorables intentions de Sa Majesté pour son Isle de la Barbade : qu'il avoit ajouté que c'étoit tout ce que l'assemblée pouvoit attendre de la part de Sa Majesté, d'autant que le Gouverneur avoit écrit, » que la pétition étoit une démarche particuliere à l'assemblée & que le mal n'étoit pas si grand qu'elle le faisoit «. Que vainement l'Agent s'étoit efforcé de persuader le contraire au Ministre & que les choses en étoient restées là. — Il fait entendre au surplus à l'assemblée que les Ministres ont un plan arrêté, dont il ne se départiront point, quelque danger qui puisse

en résulter pour l'Isle de la Barbade & pour les autres Isles.

1776. Septem. & Octobre

Après la lecture de cette lettre, le Solliciteur général adressa à l'Orateur un discours des plus véhemens contre le Gouverneur, sur ce qu'il avoit osé accuser la Chambre d'imposture, & empêcher, par un faux exposé, l'effet des bontés que le Roi eût pû marquer à la Colonie, dans la cruelle détresse où l'avoit réduite l'interdiction du commerce avec l'Amérique. — Il rappella diverses vexations récentes souffertes par la Colonie & dont elle avoit inutilement demandé le redressement. Il rapporta les preuves les plus incontestables du fléau de la famine qui désoloit l'isle, & il conclut par une motion, en quatre articles, dont le premier assuroit à la Colonie son droit de remontrances, le second soutenoit la vérité des exposés de la pétition, le troisieme déclaroit le Gouverneur ennemi de la Colonie, & le quatrieme, proposoit qu'une nouvelle adresse de remontrances fût envoyée au Roi. — Ces quatre points ayant passé après quelques débats, seulement sur les deux derniers, & à la pluralité de quatre voix, on arrêta un projet d'adresse envoyé en Angletrrre. Elle fut remise par l'Agent au Lord Germaine, & par celui-ci au Roi, qui la renvoya au Bureau de la Trésorerie.

Dans cette piece, qui étoit datée du 9 Juillet, l'assemblée se plaint amerement du Gouverneur

LETTRE

*D'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 24 Juillet 1779.

Ce seroit, Monſieur, manquer entierement le but d'un Journal Anglois que de n'y point donner place aux rumeurs populaires ſuſcitées par les événemens, ſur-tout quand ils ſont d'une auſſi grande importance que ceux qui occupent aujourd'hui la ſcène politique. Voici ce que j'ai recueilli de plus intéreſſant en ce genre dans l'eſpace de la premiere quinzaine qui s'eſt écoulée après la déclaration de l'Eſpagne.

Extraits du Journal patriotique, du 20 Juin au 10 Juillet.

Enfin l'Eſpagne s'eſt déclarée : ce moment qu'on attendoit ou plutôt qu'on craignoit depuis long-tems, eſt arrivé : & nous voilà engagés dans une guerre contre trois grandes Puiſſances réunies. La ſplendeur de cette petite Iſle, qui n'eſt due qu'à ſon eſprit d'unanimité & de liberté, a été une ſource conſtante de jalouſies & de craintes

pour nos ambitieux voiſins : l'accroiſſement de notre proſpérité a multiplié & tenu en haleine leurs appréhenſions ; toute leur politique a moins tendu à s'agrandir qu'à nous abaiſſer. Oſerai-je dire qu'à la fin ils ont trouvé l'heureux moyen d'effectuer ce qu'aucun effort de courage & de vigueur n'auroit pu précédemment exécuter. Ils ont ſu nous diviſer, armer le pere contre le fils & lui mettre un couteau à la main pour l'égorger...... Quoiqu'il en ſoit, montrons nous ſupérieurs à nos calamités : déchirons le voile qui nous aveugloit : ſachons penſer & agir comme de vrais Bretons. Le ſeul & véritable moyen de regagner l'Amérique, eſt d'humilier la Maiſon de Bourbon. C'eſt contre elle que nous devons préſentement diriger toutes nos forces. La prudence & la politique l'exigent abſolument. Ne voyons nous pas que la Maiſon de Bourbon a abandonné ſon ancien ſyſtême des Colonies, ſyſtême ruineux qui dans la derniere guerre l'a extrêmement affoiblie en diviſant ſes forces de terre, & l'a tout à fait épuiſée lorſqu'elle les a employées, ſyſtême qui l'a empêchée d'agir offenſivement & l'avoit forcée de ſe réduire à des entrepriſes non pas contre le cœur de la nation Britannique, mais contre ſes parties les plus reculées ? Ne ſavons nous pas que la Maiſon de Bourbon a cultivé le commerce en Europe, que par ce moyen elle a formé les plus utiles pépi-

nieres pour ses matelots, non pas dans des canaux inconnus auparavant, mais dans des canaux d'où elle nous a chassé nous mêmes ?

N'est-il pas notoire que la Maison de Bourbon a fait les plus grands progrès dans l'étude de la marine : qu'elle a recueilli & adopté avec ardeur les moyens par lesquels nous avons appris à vaincre ; & qu'elle a tourné contre nous des armes qui tant de fois lui avoient été fatales ? Ignorons-nous que la Maison de Bourbon a réduit ses énormes dépenses de paix, que par conséquent elle n'a point usé le nerf de ses ressources, & qu'elle s'est réservée la faculté de les étendre pour une exécution rigoureuse ? Enfin la Maison de Bourbon, pour couronner & rassembler tous ses autres avantages, n'a-t-elle pas réuni ses forces au commencement de la querelle, dans un moment où aucune de ses branches n'avoit reçu d'echec, & où aucune, prise séparément, ne nous étoit inférieure ? Nous savons toutes ces choses, & c'est au milieu de ces orages terribles que nous nous livrons aux disputes & aux divisions ! » Insensé (dit Mercure dans la nue au Charretier) mets la main à la roue, & si avec toutes tes forces tu ne peux parvenir à tirer ta voiture du bourbier, alors tu m'appelleras à ton secours & non pas auparavant «. Insensés ! dirai-je à mes Compatriotes, réunissons-nous pour la cause commune de notre pays ; & laissons nos disputes pour un tems plus convenable.

Nous ſavons, à n'en pas douter, que la flotte Eſpagnole a mis à la voile. Cette flotte eſt compoſée de vingt vaiſſeaux de ligne, ſans compter les frégates. On ſent bien qu'elle n'eſt ſortie que pour ſe joindre au plutôt à celle de la France ; & que cette jonction mettant la nôtre dans la néceſſité indiſpenſable de rentrer dans le port, l'ennemi ſe trouvera maître paiſible des mers.

Le ſloop de guerre le *Cameleon*, de dix-huit canons, a été expedié aux Commandans Anglois dans les Iſles de l'Amérique, pour les informer de cette rupture. On a choiſi le *Cameleon*, parce que de tous les vaiſſeaux de la Marine Royale, c'eſt celui qui eſt le moins propre à ce ſervice. Un cutter eût fait cette route trop vite, une frégate trop ſûrement : un ſloop eſt juſtement ce qu'il nous faut. Il ſera auſſi lent que nos Miniſtres peuvent le déſirer ; & ils ont même tout lieu de ſe flatter qu'il ſera pris dans ſa traverſée.

Le public pourroit témoigner quelque ſurpriſe d'une pareille politique : cependant il auroit tort. Nos Miniſtres ſavent qu'il eſt impoſſible de ſauver nos Iſles, quelque bien avertis que puiſſent être les Gouverneurs & Amiraux qui y commandent. Ils ſavent que Byron eſt auſſi complettement bloqué à Sainte Lucie que d'Eſtaing à la Martinique. Ils ſavent que le Chevalier Peter Parker n'a à la Jamaïque qu'un vaiſſeau de ligne & trois

ou

ou quatre frégates. Ils ſavent que l'ennemi a raſſemblé à Saint Domingue quinze à vingt mille hommes, & que la premiere expédition de ces troupes aura pour objet la conquête de la Jamaïque. Il eſt même très probable que cette opération ſera terminée avant l'arrivée du *Caméleon*, ce qui fournira à nos Miniſtres un prétexte plauſible de dire que le mal étoit fait avant que l'Amiral & le Gouverneur euſſent eu le tems de ſe mettre ſur leurs gardes.

On ne ſe régalera point de tortues cette année, au moins en Angleterre. Les Américains y ont mis bon ordre. Ils ont fait une expédition aux grandes & aux petites *Camanies*, vulgairement appellées *Calmandes* ou les Iſles des *Tortues*, & ils y ont entierement détruit les filets & autres uſtenſiles pour la pêche des tortues. Ils ont emporté ou détruit tout ce qui s'y trouvoit de tortues deſtinées pour la vente: auſſi n'en eſt-il pas arrivé une ſeule ſur aucun des vaiſſeaux des Iſles; & il n'en viendra point de l'année.

On diſoit le 6 Juillet que les flottes Françoiſes & Eſpagnoles avoient été vues à la hauteur d'Oueſſant. Cette nouvelle, portoit les forces combinées à ſoixante & deux vaiſſeaux de ligne & trente fregates. Le Chevalier Hardy eſt revenu avec ſa flotte à Torbay où il a attendu un renfort. Notre flotte, toute petite qu'elle eſt, manquoit au moins

de quatre mille matelots lorſqu'elle a mis pour la deuxieme fois à la voile. C'eſt une gaſconade puérile & pitoyable de l'avoir fait partir dans un tems où elle n'avoit gueres que la moitié de ſes équipages. Mais il s'agiſſoit de ſoutenir le crédit des Lords Sandwich & Mansfield dans le Conſeil, & l'on ſent bien que de pareilles conſidérations doivent l'emporter ſur tout.

Tant que le Roi continuera de mettre ſa confiance en des hommes que la notoriété publique & l'expérience journaliere ont montrés ſi peu dignes des places qu'ils occupent, à des hommes dont les opérations & les talens ſont auſſi généralement que juſtement décriés : tant que Sa Majeſté perſeverera dans une conduite auſſi étrange contre le vœu unanime de tous ſes peuples, il ne faut pas *ſe flatter d'avoir aucun ſuccès.*

Que les Ecrivains aux gages des Miniſtres ne ceſſent de remplir le *Morning-poſt* & les autres papiers publics de libelles contre les perſonnages les plus célebres & les mieux méritans de la nation ! Qu'ils ſoient payés de l'argent public pour ces œuvres d'iniquité! Des hommes tels que les ſieurs Bate & Linde ſont dignes de leurs Commettans. L'objet de ces diffamations journalieres eſt de diminuer la confiance dont le peuple honore ces perſonnages vertueux qui ont donné tant de fois les preuves les plus convaincantes, que s'ils n'eûſſent eu en vue, comme on le

leur reproche, que des places & des émolumens, il y a long-tems qu'ils auroient eu les moyens de ſatisfaire leur ambition & leur cupidité. Tout le monde ſait que le Gouvernement leur a offert des places : que ces propoſitions ont été faites non pas *une fois ni deux ſeulement*, mais à différentes repriſes, & qu'ils les ont toujours refuſées parce que la *cabale Ecoſſoiſe* qui compoſe le Conſeil *particulier* du Roi devoit continuer de diriger les affaires. C'eſt pour expier le crime de ces refus, crime irrémiſſible aux yeux des favoris, que les plus grands perſonnages de la nation n'ont pas ceſſé d'etre en bute à un torrent d'invectives & de calomnies depuis le commencement de la malheureuſe guerre d'Amérique juſqu'au moment actuel.

Nous ſavons de très bonne part que cette année on ne ſe propoſe point de chercher les eſcadres Françoiſes. Le choix des *Hardy*, des *Darby* & des *Digby* eſt un ſûr garant de ce que nous avançons. Il y a plus d'un an que nous dormons & que nos ennemis veillent Leur force s'accroît de jour en jour : ils tirent parti de notre aſſoupiſſement. Du printems de leurs eſpérances ils s'élevent à l'été de leur orgueil, tandis que nous tombons de l'automne de notre maturité dans l'hyver de notre décrépitude.

SUIVANT une lettre d'un Officier à bord du *Victory*, ce vaiſſeau eſt en ſi mauvais état qu'il ſera obligé d'être remis ſur les Chantiers à Plymouth. Ce vaiſſeau fait quatre pouces d'eau par heure, c'eſt-à-dire ſeize tonneaux.

L'OPPOSITION a juré de chercher toujours noiſe à nos malheureux Miniſtres. A tort ou à travers il faut qu'elle rempliſſe ſa tâche. Elle les maltraite ſur-tout au ſujet des forces envoyées avec le Chevalier Charles Hardy contre les François & les Eſpagnols. A l'entendre non ſeulement ils ont des Correſpondants fort peu inſtruits, mais eux-même ſavent très-peu calculer. Non ſeulement ils ne connoiſſent point les forces de l'ennemi; mais ils ne font pas une addition avec aſſez de ſûreté pour comprendre que trente vaiſſeaux ſont en plus petit nombre que quarante, & que parconſéquent la partie eſt trop inégale, ſur-tout quand le ſort de l'empire dépend de celui du combat. Un examen plus réfléchi convaincra les têtes chaudes de l'Oppoſition que nos Miniſtres ſont très-bien ſervis par leurs Correſpondans & qu'ils peuvent citer pour preuve de leur habileté dans les calculs, cette expédition même de Hardy, ſi témérairement décriée. En effet, quoique les eſcadres Françoiſe & Eſpagnole réunies, ſoient compoſées de cinquante vaiſſeaux de lignes & qu'elles

aient des équipages proportionnés à leurs forces, cette prétendue ſupériorité ſe réduit à rien, ſi on compare exactement les vaiſſeaux des trois Puiſſances dans toutes leurs dimenſions. D'abord on trouvera que les Anglois ſont d'une taille plus haute que les François ou les Eſpagnols dans la proportion de dix-huit à vingt, & plus gros dans la proportion de douze à dix : que le bœuf & le porc ſalé à bord de la flotte Angloiſe ſont ſi ſupérieurs aux proviſions des autres, qu'ils donneront à nos matelots ſur les leurs un avantage de corpulence & de force phyſique dans la proportion de treize & demi à onze trois quarts, indépendament de l'effet que doit produire la ſupériorité du rum ou eſprit Britannique ſur le brandvin françois malgré ſa réputation. Toutes ces circonſtances donnent à nos Miniſtres le droit de dire que leurs trente vaiſſeaux ſont plus forts en hommes que ceux des François & des Eſpagnols réunis. Nous ſommes dans le même cas relativement aux vaiſſeaux eux-mêmes. Car quoique l'ennemi en ait cinquante contre nous trente-quatre, cependant le nombre & le calibre de notre artillerie réduit ce tiers à un ſeptieme. On a calculé auſſi que la qualité de notre poudre à canon nous donnoit un avantage d'un huitieme. Nos mêches ſont certainement ſupérieures à celles de l'ennemi d'un demi huitieme ; & d'après cette proportion appliquée à notre mitraille,

à nos grenades, &c. &c. &c. on peut prononcer en toute aſſurance que nos trente-quatre vaiſſeaux valent bien les cinquante de l'ennemi. Or tout le monde ſait que lorſqu'un Amiral Anglois combat à forces égales une flotte Françoiſe & Eſpagnole, il ne peut pas y avoir le moindre doute ſur celui des deux partis qui remportera la victoire.

LE prix des terres dans les Iſles Angloiſes de l'Amérique eſt tombé à un point incroyable. Une très-belle habitation qu'on a offert de vendre pour une ſomme équivalente à onze années de ſon produit, n'a pu encore trouver d'acquéreurs.

LA perte de la Dominique a pour nous des conſéquences plus ſérieuſes qu'on n'auroit pu l'imaginer, en ce que les flottes Françoiſes qui arrivent d'Europe, trouvent le moyen d'éviter nos vaiſſeaux de guerre en ſerrant cette Iſle le plus près qu'il leur eſt poſſible.

LA flotte de l'Amiral Byron a tant de vaiſſeaux hors d'état de manœuvrer, que quatre à cinq vaiſſeaux du nombre de ceux qui la compoſent reviennent actuellement avec la flotte des Iſles. Quels reproches ne mérite pas le Miniſtre qui a envoyé de tels vaiſſeaux pour une expédition auſſi importante? C'eſt cependant lui qui a déclaré dans

la Chambre des Lords qu'il méritoit de perdre la tête s'il ne fourniſſoit pas une flotte capable de faire face aux flottes combinées de France & d'Eſpagne. Et ce même Miniſtre n'a pas pu envoyer pour répondre aux douze vaiſſeaux de guerre de l'eſcadre Françoiſe, douze vaiſſeaux Anglois, ſans que dans le nombre il s'en ſoit trouvé qui étoient depuis deux ans hors du baſſin, ſans avoir été viſités. La nation ne devoit-elle pas le prendre au mot?

L'INACTION de l'Amiral Byron, quoiqu'involontaire de ſa part & même forcée par les ſages meſures du Comte d'Eſtaing, finira par être plus deſtructive pour notre flotte que le combat le plus ſanglant. Le ſcorbut ravagera nos équipages & les vaiſſeaux ſeront mangés de vers. Il eſt vrai que la flotte Françoiſe peut être expoſée aux mêmes accidens; mais elle tirera des Eſpagnols & des Américains des ſecours qui nous manquent. Une force inactive eſt un membre mort dans un Etat. La guerre défenſive eſt comme la conſomption. Elle annonce une deſtruction lente mais inévitable. Il n'y a que la guerre offenſive qui puiſſe rétablir la paix & ſauver un Empire.

ON s'attend que les premieres dépêches des Iſles nous apporteront la nouvelle de la priſe de la Jamaïque. On médite une ſé-

rieuſe entrepriſe contre cette Iſle; & à la honte de nos Miniſtres, il n'y a dans cette importante ſtation qu'un vaiſſeau de 60 canons (le *Ruby*), trois ou quatre frégates & ſloops commandés par des enfans de dix-ſept ans, ſous les ordres du Chevalier Peter Parker.

Nous avons reçu de la Jamaïque des nouvelles certaines du brigandage d'un certain Amiral (Parker). Nous en ferons part au public en tems & lieu. Il eſt bien étrange que dans tous les emplois publics il ne ſe trouve peut-être pas un ſeul homme qui ne ſacrifiât le bien de ſon pays à ſes vues particulieres.

Il eſt honteux pour la Marine Britannique que des enfans de ſeize à dix-ſept ans aient le commandement de nos vaiſſeaux de guerre. Le fils du Chevalier Peter Parker & ſon futur gendre, tous deux dans la dix-ſeptieme année de leur âge ſont nommés contre maîtres & Commandans, & ils ont actuellement deux ſloops. Ce n'eſt pas ſeulement notre foibleſſe dans ces mers & dans cette Iſle qui nous fait craindre qu'elle ne nous ſoit enlevée; mais c'eſt la diſſention qui y regne entre l'Amiral Commandant & les habitans. Ils ne s'entendent ſur rien; & de part & d'autre on ne ceſſe de ſe nuire & de s'injurier. Voilà l'état dans lequel ſe trouvera cette Iſle, la

plus précieuse de nos possessions, lorsque nos ennemis se présenteront pour l'attaquer.

Rien ne peut être plus favorable aux Espagnols & aux François que l'obstination de nos Ministres à rester en place. On ne doute pas que ceux qui se sont si bien comportés dans de petites affaires ne soient capables de faire de grandes choses dans la crise intéressante où nous nous trouvons. Voici la santé que se portent actuellement nos ennemis : vivent long-tems North, Germaine & Sandwich, les vainqueurs de l'Amérique «.

Le parti de Bedford a donné tant de désagrément au Lord North relativement à son Bill pour la Milice, que celui-ci est disposé à donner sa démission ; & l'on ne doute point qu'en effet il ne se retire avant peu. On doit s'attendre que sa retraite en entraînera plusieurs autres. Le Lord Gower, en démontrant publiquemeut l'impossibilité de l'exécution du Bill pour la Milice, tel qu'il venoit de la Chambre des Communes, a fait une insulte personnelle au Lord North auteur de ce Bill. Aussi le Lord North en a-t-il été vivement affecté, & a-t-il dit hautement : » qu'il étoit fâché de voir le défaut d'unanimité par rapport à ce Bill dans la Chambre des Lords «. Ainsi par cette scission dans le Cabinet, le public peut du moins es-

perer d'obtenir un peu plus de juſtice que par le paſſé ; car comme dit le proverbe: quand les coquins ſe querellent enſemble, les honnêtes gens font leurs affaires.

On ſait bien poſitivement que le Lord North a rencontré beaucoup d'oppoſition dans le dernier Conſeil, & que la vacance de la place de Secrétaire d'Etat en a été la cauſe. Le parti de Bedford inſiſtoit vivement pour qu'elle fût donnée au Lord Carliſle. Le parti du Roi y nommoit le Lord Stormont & le parti Miniſtériel y appelloit M. Wedderburne. La diſpute a été très-chaude; & l'on dit que le Lord North l'a emporté parce qu'il a menacé de donner ſa démiſſion s'il n'étoit pas ſecondé par M. Wedderburne. Quoiqu'il en ſoit, il va ſe trouver dans une ſituation trop critique pour qu'on imagine qu'il puiſſe reſter en place. Le parti de Bedford eſt trop puiſſant pour avoir le deſſous. Depuis la guerre préſente il a deux fois déconcerté les meſures du Lord North & a eu la pluralité pour lui. Il faut convenir auſſi que s'il y a une certaine portion de ſageſſe & de prudence dans l'adminiſtration, elle ne ſe trouve que dans le parti de Bedford.

On ſera peut-être bien aiſe de connoître les divers partis du Gouvernement rangés ſous leurs différends chefs. Au commencement d'une guerre il eſt bon de ſavoir ſi

es perſonnages qui doivent la diriger ſont inis ou diviſés entr'eux.

Parti du Roi.

Bute.	Jenkinſon.
Mansfield.	Ellis.
Talbot.	Stanley.
Nugent.	Mackenſie,
Marchmont.	

Parti de Bedford.

Gower.	Weymouth.
Thurlow.	Rigby.
Sandwich.	Carliſle.

Parti Miniſtériel.

North	Dartmouth.
Germaine.	Cornwall.
Rochford.	Buller.

Subalternes.

Johnſtone.	Chamier.
Eden.	Knox.
D'Oyley.	Liſburne.
Frazer.	Powel.
Strachey.	

Plus de vingt des Miniſtres actuels tirent le leurs places depuis dix juſqu'à trente

mille livres ſterling par an, pas un d'eu: n'avoit offert un shelling le 10 Juillet.

PLUS de ſoixante Lords & Membres d(la Chambre des Communes ont des pen ſions depuis mille juſqu'à cinq mille livre: ſterling, & pas un d'eux n'a offert un shel- ling.

PLUS de quatre cents mille livres ſterling ſont diſtribués tous les ans parmi les Mem- bres des deux Chambres du Parlement qui votent avec les Miniſtres, en ſalaires, pen- ſions, *récompenſes particulieres*, & pas un d'eux n'a offert de lever un homme ou de donner un shelling.

ON ſait que le Lord North a retiré l'im- pôt qu'il avoit mis ſur les batiſtes. Cette inconſéquence apparente tient à des cauſes dont le détail pourroit être curieux. Voici en attendant ce qui ſe débite à ce ſujet. La révocation de l'acte ſur les batiſtes ayant été arrêtée dans un Comité des Chefs de la faction Ecoſſoiſe, il a été envoyé en con- ſéquence une députation au Lord North. Mais ce Miniſtre ne voulut point revenir ſur ſes pas & il le ſignifia nettement au Né- gociateur. Ce refus ne découragea pas la faction. Il ſe tint un nouveau conciliabule, dont le réſultat fut qu'on enverroit à cette occaſion un autre Ambaſſadeur à l'Avocat

énéral. Celui-ci plus complaiſant que le iniſtre ſe chargea de l'affaire. Il en parla même jour au Lord North, qui lui dit ue cela ne ſe pouvoit pas. — Il me ſemble, pliqua M. Wedderburne, que ſi vous le ouliez, rien ne vous ſeroit plus facile. — xpliquez-vous donc, reprit le Lord North; ais l'Avocat Général, avec ſon ſang froid rdinaire, lui tourna les talons. Après le ver, le Lord North eut une audience du oi dans laquelle il reçut des ordres poſi-fs qui opererent la révocation du droit ſur s batiſtes. — Cet exemple eſt une nou-elle preuve du pouvoir ſans bornes dont uit la faction Ecoſſoiſe.

Sous le regne de Richard Second, le Juge 'reſilian, favori du Roi, fut pendu : le fils 'un Forgeron fut fait Chancelier : une ca-itation cauſa une rébellion : les Amiraux ui battoient les ennemis étoient diſgraciés; es Parlemens étoient obligés de voter comme leur étoit ordonné : le Roi dictoit les entences des Juges : le peuple murmuroit. lusieurs grands Seigneurs & les Communes réſenterent requête pour que le favori & 'autres Officiers de l'Etat fûſſent éloignés e la Cour. Richard répondit qu'il étoit Roi c que ſur leur demande il ne déplaceroit as un marmiton. Après tant d'opiniâtreté, l fut chaſſé du trône, dépoſé par le peuple, enfermé à la Tour, & à la fin tué par Exton.

Telle fut la fin d'un tyran trop obstin
Charles I.er, Prince hypocrite, dissimul
perfide, perdit la tête sur l'échafaud. So
fils Jacques perdit le trône, qui a passé
la famille regnante. De trop hautes idé
sur la prérogative, ou des querelles avec
peuple, tourneront toujours dans ce pays-c
à la ruine du Souverain.

D'APRES des états autentiques, il paro
que si d'ici à cinquante ans le décroissemen
de la population est aussi considérable qu'
l'a été depuis le même laps de tems, l
nombre des habitans de la Grande Bretagn
sera diminué d'un neuvieme. Cette circons
tance mérite la plus sérieuse attention.

RIEN ne rend plus condamnables les Mi
nistres actuels, que les vues qui les ont por
tés à entreprendre la conquête de l'Amé
rique, la souveraineté seule ayant toujour
été leur unique objet, sans réfléchir un
seule fois qu'il valoit mieux pour la Grande
Bretagne terminer la guerre, en lui assuran
par une alliance réciproque le commerce d
l'Amérique, qui l'a élevé au point où ell
se trouve aujourd'hui, & qui peut seul lu
rendre son ancienne splendeur.

NOTRE refus de reconnoître l'indépen
dance de l'Amérique est une preuve certain
que le Ministere ne fait point la guerre pou

le peuple d'Angleterre; puiſque nous n'avons en vue que le commerce & non pas la Souveraineté qui eſt une pure chimere.

SUPPOSER que les peuples d'Angleterre voient de mauvais œil l'indépendance de 'Amérique, malgré leur attachement pour e Roi, ce ſeroit les regarder comme de vrais idiots. Ils ont encore aſſez de ſens commun pour ſe dire qu'il n'eſt point de l'intérêt de leur pays de combattre avec l'Amérique & de la forcer à reconnoître la puiſſance royale. Quand la folle ambition d'un Monarque ſeroit pleinement ſatisfaite à l'égard des Américains, quel avantage en retirerions nous? Le Miniſtere avoue franchement que cela ne nous procurera jamais n revenu qui mérite la peine d'en parler. Or ſi la dépendance de l'Amérique ne peut as nous rendre ſon commerce, que reſte-t-il à déſirer à la nation Angloiſe?

IL y a eu ces jours derniers quelques cnteſtations dans le Cabinet relativement u projet de retirer nos troupes de l'Amérique. Mais tout a été pacifié par l'interpoſition du Roi, qui a déclaré qu'il falloit onquérir l'Amérique.

DANS un moment où nous ſommes engagés dans une guerre avec la France, l'Eſpagne & l'Amérique, la Marine perd les

Amiraux Keppel, Harland & Howe; & les Généraux Howe & Grey ſe retirent du ſervice de terre. On peut citer cet exemple entre mille de l'attention extrême avec laquelle le gouvernement veille aux intérets de la nation.

L'ENQUETE ſur la conduite des Généraux qui ont commandé nos armées en Amérique, donne à toute l'Europe une preuve complete de l'aviliſſement le plus déplorable dans lequel une nation puiſſe tomber, c'eſt-à-dire une preuve que nous manquons de tout ce qui conſtitue des Commandans militaires. Il eſt bien étonnant que l'adminiſtration ait permis de divulguer le ſecret d'une pareille découverte. Quel mépris n'auront point conçu les Puiſſances étrangeres pour le Parlement Britannique quand elles auront vû qu'un Amiral (Keppel) a été remercié pour avoir pris la fuite, & qu'un Général (Burgoyne) ſollicite des applaudiſſemens pour avoir ſacrifié une armée? Quelle opinion doivent elles avoir de la ſageſſe d'un Cabinet qui ſouffre qu'une faction connue & avouée publie nos beſoins, nos fautes, notre foi bleſſe, l'état de nos forces, enfin tous les avis quelconques, de quelque nature qu'ils ſoient, & dans le ſecret deſquels conſiſte en grande partie l'art de faire la guerre?

Un homme de bon ſens a obſervé que l

les Espagnols ont commencé les hostilités envers la Grande-Bretagne, cela ne peut provenir que du profond mépris qu'ils ont pour ceux qui dirigent nos affaires. Au milieu d'une guerre malheureuse, dans un moment où nous devrions recueillir l'avis de tout citoyen sensé & rassembler les forces de chaque individu, le Parlement au lieu de délibérer sur les moyens de sauver l'état, s'est amusé dans une Chambre à prendre de longues & ennuyantes informations sur la longueur des chemises de l'hôpital de Greenwich, & dans l'autre, il a disputé sur des victoires navales qui n'ont jamais été gagnées, & sur le succès qu'auroient eu probablement en Amérique certaines batailles qu'on a oublié de donner : le tout, pour accomplir les vœux patriotiques d'une faction dont les vues ne sont que trop notoires.

Le Gouvernement a reçu des avis allarmans de Virginie.

Le Chevalier Henri Clinton désaprouve dans une lettre particuliere le séjour qu'on a fait à Portsmouth, & le Gouvernement est de son avis. Les troupes qui étoient unies sous le Chevalier Howe, & qui même alors étoient insuffisantes pour faire quelque chose d'essentiel, depuis qu'on en a tiré un détachement de cinq mille hommes pour les Isles d'Amérique, sont partagées en trois

parties ; ſavoir, à New-York, en Virgini & en Géorgie. Ainſi dans le cas où Washington les attaqueroit avec toutes ſes forces, il les tailleroit en pieces.

S'IL eſt des gens qui voient tout en noir il y en a auſſi dont l'imagination toujour riante aime à ſe repaître de belles chimeres La guerre avec l'Eſpagne n'a pas manqu de donner carriere aux ſpéculations de ce deux claſſes de politiques. On ne peut cependant s'empêcher d'obſerver à ceux qu preferent de voir les choſes du côté favorable, que malheureuſement cette guerre n reſſemble en rien à toutes celles que nou avons eues juſqu'à préſent. En 1761, lorſque l'Eſpagne ſe joignit à la France, cett derniere Puiſſance étoit réduite au plus ba degré de foibleſſe & d'épuiſement, tandi qu'une ſuite continuelle de triomphes nou avoit elevés au comble de la gloire & de l proſpérité. D'ailleurs nous avions alors l'Amérique pour alliée & pour amie. Quell différence de ce tableau à la perſpective qu nous avons actuellement devant les yeux La France & l'Eſpagne ſont dans la plénitude de leurs forces, & jamais leur Marine n'a été auſſi formidabie. Par les funeſte effets de notre politique moderne, les Américains, ci-devant nos freres, ſont devenu les amis de la maiſon de Bourbon & le ennemis de la Grande-Bretagne. L'Amériqu

ſeule à triomphé des armes Britanniques. Quel ſera donc notre ſort lorſqu'elle ſera jointe à ſes nouveaux Alliés.

DANS la derniere guerre, nous avons combattu la France & l'Eſpagne, & nous avons eu les avantages les plus ſignalés ſur ces deux Puiſſances dans les Iſles de l'Amérique. Mais c'eſt principalement aux Américains que nous étions redevables de toutes ces victoires ; & on ne doit pas oublier ſur-tout que c'étoient eux qui approviſionnoient nos Iſles, de farine, de bétail, de merrein, &c. dans un tems où nos ennemis ne pouvoient tirer tous ces articles que d'Europe. La chance a bien tourné. Actuellement c'eſt à nous à envoyer d'Angleterre & d'Irlande tout ce qui eſt néceſſaire à notre flotte & à notre armée dans les Iſles, qui n'a pas d'autre débouché pour ſe procurer ces ſecours que nos ennemis tireront d'Amérique.

NOUS ſavons avec certitude que la Hollande ſe plaint de divers griefs reçus de notre part, & que la Ruſſie a réſolu de garder la neutralité la plus ſtricte. Rien ne manque plus à notre malheur !

C'eſt chez une nation Chrétienne, renommée par la ſageſſe de ſes loix & par ſon humanité, c'eſt enfin à Londres qu'on a vu ces jours-ci plus de douze cadavres à Tower-

Hill, placés en cet endroit pour y être reconnus par leurs familles. C'étoient des jeunes gens qui avoient été preſſés, & mis à bord de l'*Aigle* où ils avoient été ſuffoqués. S'il faut aujourd'hui que les citoyens ſoient enlevés à leurs maiſons & à leurs familles, on devroit du moins les mettre dans un lieu où ils pûſſent reſpirer, au lieu de les enfermer en ſi grand nombre ſur une allege.

Les enrollemens forcés n'ont pû avoir lieu ni parmi les ouvriers des mines de charbon dans le Comté d'York, ni parmi ceux des mines d'étain dans le Comté de Cornouailles. Ils ont repouſſé les Compagnies d'Enrôleurs, qui ont eu beaucoup d'hommes tués.

QUE devons-nous penſer de la ſituation de notre pays & quelle crainte ne devons nous pas avoir de l'ennemi, lorſque dans un tems où nous avons dans l'Iſle ſoixante-trois mille hommes armés, nous ne nous croyons pas en ſureté contre une invaſion, & qu'il nous faut doubler notre milice, ce qui encore ne pourra s'exécuter que par des enrollemens volontaires?

ON recommence à craindre une invaſion en Irlande. Les Régimens de volontaires ſont campés, & ils ſont le ſervice des Soldats ordinaires. Le fait eſt que ce qu'il y a de troupes reglées dans toute l'étendue du Royaume peut à peine mériter le nom d'ar-

mée, & que sa principale défense consiste dans un certain nombre d'hommes *qui se sont armés d'eux-mêmes sans recevoir de paye ou agir sous une autorité légale*. Cet esprit public fait sans doute le plus grand honneur aux Irlandois ; mais ils devroient aussi avertir les Ministres, qui méprisent un peu trop cette nation, que la circonstance n'est pas favorable pour lever trop haut sur eux la verge de l'oppression.

Extrait d'une lettre de Dublin, datée du 30 Juin 1779.

A l'égard de la situation de ce Royaume relativement à son commerce, à ses manufactures ou à son opulence, je puis vous assurer en général qu'il n'y a pas de nation plus à plaindre aujourd'hui sur la surface du globe. Il y a peu de propriétaires de terres qui aient vingt shellings en poche. A l'exception d'un très-petit nombre de Marchands de Dublin, de Corke, de Belfast & de deux ou trois autres Villes, tous les autres ne font rien. Les Artisans, les Ouvriers, &c. sont plus gueux que des rats d'église. La plupart de ceux qui ont le nom de Marchands dans ce Royaume ne sont que des Facteurs. S'ils avoient des capitaux suffisans pour faire le commerce, nous pourrions profiter des dernieres douceurs que nous a procuré la législation Angloise en nous

accordant la libre exportation d'un petit nombre d'articles. Malgré les aſſociations, pour ne plus prendre de marchandiſes Angloiſes, & les encouragemens donnés en dernier lieu à nos manufactures, la populace s'eſt attroupée deux fois depuis quelques jours pour détruire les Manufactures Angloiſes, & a commis beaucoup de déſordre. Elle ſe ſeroit portée à des excès plus violens ſi les Volontaires de Dublin (corps très-utile & très-bien compoſé) n'eûſſent point arrêté les plus mutins & conduit quelques-uns d'eux à la priſon de Newgate. Quelques ſéditieux cherchent toujours à engager leurs camarades dans une rébellion ouverte. Pluſieurs de nos Ouvriers refuſent de travailler, à moins qu'on n'augmente leur ſalaire : ils courent les rues & extorquent de l'argent publiquement.

SI l'on eût mis ſous les yeux des Miniſtres le calcul qui ſuit & qui nous montre ce que nous coute la guerre Américaine, il faut croire qu'ils n'eûſſent jamais engagé la nation dans une guerre ſi diſpendieuſe.

Livres ſterling.

30,000,000 en eſpeces ſonnantes en cinq années, & dont la nation paye des intérêts.

20,000,000 de déficit de douanes & de denrées d'acciſe Américaines, à quatre millions par an.

1,500,000	pour la valeur de cinquante mille têtes, en les mettant seulement à 30 livres chacune, estimation d'un Brunswikois, qui, selon l'apparence, ne valoit ni la poudre ni le plomb.
3,000,000	accordés aux Américains incendiaires & réfugiés, sur le pied de 60,000 liv. par an.
54,500,000	

Et outre cette énorme dépense de près de soixante millions, par lesquels on n'a rien gagné, nos Ministres nous engagent aujourd'hui dans une nouvelle guerre encore plus ruineuse avec toute la Maison de Bourbon.

Divers écrits sur la descente dont l'Angleterre se croit menacée.

L'étude, Monsieur, que vous avec pû faire sur la carte de la Manche, par le moyen du précis historique de toutes les invasions faites en Angleterre, vous fera lire avec plaisir divers écrits nouveaux où cette matiere est très-disertement discutée, & surtout ceux qui ont pour titre l'*allarme*, où vous trouverez la critique la plus ingénieuse & la plus juste de la proclamation du 17 Juillet, par laquelle le Roi d'Angleterre a annoncé à ses peuples qu'ils ont sujet de

s'allarmer du projet qu'il ſuppoſe à ſes enne mis..

Obſervations d'un Voyageur Anglois ſur l'éta actuel de certaines parties des côtes.

JE viens de faire un tour le long des côte: du Comté de Kent, & je n'ai pas été mé diocrement ſurpris de voir la plus grand partie de ces côtes abſolument ſans défenſe quoiqu'elles ſoient ſi proches de celles d l'ennemi. J'avoue que cette négligence, ou ſi l'on veut, cette ſécurité m'a paru un pe forte dans une circonſtance où l'on ne parle que d'invaſion & des moyens de la repouſ ſer. Mais ce qui m'a le plus étonné, c'eſt l mauvais état de trois places qui avoient été certainement conſtruites pour la protection de cette côte, mais que depuis on a laiſſé tomber en ruines. Je veux parler de *Deal* de *Walmer*, & de *Sandown-Caſtle*, qui n pourroient pas réſiſter à une Compagnie de Milices de Londres. Toute l'Iſle de *Thane* eſt également ſans défenſe, & la côte depuis *Douvres* juſqu'à *Winchelſea* en Suſſex n'eſt pas en meilleur état. Je conviens avec tout le monde que nos vaiſſeaux ſont les meil leurs remparts de ce Royaume, mais comme il eſt poſſible que le vent, le gros tems ou une ſupériorité irréſiſtible de la part de l'en nemi, portent à notre marine un coup qui en ſuſpende pendant quelque tems l'action,

on ne devroit point négliger de tenir en bon état les forts qui garniſſent ou doivent garnir les côtes. Si les François ſe fûſſent aviſés d'attaquer l'Amiral Hardy lorſqu'il étoit avec toute ſa flotte à Torbay, il n'y avoit pas ſur la côte un ſeul canon pour la défendre.

Suivant le rapport fait à Sa Majeſté par le Lord Amherſt, les fortifications de Plymouth ſont dans le meilleur état poſſible; mais on a reconnu que le rivage oppoſé, où eſt la maiſon du Lord Edgecombe, commandoit celui de Plymouth, & que par conſéquent les fortifications de ce port devenoient peu néceſſaires & même inutiles: outre qu'on peut effectuer un débarquement dans une baye voiſine, hors de la portée du canon de tous les forts.

Diſtribution qu'il convient de faire de nos forces maritimes pour le ſervice de la Manche ou pour la défenſe de nos côtes (8 *Juillet* 1779).

Lorſque les vents ſouflent de l'Oueſt, la ſtation convenable pour la flotte Britannique eſt à huit ou dix lieues à l'Oueſt d'Oueſſant, tant que l'ennemi reſte dans ſes ports.

Si l'ennemi eſt à la mer & qu'il nous évite, ce qui eſt aſſez ordinaire, notre flotte doit être de quarante à ſoixante lieues à l'Oueſt de Breſt en pleine mer.

Lorſqu'on attend des flottes marchandes

en Angleterre & que l'on présume que l'ennemi est sur le point de sortir, il faut envoyer au-devant de ces flottes une petite escadre de trois ou quatre vaisseaux de ligne & de quelques frégates pour les escorter jusque dans nos eaux.

Lorsque l'ennemi est en mer avec toutes ses forces & que nous attendons des flottes marchandes, la flotte Britannique pourvoiera aux deux objets en prolongeant sa ligne & en faisant croiser de petits bâtimens depuis les côtes méridionales de l'Irlande jusqu'à Belle-Isle. Mais l'Amiral aura toujours soin de ne pas séparer le gros de son armée.

Torbai est la station la plus convenable lorsque les vents sont à l'Ouest ou qu'ils souflent fortement du Sud.

S'il doit se faire une réunion des flottes Françoise & Espagnole, qui pourroient rendre les forces de l'ennemi supérieures, il n'y a que deux moyens de l'empêcher. Il faut ou se tenir à dix lieues à la hauteur de Brest, ou bien, si le vent & le gros tems s'y opposent, porter à une trentaine de lieues en pleine mer, ayant soin de faire croiser des frégates, des corvettes & d'autres petits bâtimens vers les côtes de France, ces bâtimens formant un demi cercle, dont la partie extérieure sera au Sud-Ouest. Par ce moyen, il sera également impossible aux François de sortir & aux Espagnols d'approcher sans que l'Amiral en soit instruit;

mais cette manœuvre ne peut point s'exécuter sans frégates.

Lorsqu'on attend des renforts, pour donner à la grande flotte un nombre de vaisseaux à peu-près égal à celui de l'ennemi, la croisiere à huit ou dix lieues des Sorlingues est une très-bonne station, pourvu que la mer ne soit pas trop agitée ni les marées trop fortes.

Quand la flotte est trop long-tems sur les sondes, les équipages sont attaqués de différentes maladies telles que le scorbut, les fievres, &c. qui se manifestent principalement parmi les hommes les moins accoutumés à la mer. Pour éviter ce malheur, le pire de tous, il doit y avoir des bâtimens occupés à conduire aux hôpitaux établis sur les côtes, les plus malades : les autres pourront être mis à bord de vaisseaux hôpitaux destinés pour cet objet; & les vivriers seront continuellement employés à fournir à la flotte des provisions fraîches.

La flotte ne devroit jamais rester long-tems sur les sondes, pour deux raisons: 1.° c'est que les gros vaisseaux (ceux du premier & du second rang) y sont exposés à des dommages considérables s'ils ne sont pas dans le meilleur état, très-aisés à gouverner & fins voiliers : 2°. c'est qu'une longue croisiere sur les sondes est toujours funeste aux équipages, mais plus particulierement

aux matelots ordinaires, aux hommes de terre & aux ſoldats de marine.

Lorſque les vents ſont à l'Eſt & modérés, & que l'ennemi eſt dans le port, la meilleure ſtation eſt à dix ou douze lieues devant Breſt.

Avant que la réunion des flottes Françoiſe & Eſpagnole puiſſe s'effectuer, nous aurons quarante-un vaiſſeaux de ligne à la mer, & ces forces ſeront ſuffiſantes pour faire échouer toutes les entrepriſes que l'ennemi pourroit tenter pendant le reſte de la campagne.

Enfin ſi l'Amiral Hardy eſt actuellement à Torbay & que le vent reſte au même point où il paroît fixé depuis quelques jours (Nord & Nord-Eſt), il lui ſera facile, à moins que la mer ne devienne trop groſſe, d'aller ſur le champ établir ſa ſtation devant le port de Breſt. S'il ſurvient du mauvais tems, il pourra ſe retirer en pleine mer juſqu'à trente & même ſoixante lieues des côtes de France, & ſelon que le tems & le vent lui ſeront plus ou moins favorables, paſſer ainſi alternativement d'une poſition à l'autre, juſqu'au 15 ou 20 Août.

Au Lord Sandwich.

Le nombre des vaiſſeaux de ligne employés (à l'exception des vaiſſeaux de garde, des vaiſſeaux munitionaires & des vaiſſeaux

hôpitaux, qui ne peuvent jamais être mis en état de guerre) passe à peine soixante-dix voiles. Mais en comprenant dans ce compte les vaisseaux de ligne de toute espece aujourd'hui en commission, leurs équipages ne composent pas quarante-trois mille hommes. Les vaisseaux de guerre de 50 canons à 20 (tous compris), ont moins de vingt mille hommes; & nous pouvons ajouter environ six mille hommes de plus pour les sloops, les vaisseaux armés, les cutters, les yachts, &c. formant un total au moins de soixante mille hommes, tant matelots que soldats de marine, actuellement sur les flottes Britanniques. Sans doute vous croyez comme dans les premieres années, charger la nation pour les milliers qui restent sur votre liste de la Chambre des Lords. Combien de ces matelots sont dans l'autre monde! Combien ont déserté, ou sont à l'abri de vos recherches! Combien d'autres sont employés........ Je n'entre pas dans les secrets de l'Amirauté. Mais, Milord, encore un mot ou deux sur le succès avec lequel vous équipez nos flottes, sur le grand art avec lequel vous dirigez la marine & vous renforcez les diverses escadres qui sont actuellement sur l'Océan. Depuis le mois de Janvier dernier, près de cinq cents bons matelots ont déserté de nos vaisseaux de guerre. Les équipages de quelques-uns de nos vaisseaux de ligne, dernierement ar-

més, sont si mauvais, que les Commandans ont menacé publiquement de faire sur cet objet une protestation en forme à l'Amirauté : peut-être la chose est-elle faite actuellement ; & cependant vous avez réduit la plupart des vaisseaux de guerre du troisieme rang à un complet de cinquante hommes de moins que ce qui a été accordé par ordre du Conseil dans la derniere guerre, à la réquisition des Amiraux Anson, Hawke & Boscawen. Depuis sept années consécutives vous avez, sous différens prétextes, obtenu de l'argent du Parlement pour réparer des vaisseaux qui ne sont pas encore en état de servir, & dont plusieurs ne pourront jamais mettre à la mer. Au lieu de construire des frégates de 32 & de 36 canons, vous en avez fait faire de 28 & de 24, quoique la différence du prix, relativement à leur construction, soit un bien petit objet pour le public. D'ailleurs celles de 28 & de 24 sont infiniment moins utiles contre les frégates Françoises & Espagnoles. Dans toute cette année on a lancé une seule frégate de 32, & on n'en a point lancé de 36. De soixante vaisseaux en ordinaire, il y en a au plus trois qui peuvent être mis en état de se battre entre les mois de Juillet & Décembre. A l'égard des cinquante-sept restans, vous pouvez hardiment en déchirer une quarantaine & en vendre le bois pour en faire du feu dans les endroits où l'on manque de char-

bon. La quatrieme partie de la flotte de Hardy eſt en ſi mauvais état, que vous ferez bien de ne pas la laiſſer dans le Golfe de Gaſcogne ou au-delà du cap Lizard après l'équinoxe de Septembre.

L'ALLARME.

N°. Ier.

(*Que ceux là entendent, qui ont des oreilles.*)

Le Docteur *Johnſon* peut, s'il le juge à propos, ajouter aux ſervices qui lui ont valu ſa penſion, en appellant mon *allarme* une *fauſſe* allarme. Mais s'il ne nie point les faits, je ne m'inquieterai gueres de ſon opinion ſur leur qualité. Que l'allarme ſoit *vraie* ou *fauſſe*, il n'en eſt pas moins conſtant que c'eſt du Gouvernement lui-même qu'elle eſt émanée.

A minuit précis le Samedi 17 Juillet, on a vu s'élever de Whitehall le météore le plus ſurprenant qui ait jamais répandu l'allarme parmi les peuples d'Angleterre. Dans un moment de calme & d'inſouciance, tel que je ne me rappelle pas d'en avoir vû un ſemblable depuis pluſieurs années, à l'inſtant même où le repos du ſommeil alloit nous délaſſer des frivoles amuſemens de la journée, pour nous préparer aux frivoles dévotions du lendemain, (la nuit du Samedi au Dimanche) voilà que tout-à-coup, & ſans

daigner employer aucunes de ces gradations par lesquelles il est d'usage de disposer les esprits à quelque nouvelle innattendue : voilà que la Gazette de la Cour nous déclare tranquillément & comme si c'étoit une chose toute simple, que l'ennemi est sur le point d'envahir *l'Empire Britannique, absolument dénué de toute espece de défense*. Un événement aussi effrayant nous est annoncé avec aussi peu de cérémonie que la banqueroute d'un Marchand ou la récompense promise à ceux qui arrêteront un voleur de grand chemin.

Cependant, pour nous rassurer & faire diversion aux allarmes que pourroient nous causer les périls dont nous sommes menacés de si près, l'officieuse gazette nous donne en même tems *quelques copies de lettres* pour nous informer de la prise d'une Isle sur les côtes de la Caroline & de quelques autres *petits* avantages. Telle est au moins l'épithete dont les honore le Général Clinton lui-même : & je l'ai trouvée trop précieuse pour la changer. Ainsi tandis que d'un côté on nous attere par *l'assurance positive* du danger auquel la ville de Londres va être exposée, on cherche de l'autre à nous consoler par la *probabilité* qu'à douze ou quinze cents lieues de la Grande-Bretagne une Ville Américaine que l'on appelle *Charles-Town*, est peut-être pour quelques momens sous la domination Britannique. Mais pour guérir radicalement

dicalement nos frayeurs, espece de maladie à laquelle nous sommes fort sujets depuis quelques années, on nous administre la dose ordinaire de confortatifs dans nos défaillances, consistante en deux ou trois adresses d'Edimbourg & de Glasgow, où les Ecossois offrent au Roi leurs vies & leurs biens, comme si l'insulte & la dérision de leur part devoient toujours aggraver nos dangers & notre détresse.

Nous sommes donc informés par l'autorité royale, dans la Gazette de la Cour, que nous devons nous attendre d'un moment à l'autre à une invasion de la part des François. Examinons avec quelqu'attention les mesures qui ont été prises pour nous défendre par ces mêmes Ministres à qui nous devons attribuer l'état critique où nous nous trouvons. Combien de fois le Lord Sandwich ne nous a-t il pas assurés que notre Matine seroit toujours supérieure aux forces réunies de la France & de l'Espagne? Et cependant voilà que notre grande flotte, après avoir fait la parade, je ne sai où, pendant une quinzaine de jours, est revenue à Torbay (*a*) où elle est encore saine & sauve, au moins jusqu'à présent, laissant les deux flottes de l'ennemi en pleine liberté de se joindre, d'entrer dans leurs ports, d'en sortir, d'embarquer des troupes, de travailler à leurs pré-

(*a*) Du 5 Juillet jusqu'au 14.

paratifs d'invaſion, en un mot, de faire tout ce qu'ils jugeront à propos; car non ſeulement nous avons la complaiſance de ne gêner en rien les François ni les Eſpagnols dans leurs opérations, mais nous craignons même de les inquiéter par une curioſité indiſcrette.

On nous a dit que le Chevalier Hardy étoit revenu pour completter ſa proviſion de petite biere qui n'étoit pas ſuffiſante. Voilà ce qu'ont publié par tout les créatures de nos Miniſtres, eſpeces d'échos que l'on peut regarder comme des ſupplémens de la gazette, & par le moyen deſquels l'adminiſtration cherche à répandre & à accréditer dans le public des nouvelles & des opinions trop abſurdes pour que les plus intrépides de leurs Journaliſtes aient le courage de les imprimer.

Il eſt aſſûrément très-inutile de faire aucuns raiſonnemens ſur une ſolution auſſi ingénieuſe de notre paradoxe maritime. Je me contenterai d'obſerver, comme une choſe ſinguliere, que le Lord Sandwich ne ſe défend jamais ſur ſon innocence toutes les fois qu'on lui reproche de s'être mal conduit. Sa méthode, dans ces occaſions, eſt aſſez curieuſe pour être rapportée. En général il commence par s'avouer coupable; mais il ne veut pas convenir que ce ſoit du défaut dont on l'accuſe. Par exemple lorſque nous voyons la flotte Angloiſe chercher pour la ſeconde fois, le 17 Juillet, un azile contre

la ſupériorité de l'ennemi, les partiſans du Lord Sandwich publient hautement que cette infériorité de notre flotte (infériorité qui le rend coupable de trahiſon) n'eſt pas la cauſe qui a forcé Hardy d'abandonner ſa croiſiere, & qu'il n'eſt rentré que parce qu'il manquoit des approviſionnemens néceſſaires pour ſa flotte, ce qui prouve une négligence non moins criminelle de la part du Miniſtre de la Marine. Cette abſurdité me rappelle l'hiſtoire du Brigand qni prétendoit que ce n'étoit point pour maſſacrer les paſſans, mais pour les eſtropier, qu'il ſe tenoit en embuſcade ſur les grands chemins. Cette diſtinction ne l'empêcha pas d'être pendu. J'ignore quel avantage le Lord Sandwich ſe promet d'une plaiſanterie de cette eſpece. Tout ce que je ſais, & ce qui malheureuſemenr n'eſt que trop vrai, c'eſt que la flotte a quitté ſa ſtation, que l'ennemi eſt maître abſolu de la mer, & que la proclamation inſérée dans la Gazette de la Cour, annonce hautement une invaſion.

Tel eſt l'état de notre flotte dans ce moment de danger, dans ce moment d'allarme, oui d'allarme, de conſternation, d'autant plus juſte qu'elle nous eſt ordonnée *de par le Roi*. Ces flottes, qui après la protection de la Providence, avoient ſuffi juſqu'à préſent pour mettre à couvert de tout danger les Iſles Britanniques qu'elles environnoient

d'un rempart inexpugnable, ſe ſauvent dans nos ports pour y cacher leur foibleſſe & la honte qu'elles ont ſans doute de mandier pour elles-mêmes à nos rivages la ſûreté qu'elles devroient leur procurer. Tel eſt l'uſage que l'on fait de ces fortereſſes flotantes, ſeule défenſe de notre Empire. Telles ſont les armes que les Miniſtres du Roi oppoſent à l'ennemi.

Mais ſans doute, dira quelqu'un de leurs partiſans, qui ſont tous, comme de raiſon, des hommes très-déſintéreſſés, ſans doute les Miniſtres, inſtruits qu'il étoit impoſſible de compter ſur la Marine Angloiſe tant qu'elle ſeroit conduite par le Lord Sandwich, ont pris toutes les précautions néceſſaires & ſuffiſantes pour veiller d'une autre maniere à notre ſûreté «. A la bonne heure! — Il fut un tems cependant où nous ne ſerions pas entrés facilement en compoſition ſur la foibleſſe reconnue de notre flotte, & où il auroit été un peu dur pour nous de renoncer à la protection juſqu'alors ſi efficace de notre Marine & d'être obligé de rayer cet article eſſentiel de l'état *des voyes & moyens* de la défenſe nationale.

Mais par complaiſance pour le ſyſtême à la mode, il faut me faire violence, le cœur navré d'angoiſſes, retirer mes yeux & mes eſpérances d'une marine confiée aux ſoins d'un Lord Sandwich. Il faut bien, je le ſens, entendre enfin raiſon, & compter ab

ſolument pour rien une force, qui ſous la direction de ce grand homme, n'a eu d'effet que contre nos Commandans & n'a ſervi qu'à priver l'Angleterre des ſervices d'un Keppel & d'un Howe. Je m'attacherai aux moyens de défenſe qu'on a ſubſtitués pour la premiere fois à ceux qui juſqu'à préſent ne nous avoient jamais manqué. En conſéquence ma prochaine *allarme* commencera à l'examen des meſures concertées par les Miniſtres, & des moyens qu'ils ont pris pour chaſſer l'ennemi du Royaume dont, ſuivant leur propre aveu, ils ne peuvent lui fermer l'entrée. Puiſqu'ils ont renoncé à toutes idées de défenſe maritime, apparemment les préparatifs qu'ils ont fait ſur terre peuvent y ſuppléer efficacement: c'eſt ce qu'il faudra voir.

[*On eſt obligé de remettre au numéro prochain les numéros* 2 *&* 3 *de l'allarme.*]

P. S. du 28 *Juillet*

ON aſſure ici généralement que la premiere rentrée de l'Amiral Hardy à Torbay le 5 Juillet, a eu pour motif la peur que lui avoit faite la flotte de Saint Domingue qui eſt arrivée quelques jours après à Breſt, & qu'il avoit priſe pour l'eſcadre du Comte d'Orvilliers. On conçoit que cette découverte eſt délicieuſe pour les amis de l'Amiral Keppel, & qu'ils n'ont point manqué

de rappeller à la nation que M. Keppel n'avoit pas héſité à ſe préſenter devant Breſt, quoiqu'il n'eût pas plus de vingt-deux vaiſſeaux de ligne, ce qui eſt bien éloigné de trente trois.

L'eſcadre de l'Amiral Hardy, qui avoit relâché, comme je vous l'ai annoncé dans ma derniere lettre, dans les eaux de Plymouth, non pas le 18 mais le 17, a paſſé devant Falmouth le 18 au ſoir avec un bon vent. On conjecture que ſa rentrée a été occaſionnée par la rencontre qu'elle a faite de la frégate le *Levant* qui arrivoit de la Méditerranée, & par laquelle on a appris que l'eſcadre Eſpagnole avoit paſſé le cap Lagos Cette frégate a été arraiſonnée par les Eſpagnols qui ne l'ont point arrêtée, parce que le Commandant n'avoit pas encore atteint la hauteur où il devoit être arrivé avant d'ouvrir ſes ordres.

Lorſqu'on apprit à Londres le 21 que l'eſcadre de l'Amiral Hardy avoit reparu dans les eaux de Plymouth, les Miniſtres qui craignirent qu'on n'attribuât ce retour, comme cela eſt arrivé, à la connoiſſance que l'Amiral auroit eue de la jonction déja effectuée ou bien prochaine des flottes Françoiſe & Eſpagnole, firent répandre dans Londres que l'eſcadre revenoit pour faire de l'eau. Comme cette raiſon fut généralement trouvée abſurde, l'eſcadre n'ayant quitté Torbay que le 14. quelqu'un fit mettre dans

les gazettes que ce n'étoit point le manque d'eau qui la faiſoit rentrer, mais le manque de *bois*, & cela eſt très-vrai, car on a toutes les peines du monde à lui completter trente-cinq vaiſſeaux de ligne: peut-être même ne les a-t-elle pas encore, le *Formidable*, de 90 canons, qui eſt parti le 25, pouvant avoir été repouſſé par le vent.

La vraie raiſon, dit un Gazetier Anglois, pour laquelle l'Amiral Hardy n'a point trouvé les eſcadres Françoiſe & Eſpagnole, c'eſt qu'il ne les a point cherchées. Ses ordres ſont poſitifs de ne point s'écarter de l'entrée de la Manche qu'il n'ait été renforcé de ſix autres vaiſſeaux de ligne, que le premier Lord de l'Amirauté aſſure devoir être prêts vers le 15 Août au plus tard. C'eſt avec cette force qu'il ira ſe meſurer contre une armée d'un tiers ſupérieur à la ſienne.

On aſſure qu'il regne une grande méſintelligence entre les Officiers Commandans de l'eſcadre, & que notamment le Chevalier Hardy & le Lord Mulgrave, un des Commiſſaires de l'Amirauté, ſont très-mal enſemble: on en appréhende des ſuites fâcheuſes.

Il ne faut point attendre de ſi-tôt la nouvelle de quelqu'action entre l'Amiral Hardy & les Alliés. Nous ne pouvons point nous y expoſer, diſent tous les Gazetiers Anglois, que nos flottes des Iſles & de la Jamaïque ne ſoient rentrées. La premiere doit

être de trois cents voiles, la seconde eſt auſſi très-conſidérable. Si elles ſont interceptées par l'ennemi, il conſervera une telle ſupériorité, que nous ſerons obligés d'éviter toute rencontre juſqu'à la fin de la campagne. Ceux qui ſe flattent que les cinq ou ſix vaiſſeaux de ligne de l'Amiral Byron qui reviendront avec ces flottes, pourroient augmenter nos forces, ignorent donc dans quel miſérable état ſe trouvent ces vaiſſeaux ainſi que leurs équipages.

Deux vaiſſeaux de l'Amiral Byron ont été déſarmés à Sainte Lucie faute d'hommes. Ils en ont perdu chacun trois cents. Il n'en reſte plus que cent ſur le *Raiſonnable*, de 64 canons, qui, d'après les dernieres nouvelles de New-York, étoit à Rhode-Iſland.

On prétend que le 21 l'Amiral Hardy étoit à neuf lieues au Nord d'Oueſſant.

Le 18 au ſoir on l'avoit vû à quinze lieues Sud-Oueſt des Sorlingues, portant au Nord.

Le 23 Juillet il eſt arrivé de Londres à Portſmouth un Exprès qui s'eſt embarqué auſſitôt pour porter de nouveaux ordres à l'Amiral Hardy.

Le *Chatham*, de 50 canons, qui ramenoit la flotte de la Méditerranée, a relâché à Liſbonne.

Il paroît que le *Chatham* marchoit à la queue de l'eſcadre Eſpagnole. Il eſt entré le 14 à Liſbonne. On a eu connoiſſance de cette eſcadre le 16 à quarante lieues du cap

Finiſtere. On aſſure qu'elle eſt de quarante-cinq voiles.

Le *Pélican*, frégate de 24 canons, eſt arrivée le 24 Juillet de Liſbonne à Portſmouth.

Le 21, étant par 47 de Latitude, il s'eſt battu pendant une heure & un quart avec une frégate Françoiſe, à laquelle il a eu le bonheur d'échapper à la faveur de la nuit. Elle lui a tué quatre hommes & en a bleſſé dix neuf.

Le *Jupiter* de 50 canons & le *Thétis* de 32 ont auſſi cherché un azile dans Liſbonne.

Le *Pélican* eſt venu en toute diligence demander des ordres pour le *Chatham* & ſon convoi. On croit qu'on les fera venir par l'Irlande. Un Brigantin Portugais parti d'Oporto le 10 Juillet, a relâché le 24 à Briſtol. Il a rencontré le 15 par 43—30 de latitude l'eſcadre Françoiſe forte de vingt-huit Vaiſſeaux de ligne, dix Frégates, deux brulots, &c. & à douze lieues de terre une Eſcadre Eſpagnole de huit Vaiſſeaux de ligne, trois frégates, un brulot, &c. le Cap Finiſterre étant au S. S. E. Il a été arraiſonné par les deux Eſcadres à qui il a fait voir ſes papiers. Elles croiſoient à une lieue de diſtance l'une de l'autre. Le Capitaine a entendu dire ſur les Vaiſſeaux où il a monté, que les deux Eſcadres attendoient une jonction d'une troiſieme venant de Cadix.

On n'eſpere point ici que Gibraltar, blo-

qué auſſi ſérieuſement qu'il paroît l'être, puiſſe tenir long-temps. Cette fortereſſe n'eſt jugée imprenable que quand elle eſt ſoutenue d'une puiſſante armée navale pour la couvrir du côté de la mer.

Il y a dans Gibraltar vingt priſes très-riches ; dans ce nombre on en compte douze chargées de tabac, de ris & d'indigo, & quatre faites ſur les Eſpagnols qui ſont remplies d'argent, de cochenille & autres effets de l'Amérique.

Une certaine canonade du 11 Juillet qui paroît avoir également intrigué les deux bords oppoſés de la Manche étoit un ſimulacre de défenſe dans l'Iſle de Jerſey. Elle avoit fait croire dans l'Iſle de Guerneſey que celle de Jerſey étoit envahie par l'ennemi. Le Général Conway qui avoit ordonné cette fauſſe allarme, & qui en a conduit toute la manœuvre, a écrit au Miniſtere que ce n'étoit point l'Iſle de Jerſey qui étoit menacée d'une deſcente, & que les préparatifs de l'ennemi avoient un bien plus grand objet.

Il n'eſt point ſage, c'eſt la remarque de quelqu'un, de donner de fauſſes allarmes ſous le prétexte d'exercer les Peuples à ſe défendre. Ce fut ainſi que ce berger qui s'amuſoit à crier *au loup* ſans ſujet, n'eut point de ſecours lorſque le loup parut. Le Lord Macartney, Gouverneur de l'Iſle de Grenade, voulut il y a quelques mois jouer à ce jeu-là. Ses Colons accoururent, tout armés de tous

les quartiers de l'Iſle & dans les meilleures diſpoſitions pour repouſſer un envahiſſeur. Le Gouverneur les retint trois ou quatre ſemaines, leur faiſant faire journellement des marches, des contre-marches, des parades, &c. Ils en furent ſi ennuyés & ſi fatigués, qu'ils l'abandonnerent tous en jurant de ne pas revenir quelque choſe qu'il pût faire, & quelque ſujet qu'il eût pour les raſſembler de nouveau.

On aſſure que le Roi a dit qu'il aimeroit infiniment mieux mourir à la tête de ſes armées, en défendant ſon Pays d'une invaſion, que de donner ſa ſanction à l'indépendance Américaine dans le Parlement.

Une gazette du 24 Juin annonce qu'il regne depuis quelques jours dans le Comté de Kent une fiévre épidémique de la plus maligne eſpece : qu'en quelques heures elle emporte ceux qui en ſont attaqués, après leur avoir fait ſouffrir les tourmens les plus cruels, & qu'elle eſt fatale ſur-tout aux Etrangers. Celui qui débite cette nouvelle montre une vive appréhenſion que la contagion ne gagne le camp Anglois. Mais il y a des gens qui ſoupçonnent que c'eſt plutôt une ruſe pour jetter l'allarme dans l'armée Françoiſe, & déranger le plan d'invaſion. Il eſt cependant douteux que cela produisît cet effet. Les François ſavent que le feu purifie l'air & ils portent avec eux dequoi en faire.

Juſqu'ici les corps de volontaires qui doit-

vent être levés en vertu du nouvel acte du Parlement, pour le doublement de la milice, ne se montent pas à dix mille hommes. C'est encore loin de trente mille !

Dans les sessions de quartier tenues à Guilford en Surry le 14 Juillet, on a demandé qu'il fût délibéré sur les secours à prêter au Gouvernement, & il a été arrêté que cela ne se feroit que par des contributions particulieres pour enróler des Matelots, & que ces contributions ne seroient point laissées à la disposition des Ministres. On s'est refusé à la proposition d'assembler le Comté, pour faire de cette collecte une affaire nationale. La même tentative a échoué pareillement à Reading & à Hereford.

Il y a quelque temps que les bâtimens de transport rassemblés à Cork pour l'Amérique, y attendent le convoi de deux Vaisseaux de guerre. Ils ont à bord des provisions pour l'armée Angloise pendant quatre mois. Cette armée doit souffrir en les attendant la plus grande détresse.

On a ici des Lettres très-sûres de Philadelphie, qui détruisent tons les bruits semés par les Ministres de prétendues dissentions dans le Congrés. Au contraire ce corps est plus uni que jamais. La circulation de son papier-monnoye n'a souffert quelque difficulté passagere que dans l'armée. Il a toujours eu sa valeur parmi les Marchands. Mais on est parvenu à surmonter tous les inconvéniens par les mesures vigoureuses & sages

du Congrès, qui eſt infatigable dans ſes travaux politiques, pour mettre ſur le meilleur pied les finances & le commerce des Etats-Unis.

On apprend par une gazette de Boſton du 26 Avril, que le Commandant Anglois à la Géorgie avoit demandé à celui de New-York des renforts, & que le 4 Mai l'armée Américaine dans la Caroline Méridionale, ſe renforçoit tous les jours, & montroit les plus vigoureuſes diſpoſitions. Il étoit dit dans les mêmes nouvelles du 4 Mai, que l'ennemi avoit tenté de faire bruler Charles-Town par des incendiaires; mais que le coup avoit manqué. On ſe réjouiſſoit à Boſton à l'occaſion du retour du Commodore Jean Hopkins, avec les ſept priſes importantes que ſa petite eſcadre a faites ſur la flotte Angloiſe de New-York pour la Géorgie. Parmi les effets, ſe ſont trouvés des uniformes & des armes pour un régiment de Cavalerie, & au nombre des paſſagers Anglois 24 Officiers de divers grades & un Colonel Campbell, qui aſſure que cette perte pour l'Angleterre balancera tous les avantages que ſes troupes pourront remporter de la Géorgie. Le *Jaſon*, vaiſſeau de guerre de 20 canons, & de 150 hommes d'équipages, n'eſt pas un des moindres articles de cette capture.

On commençoit à remarquer le 24 que le Gouvernement devroit avoir reçu des

nouvelles du Général Prévôt; & qu'il eſt fort à craindre qu'il n'ait éprouvé devant Charles-Town le ſort du Général Burgoyne.

Il eſt arrivé le même jour au Lord George Germaine des lettres de Penſacola dans la Floride Occidentale, qui ont été apportées par le vaiſſeau armé le *Sylphe*, avec un petit convoi de trois bâtimens interlopes valant 50 mille livres ſterling. Elles n'apprennent rien ſur le ſort du Général Prévôt ou de Charles-Town.

Une lettre de New-York, dattée du 17 Juin & rapportée par une gazette du 26 Juillet, s'explique clairement ſur l'expédition du Général Prévôt. D'après ce qu'elle en dit, c'eſt une affaire manquée, comme elle le fut en 1776. Ce mauvais ſuccès eſt imputé à la jalouſie du Général Clinton, qui n'a pas voulu qu'une entrepriſe ſi importante pût réuſſir ſous la conduite d'un autre, après avoir échoué ſous la ſienne. En conſéquence il n'a envoyé aucuns renforts au Général Prévôt, quoique celui-ci n'aït ceſſé de lui en demander. Celui qui écrit cette lettre attribue au même principe le peu de parti qu'on a tiré de l'expédition de la Virginie. Il prétend que le Général a craint d'y envoyer des troupes, parce qu'elles auroient pû marcher contre Charles-Town & ſeconder le Général Prévôt. Il annonce que l'expédition tentée au commencement de Juin ſur la riviere d'Hudſon, ſervira de prétexte

au Général Clinton pour ſe juſtifier de n'avoir point envoyé ces renforts, & que c'eſt tout le profit qu'on tirera de cetre nouvelle tentative. Les troupes Angloiſes à New-York & à l'Iſle Staten, ſe montent à quinze mille hommes effectifs. — Il y a en outre treize régimens à Rhode-Iſland & neuf à Halifax. Si on réuſſit dans la tentative ſur la riviere de Hudſon de maniere à s'y établir, on tirera cinq régimens de Rhode-Iſland. La lettre finit ainſi: » un petit renfort envoyé au Général Prevôt auroit mis en notre poſſeſſion les deux Carolines «.

Il circule dans Londres un lettre écrite de Gorée le 23 Mai, par un Officier des troupes Angloiſes qui y ont été tranſplantées, voici en quels termes cet Officier s'exprime. » Le grand convoi de vaiſſeaux qui eſt venu ici d'Angleterre ſous l'eſcorte de la frégate la Hyene, ne trouve a ſe défaire d'aucune de ſes marchandiſes. Les vaiſſeaux de guerre nous quittent aujourd'hui pour aller chercher l'Iſle Gambie & le fort James qui n'y ſont plus. Ils nous laiſſent ſur un affreux & déteſtable rocher, où il faut que nous périſſions par les maladies & la chaleur. Cette expédition eſt bien la plus indigne, la plus extravagante opération que nos Miniſtres aient à ſe reprocher. Un Capitaine B... qui a commandé notre débarquement, ici a eté aſſez lâche pour y piller de la chandelle, des rideaux & du vin. »

L'expoſé des motifs de la conduite du Roi de France, relativement à l'Angleterre a fait fermenter la bile du parti Miniſteriel dont les gazettes ont vomi un torrent d'injures contre cet écrit. Une gazette de l'opposition s'eſt contentée de dire, » Nos Miniſtres ſont préſentés, dans ce Manifeſte François, comme des hommes ruſés artificieux & entreprenans; en vérité, on leur fait bien de l'honneur! »

Il y a eu une émute conſidérable à Haſtings à l'occaſion de la preſſe. C'eſt un port de la côte de Suſſex, dans lequel on n'eſt pas plus raſſuré qu'ailleurs contre les préparatifs qui ſe font en France pour une déſcente.

P. S. du 29.

La grande eſcadre Angloiſe eſt encore rentrée! C'eſt pour la troiſieme fois. Je ne puis vous peindre, Monſieur, tout le trouble que cauſe ici cette nouvelle. C'eſt abſolument dans ces jours-ci que ſont attendues les flottes de l'Inde, des Iſles du Vent & de la Jamaïque. Celle des Iſles du Vent, eſtimée quatre millions ſterling, eſt partie le 16 Juin, Toute la Bourſe eſt dans la déſolation. Si les Miniſtres y paroiſſoient ils ſeroient lapidés. Leurs créatures s'efforcent de les juſtifier, en débitant que c'eſt un gros tems qui a forcé l'Amiral Hardy à revenir

le

le 27 dans les eaux de Plymouth, & que deux de ses vaisseaux, le *Terrible* & le *Berwick*, ont souffert des avaries considérables. Toutes ces raisons, fort peu consolantes d'ailleurs, ne font qu'aigrir l'humeur des mécontens. » Est-ce que les Amiraux *Hawke* & *Boscawen*, qui passoient des hyvers entiers dans le Golfe de Biscaye, auroient ramené dans les ports toute une armée navale, pour un ou deux vaisseaux maltraités ? N'est-ce pas une preuve frappante que l'escadre Angloise est si prodigieusement inférieure à celle des ennemis, que l'absence de deux vaisseaux est pour nous un désavantage de la plus grande conséquence, & que dans cet état notre Amiral n'a plus d'autre parti à prendre que de se sauver, que de venir voir si enfin il aura ces renforts que jusqu'ici on lui a fait vainement espérer ? « Il est constaté que l'Amiral Hardy, dans sa croisiere du 18 au 27, n'a pas été plus loin que le cap Lizard. Il y a été vû le 24 par M. Stiles, Officier dépêché de Quebec, qui est arrivé à Londres le 26. Le *Terrible* a eu son grand mât abbatu : il faut qu'il rentr e dans le port, où il aura besoin d'une réparation qui ne peut pas durer moins de dix à douze jours. Le *Berwick* est à peu-près dans le même état. Il est vraisemblable que les autres vaisseaux auront aussi souffert de la tourmente, & que les équipages en sont très-fatigués. Cela n'empêche point que les

Miniſtres ne faſſent débiter que l'ordre eſt parti hier 28 au ſoir pour que l'Amiral Hardy remette à la mer à tous riſques, & qu'il gagne l'Oueſt de l'Irlande pour aſſûrer le retour des flottes.

Un Capitaine Portugais arrivé à Portſmouth le 28, a déclaré qu'en paſſant la nuit à quinze lieues du cap Finiſtere, il a compté ſoixante fanaux & qu'au jour la flotte lui a paru être de cent cinquante voiles, dont environ ſoixante de ligne. Ce rapport n'a point de date; mais comme il faut bien huit jours pour venir du cap Finiſtere aux ports Anglois, ce peut être vers le 18 Juillet qu'il a eu cette connoiſſance.

Pluſieurs incendies ont éclaté à Plymouth dans la ſemaine derniere. Les ouvrages qu'on éleve à la hâte aux environs de cette Ville, font juger aux Habitans que la deſcente eſt attendue de leur côté: on n'imagine point dans quelles agitations ils vivent.

On dit que les nouvelles apportées de Québec ſont très inquiétantes. Il tranſpire que les Canadiens veulent ſe réunir au Congrès. Il ſe débite auſſi que le Général Prévôt a eu le ſort de Burgoyne, & qu'il s'eſt ſauvé, lui dix-ſeptiéme. Je ne puis cependant point garantir ces nouvelles; mais la défaite du Général Prévôt paſſe pour conſtante.

F I N.



AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

LETTRE

*D'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 3 Août 1779.

Ce n'eſt point ſans motifs, Monſieur, que j'ai réſervé pour cet ordinaire les deux nouveaux *numéro* de l'écrit intitulé l'*Allarme*, ſur l'invaſion dont l'Angleterre ſe croit aujourd'hui menacée. Les ſolides reflexions qu'ils m'ont paru contenir, accompagnées de la cenſure que le Duc de Richmond a faite lui-même de la Proclamation pour écarter des

côtes les beſtiaux & les proviſions, auront bien plus de poids que mon ſuffrage ſeul n'auroit été capable de leur en donner. Vous remarquerez dans le N.° III un hommage non ſuſpect rendu par un ennemi à la juſtice des motifs qui ont mis les armes à la main de la Maiſon de Bourbon contre la nation Angloiſe, pour venger, avec ſa querelle particuliere, la cauſe de la liberté générale, dont il eſt viſible que l'Europe entiere lui a confié les intérêts.

L'Allarme.

N°. II.

IL s'agit actuellement de voir quelles ſont les meſures qui ont été priſes par nos Miniſtres, & d'examiner ſi leurs préparatifs ſont proportionnés au danger, ainſi qu'à la terreur dont ils paroiſſent eux-mêmes frappés...

Ce n'eſt point dans la ſaine raiſon qu'ils placent leur confiance. Ils vont déterrer tout ce que leurs prédéceſſeurs ont pu faire d'abſurdités & d'inepties, pour y prendre des leçons; & au lieu de regarder comme une reſſource précieuſe un grand nombre de Soldats braves & bien aguerris, c'eſt dans un tas poudreux de vieilles Gazettes qu'ils vont chercher des lumieres & des moyens de défenſe. Voilà les reſpectables archives où ils ont découvert que jadis il y avoit eu une proclamation

pour ordonner de retirer le bétail. Ils se saisissent avec avidité de ce trésor; & après avoir réussi à conquérir l'Amérique par des actes du Parlement, ils ne doutent point qu'ils ne parviennent de même à chasser l'ennemi du cœur du Royaume, par des extraits d'anciennes Gazettes de la Cour.... Comme toutes leurs mesures dans la poursuite de la guerre américaine, ont porté sur la violation de nos libertés, il étoit naturel que leur premiere opération pour la défense de nos foyers fût la destruction de nos propriétés.

Tout cela pourroit encore passer, si ce *rempart de Gazettes* nous promettoit la moindre sûreté: ou si la sagesse de nos Ministres avoit eu la complaisance de nous apprendre comment nous devons exécuter leurs ordres; si au moins ils nous eussent fait voir qu'*en dévastant nos propres possessions*, nous ferions quelque mal à l'ennemi.

Je n'ignore point que dans la multitude infinie de calamités qu'entraîne la guerre, il est quelquefois nécessaire de ravager son propre pays, & qu'en détruisant ses provisions, on peut affamer l'envahisseur. Mais, selon moi, c'est un pays qui ne vaut pas la poudre qu'on y brûle, que celui qu'on ne peut défendre qu'en le détruisant, & dont le Gouvernement ne sait écarter l'ennemi que par des moyens qui en rendent la possession plus onéreuse que profitable.

Mais nos Miniſtres ſe moquent de toutes ces obſervations, & ils vous diſent froidement qu'ils font ce qui s'eſt fait dans de pareilles circonſtances. Malgré toute la déférence que je leur dois, j'avoue que je ne ſuis pas ſans inquiétude ſur une guerre qui ſe fera par des *exemples*. Sans avoir une trop haute idée de l'humanité françoiſe & eſpagnole, n'eſt-il pas permis d'eſpérer, qu'à moins que le Ciel n'ait réſolu notre perte pour nous punir de nos iniquités, la maniere de faire la guerre, qui de nos jours s'eſt heureuſement introduite en Europe, aura lieu auſſi pour nous; & qu'un ennemi civiliſé ne ſe croira pas autoriſé à s'en écarter, & à ſuivre les exemples d'une barbarie atroce que nos Miniſtres ont tant de fois donnés dans cette guerre d'Amérique, & qu'ils viennent de faire renouveller dans la Virginie?

Tachons donc, s'il eſt poſſible, de bien entendre la Proclamation Royale.

» A l'apparition de l'ennemi, on doit re- » tirer & éloigner des côtes de la mer le bé- » tail & les proviſions. «

Tel eſt mot à mot l'ordre du Roi. Comment devons-nous l'interpréter? Premierement, qu'entend-on par cette *apparition de l'ennemi*, & comment fixer l'inſtant de l'*éloignement* en queſtion? Sera-ce ſur la découverte de trois voiles ou de trois cent? Cet événement doit-il être conſtaté par le jugement réfléchi de quelques perſonnes raiſon-

nables, ou faudra-t-il s'en rapporter aux terreurs paniques de la multitude? Y aura-t-il des Habitans autorisés à prescrire à tous les autres ce qu'ils doivent faire, ou si chacun aura la liberté de se conduire comme il le jugera à propos?... Certainement on aura besoin de quelqu'autorité pour forcer l'obstination stupide ou intéressée de ne point mépriser une grande flotte, & pour contenir les poltrons dont la vue pourra être troublée par leur effroi, & qui transformeront en escadres formidables des flottilles de bateaux pêcheurs....

Poursuivons. » Le Bétail, &c. doit être » éloigné de la côte sur laquelle l'ennemi pa» roîtra.« — Fort bien. — Le voilà qui paroît sur la côte de Cornouaille. — Retirons-en au plus vîte tout le bétail & les provisions. — Bon! le voilà qui passe du côté de Devonshire.—C'est de-là qu'il faut retirer le bétail & revenir comme les Patriarches avec nos vaches, nos moutons, nos chevaux & nos ânes, sur la côte de Cornouaille. — Le vent change, & l'ennemi reparoît à la vue de cette derniere Province. — Même déménagement pour retourner dans le Devonshire. — Mais voilà ces côtes débarassées de l'ennemi, & il faut faire les mêmes émigrations dans les Comtés de Dorsetshire, de Hampshire, de Sussex, de Kent & d'Essex. Dans tous ces cas, pas le moindre ordre, pas le plus petit mot d'instruction sur ce

qu'il convient de faire pour prévenir une confuſion ruineuſe & une inutile deſtruction.

Enſuite, — à quelle diſtance de la côte faut il retirer le bétail & les proviſions? Cet objet eſt aſſurément très eſſentiel; cependant la proclamation n'en parle ſeulement pas.

En cas que l'ennemi arrive, comme cela eſt probable, dans le tems où les grains ſeront ſur terre, qui nous dira s'il faut les couper ſur pied, & juſqu'à quelle diſtance de la côte? Encore un point très-eſſentiel, & ſur lequel la proclamation ne donne pas le moindre éclairciſſement. Laiſſe-t on les blés ſur pied? voilà l'ennemi abondamment approviſionné. Les détruit-on? — Qui nous garantira de la famine, après la deſtruction totale des récoltes dans tant de Pays, dont quelques-uns mêmes fourniſſent des grains à beaucoup d'autres Provinces? — Hélas! nous n'avons plus les reſſources de l'Amérique, pour ſuppléer à nos beſoins.....

Enfin, où irons nous, & qui recevra ce bétail & ces proviſions? Quels ſont les Officiers commis pour en rendre compte & en prendre ſoin? — Perſonne. — Silence abſolu ſur tout cela; comme ſi les Miniſtres du Roi croyoient en avoir aſſez fait, en nous indiquant les moyens de détruire ce qui nous reſte de nos propriétés, ouvrage auquel, ſelon la proclamation, les François & les Eſpagnols voudront bien concourir. Quant aux dédommagemens ou indemnités

pour le dégât & la destruction que nos Ministres ordonnent, bien loin d'avoir pris aucun engagement à ce sujet, ils n'en ont pas même fait la moindre mention.....

Nous sommes encore obligés de leur demander, si les habitans doivent s'en aller avec leurs grains & leurs provisions. Dans ce cas, il est aisé de prévoir ce que deviendront leurs maisons & leurs meubles; mais on né voit point du tout comment ils seront indemnisés de ces pertes La Proclamation garde le plus profond silence sur cet objet. Chacun ayant la liberté du choix, les habitans, & sur tout ceux des Villes, préféreront de rester dans leurs habitations. Alors doivent-ils garder quelques provisions, & de quelle espèce? Il me semble qu'ils feront très-bien d'en garder. Mais dans ce cas j'appréhende fort que l'ennemi ne veuille *au moins* partager avec eux. En effet, leurs personnes & leurs maisons se trouvant ainsi en sa puissance, ce seront pour lui d'excellens otages, pour faire revenir le bétail & toutes les provisions, quand il le jugera à propos. Si l'humanité de nos Ministres refuse la restitution des effets dont leur sagesse a ordonné l'enlévement, alors tant pis pour les habitans, qui pourront bien payer de leurs têtes le déficit de leurs granges.

Mais si les habitans, hommes, femmes & enfans, sont obligés de se retirer avec tous leurs effets, notre Ministère ne devoit-il pas

leur assurer quelqu'asyle, & en supposant qu'il s'embarrassât fort peu de leur fortune, prendre au moins des précautions pour leur vie, & ne les pas laisser à la merci des malfaiteurs, & de l'intempérie des saisons?.....

Mais le Peuple paroît plongé dans une stupide apathie; & c'est le seul objet où la politique de nos Ministres ait réussi. Je dois cependant les prévenir que leur triomphe sur l'esprit public, l'intégrité, la vertu & la liberté de la Nation, pourra être plus complet qu'ils ne *le désirent eux-mêmes*: que l'abbattement actuel du Peuple provient moins de sa soumission à leurs volontés, que de son indifférence pour tous les événemens: qu'après avoir perdu jusqu'à l'espoir d'avoir une administration sage & bien réglée, qui est le premier avantage de toute société, il s'embarrasse fort peu de défendre ceux qui lui restent; & qu'il ne voit pas grande différence entre le despotisme françois, & un Gouvernement Britannique aussi perverti que celui qui nous a réduits à la détresse où nous sommes.

L'Allarme.

N°. III.

Les Ministres, comme nous l'avons vu, ayant très-sagement cessé de mettre leur es-

poir & leur ſureté dans l'eſcadre du Chevalier Hardy, qu'ils ont rappellé, & ayant placé toute leur confiance dans la Gazette de la Cour, avec laquelle ils ont forcé de voiles, il eſt bon d'examiner & de ſuivre pas à pas la marche de leur politique. Tandis qu'avec une égale indifférence nous attendons & ils attendent le petit événement annoncé par eux dans la proclamation du Roi, mettons ſur le tapis quelque froid ſujet de politique afin de tuer le tems & d'employer l'intervalle qui doit ſe trouver entre l'avertiſſement & l'événement, intervalle à peu-près pareil à celui qui s'écoule entre l'arrivée de la Compagnie dans une maiſon & l'inſtant où l'on ſert le diner.

Le Lord Amherſt notre digne Commandant en chef, annonça à la Chambre des Lords (c'étoit je crois le dernier jour de la ſeſſion où il fut queſtion d'affaires) que nous devions penſer uniquement à la défenſe du pays. Cette nouvelle étoit aſſurément bien conſolante pour nous qui ne faiſons la guerre que pour conquérir un continent vaſte & éloigné. Il étoit ſans doute réſervé à la ſageſſe incomparable de nos Miniſtres de ſe reſtreindre à un plan de guerre défenſive en même tems qu'ils s'interdiſoient toutes les voies de pacification: de ſe reconnoître incapables d'entrer en lice avec leurs ennemis déja déclarés, dans le tems même

qu'ils irritoient & provoquoient un nouvel ennemi tout aussi puissant.

Les Ministres ont cependant persévéré dans cette conduite; & nous avons vu, ainsi que nous le verrons toujours, d'après des expériences trop multipliées, qu'ils ont mis à un prix beaucoup trop haut leur fonds de soumission passive, toute excessive qu'elle est, lorsqu'ils ont cru qu'elle pouvoit payer pour la pétulance audacieuse de leurs propos. Il étoit déjà notoire à tout le monde (le Roi & eux exceptés) qu'ils ne pouvoient plus regagner par leurs armes le riche & grand pays qu'ils avoient perdu par leurs conseils. Ce fut alors & non auparavant que la France reconnut l'indépendance que l'Amérique s'étoit donnée, & elle le fit sans prétendre à autre chose qu'à commercer avec un pays que nous ne pouvions plus gouverner. Son Ambassadeur fut renvoyé de notre Cour, & nous sommes entrés en guerre avec cette Puissance redoutable, nos Ministres n'ayant pas seulement examiné si l'Amérique demandoit quelque chose de plus que ce qu'elle possédoit dans ce tems là, ni considéré que cette même Amérique refusoit ce qu'elle étoit maîtresse de donner ou de retenir.

Le bruit de leurs grands mots & l'écho de leur jactance dans un Parlement corrompu, ne furent pas plutôt hors de leurs oreilles, que le cœur leur manqua & une poltronerie

raisonnée succéda à un emportement inconsidéré & à une témérité extravagante. La mediation de l'Espagne fut bassement recherchée ou acceptée avec une très-humble reconnoissance. On se flatta que les conseils de l'Espagne nous tireroient d'une guerre que les Ministres du Roi n'avoient été ni assez sages pour prévenir, ni assez habiles pour diriger, quoique toutes les richesses & toutes les forces du Royaume leur eûssent été données à discrétion & avec la plus excessive prodigalité.

A l'ombre de cette médiation les Ministres se sont reposés pendant neuf grands mois. Ils avoient tout ce qu'ils désiroient d'avoir, leur revenu & leur autorité. Quant au peuple Anglois, la seule acquisition que lui aient valu ces négociations, a été un ennemi de plus, un ennemi aussi irrité que formidable.

L'Ambassadeur d'Espagne s'est retiré de notre Cour, nous laissant une déclaration de guerre à laquelle nos Ministres ont opposé leurs armemens favoris, leur redoutable artillerie, c'est-à-dire, les adresses des deux Chambres. Mais ne mettant point toute leur confiance dans l'armure pesante de l'adulation du Parlement, ils ont songé à lever des troupes légeres, d'adresses Ecossoises. Ce Parlement, qui s'est engagé si facilement à soutenir la guerre, a oublié de s'informer des motifs de cette guerre, & ne s'est pas inquiété

un moment de la nature d'une médiation qu'il a vu avec tant d'humeur abandonnée par l'Espagne. De sorte que le Parlement qui a promis, & le peuple qui doit payer, non seulement de sa bourse, mais encore, selon toutes les apparences, de son sang, sont dans la plus parfaite ignorance, & des objets de cette médiation, & de la maniere dont elle a été entamée, & des principes sur lesquels elle a été suivie, & des difficultés qui l'ont fait rompre. L'Ambassadeur d'Espagne a été le premier qui, après une négociation de plusieurs mois, nous ait appris que son Maître étoit médiateur. L'Ambassadeur d'Espagne a été le premier & le seul qui nous ait informés que le Roi son maître avoit retiré sa médiation. Enfin, ce même Ambassadeur nous a dit encore le premier que Sa Majesté Catholique, au lieu d'interposer plus long tems sa médiation amicale entre la France & l'Angleterre, se joindroit à Sa Majesté Très-Chrétienne pour nous faire une guerre offensive. Voilà la nouvelle que notre ennemi nous a donnée, & c'est la seule nouvelle que nous ayons reçue directement.

Il est vrai que nous avons appris indirectement que l'Espagne, à l'imitation de la France, avoit insisté sur l'indépendance de l'Amérique, comme la base d'une paix générale. Je conviens qu'il seroit aussi humiliant de ceder sur ce point à la réquisition

l'une Puiſſance étrangere, qu'il eût peut-être été prudent à nous de nous y réſoudre d'après nos propres réflexions, ainſi que d'après le concours de toutes les circonſtances où nous nous trouvions. Je parle des choſes non pas telles qu'elles devroient être, mais telles qu'elles ſont. Si elles ne ſont pas telles qu'elles devroient être, nous connoiſſons ceux qui ont dirigé nos affaires & les ont rendues ce qu'elles ſont. L'Amérique eſt actuellement en poſſeſſion de l'indépendance; & il n'y a qu'une confiance entiere en la ſageſſe & l'habileté de nos Miniſtres (confiance à qui il ne manque que de pouvoir s'appuyer ſur l'expérience & le bon ſens) qui puiſſe faire eſperer que l'Amérique, fortifiée de l'alliance des deux plus puiſſans Souverains de l'Europe, fera un préſent volontaire de cette indépendance à des Miniſtres, qui avec toutes les forces & toutes les richeſſes de l'Angleterre, avec des eſcadres formidables, avec de nombreuſes armées de terre & de mer, n'ont pas pu arracher cette même indépendance à l'Amérique au commencement de ſa rébellion, dans le tems où elle n'avoit aucune expérience de la guerre, où elle n'avoit pu faire encore aucuns préparatifs, où elle n'avoit point d'Alliés, & où elle n'étoit ſoutenue par aucune Puiſſance.

Certainement nos Miniſtres auroient dû ſe demander à eux mêmes s'il dépendoit de

leur générosité d'accorder ou de leur puissance de refuser l'indépendance de l'Amérique. Il étoit naturel aussi qu'avant de prendre une résolution définitive sur cet objet qui nous donne guerre sur guerre, ils fûssent bien sûrs que les Américains étoient absolument à leur discrétion, & qu'il ne tenoit qu'au gouvernement Anglois de rendre l'Amérique libre ou esclave. Il fut un tems où l'on pouvoit honorer du beau nom de conquête de l'Amérique le pillage de quelques fermes sans défense, le passage de quelques troupes par des villes ouvertes ou abandonnées, ou l'exploit infiniment plus glorieux des incendies ; mais hélas ! ces beaux momens sont passés & je crains bien qu'ils ne le soient pour toujours. Je doute fort que le public se laisse séduire de nouveau par ces douces illusions, quand bien même le Chevalier George Collier feroit encore des conquêtes en Virginie pour les abandonner comme il a déjà fait. Mon incrédulité sur ce point ne seroit pas détruite, même quand je verrois les Américains loyaux réfugiés en Angleterre, informer le Roi dans une adresse *vigoureuse* qu'ils ont abandonné leurs biens & leurs familles dans un pays où les neuf dixiemes des habitans partagent leurs sentimens & sont aussi loyaux qu'eux, & où ils n'ont en tête qu'une poignée de misérables & de gens sans aveu, qui par une témérité sans exemple, osent se mesurer avec

une armée de ſoixante mille hommes de troupes reglées & des forces de mer preſque auſſi redoutables. Je penſe que mon opiniâtreté réſiſteroit encore à la conviction, quand bien même ces braves gens, par ſurabondance de héroïſme & de loyauté, iroient juſqu'à offrir cette même exiſtence, qui étoit trop précieuſe pour l'abandonner à de mépriſables bandits, & qu'ils ont eu le bon eſprit de ſouſtraire, par la fuite, à la fureur de cette canaille : quand même enfin ils pouſſeroient la générosité juſqu'à rendre les penſions qu'ils ont obtenues d'un Miniſtere reſpectable, en le priant d'employer cet argent au ſoutien de la guerre. Oui, malgré une ſuite de démonſtrations auſſi évidentes, j'avoue qu'il me ſera toujours impoſſible de croire que le public ſoit encore d'humeur à ſe prêter à l'eſpérance trop flatteuſe de conquérir l'Amériqne.

Dans cet état des choſes, les Ecrivains & les Trompettes du Miniſtere s'amuſent à invectiver l'Oppoſition. —— Paſſe donc pour les injures ! Ce petit débordement de bile peut être fort ſalutaire à des gens dont le fiel paroît auſſi âcre que le leur, ſur-tout dans la ſaiſon actuelle. Mais s'il eſt vrai, comme l'affirment ces Meſſieurs, que les Miniſtres auroient certainement conquis l'Amérique ſans les criailleries de l'Oppoſition, qui les a déclarés incapables d'obtenir un tel ſuccès, & s'il eſt vrai encore que la France & l'Eſpagne

ne ſe fûſſent jamais jointes aux Colonies réfractaires ſans les prophéties de cette même Oppoſition qui a eu la malice de prédire que très-certainement ces Puiſſances feroient cauſe commune avec les Rebelles: quel bien veut on que tout cela nous faſſe? L'Oppoſition eſt toujours animée de ſentimens auſſi pervers: elle eſt toujours ſubjuguée par un charme irréſiſtible: elle a toujours le même mépris pour le Miniſtere; & ſans être aucunement découragée par le mauvais ſuccès de toutes ſes prédictions, elle n'héſite pas de déclarer avec la même aſſûrance que ce n'eſt point en faiſant de nouvelles ſottiſes que nos Miniſtres ſe tireront des mauvais pas où les ont engagés leurs anciennes bévues, & qu'à force d'eſſayer de moyens, tous plus abſurdes les uns que les autres, ils ſe trouveront égarés dans un labyrinte inextricable. Tout cela eſt très déplorable pour la pauvre Angleterre, mais que pouvons nous y faire? Les Miniſtres pourſuivent leurs meſures: l'Oppoſition pourſuit ſes commentaires; & tout le monde va ſon train comme par le paſſé. Les Miniſtres prétendent que c'eſt la mauvaiſe opinion que leurs adverſaires ont d'eux qui eſt cauſe que toutes nos affaires tournent ſi mal. Nous ſommes donc bien à plaindre. En effet, ſi les meſures les mieux concertées d'un Cabinet auſſi ſage que le nôtre & les entrepriſes de grandes armées, compoſées des troupes les plus braves, n'ont échoué dans

dans le tems même où ces ressorts se déploioient avec toute la plénitude de leurs forces, que par le fait seul de ce mépris de l'Opposition pour les Ministres, que ne devons nous pas craindre pour le moment actuel?

Mais pour ne plus revenir sur un sujet qui n'excite que le mépris & la dérision, je prie tout homme qui n'a pas l'imagination assez ardente, ou plutôt assez complaisante pour croire qu'il ne nous faut, pour conquérir l'Amérique, que des adresses, des proclamations & des Réfugiés, je prie, dis-je, tout homme doué de la portion de sens commun la plus ordinaire, de se demander si nos Ministres ne doivent pas avoir & nous montrer quelqu'espérance raisonnable d'effectuer cette conquête ou de remplir l'objet quelconque pour lequel nous nous trouvons engagés dans des guerres interminables? S'ils ne justifient point les motifs sur lesquels ces espérances sont fondées, nous n'avons pas la liberté du choix; & nous sommes obligés de conclure, avec ceux qui voient la situation de nos affaires sous le jour le plus défavorable, que les Ministres ayent mutilé un grand empire par une folie sans exemple, ils n'ont plus d'autre objet que de faire éclater par la destruction du corps même un excès de rage & de férocité qui, selon toute apparence, n'aura jamais d'imitateurs.

Après avoir fait naître eux-mêmes l'indépendance par leurs injustices & l'avoir sou-

tenue par leur indolence, nos Miniſtres ne veulent point conſentir à l'admettre ; & cependant ils ne peuvent en nier l'exiſtence. Ils refuſent de la reconnoître par des traités négociés paiſiblement à la Cour de Londres & dans leurs propres cabinets ; mais ils ſe réſervent le privilege glorieux de négocier avec un Plénipotentiaire du Roi de France, dans un camp françois au milieu de l'Angleterre. Tel eſt le théâtre qu'ils choiſiſſent de préférence pour reconnoître d'une maniere plus éclatante l'indépendance de l'Amérique, & terminer avec une ignominie digne d'eux cette farce monſtrueuſe, dont le dénouement ſera la ruine & l'opprobre de l'Angleterre, dépouillée à la fois de ſes richeſſes, de ſes privileges & de ſa liberté.

Une proclamation royale nous annonce l'arrivée prochaine des François. Nous connoiſſons toute l'étendue du danger qui nous menace ; & nous ſavons qui ſont ceux qui nous ont réduits à cette ſituation déſeſperée. Mais comment pourvoir à notre ſalut ? A quels moyens faut-il recourir ? De quelles mains pouvons-nous eſperer des ſecours ? C'eſt ce que nous ignorons. Ce qu'il y a de certain, c'eſt que non ſeulement l'Angleterre, mais l'univers entier ne fourniroit pas d'exemples de conceſſions auſſi déraiſonnables, auſſi aviliſſantes & auſſi infructueuſes que celles que nos Miniſtres ont faites aux Colonies par l'organe de la fameuſe commiſſion envoyée

l'année derniere en Amérique. Ce qu'il y a de certain encore, c'eſt qu'ils ſont les ſeuls qui ſe trouvant chargés de la direction des forces d'une grande Puiſſance, en aient ſû faire un emploi ſi efficace pour ſa deſtruction, qui aient conduit une guerre avec tant d'habileté, s'il ne s'agit pour cela que de faire échouer infailliblement tous les objets qui ont pu la déterminer & qui aient montré autant de ſagacité pour ſaiſir exactement l'inverſe de tout ce qui leur étoit preſcrit par la politique & par le ſens commun.

P. S. On aſſure que la Cour s'eſt déterminée à rendre cette Proclamation ſur une nouvelle poſitive parvenue le 8 Juillet au Lord Weymouth, que la France aſſembloit cent vingt mille hommes ſur les côtes les plus voiſines de l'Angleterre, avec tentes, bagages, munitions, &c. & que cette armée étoit déjà prête à s'embarquer au premier ordre.

Le Vendredi 30 Juillet, il s'eſt tenu à Lewes, Comté de Suſſex, aux aſſiſes, une aſſemblée provinciale dans laquelle le Duc de Richmond a lu une lettre qu'il venoit de recevoir du Lord Amherſt, Généraliſſime, en ſa qualité de Lord Lieutenant du Comté, & une lettre du Général Pierſon, accompagnée de la proclamation du Roi & d'un projet pour faire retirer tout les beſtiaux

des pays d'où s'approcheroit l'ennemi. Le Duc de Richmond fit voir toutes les défectuosités de la Proclamation & du projet. » La proclamation ordonne aux Officiers militaires de faire vuider le pays dès que l'ennemi paroîtra : comme aux Officiers civils. Si leurs ordres se croisent, à qui les peuples obéiront-ils ? Les appréhensions de l'un feront ordonner ce que l'ame plus ferme de l'autre le portera à défendre, jusqu'à ce qu'il soit convaincu de la nécessité. — Si on écarte des côtes tous les bestiaux, & autant de provisions qu'il sera possible d'en emporter, les habitans périront donc de besoin, outre qu'ils seront exposés à la fureur de l'ennemi. S'ils suivent leurs bestiaux où trouveront-ils un azile ; où leur cuira-t-on du pain ? Un District tout entier pourra être obligé de chercher son salut dans un Hameau de trois ou quatre maisons. « Le Duc de Richmond déclara que son opinion étoit qu'on ne fît retirer des côtes que les chevaux, les bestiaux & le roulage, mais que les habitans devoient rester dans leurs Paroisses, armés & nourris aux frais publics.

La lettre du Général Pierson l'informoit que le Royaume venoit d'être partagé en divers districts militaires, & que le Comté de Sussex se trouvant dans le Commandement du Général Pierson, il étoit prié, en sa qualité de Lord-Lieutenant, de se rendre à Coxheath auprès de ce Général.

Il déclara qu'il ne donneroit point un exemple aussi pernicieux à la constitution, & d'où on pût inférer que le Magistrat civil fût aux ordres d'un Général de troupes ; mais que comme simple particulier, il iroit de bon cœur offrir ses services au Général. Il proposa une adresse de remontrances au Roi, où il seroit demandé en même tems que les divers corps de Milices fussent renvoyés chacun dans leurs pays pour le défendre. Il retira ensuite sa proposition qui eprouvoit quelque contrariété, & il fut pris deux arrêtés, dont l'un a pour objet de demander avant tout la proclamation de la loi martiale, & l'autre de faire délivrer des armes & des munitions aux habitans des pays les plus exposés.

On assure que les équipages de campagne du Roi sont commandés, & que les Ministres ne sont point fâchés de cette occasion d'occuper les loisirs de leur maître, qui s'il étoit un peu laissé à lui-même, verroit clair trop aisément dans ses affaires.

Suivant quelques personnes qui prétendent en être bien sûres, ils en sont venus à souhaiter intérieurement que les armes Britanniques reçoivent quelque grand échec, comme la prise de Gibraltar ou de la Jamaïque (peut-être le premier & le plus grand coup ne sera pas porté de si loin) & ils sont résolus à profiter du moment pour décider

le Roi à faire la paix à quelque prix que ce ſoit. L'Ecrivain qui hazarde cette conjecture ſe donne pour certain de ce qu'il avance, & il annonce au public Anglois, qu'il n'en verra l'effet que trop tôt.

LE Lord Cranborn, *cuſtos rotulorum*, du Comté d'Hertford a convoqué le Lundi 12 une aſſemblée dans la Ville de ce nom. Il y a été propoſé d'offrir des ſecours au Roi. Mais l'opinion générale s'eſt trouvée y être contraire. Voici les raiſons dont on l'a appuyée : » Ce ne peut pas être ſérieuſement que les Miniſtres font enviſager au Royaume le danger prochain d'une invaſion. Le Parlement avoit été prorogé ſous l'engagement d'être convoqué dès que le danger feroit conſtant. Le Parlement n'ayant point été convoqué, quoique la proclamation ait annoncé l'éxiſtence de ce danger, il ne paroit ni convenable ni ſûr de mettre entre les mains du gouvernement des ſecours que le Parlement ſeul eſt en droit de demander «. Les charges du peuple furent repréſentées comme déjà infiniment trop onéreuſes : on fit voir que les exceſſives gratifications données pour les nouvelles levées, occaſionnoient une déſertion prodigieuſe dans les vieux corps, & enfin qu'il n'y avoit rien de plus dangereux que de donner ces nouveaux moyens à des Miniſtres auſſi corompus qu'ils ſont ineptes

& brouillons. — La motion fut retirée & l'affaire en reſta là. C'eſt la ſeptieme ou huitieme ville où a échoué une pareille tentative du Gouvernement.

EXTRAITS DU JOURNAL PATRIOTIQUE.

Situation des armées de CLINTON *& de* WASHINGTON, *d'après les dernieres nouvelles de New-York.*

Les vaiſſeaux de guerre & les bâtimens armés, d'un certain tirant d'eau, ne peuvent pas remonter la riviere d'Hudſon plus haut que le lieu appellé *Highlands* (les Hauteurs) ainſi chaque pouce de terrein que le Général Clinton voudra occuper à l'Oueſt, lui coûtera du ſang. S'il eſt obligé à ſéparer ſes forces pour garnir les deux bords de la riviere, il ſera expoſé à être attaqué d'un côté par *Washington* & de l'autre par *Gates* avec la Milice de la Nouvelle-Angleterre. S'il ſe jette du côté de la Nouvelle-Angleterre, il faut qu'il conſerve ſa communication avec la riviere, & ſes ſubſiſtances ſeront à la merci des Américains : il en ſera de même s'il prend ſa route du côté oppoſé. Il ne pourra faire quelque progrès qu'avec des forces un peu conſidérables ; mais l'abſence de ces troupes de New-York l'expoſera à être coupé, ou à ne pouvoir y re-

venir que par eau. Il n'a pas assez de troupes pour dégarnir New-York & les Isles qu'il occupe sur la côte.

Le total des forces du Chevalier Clinton, quelque chose qu'on ait pu en dire, n'est que de dix mille hommes. S'il tente de retourner par eau de King's-Ferry au lieu d'où il est parti, il ne trouvera pas assez de bâtimens pour l'y transporter. Il est très-probable que toutes ces difficultés l'auront décidé à abandonner cette entreprise, & qu'il aura donné le démenti aux Officiers interrogés devant la Chambre des Communes, qui ont prétendu qu'elle étoit praticable.

Sage conduite du Congrès.

La résolution prise par le Congrès de publier le résultat de chacune de ses assemblées, confond tous les bruits qu'on a voulu répandre de la corruption & de la division qui s'y seroient glissées. Le Congrès ne craint point que tout l'univers sache quelles sont les mesures qu'il croit devoir prendre pour la défense de l'Amérique. Lorsque nous le voyons avec tant de fermeté punir la corruption & récompenser la vertu, défendre l'honneur de ses Officiers & pourvoir aux besoins du pays, prêter de l'argent à une province, fournir des provisions à une autre, notre appréhension de ne pas réussir à la

ramener à l'obéiſſance de la Grande-Bretagne, ſe change en déſeſpoir; & l'aſpect de tant de ſageſſe, unie à tant de courage, porte en nos ames la douloureuſe conviction de l'énorme & irréparable perte que nous avons faite.

L'état actuel de Gibraltar.

Gibraltar étoit imprenable autrefois; mais ſous les Miniſtres actuels on voit tout ce qu'on n'a jamais vû: & nous éprouvons des diſgraces dont nos peres n'auroient pas même eu l'idée. Nous perdons Gibraltar, qui pendant tant d'années nous a ſervi à tenir en bride l'orgueil Eſpagnol.

Les amis du Roi affectent de n'être point inquiets pour le ſort de cette place. Ils débitent » que la garniſon en eſt nombreuſe: qu'elle a des vivres pour neuf mois, & que les plus habiles Ingénieurs regardent ſes fortifications preſque comme imprenables «. Tout cela eſt bon pour endormir le Roi; mais il faut quelque choſe de plus vrai au public Anglois, qui n'aime point qu'on l'endorme, & qui en auroit beaucoup d'humeur à ſon réveil. — Suivant les derniers états, la garniſon ne conſiſtoit qu'en trois mille huit cents hommes effectifs, & trois cents quatre-vingt huit non effectifs. Le nombre néceſſaire pour relever trois fois, en cas d'attaque par mer & par terre à la fois, devoit

être de ſix mille avant qu'on eût ajouté aux ouvrages un fort & une gallerie couverte. Ce fort & le corps de caſernes, l'un & l'autre à l'épreuve de la bombe, demandent un bataillon de plus que les ſix mille hommes. Outre cela il faudroit encore un bataillon d'artillerie, & on ne croit pas qu'il y ait plus de deux cents ſoixante hommes pour ce ſervice. Les ouvrages du côté de la mer ſont foibles & ne ſont point achevés; & il faut que les proviſions fraiches arrivent à la place par le rocher & les galleries en pierre, d'où on gagne les batteries qui commandent les lignes Eſpagnoles. Les défenſes du côté de la mer ne tiendroient pas dix jours contre une eſcadre de dix vaiſſeaux de ligne. Tout le ſyſtême des fortifications de cette place eſt calculé d'après l'idée qu'elle ſera toujours défendue par des forces navales ſupérieures. La place n'eſt inexpugnable que du côté de terre.

Population de la Grande-Bretagne.

On compte que ce Royaume a environ ſept millions d'habitans. Il eſt ſenſible d'abord que de ce nombre il y a quatre millions de femmes. Des trois millions d'hommes reſtans, il ne doit y en avoir que la moitié qui ſoit en état de porter les armes. Or on ſait que nous avons actuellement trois cents mille Anglois occupés à la guerre tant

ur terre que ſur mer : c'eſt déjà le ſeptieme homme enlevé à notre population. Encore faut-il pour que cette proportion ne ſoit pas moindre, que nous ayons deux millions d'hommes en état de combattre. Eſt-il étonnant que nos recrues de tout genre aient tant de peine à s'effectuer ? Le Lord Harrington, qui donne quinze guinées d'enrollement aux volontaires qu'il leve pour ſon bataillon de Weſtminſter, eſt obligé de recourir à la preſſe ; & il ne trouve que des hommes de rebut dont on ne voudroit dans aucun autre corps, & dont on peut dire comme Hecube à Priam :

Non tali auxilio nec défenſoribus iſtis
Tempus eget.

Malgré l'extrême rigueur avec laquelle ſe fait la preſſe, les recrues pour les vaiſſeaux ne viennent que très-lentement. Ce qu'il faut renvoyer comme trop jeunes, trop vieux, infirmes ou malades, & ceux qui périſſent ſuffoqués dans les cachots où on les jette, réduit à très peu de choſe le nombre qui reſte pour les armemens.

Adreſſe de la ville de Dublin au Roi.

La Cour n'a point fait publier avec diverſes autres adreſſes de Villes qui lui offrent des ſecours celle de la ville de Dublin du 6 Juillet dernier. C'eſt qu'elle reſpire un

vrai patriotiſme : c'eſt qu'elle oſe y dire a Roi, dans le langage d'un peuple oppreſſé que ſon gouvernement eſt tyrannique, & que ſon Miniſtere eſt foible : que ſa famille n' point encore perdu les cœurs de ſes ſuje d'Irlande, & qu'ils concourront volontie à la maintenir ſur le trône ; mais qu'en mêm tems ils ſentent leurs maux & que l'oppreſ ſion portée à un degré de plus, ſuſcitera e eux le déſir de ſe venger. Si l'Angleterr eût ſû parler ſur ce ton, il y a long-tem qu'elle ſeroit rentrée dans la paiſible joui ſance de ſa gloire & de ſa proſpérité.

Encore quelque tems & nous verrons.

Toutes les fois que nos Miniſtres ſe ſon vûs dans l'embarras, ils n'ont jamais man qué de dire *encore quelque tems & nous verrons* ils l'ont dit quand on leur a fait voir qu l'Amérique leur oppoſoit une réſiſtance ſé rieuſe : ils l'ont répêté quand ils ont ét convaincus que cinquante mille homme étoient inſuffiſans pour la conquête de l'A mérique. Nous avons attendu, & encor attendu ; mais notre eſpoir a toujours ét trompé. C'eſt à nous à leur tenir aujou d'hui ce langage : ils prétendent être ſu d'une pluralité conſidérable parmi les peu ples de l'Amérique : nous répondons à cel *encore un peu de tems & nous verrons.* Ils nou ſoutiennent que *Charles-Town* ſera pris, &

qu'il n'eſt point vrai que leur Général Prévôt ait eu le ſort de Burgoyne : *encore un peu de tems & nous verrons.* Ils ſe flattent que le Congrès pourra encore ſe déterminer à traiter avec eux : *hélas qu'ils attendent encore quelque tems & ils verront !*

Les Priſonniers François en Angleterre.

Il y a actuellement environ trois cents François dans l'ancien palais du Roi à Wincheſter. Ils ont autour du Palais un grand terrein pour ſe promener ; & on trouve bon qu'ils ſoient toujours enſemble, la garde étant ſuffiſante pour qu'on n'appréhende point leur évaſion. Il y a peu de jours qu'un Capitaine d'enrolleurs s'y rendit, pour voir ſi quelques-uns de ces François ne voudroient point entrer au ſervice du Roi d'Angleterre. Il en trouva une vingtaine de bonne volonté, qui reçurent un engagement de cinq guinées par homme. Leurs autres camarades, au nombre de deux cents quatre-vingt, furent ſi indignés de les voir prendre ce parti, qu'ils les entourerent pour les empêcher de ſortir, & les auroient aſſommés de coups ſur la place ainſi que les Enrolleurs, ſi une garde redoublée ne fût accourue promptement à leur ſecours.

La Foi Britannique.

La cargaiſon des trois vaiſſeaux de Pen ſacola, arrivés le 23 Juillet aux Dunes conſiſte en peaux de daim, indigo & en piaſtres. Ces deux derniers articles ſont les retours donnés par quelques Eſpagnols de la Nouvelle Orléans, pour les marchandiſes britanniques que les Anglois de la Floride occidentale leur ont fait paſſer en contrebande Les peaux viennent des Sauvages en échange des marchandiſes de la Grande-Bretagne Voilà le commerce préjudiciable aux intérêts de l'Eſpagne que les Anglois ont toujours fait & que leur Miniſtere a toujours protégé, ſoit à force ouverte, ſoit clandeſtinement. Ces deux vaiſſeaux ſont partis de Penſacola dans un tems où la plus grande harmonie ſubſiſtoit entre l'Angleterre & l'Eſpagne & où cette derniere Puiſſance travailloit de tout ſon cœur à faire rendre la paix à l'Angleterre.

Comment on perd ſes Alliés.

Il eſt abſolument faux, diſent certaines gazettes, que l'Impératrice de Ruſſie ſe ſoit montrée le moins du monde diſpoſée à nous aſſiſter. Elle a en horreur notre ſyſtême d'adminiſtration & mépriſe nos Miniſtres. Il y a quelque tems qu'elle fit certaines propoſitions favorables à la Grande-Bretagne. On

n'y répondit qu'en l'outrageant, & de ce moment là elle s'eſt renfermée dans une neutralité très-déſobligeante pour nous.

Pourquoi on ne retrouve point ſes Alliés.

On veut nous faire croire que le Roi de Pruſſe eſt diſpoſé à ſoutenir notre cauſe; mais on ne nous dit point ſi on eſt diſpoſé à lui payer une ſomme de 570,000 liv. ſterl. pour la derniere année de ſon ſubſide qui lui a été conteſtée & refuſée. On ne nous apprend point non plus s'il s'engagera à nous ſoutenir juſqu'à la fin de la guerre. En effet, il eſt en droit de mettre dans ſes conditions, qu'il ſuivra l'exemple de ſon Bon Frere & fidelle Allié, qui le laiſſa dans le plus grand épuiſement faire ſa paix comme il pourroit avec la Maiſon d'Autriche.

Verbum ſapienti.

Cet Oracle ſemble preſque oublié parmi nous. De Witt, le grand Penſionaire, avoit été averti du ſort qui le menaçoit long-tems avant ſa cataſtrophe. Le matin même du jour qu'il fut maſſacré, il reçut une lettre d'un de ſes amis pour le prévenir que le peuple ne pouvant ſupporter plus long-tems les effets de ſa mauvaiſe adminiſtration, étoit ſur le point de ſe ſoulever. Mais cela ne l'empêcha point de ſortir du Conſeil le ſourire

ſur les levres & avec un air de ſatisfaction répandu ſur toute ſa perſonne. Cette circonſtance décida ſa mort. Le peuple indigné de le voir ainſi inſulter à la miſere publique, tomba ſur lui & le mit en pieces à la vue de ſes partiſans, qui n'eurent pas le courage de faire les moindres efforts pour le défendre.

Contributions volontaires pour la défenſe de l'Etat.

On prétend que le Roi a des amis : cela eſt aiſé à connoître. Voici le moment pour eux de ſe montrer. Que ſes Miniſtres, d'abord, lui remetrent une année entiere de leur traitement, de leurs émolumens, &c. & que pendant cette année ils le ſervent *gratis* : que les Penſionaires lui faſſent pareillement le ſacrifice d'une année de leurs penſions : que tous les grands & les gens riches lui portent généreuſement une année de leur revenu. Alors le Roi ſera ſûr de lever ſes ſubſides ſans faire d'emprunt & ſans charger ſes ſujets de nouveaux impôts. Mais il eſt bien à craindre que toutes les proteſtations qu'il a reçues du zele de ſes prétendus amis, pour ſon ſervice, ne lui rendent pas ſeulement de quoi payer les gages de l'Officier qui a la charge de prendre les rats dans ſon palais.

L'Hiſtoire d'Angleterre.

Il y a quelques jours qu'un particulier demandoit

mandoit, dans un Café, quelle étoit la meilleure Hiſtoire d'Angleterre? On lui répondit que la plus eſtimée étoit celle de *Rapin-Thoiras.* — Fort bien, reprit le Queſtionneur, mais il doit y avoir une continuation, & quelle eſt la meilleure ou au moins la plus autentique? — Oh quant à ceci, repliqua celui qui avoit déjà répondu, perſonne n'eſt plus en état de vous ſatiſfaire que les Miniſtres actuels, car non ſeulement ils peuvent vous en donner la plus autentique continuation, mais j'ai bien peur qu'ils n'en faſſent auſſi la concluſion.

Nouvelle Hiſtoire de Londres.

La conduite que la Ville de Londres a tenue en refuſant, par une délibération de ſes Magiſtrats & Chefs, d'offrir au Roi aucun autre ſecours que ſes conſeils, lui a attiré l'animadverſion de pluſieurs Ecrivains du parti miniſtériel, qui décochent journellement ſur elle les traits les plus poignants & les plus capables d'abaiſſer l'orgueil de la premiere Ville du monde commerçant. Un de ces Ecrivains, qui veut ſe donner, ſur ſon compte, les libertés que prenoit Therſites contre les Chefs de l'armée Grecque & qui s'annonce ſous ce nom, a adreſſé à ce ſujet aux habitans de Londres deux lettres, où les invectives, même les plus groſſieres, ne leur ſont point épargnées. Encore fait-il

esperer qu'il continuera. Il trouve qu'il lui est impossible de les appeller ni hommes, ni messieurs, ni freres, imputant plutôt à leur lâcheté qu'à leurs mécontentemens, le refus qu'ils ont fait de lever des hommes pour la défense du Royaume ou d'y contribuer de leur bourse. Il leur rappelle que dans l'année 296, la même apathie dont ils sont saisis aujourd'hui, leur fit regarder avec indifférence la défaite de l'armée d'*Allectus*. Il leur importoit tout aussi peu alors, qu'aujourd'hui, que leurs coffres fussent pillés, leurs femmes & leurs filles deshonorées par les Gaulois en déroute ou par les Romains vainqueurs. Probablement le Ministere de ce tems là leur étoit désagréable; car, poursuit-il, avec la même force d'inertie qui les caractérise aujourd'hui, ils resterent spectateurs indifférens du combat qui se livra dans les rues de leur Ville, & il est vraisemblable que pendant ce tems là ils disposoient leurs Dames à recevoir gracieusement les Officiers de l'armée victorieuse, qui se trouva être celle des Romains.

En remontant quelques siecles plus haut, il trouve dans les Commentaires de César un autre monument de leur opprobre. » Ce grand Homme a écrit que lorsqu'il entra les armes à la main dans votre pays, leur dit-il, il fut vigoureusement repoussé par Cassivellanus. Il donne même à entendre que les succès de son expédition devenoit très-

douteux, lorſque la *bonne* ville de Londres le ſoulagea de ſes inquiétudes & le mit en poſſeſſion de la Grande-Bretagne. Elle lui envoya des ſubſiſtances pour ſon armée qui, ſans cela, alloit périr de beſoin, & quarante ôtages pour lui répondre de la bonne conduite de ſes habitans, à condition qu'elle ſeroit exempte du pillage. C'eſt ainſi que vos peres vous ont donné l'exemple de lâcheté & de perfidie que vous ſuivez ſi ſcrupuleuſement. Ce fut par cette conduite qu'ils lierent les mains au Défenſeur de la Grande Bretagne & la forcerent de recevoir un joug étranger «.

» Mais ſongez bien, habitans de Londres, que vos richeſſes ſont aujourd'hui plus conſidérables que du tems de Céſar : que vos femmes ſont plus coquettes, mieux coëffées qu'alors à l'air de leur viſage, & que ce ne ſera point par un troupeau de bœufs ou en donnant pour ôtages quarante Epiciers ou Cordonniers en robe bleu céleſte, que vous vous racheterez du pillage des François & de tout ce qui peut s'enſuivre «.

» Comme il n'y a pas un de vous qui ſache le latin, ſi vous imaginez que je vous fais ici des contes en l'air, faites emprunter à quelque Ecolier de Weſtminſter la Traduction des Commentaires de Céſar, par *Bladen* ou par *Duncan*, & vous trouverez au cinquieme livre le vrai tableau de votre puſilanimité. Vous y verrez auſſi, je l'avoue, que

Caſſivellanus étoit un tyran; mais obſervez que c'eſt Céſar qui l'appelle ainſi, & que comme envahiſſeur, il ne pouvoit donner de nom trop odieux à celui qui s'efforçoit de lui réſiſter «.

» Dans la rebellion qui éclata du tems de Néron, votre ville de Londres prit auſſi le parti de l'obéiſſance paſſive, qui lui mérita une exemption du pillage: mais vous en fûtes puni par vos farouches Compatriotes, qui s'étoient ſoulevés contre vos oppreſſeurs; & en mettant votre Ville au ſac, ils tirerent au moins quelque vengeance des outrages que leur pays avoit reçus «.

M. *Therſites* finit ſon petit éloge hiſtorique de la ville de Londres & de ſes habitans, promettant de le ſuivre de ſiecle en ſiecle juſqu'au moment actuel, pour apprendre à l'Univers à les connoître. — L'armée Françoiſe doit lui ſavoir quelque gré de ſes recherches, il n'eſt point hors de propos, quand on va en pays étranger, de prendre une idée des gens à qui on aura à faire.

Cet objet d'utilité me détermine à ajouter ici un autre portrait tracé par une bonne main & très-reſſemblant. C'eſt celui du Bourgeois de Londres pris individuellement. — Il ſe croit ſupérieur aux plus grands perſonnages de tous les autres pays, mais il ne s'apperçoit pas que c'eſt un vieux préjugé qui n'a plus aucune baſe dans ſes ſentimens ou dans ſes mœurs. — Aujourd'hui ce qui dans les autres eſt paſſion, n'agit plus en lui que

comme inſtinct. — Il faut des irritations plus qu'ordinaires pour le mettre en mouvement, mais dès qu'il y eſt une fois il ne ſait plus s'arrêter. Si on lui dit que la liberté nationale eſt menacée, il écoute en baillant, il répond que cela eſt très-poſſible, & s'endort. On lui crie que le danger eſt preſſant, il écoute, dit quelque mots ſur le courage anglois, appelle les François des lâches, & retombe dans ſa létargie. » L'ennemi eſt aux portes: les Miniſtres ont perdu la tête: que dites-vous de cela? Ce ſont des coquins, répond-il, & voila qui eſt fini, il n'y penſe plus, ni même à rien. — Mais la nation va être ruinée! à cela il ouvre une grande bouche & s'écrie » pauvre Angleterre! « puis il acheve ſa pipe. Voilà l'Anglois d'aujourd'hui trait pour trait, non ſeulement de Londres, mais de tout le Royaume: on pourra le forcer de marcher, mais il ne ſera pas volontairement un ſeul pas, même pour ſa propre défenſe.

Pluſieurs Villes ont juſtifié cette cenſure par les arrêtés qu'elles ont pris: je vous ai déjà cité celle de Guilford en Surrey, celle d'Hereford & celle de Reading: il y en a encore beaucoup d'autres qui ont ſuivi l'exemple de Londres. On ſe permet ici de dire ſur leur compte, que c'eſt dans l'eſpoir d'être bien traitées des vainqueurs; & quelqu'un a fait la petite niche à la ville de Londres de remarquer dans une gazette, que depuis le refus qu'elle a fait d'aſſiſter le Roi pour

défendre l'Angleterre, le prix des loyers eſt augmenté dans Londres, parce qu'on commence à s'y réfugier de toutes parts, comme dans un azile où on ſera ſous la ſauve garde du vainqueur.

Dans une troiſiame lettre, *Therſites* ſe déchaîne avec la même fureur contre les citoyens de Londres, toujours en s'appuyant du témoignage de l'Hiſtoire. » Vous avez, leur dit il, porté alternativement le joug des Saxons & des Danois. Il eſt vrai qu'en 1013 vous avez montré quelque volonté de défendre votre Roi & votre pays, mais ce fut un paroxiſme de loyauté & de courage qui dura peu. Il n'y a pas d'outrage qui ne vous ait été fait impunément par le vainqueur. L'excès de ſon inſolence ne pouvoit ſe comparer qu'à celui de votre lâcheté. Les Annales de l'Angleterre en ont été ſouillées d'une tache qui ne s'éffacera jamais. Faites-vous expliquer ce paſſage d'un Hiſtorien contemporain, rapporté dans le Tréſor de Hicker, page 103, *ſæpe numero decem aut Duodecim Dani, altermis vicibus, uxorem vel filiam vel cognatam Thayni vitiant ipſo Thayno ſpectante nec prohibente.* * Voilà ce que vous êtes diſpoſez à faire encore aujourd'hui, & pour vous rendre agréables aux François prêts à fondre ſur votre Ville «. Il leur reproche enſuite leur perfidie envers le Roi Etienne & la Reine Matilde, com-

---

* *Sermo Lupi Epiſcopi.*

pétiteurs au trône : — leur barbarie envers les Juifs en 1215, qu'ils firent piller par des gens armés pour partager leurs dépouilles : — la proclamation de 1258 qui leur imprima une flétrissure éternelle, en les qualifiant de vils monopoleurs : pour faire des profits considérables, ils avoient profité d'une disette de grains pour s'enrichir en affamant le pays : — la basse vengeance qu'ils exercerent contre Isabelle, femme de Henri III, qui avoit levé sur eux un impôt inique auquel ils s'étoient soumis sans oser faire la moindre résistance : onze ans après cette Princesse passant sous le pont de Londres, tous ses valeureux habitans y accoururent & la couvrirent de pierres & d'ordures qui la mirent dans le plus grand danger de périr. — Thersites finit ainsi :

» Habitans de Londres, n'avez-vous point parmi vos Officiers de Ville un Historiographe : si ce poste est à remplir, je m'offre à en faire les fonctions. Ce sera pour moi une besogne dégoutante, mais j'y mettrai une chaleur qui exaltera assez mon imagination, pour que j'aie le courage de pousser loin l'entreprise. Vous trouvez sans doute ma maniere un peu brusque ; mais je suis peut-être plus votre ami que si je m'amusois à vous flatter.

Signé, *Thersites.*

[Cette tirade contre la ville de Londres est bien un écrit ministériel & rien moins que patriotique ; mais à cent lieues, des Etrangers de deux Villes voisines, passent aisément pour etre pays.]

Les trois especes de Peuple.

Le peuple en Irlande, eſt un corps formidable qui déteſte cordialement ceux qui le haiſſent & qui trahiſſent ſes intérêts.

En Ecoſſe, le peuple eſt plus redoutable encore, parce qu'il eſt plus ſobre, plus hardi dans ſes réſolutions : il chaſſa les Evêques : il prit les armes contre Charles I. : il fraya le chemin par où ce malheureux Prince fut conduit à l'échafaud. C'eſt le ſeul des trois que les Miniſtres Anglois craignent. Ils n'ont pas oſé forcer ſes inclinations relativement au Bill pour adoucir le ſort des Papiſtes : c'eſt pour lui plaire que l'acte qui rend libre l'entrée des Baptiſtes, a été annullé quant à l'Ecoſſe.

Autrefois en Angleterre, c'étoit le peuple qui étoit le grand réformateur ; mais aujourd'hui il ſe laiſſe mener comme un troupeau de moutons. Le Parlement n'eſt pas plus dénué de ſageſſe & d'honnêteté, que le Peuple Anglois de toute eſpece de courage & de ſentiment.

Obſervations d'un Anglois ſur l'eſcadre du Chevalier Hardy.

Il y a dans cette eſcadre un trop grand nombre de vaiſſeaux de 90 canons. On les manœuvre difficilement : ils ſont lourds à la voile : il leur faut trop de monde ; &

dans le golfe ou ſur les ſondes, ils ne rendent pas le même ſervice que de gros vaiſſeaux de 74 canons, bâtis ſur le nouveau modele.

Les vaiſſeaux de 90 employent trop d'hommes. Il faut leur en donner ſept cents cinquante, tandis que ceux de 74 n'en prennent que ſix cents. Si on ſuivoit l'ancienne regle, ceux-ci devroient en avoir ſix cents cinquante, & les autres huit cents pour leur complet.

Il y a toujours à bord un homme malade ſur dix; par conſéquent il faudroit que les vaiſſeaux eûſſent leur grand complet en ſortant du port pour être armés ſuffiſament quand ils ſont à la mer.

Si un gros vaiſſeau de 74 canons eſt auſſi utile dans le golfe ou ſur les ſondes qu'un vaiſſeau de 90, le nombre de ceux-ci actuellement employés, fait perdre au ſervice le complet entier de deux vaiſſeaux du troiſieme rang.

Les vaiſſeaux de 90 actuellement avec le Chevalier Hardy, ſont pour la plupart de vieux vaiſſeaux, dont la réparation a coûté des frais énormes. Ils ne peuvent point ſoutenir la fatigue des manœuvres, ſans tomber bientôt dans la décrépitude. Je n'en excepte que deux ou trois, entre leſquels eſt le *London* vaiſſeau neuf. Aucun de ces vaiſſeaux ne peut ſoutenir le ſervice de la Manche ou des ſondes, paſſé la fin d'Août ou le commen-

cement de Septembre : au lieu que les vaisseaux François de 74 tiennent la mer presque dans tous les tems.

Quand ces vaisseaux de 90 seroient neufs & dans le meilleur état, & il s'en faut de beaucoup, leur batterie basse devient inutile dans une grosse mer. Au lieu que ceux de 100 canons, même en ne se servant point de cette batterie basse, peuvent toujours faire beaucoup de mal à l'ennemi, par le poids supérieur de leurs boulets de la deuxieme & des la haute batterie.

Notre vanité doit être mise de côté quand il s'agit de nos intérêts les plus essentiels. Ce furent les François qui inventerent les vaisseaux de 74 canons : nous fûmes bientôt obligés de les imiter. Les François ne construisent plus aujourd'hui de vaisseaux de 90 : que ne prenons nous le même parti.

Aussitôt que le Manifeste de l'Espagne nous eut été signifié, nos Ministres auroient dû stationner à cent lieues Nord-Ouest & quart d'Ouest du Cap Finistere deux vaisseaux de 50 canons & deux frégates, qui y seroient restés pour avertir nos flottes de leur danger, & les convoyer à Corke, à Kinsale ou aux ports occidentaux de l'Irlande. Ils auroient pû les placer avec le même avantage à cent lieues au Sud-Ouest du cap Cléar.

Si au lieu de revenir à Torbay le 5 Juillet l'Amiral Hardy eût eté prendre sa station à quinze lieues au Sud Ouest du cap Finistere,

il auroit empêché la jonction des forces de l'Espagne & de la France, ou engagé celles-ci dans un combat inégal. Il est vrai que le vent soufloit fort quand l'Amiral fut rentré dans la Manche & que cela dura quelques heures; mais le jour que l'ordre fut donné de revenir à Torbay (c'étoit le premier Juillet), la mer étoit unie comme une glace, & elle fut deux jours ainsi. L'Amiral se trouvoit le 2 Juillet à seize lieues Sud-Ouest des Sorlingues. Jusques-là il n'avoit pas entendu parler de l'ennemi. Ceux qui ont donné le conseil de faire rentrer notre escadre le 5 Juillet, méritent l'exécration de l'Angleterre. Si le Chevalier Hardy eût été obligé de regagner l'Angleterre, étant suivi par des forces supérieures, il seroit venu attendre l'ennemi à Torbay, & de là il auroit pû attaquer l'ennemi. Suppose-t-on que le danger auroit été trop grand, il se seroit replié jusque sur Sainte Helène de l'Isle de Wight, & aussi-tôt auroit formé sa ligne en travers du Canal. S'il eut craint d'être écrasé par le nombre, il auroit gagné la Tamise, enlevant par-tout où il auroit passé les bouées, balises & marques de mer, pour rendre plus difficile la navigation de l'ennemi.

Il est d'autant plus fâcheux que le Chevalier Hardy n'ait pas empêché la jonction, en allant chercher dès le cinq Juillet l'armée Françoise, même au cap Finistere, qu'aujourd'hui il devient très-douteux qu'il puisse

battre l'armée navale combinée. Cependant il eſt de toute néceſſité qu'une victoire navale écarte l'ennemi de nos côtes & empeche le débarquement. Dès qu'une fois les François auront le pied en Angleterre notre crédit national diſparoîtra comme une ombre, & avec lui toute eſpece de crédit particulier & de négociation de papier.

Toute la richeſſe du Royaume ne conſiſtera plus que dans les eſpeces en circulation. Ceux qui tiennent ces eſpeces ſous clef, ne lâcheront pas un ſeul shelling, ſi ce n'eſt pour les beſoins de la vie. Ces beſoins ne ſeront plus livrés que pour de l'argent comptant. La maſſe des eſpèces qui ſont en circulation, ou dans les coffres, eſt d'environ vingt-quatre millions ſterling. Il n'y en a gueres que la moitié en circulation: les avares, les riches, les indolens tiennent le reſte enfermé. Le papier-monnoie en circulation eſt de trois cents millions ſterling: on peut évaluer à la même ſomme le mobilier du Royaume. De-là il doit réſulter que la valeur des terres & du mobilier ſera fixée par la quantité des eſpèces en circulation. En conſéquence, on n'achetera plus ni terres ni maiſons, & on ne dépenſera plus d'argent que dans une néceſſité urgente. Le luxe ceſſera, ainſi que le commerce, même quand l'entrée de la Manche ſeroit reſtée libre; & il ſera impoſſible en conſéquence de lever les ſubſides pour continuer la guerre.

Si la dépenſe annuelle du Peuple Anglois eſt de ſoixante & dix millions ſterling, les douze qui ſont en circulation n'y ſuffiront jamais. Mais ce qu'il y a de plus effrayant, c'eſt que même il n'y aura pas un quart de ces eſpèces qui reſte en circulation, parce que le Marchand ne voudra point s'en deſſaiſir, regardant cet argent comme la ſeule propriété qu'il ſoit aſſuré de garder.

Si le débarquement des François s'effectue ſans que leur armée navale ait été battue, il ne nous reſtera plus qu'une chance, qui ſera de les battre ſur terre; mais, quoi qu'en puiſſe dire le Doyen de Glouceſter, trente ou quarante mille ennemis tranſplantés dans quelqu'une de nos Provinces, nous donneront furieuſement de tablature. Que Dieu nous conſerve nos pauvres têtes!

Dans les papiers du 27 Juillet, un *Obſervateur* mécontent de voir qu'en comptant le *Formidable* de 90 canons, parti le 25 Juillet pour joindre la grande eſcadre, elle n'eſt forte encore que de 35 vaiſſeaux de ligne, demande au Lord Sandwich ce que ſont devenus le *Barfleur* & le *Neptune* de 90 canons, le *Royal William* & le *Cambridge* de 80, l'*Arrogant*, la *Bellone*, le *Dragon*, l'*Hercule*, le *Héros*, le *Kent*, le *Mars*, le *Téméraire*, le *Warrior*, de 74; le *Modeſte*, le *Polypheme*, la *Sainte-Anne* & le *Saint Antonio*, de 64, *cum multis aliis*, qui ſont portés ſur toutes les liſtes de la Marine, au nombre

des bons vaiſſeaux en ordinaire ? Le *Formidable* vient d'appareiller avec le même mât de mizaine qu'il avoit l'année dernière, & dont la mèche eſt pourrie.

Extrait d'une lettre d'un Officier de l'Eſcadre.

Pour vous, mon cher Monſieur, qui vous vous ſouvenez de nos armemens de la guerre dernière, & de l'ardeur de nos Marins, quel ſpectacle allarmant ne ſeroit pas aujourd'hui notre grande eſcadre, de qui ſeule dépend le ſort de l'Empire Britannique ? Repouſſés dans nos ports par les forces combinées de France & d'Eſpagne, quel eſt l'eſpoir qui nous reſte ? Je vois, à la vérité, ſur quelques unes de vos Gazettes, un renfort de quatorze vaiſſeaux de ligne qui doivent être prêts d'ici au mois de Septembre. Mais ce nombre n'eſt-il pas encore inſuffiſant de beaucoup, même quand les vaiſſeaux ſeroient dans le meilleur état. Les ennemis auront encore vingt vaiſſeaux de plus que nous. Mais ce qu'il y a de plus fâcheux, c'eſt que des quatorze voiles qu'on nous promet, la moitié ne ſont pas propres ſeulement à garder l'entrée de nos ports. Le Lord Sandwich a-t-il pu ſe perſuader, qu'en mettant en commiſſion de vieilles carcaſſes, il a fait tout ce qu'on a droit d'attendre de lui ? Qui empêche qu'il ne nous donne juſqu'à cent vaiſſeaux, s'il les donne en auſſi mauvais ordre ? Il n'y a pas un Ma-

rin qui ignore que la *Princeſſe Amélie*, le *Marlborough*, le *Blenheim*, le *Sandwich* & le vieux *Alcide* (pris ſur les François en pleine paix en 1755 par l'Amiral Boſcaven) ne peuvent point ſe préſenter dans un combat. Des trente-un qui forment aujourd'hui (10 Juillet) l'eſcadre, il y en a huit qui nous ont donnés les plus vives inquiétudes pendant les quarante-huit heures de gros tems que nous avons eu, & cependant nous ſommes dans le mois de Juillet. Avec des vaiſſeaux en cet état, dirons-nous encore qu'un Anglois ne craint point deux François ? Ce ſont là de pures gaſconades, & je gémis de voir que nos gazettes les mettent, ou d'autres propos auſſi vains. dans la bouche du Prince, qui vient faire avec nous ſes premieres armes. Il eſt bien cruel de vouloir le couvrir de ridicule, & le perdre dans l'opinion de toute l'Europe, en lui prêtant des propos qu'il eſt trop ſage pour avoir tenus.

Avant la premiere rentrée de l'eſcadre (le 5 Juillet) elle eſſaya de faire des évolutions, & elle fut neuf grandes heures à ſe former en ordre de bataille. Nous ne ſavons point quelle contrariété dans les circonſtances, fit mettre tant de tems à cette manœuvre. Nous eſpérons que devant l'ennemi, elle ſe fera avec plus de célérité. Le tems ordinaire, quand on n'eſt point chicané par le vent, eſt de deux heures.

Sur l'expédition de l'Escadre de l'Inde.

Le parti ministériel commence à exciter dans le Public des rumeurs contre le Chevalier Edouard Hughes qui est parti pour l'Inde avec une escadre de six vaisseaux de ligne. Il semble vouloir faire retomber sur lui le blâme de cette expédition mal combinée. Il est constant que si ses vaisseaux étoient actuellement en Angleterre, l'escadre de l'Amiral Hardy seroit plus forte. Mais s'il résulte de son infériorité qu'elle soit mise totalement en déroute, ce n'est point au Chevalier Hughes qu'on aura droit de s'en prendre. Tous les reproches doivent retomber sur les Ministres.

[Il est à remarquer que cette observation d'un Gazetier de l'opposition, fait comme entendre que l'escadre du Chevalier Hughes n'a point pris sa route vers les Isles du vent, ou que si elle y est allée, les choses y sont dans un tel état, que ce renfort n'y sera d'aucune utilité.]

VOICI ce qui donna lieu aux menaces que le Chevalier Hardy se permit de faire à ses Capitaines au sujet des signaux, lorsque son escadre mit à la mer. Il les avoit tous appellés à son bord; & ils s'y étoient rendus, à l'exception du seul Lord *Mulgrave*, qui se prévalant sans doute de ce qu'il est le confident du Lord Sandwich, & un des Commissaires de l'Amirauté, ne jugea pas à propos

pos de prendre cette peine. L'Amiral se vit obligé de le faire venir; & le Lord s'excusa sur quelque empêchement, dont le Chevalier Hardy se montra satisfait. Mais à cette occasion, il déclara qu'il feroit juger suivant toute la rigueur des articles de guerre, ceux qui manqueroient d'obéir à ses signaux, de quelque rang qu'ils pussent être; & il en donna un sur lequel le Lieutenant prendra sur le champ le commandement de son Capitaine.

Quelqu'un a observé qu'on ne pourra point reprocher au Chevalier Hardy, comme on l'a fait à l'Amiral Keppel, d'après son propre aveu, qu'il craint d'approcher la côte: car celui-ci ne l'a pas quittée depuis le 16 Juin qu'il est sorti.

Lorsqu'il est rentré dans les eaux de Plymouth le 27 Juillet, il n'avoit que trente-deux vaisseaux de ligne, le *Terrible* & le *Berwick* lui manquant. — Le *Formidable*, de 74, qui étoit parti de Spithead le 25 Juillet pour le joindre, a dû faire le trente-troisieme, & le *Prudent*, de 74, qui est sorti de Plymouth le 29, le trente-quatrieme. Quand le *Berwick* & le *Terrible* lui seront revenus, il en aura trente-six. Le plus qu'il puisse avoir ensuite vers la fin d'Août, ce sera quarante. Ce n'est point d'hommes que l'on manque à présent, c'est de vaisseaux. Il est bien étonnant, dit un Officier Anglois dans un lettre écrite de l'escadre le 26 Juillet, que les Ministres connoissant leur foiblesse à cet égard,

n'aient pas fait sortir l'Amiral Hardy un mois plutôt ou qu'ils ne lui aient pas ordonné d'aller sur le champ au Cap Finistere pour empêcher toute jonction des forces de la France & de l'Espagne. Le même Officier observe que l'Amiral Hardy n'est point aimé, & qu'il y a sur l'escadre un nombreux parti pour Keppel & pour Howe. Il donne les plus grands éloges à l'Amiral *Rosse*, qui a tenu à son équipage ce discours. » Mes amis, l'honneur de la nation, peut-être même sa liberté, vont dépendre de nous. Il s'agit de savoir si le pavillon anglois doit perdre ou conserver l'empire des mers «. Chacun lui ayant répondu qu'on étoit prêt à verser jusqu'à la derniere goute de son sang pour le soutenir. » Eh bien, poursuivit-il, après les avoir remerciés, que le nombre de nos ennemis ne vous fasse point peur. Je vous mene droit au plus gros d'entr'eux, nous le serrerons bord à bord, & avec l'aide de Dieu nous lui aurons bientôt donné son compte «. Il y a des gageures, ajoute cet Officier, qu'en effet il accostera un vaisseau bord à bord & enlevera son antagoniste après la troisieme ou quatrieme bordée. — [Il y a à parier que cet article est de quelqu'ennemi de M. Rosse.]

L'heureuse arrivée de notre flotte des Isles, dit un Gazetier, donnera au Lord Sandwich assez d'hommes, s'il avoit des vaisseaux. Il a dit dans le Parlement, quelques jours avant la clôture de la session, qu'il ne manquoit

que d'hommes. Voilà comme le menſonge découle perpétuellement de ſes levres. Le fait eſt que les deux ou trois premiers jours de la preſſe lui ont donné des hommes de reſte pour les vaiſſeaux qui ſe trouvoient prets. La *Réſolution*, de 74, qui n'a pû joindre l'eſcadre que le 11 Juillet, avoit-elle manqué d'hommes ? Non. Les vaiſſeaux auxquels on travaille actuellement, eſt-ce le manque d'hommes qui empeche qu'ils ne ſoient achevés ? Non. Il falloit entendre le contraire de l'aſſertion de Milord. Nous avions des hommes & point de vaiſſeaux.

On dit que les ſubſides pour le ſervice de l'année prochaine, qui ſe monteront à vingt-quatre millions ſterling, (ſi on compte encore par livre ſterling en Angleterre en 1780) ſeront levés ſur un plan de M. Pulteney, approuvé de Milord North. Si l'eſſai qui en ſera fait ne répond pas à l'attente & au beſoin, on eſt perſuadé que la banqueroute ſera déclarée.

Le Doyen de Glouceſter (le ſieur Tucker), vient de mettre au jour un long mémoire, que les Gazettes de Hollande ont copié du Courier de l'Europe, où il eſſaye de prouver que le projet d'une deſcente des François en Angleterre eſt impraticable. Mais, obſerve à ce ſujet un Anglois, comment eſpere-t-il nous faire entendre qu'il eſt impoſſible aux François de nous envahir à une diſtance de vingt lieues au plus, tandis que nous avons bien envahi l'A-

mérique à plus de quinze cents lieues? J'appuie ma sécurité sur une raison plus solide que toutes les siennes, c'est qu'au moment de l'exécution nous tomberons aux genoux de la France & nous lui demanderons la paix. Si elle ne veut nous entendre qu'en Angleterre, ç'en est fait de nous.

Journal patriotique du 7 au 10 Août.

ON a prétendu ces jours-ci que le Lord Carlisle étoit enfin nommé à la place vacante de Secrétaire d'Etat, & qu'il avoit remercié le Roi; mais cette nouvelle est dénuée de fondement; car ce Seigneur est parti pour le Comté d'York aussi-tôt après avoir donné la démission de sa charge de Trésorier de la Maison. Dans une assemblée convoquée au nom des Ministres dans le même Comté, il a refusé de contribuer d'un seul shelling pour le service du Gouvernement sous l'administration actuelle. Milord Carlisle est du parti Bedford, qui n'a pas en ce moment-ci la prépondérance.

Le parti Ecossois ou du Roi est composé aujourd'hui des personnages suivans. Comte de Bute, Duc de Chandos, Comte de Chesterfield, Comte de Dartmouth, Lord Président Gower (détaché de Bedford), Comte de Denbigh, Comte Marchmont, Comte de Sandwich (détaché de Bedford), Comte Bathurst, Lord Dudley, Comte de Mansfield, Lord le Despenser, Lord North, Wedderburne, Avocat général; Ch. Jenkinson,

Hans Stanley, Welbore Ellis, Chevalier Grey Cooper, J. Robinſon, Lord Germaine, Archevêque d'York, Lord Mulgrave.

Le parti de Bedford.

Lord Thurlow, Lord Weymouth, Rigby, (Chef dans la Chambre des Communes), Lord Carliſle.

UNE aſſemblée de ſouſcription s'eſt tenue à Oxford le Mercredi 28 Juillet. Le Comte d'Abingdon s'y étoit rendu; mais comme il manifeſta une intention contraire à l'objet de l'aſſemblée, & qu'on n'y admettoit que les perſonnes amenées par leur bonne volonté pour le gouvernement, il a publié le 30 Juillet un écrit dans lequel il fait connoître ſes motifs. On y remarque le paſſage ſuivant, qui explique l'énigme de la conduite des Miniſtres Anglois vis-à-vis de l'Eſpagne. » Ce n'eſt point, dit ce Seigneur, une raiſon, pour me décider à aſſiſter le gouvernement, que la ſituation où je vois la nation & le beſoin qu'elle a d'une réunion de partis. Cette ſituation eſt l'ouvrage du Gouvernement même qui nous y a mis avec deſſein, & qui ne fait pas difficulté de l'avouer. Vous aurez, ont dit les Miniſtres, une guerre contre la France & l'Eſpagne, & alors il faudra bien que vous vous réuniſſiez: l'intérêt de votre propre conſervation vous en fera une néceſſité. Cette politique

peut etre excellente; mais je suis sûr que la logique en est détestable «.

[Ce trait dévoile parfaitement le systême des Ministres Anglois. Pour obtenir de leur nation les moyens de réduire l'Amérique, ils ont provoqué la France à une guerre: ils ont tenté ensuite de détacher l'Amérique de son nouvel allié, pour s'unir avec eux contre la France, espérant regagner dans une guerre heureuse avec cette Puissance, tout ce qu'ils avoient perdu par la guerre d'Amérique. Enfin pour opérer chez eux une réunion de partis, pour s'assurer de jouir tranquillement de leurs places, ils ont cherché à se faire dans l'Espagne un ennemi de plus. Milord Abingdon déclare aussi dans cet écrit, que son avis est que toutes les forces de la nation se tournent d'abord contre les ennemis intérieurs & cachés, & qu'ensuite elle sera bien plus assurée de réussir contre ceux qui se montrent & veulent l'attaquer de front.]

ON plaisante fort amerement les Ministres sur les quêtes qu'ils font faire dans les Paroisses pour le soutien du Gouvernement. La plupart des gens, au lieu de mettre dans la bourse, sermonent les Quêteurs ou Quêteuses, & les chargent de dire à ceux qui les ont envoyés, que les facultés du peuple sont déjà épuisées par les taxes. M. Pulteney, qui depuis un an ou deux a donné de si beaux projets de finance, s'est chargé de faire cette quête dans la paroîsse Saint George,

la plus riche de Weſtminſte : quoique ce ſoit celle où les Miniſtres ont certainement le plus d'amis, il n'a point pû y réuſſir. Cependant on ne peut pas le ſoupçonner de négligence, car on ſait combien il ambitionne d'obtenir le titre de Comte de Bath.

Il ſe rendit le premier Août à la Sacriſtie de cette Paroiſſe : il y harangua inutilement les notables qui s'y trouvoient. Ses exhortations pour aider le Gouvernement, furent reçues avec un parfait dédain & preſque généralement rejettées. Sur ce qu'il en marquoit quelque ſurpriſe, un plaiſant lui dit, » écrivez cela à votre frere le Gouverneur Johnſtone & il vous dira que c'eſt que nous ſommes dans un des jours de notre inſolence «.

La ſouſcription du Duc de Northumberland, au nombre des Royaliſtes de Weſtminſter, a été de mille livres ſterling. Quelqu'un a compté que c'étoit exactement quatre-vingt-trois jours & demi des appointemens & caſuels de la place de premier Ecuyer du Roi, qui lui a été donnée pour avoir fauſſé la promeſſe ſolemnelle qu'il avoit faite aux libres habitans de Middleſex, dans une proteſtation ſignée de lui, de ne jamais accepter aucune charge ni ſe lier avec les Miniſtres, que juſtice n'eût été faite (relativement à l'élection de Wilkes,) aux habitans libres du Comté de Middleſex, dont il étoit Lord-Lieutenant.

IL s'eſt tenu le 6 Août au Château d'Exeter, Comté de Devonshire, une aſſemblée de notables, ſur la convocation du grand Sherif pour délibérer ſur les moyens de repouſſer l'ennemi, &c. Divers avis furent propropoſés & diſcutés pour lever des hommes & de l'argent, & un Comité choiſi pour les prendre en conſidération; mais ſur ce qu'il parut, par une lettre du Général Amherſt, que le Gouvernement n'entendoit point confier des armes aux peuples, l'aſſemblée ſe paſſa ſans qu'on pût conclure autre choſe, que le projet d'une adreſſe vague & conditionelle, que perſonne ne voulut ſigner, & qui en conſéquence le fut du Sheriff. — Un Eccléſiaſtique a propoſé férieuſement dans cette aſſemblée de diſtribuer aux habitans des *fuſils de bois* pour s'exercer toujours en attendant que le Gouvernement ſe ſoit mieux aviſé.

La levée du régiment de *Bath* a manqué. La ſouſcription n'a été ſignée que par le Médecin des Eaux & une vieille femme. — Les Notables du Comté de Dorſet, aſſemblés pour une pareille ſouſcription, n'ont pû convenir entr'eux que d'une adreſſe de remontrances au Roi contre ſes Miniſtres.

UNE gazette du 10, nous donne une adreſſe au Roi par le Comté de Cornouailles. C'eſt une piece burleſque où les habitans de ce Comté remercient Sa Majeſté d'avoir armé à grands frais une puiſſante eſcadre & d'en avoir donné le commandement à un de ſes

plus renommés Amiraux, pour protéger leur pêcherie de Sardines, qui s'eſt faite, diſent ils, avec la plus grande ſûreté depuis le 16 Juin que cet Amiral n'a pas quitté leurs côtes. Ils lui donnent les plus grands éloges ſur la bonne garde qu'il a faite devant les ports fameux de *Looe*, de *Fowey*, de *Megewitzy* & de *Penſance*, ſans quitter les caps de Ramhead & de Blackhead, ſi ce n'eſt pendant quelques inſtans pour aller reconnoître le cap Lizard. Ils ſe félicitent d'être redevables aux lumieres & à la ſageſſe du Conſeil du Roi, du plaiſir qu'ils auront à manger leurs Sardines & à faire avorter par cette ingénieuſe reſſource, la malice des ordres prohibitifs donnés par l'Eſpagne contre l'admiſſion de la pêcherie angloiſe dans ſes ports. Cette adreſſe eſt datée de *Ramhead* le 3 Août.

On prétend que le Roi déterminé par ce ſuffrage impoſant, a ordonné l'expédition d'une patente du grand ſceau d'Angleterre, pour autoriſer le Chevalier Charles Hardy, à échanger ſon nom en celui de *Tardy* & à porter les armes de cette ancienne famille qui ſont une ancre ſur laquelle s'appuye l'Eſpérance. Suivant d'autres, le Roi va faire un changement à ſes propres armoiries. Elles auront pour cimier une *tirelire* & pour ſupports deux bedeaux de paroiſſe, avec ce cri d'armes, *honni ſoit qui y mettra*.

La *quête* royale n'a point pû ſe faire dans la paroiſſe de Chiſwick : les Marguilliers

ont prétendu que les affaires de *mendicité* étoient de leur jurisdiction ; & en conséquence ils ont refusé l'entrée de l'église aux *quêteurs*, avec menace, s'ils ne se retiroient promptement, de les faire arrêter comme vagabonds, & envoyer à la maison de force.

LES écrits ministériels prodiguent les plus grands éloges à la sagesse du Conseil du Roi, sur ce que nos flottes sont rentrées sans accident, comme si ce n'étoit pas uniquement l'effet du hazard. Mais ils ne répondent point à ces diverses questions. Est-ce notre escadre rentrée à Plymouth le 27 Juillet qui a protégé leur retour, puisqu'elles ont paru le 31 avant qu'elle eût été reprendre sa station? Nos ennemis n'étoient-ils pas les maîtres des mers, & si leurs opérations, que nous ignorons, eussent permis qu'ils se trouvassent sur le passage des flottes, n'étoient-elles pas leur proie? Le convoi sous lequel elles sont rentrées étoit il de quelque importance?

Quelqu'un se félicitoit de la rentrée heureuse des deux flottes des isles Angloises; Eh! comment rentreront-elles l'année prochaine, lui demanda-t-on, si nous n'avons plus d'isles?

LA flotte des Isles a passé pendant la nuit, devant l'escadre du Chevalier Hardy; cette circonstance lui a fait perdre cinq cents hommes qui se sont sauvés avant que les batteaux presseurs aient pu joindre les vaisseaux qu'ils montoient.

Lorsque cette flotte est partie le 15 Juin

des Isles du Vent, c'est-à-dire de son rendez-vous à Saint Christophe, l'escadre de Byron n'étoit composée que de vingt vaisseaux de ligne & deux de cinquante canons. Celle du Comte d'Estaing devoit être forte de vingt-quatre vaisseaux tous fraîchement carénés au Fort Royal : les vaisseaux de Byron n'ont point pu prendre de carène à Sainte Lucie. L'Amiral à du repartir le 16 pour cette Isle. Il y avoit laissé le Conquérant de soixante-quatre canons son vingt-unieme vaisseau. Le Centurion de cinquante a dû accompagner la flotte jusqu'au vingt-cinquieme dégré de latitude, & y croiser un mois, avec quelques frégates avant de retourner à Sainte Lucie. Les quatre vaisseaux du Chevalier *Hughes*, rappellés de l'Inde, formeront à Byron vingt-cinq vaisseaux: mais il n'y a que ces quatre en bon état.

La mortalité a été si prodigieuse à Sainte Lucie, que sur le nombre de soixante bâtimens de transport sur lesquels les troupes ont passé à cette Isle, il en est revenu vingt six en Angleterre que le défaut de bras rendoit inutiles. Le vaisseau le Preston a perdu cent soixante hommes. — La flotte n'a pas rapporté la moitié des sucres prêts à être embarqués. L'Officier de Plume chargé du détail des bâtimens de transport frettés pour le Gouvernement, piqué de ce que les Patrons avoient demandé leur congé à l'Amiral pour pouvoir charger des sucres, les a retenus pour le Roi jusqu'à leur retour en

Angleterre, de forte que la plupart y font revenus fur leur left. La petite humeur de cet Officier coute à la nation vingt mille livres sterling : les fucres font reftés dans des Ifles où ils pourront être la proie de l'ennemi ; & le prix de cette denrée refte très-cher à Londres, où l'arrivée de tant de vaiffeaux devroit le faire baiffer. — La plupart des matelots de cette flotte qui fervoient le Gouvernement depuis trois ans & plus dans les Ifles ont été preffés à leur arrivée avec la plus impitoyable barbarie.

LES Gazettes du 10 annoncent que le Chevalier W. Erskine & le Général Jones, font arrivés de New-York avec la nouvelle de la déroute entiere des forces aux ordres du Général Prévôt devant Charles-Town. Il y a eu deux affaires fanglantes les 13 & 14 Juin, dans lefquelles le Général Lincoln, Américain, a eu l'avantage définitif qui a fauvé Charles-Town.

SUIVANT une lettre écrite de l'armée de Clinton le 16 Juin, ce Général avoit paffé la riviere de Hudfon & étoit entré le 18 Mai dans les Jerfeys, où il a pris le fort *la Fayette*. Le principal fort américain nommé *le Défi* eft fitué à quelques milles en remontant la riviere. L'art & la nature femblent l'avoir fortifié à l'envi. Sa garnifon eft compofée de deux mille Américains. Washington a fait quelques mouvemens pour le couvrir. Il y a apparence que nous y trouverons une réfiftance, d'autant plus vive que la poffeffion

de ce poſte nous rendroit abſolument les maîtres de la riviere de Hudſon.

SUIVANT d'autres nouvelles, les milices Americaines ſont arrivées en ſi grand nombre ſur les deux bords de la riviere d'Hudſon, que le Chevalier Clinton s'eſt vu obligé le 4 Juin de redeſcendre au-deſſous de *Peck'skill*, Washington étoit avec ſon armée ſur la rive occidentale près de *Fish Kill*, & il avoit un gros corps de troupes ſur le bord oriental. — Sur ce même bord l'armée du du Roi conſiſtoit en dix-neuf compagnies de grenadiers, dix-neuf d'infanterie légere, le trente-troiſiéme régiment, quatre compagnies du Lord Cobhart, le corps de Robuiſon & cinq bataillons de Heſſois. Il avoit ſur l'autre bord les dix-ſeptiéme, ſoixante-troiſiéme & ſoixante-quatriéme régiments. Le total de cette armée, ſur les deux bords étoit de cinq mille quatre cents hommes. Le quarante-deuxiéme régiment, les volontaires Irlandois & les gardes étoient retournés à New-York, étant trop fatigués de l'expédition de la Virginie.

LES lettres venues de Quebec par le vaiſſeau ſur lequel M. Stiles a paſſés en Angleterre, ont apporté des détails inquiétans ſur les diſpoſitions des Canadiens. Ils paroiſſent affectionner uniquement la cauſe des Américains, & n'attendre qu'une occaſion pour faire éclater leur déſirs d'être comptés au nombre des Etats-Unis. Les proviſions de toute eſpece ſont extrêmement cheres à Que-

bec. Ci-devant on en exportoit du pain & de la farine, & ces deux articles formoient un objet considérable du commerce du Pays; mais le Gouverneur a été obligé de les soumettre à un embargo qui durera jusqu'au premier Janvier prochain. Pendant toute cette année les Isles Angloises qui jusqu'ici ont tiré de Quebec leurs principales subsistances, en chercheront où elles pourront. On apprend par les mêmes lettres que le poste du détroit est aujourd'hui en la possession des Américains: que le Lieutenant Gouverneur Hamilton (celui qui menaça le 13 Janvier dernier de violer le territoire de l'Espagne, si certains sauvages y cherchoient un asile. (Voyez gazette de Madrid du 20 Juillet) y avoit été défait & pris. Il s'étoit mis en campagne avec vingt Anglois & environ cinquante Indiens pour aller lever des *péricranes*: comme il s'écarta un peu trop il fut coupé, & tout son parti massacré ou fait prisonnier.

LE lundi 2 Août l'Amiral Hardy étoit devant Plymouth: il a dû y recevoir le 3 ou le 4 de nouvelles instructions de l'Amirauté.

ON assure que la campagne *de plaisance* du Gouverneur Johnstone, pour lorgner les ports de Saint Malo & du Havre, a coûté au Gouvernement soixante mille livres sterl. (environ un million & demi de France.) Il est à présent réuni à la grande escadre.

LES vaisseaux le *Terrible* & le *Berwick* de soixante-quatorze canons (ce sont ceux qui

étoient rentrés maltraités par un coup de vent) & le *Prudent* de ſoixante-quatre, ſont partis de Plymouth pour aller joindre la grande Eſcadre, dont la force ſera par cette jonction de trente-ſix vaiſſeaux de ligne. Elle attend encore le *Marlborough.* Aujourd'hui ce ne ſont plus les hommes qui manquent, ce ſont les vaiſſeaux, c'eſt-à-dire les bons vaiſſeaux, car on en connoit plus de quatre-vingt de ligne qui ne ſont bons qu'à déchirer.

Le 5 Août, le *Marlborough*, de 74 canons, n'étoit pas encore parti de Spithead pour rejoindre la grande eſcadre., qui le même jour (6) avoit été vue devant Falmouth, cinglant vers l'Oueſt, c'eſt-à-dire, vers la ſortie de la Manche.

On travailloit en toute diligence à Portſmouth aux vaiſſeaux le *Sandwich*, de 90, l'*Ajax*, de 74, la *Princeſſe-Amélie*, de 80. Le *Royal-William*, très-vieux, auſſi de 80, devoit entrer dans le baſſin auſſi-tôt que le *Barfleur* en ſeroit ſorti.

On preſſe la réparation de l'*Alcide* & de l'*Edgar*, de 74, dans la Tamiſe.

Il eſt conſtant aujourd'hui que le Lord Sandwich, malgré toutes les paroles qu'il avoit données, ne pourra pas mettre à flot quarante-cinq vaiſſeaux de ligne.

On dit que les Provinces-Unies ont fait à notre mémoire une réponſe, dans leur ſtyle ordinaire, c'eſt-à-dire très-équivoque. Cependant, telle qu'elle eſt, le Cabinet Britannique s'en contentera, parce qu'il n'eſt

pas trop curieux de lire un troiſieme manifeſte.

P. S. du 11 *Août.*

L'Amiral Hardy, fort de trente ſept vaiſſeaux de ligne, par la jonction du *Marlborough*, croiſoit le 7 ſur le Cap Lizard. — La nouvelle vient d'arriver que l'armée navale combinée de France & d'Eſpagne a paru ſur l'Iſle d'Oueſſant le 6 Août. On vient de me donner un état de cette armée, en me le garantiſſant très-exact. Je le joins à mon paquet.

FIN.

LIGNE DE BATAILLE de l'Armée combinée, ſous le commandement de M. le Comte D'ORVILLIERS, Lieutenant Général des Armées navales de Sa Majeſté Très-Chrétienne, Grand-Croix de l'Ordre Royal & Militaire de Saint Louis, en 1779. [*9 Août* 1779.]

Escadre	Division	VAISSEAUX.	Chefs.	Canons.	COMMANDANS.	Corvettes, Lougres, Cot. &c	Canons	Commandans.	FRÉGATES.	Canons	Commandans.	Longres, Bomb. Brulots, &c.	Canons	Commandans.
					Messieurs,									
ESCADRE BLANCHE ET BLEUE.	1re. Division.	Le Citoyen	....	74.	Marquis de Nieul.									
		Sn. Miguel.	....	70.	Don Carlos Morero.									
		L'Auguſte.	Chef.	80.	DE ROCHECHOUARD.	....	....	....	L'Aigrette..	32	Vte de Mortemar.	*Hôpitaux.*		
		Le Protée.	....	64.	De Cacqueray.									
		Sn. Pablo	....	70.	Dn. Carlos de la Villa.									
	2e. Diviſion.	L'Éveillé.	....	64.	De Baſſeroy.							*Bombardes.*		
		Arrogante.	....	70.	Dn. Lopez.									
		La Ville de Paris...	Chef.	110.	DE GUICHEN.	La Favorite.	10	De K. Saint cadet.	La Surveillante	32	Du Couëdic.	Le Pluvier...	400c	De Vautron, Lnt
		Le Glorieux	....	74.	De Beauſſet.	Le Pilote...	10	Le Tourneur.				Le Saumon..	300	De Viard, *id.*
		Serio	....	70.	Dn. Xavier Morales.									
	3e. Diviſion.	L'Indien.	....	64.	La Grandiere.							*Brûlots.*		
		Sn. Pedro	....	70.	Franciſco Beanes.									
		Sn. Joſeph	Chef.	70.	D. Antº Oſorno HERRERA	....	....	....	La Bellonne.	32	De Gonidec.	Le Menager.		
		Le Palmier	....	74.	De Reals.							Le Daſwood.		
		La Victoire.	....	74.	Albert de St. Hypolite.							Le London.		
												Sancta Roſa..	26	O. Joſef de Emperam
ESCADRE BLANCHE.	4e. Diviſion.	Le Zodiaque	....	74.	La Porte-Vezin.							Jupiter.		
		Guerrero.	....	70.	Don de Lava.							Emeralda.		
		Sn. Vinzente	Chef.	80.	Don D'ARZE, Lant. G.	La Grana...	10	....	Aſſomption..	32				
		Le Scipion	....	74.	Comte de Cheriſey.									
		Le Bien-aimé	....	74.	D'Aubenton.									
												Flûtes pour les Vivres.		
	5e. Diviſion.	L'Actif	....	74.	Beraudin.									
		Sn. Carlos	....	80.	Dn. Pablo Lazana.	Le Chaſſeur.	8	Villebouquet.	L'Attalante..	32	Bon. de Durfort.	Regla.		
		La Bretagne	Chef.	110.	Comte D'ORVILLIERS.	La Curieuſe.	10	De Maurville.	La Junon ..	32	De Marigny cadet	Annonziacion.	36	Antº. Baſurto.
		Le Neptune	....	74.	Hector.	L'Eſpiegle...	6	Du Cleſmeur.	La Concorde.	32	De Cardaillac.			
		Vincedor	....	70.	D. Luis Ramiren.									
	6e. Diviſion.	Le Deſtin.	....	74.	D'Eſpinouſe.									
		Sn. Joaquin	....	70.	Don Carlos de Torres.							*Hôpitaux.*		
		Sta. Izabel.	Chef.	70.	Don Antº. POSADA.	....	....	....	L'Étourdie..	20	De Blachon.	Sancta Rira.	36	D. Diego Guirail
		La Bourgogne	....	74.	De Marrin.									
		Le Solitaire	....	64.	De Monteclair.									
ESCADRE BLEUE.	7e. Diviſion.	L'Hercule.	....	74.	Comte d'Amblimont.									
		Septentrion.	....	70.	D. Antº. Oſorio Funes.							*ESCADRE*		
		Le Saint Eſprit	Chef.	80.	Chevalier DE TERNAY.	....	....	....	La Diane...	32	de Chambertrand	*LÉGERE.*		
		L'Intrépide.	....	74.	Beauſſier.							Le St. Michel.	64	La Biochaye.
		S'Angelo de la Guardia	....	70.	Don Gordon.							Eſpagna....	70	D. Parter Real.
												La Couronne.	80	La Touche Treville
	8e. Diviſion.	Le Bizarre.	....	64.	Saint Riveul.							Migno.....	70	Eſcavella.
		Le Conquérant.	....	74.	De Monteil.	Le Senegal..	10	De Cambis.				Le Triton...	64	La Clocheterie.
		Rayo.	Chef.	80.	Dn. Miguel GASTON, L. G	Le Mutin...	10		Na Sa del Carmen.	26	D. Diego de Canus		446	
		Sn. Damas	....	70.	Dn. Borla.	St. Catarina.	10							
		L'Actionnaire.	....	64.	L'Archantel.									
	9e. Diviſion.	L'Alexandre	....	64.	De Tremignon.									
		Brillante	....	70.	Dn. Cordero.									
		Sn. Louis.	Chef.	80.	Don SOLANO.	....	....	....	La Magicienne	30	De Boides.			
		Le Caton.	....	64.	Seillans.									
		Le Pluton.	....	74.	Deſtouches.									
				3,308.			84			332				

Nota. M. DE LA TOUCHE-TRÉVILLE, Commandant l'Eſcadre légere, marchera dans l'ordre de l'Échiquier, ſur la ligne oppoſée à l'ordre de Bataille de la grande armée, en obſervant de ſe tenir au vent, autant que la circonſtance le permettra, & ayant pour point de relevement, le vaiſſeau *le Pluton*, placé à l'extrémité de la ligne de Bataille.

Nota. Son Excellence M DE CORDOVA, Commandant l'Eſcadre Eſpagnole, a dit que ſon intention eſt de marcher en Échiquier, ſur la ligne oppoſée à l'ordre de Bataille de la grande Armée, au vent de celle-ci, en obſervant de prendre le vaiſſeau *le Citoyen*, placé à l'extrémité de la ligne, pour point de relevement.

NOMS des Vaiſſeaux Eſpagnols qui compoſent l'Eſcadre d'obſervation.

St. Trinidad...	114	D. Luis de Cordova, 1-G
St. Nicolas....	80	D. Ventura Morena.
Monarca......	70	Ant. Cautin, Ch. d'Eſc.
St. Paſcal.....	70	D. Ignace Ponce, Brig.
St. Rafael....	70	Don Juan Poſtego, *id.*
St. Eugenio...	70	Antº. Domonte.
Princeſa......	70	D. Emanuel de Léon.
Atlante.......	70	D. Antº. Cazamaza.
S. Franç. d'Aſſiſe	70	Joſef Donias.
St. Fr. de Paula.	70	Joſef de Rivas.
Velaſco.......	70	Luis Munoz.
Gallicia......	70	Juan de Claviſera.
S. Yſidro.....	70	D. Diego Quiroga.
Driente.......	70	Domingo Piller.
S. Yſidore....	70	Antº. Riquelme.
Aſtuto........	70	Thomas Vallecilla.
	1174	

FRÉGATES.

Sancta Gertruda..........	32 Canons.
Sacta Ruffina...........	32
	64

La Gentille, Frégate de 32 can. de Mangaud.

LES FRÉGATES ſe tiendront à une portée de canon des Vaiſſeaux pavillons, du côté oppoſé aux Ennemis. Les CORVETTES ſe tiendront très-près du Commandant de leur Eſcadre, & LOUGRES & COTTERS ſe tiendront entre les Vaiſſeaux & Corvettes : ce qui doit avoir lieu également lorſque l'Armée marchera ſur trois colonnes, en obſervant que les trois Frégates chargées de répéter, doivent ſe tenir au contre & au vent de leur Eſcadre, quand même les Généraux marcheroient à la tête.

RELEVÉ DE LA FLOTTE.

VAISSEAUX DE LIGNE.	Corps d'Armée....................	45	66.
	Eſcadre d'obſervation............	16	
	Eſcadre légere...................	5	
FRÉGATES pour les Diviſions			14.
CORVETTES.	pour le ſervice des Eſcadres		9.
LOUGRES......			
CUTTERS......			
BRULOTS François ou Eſpagnols			6.
BOMBARDES Françoiſes			2.
FLUTES pour les Vivres			2.
BATIMENS pour les Hôpitaux			2.
TOTAL...	dont 54 François..... & 47 Eſpagnols....		101.

TOTAL DES CANONS.......................... 5440.

cains. Le ſieur Fraſer étoit lui-même dans un canot d'écorce avec 14 chaſſeurs; il s'étoit fait accompagner de deux canots montés par des Sauvages de Saint-François, & un troiſieme conduit par des Canadiens. A la vue du batteau ennemi, les Sauvages, plus habiles à manier la rame, les empêcherent d'effectuer le débarquement qu'ils méditoient, en faiſant ſur eux un feu continuel. Le ſieur Fraſer ordonna aux Canadiens d'attaquer les Rebelles: ils refuſerent abſolument; cependant un des Sauvages ayant été bleſſé, ces héros barbouillés perdirent courage; & les Américains alloient échapper, lorſque l'Officier Anglois, décidé à ſe rendre maître du batteau, leur lâcha une décharge de ſa mouſqueterie à bout portant: on ne manqua pas de la lui rendre; & le feu des Américains fut fatal à un jeune homme de la plus belle eſpérance, qui fut tué dans cette eſcarmouche; enfin le batteau ſe rendit au ſieur Fraſer, qui amena ſes priſonniers en triomphe à Saint Jean, d'où il eſt reparti mieux accompagné, ayant avec lui les grenadiers du vingt-unieme régiment, & un grand batteau qui porte à l'avant une piece de canon de ſix.

1776. Août & Septem.

Etat des Anglois.

Le premier Août le Général Burgoyne n'étoit pas encore ſur le lac: Il avoit fallu

1776. Août, & Septem. attendre que l'on eût conſtruit des navires pour remonter les courans rapides : ſes bateaux ſe trouvoient enfin prêts ; & les troupes n'attendoient que les ordres pour leur embarquement.

Le 13 Août, l'eſpoir de l'armée Angloiſe s'étoit ranimé. Deux Officiers avoient été nommés pour remettre en activité l'entrepriſe du paſſage des lacs, que la mauvaiſe ſanté du Colonel Chriſtie l'avoit empêché de ſuivre avec la vigueur néceſſaire. Un mois environ de tems perdu avoit été regagné par le Major Carlton & le Capitaine Moncy. Ils avoient fait conſtruire environ 30 bateaux, outre les gondoles, &c. Une lettre écrite de cette date annonce que l'armée comptoit être bientôt en poſſeſſion de Ticondérago.

Etat des Américains.

D'Albany, 12 Août.

» Un particulier vient d'arriver du lac où il s'étoit rendu par ordre du Congrès pour y faire la revue de notre armée. Selon ſon rapport, elle conſiſte en cinq mille hommes bien diſpoſés. Outre des fortifications qu'il eſt impoſſible de forcer, nos troupes ont 60 pieces de canons montées, portant depuis neuf juſqu'à dix-huit livres de balle ; & leur artillerie ſera bientôt augmentée de 40 pieces de plus ; il y a 9 gondoles ſur le lac, 2

1776. Août, & Septem.

galeres & trois schooners bien équipés & prêts pour le service. Cette petite flotte sera en tout composée de 28 voiles, qui réunies, monteront 60 canons, 117 pierriers & à-peu-près mille hommes d'équipages. Notre Général Gates a envoyé deux Officiers pour observer l'armée des Royalistes: l'un deux en a rapporté les détails suivans. Ils ont 2,000 hommes à Saint Jean, 1,000 à l'Isle aux Noix & 1,500 à Chambly. Ils n'ont sur le lac qu'une trentaine de bateaux; il paroît que l'intention de l'ennemi n'est pas de nous attaquer, mais de se tenir sur la défensive. Le Général Gates dit que quand les Royalistes seroient au nombre de vingt mille, il ne s'en inquieteroit pas; nous avons d'ailleurs des espérances de succès, fondées sur la mésintelligence qui regne entre Carleton & Burgoyne; le premier ne s'accommodant point du tout de ce que le dernier doit diriger en chef les opérations sur les frontieres du Canada. Nous apprenons aussi que les Canadiens en général sont fort mécontens de Carleton, qui est naturellement fier & présomptueux, malgré ce que peuvent en dire les habitans de Montréal.

Trois brigades d'Américains étoient campées le 3 Août sur le mont Indépendance, au Sud-Est du fort de Ticondérago. Le 15 la flotte Américaine sur le lac Champlain, consistoit dans les vaisseaux suivans.

1776. Août & Septem.

Le *Royal Savage*, Capitaine Wynkoop; 12 canons de 9, 6 & 4, 10 pierriers & 50 hommes.

L'*Entreprise*, Capitaine Divon, même force.

Le *Revenge*, 10 canons, 10 pierriers, & 35 hommes.

Le *Liberty*, Capitaine Primer, 10 canons, 10 pierriers, 45 hommes.

Quatre gondoles montées par les Capitaines Mansfield, Simons, Summen & Ustings.

Chaque gondole ayant 3 canons, 1 de 12 & 2 de 9, 8 pierriers & 45 hommes.

Trois galeres prêtes à lancer, ainsi que dix autres gondoles.

Précautions prises par le Congrès pour arrêter les progrès de l'ennemi.

Les Colons des parties Septentrionales de l'Amérique ont reçu ordre du Congrès de fortifier tous les passages au-de-là de New-York. En conséquence on a commencé à tracer l'emplacement & à jetter le fondement de quelques forts, que l'on a intention de mettre au plûtôt dans le meilleur état de défense. Ceci n'est que par précaution; au cas que l'armée Royale se saisisse de Ticondérago & de Crown-Point, pour s'ouvrir le chemin de la Province de la Nouvelle-York; le Congrès se dispose à disputer le terrein & empêcher par là le Général Carleton de faire de trop rapides progrès.

1776. Août & Septem.

Dispositions des Américains.

Extrait d'une lettre de Ticondérago, du 15 Août.

Je suis venu ici pour conduire un Canadien de Saint-François au Quartier-Général. Il m'assure que les Sauvages sont déterminés à ne point se mêler de la guerre. Les affaires commencent à prendre ici une face différente ; la plus parfaite harmonie regne parmi les Officiers Généraux. La discipline s'est établie dans les troupes, & elles sont pleines d'ardeur. Les soldats arrivent en foule de la Nouvelle-Angleterre à Skeensborough. Le Général Carleton a traité avec la plus grande barbarie les Canadiens qui nous étoient favorables. Le Général Burgoyne a tâché de persuader à quelques tribus de Sauvages du Canada de se joindre à l'armée Britannique ; mais ils ont refusé solemnellement de prendre aucune part dans cette querelle, en disant que si la Grande-Bretagne & l'Amérique venoient à se réconcilier, ce seroient eux qui souffriroient le plus, & qu'en conséquence ils étoient déterminés à rester neutres : de notre côté, on est sûr que nous ne les employerons point. Nous avons reçu une grande quantité de viande fraîche, qui a été d'une grande utilité pour le rétablissement de nos malades. Nos forces maritimes consistent en huit gondoles & en

1776 Août & Septem. quatre ſenaults. Nous nous diſpoſons à deſcendre le lac, pour aller attaquer Saint-Jean, qui eſt actuellement entre les mains du Général Burgoyne; & comme notre armée eſt pleine d'ardeur, je ne doute point que cette expédition n'ait le plus heureux ſuccès.

NOUVELLE ÉCOSSE.

Etat des affaires dans la Colonie Angloiſe de la Nouvelle-Ecoſſe.

Tentative projettée à Hallifax contre les Américains du Nouveau-Hampshire.

Un corps de Montagnards a été tranſporté à la baye de Fundy, ſous le convoi de trois frégates & de trois brigantins armés. Le projet étoit qu'ils pénétreroient par-là dans la Nouvelle-Hampshire. — Ces troupes ſont reſtées au Fort Saint-Jean, dans la Baye de Fundy.

Ce fut cette entrepriſe qni donna lieu à l'Arrêté pris par l'Etat de Maſſachuſet pour mettre un embargo ſur tous les comeſtibles.

Il fut queſtion dans le même temps d'un pareil projet, de la part des Américains, contre Hallifax, & dont étoit chargé le Général Schuyler. Mais ni l'une ni l'autre de ces expéditions n'a eu lieu.

On a ajouté de nouvelles redoutes aux for-

tifications d'Hallifax, dont la garnifon eft d'environ 1209 hommes. Le feu qui avoit pris vers la mi-Juillet au Chantier obligea le Gouverneur à prendre les mefures les plus rigides contre les gens fufpects, & de leur côté les Américains défendirent fous de grieves peines toute correfpondance avec Hallifax.

1776. Août, & Septem.

Il y avoit dans le port deux frégates, le *Milfort* & le *Liverpool*, de 28 canons, & le *Hope*, brigantin de 12. — On en conftruifoit un autre de 16.

Fortifications & artillerie dans la Ville. -- Six pieces de fonte de 6 & de 3.

Une redoute en pentagone, à cent pas à l'Oueft du Chantier : une autre fur Pedley-Hill, à un mille & demi Nord-Oueft du Chantier : un dito tetragone à cinq cents pas Sud-Oueft.

Un petit parapet fur une hauteur à cent pas au Nord. — Chacune de ces redoutes garnie d'eftracades. Une eftracade de 25 pieds fur 8 de chaque côté de la porte du Chantier. — Il n'y avoit encore aucun canon monté fur ces redoutes le 16 Août.

Un parapet quarré pour du canon (prefqu'achevé) fur *Citadel-Hill*, avec douze pieces de 24, trois fur chaque face, Nord, Eft, Sud & Oueft; la face orientale oppofée au port.

Une eftrade de 40 pieds fur 60 dans ces ouvrages.

Dans *King's-County*, 237 hommes des

1776. Août & Septem.

Emigrans montagnards; dans le *Cumberland*, 272 des *Fencibles Américains* : mais beaucoup de desertion dans ces troupes.

Le Chantier est bas, à un mille Nord-quart-d'Ouest du centre de la Ville; il est entouré d'un bon mur haut de 10 pieds; mais ce mur ne résisteroit pas à un boulet de 3.

Mesures prises par le Commandant pour les subsistances.

L'Ordonnance suivante, devenue nécessaire par le prix énorme que chaque particulier mettoit à ses denrées, fera connoître la cherté des provisions dans cette Ville, même au taux du nouveau Réglement.

Par l'honorable Mariot Arbuthnot, Lieutenant-Gouverneur & Commandant en chef pour Sa Majesté dans la province de la Nouvelle-Ecosse, & tout ce qui en dépend, &c.

Comme les denrées se débitent, sans aucun rabais, au prix énorme que le séjour de la flotte & de l'armée, parties depuis long-tems, avoit occasionné, d'où il arrive que les particuliers peuvent à peine se procurer le nécessaire & souffrent beaucoup de ces exactions exorbitantes; j'ai jugé à propos, d'après l'avis du Conseil de Sa Majesté, de donner cette Ordonnance, après la publication de laquelle quiconque demandera

plus de neuf sols, monnoie du pays, pour la livre de porc, veau, agneau, volaille, les pieces de bœuf de choix & les autres en proportion, ou plus d'un shelling pour la livre de beurre ou pour le lait, plus de six sols par pot, mesure de bierre, sera regardé comme exacteur & puni avec toute la sévérité que le cas & les loix exigeront.

1776. Août, & Septem.

Enjoint aux Juges de Paix, aux Commis ayant le département de la police des Marchés, de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance.

Les loix portées contre les Regrattiers & celle qui concerne la police des Marchés, auront leur plein & entier effet.

Donné sous mon seing & le sceau de mes armes, à Hallifax, ce 14 Août 1776, la seizieme année du regne de Sa Majesté George III.

M. ARBUTHNOT.

Par ordre du Lieutenant-Gouverneur,

RICHARD BULKLEY.

JOURNAL de l'Angleterre, depuis le 29 Septembre jusqu'au 10 Octobre, jour auquel fut publiée dans la Gazette de la Cour la dépêche du Général Howe du 3 Septembre, sur la descente de l'armée dans l'Isle Longue.

Apperçu politique du 29 Septembre au 10 Octobre.

1776. Septem. & Octobre.

LES propriétaires des terres sont sans discernement, & se laissent accabler d'impôts en donnant les mains à tout ce que la Cour exige. La perte sans ressource de l'Amérique Septentrionale sera bientôt suivie de la défection des Isles occidentales. L'Empereur établissant une Compagnie des Indes à côté de celle d'Angleterre, devient un voisin dangereux. La France va mettre en mer des flottes formidables pour s'assurer un commerce libre avec l'Amérique septentrionale, au moyen duquel elle sera en état de suppléer aux besoins de ses Colonies, tandis que les nôtres restent en proie à toutes les miseres de la disette la plus effrayante. Les Hollandois, tirant partie de tout, amassent des sommes immenses en devenant les pourvoyeurs généraux de l'Angleterre & de

l'Amérique. La Grande-Bretagne, plongée dans les horreurs d'une guerre civile dans laquelle elle ne peut trouver rien à gagner par la victoire, & où elle perd tout si elle est vaincue, ce Royaume si grand jadis & si florissant, tombe dans le mépris & la pauvreté, les Colonies, qui en étoient le nerf & le soutien, renonçant à toute dépendance. Voilà ce qui arrive, ou du moins ce qui arrivera.

1776. Septem. & Octobre.

Il se forme à Londres, suivant l'occasion, des associations ou comités particuliers, où l'on agite les affaires de la Nation en général, où l'on prépare les différens remedes que les Membres de ces Assemblées jugent être les plus propres à guérir les maladies du corps politique : on s'y occupe même du salut de quelque particulier favori de la multitude, comme on l'a vu dans l'affaire du sieur Wilkes. Au commencement des troubles d'Amérique, il s'est formé dans la Cité plusieurs de ces confédérations : dans l'une, on ouvroit des souscriptions pour le soutien des Royalistes en Amérique & pour l'entretien de leurs veuves & orphelins : dans l'autre, on frondoit les procédés de la Cour : dans celle-ci on ne proposoit que remontrances pour prier le Roi d'écarter de lui des Ministres qu'on lui représentoit comme des conseillers dangereux & pervers ; dans celle-là on approuvoit la conduite du Ministere, on votoit que telle ou telle

1776. Septem. & Octobre.

personne seroit chargée d'offrir à Sa Majesté tous les secours nécessaires pour maintenir ses droits sur l'Amérique & faire rentrer les Colonies sous son obéissance : c'est de celle qui s'est déclarée contre les mesures du Gouvernement que nous avons à parler. Elle tient ses assemblées dans une taverne *Fleet-Street*, & prend le nom d'*Association de Londres* (London Association). Le Lundi est le jour que les Associés ont choisi pour se réunir, & décider de ce que l'on fait & de ce que l'on doit faire. Leur derniere décision, imprimée dans les papiers du matin, est conçue en ces termes :

» Arrêté que cette Association, gémissant sur les calamités nationales, sensiblement touchée de voir l'honneur & la justice de notre pays si profondément blessées & perverties, nos armes déshonorées, notre commerce anéanti, & cet Empire jadis si grand, ruiné & démembré, conjure & supplie les Membres de l'une & l'autre Chambres du Parlement, qui aiment encore la liberté & leur pays, de prendre les mesures les plus promptes pour obvier aux conséquences fatales qui suivront les procédés actuels, soit en formant entr'eux un Comité de sûreté, ou employant tel autre moyen qu'ils croiront plus propre à sauver ce pays infortuné de la corruption du pouvoir législatif, & le peuple qui l'habite de la destruction imminente de la vertu & des mœurs.

Arrêté que cette Aſſemblée ſe réunira en cette taverne lundi 13 Octobre à ſept heures du ſoir. 1776. Septem. & Octobre.

L'opinion de pluſieurs particuliers arrivés depuis peu de la Virginie, eſt que décidément les Américains n'entendront à aucune propoſition d'accommodement. Ils ſemblent n'avoir en vue qu'une indépendance abſolue : ils travaillent ſérieuſement à ſe la procurer; l'occaſion eſt trop favorable pour la laiſſer échapper.

On aſſure que parmi les lettres que l'on dit avoir été interceptées & miſes entre les mains du Procureur Général, il s'en trouve une écrite par un Membre d'une Société de patriotes : elle eſt adreſſée au ſieur Adams, ame du Congrès Américain, & contient, entr'autres, ce paſſage frappant : » Notre cauſe eſt la même que la vôtre : les Membres qui compoſent notre Parlement ne ſont pas duement élus, puiſque la plupart ne le ſont qu'à force d'argent; ils n'ont aucun droit de faire des loix, & rien ne nous aſtreint à nous ſoumettre à celles qu'ils ont fabriquées. Comptez ſur nous : vous nous trouverez prêts à vous aider de tout notre pouvoir «.

Les dépenſes qu'entraîne avec elle la guerre d'Amérique ſont exceſſives. Seulement pour ce qu'on appelle ſervice ſecret, c'eſt-à-dire, les ſommes paſſées aux Miniſtres des différens départemens, tant pour leurs propres

1776. Septem. & Octobre.

appointemens que pour les dépenſes ſourdes qu'exige l'exercice de leurs divers emplois : ces articles excedent le double de ce à quoi ils montoient autrefois : on les portoit, année commune, à 26 ou 30,000 liv. ſterl., & ſi le calcul ſuivant eſt exact, cette dépenſe, pour l'année 1775, va jusqu'à 73,770 liv. ſterl. Voici comme on l'établit :

Pour le Miniſtre au département du Sud.	78,000
Celui du Nord.	8,550
Celui d'Amérique.	46,250
Sur les *Bons* du premier Lord de la Tréſorerie	4,800
Du premier Lord de l'Amirauté. .	5,600
Du Miniſtre de la Guerre.	700
	73,700

Par des calculs dont on ne peut pas garantir la juſteſſe, l'entretien des troupes Angloiſes en Amérique monte toutes les ſemaines à 100,000 liv. ſterl.

Il faut de ſi grandes quantités de monnoies d'or de Portugal pour cet objet, que le Gouvernement l'achete au-deſſus du prix de la place ; il en donne 3 liv. 18 ſols par once au lieu qu'il devroit n'en donner que 3 liv. 17 ſols.

Le prix des aſſurances pour le commerce des Iſles, aller & retour, eſt à cinquante

pour cent : ce prix a été donné à Glaſgow par un vaiſſeau de ce port.

1776. Septem. & Octobre.

Les Anglois employent des ſommes d'argent conſidérables à Archangel pour acheter des munitions navales que ci-devant ils tiroient de l'Amérique. En revanche, la demande des Manufactures Angloiſes en Ruſſie eſt fort augmentée, ſur-tout dans la Quincaillerie & les boutons ; c'eſt ce qui ſe remarque à Birmingham, où le prix des loyers & le nombre des maiſons ne font que s'accroître.

Succès de la navigation intérieure entre Mancheſter & Liverpool, établie par le Duc de Bridgwater.

Les dépenſes de ce Seigneur ſe ſont montées à 220,000 liv. ſterl. Dans le cours de la premiere année de ſa jouiſſance, le tranſport des paſſagers entre Runcorn & Mancheſter lui a rapporté 950 liv. & celui des marchandiſes entre Mancheſter & Liverpool 12,500 liv. — Lorſque la navigation ſera pouſſée juſqu'à Stockport, il y fera parvenir le ſel, le fer, la chaux, les planches & la groſſe épicerie. De cette ville ces articles paſſeront aiſément à Macclesfield & au Peck de Derby. Qu'il eſt beau d'être grand Seigneur & riche, pour mériter le nom de citoyen !

1776. Septem. & Octobre.

Nouvelles arrivées d'Amérique.

Le ſieur Greed, Major d'un régiment commandé par le Lord Cornwalis, eſt arrivé avec des dépêches de la part du Général Howe pour le Secrétaire d'Etat : le ſieur Robarts, Lieutenant de vaiſſeau, l'accompagnoit & étoit chargé de celles du Lord Howe pour l'Amirauté. Ces deux Officiers ont mis ſix ſemaines à venir de la Nouvelle-York ; ce long intervalle de tems leur avoit fait conjecturer qu'ils apprendroient à leur arrivée la nouvelle d'une attaque exécutée ſur New-York, d'autant mieux qu'elle étoit projettée depuis long-tems. Ils ont paru, on ne peut pas plus ſurpris de ce qu'elle n'avoit pas encore eu lieu, parce qu'ils aſſurent qu'à leur départ les Américains avoient ſignifié expreſſément leur réſolution de n'entendre à aucune propoſition d'accommodement.

Le Général Irwin, Commandant Général des Armées en Irlande, reçut le 7 Octobre des nouvelles d'Amérique, qui portoient que le Lord Howe avoit envoyé aux Magiſtrats de New-York une lettre par laquelle il les ſommoit de rendre la Ville ou d'en ſortir eux & tous les Habitans, & que ces Magiſtrats lui avoient fait réponſe qu'ils avoient ordre du Congrès de la défendre, & qu'en effet ils la défendroient juſqu'à la derniere extrémité ; que ſi le Lord Howe parvenoit à

1776. Septem. & Octobre.

à forcer leurs retranchemens, ils se retireroient dans leurs lignes, où ils feroient certains de lui opposer une résistance qui feroit échouer toutes ses mesures. Sur cette réponse, le Lord leur envoya un autre Parlementaire pour les informer qu'il avoit assemblé un Conseil de Guerre, dont l'avis unanime étoit que si les Américains brûloient la ville de New-York, on donnât ordre aux troupes Britanniques de les passer tous au fil de l'épée. La réplique des Américains fut que si le Conseil de Guerre du Lord Howe n'annulloit point sa résolution, & si la Providence favorisoit leurs armes, ainsi qu'ils l'espéroient, les troupes Royales devoient s'attendre aux représailles les plus rigoureuses.

Ordres donnés en Espagne relativement aux Corsaires Américains.

Des avis de Bilbao, confirmés par les rapports de quelques bâtimens arrivés en Angleterre, touchant les ordres envoyés au Commissaire de la Marine dans ce Port, de relâcher l'Armateur Américain qu'il avoit arrêté, se sont vérifiés par des lettres reçues en droiture de Madrid, & qui ajoutent, » qu'afin que ledit Commissaire sçût à quoi s'en tenir dans la suite en pareil cas, la Cour d'Espagne lui avoit ordonné, que, lorsqu'à l'avenir il viendroit dans le Port d'autres

1776. Septem. & Octobre. Armateurs de la même Nation, il leur accordât vingt quatre heures pour se pourvoir des choses nécessaires, & qu'ensuite il les laissât repartir librement«. Cependant cette derniere circonstance ne se trouve point dans la lettre écrite à ce sujet par le Marquis de Grimaldi au Gouverneur de Bilbao, qui a été rendue publique en Angleterre, & dont voici la traduction.

» Par la lettre de Votre Excellence du 4 de ce mois, & la preuve qui l'accompagnoit, Sa Majesté a été pleinement informée de ce qui s'est passé à l'égard du vaisseau Américain le *Hawke*, Capitaine Jean Lée, depuis son arrivée jusqu'au moment où Votre Excellence s'est portée à sa détention formelle, en lui ôtant son gouvernail, pour satisfaire à la demande qu'en avoit faite Don Ventura-Francis Gerres de la Torre (Vice-Consul d'Angleterre), habitant de votre Ville; & Sa Majesté a également vu la protestation faite par ledit Capitaine Américain pour les dommages & intérêts qui pourroient résulter de la détention de son vaisseau.

En conséquence, Sa Majesté vous fait informer que, comme elle observe une parfaite neutralité dans la présente guerre, & que, par un effet de l'amitié qu'elle entretient, & dont elle fait profession à l'égard de Sa Majesté Britannique. Elle ne donne aucuns secours aux Colonies. Elle juge qu'en pareil cas il est juste & convenable à la même

neutralité de ne point leur refuser cette entrée & cette admiſſion, qui leur ont été concédées juſqu'à préſent, auſſi long-tems qu'elles reſpecteront ſa Juriſdiction territoriale de la maniere & dans les termes preſcrits.

1776. Septem. & Octobre.

Outre ces raiſons, Sa Majeſté ne conſidere point Don Ventura-Francis Gerres de la Torre comme étant partie légale ou une perſonne propre à ſolliciter une démarche ou meſure de cette nature. Vous aurez donc ſoin de remettre immédiatement en pleine liberté ledit vaiſſeau Américain, en lui reſtituant tous ſes papiers & titres & lui permettant d'acheter telles marchandiſes & effets dont il pourroit avoir beſoin pour être en état de retourner en ſa patrie; mais ſans l'aſſiſter d'aucune maniere dans des matieres prohibées. Dieu garde Votre Excellence.

Saint-Ildephonſe le 7 Octobre 1776.

Signé Marquis DE GRIMALDI.

Cette neutralité, obſervée par la Cour de Madrid en cette occaſion, a ajouté quelque degré de crédibilité à la nouvelle reçue par la voie d'Italie, qu'il ſe trouvoit depuis quelque tems à Madrid deux Plénipotentiaires des Etats-Unis, & que, malgré les repréſentations de l'Ambaſſadeur Britannique, il leur a été permis d'y continuer leur ſéjour.

1776. Septem. & Octobre.

Ordres donnés par les Provinces-Unies relativement aux Américains.

Par une publication en date du 10 de ce mois, les Etats-Généraux ont continué pour un an la défenſe d'exporter des munitions de guerre, ſans permiſſion des Colleges de l'Amirauté, ou de les embarquer à bord de vaiſſaux appartenans à des Habitans des Domaines Britanniques; le tout ſous les mêmes peines que ci-devant, &c.

Ce renouvellement de défenſes avoit été ſollicité par le Chevalier Joſeph Yorke, Miniſtre plénipotentiaire d'Angleterre, qui avoit porté des plaintes ſur ce que les ordres qui venoient d'expirer avoient été très-mal obſervés, & que les bâtimens Hollandois avoient porté en Amérique des munitions de guerre. — Il avoit demandé auſſi que l'entrée des Ports de la République fût interdite aux Américains.

Acte de généroſité d'un Corſaire Américain.

Le vaiſſeau le *Bée*, Capitaine Wallace, de Topsham, fut pris revenant de l'Iſle Grenade. — Etant monté à bord du Corſaire, il lui dit que ſon vaiſſeau eût dû être le dernier que les Américains euſſent voulu prendre, ſon Armateur ayant mieux aimé le garder un an ſans s'en ſervir, que de le fretter au Gouvernement pour tranſporter

des troupes en Amérique. Le Corſaire s'étant aſſuré, par le témoignage de tout l'équipage, de la vérité de ce fait, rendit le vaiſſeau & la cargaiſon au Capitaine, ſe contentant d'en tirer quelques rafraichiſſemens. 1776. Septem. & Octobre.

Diſpoſitions de quelques Ecoſſois relativement aux Américains.

Extrait d'une lettre d'Edimbourg le premier Octobre.

Je ſais que l'on regarde en général les Ecoſſois comme ennemis des Américains ; on leur attribue même tout ce qui s'eſt fait & ſe paſſe à préſent de plus violent contre les habitans de cette partie du monde. Tout Ecoſſois que je ſuis moi-même, j'avouerai que pluſieurs de mes compatriotes ont été charmés de ſaiſir une occaſion de s'avancer dans les troupes, & ont jetté des dévolus ſur les habitations confiſquées des rebelles. Un grand nombre d'entr'eux, auſſi pervers que leurs voiſins, les Anglois, ſont prêts à tout ſacrifier pour ſeconder les vues du gouvernement, quelqu'injuſtes qu'elles ſoient, pourvu qu'ils y trouvent quelque choſe à gagner ; mais je nie abſolument que ce ſoit là la façon de penſer du gros de la nation. J'en appelle aux remontrances faites par l'aſſemblée de l'Egliſe d'Ecoſſe. Que l'on compare ces expreſſions modérées, ce ſtyle qui ne reſpire

1776. Septem. & Octobre.

que la charité chrétienne, avec les requêtes de plusieurs Corps & Villes d'Angleterre, on ne verra dans celles-ci qu'un esprit de despotisme, que des périodes boursouflées, toujours marquées au coin de la violence, & suggérant des démarches les moins mesurées, je dirois presque les plus sanguinaires.

Je n'ignore pas que le gouvernement n'a rien oublié pour obtenir de notre assemblée synodale une remontrance qui donnât à entendre qu'elle approuvoit la conduite de la Cour. On a employé pour cette négociation l'homme du monde le plus propre à la faire réussir, si l'artifice & les prétextes spécieux dont il s'arma pour plaire à ses maîtres avoient pu séduire nos Anciens (on appelle ainsi les Ministres de l'Eglise d'Ecosse). Malgré tous les efforts qu'il fit pour faire remplir cette remontrance du feu du despotisme & du souffre ecclésiastique, il ne put leur faire entendre raison. S'il ne se fût pas même départi de ses intentions, le Roi se feroit passé de la remontrance ou compliment que notre Eglise fait annuellement à S. M. Il y a plus, Monsieur: il s'est trouvé dans notre clergé un homme qui a porté les marques de son opposition à un point scandaleux, jusqu'à omettre la priere pour le Roi, ou ne faire mention de S. M. que quand il pouvoit joindre son nom à quelqu'autre. Dans l'Eglise principale d'Edimbourg, le ministre ayant à recommander aux prieres des fidelles une

vieille femme, (comme cela se pratique dans les Eglises Protestantes & autres) il s'exprima ainsi : on recommande à vos prieres Marie Macdougal & George III.

1776. Septem. & Octobre.

Le 8 Octobre, plusieurs bâtimens de transport qui prenoient le reste de leur chargement à Gravesend, eurent ordre de remonter la riviere pour débarquer ce qu'ils avoient déjà reçu. On prétend que c'est parce que les ouragans regnent sur la côte d'Amérique, vers le tems où ils pourroient y arriver, (à la fin de Décembre) & que d'ailleurs les troupes Angloises en Amérique sont abondamment approvisionnées.

Affaires d'Irlande.

Dans les mois d'Août & Septembre.

La Manufacture de toiles, qui avoit beaucoup souffert par les banqueroutes de 1772, paroît se relever un peu, d'après les états envoyés par le Lord Harcourt. Cependant la graine de lin ne venant plus directement d'Amérique, d'où l'Irlande en tiroit de grandes quantités, les prix sont augmentés. Elle vient en petite quantité par la voie de l'Isle Saint-Eustache, & par celle d'Amsterdam. Ce détour en augmente le prix, outre le préjudice que souffre la Nation, en ce que ce sont les Hollandois qui l'apportent. Des Marchands d'Hambourg qui ont spéculé sous

l'interruption du Commerce d'Amérique, y en ont porté aussi quelques parties.

1776. Septem. & Octobre.

Plusieurs des principaux Officiers d'Etat en Irlande, se trouvant ensemble à Londres le premier Octobre, on jugeoit qu'il se tramoit quelque grand changement pour ce Royaume. — Ces Officiers étoient le Prevôt de Dublin, l'Avocat & le Procureur Général, & le Comte Nugent Tréforier. — Il y a apparence que le Ministere formoit avec eux le plan des changemens qui ont eu lieu dans la Session de 1777 — 8. du Parlement Britannique, pour adoucir le sort des Irlandois quant au Commerce, & ceux que le Parlement d'Irlande a fait aux Loix concernant les Papistes. Ces MM. jouissent de la réputation de créatures de la Cour, & sur-tout le Prevôt de Dublin, dont l'avidité est presque passée en proverbe. C'est de lui que le Lord Chesterfield disoit que si le Roi lui donnoit l'Angleterre, l'Ecosse & l'Irlande, il demanderoit l'Isle de Man pour son potager. — Lorsqu'il étoit premier Avocat de la Couronne, le Lord Townshend, Vice-Roi, le vit un jour dans le Parlement, tirer un homme à l'écart : Je parie, dit ce Lord, qu'il demande s'il y a quelque emploi vacant. Connoissez-vous, ajouta-t-il (c'étoit au Secrétaire d'Etat qu'il parloit), connoissez-vous quelque chose à donner? — Rien du tout, si ce n'est une majorité dans un régiment. — Eh bien, reprit le Lord, ce sera pour lui. En effet, il

la prit; mais pour faire voir qu'il ne jugeoit point ce don proportionné à son mérite, il la vendit dès le lendemain.

1776. Septem. & Octobre.

Les Irlandois craignent beaucoup de voir établir dans leur pays une taxe sur les terres qu'ils regardent comme la marque distinctive de l'esclavage. Ils fondent leurs craintes sur ce que la Cour ne manquera pas d'avoir un parti puissant dans l'une & l'autre Chambre de leur Parlement. Si nous n'avions, disent-ils, pour Membres des Communes que des Citoyens qui eussent du bien, qui eussent quelque fond de terre considérable; si la Chambre des Pairs n'étoit composée que des Seigneurs Irlandois qui ont ici de gros revenus, nous éviterions sûrement de subir ce joug insupportable. Au lieu de ce qui devroit être, nous ne voyons parmi les derniers que des gens qui ne possedent pas dix pouces de terrein dans le pays: nous n'avons rien à espérer & nous avons tout à craindre. La résistance du peu de bons citoyens qui ont à cœur les intérêts de leur patrie, sera inutile.

Le parti de la Cour, comme un torrent auquel rien ne peut s'opposer, entraînera nécessairement les autres, ou du moins étouffera la voix de la liberté qui voudra peut-être, mais ne pourra point se faire entendre.

1776. Septem. & Octobre. *Cuirs tannés exportés du Port de Dublin depuis le 14 Septembre 1775 jusqu'au 4 Juillet 1776.*

Pour Gibraltar	8,093
Cadix	6,098
Livourne	4,571
Naples	4,500
Dronthem, &c.	55
Total	23,317

Le Lundi 30 Septembre, le régiment d'Infanterie levé depuis peu sous le titre de Volontaires d'Irlande, mais plus vulgairement par le nom de Garçons-Verds (à cause de son uniforme) fut arrêté par surprise & resserré dans le manege qui est dans la cour des Casernes. On y plaça une forte garde, & vers le soir on le fit entrer dans des petits bateaux, sur lesquels il descendit la riviere Liffey, toute la garnison étant sous les armes le long du quai : il passa delà dans des alleges dont on ferma sur lui les écoutilles, & dans cet état on le conduisit comme une troupe de criminels à bord des bâtimens de transport qui l'attendoient. Cette nouvelle façon de traiter des Volontaires (*a*) a étonné tout le monde :

(*a*) Le souvenir de cette aventure a été cause en

1776. Septem. & Octobre.

les ſoldats de la garniſon ont vu ce ſpectacle avec effroi : ils craignent d'eſſuyer un jour le même ſort. Quelle idée toutes les Cours de l'Europe doivent-elles ſe former de la guerre actuelle ? que penſeront les Américains de la maniere dont nous nous y prenons pour lever des recrues ? Nous promettons ſolemnellement aux gens de bonne volonté de ne pas les expatrier, & nous ne faiſons aucun ſcrupule de manquer de la plus honteuſe maniere à nos engagemens. Repréſentez-vous des hommes, des volontaires déſarmés, enveloppés de ſoldats qui, en leur pouſſant la bayonnette dans les reins, les forcent comme des coupables à entrer dans des vaiſſeaux qui vont les enlever à leur patrie & à tout ce qu'ils y ont de plus cher ! Le courage du ſoldat Irlandois eſt trop connu pour pouvoir être révoqué en doute. Quelle doit donc être l'indignation de ces braves gens après un pareil traitement ? ont-ils jamais refuſé d'aller, même au bout du monde, ſoutenir la réputation de leur pays ? les a-t-on jamais vu éviter le danger quand il pouvoit conduire à la victoire ? Non. Des malheureux du plus bas rang, de la plus

1778 d'un ſoulevement en Ecoſſe : un régiment de nouvelles levées, s'y eſt retiré ſur une hauteur où il a fallu capituler avec lui pour le décider à s'embarquer.

1776. Septem. & Octobre. vile populace, ont servi dans la derniere guerre à former un régiment; ils traverserent la mer, & montrerent dans l'occasion que la bravoure est la marque caractéristique de la nation Irlandoise. Des procédés aussi révoltans excitent en nous toute l'indignation qu'ils méritent; ils nous donnent le plus invincible & le plus juste dégoût pour un service dont nos chefs même ont si mauvaise opinion, qu'ils croyent devoir nous y forcer à la pointe de la bayonnette. Le Gouvernement s'attend-il, après cela, à retrouver dans tout ce Royaume un seul homme de recrue de bonne volonté?

Le Commandant de ce régiment se propose sans doute de payer les dettes que ces malheureux exilés ont contractées; ou bien ajoutera-t-on la mauvaise foi à l'injustice faite à ces infortunés & à l'infamie dont on les a couverts?

On assure que ces Volontaires forcés sont aux fers & resserrés dans la cale à bord des bâtimens de transport. On n'hésite point à dire que l'on choisira les meilleurs hommes pour remplacer ceux des troupes Hessoises qui pourront être tués en Amérique & que l'on doit payer suivant le traité fait avec le Landgrave; quant au reste des Volontaires, on en fera ce qu'on pourra : qui sait si l'on ne poussera pas l'inhumanité jusqu'à les vendre comme esclaves sur la côte d'Afrique?

Bien des gens disent que la ville est heu-

reuſe d'être défaite par ce moyen de quantité de vagabons qui avoient pris parti dans ce régiment ; à la bonne heure : mais s'étant fait ſoldats de leur plein gré, ils auroient dû être traités comme tels. Quant à ce que l'on ajoute que ſans les précautions que l'on a priſes, ils auroient tous déſerté, il eſt aiſé d'y répondre. Ils ſe ſont engagés aux conditions & ſur les promeſſes les plus ſolemnelles que leur deſtination n'étoit pas pour le pays étranger ; ſi le Roi lui-même manque à ſa parole, doit-on attendre qu'ils rempliſſent des engagemens conditionnels & qui ne portoient que ſur la foi publique ? Celle-ci une fois violée diſpenſe les particuliers de remplir des obligations qui ceſſent d'être telles dès que la condition qui ſeule pouvoit leur donner ce caractere eſt mal obſervée.

1776 Septem. & Octobre.

Affaires de l'Inde.

Il s'eſt tenu le 5 Octobre une Aſſemblée générale de la Compagnie des Indes, pour décider par la majorité des ſuffrages la propoſition faite dans la précédente Aſſemblée de mettre ſous les yeux des Intéreſſés des états détaillés des dettes de la Compagnie & de ce qu'elle doit encore recevoir, ainſi que des effets qu'elle a encore en magaſin, le tout juſqu'à la fin de l'année préſente. Cette propoſition fut fortement ſoutenue par des Propriétaires qui ne ſont point

1776. Septem. & Octobre.

du nombre des Directeurs, & qui soutinrent que, sans ce détail, il seroit impossible de fixer le Dividende & se former de justes idées de la situation réelle des affaires de la Compagnie. Le Président & d'autres Membres du parti des Directeurs convinrent de la nécessité de mettre les affaires de la Compagnie dans un juste point de vue & d'en remettre un état fidele aux Intéressés ; mais l'on fit en même tems remarquer qu'il nuiroit essentiellement aux intérêts de la Compagnie de donner une ouverture de ses affaires, telle qu'on la demandoit : que les Compagnies étrangeres pourroient s'en prévaloir ; & qu'il étoit même impossible de produire ce détail avant le 24 du présent mois, terme stipulé pour fixer le Dividende ; mais il ajouta qu'il ne doutoit point que la Compagnie ne fût en état de faire au Gouvernement le parfait payement de la somme de 1,400,000 liv. sterl. & d'augmenter le Dividende d'un pour cent au jour marqué ; ce qui dépendroit néanmoins des recettes qui se feroient dans le court espace de quinze jours, &c. La proposition passa enfin à la négative. Alors on fixa le salaire du nouvel Avocat général de Bengale, M. Day, à 3,000 liv. sterl. avec 1,500 liv. sterl. pour le voyage.

Extrait d'une lettre de Pondichery du 28 Février 1776.

1776. Septem. & Octobre.

La Factorie Angloise de Balambangan a fait courir le bruit que les *mileses* ou paysans, dans une insurrection imprévue contre les Employés civils & militaires de la Compagnie, s'étoient saisis de cet Etablissement. Voilà ce qu'elle voudroit que l'on crût ; mais voici le fait : les Employés civils, saisis d'une terreur panique, se sont enfuis honteusement & ont abandonné au pillage des Insulaires la caisse & les autres effets immenses de la Compagnie : les troupes, dont tous les Officiers étoient morts, demanderent un Européen pour marcher à leur tête, promettant d'appaiser bientôt ce tumulte ; l'Officier commandant en second s'excusa sur ce qu'il n'étoit point Européen, ayant reçu le jour à Bombay.

Malgré cette perte considérable, jamais les Etablissemens des Anglois dans les Indes n'ont paru dans un état plus florissant. A la côte de Coromandel, le Lord Pigot vient de se faire installer Gouverneur ; rien ne pouvoit arriver qui fût plus au gré des Habitans. Le premier objet que ce Seigneur s'est attaché à remplir a été de faire exécuter les ordres de la Compagnie au sujet du Royaume de Tanjour : il a fait prendre possession de la capitale de ce Royaume aux troupes Angloises. Cette ville, depuis

1776 Septem. & Octobre. la réduction de Tanjour en 1773, avoit jusqu'à présent été au pouvoir de Mahomed Ally, Nabab de la Carnatie, qui y entretenoit garnison.

Cette lettre confirme la paix avantageuse faite avec les Marattes, ratifiée par le Lieutenant-Colonel Upton, comme nous l'avons annoncé il y a quelque tems.



LETTRE

*D'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 8 Mars 1779.

Je tiendrai aujourd'hui, Monſieur, l'engagement que j'ai pris il y a quelque tems de vous initier dans les querelles de Religion qui ſe ſont élevées depuis le commencement de l'année derniere dans la Penſylvanie & quelques Etats voiſins. Comme elles ont leur principe dans la politique, ainſi que l'ont preſque toujours eu les affaires de ce genre, la connoiſſance en eſt indiſpenſable pour tous ceux qui veulent s'inſtruire à fond des divers reſſorts qui auront été mis en œuvre de part & d'autre, ſoit pour effectuer, ſoit pour empêcher la grande révolution Américaine.

Adresse des Quakers de la Pensylvanie.

Dans l'Assemblée générale de Pensylvanie le Vendredi 7 Août 1778, avant midi, l'adresse suivante des Quakers fut lue à la Chambre.

L'Assemblée pour les souffrances dans la Pensylvanie & le Jersey au nom de la société de ceux qu'on appelle Quakers.

Exposent très-humblement.

» Le gouvernement des consciences est la prérogative de Dieu Toutpuissant qui n'abandonne sa gloire à personne. Tout empietement sur cette prérogative est une offense à ses yeux: il ne laissera pas échapper à la punition ceux qui l'envahissent; & il manifestera tôt ou tard son mécontentement à ceux qui persistent dans ces téméraires entreprises «.

» Ce sont là des vérités que tout homme qui pense ne sauroit révoquer en doute «.

» La raison pour laquelle nous nous adressons à vous en ce moment, c'est que nous avons reçu avis de différens endroits que quantité de nos amis ont été mis en prison & y sont détenus, les uns, parce qu'ils refusent de payer les sommes imposées pour tenir lieu de service personnel dansla présente guerre, d'autres, parce qu'ils se défendent

de prêter le ferment qui a été prefcrit par certaines loix récentes.

» Notre refus eft fondé fur un fcrupule religieux qui s'eleve dans notre confcience contre un tel confentement. Ce n'eft point obftination: c'eft uniquement le défir de conferver nos confciences exemptes d'offenfe envers Dieu, ce que nous ne pouvons faire fans un attachement conftant à nos principes pacifiques & fans rendre témoignage contre les guerres & les combats, d'après les préceptes & l'exemple de notre Seigneur Jéfus-Chrift le Prince de la paix. Ces principes nous obligent de mener une vie paifible & tranquille & de nous abftenir de faire aucune déclaration & de prendre aucun engagement de parti dans le préfent état incertain des affaires publiques «.

» Nous défirons ardemment que vous veuilliez bien prendre en confidération la généreufe & libérale fondation de la Chartre & des loix convenues en Angleterre entre notre premier propriétaire le digne William Pen & nos ancêtres, en vertu defquelles ceux-ci penfoient que la liberté civile & religieufe demeureroit affurées inviolablement à eux & à leur poftérité. La Penfylvanie a été regardée depuis comme un azile pour des hommes d'une confcience timorée, & quantité de perfonnes utiles s'y font retirées dans l'efpérance de jouir de la liberté &

d'y être à l'abri des persécutions qu'elles avoient éprouvées dans leur pays natal «.

» Nous pensons que toute entreprise pour nous dépouiller de cette liberté, est un écart du véritable esprit de gouvernement qui doit diriger toute législature bien ordonnée, & tend par conséquent à détruire l'intérêt réel & le bien d'une communauté. C'est pourquoi nous désirons que les loix qui tendent à opprimer des consciences timorées soient révoquées, afin que ceux qui vivent paisiblement ne soient plus troublés ou molestés; mais qu'il leur soit permis de jouir des droits & immunités que leurs peres ont achetés par beaucoup de peines & de souffrances & de continuer à observer exactement le devoir essentiel des instructions religieuses & de l'éducation qu'ils ont reçue dans leur jeunesse, dont ils se détourneroient nécessairement en se conformant à une partie desdites loix «.

» Nous esperons qu'après avoir mûrement réfléchi sur les représentations que nous venons de vous faire, vous pourvoirez à l'élargissement de ceux qui sont présentement dans les prisons pour le témoignage de leur bonne conscience, & que vous empécherez que d'autres n'éprouvent les mêmes souffrances à l'avenir «.

Signé par le désir de notredite Assemblée & icelle tenant à Philadelphie le 5 du huitieme mois 1778.

Nicolas WALN.

Lecture faite (par l'assemblée de Pensylvanie) ordonné que ladite piece restera sur le Bureau.

Extrait des Registres.

JOHN MORRIS le jeune, Secrétaire de l'Assemblée générale.

N°. I. *Observations d'un Américain sur cette adresse.*

L'adresse des Quakers, inserée dans les derniers papiers publics, a excité parmi toutes les autres classes du peuple le ressentiment le plus animé qui ait jamais été occasionné par aucun écrit semblable. Quoi! les Quakers ne sont pas contents qu'on ait eû l'indulgence de passer sous silence leur défection de l'intérêt de la vertu & de l'Amérique, leur encouragement donné ouvertement à nos ennemis, leurs insultes au moment de notre détresse? Croyent ils que notre clémence est un effet de la timidité ou que nous avons déja oublié leurs *témoignages* & récits insolents de souffrances supposées, qu'ils ont rédigés dans un style qui ne respirent qu'une simplicité hypocrite & insultante pour nous? Si cela est, ils se trompent fort. Il existe des preuves capables de les couvrir de confusion & d'oprobre, sur l'indignité de la conduite que leur société, à l'exception de quelques individus, a tenue par tout où

les armes Britanniques avoient quelques ſuccès même ſeulement momentanés. On peut produire des journaux d'Officiers Anglois qui font l'éloge de l'empreſſement avec lequel les Membres de cette ſociété leur ont ſervi (a) d'eſpions, de guides & de correſpondans. On a des preuves autentiques de nos propres Officiers & Soldats à qui ils ont donné de faux renſeignemens, qu'ils ont fait tomber entre les mains de l'ennemi lorſqu'il eſt parti de la ſource d'Elk; & qu'ils ont même trompés pendant que l'ennemi étoit en poſſeſſion de cette Ville. Tout cela démontre ſuffiſamment leur averſion invétérée pour tout autre gouvernement que celui des Anglois; & que ſous le prétexte d'attendre l'iſſue de la querelle, tout ce qu'ils font tend moins encore au ſuccès de leurs propres vues qu'à celui de l'objet des tyrans Anglois. S'ils veulent juſtifier leurs procédés aux yeux de l'humanité, & s'ils ſont réellement ce qu'ils prétendent être, qu'ils produiſent le récit des ſouffrances que leur a fait éprouver l'armée Britannique. Nous ſavons que leurs fermes ont été pillées, que leurs maiſons & même leurs perſonnes ont été dépouillées, & qu'on leur a enlevé leurs couvertures aux approches de l'hyver.

---

[a] Il y en a eu deux de pendus à Philadelphie en Septembre dernier, en vertu de l'acte paſſé contre les fauteurs du gouvernement Anglois, & pour trahiſon bien prouvée.

Qu'ils nous montrent la page des regiſtres des ſouffrances où ſont conſignés ces outrages. S'il n'ont point d'animoſité particuliere & qu'ils ſoient réellement de bonne-foi, ils doivent avoir tenu également une note exacte des outrages qu'ils ont eſſuyés tant d'un parti que de l'autre. Nous n'ignorons point les invectives qu'ils ont lachées contre les patriotes qui leur ont demandé quelques couvertures pour l'uſage de nos pauvres Soldats pendant la rigueur d'une campagne d'hyver. Je déſire voir dans quels termes ils ont parlé des Généraux Anglois, qui leur ont pris leurs couvertures au milieu de l'hyver pour couvrir des chevaux. —Les prétendus ſouffrans ont déſavoué pluſieurs braves gens entre eux qui avoient montré du zele pour la cauſe de leur pays. Ont-ils déſavoué pareillement ceux qui favoriſoient nos ennemis? Non, il n'y en a pas un ſeul exemple. Au moins n'en eſt-il parvenu aucun à ma connoiſſance. Bien loin de cela, chacun peut ſe rappeller la perfidie de l'un d'entr'eux, avec qui ils étoient dans la plus étroite liaiſon. Ce Quaker a cherché à faire tomber près de German-Town deux de nos Officiers de rang, avec tout leur monde, entre les mains des Anglois; & il a entretenu pour cet effet une correſpondance ſuivie avec les Députés de cette Aſſemblée dans le camp de l'ennemi, à qui il a mandé qu'on pourroit agir avec ſûreté d'après ſes infor-

mations. On ſe rappelle cette infame conduite, & l'on ſait qu'ils ſont encore à la déſavouer publiquement, de ſorte qu il eſt viſible qu'ils favoriſoient la trahiſon la plus lâche & un carnage prémédité. Comme les étrangers qui viennent chez nous d'Europe auſſi bien que des différentes parties de l'Amérique, pourroient ſe laiſſer tromper par les principes hypocrites de ces prétendus ſouffrants & ignorer le plan de conduite qu'ils ont ſuivi invariablement depuis le commencement des conteſtations actuelles, je me propoſe, à meſure que le tems & mes occupations me le permettront, de faire réimprimer en différentes langues leurs témoignages & récits de ſouffrances, avec des notes critiques & explicatives, & je ſerai bien trompé, s'il ne faudra pas une tête mieux organiſée que celle de leur Greffier & de toute leur ſéquelle, pour prouver qu'ils n'ont pas fait de la Religion un manteau pour couvrir le Toriſme le plus outré, & de leur conſcience un moyen pour ſe ſouſtraire aux devoirs dont l'accompliſſement fait le plus grand honneur au genre humain.

N.° II. *Lettre ſignée* BELISARIUS.

A l'Aſſemblée pour les ſouffrances dans la Penſylvanie & dans le Nouveau Jerſey.

Votre adreſſe à l'Aſſemblée de Penſylva-

nie contient des charges ſi fortes contre la légiſlature de l'Etat, des principes ſi étranges, des précautions ſi révoltantes, que je ne puis m'empêcher de vous faire à ce ſujet quelques obſervations.

Vous affectez dans toutes les occaſions de vous ſervir d'un ſtyle qui donne à entendre tout ce qu'on veut, ſans jamais rien exprimer clairement. Mais cela ne m'empêchera point de conſidérer votre adreſſe dans le ſens que vous paroiſſez avoir eu intention de lui donner, ſans m'attacher ſtrictement à l'expreſſion.

Pour répondre à votre préambule, ſuivant l'eſprit dans lequel il eſt conçu, je vous demanderai la permiſſion de remarquer que l'hypocriſie eſt un crime que Jeſus-Chriſt lui-même a maudi avec une emphaſe particuliere : que Dieu s'eſt réſervé la punition de ce vice, parce qu'il eſt le ſeul qui puiſſe juger de ſes dégrés ; & il y a lieu de croire qu'aucun châtiment, en uſage parmi les hommes, ne peut être proportioné à un péché ſi abominable à ſes yeux ; & enfin que ce n'eſt pas une légere offenſe aux yeux de Dieu, de prétendre être plus Saint que les autres hommes. C'eſt ce que le Chriſt a pareillement déclaré en communiquant avec le Publicain, qui s'avouoit lui-même pécheur de préférence au Phariſien, qui n'étoit pourtant coupable d'aucun autre crime que de s'arroger une perfection audeſſus de celle de

ſon prochain. Je vous rappellerai qu'une conſcience qui ne permet point à un homme de remplir les obligations que ſon devoir lui impoſe, eſt nommée injuſtement une conſcience timorée: c'eſt une conſcience malade & dépravée; & il viendra un jour où ces vérités, dont ſont aujourd'hui fermement perſuadés tous les bons eſprits, deviendront certaines & effrayantes pour quelques-uns d'entre vous. En parlant de la ſorte, j'ai en vue non ſeulement votre adreſſe actuelle, mais encore pluſieurs témoignages publiés par vous & par votre ſociété, ſous différentes ſignatures.

Vous accuſez l'Aſſemblée d'empiéter ſur la prérogative du Dieu Tout-Puiſſant dans le gouvernement des conſciences, & vous appellez la loi du Teſt en témoignage de votre accuſation, comme ſi demander & faire rendre l'obéiſſance à l'Etat, étoit un crime de cette nature. Mais vous paroiſſez avoir entierement oublié l'acte du Teſt, paſſé par l'Aſſemblée de Penſylvanie en 1723, lorſqu'une pluralité conſidérable de la Chambre étoit compoſée des principaux Membres de votre ſociété. Or dans cet acte vous preſcrivez la forme du *Teſt* du Quaker, & l'abjuration d'une famille (les Stuarts) qui prétendoit avoir un droit à la Couronne: & dans le fait, vous y augmentez l'étendue d'actes du Parlement, qui feroient, je crois,

frémir d'horreur plusieurs d'entre vous s'ils les lisoient aujourd'hui (*a*).

Sur ce point, deviez-vous, comme peuple, empiéter sur la prérogative de Dieu Tout-Puissant? Si vous ne le deviez pas, sur quel fondement porte l'accusation intentée par vous contre l'Assemblée actuelle, pour avoir tenu la même conduite dans un cas semblable? Mais vous ajoutez comme une preuve aggravante, les souffrances de vos freres qui sont emprisonnés pour avoir refusé de payer les taxes imposées au lieu du service personnel dans la milice. Le droit de la défense personnelle est aussi clair & aussi évident que la clarté du Soleil dans un jour sans nuages. Tous les hommes conviennent que la force est le seul moyen de soutenir & de défendre un Gouvernement. Si vos principes religieux sont réellement de nature à ne pouvoir se concilier avec les principes sur lesquels un Gouvernement civil peut être maintenu, c'est à l'absurdité de vos principes que vous devez attribuer vos souffrances & non à la juste administration d'une loi nécessaire & également obligatoire pour tout le monde. Les conséquences résultantes de principes absurdes & déraisonnables, sont les plus puissans argumens contr'eux & les motifs les

(*a*) Dès l'année 1682 un *Test* fut exigé des étrangers, comme une condition indispensable pour être propriétaire de terres en Pensylvanie.

plus déteminans pour empêcher les hommes de persister dans de pareils principes. Professer des opinions absurdes, n'est point un titre pour être exempt des conséquences naturelles de ces opinions. Comment, au jour du jugement, vous justifierez-vous auprès de Dieu, d'avoir chargé Jésus-Christ d'être l'auteur de vos erreurs à ce sujet ? C'est un point qui mérite votre attention la plus sérieuse.

Vous demandez la liberté de jouir des droits & immunités acquis par vos peres au prix de souffrances & de difficultés. Quels sont ces droits ? Aviez-vous acheté un droit aux privileges de citoyens libres, & pouvez-vous en jouir sans être obligés de donner à vos concitoyens la même protection qu'ils se sont engagés à vous donner ? Prétendez-vous jouir d'un droit à la protection du Gouvernement, sans partager les dépenses & les dangers pour la défense de ce Gouvernement ? Si vous avez en effet acquis un pareil droit, de qui le tenez-vous ? Il n'y a que Dieu qui ait le pouvoir de vous le donner. Jusqu'à ce que vous ayez quelque preuve claire qu'il vous a fait cette concession, vous ne serez jamais soufferts dans aucune société civile sur une prétention aussi déraisonnable. Le Ciel est trop juste pour vous accorder, sans dépense, sans dangers, sans fatigues, ce qu'il ne donne aux autres qu'au prix de tous ces sacrifices. Tant que je me rappellerai la perte d'un frere & d'un

fils chéri dont le ſang a été répandu dans la guerre actuelle pour la liberté civile & religieuſe : juſqu'à ce que j'aie oublié l'appui que vous avez donné aux moyens de violence & de ſang employés par le Roi de la Grande-Bretagne pour nous dépouiller de ces biens ineſtimables : enfin tant que je penſerai aux difficultés & aux découragemens que vous avez ſuſcités à ceux qui les ont défendus, vous aurez beau vous prétendre autoriſés à jouir des mêmes libertés que nous, je regarderai toujours une telle prétention comme illuſoire & abſolument deſtituée de fondement : & pour me ſervir de ces expreſſions naïves dont vos ancêtres tiroient tant de vanité, je l'appellerai une prétention folle, inſolente & impudente. Il y a une différence énorme entre un droit & l'indulgence dont la politique peut uſer à votre égard.

C'eſt encore un point qui mérite votre conſidération la plus ſérieuſe, de décider ſi vous êtes Membres d'aucune Société *civile*. Permettez-moi d'établir la queſtion. Au commencement de la diſpute actuelle, vous étiez ſujets de la Grande-Bretagne, & vous aviez des droits communs avec les autres ſujets de ce Royaume. La Grande Bretagne a eſſayé de priver les peuples d'Amérique des droits qui leur étoient donnés par la Conſtitution. L'Amérique s'eſt oppoſée à ſes efforts, elle a abjuré ſes liaiſons avec ce Royaume, & elle

a formé un nouveau Gouvernement. Actuellement si vous restez sujets de la Grande-Bretagne, vous devez allégeance à son Roi: vous êtes par conséquent les ennemis de ces Etats; & en cette qualité vos biens doivent être saisis au profit de l'Etat de Pensilvanie. Vos réclamations doivent s'adresser à Georges III, & non à l'assemblée de Pensilvanie.

Si vous êtes séparés de la Grande-Bretagne & que vous n'ayez formé aucune autre liaison, vous n'appartenez ni à cette Puissance, ni à l'Amérique. Vous êtes dans l'état de nature & vous n'avez aucuns droits civils. Il vous reste à vous les procurer aux conditions les plus avantageuses qu'il vous sera possible. Le peuple de cet Etat vous a proposé un pacte égal de sûreté & de défense. Votre réponse est « que vous ne pouvez contracter aucun engagement comme parties, dans l'état d'incertitude où sont actuellement les affaires publiques ». Vos principes ne vous le permettent point. C'est qu'apparemment ils vous obligent de commencer par vous tenir à l'écart & de finir par vous joindre au plus fort. Dieu & les hommes jugeront de ces principes & de leurs conséquences; & ils les auront également en horreur. Pour votre propre intérêt, pour celui de vos enfans, considérez le danger de persister dans une pareille conduite.

Les principes que vous professez doivent

non seulement anéantir pour vous toute prétention au droit de Citoyen & de l'Etat; mais encore ils imposent à la législature l'obligation d'empêcher, autant qu'il sera possible, que vous n'empoisonniez l'esprit de la Jeunesse de principes si destructifs de la société humaine. En conséquence cette précaution est non-seulement juste, mais nécessaire, relativement aux Maîtres d'Ecole; & la loi ci-dessus mentionnée démontre que telle est l'opinion de votre propre Secte, relativement aux Catholiques Romains.

D'après les expressions dont vous vous servez pour recommander à la Chambre de prendre en considération la charte du dernier Gouvernement de Pensilvanie, je suppose que votre dessein est d'insinuer que cette charte contient des priviléges que l'on ne trouve point dans la Constitution. Je sais fort bien que vous n'osez pas avancer ouvertement cette assertion. Car il ne faut que jetter les yeux sur cette charte, pour voir que tous les priviléges qu'elle contient sont continués ou augmentés dans la présente forme de Gouvernement; à moins toutefois que vous ne jugiez à propos de regarder les points suivans, comme des priviléges que vous êtes dans l'intention de soutenir, savoir :

La négative du Propriétaire (de la Pensilvanie) & celle ensuite de la Grande-Bretagne, par rapport à quoi chacun d'eux (le Propriétaire & la Grande-Bretagne) est le

maître de nous vendre la loi le prix qu'il veut y mettre.

Le droit expreſſément réſervé au Parlement, de taxer les peuples de Penſilvanie ſans leur conſentement.

Le droit du Propriétaire de nommer des Juges tenant leurs commiſſions à volonté, & de prononcer ſur les objets en diſcuſſion entr'eux & vous.

Le droit dans la Grande-Bretagne, de limiter vos Manufactures pour l'accroiſſement de ſa navigation & de ſon commerce.

Si ces choſes & autres ſemblables ſont des priviléges, on eſt forcé de convenir qu'ils ont été rejettés avec dédain; mais s'ils ne ſont pas des priviléges, l'inſinuation eſt auſſi déplacée qu'injuſte. En examinant cette partie de votre adreſſe, une difficulté m'embarraſſe, c'eſt de ſavoir ſi je dois la regarder comme un effet de votre ignorance, où comme une preuve que vous refuſez abſolument le ſens commun au Sénat auguſte qu'il vous plaît d'appeller « l'aſſemblée de Penſilvanie » en ſupprimant le caractere eſſentiel & le titre ordinaire de cette honorable Chambre, ſavoir « les Repréſentans des hommes libres de l'Etat ».

Mais il eſt probable que vous avez eu en vue certains avantages à tirer de l'effet de ces inſinuations ſur les eſprits de ceux de votre Société qui ſont mal informés, qui peuvent conſerver une partialité réelle quoiqu'injuſte

qu'injuſte pour l'ancien Gouvernement, & qui ſemblent croire qu'en votre qualité de Quakers, vous avez droit à des priviléges de la charte qui ne ſont point communs à toutes les eſpeces de Chrétiens. Si elle eût réellement contenu quelque clauſe de cette eſpece, tout le monde s'en ſeroit mocqué.

Vous affectez trop de parler de vos ancêtres les Quakers, comme des ſeuls Emigrans qui ayent formé cet établiſſement & qui l'ayent fait proſpérer; c'eſt à tort que vous paroiſſez fonder quelques prétentions ſur cette circonſtance. Mes Auteurs ſe ſont établis ici d'auſſi bonne heure qu'aucun des vôtres; & cependant ils n'étoient point Quakers. Il y a mille autres perſonnes dans la même circonſtance que moi à cet égard.

Quelles ſont les perſonnes que vous repréſentez? on ſait très bien que vous ne repréſentez pas la Société entiere des Quakers. Il y a parmi eux pluſieurs milliers d'hommes remplis des ſentimens les plus généreux & les plus patriotiques, qui réclament contre le titre de leurs Repréſentants que vous vous arrogez, & qui déſapprouvent hautement la conduite que vous avez tenue pendant tout le cours des troubles actuels. Le Public ſeroit fort aiſe de vous voir publier une Liſte de ceux que vous vous dites repréſenter. Cela fourniroit à ceux qui déſapprouvent votre conduite & qui ont aſſez d'honnêteté & de courage pour la déſavouer, une belle occaſion

de persévérer dans leurs sentimens; d'un autre côté, ceux qui pensent comme vous, auroient alors tout le mérite dû à leurs opinions. Il faut les faire connoître, & je suis persuadé qu'ils vous sauront assez peu de gré du rôle que vous avez joué en leur nom.

Si l'assemblée générale passoit une loi pour dispenser les Membres de votre Société de prêter le serment du *Test*, ou de payer une taxe pour s'exempter du service de la Milice, tandis que tous les autres habitans sont assujettis à l'une ou l'autre de ces obligations, elle s'écarteroit d'autant plus du véritable esprit du Gouvernement, qu'elle violeroit la Constitution & les droits du Peuple, qu'elle manqueroit à la confiance qu'on a mise en elle, & qu'elle commettroit un acte impardonnable d'extravagance & d'iniquité : ce qui est certainement bien loin de ses intentions.

J'ai réellement pitié de celui que vous avez engagé à signer votre adresse au nom de votre assemblée. Il a toujours été l'objet de ma vénération ; & je ne voudrois pas, sans nécessité, me permettre un mot qui pût lui causer un moment de chagrin. Mais vous n'ignorez-pas que son jugement autrefois si net, a éprouvé quelque altération physique. La complaisance qu'il a eue de se prêter à vos desirs dans cette circonstance, prouve que sa tête n'est pas encore bien rétablie. C'est une cruauté de votre part de lui avoir forcé

a main pour ſigner cette adreſſe. Mais la aute en retombera ſur vous, & non ſur lui, ar il eſt innocent.

Il eſt d'uſage de mettre ſon nom au bas es écrits conſacrés à l'utilité publique. D'ail-eurs comme l'adreſſe eſt ſignée & avouée, Auteur des obſervations que l'on vient de re, ne veut point reſter caché, tandis que on Antagoniſte ſe montre à découvert. En onſéquence il a laiſſé ſon nom à M. Dunlap l'Imprimeur de cette Feuille), pour être ommuniqué à tout Membre de votre aſſem-lée qui le demandera de votre part, & qui iſſera le ſien à M. Dunlap.

°. III. *Autre Lettre ſignée* PHILADELPHIENSIS.

l'aſſemblée pour les *ſouffrances* dans la Penſilvanie & le Nouveau Jerſey, en faveur de la Société du peuple appellé Quaker.

Votre derniere adreſſe à l'aſſemblée de la enſilvanie, dans laquelle vous demandez des xemptions & des priviléges particuliers pour otre Société, eſt d'une nature trop ſérieuſe our ne pas fixer l'attention générale, & our ne pas fournir matiere à la plus rigide enſure. Ne ſoyez donc pas ſurpris ſi on taque cette adreſſe de tous côtés. Il eſt e l'intérêt & même du devoir de tout Membre honnête de la communauté, de démon-er la fauſſeté de vos raiſonnemens, & de

faire voir à l'Univers que quels que soient les principes dont vous faites profession, loin que votre conduite résulte de ces principes, elle se regle entiérement sur le tems & les circonstances. Il seroit très-facile de prouver la légitimité d'une Guerre défensive, même d'après l'Ecriture-Sainte, pour laquelle vous affectez d'avoir tant de vénération: nous y voyons en effet qu'elle est souvent encouragée & ordonnée par Dieu lui-même, qui, en toute occasion, a été l'allié de son peuple tant qu'il a continué de marcher dans les sentiers de la vertu; & que Dieu a daigné même donner le signal de l'attaque & des instructions particulieres pour la conduire. Mais il n'est pas besoin de ces preuves, parce que la légitimité d'une Guerre défensive est reconnue par tout ce qu'il y a d'hommes civilisés sur la terre, à l'exception de vous & de deux ou trois autres Sociétés peu considérables, qui ne jugent que d'après de fausses connoissances, ou qui ne sont gouvernées que par des principes de politique charnelle ou de poltronerie. Vous établissez modestement une opinion contraire à celle de presque tout le reste du monde; & vous demandez à être exempts de toutes les dépenses & fatigues auxquelles on est nécessairement exposé dans une guerre, tandis qu'en même-tems vous prétendez à la jouissance de tous les priviléges, de toutes les libertés & de toute la sureté pour les personnes &

es propriétés qui coûtent ſi cher aux autres. Quel eſt le motif dont vous appuyez de ſi étranges prétentions? c'eſt toujours cette pauvre *conſcience* dont vous ne pouvez-pas, dites vous, étouffer la voix !

Hé bien, laiſſez-moi examiner de près votre conſcience. N'ayez point peur. Je ne veux point lui faire de violence; mais de même qu'on peut connoître l'arbre par ſon fruit, il eſt poſſible de connoître la conſcience par les actions qu'elle ſuggere ou qu'elle permet. Vous dites donc que cette conſcience ne vous permet point de porter les armes, de trouver ou de payer un ſubſtitut pour cet objet, de payer les taxes pour faire la guerre, enfin de rien faire ou rien dire qui tende à exciter une guerre ou à la continuer ſi elle eſt commencée. C'eſt ce que vous avez toujours prétendu; & toujours vous avez pris grand ſoin de mettre en avant vos diſpoſitions pacifiques. On a entendu même tout récemment, lorſque votre adreſſe fut préſentée à la Chambre, un des *Amis* qui faiſoit partie du cortege, dire que ſi ſoulever une paille pouvoit faire tort à l'Amérique, les *Amis* ne le feroient point; cette proteſtation rappella à la mémoire de l'un d'eux un événement dont il a été témoin, & qu'il rapporta à peu-près dans les termes ſuivans.

« Tandis que l'armée Angloiſe étoit en cette Ville, un Soldat de cette armée paſſant derriere ma maiſon, vit du bois que je

venois d'acheter & en prit une buche. Je lui demandai ce qu'il vouloit faire de cette buche. Alors il la jetta par terre, & me demanda s'il pouvoit la prendre; j'y consentis, mais à condition qu'il me diroit à quel usage il la destinoit. Il répliqua qu'elle paroissoit propre à se bien fendre, & qu'il en feroit de bons cerceaux de cantine; sur quoi je lui dit : quand j'ai consenti à te donner cette buche, j'ai supposé que tu en avois besoin pour ton chauffage ou pour quelqu'autre nécessité de la vie. Mais comme j'apprens que ton dessein est d'en faire des *ustensiles de guerre*, tu ne l'auras pas de mon consentement. Et en effet, le Soldat ne l'emporta point ».

Je n'avois jamais entendu dire qu'une *cantine* fût un ustensile de guerre; je suppose qu'elle ne l'a été que depuis la *bataille des Caques;* cela soit dit en passant.

Après avoir établi clairement vos principes d'après votre conscience, examinons actuellement votre conduite; je veux dire, celle de la Société à laquelle vous appartenez. Il fut un tems où une assemblée de *Quakers* de cette Province passa une *Loi de Milice.* Dans ce tems-là les *principes* des *Amis* étoient aussi purs qu'ils le sont aujourd'hui : leurs *protestations* étoient les mêmes; & cependant, malgré ces principes & ces protestations, cette assemblée passa cette loi dans l'intention expresse de faire la guerre. Beaucoup de gens encore vivans, & de cette Ville, ont été té-

moins de la conduite de votre Société dans l'affaire de *Paxton*. La maison où vous vous assemblez, rue du Marché, fut le lieu du rendez-vous; on y garda les provisions & les munitions pour les Soldats. Les *Quakers* alors, par forme de protection & d'encouragement, leur fournirent du vin & des liqueurs fortes. Plusieurs de la Société prirent les armes en cette occasion : un de vos Membres porta si loin le zele, qu'au lieu d'un fusil, il en portoit deux. Voilà pour les anciens tems.

Quelle a été votre conduite depuis que la guerre actuelle est commencée : lorsque nous avons eu besoin de votre assistance, vous nous avez dit les mêmes choses que vous nous répétez aujourd'hui : vous nous avez parlé de vos *principes pacifiques, de* votre *témoignage donné contre les guerres & les combats, des liens qui vous attachoient à une vie paisible & tranquille,* &c. &c. Mais au lieu de suivre ces principes & ce (*a*) *témoignage* qui vous auroient fait tenir la *neutralité la plus stricte ;* vous avez publié des *témoignages* factieux, & tournés assez artificieusement pour en imposer aux gens simples sur votre neutralité, mais par lesquels les Chefs de votre Société étoient induits à se déclarer contre nous & en faveur de nos ennemis. La con-

(*a*) Ce terme pour les Quakers tient lieu de celui de serment.

duite de plufieurs de vos Chefs fut fi révoltante, que pour la fûreté de la République, on crut ne devoir plus les laiffer vivre au milieu de nous, & qu'en conféquence ils furent bannis à Winchefter dans la Virginie.

Lorfque l'*armée Angloife* a eu befoin de votre affiftance, vous la lui avez donnée. Nous favons par des perfonnes qui étoient alors dans cette Ville, que fes Soldats étoient fur le point de fe mutiner faute de paye. S'ils en fuffent venus à cette extrémité, la guerre auroit été bientôt terminée; mais pour prévenir un tel événement, beaucoup de Membres de votre Société fournirent à l'armée Angloife une fomme d'argent confidérable, ce qui la fauva de l'embarras où elle fe trouvoit. Dans cette circonftance, qu'étoient devenues vos *confciences timorées?* Certes, on ne pouvoit pas ignorer que l'*armée* avoit befoin d'argent pour des *projets de guerre*, & cependant votre conduite alors ne nous fit rien voir « de cette adhérence conftante aux principes pacifiques & de ces promeffes de ne point fe mêler de guerre ni de combats, fondés fur les préceptes & les exemples du Prince de paix ».

Etoit il, dans vos principes de paix, de fervir *de Pilotes aux vaiffeaux ennemis*, dans l'intention expreffe de leur montrer où étoient les Américains pour qu'on pût les tuer? Non certainement. C'eft pourant ce qu'ont fait plufieurs gens de votre fociété, & je ne dis

point ceux de la plus basse classe ; mais quelques-uns des plus notables. Un d'eux, de la province de Chester, est aujourd'hui en prison dans cette Ville pour cet horrible crime, & la preuve est donnée sous serment par une des personnes même à qui il a servi de Pilote.

Lorsque pour la premiere fois on donna cours au papier monnoie continental, plusieurs de vos Membres s'excuserent d'en recevoir parce que ce papier circuloit pour *des projets de guerre* : en cette occasion ils alléguerent encore leur conscience ; mais vous tous dans ce moment-ci, n'en recevez-vous pas journellement, sans alléguer de pareils motifs & sans avoir le moindre scrupule sur la chose? A présent, comparez ces traits incontestables de votre conduite & beaucoup d'autres dont vous pouvez aisément vous ressouvenir, avec les principes que vous avez uniformement affichés comme étant ceux par lesquels vous devez vous gouverner ; & dites nous s'il est bien étonnant que certaines gens regardent votre témoignage comme un masque dont vous couvrez vos desseins insidieux, & votre Religion comme n'étant autre chose qu'un systême de politique & de commerce.

Mais en supposant que vous soyez aussi bonnes gens que vous le prétendez, pouvez vous nier que vos principes ne tendent directement à la destruction totale de tout gouvernement, & que ce ne soit envain que

vous voulez acquérir des propriétés, puisque ne pouvant pas les défendre, elles sont sujettes à être enlevées par le premier usurpateur? Peut être esperez-vous que vos propriétés seront défendues par d'autres dont les principes ne répugnent point à faire la guerre; mais vous êtes donc bien injustes & bien peu généreux de souffrir que d'autres protegent votre propriété à leurs dépens & au risque de leurs vies. D'ailleurs d'après vos principes, il ne vous est pas permis de posséder aucune propriété qui ait été laissée en vos mains par le moyen d'une guerre; cependant je suis très-porté à croire que vous auriez beaucoup de répugnance à la rendre, & que si l'Etat vous en retenoit une partie, comme droit de *Salvage* vous en feriez note dans le livre des *souffrances*.

A présent, dites-moi, sur quel principe vous avez présenté une adresse à l'Assenblée? La regardez-vous comme *représentant légalement le peuple*? Si vous la croyez telle, vous devez vous soumettre patiemment & en silence à toutes les loix qu'il lui plaît de faire, vous souvenant qu'elle tient ses pouvoirs de Dieu, & qu'en qualité de Chrétiens vous êtes obligés de vous soumettre à toutes les loix de l'homme pour l'amour de Dieu. Si vous ne considerez point cette Assemblée comme représentant le peuple, vous avez tort de vous adresser à elle, parce que par-là vous paroissez du moins la reconnoître pour

nos Représentans légaux & légitimer son usurpation & sa tyrannie, ce qui est un péché de votre part. Enfin vous tombez dans tant d'inconséquences & d'absurdités, qu'il faut absolument que je croye ou que vous n'avez point du tout de principes, ou que vous en changez à toute heure. Si vous tenez à quelques principes, soyez y fidelement attachés & cessez de vous rendre méprisables par une conduite qui y répugne & par une duplicité qui sent trop la servitude.

Le 15 *Août* 1778.

Un Habitant de Philadelphie.

Les pieces que vous venez de voir, Monsieur, peuvent suffire pour vous faire connoître la grande querelle qui agite aujourd'hui la Pensylvanie & quelques portions des Etats de Jersey & de Maryland. Vous jugerez sûrement, comme moi que ces Quakers sont une espece bien dangereuse pour un Etat menacé ou agité de quelques convulsions. Quelques bonnes gens qu'ils puissent être en tems de paix, je ne sais si un Gouvernement quelconque pourroit, en bonne politique, s'exposer à tout le mal que leurs principes peuvent lui faire dans un moment de danger, pour profiter de l'utilité qu'il y a à tirer d'eux quand tout est parfaitement calme & tranquille. Si les gens d'Eglise, si les Juifs ne prennent point parti dans les

troupes du Souverain chez lequel ils vivent; au moins ils contribuent de leur argent au ſuccès de ſes armes, & ils y joignent le concours de leurs prieres & de leurs vœux. Mais les Quakers ne veulent pas plus qu'on ſatisfaſſe pour eux à ce devoir, qu'ils ne veulent y ſatisfaire eux-mêmes. Combien de Monarchies ou de Républiques, qui ſe ſont heureuſement ſoutenues juſqu'à ce jour, auroient ſubi le ſort le plus déplorable de la part de l'injuſtice ou de l'ambition, ſi elles n'eûſſent eû que des Quakers pour défenſeurs! Je ne vois qu'une Puiſſance ſur terre à qui il puiſſe convenir d'avoir ſous ſes loix un peuple ainſi conſtitué: c'eſt la Ruſſie; parce qu'elle pourroit en fonder une Colonie à pluſieurs milliers de lieues du bruit des armes, & hors de la portée même de s'appercevoir des ſecouſſes qui ébranlent quelquefois cet Empire. A des gens qui ne veulent rien rendre au Gouvernement dont la protection les fait jouir du bonheur d'exiſter, il importe fort peu de ſavoir par qui ni comment ils ſont gouvernés. La Sibérie eſt la vraie patrie des Quakers.

J'ai vû depuis peu une lettre écrite de Lancaſtre en Penſylvanie, par laquelle on mande que malgré la rigueur dont le Congrès eſt obligé d'uſer envers ces ſectaires, ils refuſent opiniâtrément de prêter le ſerment du *teſt* ou d'allégeance au Congrès, & d'abjuration du Gouvernement Britannique. Leur

Convention générale aſſemblée à Philadelphie a publié une déclaration, portant qu'ils ne peuvent point ſe ſoumettre aux réquiſitions du Congrès, ni ſe mêler en aucune maniere d'élever ou d'abattre un Gouvernement : qu'ils ne s'uniront point à l'eſprit de contention & de querelle qui règne actuellement en Amérique ; & qu'ils eſperent qu'une paiſible uniformité animera tous leurs freres au milieu des déſordres qui agitent les différentes parties de ce continent.

Ils ne peuvent pas ſe déclarer en termes plus exprès les ennemis des Etats-unis. Certes l'Angleterre auroit lieu de ſe repentir de n'avoir point encouragé l'accroiſſement de cette ſecte, au point d'en faire la Religion dominante en Amérique, ſi elle n'avoit pas éprouvé dans les autres guerres ſoit contre la France ſoit contre les Sauvages, les fâcheux effets de ſa ſuſpecte neutralité.

Dans le tumulte dont le triomphe de Keppel vient de remplir la ville de Londres, les Américains ont été un peu vengés de leurs griefs contre les *Quakers* & leurs dangereux principes, dont la populace Angloiſe s'eſt fait juſtice elle-même. Suivant leur uſage, aucun d'eux n'avoit voulu illuminer ſes fenêtres, par la raiſon qu'il n'y avoit point d'ordre ſupérieur pour le faire, & que c'étoit obéir au caprice d'une multitude inſenſée. Cette multitude a caſſé toutes leurs vitres, parce qu'il ne lui convient point de s'ex-

pliquer autrement, & que peut-être elle ignore jusqu'aux raisons dont elle pourroit justifier ses procédés arbitraires. Car elle eût pû répondre que dans de pareils cas, aucune loi n'ordonne de résister à la violence, lorsqu'on peut la satisfaire par une action indifférente: que son motif étoit louable, & qu'en se mutinant contre elle on risquoit imprudemment de l'irriter: qu'il est des occasions où les citoyens se doivent entr'eux l'expression spontanée de leurs sentimens: que le refus de mettre une chandelle à sa fenêtre, indique une mauvaise volonté, pareille à celui de s'unir par des cris de joie à ceux du peuple, dans les momens qui ne permettent point à la joie de chacun de se concentrer. Toutes ces raisons & quelques autres, ayant été signifiées aux Quakers par des grêles de pierres, il leur en a coûté beaucoup plus que des chandelles pour se garantir des injures de l'air. Quoiqu'ils se fassent un cas de conscience de payer la dixme, car les Curés ne peuvent la lever sur eux que par exécution, ils se sont vûs obligés d'en payer une très-forte aux Vitriers pour rétablir leurs fenêtres, dont le montant, il est vrai, leur sera remboursé, sous le titre de souffrances, par les collectes annuelles de leur Société. Les plus considérables d'entr'eux ont porté leurs plaintes au corps du Magistrat de Londres; mais il leur a été répondu qu'on ne pouvoit point prendre connoissance de leurs griefs; & qu'ils

n'avoient que ce qu'ils avoient mérité par leur ridicule opiniâtreté.

Je dois pourtant avouer, Monſieur, que ces griefs des Quakers ne ſont pas tout-à-fait dénués de raiſon. Comme il les ont expoſés dans les papiers publics, j'en ai relevé quelques traits auxquels je n'ai point pû refuſer mon ſuffrage. Je vais vous rapporter les plus frappans : c'eſt un Quaker qui parle : » Nos ancêtres n'ont jamais ceſſé de guéroyer pour la vérité & le bon ſens, contre les innovations, l'inconſéquence & la fauſſeté : pluſieurs de leurs ſucceſſeurs ſont enrollés de bonne-foi dans la même cauſe ; & aſſurément il faut un courage plus qu'ordinaire, pour y reſter fermement attaché, & ſur-tout quand on a en tête de pareils adverſaires «.

» On devroit plutôt nous louer & nous récompenſer de la réſiſtance que nous oppoſons aux volontés d'une populace tumultueuſe, qui met le déſordre à la place de l'ordre par-tout où elle ſe porte. Nous méritons des indemnités & non pas des inſultes & des reproches. Ce n'eſt point ainſi que des amis de la paix, de la vertu, de la regle & de tous les heureux fruits de la civiliſation auroient été traités à Sparte & à Rome où qu'ils le ſeroient dans d'autres Etats modernes, qui ſavent apprécier les vraies qualités ſociales «.

» Nous devions, dira-t-on, nous joindre aux démonſtrations publiques de joie, excitées par la glorieuſe juſtification de l'Amiral Kep-

pel. Mais eſt-on certain que cette joie ait été plus réellement ſentie par tous ceux qui ont éclairé leurs fenêtres, que par nous, qui avons refuſé de le faire? Perſonne n'a vû cet heureux événement avec plus de plaiſir que nous. L'innocence reconnue, la juſtice rendue à un grand homme, eſt-il rien de plus capable de remplir de contentement & d'admiration des cœurs ſur qui la vertu a les plus grands droits? «

» Mais j'oſerai demander ce qu'il y a de commun entre des illuminations accompagnées d'exploſions de poudre, plus ou moins bruyantes, & la joie parfaite du cœur. Eſt-ce que dans une Ville bien policée, il devroit dépendre d'une populace aveugle & ivre, de regler à ſon gré la manifeſtation de cette joie? Faut-il qu'elle éclate en mettant dans les plus grands riſques les malades, les infirmes, les vieillards, ſuivant le caprice d'une troupe de ſéditieux ou de gens mal-intentionnés? «

» Si je conſidere la choſe ſous le côté politique, eſt-il rien de plus abſurde qu'une pareille conduite? Nos ennemis ne manqueront pas d'obſerver que nous ſommes bien avides des occaſions de nous réjouir. C'eſt que les Anglois, diront-ils, ne connoiſſent gueres encore les douceurs de la victoire. S'ils avoient eû des triomphes plus fréquens ou plus importans, on ne les verroit pas ſaiſis d'une ſi extravagante frénéſie, parce que

Keppel

Keppel l'emporte sur Pallifer. Nous avons fait plus de folies pour cet événement purement intérieur, que pour la prétendue victoire du 27 Juillet qui y a donné lieu. Il étoit si peu clair alors que nous eûssions battu les François ; & au contraire il paroissoit si évidemment que c'étoit notre armée qui avoit été battue, que la nouvelle en fut accueillie de la ville de Londres presque avec indifférence, en comparaison au moins des transports où nous a jettés l'issue d'un immense procès, qui aux yeux de tous les gens raisonnables ne fait que rendre la chose encore plus problêmatique, si même elle ne fait point le plus grand tort à la réputation de l'Amiral Keppel. En effet, puisqu'il est démontré qu'au premier choc il avoit battu l'armée navale de France, il s'ensuivroit qu'il mérite la mort pour n'avoir pas accepté le combat qu'elle lui a présenté dans l'après midi, après lui avoir laissé l'avantage du vent, & pour avoir remis la partie au lendemain. On ne peut le justifier qu'en disant qu'une partie de son escadre étoit trop maltraitée ; mais je répondrai que pour une victoire semblable, il ne faut point faire bruler une Ville comme un Soleil, & qu'on auroit pû faire de l'argent qui y a été employé, un usage tout à la fois plus raisonnable & plus digne de l'Amiral Keppel. Londres compte environ cent trente mille maisons. Si on a brulé aux fenêtres de cha-

cune pour un shelling de chandelles, la dépenſe des illuminations aura été de ſix mille livres ſterling, dans leſquelles je ne comprends point celle des vitres caſſées. Il y avoit certainement bien des manieres plus ſenſées d'employer cette ſomme, quand ce n'eût été qu'en gratifications pour les pauvres matelots que le feu des François nous a eſtropiés, & à qui une telle douceur perſuaderoit qu'ils ſont ſortis vainqueurs du combat, bien plus efficacement que les petards & les fuſées dont leurs oreilles ont été fatiguées & peut-être bleſſées. Il me reſte une queſtion à faire pour mon inſtruction. Nous n'avons pas eu toujours des vitres à nos fenêtres : ce fut, je crois, ſous le règne d'Eliſabeth, qu'en commença l'uſage. Elles ne furent connues que quand le Duc de Buckingham, à ſon retour de Veniſe ſous Charles II, eut introduit chez nous la premiere manufacture de verrerie. Je voudrois ſavoir comment, avant ce tems-là, le peuple d'Angleterre faiſoit éclater ſon contentement, puiſqu'il n'y avoit point de vitres à caſſer ? «

» Que nous ſommes petits, ridicules & abſurdes dans nos tranſports de joie, ſi nous les comparons avec les ovations & les triomphes des Romains! «

Signé W. PENN.

Remarques historiques sur les derniers Conseils de guerre dans la Marine

» Au commencement de l'avant derniere guerre, les Amiraux Mathews & Lestock eurent du dessous dans une affaire qui se passa dans la Méditerranée. Ils s'accuserent mutuellement : Lestock, comme Officier inférieur, fut interdit & envoyé à Londres par l'Amiral Mathews son supérieur. Un Conseil de guerre tenu pour les juger, déchargea honorablement Lestock qui ne s'étoit point battu. Matthews qui s'étoit battu fut condamné. Le Roi George II est mort sans avoir jamais pu comprendre ce paradoxe naval «.

» L'Amiral Byng essuya pareillement un échec dans la Méditerranée au commencement de la guerre derniere : du moins il ne réussit point dans l'expédition pour laquelle il étoit envoyé. Il eut l'imprudence de donner les plus grands éloges à la bravoure de l'Amiral (West) qui commandoit sous ses ordres, de sorte que tout le poids de l'accusation tomba sur Byng, qui fut condamné par un Conseil de guerre à être fusillé. L'arrêt de mort fut exécuté ; quoique jusqu'à présent aucun homme sensé & impartial n'ait jamais pu trouver la cause d'un pareil jugement, soit dans les pieces de son procès, soit dans les mémoires du tems «.

» Le Capitaine Brereton (*a*) eſt le ſeul homme vivant qui ait été jugé deux fois par un Conſeil de guerre. Le premier fut tenu il y a plus de vingt ans dans l'Inde par cinq capitaines : & l'autre l'année derniere devant Falmouth, par trois Amiraux & dix Capitaines. Dans tous les deux il a eu la mortification de voir ſa conduite blâmée. Il eſt pourtant difficile de trouver les motifs de ſa condamnation dans les écrits qu'il a publiés pour ſa juſtification «.

Il convient de garder le ſilence ſur le procès de l'Amiral Keppel juſqu'à ce qu'il ſoit imprimé avec permiſſion. C'eſt alors que le public pourra en parler avec connoiſſance de cauſe «.

On en imprime deux éditions qui ſeront les ſeules dignes de foi. L'une par la permiſſion de l'Amiral Keppel, chez le Libraire *Almond* : c'eſt celle de *Blanchard* & non de Blandemore : l'autre par ordre de l'Amirauté, chez le Libraire Cadell. C'eſt celle-ci, dont la copie doit être produite devant le Parlement. La minute eſt de 1800 pages *in-folio*. On voit par cette maniere de penſer des Anglois, & par le parti qu'ils prennent d'attendre les éditions annoncées de ce fa-

(*a*) C'eſt le Commandant du vaiſſeau le *Duc*, de 90 canons, qui ne donna point dans l'affaire du 27 Juillet dernier. Il a été condamné pour négligence de ſes devoirs occaſionnée par ſon ivrognerie.

meux procès, que tout ce qui en a paru jusqu'ici ne mérite aucune confiance.

Etat des Anglois à la Nouvelle-York vers la fin de Décembre 1778.

De Boston le 11 Janvier 1779.

Jeudi dernier, quatre de ce mois, est arrivé ici de New-York, & en dernier lieu de New-London, le Capitaine Burke, qui avoit été dépêché à New-York par notre Bureau de la Marine sur un vaisseau Parlementaire, ainsi que le Capitaine Greely de cet Etat. Le premier étoit à bord d'un schooner & a amené soixante-sept Américains prisonniers. Le second étoit sur un senau, & en a conduit plus de deux cents à New-London. Nos malheureux Compatriotes sont revenus dans un état de maladie & de langueur, bien propre à confirmer tout ce qui a été dit de l'inhumanité avec laquelle les Anglois ont traité leurs prisonniers. Poussés pour la plupart par des motifs de vengeance, & entraînés par une cruelle politique, ils faisoient mourir ces prisonniers faute d'air & de nourriture, pour les forcer d'entrer à leur service. Cette barbarie a été exercée par les Officiers Anglois dès le commencement de cette guerre, qui imprimera une tache éternelle sur le caractere de la Nation Angloise. On s'étoit persuadé que la conduite toute différente des Etats-unis envers les Anglois nos prisonniers,

& la douceur ſans exemple avec laquelle nous les avons tous traités, auroient à la longue touché le cœur de nos ennemis & les auroient fait changer de conduite à l'égard des malheureux Américains, bien malheureux en effet d'être livrés à la merci d'un ennemi ſi féroce. Mais rien n'a pu amollir ſon ame farouche. Le Lord Howe a été tout auſſi cruel envers eux, qu'aucun autre Commandant Anglois; & malgré toutes ſes prétentions à une généroſité & une humanité peu communes, il a ſouvent fait voir qu'il avoit un cœur dur & dénué de tout ſentiment de compaſſion.

Le Public aura bientôt une Relation détaillée de toutes ces choſes : alors il jugera de la différence qu'il y a entre les procédés de la Grande-Bretagne & ceux de l'Amérique; & il ſera en état de rendre juſtice aux caracteres particuliers des Officiers généraux, employés reſpectivement par ces deux Puiſſances.

Pluſieurs de nos Compatriotes qui ſont venus à bord du vaiſſeau Parlementaire dont il vient d'être queſtion, confirment les nouvelles que nous avions déja reçues, ſavoir, que le gros canon avoit été retiré de New-York & envoyé en Europe ſur deux grands vaiſſeaux chargés d'artillerie. Ils nous apprennent auſſi qu'une grande partie des troupes que la Grande-Bretagne y avoit à ſon ſervice, ont été embarquées pour les iſles d'Amérique ſous les ordres du Général Grant :

qu'un autre corps ſous le commandement du Colonel Campbell (celui qui a été priſonnier pendant pluſieurs mois dans cet Etat), paroiſſoit deſtiné pour la Floride.

Ils ajoutent que l'armée & la flotte Angloiſe étoient réduites depuis quelque tems à demie ration, à cauſe de la rareté des proviſions: que beaucoup des vaiſſeaux de proviſions envoyés d'Europe avoient manqué : qu'on préſumoit que quelques-uns d'eux avoient été pris en quittant les côtes d'Irlande ou d'Angleterre, par des vaiſſeaux François ou Américains: que le bruit couroit à New-York & qu'on y croyoit que le Comte d'Eſtaing en avoit pris ſept ou huit ; qu'un gros vaiſſeau munitionnaire avec un aſſortiment de dix-ſept voiles neuves & d'agrès en proportion avoit échoué à huit lieues au ſud de Sandy-Hook: que nos gens en avoient recueilli une grande partie : que les ennemis regardoient cette perte comme la plus conſidérable de cette eſpece qu'ils euſſent faite pendant la guerre : qu'il y avoit à New-York ſept vaiſſeaux de guerre Anglois, de différentes forces, ſans mâts, dont deux vaiſſeaux de ligne: que parmi les autres vaiſſeaux de force inférieure ſe trouvoient le *Tartar* & le *Perſeus* : qu'on manquoit d'agrès & de mâts pour réparer ces vaiſſeaux: que les cables, même ceux de qualité & de force inférieures, étoient très-rares & fort chers : que quoiqu'on eût pris pour le ſervice public tout vaiſſeau qui pouvoit porter cent hommes,

on ne pouvoit pas trouver la moitié de ce qu'il en falloit pour embarquer les troupes, le bagage, les marchandises, les Torys, &c. qu'il y auroit à retirer de New-York en cas d'une évacuation: que probablement c'est ce qui a empêché que jusqu'ici cette évacuation n'ait eu lieu : que le beurre coûtoit trois sous sterling la livre : les coqs d'inde le même prix, & le beuf trois schellings argent du pays : que les étoffes, &c. étoient également à un haut prix, parce qu'il y en avoit peu & d'une qualité inférieure : que le reste étoit en dépôt dans les Magasins, en attendant la premiere occasion de le transporter dans quelqu'autre lieu, les Torys désespérant de garder long-tems cette place : que cependant ils parloient avec plaisir de plusieurs moyens dont ils avoient profité pour vendre quelques-unes de leurs marchandises sur le continent, & particulierement dans le Connecticut, en les faisant passer par Long-Island : que les ennemis faisoient quelquefois sonner leurs bourses en présence des prisonniers Américains, & leur disoient « ceci commande à votre pays & nous procure ce qui nous manque » : que néanmoins ils ne paroissoient pas jouir à présent de tout ce dont ils avoient besoin, n'ayant pas la plus légere espérance de réduire l'Amérique : que les Torys commencent à regretter leur patrie qu'ils ont non-seulement abandonnée, mais contre laquelle ils se sont déclarés ouverte-

ment; & que déſeſpérant aujourd'hui d'y reſter avec les Anglois comme vainqueurs, ils paroiſſoient ſouhaiter d'y être rétablis avec la réputation de bons ſujets : que ces mêmes Torys ſe flattent modeſtement que leurs Compatriotes qui ſe ſont expoſés à tant de dangers, & qui ont épuiſé leur ſang & leurs tréſors pour maintenir les priviléges de ces Etats, voudront bien oublier tout le paſſé & récompenſer les entrepriſes parricides des Torys, en partageant avec eux tous les priviléges que ceux ci ont deſiré ſi ardemment de détruire.

Enfin la ſéparation des armées Angloiſes ſur le continent de l'Amérique, lorſqu'elles auront fait la conquête d'un cimetiere pour leurs troupes, ſous le perfide climat de la Georgie, les diminuera ſi prodigieuſement, que par-tout où elles ſeront attaquées, elles courront riſque d'éprouver le ſort de Burgoyne. Mais peut-être le Congrès prendra-t-il la réſolution plus ſage de les laiſſer s'épuiſer par les fatigues d'un ſervice toujours actif, & par les dégoûts d'une vie captive & miſérable, au ſein de la liberté & de l'abondance.

Apperçu politique ſur les affaires de l'Angleterre, du 20 au 24 Février.

Les conditions de l'emprunt de ſept millions ſterling pour le ſervice de l'année courante, ſont tellement déſavantageuſes & ſi

allarmantes relativement à nos opérations futures, puiſqu'enfin nous ne ſommes encore qu'à la premiere année d'une guerre dangereuſe, qu'on ne peut s'empêcher de fixer l'attention du public ſur un objet auſſi intéreſſant. L'annuité de 29 ans ſeroit certainement à bon marché à 14 années du produit (l'intérêt de l'argent étant eſtimé à cinq pour cent). Néanmoins, pour éviter toute chicane, nous la mettrons à 12 ans, qui étoit ſon prix le 20 de Février, jour auquel le marché pour l'emprunt a été conclu. Ce prix étoit ſans proportion avec les autres fonds, leur intérêt n'étant que de cinq pour cent : diſproportion qui eſt venue de ce qu'on en avoit mis indiſcretement ſur la place une trop grande quantité.

Une action de 100 liv. rapportant trois pour cent, au prix actuel des fonds à trois pour cent.....	61	
Annuité de 3 liv, 15 ſols pour 29 ans, ſur le pied de 12 années de ſon produit................	45	
Un bénéfice de deux cinquiemes d'une année de l'intérêt & de l'annuité, provenant de ce que l'intérêt & l'annuité ci-deſſus commencent à courir du 5 Janvier dernier, tandis que l'argent de l'emprunt ſe payera par échéances, la premiere commençant en Mars, & la derniere finiſſant en Decembre.	2	14

Pour le profit à faire sur sept billets de lotterie attachés à chaque somme de 1000 liv. prêtée au Gouvernement, ledit profit de 3 liv. par billet, faisant 21 liv. pour les sept, & pour l'action de 100 liv,	2	2
En conséquence, pour 100 liv. prêtées au Gouvernement, le Prêteur reçoit....................	110	16

Ce qui fait une prime de 10 liv. 16 s. par cent, en mettant les articles au prix qu'ils avoient le jour de la conclusion du marché. L'intérêt & l'annuité montant à 472,500 liv. pour l'année, y compris la perception, la régie & les frais de Banque, exigent une taxe qui produise un demi-million par an. *Un demi-million par an d'intérêt & d'annuité pour sept millions de capital. Que le public lise & tremble!*

Il faut convenir que le Roi tient dans ce moment-ci une conduite bien singuliere. Il ne peut ignorer que les Généraux Howe & Burgoyne ne serviront point sous le Lord Germaine, & que le Général Clinton a demandé son rappel: que l'Amiral (*a*) Keppel,

(*a*) C'est ce que l'Amiral vient de déclarer dans le Parlement: ainsi que le Lord Howe.

Voici une note lâchée dans les gazettes sur cette déclaration de M. Keppel, par les amis des Ministres.

» Nous pouvons assurer le public que ce n'est point

le Lord Howe, &c. ne peuvent ſervir ſous le Lord Sandwich. Cependant, le Roi continue de garder ſes Miniſtres ſans s'occuper des ſuites funeſtes qui en réſulteront. Il y a quatre ans que ſes Miniſtres ou *quelqu'autre perſonne* lui ont conſeillé de n'avoir aucun egard aux remontrances de l'Amérique. Ce mauvais conſeil l'a réduit à l'alternative de ſe ſéparer de ſes Miniſtes ou de ſes Colonies. Il a préféré de garder ſes Miniſtres & il a perdu l'Amérique. Actuellement il ſe préſente un autre embarras. Si nous avons une guerre avec la France ou l'Eſpagne, ou

---

Sa Majeſté qui a invité l'Amiral Keppel a avoir une conférence avec elle; mais que c'eſt l'Amiral Keppel qui l'a fait demander au Roi. Cette grace lui ayant été accordée, l'Amiral déclara au Roi qu'il étoit prêt à offrir ſes ſervices à ſon pays; mais qu'en même tems il inſiſtoit pour que certaines perſonnes ſe retiraſſent de l'Amirauté. Le Roi répondit qu'il ne pouvoit ſe déterminer à renvoyer d'anciens ſerviteurs ſans quelque preuve de leur mauvaiſe conduite, ſur-tout lorſque ces ſerviteurs paroiſſoient très-propres à remplir les places qui leur avoient été confiées; & qu'ainſi il étoit bien fâché de ne pas pouvoir à cette condition accepter les ſervices de l'Amiral. Sur cela l'Amiral remit, dit-on, un papier au Roi; mais, quels que ſoient les bruits qui courent, nous ne ſavons pas précifément combien de tems l'Amiral a fixé à Sa Majeſté pour ſe rendre «. —— Voila ce que font débiter les Miniſtres. Suivant le parti contraire, le papier laiſſé au Roi par l'Amiral, eſt une liſte de trente deux Officiers de diſtinction, qui tous ſont réſolus à remettre leurs commiſſions, ſi la Préſidence de l'Amirauté n'eſt pas retirée au Lord Sandwich.

avec ces deux Puiſſances réunies, qui eſt-ce qui commandera nos flottes & nos armées? Le ſujet eſt trop ſérieux & trop important pour ne pas occuper toute notre attention. Ce n'eſt pas une queſtion de *prérogative.* Il n'y a pas dans toute la nation un ſeul homme que la ſolution de ce problême n'*intéreſſe*, parce qu'il y va de la fortune & de l'exiſtence de toute la nation, comme de chacun de nous en particulier.

L'ouverture du Budget s'eſt faite peu après que l'emprunt a été terminé. Mais de combien de fanfaronades l'un & l'autre n'ont-il pas été accompagnés? Avec quelle affectation ridicule on vouloit ne faire l'emprunt qu'à des conditions avantageuſes au public, quoique toutes ces grimaces ne ſoient peut-être qu'un jeu joué entre les parties intéreſſées!

Quel eſt l'homme qui voudra placer ſon argent dans le commerce à cinq pour cent ou en acheter des terres, tandis qu'il peut le prêter au Gouvernement à un intérêt de $10\frac{1}{4}$ pour cent, ſans riſque d'être pourſuivi pour crime d'uſure? Sous quelque face qu'on préſente cette affaire, quelque tournure favorable qu'on veuille lui donner dans le Parlement, les choſes ſont exactement comme nous venons de les expoſer, excepté que les annuités valent très-certainement quatorze ou au moins douze années du produit, quoique peut-être le Lord North prétende qu'elles n'en valent que onze. C'eſt à ces

conditions exorbitantes qu'on emprunte ſept millions à des Entrepreneurs & autres gens qui ont gagné un argent immenſe à paſſer des marchés pour la guerre d'Amérique. Mais cette ſomme, toute énorme qu'elle ſoit, eſt bien loin de pouvoir faire face aux beſoins actuels. On tâchera, s'il eſt poſſible, d'emprunter de la Compagnie des Indes un million & demi ; & il y aura un vote de crédit pour un autre million. Tout cela ne ſera pas encore ſuffiſant : il faudra lever beaucoup plus d'argent ; ſans quoi les penſionnaires & les gens en place tourneront caſaque.

La principale reſſource du Budget eſt une augmentation de cinq pour cent ou d'un ſou pour livre, ſur tous les droits d'acciſe & de douane. Les droits d'acciſe furent introduits par les Stuarts & furent leur code favori, comme ils le ſont ſous le regne actuel. Ainſi, les roues de carroſſes, par exemple, qui payent aujourd'hui cinq livres ſterling pour quatre roues, payeront par la ſuite cinq guinées. Une ſomme de dix livres ſterling qu'on payoit ſur la chandelle, ou ſur tout autre article d'acciſe, comme la dreche, &c. ſera dorénavant de dix guinées. En un mot, tous les droits d'acciſe doivent être augmentés de cinq pour cent. On a imaginé d'augmenter les Douanes de la même maniere & de la même ſomme, ſi le montant de ce qui ſe paye pour les remiſes de droits peut être fixé. Ces jours-ci on projet-

toit d'eſtimer en bloc le produit net des deux impoſitions (la Douane & l'Acciſe) à ſept millions, dont le ſol pour livre fait trois cents cinquante mille livres. Il étoit tout ſimple que cette maniere de compter en bloc fût adoptée; car le Lord North aime la beſogne aiſée. Quoi qu'il en ſoit, la ſomme ne ſuffira pas; l'intérêt de l'emprunt ſeulement montera à quatre cents ſoixante-douze mille cinq cents livres. On reconnoîtra l'année prochaine que l'Acciſe & les Douanes ne produiſent pas la ſomme de ſept millions à laquelle on les porte cette année, ou par artifice, ou par ignorance; par conſéquent, cette augmentation de cinq pour cent de tous les droits d'Acciſe & de Douane, ne donnera point la ſomme qu'on en attend; & on ſera trompé, comme on l'a été par le produit des impôts de l'année derniere. Il ſera donc dit que le premier Miniſtre, ou le grand Financier, car on l'appelle ainſi quelquefois, ne tirera aucun parti de ſon expérience. Les erreurs de l'année derniere ſont pitié. La taxe des maiſons fût évaluée à deux cents ſoixante-quatre mille livres : elle n'a pas produit au-deſſus de ſoixante-ſeize mille livres. La taxe ſur les domeſtiques fut eſtimée cent mille livres; elle n'a pas rendu plus de quatre-vingt mille livres. La taxe ſur les encheres avoit été portée à quarante mille livres; elle n'a pas produit plus de vingt-ſix mille livres. Un homme capable de faire de pareilles bévues, & qui

ſe montre ſi ignorant en taxations & en finances, eſt-il fait pour être Chancelier de l'Echiquier? Mais Sa Majeſté juge à propos de le garder, probablement pour les mêmes raiſons qu'Elle garde le Lord Sandwich & le Lord Germaine, c'eſt-à-dire, parce qu'ils ſont parfaitement ſoumis à un pouvoir inviſible. Ils ſont à la Jenkinſon (les créatures du Lord Bute).

La nature du Budget donne lieu encore aux réflexions ſuivantes.

La dette de la Marine a été miſe le 31 Décembre ſous les yeux de la Chambre des Communes; en conſéquence voici le montant de la dette nationale non fondée, c'eſt-à-dire, aux intérêts de laquelle il n'y a point d'impôts aſſignés.

Dette de la Marine au 25 Décembre dernier.........	5,170,000 l.
Billets d'Echiquier.......	2,000,000
Nouveau papier négociable qui ſera mis en circulation..	1,300,000
Déficit du fonds d'amortiſſement en 1778..........	700,000
TOTAL......	9,172,000

Cela fait bien neuf millions cent ſoixante-douze mille livres ſterling de dette non fondée, auxquelles le Lord North pourvoira quand il en aura le tems. S'il y pourvoit, l'intérêt & les bénéfices attachés à l'emprunt

pour

pour l'année 1779 ſeulement, doivent ſe monter à plus d'un million chaque année. S'il n'y pourvoit pas, il ne doit attendre que fort peu de choſe de ſon fonds d'amortiſſement; & il ne peut point eſpérer que les marchés pour la Marine ſoient remplis, à moins que ce ne ſoit à des conditions qui ruineront abſolument le public. Il faut, à quelque prix que ce ſoit, que ces décombres ſoient nettoyées pour établir les fondations de ſa nouvelle Jéruſalem, où nul Juif ne doit entrer, c'eſt à-dire, pour fonder la baſe du plan très-aiſé qu'il a formé de trouver les ſubſides dans les revenus de l'année & non par anticipation. Malheureuſement c'eſt ce qu'il ne peut faire qu'en ceſſant de payer les intérêts de la dette. Il ne pouvoit pas annoncer plus clairement que le projet de la banqueroute eſt arrêté.

En général, & après l'examen le plus exact de ſes opérations & de ſes reſſources de finances: après la conſidération la plus ſérieuſe ſur l'objet & les conſéquences des meſures actuelles, meſures adoptées témérairement & ſuivies pitoyablement par une clique de gens violens & incapables, meſures qui ont rendu la marine de France preſque égale à celle d'Angleterre, & qui ont mis le crédit de nos ſuperbes voiſins de niveau avec celui de la Grande-Bretagne: enfin après avoir mûrement réfléchi ſur la ſituation préſente de nos affaires, nous ſommes bien fâ-

chés de dire que la ſeule eſpérance qui nous reſte, eſt que la durée, ou, ſi l'on veut, la vie du crédit public de l'Angleterre ſera courte & bonne; que nous ne devons pas craindre d'être trompés dans cette attente, puiſque nous en pouvons être convaincus par l'empreſſement avec lequel chacun court boire du (*a*) Chaudeau à Saint-James, ſans penſer au lendemain.

P. S. du 9 Mars.

On aſſure que le 5 de ce mois les Miniſtres Anglois ont reçu de New-York des nouvelles peu agréables, quoiqu'elles ne contiennent rien de déciſif ou de bien important. En voici la ſubſtance. Les bateaux & barques ſervants au tranſport des troupes ſur les rivieres, ſoit pour remonter ou deſcendre, ont beaucoup ſouffert des glaces, l'hyver ayant été très-rigoureux dans cette partie. Ce qui rend ce malheur plus ſenſible, c'eſt qu'on y manque abſolument de matériaux pour en conſtruire & équiper d'autres. La même diſette de matériaux empêche de rétablir les fourgons & autres équipages de camp. Depuis le départ des détachemens envoyés à la Géorgie & aux Iſles, l'armée eſt beaucoup trop foible pour tenter quelque

(*a*) Breuvage qui ſe diſtribue chez la Reine, pendant le tems de ſes couches, à tous ceux qui ſe préſentent.

entreprife de conféqence, ou même pour fe procurer du fourage & des provifions, qui deviennent plus rares de jour en jour. Cette pofition eft d'autant plus fâcheufe que Washington raffemble fes forces avec la plus vive ardeur, ce qui fait craindre qu'il n'ait quelque grand projet en vue.

Les nouvelles de la Géorgie ne font gueres plus favorables. Le Général Campbell eft en route pour revenir en Angleterre. Il a laiffé le commandement au Général Prevôt que le Général Clinton paroit avoir grand défir de renforcer en perfonne, en menant avec lui en Géorgie un gros détachement. Mais il appréhende que pendant fon abfence, ne laiffant que peu de troupes à New-York, cette Ville & fes environs ne foient trop expofés, ou même quand il n'y auroit point lieu à ce danger, qu'il n'arrivât pas affez-tôt dans la Géorgie pour y foutenir les amis du Roi. Ces incertitudes étoient caufe qu'au départ des lettres il n'avoit pris encore aucun parti. Tout ce qu'on favoit, c'eft que des corps confidérables d'Américains s'étoient mis en marche pour repouffer le Général Prevôt, & qu'au milieu de ces difficultés le Chevalier Henri Clinton avoit écrit des lettres préffantes aux Miniftres pour obtenir des renforts, fans lefquels il lui feroit impoffible de fe maintenir fur le continent, ou au moins de faire aucune tentative importante contre les Américains.

On débite, mais je n'oserois point l'assurer, que le Lord Sandwich remit sa place de l'Amirauté pour passer à celle de Secrétaire d'Etat pour le Nord, vacante par la mort de Milord Suffolk. Si ce changement est constant, le Roi aura été forcé, tant par les atteintes portées au Lord Sandwich dans les deux Chambres, que par le refus que divers Amiraux ont fait de prendre du commandement, si ce Ministre conservoit le département de la marine. Les Amiraux Keppel & Lord Howe s'en sont expliqués dans le Parlement, & les Amiraux Mann & Pocock ont résisté aux offres les plus séduisantes qui leur ont été faites par le Roi lui-même. — Reste à savoir si ces Amiraux n'insisteront point, comme le Lord Howe, pour que le Lord Sandwich soit renvoyé tout-à fait du Ministere, & que le département de l'Amérique soit retiré au Lord Germaine. Suivant d'autres bruits, c'est le Lord Stormont qui prend la place vacante de Secrétaire d'Etat; mais ce Seigneur s'étant plaint si hautement de la conduite du Conseil à son égard, je croirois plutôt ceux qui nomment le Comte de Carlisle pour remplacer le Lord Suffolk. Cela me paroît d'autant mieux vû, qu'il faut une récompense ou une indemnité à ce Lord, pour la ridicule mission qu'on lui a fait faire comme Ambassadeur auprès du Congrès, & qu'ayant insulté la Nation Françoise dans ses écrits publics, il est pleinement animé de

l'esprit, & doué de la judiciaire du Lord Suffolk, & parfaitement digne de lui succéder.

Le sept de ce mois l'escadre de l'Amiral Hughes est partie pour l'Inde, avec treize vaisseaux de la Compagnie. La Vengeance de soixante quatorze canons, quelques frégates & deux brulots ont appareillé en même tems pour la côte d'Afrique. On attend, non sans inquiétude, une flotte considérable de la Jamaïque, qui en sera partie le vingt-quatre ou le vingt-huit Février, sous le convoi du vaisseau de ligne le Ruby.

Etat général des vaisseaux de force Anglois, armés le 2 Mars 1779.

Dans la Tamise.

Vaisseaux.	*Canons.*	*Equipages.*	*Capitaines.*
London..............	90	750	Samuel Cornish.
Alfred..............	74	600	Baine.

Aux Dunes.

Vaisseaux.	*Canons.*	*Equipages.*	*Capitaines.*
Alexandre...........	74	600	Kempenfelt.
Bienfaisant.........	64	500	Macbride.

Spithead.

Vaisseaux.	*Canons.*	*Equipages.*	*Capitaines.*
Victory.............	100	850	Falkner.
Formidable..........	90	750	Basely.
Sandwich............	90	750	Richard Edward.
Namur...............	90	750	Milbank.
Princesse Amélie......	88	750	Dent.

Vaisseaux.	*Canons.*	*Equipages*	*Capitaines.*
Terrible..............	74	600	Curtis.
Vengeance...........	74	600	Clement.
Shrewsbury...........	74	600	Lockhart Ross.
Résolution	74	600	Ogle.
Ramillies.............	74	600	Digby.
Centaure.............	74	600	Cosby.
Robust................	74	600	Alexandre Hood.
* Burford	74	600	Penny.
* Superbe	74	600	Simonton.
Lenox................	74	600	Bennet.
* Exeter	64	500	Nott.
* Worcester	64	500	Mark Robinson.
* Eagle	64	500	Duncan.
* Warwick	50	350	Collins.

Portsmouth.

Prince George.........	90	750	John Lindsay.
Duke.................	90	750	Charles Douglas.
Elisabeth.............	74	600	Maitland.
Ajax.................	74	600	Boteler.
Hector................	74	600	Hamilton.
Monarque............	74	600	Bowley.
Thunderer	74	600	Walsingham.
América	64	500	Longfort.
Défiance	64	500	Goodall.

Plimouth.

Royal George........	100	850	Amiral Harland. Halion.
Queen...............	90	750	Isaac Prescott.
Foudroyant...........	80	600	Curtis.
Bedford.............	74	600	Affleek.
Belleisle	7	600	Brooks.

(*) Ceux qui sont marqués d'un astérisque sont destinés pour l'Inde, ainsi que le *Bellisle* qui est à Plimouth. Ils seront commandés par l'Amiral Hughes.

Golfe de Biſcaye.

Vaiſſeaux.	*Canons.*	*Equipages.*	*Capitaines.*
Courageux..........	74	600	Mulgrave.
Vaillant............	74	600	Leveſon Gower.

Méditerranée.

Panther.............	60	500	Harwey.

Amérique (a) Septentrionale, aux ordres de l'Amiral Byron.

Princeſſe Royale......	90	750	Amiral Byron. Milbank.
Royal Oak............	74	600	Middleton.
Conqueror...........	74	600	Gtaves.
Fame................	74	600	Colby.
Cornwall............	74	600	Edouard.
Sultan..............	74	600	Wheelock.
Grafton.............	74	600	Wilkinſon.
Nonſuch.............	64	500	Collingwood.
(b) Trident.........	64	500	Molloy.
(b) Ardent..........	64	500	Keppel.
(b) Renown.........	50	350	Dawſon.

Jamaïque.

Albion..............	74	600	Allen.
Saint Albans........	64	500	Onſlow.
Raiſonable..........	64	500	Fitzherbert.
Ruby................	64	500	Deane.
Briſtol..............	50	350	Parker.

(a) C'eſt une partie de cette eſcadre qui étoit attendue aux Iſles ſous le Vent par Barrington.

(b) Ces trois étoient en Amérique avant l'arrivée de Byron.

Isles du Vent. Escadres de Barington, Rowley (a) *& Hotham.*

Vaisseaux.	*Canons.*	*Equipages.*	*Capitaines.*
** Prince de Galles..	74	600	Barrington.
** Suffolk...........	74	600	Duncan.
* Magnificent.......	74	600	Rowley.
** Boyne...........	70	600	Sawyer.
*** Monmouth........	64	500	Griffith.
* Yarmouth........	64	500	Batman.
* Vigilant.........	64	500	Digby Dent.
* Lion.............	64	500	Cornwallis.
* Medway.........	60	500	
Preston...........	60	350	Hotham. Appleby,
Centurion.........	50	350	Braithwaite.
Isis..............	50	350	Raynor.

Inde.

Ripppon..............	64	500	Waldgrave.
Asia................	64	500	Vandiput.

IL s'est fait quelques changemens dans ces distributions.

L'*Alexandre* & le *Bienfaisant* sont actuellement, non aux Dunes, mais à Portsmouth.

Le *Raisonable*, de l'escadre de Byron, & le *Saint Albans*, de celle d'Hotham, sont à la Jamaïque,

(*a*) Rowley est parti de Portsmouth le 25 Décembre avec les cinq vaisseaux marqués d'un astérisque. Il est possible qu'il ait pour destination la Jamaïque : ou qu'il se partage entre ces deux stations.

** Division de Barrington.

*** Division d'Hotham.

FIN.

la Grande-Bretagne, ſous le titre de Lord Mansfield. 1776.

On compte déja près de ſoixante & dix Octobre. priſes faites à la mer par les Corſaires Américains eſtimées l'une dans l'autre dix mille livres ſterling chacune.

L'armateur Américain qui a pris le vaiſſeau la *Suſanne* richement chargé en vins & en moidores pour le compte de quelques marchands de Londres ayant été obligé de relâcher à Bilboa, y eſt détenu à la réquiſition du Conſul Anglois juſqu'à ce que Sa Majeſté Caholique ait déclaré ſes intentions à cet égard. Ce vaiſſeau ne monte que huit canons. Le Capitaine dit qu'à ſon départ de *Rhode-Iſland* il avoit cinquante hommes d'équipage, mais qu'ayant pris outre la *Suſanne* un bâtiment de tranſport de quatorze canons, il avoit été obligé de ſe dégarnir pour mettre du monde ſuffiſamment à bord de ces priſes. Les marchands de Londres y perdent gros, & cet accident fera hauſſer le prix des vins & de pluſieurs autres denrées. La prime-d'aſſurance que l'on demande ſur ces marchandiſes eſt cinq fois plus conſidérable que ce que l'on exigeoit auparavant; pluſieurs lettres reçues de Bilbao aſſurent qu'il y a ſeize autres Armateurs qui croiſent à la hauteur des côtes d'Eſpagne & de Portugal, dans la baie, & même juſqu'à la Manche; en conſéquence de ces informations, les Négocians qui ſont en An-

1776. Octobre.

gleterre le commerce d'Eſpagne & de Portugal, ont déclaré qu'ils ne mettroient aucune marchandiſe à bord des vaiſſeaux faiſant route pour les côtes de ces pays à moins qu'ils ne ſoient convoyés au moins par deux vaiſſeaux de guerre. Il eſt clair que le deſſein du Congrès eſt d'intercepter tout le commerce de la Grande-Bretagne, ſachant bien que c'eſt le coup le plus fatal qu'il puiſſe lui porter.

Ce nombre prodigieux d'Armateurs fait auſſi ſon effet ſur les aſſureurs qui ne veulent pas mettre leur nom même ſur des polices faites pour l'Irlande. Une guinée pour cent étoit la prime fixée pour les navires qui font ce voyage; on demande à préſent le double pour les aſſurer, même ſous convoi. Le fret eſt auſſi augmenté de beaucoup, à raiſon du canon & du nombre d'hommes qu'il faut prendre d'extraordinaire : la crainte que l'on a des Américains, & le ſuccès que ceux-ci ont eu juſqu'à préſent, rendent ces précautions indiſpenſables.

La Gazette, publiée par autorité, a donné une proclamation du Roi, qui promet la ſomme de 5 livres ſterling à tout marinier depuis l'âge de dix-huit ans juſqu'à cinquante, qui ſe fera enregiſtrer volontairement d'ici au 31 Décembre prochain, pour ſervir à bord des vaiſſeaux de Sa Majeſté & à tous les matelots ordinaires en état de ſervir, qui ſe conformeront à la ſudite condi-

tion la ſomme de 2 livres 10 shelings: leſdites gratifications tenant lieu de celles énoncées dans une proclamation précédente. Pour obvier aux abus qui pourroient ſe commettre par des matelots qui quitteroient les navires auxquels ils ſont actuellement attachés pour paſſer à bord des vaiſſeaux de guerre, dans la vue d'obtenir la gratification promiſe ci-deſſus, Sa Majeſté veut que les matelots qui ſe rendront coupables de cette tranſgreſſion, ſoient non-ſeulement privés de leurs gages, mais auſſi punis ſévérement ſuivant l'exigence du cas.

1776. Octobre.

Cette gazette contient auſſi un Arrêt du Conſeil, qui ordonne un embargo dans toute l'étendue de la Grande-Bretagne, ſur tous les vaiſſeaux chargés ou près à charger, de gros bétail, de porcs, bœufs, beurre, fromage & autre vivres, excepté le poiſſon, bled, grains de toute eſpece ou légumes; ledit embargo devant durer juſqu'à nouvel ordre. Sa Majeſté entend que ledit embargo ne s'étendra point ſur les vaiſſeaux employés à porter les vivres aux Indes Occidentales ou dans aucune des Colonies de l'Amérique Septentrionale (excepté la Nouvelle-Hampshire la Baie de Maſſachuſet, l'Iſle de Rhodes, le Connecticut, la Nouvelle-York, la Nouvelle Jerſey, la Penſylvanie, les trois Comtés au-deſſous de la riviere de Laware, le Maryland, la Virginie, les Carolines Septentrionale & Méridionale, & la Géorgie) ou aucuns forts

1776. Octobre.

ou Comptoirs ſur la côte d'Afrique appartenants à Sa Majeſté ou dans l'Iſle Sainte Helene, à condition que les Proprietaires deſdits vaiſſeaux déclareront, ſous ſerment, leur véritable deſtination, & donneront, pour ſureté, leur obligation, dépoſée entre les mains des Officiers de la Douane dans les différents ports, d'où leſdits vaiſſeaux ſeront expédiés.

L'embargo avec les mêmes reſtrictions, eſt mis ſur les vaiſſeaux appartenants aux ports d'Irlande.

Sa Majeſté a fait les promotions ſuivantes.

Le Lord March eſt nommé premier Commiſſaire de Police dans cette partie de la Grande-Bretagne, appellée l'Ecoſſe, à la place du feu Lord Cathcart.

Jean, Comte Breadalbane, remplace le Lord March en qualité de Vice-Amiral d'Ecoſſe.

Le très-honorable Lord Onſlow ſuccede au dernier Seigneur de ce nom dans le Gouvernement du Comté de Surry, dont il eſt nommé Garde-Roles (*cuſtos rotulorum*).

Horace Saint Paul, Ecuyer, eſt nommé par Sa Majeſté ſon Envoyé extraordinaire à la Cour de Suede.

Morton Eden, Ecuyer, a fait ſes remerciéments à Sa Majeſté, qui l'envoie à la Cour de l'Electeur de Baviere en qualité de Miniſtre Plénipotentiaire & de Miniſtre à la Diete de Ratiſbonne.

Le 25 Octobre, Son Exellence le Marquis de Noailles, Ambassadeur de France, a eu sa premiere audience du Roi, & a remis à Sa Majesté ses lettres de créance. 1776. Octobre.

Les papiers publics ajouterent à l'annonce ci-dessus, tirée de la gazette de la Cour, que ce nouvel Ambassadeur avoit assuré le Roi que les intentions de sa Cour, relativement à l'Angleterre, étoient de la nature la plus pacifique : qu'elle n'avoit point l'intention d'aider les Américains & que les dispositions maritimes qui se faisoient en France n'avoient pour motif que la défense & la protection de ses propres Colonies en Amérique.

[On n'a aucun détail autentique sur ce fait; mais ce qui s'est passé depuis cette date jusqu'au 13 Mars 1778, autorise à croire que si l'Ambassadeur a fait quelque déclaration, elle a dû être conforme à ce qui en est dit dans les papiers publics. Ce sont les injustes & violens procédés des Anglois pendant dix huit mois & plus contre le commerce & le pavillon de France qui ont décidé la Cour de Versailles au parti qu'on a vû prendre près de deux années après que les Américains avoient déclaré leur indépendance sans qu'il eût été possible à l'Angleterre de les réduire. La prise des frégates Françoises par l'Amiral Keppel & celle de Pondichery, prouvent de reste que c'étoit le Ministere de Londres qui vouloit avoir une guerre avec la France,

1770. Octobre. pour tirer plus aisément de la nation Angloise les gros subsides qui devenoient nécessaires à la réduction de l'Amérique]

Le bruit commença à courir dès le 25 Octobre que le Gouvernement étoit résolu à ordonner la presse des matelots, & qu'elle éclateroit sous peu de jours.

Le Lundi 28 Octobre au soir, à l'instant où tous les matelots étoient a bord des différents navires qui sont dans la riviere, plusieurs bateaux remplis d'hommes armés commencerent à exécuter les ordres émanés de l'Amirauté, de saisir de force les mariniers pour le service du Roi. Ces ordres, que l'on appelle ici *press warrants*, s'exécutent sur toutes sortes de personnes sans distinction, mais ils ont sur-tout pour objet les matelots. On en a pris de cette maniere plus de quinze cent dans cette seule soirée. Au reste, cette scène ne s'est pas passée aussi tranquillement qu'on eût pu le désirer; un Lieutenant de marine ayant sauté à bord d'un navire prêt à partir pour la Grenade, dans l'intention de prendre l'équipage de force, les matelots coururent aux armes, firent plusieurs décharges sur la troupe commandée par le Lieutenant, & comme cet Officier, malgré le danger, voulut avancer jusqu'aux écoutilles, il reçut un coup de fusil auquel il n'a survécu que quelques minutes. Sept matelots s'étant jettés à la nage pour éviter la violence qu'on leur vouloit faire, ont été noyés.

Quatre autres malheureux à bord d'une allege ont eu le même ſort ; enfin, en cette occaſion plus de ſeize perſonnes on perdu la vie de différentes manieres. 1776. Octobre

L'équipage d'un navire qui venoit d'appareiller voyant avancer ſur lui la patache du Roi, fit feu, tua deux hommes & en bleſſa trois.

Le Mardi matin 29, deux-cent mâtelots ſervant à bord des vaiſſeaux des Indes, vinrent à l'Hôtel de la Compagnie, armés de gros bâtons, manches à balai & couteaux-de-chaſſe, déclarant aux Dirćteurs qu'ils étoient décidés à ſe défendre ; qu'au reſte ils les prioient de tâcher de leur obtenir des ſauve-gardes, & de les réſerver pour le ſervice particulier de la Compagnie.

Un corps de quatre cents matelots etoit en armes dans différentes parties de la Ville : ces malheureux étoient déterminés à riſquer leur vie plutôt que de ſe voir traîner comme de vils eſclaves à bord des vaiſſeaux de Roi en vertu d'un acte que la coutume autoriſe mais que l'eſprit de la conſtitution condamne.

Les Négociants ſouffriront beaucoup de ces enlevements ; les matelots des navires marchands les abandonnent quoiqu'ils ayent reçu un mois d'avances ſur leurs gages ; ils proteſtent qu'ils ne retourneront à bord que quand les Négociants auront obtenu des ſauves-gardes pour eux.

Un pauvre Tailleur, dont la femme étoit en

1776. Octobre.

travail, étant ſorti de chez lui le 28 ſur les onze heures du ſoir pour aller avertir la ſage-femme, fut arrêté par une de ces bandes appelées (preſs-gangs) chargées de faire les levées de force; ce fut envain que le malheureux citoyen expoſa le cas dans lequel il ſe trouvoit, & peignit le danger auquel ſa triſte épouſe alloit ſe trouver expoſée, il fallut ſuivre la bande; heureuſement que l'Officier devant qui on le conduiſit ſait remplir ſon devoir ſans manquer aux ſentiments de l'humanité: le Tailleur fut renvoyé. S'il fut tombé en des mains moins généreuſes c'en étoit fait de lui, & bon gré malgré il eût fait une campagne ſur mer; car il arrive ſouvent dans ce pays de liberté qu'en ces occaſions un homme eſt enlevé, porté à bord d'un vaiſſeau de guerre, & que l'on n'en entend plus parler.

Comme un ordre émané de la Cour ne peut s'exécuter dans la Cité de Londres ſans recevoir la ſanction du Lord-Maire, ou de l'Alderman qui le repréſente à Guildhall, on s'eſt adreſſé au Magiſtrat actuel, le Sieur Sawbridge, qui a abſolument refuſé d'y concourir; le Sieur Wilkes avoit fait la même choſe en pareil cas lors de l'affaire de l'Iſle Falckland; quelques-uns regardent ce refus comme une preuve de patriotiſme, ſur-tout quand on conſidere que l'ordre eſt en lui-même illégal; d'autres ne donnent pas à cette conduite les mêmes éloges: pluſieurs la blâment abſolument: le Lord-Maire, diſent-

ils, & ceux qui s'oppofent à cet ordre font un tort confidérable au commerce & à la navigation marchande ; l'autorité du Maire ne s'étend que dans la Cité ; les perfonnes prépofées à exécuter les ordres de la Cour ne pouvant le faire dans ce diftrict où-elles auroient occafion d'enlever quantité de gens inutiles & dangereux, iront au défaut de cette reffource dégarnir les navires marchands, &c.

1776. Octobre.

Il eft remarquable & extraordinaire que le Samedi 26 l'on ait offert par proclamation des récompenfes aux matelots de bonne volonté qui voudront fervir à bord des vaiffeaux de Roi, & que deux jours après on ait donné des ordres tendants à les forcer à entrer dans ce fervice : cette conduite eft tout au moins abfurde.

Le Mercredi matin 30, ces mêmes bandes prirent encore un grand nombre de matelots, ce qui fait un tort infini aux Marchands des Indes Occidentales en ce que leurs vaiffeaux chargés & prêts à partir font détenus faute d'un nombre fuffifant pour la manœuvre.

Le Lundi 28, l'Officier Commandant ces efpeces d'archers voulut entrer de force dans un cabaret, & vifiter les différents appartements pour y prendre des mariniers qu'on lui avoit dit s'y être cachés ; mais l'Hôteffe eut le courage de lui réfifter, & lui dit que fa maifon étant dans le diftrict du

1776. Octobre. Lord-Maire ; il n'entreroit qu'en ſignifiant des ordres de la part du Magiſtrat : le brave Capitaine mit l'épée à la main, ſans doute pour intimider, mais l'intrépide bourgeoiſe s'armant d'une pincette, força le héros à la retraite ; en cela il fut ſage car le Maire a donné ordre d'arrêter & de conduire à la priſon de Newgate toute perſonne qui oſera exécuter de pareilles commiſſions dans toute l'étendue de la juriſdiction de la Cité.

Les Négociants des Indes Occidentales ont préſenté une requête aux Seigneurs de l'Amirauté aux fins d'obtenir des ſauve-gardes à leurs matelots ; la réponſe qu'ils ont reçue a été que les ordres de Sa Majeſté doivent être exécutés ; qu'on a beſoin d'hommes ; & que quand le nombre néceſſaire ſera complet on aura ſoin de leur en fournir.

L'eſcadre que l'on ſe propoſe d'armer en toute diligence doit conſiſter en quatre vaiſſeaux de quatre-vingt-dix canons, cinq de ſoixante-quatorze & ſept de ſoixante-quatre canons, outre pluſieurs navires armés qui doivent former, dit-on, une flotte d'obſervation. Les ordres de la Cour on été exécutés dans le même temps & avec beaucoup de ſuccès dans les différents ports de la Grande-Bretagne.

Le preſs-warrants ne ſe bornent point à ordonner que l'on faſſe des levées de matelots ils portent auſſi qu'on levera des recrues pour les troupes de terre.

Le 30 au soir, un Officier de cette troupe d'archers appellée Prefs-Gang, fut tué d'un coup de pistolet que lui déchargea un Tailleur qu'il vouloit saisir de force. 1776. Octobre.

Une de ces bandes s'étant transportée dans un quartier de Londres, connu sous le nom de Ratcliff-Highway, fut rencontrée par un gros de matelots armés à leur ordinaire de gros bâtons & de coutelas : ils en vinrent aux mains : il y eut bien des têtes de cassées, des bras estropiés, &c. La victoire balança un instant ; mais un renfort venu à-propos la décida en faveur des matelots, & le Prefs-Gang fut obligé de quitter honteusement le champ de bataille.

Les vaisseaux étant nommés pour former l'escadre, chacun des Officiers qui désiroient du commandement se présenta à l'Amirauté. Le seul Amiral Keppel n'y parut point. Quelqu'un lui en ayant fait l'observation, il répondit, que si les circonstances rendoient ses services nécessaires & que le Roi daignât les lui demander, il étoit prêt à se rendre à son devoir, mais que ce seroit sous la condition qu'on ne le feroit point servir contre les Américains.

[Il a été dit par M. Fox, proche parent de l'Amiral, dans la séance des Communes le 3 Mars 1779, que vers cette époque de l'année 1776 le commandement de l'escadre de la Manche avoit été offert à l'Amiral

1776. Octobre.

Keppel, le Miniſtere ſe croyant alors au moment d'une guerre.]

Proclamation qui ordonne un jeûne général.

GEORGE ROI.

Ayant ſérieuſement conſidéré la néceſſité où nous nous trouvons d'employer la force contre nos Colonies & Provinces Rébelles de l'Amérique Septentrionale, & mettant notre confiance dans le Dieu tout-puiſſant dans l'eſpérance qu'il voudra bien bénir nos armes ſur terre & ſur mer, nous avons réſolu, & de l'avis de notre Conſeil, ordonnons que le Vendredi 13 de Décembre ſoit & ſera obſervé comme un jour de jeûne & d'humiliation dans cette partie de notre Royaume, appellée Angleterre, notre principauté de Galles, & la ville de Berwich ſur la riviere Tweed, afin que nous & nos peuples, en nous humiliant devant le Dieu tout puiſſant, puiſſions obtenir le pardon de nos péchés; qu'en offrant de la maniere la plus fervente nos prieres & ſupplications à la divine Majeſté, elle écarte de nous ces jugements terribles que nos offenſes & nos crimes multipliés ont mérités, & daigne répandre ſes bénédictions pour délivrer nos loyaux ſujets de l'Amérique Septentrionale, de la violence, injuſtice & tyrannie de ces Rebelles audacieux qui ſe ſont arrogé un pouvoir arbitraire : qu'elle

daigne dessiller les yeux de ceux qui se sont laissé séduire & entraîner à des actes de révolte & de trahison par des mensonges spécieux : qu'elle change les cœurs de ceux qui sont les auteurs de ces calamités ; qu'elle rétablisse enfin mes peuples de ces Provinces & Colonies dans l'heureuse situation de vivre en liberté sous un gouvernement libre : tel que celui sous lequel ils ont si long-tems fleuri & prospéré : enjoignons strictement à tous nos bons sujets dans l'étendue de l'Angleterre, de la principauté de Galles & de la ville de Berwick sur la Tweed, par le cas qu'ils doivent faire de la bénédiction du Tout-Puissant, & la crainte d'encourir sa colere & son indignation, d'observer le dit jeûne avec réverence & dévotion ; nous réservant d'infliger envers les contrevenants telles peines que nous croirons être encourues par ceux qui dédaigneront ou négligeront de remplir ce devoir religieux : & afin que ledit jeûne s'observe avec plus d'ordre & de régularité, nous avons chargé les infiniment Réverends Archevêques & très-Révérends Evêques de composer une forme de priere analogue à la circonstance, pour être récitée dans toutes les Eglises, Chapelles & autres endroits de dévotion publique : voulant qu'ils ayent soin de publier ladite priere dans l'étendue de leurs Diocèses respectifs. Donné en notre Cour à Saint James ce 30 Octobre

1776 Octobre.

1776. Octobre.

l'an du Seigneur 1776 & de notre regne le dix-feptiéme,

Dieu Sauve le Roi.

Cette proclamation eft fuivie d'une Ordonnance tendante à ce que le même jeûne foit obfervé en Ecoffe le Jeudi 12 Décembre, & d'une autre où il eft fixé au 13 pour l'Irlande.

AFFAIRES D'IRLANDE.

Le Parlement eft prorogé du 29 Octobre au 28 Janvier prochain ; la difficulté que la Cour d'Angleterre éprouve à trouver un homme qui veuille fe charger de la Vice-Royauté, a caufé cette prorogation qui fans doute fe renouvellera de tems-en-tems pendant les troubles d'Amérique. Cette derniere circonftance, en rendant la taxe fonciere néceffaire pour fubvenir aux dépenfes de la guerre, empêche qu'on ne l'exécute à raifon du peu de troupes que l'on a laiffées en Irlande, forces infuffifantes pour affurer le fuccès d'un projet trop odieux à la nation pour que le Gouvernement puiffe fe flatter de le faire paffer avec des harangues feules. On affure que quarante-trois Villes ou Bourgs en Irlande n'ont élû entr'eux tous que dix-neuf repréfentans a la Chambre des Communes de ce Royaume, Tous ces députés ont été préfentés à la Chambre les uns pour deux

Villes les autres pour trois. Ainſi il faudra que l'on expédie encore vingt-quatre ordres d'Election, pour que la repréſentation ſoit complette, auſſi-tôt que les députés auront arrêté leur choix, entre les Villes par qui ils ont été nommés. 1776. Octobre.

Le Lord-Maire de Dublin a reçu la bourſe de 500 livres ſterling dont la Ville fait annuellement préſent à ce Magiſtrat à l'expiration de ſon office; mais le Corps-de-Ville avoit cenſuré ſa conduite en ces termes :

« Décidé que le très-honorable Thomas Emerſon s'eſt écarté des devoirs d'un ſage Magiſtrat & de ce que tout bon citoyen doit à ſa patrie en ſignant une ſupplique (addreſs) au Roi contre les Américains, en quoi il a agi contre l'eſprit & l'opinion du Conſeil & du plus grand nombre des Membres qui compoſent le Corps-de-Ville — Les Sheriffs, par égard pour le Lord Maire, ont empêché la publication de cet arrêté ».

On a ouvert dans ce Royaume ainſi qu'en Angleterre & en Ecoſſe des maiſons de rendez-vous pour la réception des Mariners de bonne volonté qui voudront prendre parti à bord des vaiſſeaux du Roi conformément à la proclamation de Sa Majeſté.

Le Lord-Lieutenant a informé le Lord-Maire, par une lettre du 24 Octobre, que ſur ſa demande, les Lords de l'Amirauté avoient ordonné à trois ſloupes de guerre & à un cutter armé de croiſer dans le canal,

1776 Octobre. pour écarter des côtes d'Irlande les Corsaires Américains qui s'y étoient montrés.

AFFAIRES DE L'INDE.

Dans une assemblée des Directeurs de la Compagnie, tenue le 23 Octobre, il fut arrêté que douze des vaisseaux destinés pour la baye de Coromandel, entreroient, à différens intervales, dans le détroit de Gibraltar pour y prendre à bord les prisonniers Américains qui voudront se racheter, en acceptant du service dans les troupes de la Compagnie. Voici en quels termes a été annoncé cette résolution dont la Direction s'occupoit en secret depuis quelque tems.

« Par un ordre émané du Conseil, les prisonniers Américains, à l'exception des Officiers, seront mis à bord des bâtimens de transport & envoyés à Gibraltar; le Gouverneur de cette place est revêtu des pouvoirs nécessaires pour leur offrir & leur accorder une amnistie, à condition qu'ils consentiront à servir pendant l'espace de cinq années dans les troupes de la Compagnie des Indes; & les vaisseaux de cette Compagnie qui font cette année le voyage mouilleront à ce port pour prendre à bord ceux qui auront accepté la proposition: ceux qui la refuseront doivent être amenés en Angleterre, où on leur fera leur procès comme étant coupables de haute trahison. On ajoute que la Compagnie s'est

LETTRE

*D'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 22 Août 1779.

Je voudrois, Monſieur, pouvoir vous envoyer par cet ordinaire tout ce qui me reſte de l'hiſtoire de la derniere ſeſſion. En voici toujours la plus grande partie. La fin ne tardera pas à ſuivre.

Suite des ſéances du Parlement Britannique depuis le 3 Mai juſqu'au 7 Juin.

Chambre des Communes.

Le Lundi 3 Mai. — Pour entendre les débats de cette ſéance, il faut ſe rappeller que lorſqu'on apprit en Angleterre la malheureuſe affaire du Général Burgoyne, M. Rigby, chef du parti Bedford chez les Communes, déclara que ce malheur ne pouvoit être arrivé que par la faute de quelqu'un, ſoit dans le plan de la campagne, ſoit dans ſon exécution. Cependant lorſqu'il fut queſtion depuis d'une enquête, il s'y oppoſa fortement, ſous le prétexte que le Gé-

néral devoit y être préſent, & qu'il falloit attendre ſon retour d'Amérique. — Les Miniſtres du Cabinet tinrent le même langage, ajoutant qu'ils ne déſiroient rien avec plus d'ardeur, qu'un ſcrupuleux examen de leur conduite. Cependant on les a vus, dans le Comité des Communes du Jeudi 29 Avril, revenir de cette réſolution, & en faire adopter une contraire par une foible majorité. M. Rigby en prit de l'humeur, & ſans donner ſa voix, il quitta l'aſſemblée. Dans les débats de ce jour (le Lundi 3 Mai), voyant que le Lord North & le Lord Germaine tenoient ferme, il s'éleva contre eux, & donna aux débats une tournure qui auroit gagné trop de voix au parti Bedford, ſi les Miniſtres euſſent haſardé de les faire lever. — Cette petite explication étoit néceſſaire. Voilà l'état où en étoient les choſes, lorſque le Colonel Barré demanda, dans les termes de ſa dernière motion, *que le Lord Cornwallis fût appellé & entendu*, nonobſtant l'arrêté du Comité qui avoit annullé un ordre de la Chambre; ce qui, dit-il, n'étoit point arrivé depuis le tems d'Eliſabeth.

Le Lord North ſoutint que les grands Comités de toute la Chambre avoient ce privilége, puiſque c'étoit la Chambre elle-même. Il perſiſta à dire qu'un examen de témoins, appellés par les parties, dont il s'agiſſoit de juger la conduite, ne mèneroit à

rien : que la Chambre n'étoit pas un Tribunal compétent pour des Militaires.

Le Lord *Nugent* pria la Chambre de remarquer que le moment où l'Angleterre étoit menacée d'une invasion, n'étoit guères celui où il convenoit de faire de pareilles enquêtes. — Après de longs débats où M. Fox parla avec beaucoup de force, le parti ministériel se rendit, & il fut décidé que le Lord Cornwallis seroit appellé.

Le Mardi 4 *Mai.* — Motion de M. Fréd. Montague, pour la seconde lecture du Bill des Divorces, envoyé par les Pairs. — Plusieurs Membres s'y opposent, sous le prétexte que ce Bill (dont l'Evêque de Landaff est l'auteur) encourageroit plutôt l'adultere qu'il ne le préviendroit. On leve les voix : la seconde lecture est refusée par 51 contre 40.

La principale clause de ce Bill portoit que les parties convaincues d'adultere, ne pourroient point profiter du divorce pour se marier. — Suivant une autre clause, ils ne pourroient se marier qu'un an après le divorce prononcé. M. Fox & tous ceux qui, avec lui, combattirent le Bill, demanderent qu'au contraire les adulteres fussent obligés de s'unir ensemble par le mariage, & cela le plû-tôt possible après le divorce. Ce fut ainsi que finit l'affaire du Bill des Divorces, qui avoit tant occupé la Chambre des Pairs.

Chambre des Pairs.

Le Lundi 3 & le Mardi 4 Mai. — Cette Chambre ne s'occupa que de l'affaire de l'Hôpital de Gréenwich. Elle s'ajourna ſur cet objet au Vendredi 7.

Chambre des Communes.

Le Mercredi 5 Mai. — Motion du Lord George Gordon, contre le meſſage du Roi apporté à la Chambre par le Lord North, pour que la Chambre s'occupe de la pétition des Catholiques Romains d'Ecoſſe. — Cette motion n'étant appuyée de perſonne, l'Orateur ne voulut point en faire lecture. Conſéquemment la Chambre ne put point en prendre connoiſſance. Le diſcours par lequel le Lord Gordon l'annonça, fut jugé très-audacieux. Il ſe permit des menaces, au nom de la Nation écoſſoiſe, où un million d'hommes étoient prêts, dit-il, à ſoutenir les armes à la main, l'exécution du pacte d'union & leurs droits religieux; les Ecoſſois, ajouta-t-il, ſont réſolus à ne ſe laiſſer pas opprimer par un Prince Allemand, après avoir aidé à chaſſer un Prince de leur propre Nation, & en avoir conduit un autre à l'échafaud.

Ainſi les peuples d'Ecoſſe, s'en tiendront aux aſſurances que les Miniſtres leur ont fait donner que l'acte en faveur des Papiſtes ne

ne s'étendroit point jusqu'à eux; mais le Lord Avocat d'Ecosse, M. Dundas, aura de la peine à faire oublier qu'il a été l'Avocat des Catholiques Romains.

Changemens proposés par Mylord North, dans la taxe sur les maisons, qui en conséquence cessera au 6 Juillet, pour être remise sur le nouveau pied : savoir, 6 deniers par livre sur toute maison rendant entre 5 & 20 livres par an, — de 9 deniers entre 20 & 40, — d'un shilling pour celles de 40 & au-dessus.

Le Jeudi 6 Mai. — Octrois de 66,774 livres, pour remplir le déficit des Octrois de 1778; — de 32,968 livres, pour divers objets demandés par des adresses au Roi; — de 15,297 livres, somme restante du droit de contrôle, dans les surplus de l'Echiquier, & dont l'application se fera à l'augmentation du salaire des Juges.

Examen du Lord Cornwallis, interrogé par le Chevalier William Howe. Ce Lord, comme Pair, fut introduit en-dedans de la barre, & y prit séance dans un fauteuil. Il se découvroit & se tenoit debout en parlant : le reste du tems il étoit assis & couvert. — Plusieurs lui firent faire des questions; mais il s'excusa de répondre sur tout ce qui étoit matière d'opinion. — Son examen dura quatre heures.

Le Major-Général Grey, répondit sur ce

qui étoit d'opinion, comme ſur les faits; & entre autres, il déclara que le Pays étoit ſi coupé de bois, ſi propre aux embuſcades, que le Général même, après ſes avantages les plus déciſifs, ne pouvoit pas s'avancer pour en profiter, que les Rebelles ne lui diſputaſſent le terrein pied à pied. Le Comité s'ajourne au Mardi 12.

Le Vendredi 7 Mai. Le Bill pour le nouveau droit ſur les chevaux de louage paſſe au Comité des ſubſides.

Une motion du ſieur George Onſlow eſt remiſe au Lundi 10, le Chevalier Howe étant retenu chez lui, par une indiſpoſition. — Cette motion porte que la Chambre aura communication d'une lettre écrite au Chevalier William Howe, par le Lieutenant-Général Burgoyne, pour l'informer de la priſe de Ticondérago, & que M. Howe a reçue avant de partir de Sandy-Hook pour l'expédition du midi.

Chambre des Pairs.

Le Vendredi 7 Mai. — La Chambre en Comité ſur l'affaire de Gréenwich, un témoin qui devoit être entendu ne paroiſſant point à ſon tour, le Comte de Briſtol interrompt le Comité pour annoncer à la Chambre qu'un armement françois vient de tenter une deſcente ſur l'Iſle de Jerſey, l'an-

ichambre, dit-il, de l'Angleterre, & que 'Isle vrai-semblablement ne devroit son sa-ut, n'étant gardée par aucuns vaisseaux an-glois, qu'à la résolution que l'Amiral Ar-uthnot a prise de changer de route pour s'y orter, & par-là de suspendre l'exécution les ordres qui l'envoyoient à New-York, ive un convoi de deux ou trois cents voi-es. Il protesta en faveur d'Arbuthnot con-re les suites que cet événement pourroit voir, afin que les Ministres ne lui fissent as un jour un crime de son zèle. — Le ord Sandwich assura la Chambre que l'A-nirauté avoit donné les plus grands éloges la conduite de l'Amiral, & que ses amis ouvoient être sans inquiétudes à ce sujet. – L'affaire de Gréenvich fut reprise, le té-noin absent étant arrivé. Ajournement au undi 10.

Le Lundi 10 *Mai.* — Le Comité continue e s'occuper de l'affaire de l'Hôpital; & sur demande du Lord Sandwich, il s'ajourne u Jeudi 13.

Chambre des Communes.

Le Lundi 10 *Mai.* — Seconde lecture du ill qui doit assurer aux deux Universités & la Compagnie des Papetiers, le privilége 'imprimer les Almanacs dans la Bretagne iéridionale (l'Angleterre). — Les Avocats es Libraires furent entendus. Ils firent voir u'on devoit distinguer les Calendriers des

Almanacs: qu'avec raiſon les premiers ſon ſous la juriſdiction du Roi, comme chef d l'Egliſe, puiſque c'eſt aux Calendriers à fixe les jours conſacrés aux devoirs religieux mais que les Almanacs n'étant point reſ traints à cet objet, ne ſe trouvoient poin compris dans la prérogative. La motion fu ſoutenue par Mylord North; mais le Bil fut rejetté par une pluralité de 60 contre 40

Chambre des Pairs.

Le Mardi 11 *Mai.* — Motion du Marqui de Rockingham, pour obtenir du Roi com munication des papiers concernant le reven & l'état général de l'Irlande. d'après leſ quels le Parlement puiſſe aviſer aux moyen de ſoulager le peuple de ce Royaume. — La motion paſſe unanimement, le Marqui ayant conſenti à en retirer diverſes expreſ ſions offenſantes pour les Miniſtres. Il s'é tendit ſur les griefs d'après leſquels pluſieur Provinces, & entre autres celles de Roſ common, Mayo, Kilkenny, Monagan, ſ ſont reſtreintes, les unes pour un tems, le autres pour toujours, à ne faire uſage qu des manufactures du pays; ce qui ruiner les manufactures angloiſes de Liverpool Mancheſter, York, Norwich, &c.

Sur l'article des finances, il préſenta l tableau ſuivant.

	En 1755.	*En 1775.*	
Crédit de l'Irande, c'eſt-à-dire, e qui lui reſtoit ſes lettes payées, plus le.............	400,000.	200,000.	& peut-être rien.
La liſte militaire.	800,000.	900,000.	
La liſte civile, pas plus de......	160,000.	300,000.	
Le voyes & moyens pour deux ns............	1,000,000.	2,000,000.	

Il fit voir, que quoique les dépenſes fuſent augmentées, le revenu étoit beaucoup noindre, & qu'il étoit de près de 200,000 ivres au deſſous de la dépenſe. — Il fit obſerver que la liſte civile s'étoit accrue beauoup plus que l'établiſſement militaire, quoiue l'année 1757 eût été une année de uerre comme celle de 1777.

Quant au commerce entre l'Irlande & 'Ecoſſe, les exportations d'Irlande pour 'Ecoſſe, dans une révolution de dix ans, 'ont pas excédé 1,000,000. Celles d'Ecoſſe our l'Irlande ont paſſé 3,000,000.

L'importation d'Angleterre en Irlande, 'eſt montée, dans un eſpace de ſept années, près de 20,000,000. Celles d'Irlande pour 'Angleterre n'ont pas été à 14,000,000; e ſorte que dans un ſi court intervalle, il a eu du côté de l'Angleterre une balance ontre l'Irlande de près de ſept millions. —

La population de l'Irlande étoit d'environ deux millions trois cent mille habitans, dans le nombre desquels on compte un tiers de plus de non conformistes que d'Anglicans. Il pria la Chambre d'observer qu'un peuple si intéressant à tous égards ne pouvoit pas vivre dans l'oppression, dans la servitude, &c. Il fit voir que c'étoit l'intérêt même des Manufactures angloises; puisque, depuis l'interruption de ce commerce, le Comté d'York avoit fabriqué de moins que les années précédentes, vingt-un mille pièces d'étoffes larges de laine.

Le Lord Gower ayant représenté, que les papiers nécessaires ne seroient peut-être pas rassemblés avant la fin de la session, il fut convenu que l'affaire seroit prise en considération dès l'ouverture de la session prochaine. Dans ce débat, le Lord Shelburne fit des complimens aux Ministres, d'après lesquels bien des gens partirent pour se persuader que la place vacante de Secrétaire d'Etat alloit lui être donnée.

Chambre des Communes.

Le Mardi 11 *Mai.* — Comité sur la guerre d'Amérique. Le Chevalier William *Howe* fit entendre le Chevalier Hammond, Capitaine du vaisseau de guerre le *Robuste*, & le Colonel Montrésor, chef des Ingénieurs: les déclarations de l'un & l'autre furent favo-

rables aux deux freres. Il fut queſtion de la campagne faite en 1777, pour conduire une partie de l'armée à Philadelphie; & de juſtifier le Général de l'avoir menée plutôt par la riviere Chéſapéak, que par la Delaware; ce dont le Lord Germaine lui avoit fait une imputation.

Le Mercredi 12 *Mai.* — La Chambre reçoit une pétition de la Ville de Londres, contre le Bill pour la taxe des maiſons, & une des Priſeurs de biens, concernant le Bill qui met un nouveau droit ſur les effets vendus à l'encan.

On propoſe pluſieurs moyens pour faire une perception plus ſûre de la taxe de l'année dernière, ſur les domeſtiques; & de celle de l'année préſente ſur les chevaux de louage.

Le Jeudi 13 *Mai.* — Le parti du Lord Germaine, réuſſit, malgré la plus vive oppoſition, à faire arrêter que divers Américains Royaliſtes ſeront entendus. Les perſonnes dont le témoignage fut demandé par M. de Grey, ſont les Majors-généraux *Robertſon* & *Jones*, le Major *Stanton*, le Lieutenant-colonel *Maxvell*, le ci-devant Avocat-général de Penſylvanie, le ci-devant Orateur de cette aſſemblée, & ſon Collecteur des Douanes.

Dans la même ſéance, M. Fox propoſe

de demander communication du Jugement rendu par le Conſeil de guerre dans l'affaire de l'Amiral Palliſer. Il parla auſſi des mécontentemens qui ſe manifeſtoient dans la marine, & de la retraite du Chevalier Harland. Mylord North, qui lui répondit, aſſura que cette retraite n'avoit ſa cauſe dans aucun dégoût donné à l'Amiral, non plus que celle du ſieur John Lindſay. Il ne put pas en dire autant du Capitaine Leveſon Gower.

Le Colonel Barré, oppoſa à la réſiſtance du parti miniſtériel, l'exemple de pluſieurs Jugemens de Conſeils de guerre examinés dans la Chambre. — La motion fut cependant rejettée par une pluralité de 79; ſavoir, 157 contre 78. — Celle de produire la lettre de démiſſion du Chevalier Harland le fut ſans aller aux voix.

Dans ce débat, il fut dit que le Lord Sandwich & le Lord Germaine s'attaquoient mutuellement depuis quelque tems dans les papiers publics. [Cette diſcuſſion étant très-intéreſſante pour faire connoître le Cabinet Britannique, elle ne doit pas manquer dans ce Recueil. Elle va être rapportée ici.]

Le Colonel Barré obſerva qu'il n'étoit point du tout ſurprenant que les mécontentemens, les diviſions, les factions & les ſéditions éclataſſent dans la Marine, puiſqu'elles s'étoient déjà emparées du Cabinet même, où il étoit dernierement arrivé une

ſcène d'altercation & de récrimination auſſi déshonorante pour le Conſeil d'une grande Nation, que préjudiciable à ſes plus chers intérêts. Il pourſuivit ainſi :

» Le Lord Mulgrave, qui accuſe l'Oppoſition d'être la cauſe des mécontentemens qu'on remarque dans la Marine, dans l'Armée, dans le Parlement & dans toute la Nation, devroit chercher l'origine du mal dans l'Adminiſtration même. S'il n'a pas encore obtenu d'être admis dans le Cabinet, ne peut-il pas écouter aux portes? Il lui ſera aiſé de ſe convaincre que tout le mal n'eſt provenu que de cette ſource empoiſonnée. C'eſt-là qu'il verroit un Miniſtre inſiſtant pour une ſoumiſſion ſans réſerve de la part des Américains, & un autre pour les conditions offertes par les Commiſſaires du Roi au Congrès. Il y entendroit un troiſieme Miniſtre condamner la diſſipation du revenu public, un quatrieme la juſtifier, &c. &c. Enfin le Lord Mulgrave n'y verroit qu'une ſcène continuelle de reproches, de querelles & de contradictions. En bon Patriote, il gémiroit ſur un déſordre qui s'accroît de jour en jour, & feroit les vœux les plus ardens pour que le Ciel arrête les ſuites fâcheuſes d'un ſymptôme qui annonce la diſſolution politique de ſes amis. «

Mais comme dans des choſes de cette importance, les aſſertions ou les ſpéculations ne ſuffiſent pas, le Colonel Barré démontra

que la Chambre des Communes & le Public avoient eu des preuves convaincantes que le Cabinet étoit *divisé*, & que les principaux mécontentemens ne dérivoient que de cette division. Il dit qu'il en avoit fait l'observation depuis long-tems, & qu'il vouloit établir cette assertion, non pas sur des oüi-dire ou sur une opinion vague, mais sur des faits mis au jour dans la Chambre des Communes, & il continua ainsi;

» Lorsque les Commissaires, établis par l'acte appellé Acte prohibitoire de la Session d'Hyver de 1775, furent chargés (c'étoient les deux freres Howe) d'offrir des conditions à l'Amérique, un brave Militaire qui remplit aujourd'hui ses fonctions dans son Gouvernement, le Général Conway (22 Mai 1776) proposa une adresse au Trône pour que les instructions données aux Commissaires pussent être mises sous les yeux de la Chambre, afin que si elles n'étoient pas assez amples, Sa Majesté fût autorisée à accorder certaines conditions déterminées à ses Sujets Américains, avant que l'épée fût totalement tirée du fourreau pour n'y plus rentrer qu'après la destruction de l'Angleterre ou de l'Amérique. Le Lord North, qui, je crois, s'est laissé entraîner malgré lui dans cette maudite guerre Américaine, & qui a été forcé, contre son avis, de la continuer, s'exprima ainsi à ce sujet. Il dit, *qu'il pensoit toujours qu'on devoit traiter avec des* REBELLES; *que s'il de-*

voit en résulter quelque bien pour la Grande-Bretagne, il n'y voyoit point d'empêchement, & qu'il étoit indifférent qu'on traitât avec un Ennemi étranger ou avec des Rebelles, avec des Rebelles armés ou avec des Rebelles qui avoient mis les armes bas. Voici quelle fut la réponse du Lord Germaine, Secrétaire d'Etat de l'Amérique: *Aucune Commission militaire ne doit porter l'ordre de* TRAITER *avec des* REBELLES ARMÉS. *Nos Généraux de terre & de mer doivent faire la guerre à des Rebelles armés. Comment traiteroient-ils avec eux? Il est impossible que le Lord North soit d'une autre opinion. Je lui ai tenu le même langage dans le Conseil: je lui ai dit que mon avis différoit du sien. Ainsi je crois que lorsque le Lord North parle de traiter avec des Rebelles armés, il n'entend autre chose que de recevoir les soumissions de quelque Colonie, de quelque corporation d'hommes ou d'individus qui montreroient le desir de rentrer dans leur devoir; mais lorsqu'il s'agit de traiter de conditions de soumission, le Lord North doit savoir qu'on ne peut entamer aucune négociation avec des Rebelles armés ou désarmés, sur les conditions de leur obéissance envers la suprême législation, ou au droit de taxation.*

» Voilà donc, poursuivit le Colonel Barré, le premier Ministre d'une grande Nation, & le premier Ministre de la Guerre & de l'Amérique, qui dans le Parlement différe d'avis sur un objet de la plus grande importance. Que nous ont dit en dernier lieu les

mêmes Lords? Le Lord North a déclaré poſitivement que nous étions obligés de remplir les conditions offertes par les actes conciliatoires de la derniere Seſſion, & les paroles données par les Commiſſaires qui les ont portés. Le Lord Germaine a ſoutenu le contraire. Il y a donc eu faction, mécontentement & déſunion dans le cœur même du Gouvernement exécuteur. Comment étoit-il poſſible que des meſures ſi contradictoires dans leur principes, puſſent réuſſir, ou que les deux plans, ou l'un des deux, puſſent être efficacement exécutés ſous des Conſeils auſſi diſcordans? «

Le Colonel Barré, après avoir parlé quelque tems ſur les différends entre le Lord North & le Lord Germaine, tant au Parlement que dans le Cabinet, tâcha d'égayer les débats, en repréſentant ces Lords comme auteurs de certains paragraphes qui paroiſſoient dans les papiers publics: nouvelle preuve, autentique, dit-il, que ces deux Lords ſe querellent même par écrit, & qu'à l'inſtar de quelques grands hommes perſécutés, ils cherchent à la Barre du Public, la juſtice que chacun d'eux s'imagine lui être refuſée par ſon Antagoniſte. (Ceci fait alluſion à une défenſe que le Gouverneur Johnſtone a faite de l'appel du Chevalier Hugh Palliſer, dans le Morning-Poſt.)

Un des deux Lords dit à l'autre dans le Morning-Poſt: » Vous étiez à cinquante milles de Londres, lorſqu'on y reçut la nouvelle que le

Comte d'Eſtaing avoit mis à la voile de Toulon. « — » Non, replique celui-ci, je n'étois qu'à huit milles, & vous étiez à vingt. « Ailleurs voici comme un de ces Meſſieurs apoſtrophe l'autre: » On ne peut pouſſer plus loin que vous la pareſſe & la négligence. Il y a long-tems que la guerre d'Amérique ſeroit heureuſement terminée, ſi vous aviez mis en œuvre les moyens qui étoient en votre pouvoir. « — » Non pas, répond l'autre avec autant de vivacité, ce n'eſt point à la Tréſorerie qu'il faut s'en prendre, mais aux autres Départemens qui ne fourniſſent ni vaiſſeaux, ni hommes pour les monter. « Après avoir décrit de la maniere la plus plaiſante la guerre que ſe font les Miniſtres dans le *Morning-Poſt* & dans le *Public Advertiſer*, M. Barré prend le ton ſérieux: » Il n'eſt pas étonnant, dit-il, que l'eſprit de déſunion, de faction, de cabale & de mécontentement, gagne tous les Départemens inférieurs de l'Etat, quand on voit ſa ſource remonter juſqu'aux principaux Chefs de l'Adminiſtration, & qu'ils ne rougiſſent pas de publier leurs démêlés par la voie de l'impreſſion, & de mettre dans cette indécente plaidoirie un éclat qui décréditeroit deux Marchands d'Orviétan. «

Le Colonel remplit au moins ſon principal objet, en excitant des éclats de rire, que l'on entendit partir à la fois de toute la Chambre, & preſque de tous les bancs, à

l'exception de celui où étoient les deux Lords.

Le Lord North nia que ni lui ni le Lord Germaine eussent jamais eu des discussions dans le Conseil & dans le Parlement. » Nous pouvons, a t-il dit, nous être exprimés d'une maniere différente, mais nos opinions ont toujours été les mêmes pour le fonds. Il est certain qu'à l'époque dont a parlé le Lord Germaine, mon sentiment étoit qu'il falloit traiter avec les Rebelles armés; & dans la même circonstance, j'aurai toujours le même avis. Le Lord Germaine n'avoit pas d'autres vues que moi, il vouloit effectuer ce que l'acte prohibitoire autorisoit. Cet acte ne donnoit point le pouvoir de traiter des moyens de la soumission; mais il n'astreignoit pas non plus les Commissaires au point de les empêcher de prêter l'oreille aux ouvertures de soumission des Rebelles, & aux propositions qu'ils pourroient faire à ce sujet. Il y a sans doute une grande différence entre accepter ces ouvertures, & les recevoir pour les envoyer en Angleterre, afin que le Parlement les prenne en considération & prononce définitivement sur leur contenu. «

» Le Colonel Barré me qualifie d'Ecrivain pour les Gazettes. Je puis l'assurer que je n'ai jamais eu la moindre correspondance avec le *Morning-Post*, ni avec le *Public Advertiser*: c'est un *avantage* que je ne me suis point encore procuré, & je ne suis pas as-

ſez jaloux des honneurs de la preſſe, pour débuter par un article de Gazette. Je n'ai jamais fait ce métier, & je crois pouvoir affirmer que je ne le ferai jamais. Au ſurplus je proteſte ici ſur mon honneur que je ne connois en aucune maniere l'auteur des articles en queſtion, ſi tant eſt qu'ils aient jamais paru dans les Gazettes. «

Le Lord *George Germaine* proteſta qu'il étoit dans les mêmes ſentimens. » Je ſuis très ſurpris, dit-il, que le Colonel Barré attache une ſi grande importance à des articles de Gazettes. Ce ſont-là, en vérité, des preuves bien victorieuſes des diviſions qu'il ſuppoſe dans le Cabinet. Pour moi, je puis l'aſſurer que je n'ai pas le bonheur d'en connoître l'exiſtence. Au ſurplus, s'il regarde tous les paragraphes des Gazettes, comme autant d'articles de foi, la ſienne a de quoi s'exercer, & je ne doute pas que pour un ſcheling les Gazettes n'impriment en tout tems autant de paragraphes qu'on le jugera à propos, pour démontrer de la maniere la plus circonſtanciée que dans tout le Cabinet il n'y a pas deux Miniſtres qui ſoient d'accord entr'eux. «

» Quant aux objets traités dans d'anciens débats, ils ſont abſolument étrangers à la queſtion actuelle. Je proteſte ne me rappeller en aucune maniere de m'être jamais ſervi de cette expreſſion : *Le Lord North & moi nous ne ſommes pas du même avis dans le*

Conſeil, *& je le lui ai dit.* Je ſuis très-sûr, au contraire, de n'avoir jamais tenu un pareil langage, parce qu'il n'a pas le moindre fondement. Au ſurplus, il n'eſt pas honnête de répéter des mots qui peuvent échapper dans la chaleur des débats, mais je le répete, ma mémoire & mes ſentimens, tout me prouve que je n'ai certainement point tenu un pareil propos, parce que je ne me ſuis jamais trouvé dans une circonſtance où j'aie pu me croire obligé de contrarier & d'arrêter les meſures nationales. «

Le Colonel *Barré*, après avoir inſiſté ſur ce qu'il avoit dit relativement aux expreſſions & à la contrariété des avis dans le débat en queſtion, pourſuivit en ces termes: » Quant à la petite guerre des Gazettes, je commence à croire que le Lord North n'y a point de part, & que ces eſcarmouches n'ont eu lieu qu'entre le Lord Germaine & le Comte de Sandwich qui s'amuſoit alors à Portſmouth avec ſes *timbales* & ſes *régattas* (a). D'ailleurs, mon objet en rappellant ces circonſtances ridicules, n'eſt point de profiter d'un incident frivole pour le vain plaiſir de prolonger un débat. Un intérêt bien plus noble m'anime. J'ai voulu convaincre la Chambre, d'abord que l'eſprit de cabale & de déſunion étoit le premier principe des meſures

(*a*) Partie de plaiſir ſur l'eau, c'eſt-à-dire la revue & les évolutions des vaiſſeaux.

ſures que l'on a priſes relativement à l'Amérique ; enſuite, lui rappeller que le 27 Avril 1778, jour auquel on a ſu à Londres le départ du Comte d'Eſtaing pour l'Amérique, il n'y avoit pas dans cette Ville un ſeul Miniſtre pour ouvrir les paquets du Courier & pour donner des ordres en conſéquence. L'un étoit à quatre lieues, & n'a reçu aucun avis, l'autre à ſeize, l'autre à cinquante; le premier Lord de l'Amirauté s'amuſoit à Portſmouth avec ſes timbales, ſes pavillons & ſes banderoles, tandis que le Lord North ſe tenoit la bouche béante à conſidérer les merveilles qu'opéroient ſes dignes collegues. «

» Telle étoit la ſituation de la Grande-Bretagne dans un moment auſſi critique. Cependant j'aurois pu avoir la complaiſance de ne point lever le rideau qui couvroit cette ſcène dégoutante, ſi du moins les Miniſtres à leur retour s'étoient occupés des moyens de réparer le tems perdu. Mais, hélas! ce moment précieux ne fut employé qu'à ſe donner en ſpectacle par de nouveaux ridicules. Au lieu de faire partir le plutôt poſſible l'eſcadre de Byron, ils ſe ſont lâché des bordées de paragraphes & d'injures, & ce n'eſt qu'après s'être traîné tout à leur aiſe dans la fange des Gazettes, que les deux partis également déshonorés ont permis à Byron d'appareiller avec treize vaiſſeaux de ligne le 9 Juin, à près de deux mois du

moment où ils eurent appris le prochain départ du Comte d'Eſtaing.

Chambre des Pairs.

Le Jeudi 13 *Mai.* — Le Duc de Grafton informe la Chambre d'un ſoulèvement arrivé ſur le vaiſſeau de ligne la *Défiance*, dans lequel l'équipage a proteſté qu'il ne ſerviroit point ſous ſon Capitaine le ſieur Jacobs; & que s'il y étoit forcé, *il rendroit le vaiſſeau aux François.* En vain on fit venir main-forte, l'équipage révolté ſe rangea en bataille, & tourna deux pièces de 36 contre ceux qui vouloient le réduire, déclarant qu'il ne ſortiroit point de Spithéad, qu'il n'eût un autre Capitaine. Cet événement a retardé le départ de la flotte, qui eſt actuellement à Torbay avec un vent contraire; ce qui fait un grand tort aux Marchands dont les vaiſſeaux ſont aſſemblés pour profiter de l'eſcorte de l'Amiral *Arbuthnot*, qui a la *Défiance* ſous ſes ordres.

Le Lord *Sandwich*, contre qui l'oppoſition cherchoit à profiter de cet événement, aſſura la Chambre que l'équipage en queſtion étoit rentré dans le devoir; qu'il y avoit eu l'année dernière, dans la diviſion du Chevalier Harland, des émeutes pareilles qui n'avoient entraîné aucune fâcheuſe conſéquence.

Le Lord *Briſtol* demanda communication de la lettre par laquelle le Chevalier Harland

venoit de donner ſa démiſſion. Le Chancelier s'oppoſa à cette motion, ſur le prétexte, que ce ſeroit ſoumettre la diſcipline militaire à la juriſdiction du Parlement.

Le Lord *Shelburne* prétendit que le Parlement avoit le droit de connoître des cauſes qui avoient décidé un ſi grand nombre d'Officiers de tout rang à quitter le ſervice. Le Lord *Cambden* obſerva que les Amiraux *Hardy*, *Darby* & *Digby*, n'avoient pas ſervi depuis long-tems, & qu'on ne les avoit jamais vus chargés de commandement dans une action. Suivant ce Lord, tout le déſordre actuel de la marine provient des deux Conſeils de guerre tenus contre Keppel & Palliſer.

La motion fut rejettée par 52 voix contre 25.

Le Lord Chancelier, qui avoit pris la défenſe du Lord Sandwich, avoit laiſſé échapper cet aveu. » Notre ſituation eſt vraiment déplorable, & je ne ſais comment nous pourrons nous en tirer. « Le Lord Effingham en prit occaſion de faire à la Chambre l'ouverture d'une idée, qui, dit-il, l'occupoit depuis long-tems. C'étoit de faire accorder au Prince de Galles des diſpenſes d'âge pour aſſiſter au Parlement, afin que le Roi y eût au moins un ami, pour l'informer de l'opinion qu'on a dans le monde ſur l'état des affaires. Comme il n'en

fit point une motion en forme; cet avis tomba à terre.

Le Vendredi 14 *Mai.* — Le Lord Sandwich demanda la permiſſion de lire un Mémoire juſtificatif & apologétique de ſon adminiſtration relativement à l'Hôpital de Greenwich. Il fit voir, par pluſieurs détails, qu'il avoit rendu les plus grands ſervices à cette fondation, qui, en 1754, ne nourriſſoit que quatorze cens penſionnaires, & qui aujourd'hui en entretient deux mille deux cens. Il ſe défendit auſſi ſur ſept des douze chefs de l'accuſation intentée contre lui, jugeant ces ſept les ſeuls qui méritaſſent ſon attention, & celle de la Chambre. On procéda enſuite à l'audition de quelques témoins.

Chambre des Communes.

Le Vendredi 14 *Mai.* — Un Avocat eſt entendu de la part de la Ville de Londres, contre le projet d'étendre aux boutiques & aux magaſins le nouveau droit ſur les maiſons. Il inſiſte en vain pour qu'on n'impoſe point ſur le commerce cette nouvelle charge. Le Bill eſt approuvé, parce qu'il faut qu'il paye l'intérêt de l'emprunt de l'année dernière, & que, ſans cette extenſion, la taxe ne rendroit point une ſomme égale à l'intérêt du nouveau. L'oppoſition obtint ce-

pendant qu'il n'y auroit de ſujets à la taxe que les bâtimens attachés au manoir. Sur le ſurplus des objections, le Miniſtre l'emporta de 50 contre 28, & de 54 contre 15.

Chambre des Communes.

Le Lundi 17 Mai. — Le Bill pour les non conformiſtes, paſſe au Comité ſans oppoſition.

Le Bill de M. Luttrel ſur l'état de la marine paſſe à la négative ſans lever les voix. — Ce Député, ſoutenu dans toutes ſes aſſertions, par le ſuffrage de M. Burke, avoit informé la Chambre qu'il y avoit eu des émeutes, non pas ſur le ſeul vaiſſeau la *Défiance*, mais ſur preſque tous les vaiſſeaux de l'eſcadre : qu'elles étoient provenues des mécontentemens des équipages, ſur ce que leurs Capitaines avoient été changés à l'occaſion du Conſeil de guerre de Keppel ; ſur ce qu'ils n'avoient aucune confiance dans les Commandans actuels ; ſur ce que leur paye leur étoit retenue. Il cita des équipages qui ont fait trois ans de campagne en Amérique, & qui non-ſeulement n'en ont pas reçu la paye, mais ont été tranſportés ſur d'autres bords, & ont retourné à la mer, ſans l'avoir reçue ; ce qui eſt abſolument contre les regles de la marine. — Il fit voir que l'expédition tentée par un armement particulier de Saint-Malo

contre l'Isle de Jersey, avoit fait un mal considérable à l'Angleterre, par le tems précieux qu'avoit perdu l'Amiral Arbuthnot. Il reprocha à l'Amirauté qu'aucune frégate ne s'étant trouvée à portée de cette Isle, le Gouvernement n'avoit su que le Dimanche 31 Avril, que l'ennemi y avoit paru le Jeudi 28 : — qu'il avoit vu à Portsmouth tous les équipages découragés par la promotion de *Darby* à un commandement, après avoir été seize ans sans servir, & quoiqu'il ne fût encore qu'un simple Capitaine.

Chambre des Pairs.

Le Mardi 18 *Mai.* — Une Commission du Roi, donne devant le Parlement rassemblé, l'agrément de Sa Majesté aux Bills suivans.

Pour adoucir le sort des Ministres & Maîtres d'Ecole non conformistes.

Pour permettre que le tabac du crû de l'Irlande puisse entrer dans la Grande Bretagne.

Pour accorder, pendant un tems limité, une gratification à ceux qui importeront en Angleterre le chanvre du crû de l'Irlande.

Pour accorder une remise de droits sur les vins étrangers exportés de la Grande-Bretagne à l'Amérique ou à l'Inde.

Chambre des Communes.

Le Mardi 18 *Mai.* — Le Chevalier W.

Howe déclare qu'il n'a plus de témoins à faire entendre, relativement au parti qu'il a pris en 1777, de gagner Philadelphie par la riviere de Chésapeak, plutôt que par celle de Delaware, ce qui forme la première partie de son enquête. — Le Général Burgoyne demande que la Chambre s'occupe le 20, de la sienne sur l'expédition du nord aussi en 1777. — Sa motion est agréée, malgré une vive opposition de M. Rigby, qui s'obstinoit à ne voir en ce Général qu'un prisonnier des Rebelles, dont le Parlement n'étoit point le Juge compétent.

Il fut reconnu par Mylord Germaine, qu'on ne pouvoit point se dispenser d'entrer dans l'examen de cette affaire, à cause de sa liaison avec l'expédition du sud, les deux ne formant qu'un grand tout. En conséquence, le Comité, au lieu d'être dissous, s'ajourna au Jeudi 20.

Le Mercredi 19 *Mai.* — Le Lord North informe la Chambre de l'expiration prochaine de la Chartre de la Compagnie des Indes. Il déclare qu'il espere lever une forte partie du subside de l'année 1780, par les arrangemens à faire avec cette Compagnie. Il propose un Bill, pour empêcher la Compagnie de donner l'année prochaine un dividende plus fort que huit pour cent, afin de conserver les moyens d'aider le Gouvernement en échange du renouvellement de

ſa Chartre. Le Lord *Newhaven* demanda au Lord North à qui appartenoient les revenus territoriaux de la Compagnie, dont le même Bill lui aſſurera la jouiſſance encore pendant un an.

Le Miniſtre répond que c'étoit une queſtion non encore décidée. On lui reprocha qu'il avoit ſubtiliſé à la Compagnie, la nomination de ſes Officiers; qu'il s'étoit ingéré dans ſes affaires, pour la mettre plus aiſément à contribution. Tout ce que le Colonel Barré & d'autres purent dire, n'empêcha pas que le Lord North n'obtint la permiſſion de préſenter le Bill. — Le Colonel Barré lui demanda comment il comptoit lever les 1,200,000 livres qu'à l'ouverture du Budget, il avoit annoncé devoir ſe procurer par des ſuretés commerçables de la Compagnie. — Il répondit que la Compagnie ne s'étant pas arrangée pour les conditions qu'il avoit propoſées, il lèveroit cette ſomme par des billets d'Echiquier.

Il ne ſera fait dans cette ſeſſion aucun changement aux affaires de l'Inde, ſi ce n'eſt d'étendre à une autre année le Bill relatif au Conſeil ſuprême. Les papiers pour le nouvel arrangement reſteront ſur le Bureau, juſqu'à la ſeſſion prochaine.

Le Jeudi 20 *Mai.* — Le Lord Beauchamp fait une motion, pour qu'un acte de la treizième année de George premier, pour em-

pêcher les pourſuites vexatoires en Juſtice, ſoit expliqué par un nouvel acte. L'objet de cette motion eſt de diminuer le nombre des empriſonnemens pour de petites dettes. La motion, ſecondée par M. Dunning, paſſe unanimement. Cet acte d'humanité du Lord Beauchamp a ſon principe dans une ſociété pour le ſoulagement des priſonniers pour petites dettes de laquelle il eſt Membre. On a cependant obſervé qu'il feroit tort au revenu du Roi de plus de 60,000 livres ſterling par an, & feroit perdre le crédit ſur lequel les affaires ſe font dans le petit peuple.

Le Jeudi 20 *Mai.* — Première lecture de la Chartre de la Compagnie des Indes. — Comité ſur l'expédition par le nord de l'Amérique. — Le Général Burgoyne fait un récit très-curieux de toute ſon expédition. — Il parle de ſa nomination, de ſa correſpondance & de ſes opérations, depuis ſa lettre du mois de Mars 1777, au Chevalier W. Howe, juſqu'à l'affaire de Saratoga.

Le Chevalier Guy Carleton fut entendu. Il s'excuſa de répondre à cette queſtion du Colonel Barré. — » Si les ordres donnés au Général Burgoyne étoient abſolus pour *gagner* à Albany. « Après d'aſſez longs débats pour ſavoir ſi on exigeroit de lui d'y répondre, M. Dunning en fit voir la convenance & la néceſſité. Sa réponſe fut claire;

pleine & ſatisfaiſante. Le Général Burgoyne dut être content de l'examen. Cependant le Chevalier Carleton s'excuſa de dire s'il jugeoit que les ordres envoyés d'Angleterre étoient péremptoires.

Le Colonel Barré ſuccomba dans une motion pour faire produire la correſpondance du Chevalier Carleton & du Général Burgoyne, par une pluralité de 11 ; ſavoir 28, contre 17.

Le Vendredi 21 *Mai.* — La Chambre étant en Comité de ſubſides, M. Bamber Gaſcoyne, demanda qu'il fût octroyé 2,500 livres ſterling, pour le relèvement des côtes en Amérique ; & diverſes ſommes pour les établiſſemens civils de la nouvelle Ecoſſe, & des Florides, dont 5650 livres pour le Sénégal, &c. — M. Burke fit quelque oppoſition à la demande concernant le relèvement des côtes ; quoiqu'il ne fût point fâché, dit-il, n'importe à qui l'Amérique appartiendra, & pour l'intérêt ſeul de la navigation, de voir de bonnes cartes des côtes de l'Amérique. Il fut parlé avec éloge, à cette occaſion, de celles de M. *Debar.* Ce Géographe travaille depuis deux ans à ce relèvement, qui eſt heureuſement terminé. Ses planches ſeront les meilleures qui aient paru. Elles ſe vendront un shilling pièce, & il y en aura neuf volumes.

M. Dempſter accuſa les Miniſtres d'avoir

laiſſé le Sénégal ſans proviſions, par une fauſſe économie, en différant trop long-tems pour une bagatelle, de conclure un marché avec l'Entrepreneur, pour y faire paſſer des vivres. Il leur reprocha pareillement de n'y avoir pas entretenu des forces navales ſuffiſantes.

Le Lord North juſtifia le Gouvernement, en faiſant voir qu'il étoit impoſſible de garder un établiſſement, tel que le Sénégal, à une ſi grande diſtance. Suivant lui, il vaudroit mieux abandonner tous les poſtes ſemblables à la Compagnie d'Afrique: il déclara qu'on eût pris ce parti, il y a déjà long tems, ſi on n'eût pas craint de ſoulever contre le port de Londres, tous les autres ports du Royaume, qui font auſſi le commerce d'Afrique. — Enfin on diſcuta les moyens d'adminiſtrer le Sénégal, comme s'il étoit encore au pouvoir de la Nation angloiſe. La ſomme demandée étoit de 5,650 livres ſterling. — M. Gaſcoyne ne put point obtenir qu'elle fût octroyée pour cet établiſſement; M. Bamber Gaſcoyne avoit cependant déclaré que les 5,600 livres ſerviroient au payement des Officiers civils, embarqués pour le Sénégal avant qu'on eût connoiſſance de ſa priſe par le Duc de Lauzun. Il fut dit que le Roi ſeroit ſupplié de pourvoir à leur payement, ſur d'autres fonds qui ſeroient rembourſés par la Chambre.

Le Mercredi 26 Mai. — Confirmation des Octrois faits le 21, par le Comité de subside.

L'etabliſſement civil de Saint-Jean en Amérique................	3,150 l.
Dito de la Géorgie..............	2,900
Dito de la Floride occidentale...	4,900
Dito de la Floride orientale.....	4,900
Dito de la nouvelle Ecoſſe......	4,796
Pour le relèvement des côtes d'Amérique.....................	2,041

En Comité de ſubſides. — Le Lord North demande qu'il ſoit octroyé une ſomme de 60,000 livres ſterling, pour les loyaliſtes Américains réfugiés. Cette ſomme eſt plus forte de 3,000 livres, que l'année dernière. Il promet à la Chambre que l'année prochaine elle ſera diminuée, pluſieurs réfugiés de la Georgie y étant retournés.

On demanda en vain au Lord North, les noms de ceux qui étoient aſſiſtés ſur ce fonds, pour voir ſi les Américains dont la Chambre entend quelquefois le témoignage, ne ſeroient pas du nombre des penſionnaires du Miniſtre. — La motion paſſa ſans lever les voix.

En comité des moyens, le même Miniſtre fit une propoſition qui fut pareillement agréée. Il s'agiſſoit de convertir en droit de timbre, ſur le parchemin néceſſaire à certains actes, le nouvel impôt mis ſur les chandelles, le ſavon & le cuir ; & ſur les

batiſtes étrangeres, lequel doit rendre 26,033 livres, pour les intérêts du dernier emprunt. Ce fut le moment où il déclara, que les repréſentations de l'Ecoſſe le décidoient à ne point retirer la prohibition ſur les batiſtes étrangeres, pour les ſoumettre à un impôt.

Le Lord Beauchamp fit une motion en faveur de l'Irlande, qui paſſa ſans qu'on levât les voix. — Elle porte que le Roi ſeroit ſupplié de faire communiquer à la Chambre des états du commerce de la Grande-Bretagne & de l'Irlande, ſur leſquels on puiſſe dreſſer un plan utile à l'accroiſſement de la force, de la proſpérité & de la richeſſe des deux Royaumes. Le Lord Beauchamp inſiſta fortement ſur la néceſſité de tenir à l'Irlande la promeſſe qui lui a été faite de reviſer ſes Loix mercantiles. M. Pelham, qui ſeconda la motion, fit obſerver, qu'il y avoit un million & demi de Sujets en Irlande qui n'étoient attachés au ſol par aucun intérêt, & qui, en cas d'invaſion, ſeroient auſſi bien de dangereux ennemis que d'utiles amis.

M. Conolly donna à la Chambre les détails ſuivans.

A la fin de la guerre derniere, l'Irlande ne devoit rien, & elle avoit en caiſſe 500,000 livres ſterling.

Aujourd'hui ſon Echiquier eſt épuiſé, & elle doit 700,000 livres ſterling, qu'elle a

empruntées en fondant des annuités. Dans la prochaine ſeſſion, elle ſera obligée d'emprunter (ſi elle le trouve) un demi-million de plus. — Il ajouta que les quatorze mille Volontaires qui ſe trouvent armés aujourd'hui en Irlande, devoient, dans de pareilles circonſtances, donner de l'inquiétude au Gouvernement.

Le parti miniſtériel déclara aſſez nettement que l'affaire d'Irlande n'étoit pas la premiere dont il pût s'occuper. — Le Chevalier George Young obſerva que les Irlandois s'y étoient bien attendus, & qu'ils ne pouvoient pas mettre grande confiance dans des Miniſtres par qui les biens fonds en Angleterre ont été réduits dans leur valeur de 33 à 25 années du produit, & les effets du crédit public de 89 à 60.

Chambre des Pairs.

Le Jeudi 27 *Mai.* — Le Marquis de Rockingham fait des efforts inutiles pour perſuader à la Chambre que l'affaire de l'Irlande ne peut pas ſouffrir de délai. Le parti miniſtériel ſoutient qu'on ne peut point ſavoir ce que veut ce Royaume, & ce qu'on peut lui accorder, ſans avoir lû une immenſité de papiers, ce qui ne peut ſe faire que pour l'ouverture de la prochaine Seſſion.

Chambre des Communes.

Le Jeudi 27 Mai. — Le comité ſur les affaires d'Amérique entend le Lord Balcaras & le Capitaine Money, dont les réponſes ſont favorables au Général Burgoyne.

Le Vendredi 28 Mai. Diverſes modifications propoſées au Bill pour la nouvelle taxe ſur les maiſons, ſont rejettées par les pluralités ſuivantes. — 74 contre 29. — 72 contre 19. — 69 contre 18.

L'Alderman Sawbridge avoit demandé que les maiſons qui ne tiroient leur valeur que d'un jardin en dépendant, fuſſent exemptes de la taxe, s'il étoit vrai que ce n'étoit point une taxe ſur les terres. — A cette occaſion, le Chevalier Gray Cooper, qui ſoutenoit l'opinion contraire, rapporta que l'année derniere la Ville de Bridgewater, ſous ce prétexte, s'étoit diſpenſée de payer un ſeul ſol de la taxe.

Le Lundi 31 Mai. La Chambre fut en Comité de voyes & moyens.

[Ce qu'il y a d'eſſentiel à ſavoir de la ſéance du 31 Mai, qui roula ſur les affaires de Finance, ſe trouve dans les Lettres du Banquier, N°. 71 & 72.]

Le Lord North annonça que les ſubſides pour l'année ſe monteroient à 15,178,246 liv. 4 ſ. 6 d. que les moyens trouvés juſqu'à

ce jour resteroient de 3,578,000 au dessous de cette somme. — Il propose de prendre sur le produit attendu du fonds d'amortissement 2,178,900 liv. & par billets d'Echiquier 1,400,000 liv. Il assure la Chambre que les ressources qu'il tirera l'année prochaine de la Compagnie des Indes rempliront tout ce qu'il prend actuellement par anticipation sur le revenu de cette année.

Chambre des Pairs.

Le Lundi 31 *Mai.* — L'agrément du Roi est donné par une commission à divers bills d'administration.

Chambre des Pairs.

Le Mardi premier Juin. — Débats sur le Bill pour taxer les maisons. Il est arrêté par une pluralité de 15 contre 12, qu'on ne peut point admettre la pétition de Londres présentée par le Marquis de Rockingham, vû qu'il s'agit d'un Bill bursal.

La pétition exposoit que la nouvelle taxe seroit trop onéreuse au commerce & à l'industrie; — que c'étoit une vraie taxe sur le commerce, en ce que les bâtimens qui lui sont utiles, s'y trouvoient taxés, ce qui n'avoit point lieu dans l'acte précédent; — qu'elle étoit d'autant plus affligeante, qu'on la

la levoit pour une guerre déſagréable aux Habitans de Londres.

Il parut par les états de recette que les débats donnerent lieu de produire, que par la derniere taxe on avoit compté tirer trente mille livres ſterling de Londres & de Middelſex qui n'avoient produit que mille livres. — Que l'eſtimation de l'Ecoſſe avoit été à trois mille livres, & qu'elle n'avoit rien rendu.

Chambre des Communes.

Le Mardi premier Juin. — Le Lord North préſente à la Chambre un Meſſage par lequel Sa Majeſté demande à être autoriſé à ſe procurer les ſommes que certaines nouvelles circonſtances très inquiétantes (la jonction prévue de l'Eſpagne avec la France) pourront la mettre dans la néceſſité d'emprunter. Le Meſſage eſt renvoyé à un comité de la Chambre.

Le comité des Affaires d'Amérique reprend l'enquête ſur l'expédition du Nord. Le Comte de Harrington, qui étoit un des Aides-de-camp du Général Burgoyne, ſous le nom de Lord Petersham, donne les plus grands éloges à ſa conduite, à ſa ſageſſe, à ſa bravoure & à ſon humanité.

La Chambre approuva les arrêtés ſuivans, pris la veille par le Comité de Subſide.

Il ſera appliqué audit ſubſide une ſomme

reſtante dans l'Echiquier, de... 200,071 l.

Dito, de.................. 207,063

Enfin le produit des droits provenans de la gomme Sénégal, juſqu'au 5 Avril 1780.

Chambre des Pairs.

Le Mercredi 2 Juin. — Mylord Shelburne remet ſur le tapis les affaires d'Irlande.

Ce Royaume, en l'année 1759, avoit dans ſon échiquier, ou dans ſon crédit, une ſomme de 400,000 liv.

En 1779, il eſt endetté de 1,400,00 liv. pour les intérêts deſquels ſont établis des impôts : en outre de 600,000 liv. non fondés, c'eſt-à-dire, dont les intérêts ſe payent ſur le revenu, & encore de 300,000 liv. pour leſquels il s'eſt engagé. — de ſorte que dans un intervalle de vingt ans, ce Royaume a dépenſé près de 3,000,000 de plus que ſes ſubſides. — Il parla des aſſociations formées dans ce Royaume contre le commerce de l'Angleterre. Il fit une courte excurſion ſur l'Eſpagne, en l'amitié de laquelle il dit que l'Angleterre n'avoit pas droit de mettre grande confiance, quels que fuſſent à ce ſujet les ſentimens manifeſtés dans la Chambre par le Lord Stormont. Enfin il conclud par une motion pour demander au Roi de ſe faire rendre compte des meſures déjà priſes pour ſatisfaire l'Irlande ; d'ordonner au Parlement de s'occuper, ſans diſcontinuer, du

redreſſement des griefs de l'Irlande, & même de faire convoquer le Parlement de ce Royaume. La motion fut rejettée par 61 contre 32.

Chambre des Communes.

Le Mercredi 2 Juin. — Le Lord North demande un vote de crédit d'un million. — M. T. Townshend s'appuyant ſur l'uſage, qui permet l'examen de l'état général des affaires de la Nation, lorſque la Chambre fait ſes octrois d'argent, traita de la ſituation actuelle des choſes, ſur le continent de l'Amérique, où Clinton reſte avec des forces inſuffiſantes, ſur l'impoſſibilité où eſt Byron de détacher des vaiſſeaux pour renvoyer à Clinton le peu qui reſte de la garniſon de Sainte Lucie. Il fit voir les plus vives appréhenſions, s'il ſe vérifioit que la médiation de l'Eſpagne étoit ceſſée. Il reprocha aux Miniſtres leur indolence, quant aux Intérêts de l'Irlande, & leur mauvaiſe volonté aſſez manifeſte en ce qu'ils n'avoient point voulu y accorder aux non conformiſtes les adouciſſemens accordés aux Catholiques. — Enfin il demanda ſi on étoit toujours réſolu à exiger de l'Amérique une ſoumiſſion abſolue.

Mylord North, ſur ce dernier article, aſſura la Chambre, que le Conſeil n'avoit jamais eu l'intention de donner des fers à

l'Amérique, mais ſeulement de maintenir à ſon égard les juſtes droits de l'Angleterre. Quant à l'Eſpagne, il avoua que la médiation étoit rompue; mais il aſſura que cette Puiſſance étoit toujours dans les mêmes diſpoſitions amicales à l'égard de l'Angleterre: qu'elle faiſoit les mêmes proteſtations que ci-devant de ſon déſir de la paix: qu'il ne s'étoit fait aucune réunion de la France & de l'Eſpagne; mais que les mêmes armemens que le Roi avoit eus en vue dans le Diſcours de l'ouverture de la Seſſion, continuant encore, Sa Majeſté ne pouvoit s'empêcher de les voir d'un œil inquiet. — Il répondit au ſujet de l'Irlande, qu'il y avoit beaucoup d'exagération dans le danger que l'on vouloit voir de ce côté là. — Enfin la motion du vote d'un million, paſſa ſans qu'on levât les voix.

Le Jeudi 3 Juin. Le Colonel Kingſtone, entendu ſur la derniere campagne de Burgoyne, juſtifie ce Général ſur les points capitaux de ſa conduite On avoit fait auparavant le rapport du Comité pour le vote de crédit. La Chambre reçut ce rapport, quoiqu'elle ne fût pas compoſée de plus de vingt Membres, & malgré les réclamations du Chevalier Philipps Jennings Clerke.

Chambre des Pairs.

Le Lundi 7 Juin. — Le Duc de Richmond

dans un Difcours de deux heures, réfuma toutes les preuves qu'il a produites contre la mauvaife adminiftration de l'Hôpital des gens de mer à Gréenwich. Il conclud par cette motion, qu'il foit fait un Bill pour remettre l'ordre dans cette adminiftration, & que le Capitaine Baillie, ci devant Lieutenant- de Gouverneur de cet Hôpital, foit recommandé aux bontés du Roi, comme ayant été injuftement deftitué de cette place. — Une pluralité de 67 contre 25, fait rejetter cette motion. — Le Duc de Richmond s'étant élevé avec chaleur contre cette décifion, quitta la Chambre, fuivi du Lord Effingham & de quelques autres. Le Lord Bathurft demanda qu'il fût dit par la Chambre que mal à-propos on l'avoit engagée dans cette enquête. — Le Duc de Chandos propofa de plus, que la Chambre adrefsât des remercimens au Lord Sandwich, pour la fageffe & l'intelligence avec laquelle il s'eft conduit dans cette adminiftration. — Ce qui fut agréé.

Chambre des Communes.

Le Lundi 7 Juin. — Le Bill pour le vote d'un million paffe malgré les inftances que fait M. Jennings pour que la Chambre délibere encore avant de s'y décider. Il repréfente inutilement que le Roi, dans fon dernier meffage, ayant parlé d'événemens qui

pourroient mettre l'Etat en danger, & de la néceſſité de pourvoir à la défenſe du Royaume, la Chambre a le plus grand intérêt à examiner l'état de la Nation, avant que de mettre en la main des Miniſtres des ſommes ſi conſidérables.

P. S. du 31 Août.

SANS DOUTE, Monſieur, vous ne voyez plus dans la Marine Angloiſe ce rempart inexpugnable qui devoit raſſurer la Grande-Bretagne contre toutes menaces d'invaſion. Le conſeil de ſes Amiraux ne l'avoit point trompée lorſqu'il déclara que même avec le double de ſes forces navales, ils ne répondroient point de garantir ſes côtes. Mais il n'y a encore qu'une partie de cet Oracle qui ſe ſoit vérifiée, par l'impoſſibilité où s'eſt vu le Chevalier Hardy de marcher à un ennemi qui s'eſt retiré avec la conviction que des vents ſeuls dépendoit le ſalut ou la perte de l'Angleterre. Ils ont ſoufflé de l'Eſt, & la grande eſcadre Angloiſe, armée au milieu de tant de contradictions, a encore éprouvé celle d'entendre la nation entiere l'appeller en vain à ſon ſecours. Dans une autre ſaiſon, ils ſouffleront du Sud-Oueſt pour porter nos vaiſſeaux juſqu'à l'entrée de ſes ports où les ſiens ſeront renfermés, tandis que ſon rivage & ſes campagnes ſe couvriront de nos bataillons. Le tems n'eſt peut-

être pas éloigné où l'on se demandera, comment, avec une sûreté si précaire, cette nation pouvoit-elle être si injuste, si ambitieuse & si arrogante ? En attendant, je vais vous rendre compte de mon mieux de tout ce qui s'est passé depuis cette premiere allarme. Ce sera un intermede amusant, quoique les effets en aient été très-sérieux : quoique l'étonnement & la terreur qui l'ont accompagnée & suivie se soient gravés pour jamais dans le souvenir de cette nation. Si le moment d'après le départ de l'armée combinée, on n'en a plus retrouvé la trace sur cette partie mobile de l'Empire Britannique, en récompense elle a laissé dans les esprits une impression si vive & si profonde, que je ne crois point qu'une suite de siecles suffise pour l'effacer.

Extraits du Journal Patriotique.

LORSQUE l'armée combinée a paru devant Plymouth, le vent du Sud-Est opposoit un tel obstacle à la rentrée de l'Amiral Hardy dans la Manche, que la frégate le *Southampton*, revenant de l'escadre, a mis trois jours entiers, depuis le 17 jusqu'au 20, à revenir à sa station à la pointe du Lizard.

LE 20, comme le vent étoit un peu appaisé, on appréhendoit encore à Plymouth

le retour de l'armée combinée. Il y avoit trois jours que les troupes y passoient la nuit sous les armes.

Le 21, l'escadre du Chevalier Hardy étoit forte au plus de trente-sept vaisseaux de ligne: dans ce nombre il y en avoit trois qui à peine étoient en état de tenir la mer, & qu'il étoit impossible de mettre en ligne pour combattre. Ces trois vaisseaux ont été réparés avec des bois étrangers. Ceux qu'on prépare à la hâte dans les ports pour renforcer l'escadre, ne sont pas en meilleure condition.

Les dernieres nouvelles qu'on avoit eues du Chevalier Hardy le 22, étoient datées du 12, à quinze lieues au Sud Ouest des Sorlingues. Un de ses Capitaines écrivoit par cette occasion. » Un renfort de dix vaisseaux de ligne ne nous feroit pas autant de bien que le Lord Howe ou l'Amiral Keppel. Le Lord Howe a été le Jeudi 26 au lever du Roi, qui ne lui a pas dit un mot.

L'Amiral Hardy n'a encore reçu (aujourd'hui 31) aucun des renforts qui depuis long-tems lui sont destinés. La *Princesse Amélie*, vaisseau de 80 canons, ne peut pas faire d'autre service que celui de vaisseau de garde, à Stokesbay près de Portsmouth. Le *Barfleur* & le *Sandwich*, de 90, en réparation à Portsmouth, ne sont pas encore prêts, non

plus que le *Royal William*, de 80, & l'*Arrogant*, de 74. On croit l'*Alcide* & l'*Edgard*, de 74, sur le point de partir de la Tamise pour le joindre.

La consternation étoit prodigieuse à Portsmouth le 22, quoiqu'on fût assuré que l'armée combinée avoit quitté les côtes. On y travailloit jour & nuit aux fortifications. Les bouées avoient été enlevées : on avoit abattu la marque de terre de Kicker : on élevoit une redoute dans la baye de Stockes. Il y a eu un débat de plusieurs heures entre le Général Moukton & le Colonel Archer pour savoir si on abattroit la *Pointe*. Il a été convenu qu'elle seroit abattue au premier signal que donneroient deux frégates placées l'une à l'Est, l'autre à l'Ouest de l'Isle vers son extrémité. Il a été question d'abattre Gosport.

Les partisans des Ministres débitoient le 24 que toutes les lettres écrites au Chevalier Hardy depuis l'arrivée des escadres ennemies, lui recommandoient d'éviter le combat. Ce qui est regardé généralement comme certain, c'est que ses ordres lui prescrivoient de croiser pendant un mois entier sur les Sorlingues ; sans doute pour attendre la flotte de vingt vaisseaux de la Compagnie des Indes, qui a dû partir de l'Isle Sainte Helene vers le

15 Juillet, & qui peut arriver dans le cours de Septembre.

C'EST encore un fait dont tout le monde ici paroît aſſuré, que le Conſeil a été ſur le point de retirer le commandement de l'eſcadre au Chevalier Hardy ſous le prétexte de ſes infirmités, & de le donner au Chevalier Hugh Palliſer. C'eſt le Chancelier qui s'y eſt oppoſé avec une force dont le reſte du Conſeil a craint les ſuites.

Le 27, on ne ſavoit point encore à Plymouth où étoit l'eſcadre Angloiſe. Mais aujourd'hui 31 le bruit court qu'elle eſt rentrée dans ce port, & que la nouvelle en eſt arrivée ce matin.

Placard affiché à la Bourſe le 24 Août & renouvellé chaque jour juſqu'au 27.

Une livre & un denier ſterling à gagner.

Pour celui qui retrouvera l'eſcadre Angloiſe & un certain jeune Prince. — L'eſcadre de trente-huit vaiſſeaux de ligne eſt commandée par un Amiral portant perruque, en bonnet, la jambe emmaillotée de flanelle, avec des ſouliers tailladés. On eſt d'autant plus ſurpris qu'il ſe ſoit égaré, qu'il aime prodigieuſement le port. — Le jeune Prince n'eſt connu que par les fanfaronades que de lâches flatteurs lui mettent à la bouche. Si elles ſont de lui, il ſera encore trop payé.

Lorsque le Lieutenant du vaiſſeau le *Marlborough*, apprit au Lord Sandwich que les eſcadres de France & d'Eſpagne paroiſſoient dans la Manche, cet Officier trouva le Miniſtre décidé à n'en rien croire, quelques proteſtations qu'il pût lui faire & quelques détails qu'il pût lui donner, ayant vu & compté lui-même les vaiſſeaux. Enfin, Mylord Sandwich, ſe débarraſſa de lui, en chargeant l'Amiral Mann de l'entendre. L'Officier lui ayant répété toutes les circonſtances, le pria de lui dire s'il doutoit auſſi de ſon rapport. » Non en vérité, répondit le Chevalier Mann; mais je vois bien que Mylord n'en croit rien. « — Mylord partit le moment d'après pour Windſor, ſans doute pour empêcher le Roi de donner croyance aux rapports ſemblables qui lui viendroient.

On aſſure que ce n'étoit pas le premier qui étoit parvenu à Mylord Sandwich. — Quelques heures avant, un Officier Marinier étoit venu de Falmouth le trouver à ſa campagne, pendant ſon diner. Cet homme avoit fait grand bruit en entrant dans ſa cour, & Mylord qui mangeoit, dans ce moment-là, d'une hure de ſaumon, avoit laiſſé paſſer une arrête, qui l'incommodoit beaucoup. Le Matelot, tout eſſoufflé, entre en criant: » Mylord, les ennemis ſont ſur nos côtes. « Point de réponſe de Mylord; mais diverſes grimaces, que le meſſager prit pour des ſignes du dépit ou du chagrin que ſa nou-

velle causoit au Ministre. Il reprend son récit. » J'ai compté les vaisseaux, c'est une armée formidable. « A ce mot, Mylord, prenant tout-à-coup un air riant & satisfait, s'écrie : » Ah ! je l'ai avalée. « L'autre, qui ne savoit point ce qui se passoit dans l'intérieur du Ministre, lui réplique d'un ton pleureur : » Il n'y a pas là de quoi plaisanter ; j'appréhende bien plutôt que ce ne soit elle qui nous avale. «

Un troisième, dépêché pareillement de la côte, rencontra le même Lord, lorsqu'il arrivoit chez le Roi. Il courut à lui, imaginant lui apprendre la nouvelle. Mylord le prévint. » Ne m'allez-vous pas dire aussi que l'escadre françoise est dans nos eaux ? Il faut que vous soyez bien crédule. C'est l'escadre angloise. « — » En effet, répondit l'autre en affectant un air surpris, votre Seigneurie doit avoir raison. Elle nous a assurés dans le Parlement, que notre escadre seroit du double plus forte que celle de l'ennemi, & c'est à quoi ressemble celle que j'ai vue. «

La ville de Plymouth est en combustion, depuis l'arrivée des ordres de la Cour pour détruire tous les ouvrages que le Chevalier David Lindsay & le Capitaine Bockely, de l'avis des Amiraux & anciens Officiers de terre & de mer, avoient fait commencer avec la plus grande diligence, & qui devoient fermer efficacement l'entrée du port aux vaisseaux ennemis. Les Ministres pré-

tendent que ces ouvrages empêcheroient les vaiſſeaux anglois d'y trouver un aſyle, ſoit contre l'ennemi, ſoit contre les gros tems. Mais on eſt généralement perſuadé que c'eſt une pique de parti qui a fait donner ces ordres. Il en eſt de même pour les armes demandées par les Lieutenans des Comtés. Le Miniſtere s'obſtine à les refuſer, à moins que les Volontaires qui s'armeront, ne ſe rangent ſous les ordres des Commandans militaires. Il s'eſt tenu à ce ſujet, le Jeudi 26, une aſſemblée dans le Comté de Suſſex, où les débats ont été très-animés, & qui n'a point produit, à beaucoup près, au Gouvernement les ſecours que ſon parti s'étoit promis de lui procurer de la part de ce Comté, dans lequel l'influence du Duc de Richmond a prévalu.

Le Chevalier David Lindſay, Commandant des troupes à Plymouth, éprouve le déſagrément de ſe voir remplacé par le Chevalier William Draper. Le premier eſt pourtant neveu de Mylord Mansfield. Mais il eſt Whig outré, ainſi que ſon frere le marin, qui avoit rendu un témoignage favorable à l'Amiral Keppel. Ils feroient des miracles l'un & l'autre, qu'on ne voudroit point de leurs ſervices.

C'est au Chevalier Hardy que l'on veut s'en prendre de la perte du vaiſſeau de ligne

l'*Ardent*. Il n'avoit point laiſſé, dit-on, les ſignaux particuliers de ſon eſcadre, aux Commandans des ports ni de Portſmouth ni de Plymouth, le Chevalier Pye & le Lord Shuldham. En conſéquence, il n'a pas été poſſible à ce dernier d'avertir le Capitaine de l'*Ardent* de ſon danger. En vain le *Cormorant* tira pluſieurs coups de canon. M. Boteler ne comprît point ce qu'on vouloit lui faire entendre ; & il laiſſa écouler le moment dans lequel il auroit pu s'échapper.

Le premier mouvement.

VOICI comme la nouvelle de l'arrivée de l'ennemi ſur nos côtes fut accueillie de quelques gens.

Le Roi frappa du pied, mordit ſes ongles, & demanda Mylord Bute.

La Reine ſe mit à pleurer, en criant : *Eh mon pauvre fils!*

Mylord Mansfield alla donner des ordres à ſa caiſſe.

Mylord Bute laiſſa tomber un vaſe étruſque, & défendit ſa porte.

Mylord North ſourit & ronfla.

Mylord Weymouth prit ſa plume, la trempa dans l'encre, ſe recueillit un moment, & n'écrivit point.

Mylord Sandwich jura, & fredonna un air.

Mylord Germaine courut à une petite porte & s'enferma.

M. Rigby ſonna le garçon de taverne, pour une autre bouteille.

Le *Phénix*, de 44 canons, Capitaine Parker, commande une diviſion de frégates qui croiſe devant les ports de France dans la Manche; tandis que le *Winchelſea* de 32 canons, Capitaine Bateman, croiſe avec trois autres frégates & pluſieurs caiches, depuis les Dunes juſqu'à Briglethelmſtone. — Une autre petite eſcadre de caiches armées croiſe ſur les côtes d'Eſſex & de Kent. L'une & l'autre ont été formées d'après un plan donné par M. Bamber Gaſcoyne, un des Lords de l'Amirauté.

Pendant les quatre ou cinq jours que l'armée combinée a paſſés devant nos côtes, elle n'y a fait aucun mal aux habitans ni aux pêcheurs, dont les barques ont continué d'aller & venir comme à l'ordinaire. C'eſt une conduite bien différente de celle que nos vaiſſeaux tiennent en Amérique, où ils n'ont fait autre choſe dans les deux dernières campagnes, que voler les fermiers, & brûler les chaumières des pauvres: le tout pour obéir aux ordres *du meilleur des maîtres.*

Nouvelles ſûres de Charles-Town.

Il circule une lettre de l'armée du Général Prévôt, qui eſt donnée pour autentique.

L'Officier qui l'écrit paroît furieux contre les réfugiés & les déserteurs, sur la parole de qui on s'est engagé dans l'expédition contre Charles-Town. Il n'est pas venu dix hommes le joindre à l'armée angloise dans toute sa marche. Il se félicite de ce que le Général a ouvert les yeux, au moment où il alloit ne plus être tems d'éviter le sort de Burgoyne. L'armée a été sans cesse harcelée dans sa retraite jusqu'à Beaufort; où elle est arrivée, épuisée par la fatigue, les maladies, les accidens & les désertions; & d'où elle ne peut sortir qu'en s'ouvrant un chemin avec la bayonnette. Elle est à soixante & dix milles (vingt-trois lieues) de Charles-Town, & environnée d'ennemis de toutes parts.

Par cet évènement, singulièrement heureux pour les Etats-Unis & leurs alliés, l'Angleterre ne peut plus se flatter d'aucune conquête en Amérique; & ce sera beaucoup, si ses Généraux se maintiennent dans les postes de Halifax, de Rhode-Island & de New-York.

P. S. du premier Septembre.

ON ne veut pas croire ici, Monsieur, une nouvelle que je m'empresse de vous mander & que je me sens la confiance de vous garantir. Elle a été apportée par un vaisseau

vaiſſeau Hollandois qui a mouillé aux Dunes, arrivant de l'Iſle Saint Euſtache. C'eſt que l'Amiral Byron a été completement battu. & que M. le Comte d'Eſtaing a remis le Roi ſon maître en poſſeſſion de ſon Iſle de la Grenade. J'ai recueilli en ſubſtance des divers rapports qui me ſont parvenus, que le Comte d'Eſtaing avoit exécuté un débarquement à la Grenade le 3 ou le 4 Juillet, mais que le 6 il n'étoit maître encore que de quelques poſtes: que Byron s'eſt préſenté ce jour là avec toute ſon eſcadre, forte de vingt un vaiſſeaux de ligne, deux de 50 canons & ſix frégates, ayant ſous ſes ordres les Contre-Amiraux Rowley, Barrington & Parker: qu'il étoit ſuivi d'une flotte de bâtimens chargés de huit régimens, commandés par le Général Grant, formant à-peu-près quatre mille hommes: que le Comte d'Eſtaing ayant remonté ſur ſon vaiſſeau, & laiſſant une partie de ſon eſcadre pour garder ſes troupes, avoit marché à lui avec quinze vaiſſeaux ſeulement & l'avoit attaqué avec la plus grande vivacité: que le combat a été des plus animés, & non ſans une perte aſſez conſidérable du côté des François: que la nuit ſeule l'a fait ceſſer, les Anglois ayant neuf vaiſſeaux entierement déſemparés, dont trois leurs mâts abattus: que M. le Comte d'Eſtaing conſervant ſa poſition, avoit tenu ſes feux allumés toute la nuit: que l'Amiral Byron n'en avoit mis aucuns: que le

7, au matin, le reſte de l'eſcadre de M. d'Eſtaing s'étoit joint à lui, ce qui lui formoit vingt-trois vaiſſeaux de ligne, mais que l'armée navale Angloiſe n'avoit point reparu. Cette glorieuſe victoire a décidé le ſort de la Grenade, dont on dit cependant que le principal fort n'a pû être pris que l'épée à la main. Il eſt viſible que le Comte d'Eſtaing s'eſt abſtenu par prudence de prendre les vaiſſeaux Anglois que ſon feu avoit maltraités, parce qu'il n'auroit pû le faire qu'en s'engageant dans une pourſuite, qui l'auroit emporté plus loin qu'il n'auroit voulu, les courants étant contre lui. On aſſure que ces détails parviendront en France par un Lieutenant des vaiſſeaux du Roi, & que la relation en a été imprimée dans le principal fort de la Grenade.

IL ne ſe dit encore rien de certain ici ſur l'eſcadre du Chevalier Hardy : c'eſt-à-dire qu'on ne ſait point s'il a quitté ſa poſition des Sorlingues & s'il eſt rentré à Plymouth, comme le bruit en couroit hier.

FIN.

s'eſt engagée à payer au gouvernement 5 livres ſterling pour chacun de ces priſonniers en état de porter les armes, & qui ſera rendu à bord de ſes vaiſſeaux à la baye de Gilbraltar, d'ici au 25 Mars prochain incluſivement. «

1776. Octobre.

La Cour s'occupe toujours de la deſtitution de Meſſieurs Haſtings & Barwelle du Conſeil de Bengale; mais comme ils ont de nombreux amis parmis les Actionaires & que le plus grand nombre des Directeurs eſt de leur côté, il eſt douteux que les Miniſtres parviennent à leurs fins. — Ceux-ci travaillent auſſi à engager la Compagnie a faire des efforts extraordinaires pour ſoulager le Gouvernement dans les exceſſives dépenſes que la réduction de l'Amérique va lui coûter. Ils avoient d'abord voulu fouiller dans les poches le piſtolet à la main : aujourd'hui c'eſt avec plus de civilité qu'ils demandent la bourſe. On cache le piſtolet pour ne pas faire crier les femmes.

On écrit du Bengale que l'on va s'occuper de deux entrepriſes importantes ; l'une eſt la conſtruction d'un grand-chemin de quatre cents milles de long, qui ira de Calcuta à Bénarés ; l'autre celle d'un canal navigable, qu'on ſe propoſe de conduire de Calcuta aux Lacs-Salés ce qui ouvrira un paſſage prompt & aiſé juſqu'à Dacca, Bakergunge & Chittagonge. Rien ne pouvoit mieux être imaginé pour faciliter le commerce & en

1776. Octobre.

augmenter les avantages. Le Major Folley, Ingénieur au ſervice de la Compagnie des Indes, l'entreprend à ſes frais; pour ſe rembourſer, il percevra pendant un nombre d'années, les droits qui ſeront impoſés ſur cette navigation. Le canal eſt déja commencé.

Extrait d'une Lettre écrite de Calcuta, en date du 26 Mars 1776.

« Depuis la nouvelle forme que l'on a donnée à notre Gouvernement, le thermometre politique eſt à ſon plus haut degré; les trois nouveaux Membres du Conſeil ſont acharnés contre les deux anciens, & leurs diſputes ne finiſſent pas. Il ſeroit difficile de décider de quel côté eſt le plus grand tort; je ne ſaurois cependant m'empêcher de trouver à redire à la maniere dure & hautaine avec laquelle ces nouveaux venus traitent le Gouverneur Haſtings. Ce particulier a eu en vue les intérêts de la Compagnie; il lui a épargné la dépenſe d'un tiers de ſes troupes & a fait entrer beaucoup d'argent dans les coffres de cette Préſidence. Par un traité fait avec Sujah Dowlah il recevoit de ce Prince deux lacs & dix mille roupies par mois, pour mettre dans une de ſes Provinces une de nos brigades en garniſon: depuis la mort de Sujah Dowlah, ſon fils s'eſt engagé aux mêmes conditions de payer

deux lacs & soixante mille roupies par mois : nous avons pour sûreté une de ses plus riches Provinces. Ce Nabob a aussi demandé quelques-uns de nos Officiers pour commander ses troupes ; tous ces avantages également sentis par les employés civils & militaires, & dont la Compagnie sur-tout doit recueillir plus de fruit, sont l'ouvrage de cet honnête-homme que l'on inquiete, par ce qu'il devient désormais inutile, ou qu'il paroît dangereux à nos nouveaux maîtres. » 1776. Octobre.

« Vous avez reçu la nouvelle de la paix faite avec les Marattes ; on vous aura dit sans doute que les conditions en étoient fort avantageuses : on nous en a dit autant ; mais nous sommes sur les lieux & nous en ignorons les articles ; tout ce que l'on sait, c'est que les habitans de Bombay qui soutenoient la guerre, n'avoient point du tout envie de la faire cesser ; mais notre Conseil Supérieur, ce Tribunal éclairé, les y a forcés, envoyant de son propre mouvement, à Poona le Colonel Upton, avec ordre de faire une paix quelconque. »

Extrait d'une histoire succincte de la conduite des Anglois dans les Indes Orientales.

Cette histoire commence à la conclusion de la derniere guerre : l'Auteur a mis à la tête, comme une introduction nécessaire,

un petit précis des affaires Britanniques
1776. dans les Indes Orientales, depuis le début
Octobre. de la guerre en 1756 jusqu'à la paix de
Paris en 1763. Il a divisé son ouvrage en 16 Chapitres. Le treiziéme renfermant des recherches générales sur l'Etat du Bengale, au moment qu'il a été réduit par les Anglois, les circonstances présentes rendent la lecture de ce Chapitre particulierement intéressante. Il traite 1° de l'Etat de l'Inde lorsque le Bengale a été soumis au Gouvernement des Anglois; 2°. de leur pouvoir; & 3° de l'usage qu'ils en ont fait.

Les employés de la Compagnie des Indes avoient en 1765 entre leurs mains le Gouvernement du Bengale, de Bahar & d'Orixa. Ils y laissoient subsister, il est vrai, le nom d'un Nabob, mais ils étoient exclusivement en possession de tout le pouvoir. Dans des tems plus reculés on auroit peut-être été fort étonné de voir quelques centaines d'étrangers se rendre maître d'un pays aussi vaste & aussi peuplé & acquérir une entiere supériorité sur toutes les Villes qu'il renferme & dont quelques-unes ont une population égale à celle qu'on suppose, aujourd'hui à Londres; mais l'histoire des derniers siecles empêche d'être surpris de la foiblesse des moyens par lesquels cette révolution, quelque grande qu'elle soit, a été effectuée. L'Empire où elle a eû lieu étoit agité par des divisions intestines & les causes

qui avoient fait naître ces divisions, avoient préparé en même tems les habitans à devenir la proie de leurs ennemis. La fertilité naturelle du sol & les richesses avoient introduit parmi eux la corruption des mœurs, l'oisiveté & le goût des plaisirs. L'argent tenoit lieu de l'intégrité & de la capacité pour se procurer les premiers emplois de l'Etat. L'avarice accumuloit les richesses & le luxe les dissipoit. La magnificence & les plaisirs étoient devenus les marques distinctives de ceux qui occupoient les premiers rangs & les premieres places. Les vues désintéressées & tendantes au bien de la patrie, étoient bannies des postes d'honneur. Les sujets n'étoient plus l'objet des soins de leurs Gouverneurs ; ceux-ci ne les regardoient que comme des sources qui leur fournissoient les moyens de satisfaire à leurs besoins ; & comme ces besoins étoient ceux de l'avarice & du luxe, ils ne pouvoient pas être soumis aux regles de la justice & de la modération. Le Chef de l'Empire demandoit des tributs exorbitans aux Provinces ; celles qui avoisinoient le plus la Cour étoient les plus tourmentées par les impôts, pour soutenir son luxe. Celles qui étoient plus éloignées appréhendoient de subir le sort des premieres. Les Subahs des Provinces éloignées profiterent de la crainte du peuple & lui firent esperer un Gouvernement plus doux de leur part. Le peuple fut excité à s'acheter de nouveaux

1776. Octobre. maîtres. Il se porta à des rébellions, dans lesquelles il avoit à sa tête des Vice-Rois ou des hommes ambitieux, lesquels recommencerent ensuite de nouvelles guerres entr'eux-mêmes pour s'enlever le gouvernement les uns aux autres.

2° Les choses étoient dans cet état lorsque les Anglois prirent part à ces guerres particulieres. Leur conduite leur gagna la confiance des Indiens; & d'alliés qu'ils étoient d'abord, ils devinrent bientôt Chefs. Ils proposerent les domaines des Princes comme une récompense aux Généraux de ceux-ci & aux Ministres d'Etat qui tromperoient leurs maîtres soit dans le Conseil ou à la tête des armées. La trahison détruisit toute espece d'union & de confiance, & c'est ainsi que les Chefs des Indiens, par la discorde suscitée entr'eux, devinrent tous sujets de leurs ennemis communs, qui ne consistoient que dans quelques centaines d'hommes de troupes de Sa Majesté & de la Compagnie.

Si le Mogol s'est empressé d'acheter l'amitié des Employés de la Compagnie des Indes en leur abandonnant le revenu de trois grandes & riches Provinces, & si le Prince (*a*) le plus puissant de l'Empire a mieux aimé solliciter leur amitié que de con-

(*a*) Le Nabob d'Arcot, que le Lord Pigot a destitué en 1777 du Gouvernement de Tanjour.

1776. Octobre.

tinuer à lutter contre eux à la tête d'une armée nombreuse, on conçoit facilement que les habitans sans défense dans les campagnes n'ont point hésité de se soumettre au gouvernement des Employés de la Compagnie. Ces Employés ont fait servir leurs forces & leurs talents également à maintenir leur autorité & à l'exercer de la maniere la plus efficace pour obtenir le but général qu'ils avoient en vue, & qui étoit d'ôter au peuple, non la vie, mais sa fortune. Voilà l'objet pour lequel ils ont combattu & négocié. En effet, à peine eurent-ils rempli le service plus honorable de la Compagnie & du Cabinet, qu'ils tournerent aussitôt leur attention vers le commerce & avec une certitude de succès, qu'aucune Compagnie de Négocians n'avoit peut être jamais eue auparavant. On a vu en eux tout à la fois des Souverains, des Législateurs, des Soldats & des Marchands. Comme Souverains ils pouvoient demander une obéissance absolue : comme législateurs ils avoient la facilité de s'attribuer des droits exclusifs : comme soldats ils pouvoient se servir du *Burjaut* & acheter & vendre de force. N'ayant point à remplir les céremonies attachées ordinairement à la dignité ils pouvoient se livrer à leurs occupations sans interruption. Ils formerent ensemble une société de commerce pour leur profit commun.

3° Ils n'avoient donc plus autre chose à faire

1776 Octobre.

que de s'attacher à des articles de nécessité dont les habitans ne pussent point se passer; pour être sûrs de les dépouiller de leur argent & de leurs bijoux. Leur choix tomba sur le sel les *beetle nuts* (herbe à fumer) & le tabac. Ces articles n'étant pas de gros volumes étoient faciles à manier. D'un autre côté les employés étoient à portée de s'en emparer en totalité ou au moins en grande partie ; & comme l'habitude en avoit fait un besoin aux gens de la compagne ils n'auroient pas pû s'en passer sans prendre beaucoup sur leur plaisir & même sur leur santé. En conséquence peu de semaines après que les employés se furent rendus maîtres du pays, leurs agens y furent répartis pour distribuer ces articles aux naturels d'une main & recevoir de l'autre leur argent ou leurs marchandises & verser ensuite le tout dans les coffres communs de la société. Plusieurs d'entre les employés de la compagnie avoient déjà fait une sorte de commerce semblable avant que les provinces eussent été entierement retirés de dessous le pouvoir de leurs Gouvernemens originaires ; mais dans ce tems là ils agissoient seulement en traineurs qui se détachoient de l'armée victorieuse & n'enlevoient en passant dans un pays, que ce que la crainte, qu'ils avoient de leurs supérieurs, leur permettoit d'emporter. La société, après la conquête, ne connut aucune restriction semblable. Le Gouverneur & les Membres du Conseil

avoient tout le pouvoir entre leurs mains; ils jouoient le rôle de Rois & de Miniſtres, & les Agens qu'ils employoient pour deſtribuer aux ſujets le ſel le *Beetle nut* & le tabac, formerent un Corps Royal, réparti dans le pays & n'ayant d'autre loi a obſerver que de ne point faire tort à ſes Commettans. Il eſt vrai qu'il n'étoit pas permis à ces Agents de prendre le caractere d'Officiers publics ou de ſe meler des affaires du Gouvernement, mais ils n'avoient pas non plus beſoin de le faire, puiſque la ſeule vue d'un Anglois inſpiroit plus de terreur & d'obéiſſance aux naturels du pays que l'autorité d'aucun Magiſtrat Civil ou du Nabob lui même qui, comme l'on ſavoit, ne tenoit plus ſon état que du bon plaiſir de la compagnie Angloiſe. On avoit jugé qu'il étoit plus à propos de laiſſer le ſoin de la perception des revenus de la compagnie aux Officiers naturels du pays ſous le nom du Nabob, que de faire faire la collecte des taxes publiques par les employés de la compagnie eux mêmes. Les François, les Hollandois & les autres Européens établis dans ces provinces auroient pû ſuſciter des clameurs en Europe contre des tributs, payés dans l'Inde directement aux Anglois. On évitoit cet inconvenient en agiſſant ſous le nom des Nabobs & on prévenoit en même tems les ſuites qu'on avoit à craindre en opprimant ouvertement les habitans de deux manieres à la fois.

1776. Octobre.

1776. Octobre. C'eſt pourquoi on lâcha les Officiers Collecteurs noirs pour percevoir au nom du Nabob les droits du *Dewan* qui dans le fait étoient pour la compagnie, le Nabob étant borné à un revenu fixe. Quoique la compagnie ou ſes employés en laiſſant paſſer ainſi les revenus par les mains des anciens Officiers du Gouvernement ſe miſſent dans le cas d'éprouver quelque perte ils étoient d'un autre côté les maîtres de compter avec ces Officiers quand bon leur ſembloit & avoient la ſatiſfaction de ſavoir, que cette partie des vexations publiques ne pourroit pas être miſe directement à leur charge.

Moyennant cette méthode de conduire les affaires de la compagnie, ſes employés avoient d'autant plus de liberté pour ſuivre les leurs. Cependant, ne perdant point de vue les intérêts de leurs Commettants ils rendirent un Edit portant que les baux des terres données à ferme par la Compagnie alloient être renouvellés & augmentés de prix. On accuſa quelques-uns des anciens tenanciers d'avoir obtenu leurs baux par colluſion. Le moyen d'y remédier étoit facile: il n'y avoit qu'à annuller tous les baux à la fois. Il eſt vrai que tous les tenanciers n'étoient pas dans le même cas; mais on s'appuya de la maxime reçue dans tous les Etats: ſavoir, que l'intérêt particulier doit être ſubordonné à l'intérêt public, & on avoit, comme c'eſt d'uſage en pareilles circonſtances,

de puiſſantes raiſons pour ne point s'écarter de cette regle en faveur des tenanciers de la Compagnie dans le Bengale. C'eſt que ſes terres pouvoient être louées plus cher qu'elles ne l'étoient par les anciens baux. D'après une ſi bonne raiſon, on ſe détermina à les affermer de nouveau au plus offrant : le motif pour prendre ce parti, allegué à l'aſſemblée des Directeurs par le Préſident & le Comité, étoit ſolide, c'étoit, diſoit-on, le moyen de prévenir toute plainte contre un prétendu monopole de terres. 1776. Octobre.

Dans le chapitre ſuivant, notre Auteur rend compte des ſommes que la Compagnie & ſes Officiers ont reçues en divers tems des Princes & des naturels de l'Inde, & qui ſe montent à vingt-quatre millions ſix cents quarante mille ſix cents vingt-une livres ſterling.

[Nous allons interrompre cette ſuite chronologique des pieces pour en employer quelques-unes, qui auroient dû précéder toutes celles que nous avons déja rapportées. Nous ne pouvons point les mettre plus près de leur place, puiſqu'elles roulent principalement ſur la campagne de 1776. Ce ſont les dépêches & inſtructions des Miniſtres aux Généraux, & les réponſes que ceux-ci y ont faites. C'eſt là qu'on trouvera la vraie clef des événemens qui ont le plus donné de ſurpriſe,

& entr'autres de l'évacuation de Boston, de la
1776 *premiere tentative contre Charles-Town, &c*
Octobre. *Ces pieces si importantes ont été produites dans la session du Parlement de 1778-9. Elles s'étendent aux années qui ont suivi 1776 & aux campagnes de ces années. Mais toutes celles qui sont postérieures à la portion du tableau historique que nous avons déja tracée, & qui par conséquent ne doivent ni le précéder, ni y être mêlées, paroîtront subséquemment à leurs dates, à prendre de celle où nous croyons nécessaire de nous arrêter. Par une plus mûre réflexion nous croyons ne devoir point faire de ces pieces un cahier séparé.*]

1775.

COPIE *d'une lettre du Comte de Dartmouth au Lieutenant-Général Gage, datée de Whitehal le 2 Août 1775.*

(Reçue le 26 Septembre.)

MONSIEUR,

L'INTENTION de Sa Majesté étant que
1775. nous ayons, s'il est possible, au commen-
Septem. cement du Printems prochain, dans l'Amérique Septentrionale, *une armée au moins de vingt mille hommes*, indépendamment des Ca-

nadiens & des Sauvages, on prend dès-à-présent les arrangemens nécessaires à cet objet; & j'ai aujourd'hui signifié les ordres de Sa Majesté pour que le quatrieme, le cinquieme, le septieme, le huitieme, le dixieme, le quatorzieme, le seizieme, le vingt-deuxieme, le vingt-troisieme, le vingt-sixieme, le trente cinquieme, le trente huitieme, le quarantieme, le quarante-troisieme, le quarante-quatrieme, le quarante-cinquieme, le quarante-septieme, le quarante-neuvieme, le cinquante-deuxieme, le soixante-troisieme, le soixante-quatrieme & le soixante-cinquieme régimens soient augmentés sur le pied suivant: chaque Compagnie sera composée de trois Sergents, trois Caporaux, deux Tambours & cinquante-six Soldats, outre les Officiers brevetés; & chacun des susdits vingt-deux bataillons sera augmenté de deux Compagnies, chacune d'un Capitaine, d'un Lieutenant, d'un Enseigne, de trois Sergens, de trois Caporaux, de deux Tambours & de cinquante-six Soldats.

1775. Septem.

A l'égard des dix huitieme & cinquante-neuvieme régimens, Sa Majesté les trouvant trop foibles, ordonne que ce qui reste dans ces corps de Soldats propres au service, soit incorporé dans d'autres régimens, & que les Officiers brevetés & non brevetés soient envoyés ici pour faire des recrues: Sa Majesté laisse à votre discretion de suivre la même regle à l'égard de tous

les autres régimens qui ſe trouveroient dans le même cas.

1775. Septem.

Outre quatre Compagnies d'artillerie qui ont ordre de s'embarquer ſur le champ pour vous mettre en état de remplacer les hommes employés à ce ſervice, on a arrêté de vous envoyer directement un autre renfort de deux mille hommes, & les ordres ſont donnés pour que le dix-ſeptieme & le cinquante-cinquieme régimens, actuellement en Irlande, ſe préparent à s'embarquer : le reſte du renfort ſe fera par des recrues qui, j'eſpere, ſeront levées à tems ; mais ſi lorſque les bâtimens de tranſport ſeront prêts, le nombre des recrues n'étoit pas ſuffiſant, le vingt-ſeptieme, le vingt-huitieme & le quarante-ſixieme régimens auroient ordre de s'embarquer, ou ce qu'il faudroit de ces régimens pour completer les deux mille hommes.

Puiſque vous dites que les Rebelles ont fait des démarches pour obtenir des ſecours de la part des (a) Sauvages, vous ne devez point héſiter ſur la néceſſité de prendre les mêmes meſures. En conſéquence je vous envoie une lettre pour le Colonel Johnſon, avec un ordre de Sa Majeſté pour engager un Corps de Sauvages. Par le premier vaiſſeau qui partira après le *Cerberus*, je vous ferai paſſer une forte pacotille d'effets pro-

(a) Ces démarches étoient pour les engager à reſter neutres.

pres à donner en préſens, & vous chercherez les moyens de les faire parvenir en ſûreté au Colonel. 1775. Septem.

Je déſire, M. de vous faire connoître avec toute la préciſion dont je ſuis capable, le plan futur des opérations de nos forces dans l'Amérique Septentrionale. Car quoique vos lumieres & votre expérience, aidées de l'avis & de l'opinion des habiles Généraux qui ſont auprès de vous, ſoient de bien meilleurs guides pour votre jugement que tout ce que je pourrois vous ſuggérer, cependant il n'eſt pas tout-à-fait inutile de vous faire part, quoiqu'incorrectement, de quelques-unes des idées de nos militaires les plus capables & les plus expérimentés, idées qui en effet correſpondent très-bien avec ce que vous paroiſſez penſer, vous & les autres Officiers.

Je vous ai déja dit dans ma lettre n°. 22, datée de ce jour, que lorſqu'en général nous conſidérons l'état de notre armée à Boſton, & la force des Rebelles, il ne paroit pas probable que dans cette campagne on entreprenne quelque nouvelle opération, au moins un peu étendue. Ainſi l'état du ſervice, tel qu'il eſt à preſent, ſemble nous forcer d'examiner :

1.° Si à la premiere campagne (en 1776) nous pouſſerons la guerre avec toutes nos forces du côté de la Nouvelle-Angleterre?

2.° Si, d'après l'état des affaires en Amérique, il ne feroit pas plus à propos de faire

de la Riviere d'Hudſon le théâtre de la
1775. guerre, & en conſéquence de s'emparer
Septem. de la ville de New York, avec une partie de nos forces, laiſſant à Boſton ce qui eſt néceſſaire pour aſſurer ce poſte & pour conſerver une diverſion de ce côté ?

3.° S'il ne ſeroit pas convenable, en cas qu'on trouve peu de ſûreté ou d'utilité à prendre poſte à New-York, de faire des expéditions dans d'autres lieux avec une partie des forces à vos ordres embarquée ſur des bâtimens de tranſports? Ces expéditions, quand même elles n'auroient point d'autre objet, vous procureroient du moins d'amples proviſions de vivres & autres, ce qui n'eſt pas un objet peu intéreſſant pour vous dans les circonſtances préſentes.

Et enfin les meſures ſuggérées dans les deux dernieres propoſitions, ne pouvant pas être effectuées, & Boſton ne pouvant pas être conſervé pendant l'hyver, comme beaucoup de gens le penſent ici, ne conviendroit-il pas que toute votre armée fût poſtée par diviſions convenables à Hallifax & à Quebec, juſqu'à ce que les événemens de l'hyver puiſſent indiquer ce qu'il y aura de mieux à faire au Printems ?

Dans l'examen de ces projets, toutes ſortes de raiſons de la premiere force viennent appuyer ce qui eſt ſuggeré par rapport à la priſe de New-York; car ſi par cette opération nous pouvions recouvrer l'attache-

men

EXPOSE

DES Motifs de la conduite du Roi Très-Chrétien, relativement à l'Angleterre,

ACCOMPAGNÉ

D'UN pareil Exposé de ceux qui ont déterminé le Roi notre Maître dans le parti qu'il a pris à l'égard de la même Puissance.

Traduit de l'Espagnol par l'ordre de Sa Majesté.



A MADRID.

De l'Imprimerie Royale de la Gazette.

M. DCC. LXXIX.

LETTRE

*D'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 8 Septembre 1779.

Je ne doute point, Monſieur, que la Cour de Verſailles ne faſſe traduire, imprimer & diſtribuer l'expoſé Eſpagnol publié à Madrid à côté de la traduction de celui des motifs de la conduite du Roi relativement à l'Angleterre. Mais comme il eſt poſſible que les premiers exemplaires qui s'en répandront ne parviennent pas juſqu'à vous, je crois bien faire de vous en envoyer une copie. Ce recueil y a d'ailleurs des droits bien légitimes, puiſque l'expoſé Eſpagnol me fait gagner pleinement ma cauſe ſur la *centaine de griefs*, ainſi que vous le verrez dans la quatrieme note. Vous ſerez dans l'obligation de donner auſſi l'*Expoſé François*, les notes Eſpagnoles ne pouvant point en être ſéparées. Mais comme il a été dit généralement qu'on ne pouvoit aſſez lire ce morceau, vous pouvez être ſûr du plaiſir que vous ferez en le réimprimant.



EXPOSÉ

Des Motifs de la conduite du Roi Très-Chrétien, relativement à l'Angleterre.

Lorsque la Providence appella le Roi au Trône, la France jouissoit de la paix la plus profonde. Le premier soin de Sa Majesté fut de manifester à toutes les Puissances son désir d'en perpétuer la durée : toutes applaudirent à des dispositions aussi heureuses ; le Roi d'Angleterre en particulier en témoigna sa satisfaction, & donna à Sa Majesté les assurances les plus expressives d'une sincere amitié. Cette réciprocité de sentimens autorisoit le Roi à croire que la Cour de Londres étoit enfin disposée à suivre une marche plus juste & plus amicale que celle qu'elle avoit tenue depuis la paix conclue en 1763 (1), & qu'elle mettroit

---

EXPOSÉ

Des Motifs de la conduite du Roi Catholique.

(Comme ce sont des motifs semblables & encore plus puissans qui ont determiné le Roi Catholique dans le parti qu'il vient de prendre vis-à-vis de l'Angleterre, il a paru nécessaire d'exposer ici les principaux de ces motifs à la vue du Public, afin qu'en même tems & sous un seul aspect, il puisse se convaincre de la justice des deux Souverains.)

(1) Il seroit trop long de rapporter tous les sujets de

un terme aux procédés arbitraires que les ſujets du Roi avoient éprouvés de ſa part,

---

plainre donnés à l'Eſpagne depuis l'époque du Traité de Paris de 1763. En conſéquence nous nous bornerons aux plus graves & aux plus récens, pour qu'on ne diſe point que nous rappellons des griefs anciens & oubliés. Par l'article 16 des Préliminaires de ce Traité, l'Angleterre a reconnu que *la Baye de Honduras appartenoit au territoire d'Eſpagne, & elle s'eſt obligée à faire raſer toutes les fortifications que ſes ſujets auroient pû avoir conſtruites dans cette partie du monde, quatre mois après la ratification du Traité:* la Cour d'Angleterre n'ayant fait d'autre réſerve que celle-ci; ſavoir, qu'on n'empêcheroit point les Anglois, *ſur la côte de Campêche, de couper le bois de teinture: qu'on n'inquieteroit point pour cela leurs Travailleurs, & qu'ainſi ils pourroient y avoir les maiſons & les magaſins dont ils auroient beſoin.*

Juſqu'à préſent les Anglois n'ont exécuté aucune de ces conditions. Ils ont pénétré de plus en plus dans les anciens établiſſemens, ſoulevant les Indiens, & leur donnant des armes & d'autres ſecours pour cet objet, ſous la protection du Gouvernement Britannique.

Non contens de cela, ils ſe ſont permis de s'établir dans un grand nombre d'autres ports, rivieres, anſes & côtes du territoire Eſpagnol de ladite Baye de Honduras, où ils n'ont pas même le prétexte de bois à couper, mais avec la ſeule intention d'y empiéter ſur la Souveraineté Eſpagnole & d'y faire la contrebande la plus étendue. Tels ſont les lieux appellés le *Piche*, *Rio tinto*, *Rio matina* & divers autres où ils ont formé & armé des Milices. Ledit Roi Britannique a même donné à un certain Jacob Lourri la commiſſion de Capitaine général de ces nouveaux établiſſemens, laquelle a été lue d'une maniere ſolem-

depuis cette époque, dans les quatre parties du Monde. Sa Majesté se persuadoit qu'elle

---

nelle à toute la Colonie le vingt-unieme jour de Septembre 1776, les Troupes étant rassemblées; & on y a lu pareillement d'autres commissions d'Officiers ou Chefs de moindre grade. Voilà ce que faisoient les Anglois & ce que l'Espagne a découvert, après que le Ministere Britannique avoit nié que ces établissemens se fissent de son consentement & par son autorité.

Les Colons Anglois ont usé d'artifices & de ruses pour débaucher celui qui se nommoit Roi des Indiens Mosquites, & celui qu'on appelle Capitaine ou Général des autres Indiens dont les Chefs ont envoyé des Commissaires au Viceroi du Gouvernement Espagnol, se reconnoissant Sujets de Sa Majesté Catholique. Ils leur ont fourni des armes & toutes sortes de secours pour les empêcher de se mettre sous la protection de l'Espagne, à la souveraineté de laquelle ressortissent exclusivement tous ces territoires. Quoique ce soit l'usage des Anglois de recevoir dans leurs Etablissemens tous les Etrangers de quelqu'Etat ou Religion qu'ils puissent être, on en a toujours refusé l'entrée aux seuls Espagnols: au contraire, dès qu'ils y paroissent, ils sont arrêtés & emprisonnés, ou bien on les contraint d'en sortir.

Pour preuve du dessein où a toujours été l'Angleterre de s'approprier ces vastes territoires, d'y fonder des Etablissemens, & d'y étendre de plus en plus l'énorme contrebande que ses Sujets font déjà dans l'intérieur des Provinces Espagnoles, il est à propos de citer aussi un événement de l'année 1775.

Un Médecin célebre par ses voyages autour du Monde, & connu sous le nom du Docteur Irwin, étoit parti de la Tamise même, emportant avec lui toutes sortes d'instrumens propres au labourage & aux métiers, & une infinité d'autres choses qui lui étoient fournies

pouvoit d'autant plus compter ſur la vérité des proteſtations du Roi d'Angleterre, que

---

par le Gouvernement, pour faire, dans la Province de Hacha, un établiſſement permanent auquel il devoit employer les familles qu'il emmenoit avec lui, & les autres qui devoient les ſuivre. Il eſt à remarquer que, dans cette vue, il avoit nourri & élevé dans ſa maiſon un fils d'un Roi Indien & deux des principaux Indiens de ce canton.

Le Bâtiment du Docteur Irwin fut pris par les Gardes-côtes Eſpagnoles; & le Gouvernement Britannique, au lieu de donner ſatisfaction pour cette infraction des Traités, ſe plaignit amèrement, en menaçant l'Eſpagne de la guerre.

Au mois de Novembre de l'année derniere, quelques Eſpagnols voulurent s'établir ſur la rivière de Saint Juan à ladite Côte des Moſquites, où ils conſtruiſirent des maiſons. Au moment qu'ils y étoient le moins ſur leurs gardes, ils ſe virent attaqués par un parti d'Anglois, ſoutenu d'un parti d'Indiens qui bleſſerent le Capitaine du Bâtiment, firent priſonniers beaucoup de ſes gens, & commirent un grand nombre d'autres violences. Cet évènement ſe paſſoit, pendant que la négociation ſe ſuivoit avec la plus grande activité de la part du Roi d'Eſpagne, pour obtenir une paix favorable à l'Angleterre. Rien ne fait mieux voir combien la Cour de Londres, ſon Miniſtère & ſes Sujets répondoient peu à de ſi bonnes intentions, & combien il y a de diſtance entre de pareils procédés & la conduite magnanime & généreuſe de Sa Majeſté.

Les Anglois ont fait la même choſe dans tous les lieux où on les a ſoufferts. Par exemple, ſur la côte de Saint Blaiſe dans la Province de Darien, ils excitent à la révolte les Indiens établis ſur les Frontières Eſpagnoles, auxquels ils donnent des ſecours, & qu'ils décorent même de commiſſions & de marques de

le germe de la révolution que l'Amérique vient d'éprouver, commençoit à se dévelop-

---

commandement sous la protection Britannique ; c'est sur ce pied qu'un Chef Indien, nommé Bernard, y est pourvu d'une commission en forme donnée par le Gouverneur de la Jamaïque, & qu'il porte un bâton de commandement avec une inscription angloise qui le qualifie Capitaine Général de cette Côte. Cette découverte s'est faite aussi dans le commencement de l'année présente; & le 8 Mars, il a été ordonné d'en porter plainte au Ministère Anglois, qui a répondu en affectant de l'ignorer, comme il a toujours fait.

Dans ces dernières années, les Anglois ont fait diverses tentatives pour soulever les Nations des Indiens alliés ou amis de l'Espagne, qui habitent sur les frontières de la Louisiane, en leur fournissant des armes, en les débauchant par des présens, en leur donnant des commissions & des médailles angloises, & enfin en les excitant ouvertement à s'unir avec les Anglois armés, pour commettre des hostilités contre les Sujets de Sa Majesté Catholique.

Il a été porté en plusieurs occasions à la Cour de Londres des plaintes de divers évènemens de cette nature; &, quoiqu'elle ait répondu en termes généraux, qu'*elle prendroit les informations, & qu'elle expédieroit les ordres convenables*, ces plaintes n'ont point produit les effets que l'Espagne devoit attendre, d'après toutes les regles de la justice & de la raison.

Au contraire, sous le prétexte de leur guerre avec les Américains, les Anglois, fermant les yeux sur l'exacte impartialité que la Colonie Espagnole a observée, ainsi que sur le bon accueil qu'ils y ont toujours reçu, ont commis, tant par mer que par terre, les insultes les plus révoltantes, jusqu'au point qu'une Frégate de guerre Angloise a osé menacer la Ville même de la nouvelle Orléans, Capitale de la Colonie.

per de la maniere la plus alarmante pour la Grande-Bretagne.

Il s'en eſt ſuivi que, dans les mois de Juin & de Juillet de l'année derniere 1778, les Anglois ont ſoulevé les Chatcas, les Cheroquis & les Chicachas, payant à chaque Indien la valeur d'une peau de cerf par jour, & les excitant à frapper avec la cruauté ordinaire de ces Nations barbares, ſur les Etabliſſemens Eſpagnols, pour les détruire; au mépris de la paix qui régnoit entre l'Eſpagne & l'Angleterre, ainſi que de la modération & de l'impartialité que le Roi montroit par ſa conduite pendant les diviſions de cette Puiſſance avec ſes Colonies & la France.

Pour cette entrepriſe, les Indiens devoient s'unir avec un Corps d'Anglois armés dans le diſtrict appellé Natchès. Mais ce projet inhumain n'eut pas ſon effet. Heureuſement deux de ces Nations, touchées ſans doute de l'injuſtice qu'elles alloient commettre, au mépris de la bonne foi & des bons traitemens qu'elles recevoient des Eſpagnols, ſe retirerent avant l'exécution.

Toutes les fois que les Anglois ont pris des Habitans de la Colonie Eſpagnole & en ont emmenés quelques-uns dans l'intérieur des terres, ils les ont forcés de prendre les armes contre les Américains. On peut citer entr'autres exemples, celui d'un jeune homme appellé Livois, fils d'un Capitaine de la Colonie Eſpagnole.

Nous avons reçu, avec les dernieres informations, les lettres originales du Commandant Anglois Hamilton, dans leſquelles il a menacé de violer le territoire de l'Eſpagne, comme il a été dit dans la Gazette de Madrid du 20 Juillet dernier, article de la Havanne. On y voit en outre, que le Gouvernement Britannique a donné ordre de conſtruire différens Forts, dont un devoit être ſtable & permanent, ſur le bord du Miſſiſſipi du côté du lac d'Iberville. Ce ſeul fait

Mais la Cour de Londres, prenant pour crainte ou pour foiblesse ce qui n'étoit que l'effet des dispositions pacifiques du Roi, demeura fidele à son ancien systême : elle continua ses vexations & ses actes de violence contre le commerce & la navigation des sujets de Sa Majesté.

Le Roi jugeant le Roi d'Angleterre d'après ses propres sentimens, lui déféra avec la plus grande franchise tous ses griefs, & il en attendoit avec confiance le redressement; il y a plus, Sa Majesté, instruite des embarras que causoient à la Cour de Londres les affaires de l'Amérique septentrionale, évita de les augmenter en insistant trop vivement

---

suffiroit pour prouver les desseins de la Cour de Londres contre la Souveraineté de l'Espagne, puisque le Fort en question ne serviroit de rien contre les Américains, & qu'il ne peut que causer le plus grand préjudice à la Nation Espagnole.

C'est ici le lieu de citer le Mémoire remis au mois de Mai 1775, par Don Francisco Escarano, chargé des Affaires à Londres, contenant des plaintes de ce que les Anglois détournoient de l'obéissance du Roi les Indiens Paséagulas, habitans des frontieres de la Louisiane, en leur donnant des commissions de Capitaines au service de Sa Majesté Britannique, & en les décorant de marques d'honneur & de médailles. On ne finiroit jamais s'il falloit rapporter tout au long chacun de ces excès, & une infinité d'autres infractions des Traités, ainsi que les violences & les usurpations commises depuis quelques années par le Gouvernement Anglois contre la Souveraineté Espagnole.

ſur des réparations que le Miniſtere Anglois ne ceſſoit de promettre & d'éluder.

Telle étoit la poſition des deux Cours lorſque les procédés de celle de Londres forcèrent ſes anciennes Colonies de recourir à la voie des armes pour maintenir leurs Droits, leurs Priviléges & leur Liberté. Tout le monde connoît l'époque où cet événement éclata ; les démarches multipliées & infructueuſes des Américains pour rentrer dans le ſein de leur Mere-Patrie ; la maniere dont l'Angleterre les repouſſa ; enfin l'Acte de l'*In*dépendance qui en fut & qui dut en être le réſultat.

L'état de guerre où les Etats-Unis de l'Amérique ſeptentrionale ſe trouverent néceſſairement à l'égard de l'Angleterre, les força de ſe frayer un chemin pour arriver juſqu'aux autres Puiſſances de l'Europe, & pour ouvrir un commerce direct avec elles : le Roi auroit trahi les intérêts les plus eſſentiels de ſon Royaume, s'il eût refuſé de les admettre dans ſes Ports, & de les faire participer aux avantages dont jouiſſent toutes les autres Nations.

Cette conduite juſte, ſage & ſuivie par la plupart des autres Etats commerçans de l'Europe, engagea la Cour de Londres à ſe permettre les plaintes & les repréſentations les plus ameres : elle s'étoit perſuadée ſans doute, qu'il lui ſuffiroit d'employer le langage de ſon ambition & de ſa hauteur, pour

obtenir

obtenir de la France des preuves d'une déférence ſans bornes. Mais aux propos & aux démarches les moins méſurés, le Roi n'oppoſa conſtamment que le calme de la juſtice & de la raiſon ; Sa Majeſté fit connoître ſans détour au Roi d'Angleterre qu'elle n'étoit ni ne prétendoit être le Juge de ſa querelle avec ſes anciennes Colonies, & que ce n'étoit point à Elle à la venger ; que par conſéquent rien ne lui impoſoit l'obligation de traiter les Américains comme des Rebelles, de leur fermer les Ports de ſon Royaume, & encore moins d'interdire à ſes Sujets tout commerce & toute eſpece de liaiſon avec eux. Cependant le Roi voulut bien mettre les entraves qui pouvoient dépendre de lui à l'exportation des Armes & des Munitions de guerre, & il donna même l'aſſurance la plus poſitive, que non ſeulement il ne protégeroit point ce commerce, mais auſſi qu'il laiſſeroit à l'Angleterre une entiere liberté de réprimer, ſelon les regles preſcrites par les Traités & ſelon les loix & uſages de la Mer, tous ceux de ſes Sujets qui ſeroient trouvés en contravention à ſes défenſes. Le Roi alla plus loin encore : il ſe fit un devoir ſcrupuleux d'exécuter les ſtipulations du Traité de Commerce ſigné à Utrecht, quoique l'Angleterre eût refuſé, dans le tems, de le ratifier dans toutes ſes parties & que la Cour de Londres y contrevînt journellement ; Sa Majeſté défendit en conſéquence aux Corſaires Américains

d'armer dans ses Ports, d'y vendre leurs Prises & d'y séjourner au-delà du tems porté par le Traité qui vient d'être cité (2); elle défendit même à ses Sujets de faire l'achat de ses prises, & les menaça de confiscation dans le cas où ils transgresseroient ses ordres; ce qui a eu son effet. Mais tous ces actes d'une complaisance aussi marquée, tant de fidélité à remplir un Traité que l'on auroit été autorisé à regarder comme non-existant, étoient bien loin de satisfaire la Cour de Londres; elle prétendoit rendre le Roi responsable de toutes les transgressions, tandis que le Roi d'Angleterre ne pouvoit pas lui même, malgré un acte formel du Parlement, empêcher ses propres Négocians de fournir des marchandises & même des munitions de guerre aux Colonies.

Il est aisé de comprendre combien le refus de se prêter aux prétentions arbitraires de l'Angleterre, dut blesser l'amour-propre de cette Puissance & réveiller son ancienne animosité contre la France; elle s'irrita d'autant plus qu'elle commençoit à éprouver des

(2) L'Espagne a donné les mêmes ordres que la France, relativement aux Prises, & elle les a fait exécuter avec tant d'exactitude & de vigueur, que plusieurs Corsaires Américains, & entr'autres le fameux Cunningham, ont cherché à s'en venger, en maltraitant & en prenant des Vaisseaux Espagnols, lesquels jusqu'à présent n'ont point été rendus, quoiqu'ils ayent été reclamés.

revers en Amérique; que tout lui pronostiquoit la séparation irrévocable de ses anciens Colons & les pertes qui devoient en être la suite inévitable, & qu'elle voyoit la France profiter d'une partie d'un commerce qu'elle avoit repoussé d'une main indiscrete, & s'occuper (3) des moyens de faire respecter son pavillon.

---

(3) L'Angleterre ne pouvoit pas non plus avoir les motifs de jalousie & de démêlés, relativement à l'Espagne, pour cesser de la traiter d'une maniere conforme aux règles de l'équité & de la reconnoissance, & ainsi qu'aux bienséances, attendu que l'Espagne ne feroit & ne pourroit faire que très-peu ou point de commerce avec les Colons Anglois : celui de ses possessions en Amérique étant suffisant, & même plus que suffisant pour elle. Cependant la Cour de Londres, pour se ménager un prétexte de rupture, lorsque ses projets seroient parvenus à leur point de maturité, affectoit de grandes inquiétudes sur la correspondance de commerce que quelques Négocians de Bilbao entretenoient avec d'autres Négocians de ses Colonies, quoique cette correspondance eût commencé un grand nombre d'années avant qu'elles rompissent avec leur Métropole. Le Ministère Anglois prétendit aussi devoir prendre ombrage de la correspondance mercantile qu'entretenoient quelques Habitans François de la Louisiane avec les Colons, & il vouloit rendre le Gouvernement Espagnol responsable de cette contravention à ses propres loix dans ces Pays : dans le tems même que les Sujets d'Angleterre, appellés Royalistes, étoient pareillement en contravention par la contrebande qu'ils faisoient sur les Côtes Espagnoles du Mississipi & de la Louisiane; ce qui fut cause qu'il y en eut plusieurs d'arrêtés, & que les Anglois se répandirent en plaintes à

Ce ſont toutes ces cauſes réunies qui augmenterent le déſeſpoir de la Cour de Londres, & qui la porterent à couvrir les mers d'Armateurs munis de Lettres de marque d'une teneur vraiment offenſive, à violer ſans ménagement la foi des Traités, à troubler, ſous les prétextes les plus frivoles & les plus abſurdes, le commerce & la Navigation des Sujets du Roi (4); à s'arroger un empire tyrannique en pleine mer, à preſcrire des loix arbitraires, inconnues & inadmiſſibles, à inſulter, en plus d'une occaſion,

---

cette occaſion. L'orgueil des Commandans Anglois dans ces parties, prétendoit auſſi que l'on ne devoit point donner d'aſile dans la Louiſiane aux Colons perſécutés, tandis que les Royaliſtes qui s'y réfugioient étoient sûrs de n'avoir rien à craindre, non-ſeulement pour leur vie, mais pour leurs biens. C'eſt un fait conſtaté par les remerciemens de pluſieurs de ces Royaliſtes au Gouvernement Eſpagnol, leſquels ne ſe ſont pas bornés à témoigner leur reconnoiſſance de vive voix, mais en ont conſigné l'expreſſion dans un écrit ſigné d'un grand nombre d'entreux. Le Gouvernement Eſpagnol a porté l'humanité juſqu'à envoyer de ſon propre mouvement des farines à Penſacola, d'après la connoiſſance qu'il avoit de la diſette qui régnoit dans cetre Place: la reconnoiſſance du Miniſtere & de la Nation Britannique a éclaté par les menaces, les violences & les manœuvres qui viennent d'être rapportées.

(4) Pour ne pas nous arrêter aux évènemens antérieurs à ces derniers tems, il ſuffira de dire que les inſultes faites par la Marine Angloiſe à la Navigation & au Commerce Eſpagnols depuis l'année

le pavillon de Sa Majesté (5), enfin à violer son territoire, tant en Europe qu'en Amé-

---

1776, jusqu'au commencement de Mars de l'année présente 1779 se montoient déjà à *quatre-vingt-six*, dans le nombre desquelles on comprend des prises injustes, des pirateries & des vols de différens effets à bord des bâtimens, des coups de canon tirés & d'autres violences incroyables. Depuis ledit mois de Mars, & nonobstant le Mémoire remis le 14 du susdit mois par l'Ambassadeur Marquis d'Almodavar, dans lequel il se plaignoit des griefs les plus capitaux, & où il rappelloit les autres Mémoires précédens, les Anglois se sont emparés, les 12, 19& 26 Avril, des *trois* Bâtimens Espagnols nommés *Nuestra Senora de la Concepcion*, la *Virgen de Gracia*, *& las Animas*. Ces excès joints aux autres insultes dont la note avoit été envoyée audit Marquis d'Almodovar, pour qu'il en informât les Ministres Anglois, ont donné lieu à cet Ambassadeur de dire, dans la derniere déclaration qu'il a remise au Ministère Anglois le 16 Juin, que les griefs dont on se plaignoit depuis ces dernieres années *s'approchoient du nombre de cent.*

(5) Les Vaisseaux ou Bâtimens du Roi Catholique, ainsi que ses Barques courières, Balandres, & autres, incapables de faire une résistance convenable, qui ont été insultés par la Marine Angloise dans le cours des deux années dernières, jusqu'au commencement de Mars de l'année présente, dans les mers d'Europe & d'Amérique, sont au nombre de douze. On rougit de rapporter l'indécence & même l'ignominie avec lesquelles les Officiers Anglois, tant dans ces circonstances que dans d'autres, ont traité le pavillon de Sa Majesté Catholique. On citera seulement ce qui s'est passé le 31 Octobre de l'année dernière. Un Officier Anglois, détaché par deux frégates de la même Nation, visitant entre les Isles de la Mona & de la Saona, le Guayro Espagnol nommé

rique, de la maniere la plus caractérisée & la plus insultante (6).

Si le Roi eût moins respecté les droits de l'humanité, s'il eût été moins avare du sang de ses Sujets, enfin, si au lieu de suivre l'impulsion de son propre caractere, il n'eût pris conseil que de sa dignité blessée, il n'auroit point hésité un instant à user de représaillles, & à repousser l'insulte par la force de ses armes.

Mais Sa Majesté fit taire son juste ressentiment : elle voulut combler la mesure des bons procédés, parce qu'elle avoit encore

---

Nuestra Senora de la Esclavitud, ayant fait abaisser le pavillon du Roi, s'est servi de l'endroit où étoient les armes de Sa Majesté pour s'en frotter le visage & essuyer sa sueur, voulant par-là montrer le mépris qu'il en faisoit. Ce digne Officier & ses compagnons ont pillé le bâtiment, & jusqu'aux hardes des Matelots.

(6) La Nation Angloise a violé onze fois le territoire Espagnol dans ces dernières années. Parmi toutes ces insultes, on remarquera celle que se permirent les chaloupes de trois Frégates Angloises qui étoient dans la baye de Gibraltar le 30 Avril 1777. Elles firent feu sur le bateau des Fermes du Roi, ainsi que sur le corps de garde qui étoit au pont Mayorga, & enleverent l'équipage & les effets d'une goëlette prise par le même bateau, parce qu'elle étoit soupçonnée de porter en contrebande du tabac & de l'argent monnoyé. Aussitôt que les Anglois se furent emparés de toutes ces choses, ils se retirerent en faisant des saluts avec leurs chapeaux, comme par dérision.

assez d'opinion de ses ennemis pour se flattes qu'à force de modération & de représentations amicales, elle réussiroit enfin à les ramener dans la voie de la conciliation que leur propre intérêt leur conseilloit.

C'est par une suite de ces considérations que le Roi déféra à la Cour de Londres tous ses griefs (7) Sa Majesté les fit accom-

(7) Les plaintes de la Cour d'Espagne ont été aussi souvent répétées que les insultes de la part de l'Angleterre, les Mémoires se succédant continuellement à Londres & à Madrid, de manière qu'on peut dire qu'il en a été donné une infinité; & malgré cela, on a osé faire dire par Sa Majesté Britannique, dans son Parlement, qu'un grand nombre de ces plaintes n'étoient point venues à sa connoissance, & qu'elle étoit intérieurement convaincue qu'elle n'avoit point donné sujet au procédé injuste de l'Espagne. Ces plaintes, on le répète aujourd'hui, ont été si continues, que D. Francisco Escarano exposant par écrit quelques-uns de ces griefs au Lord Weymouth le 5 Février 1778, lui témoignoit déjà qu'il se lassoit de se plaindre si souvent, & lui marquoit, » qu'il sembloit que tous les Commandans des Vaisseaux de Sa Majesté Britannique fussent convenus entr'eux du traitement qu'ils devoient faire à ceux du Roi ou de la Nation Espagnole; puisque, d'après les preuves multipliées d'une constante expérience, les Vaisseaux Anglois commençoient par tirer plusieurs coups à boulet sur les nôtres; que les Officiers venoient les visiter; qu'ils enchaînoient l'équipage, ou l'enfermoient à fond de cale; qu'ils emportoient sans le moindre scrupule, les effets qui leur convenoient, & pour adieu leur tiroient un autre coup de canon à mitraille; que les Vaisseaux Espagnols, & nommément les Couriers Paquebots qui portent de l'artillerie, auroient pu faire

pagner des repréſentations les plus ſérieuſes, parce qu'elle ne vouloit point laiſſer le Roi

---

uſage de la force contre ces inſultes, mais qu'ils s'en étoient abſtenus, parce que le Miniſtère Eſpagnol avoit très-expreſſément ordonné de vivre dans la meilleure harmonie avec la Nation Angloiſe; enfin il prioit le Lord Weymouth de vouloir bien comparer cet excès de modération de l'Eſpagne avec les inſultes fréquentes que faiſoit la Marine Britannique, & de voir s'il étoit juſte de ne la point contenir, & de ne donner aucune ſatisfaction à l'Eſpagne. «

C'eſt ainſi que l'Eſpagne s'expliquoit au mois de Février 1778. On va voir comme elle s'eſt expliquée le 14 Mars de l'année préſente 1779, par le canal du Marquis d'Almodovar, dans un écrit de cette date donné au même Vicomte de Weymouth.

L'Ambaſſadeur Eſpagnol rapporte deux points ſur leſquels il avoit reçu une réponſe de ce Miniſtre Anglois; puis il continue ainſi dans ſa lettre: » Cependant le Roi n'a pas pu s'empêcher de remarquer que de toutes les plaintes portées par ſon ordre, depuis deux ans, au Miniſtère Britannique, il n'y a eu que ces deux affaires ſur leſquelles on ait donné une réponſe cathégorique. Sa Majeſté a examiné les motifs contenus dans celle du 13 Février pour excuſer le délai relatif à ce qui s'eſt paſſé en Amérique, mais elle ne voit pas que le changement de la deſtination des vaiſſeaux, la mort des Commandans & le retour des Amiraux auxquels les ordres s'adreſſoient, (c'étoient-là les motifs ou les prétextes qu'on alléguoit,) aient pu empêcher la vérification demandée. Quand même les Commandans ſeroient morts, ou que les Vaiſſeaux ſeroient allés ailleurs, & même en admettant que ces évènemens aient été univerſels, & qu'ils euſſent eu lieu précisément dans le tems qu'on ſe propoſoit de faire la vérification, cela n'em-

d'Angleterre dans l'incertitude ſur la diſpoſition ferme où elle étoit de maintenir ſa

---

pêchoit pas pour cela que le Gouvernement des lieux dans leſquels ces faits ſont arrivés & où l'on devoit avoir pris connoiſſance des mêmes faits, ne fût permanent. Quoique les Chefs ayent été changés, l'exercice de leurs emplois continue toujours, & les bureaux des départemens où l'on doit avoir pris connoiſſance ou rendu compte de chaque affaire de cette eſpèce, ſubſiſtent encore. D'ailleurs, on a vu arriver en Angleterre quelques-uns des Commandans ſous les ordres deſquels avoient agi les vaiſſeaux qui ont pris & maltraité les Vaiſſeaux Eſpagnols, & ces Commandans Anglois auroient pu être interrogés ſur beaucoup d'articles, «

Le Marquis d'Almodovar fait enſuite quelques obſervations ſur un cas particulier; & il termine ainſi ſa dépêche: » Enfin quand tout auroit conſpiré à empêcher ou à retarder les informations que le Miniſtère Britannique deſiroit avoir pour ſatisfaire ma Cour, le Roi mon maître croyoit que ſes plaintes & les ordres donnés par Sa Majeſté Britannique, auroient au moins arrêté le cours de ces violences: mais tout au contraire, on reçoit continuellement à Madrid des avis de nouvelles violences, & l'on m'a envoyé le détail de quelques-unes, avec ordre de les communiquer à Votre Excellence. Je joins donc ici la relation des faits les plus remarquables, ne faiſant point mention des autres, pour ne pas accumuler les plaintes, quoiqu'elles ſoient toutes auſſi fondées. Votre Excellence ne tardera pas à reconnoître l'importance de tout ceci, & la néceſſité d'accélérer autant qu'il eſt poſſible, la ſatisfaction que le Roi mon maître ſe flatte d'obtenir de la juſtice & de la droiture de Sa Majeſté Britannique. «

Ce Mémoire donné au mois de Mars, n'a produit que de belles promeſſes de la part du Miniſtère An-

dignité, de protéger les droits & les intérêts de ses sujets, & de faire respecter son pavillon.

Mais la Cour de Londres affecta de garder un silence offensant sur la plupart des offices de l'Ambassadeur du Roi, & lorsqu'elle se détermina à répondre, il ne lui en coûta rien de nier les faits les mieux prouvés, d'avancer des principes contraires au droit des gens, aux traités & aux loix de la mer (8), & d'encourager des juge-

---

glois, & n'a pas empêché qu'on ne se permît de nouvelles prises & de nouvelles insultes dans les mois d'Avril & de Mai suivans, ainsi qu'on l'a exposé dans la note du N°. 4. On peut révoquer en doute si le Ministère Anglois a seulement pris la peine de lire la note ou la liste des griefs, & si ce n'est pas pour cette raison que beaucoup de ces griefs ne sont point parvenus à la connoissance de Sa Majesté Britannique, ainsi qu'elle l'a affirmé à son Parlement.

(8) L'Espagne a été plus heureuse vis-à-vis du Ministère Anglois : car du moins on ne lui a point nié les faits, & on lui a toujours promis de belles choses, quoiqu'elle n'ait jamais obtenu une satisfaction complette, ni réussi à faire cesser les violences. Toutes les Puissances de l'Europe savent très-bien quelles sont les maximes de la Marine Angloise dans ses déprédations ; elles en ont assez éprouvé dans cette guerre, & dans la guerre précédente entre l'Angleterre & la France ; mais elles ne savoient pas, & elles n'auroient pas pu s'imaginer que le Capitaine de la Frégate ou de la Corvette Angloise *le Zephir*, appellé Thomas Hasth, après avoir pris injustement la Balandre *la Trinité*, allant de Bilbao à Cadix sur la fin de 1777, & chargée de cuirs, de clous &

mens & des confiſcations de l'injuſtice la plus révoltante en excluant juſqu'aux moyens d'appel (9).

---

d'autres marchandiſes, la conduiroit à Tanger, & dans cette Place tâcheroit de l'échanger contre un Brigantin Américain pris par les Maroquins, en laiſſant comme eſclaves le Capitaine Eſpagnol, ſon Pilote & ſon équipage. Heureuſement, les Maures n'accepterent point le marché ; & alors quoique le Vaiſſeau fût conduit à la baie de Gibraltar, comme tout prétexte manquoit pour le déclarer de bonne priſe, les Anglois le laiſſerent en liberté, après avoir pillé une grande partie de ſa cargaiſon ; mais ce vaiſſeau avoit été ſi maltraité depuis ſa priſe, qu'au ſortir de Gibraltar il ne put réſiſter à une tempête qui ſurvint, & qu'il donna ſur la côte. Un fait de cette nature ne ſeroit pas croyable, s'il n'étoit auſſi poſitif, & perſonne ne pourra ſe perſuader qu'une Nation auſſi civiliſée que l'Angleterre ait des Officiers de Marine, imbus de pareilles maximes.

(9) Les deux faits ſuivans peuvent faire juger de l'injuſtice des Amirautés Angloiſes, & de leur extravagante conduite à l'égard des Priſes Eſpagnoles. La Balandre Angloiſe le *Lively*, Capitaine Joſeph Smith, prit le Navire Eſpagnol le *S. Nicolas & S. Telmo*, appartenant à D. Manuel del Cerro Rubio, Habitant de la Corogne, & allant de ce port aux Iſles Eſpagnoles. Smith conduiſit ce Navire à l'Iſle de l'Anguille, où déclaré mauvaiſe priſe, il fut mis en liberté, & reçut du Gouverneur Anglois un ſaufconduit pour continuer ſa route ; mais cette précaution ne lui ſervit de rien ; au ſortir de ce port, il fut pris par une autre Corvette Angloiſe, & celle-ci l'ayant mené au port de Baſſeterre de l'Iſle Saint Chriſtophe, il y fut déclaré de bonne priſe. La même choſe arriva au Paquebot Eſpagnol Saint Pedro, Capitaine D. Franciſco Xavier Garcia; ayant été pris

Tandis que la Cour de Londres mettoit à une ſi forte épreuve la modération & la longanimité du Roi ; elle faiſoit dans ſes ports des préparatifs & des armemens qui ne pouvoient avoir l'Amérique pour objet ; leur but étoit par conſéquent trop déterminé pour que le Roi pût s'y méprendre, & dès-lors il devint d'un devoir rigoureux pour Sa Majeſté de faire des diſpoſitions capables de prévenir les mauvais deſſeins de ſon ennemi, & des déprédations & des inſultes pareilles à celles de 1755 (10).

Dans cet état des choſes, le Roi, qui, malgré des intérêts preſſans, s'étoit refuſé juſque-là aux ouvertures des Etats-Unis de l'Amérique Septentrionale, ſentit qu'il n'y avoit plus un moment à perdre pour former

---

le 8 Mai 1778, par le Capitaine Anglois Jayme Dunevant, & conduit à la même Iſle de l'Anguille, où on le déclara libre, il fut ſuivi & pris de nouveau par une autre Balandre Angloiſe aux ordres de Joſeph Armet, mouillée dans ce port, & qui le conduiſit à Saint Chriſtophe où il fut déclaré de bonne priſe.

(10) L'Eſpagne, plus qu'aucune autre Puiſſance, a fait la triſte épreuve des agreſſions & des uſurpations du Gouvernement Anglois, toutes au milieu de la paix la plus profonde & ſans être précédées de Déclaration de guerre. L'Angleterre poſſede à peine quelque territoire de l'ancienne dépendance Eſpagnole qui n'ait été acquis par ſurpriſe dans un tems de paix, & toutes les mers ont vû les vaiſſeaux Eſpagnols battus, quand il n'exiſtoit aucun motif de croire qu'ils fuſſent attaqués. Le Cabinet Anglois

des liaiſons avec eux (11). Leur indépendance étoit prononcée & établie par le fait; l'Angleterre l'avoit, en quelque ſorte, reconnue elle-même en laiſſant ſubſiſter des Actes qui tiennent à la ſouveraineté.

Si l'intention du Roi eût été de tromper l'Angleterre & de l'induire à faire de fauſſes démarches en la laiſſant dans l'erreur, il auroit enſeveli dans l'ombre du ſecret ſes engagemens avec ſes nouveaux Alliés; mais

---

eſt le ſeul qui ait donné l'exemple de conclure un Traité avec l'Eſpagne & de commettre l'inſtant d'après contre elle les plus révoltantes hoſtilités. A la vue d'une pareille conduite, on laiſſe au monde impartial à juger ſi le Roi a bien fait d'augmenter ſes armemens de mer & de prendre les devants pour faire avorter les deſſeins de ſes ennemis & de ſes agreſſeurs.

(11) Aucun motif ne pouvoit déterminer l'Anglerre à ne pas faire ſatisfaction à l'Eſpagne, à ne pas empêcher qu'il ne lui fût fait de nouvelles inſultes & à ne pas la payer de reconnoiſſance, car malgré les projets & les menaces publiques de divers Membres du Parlement Anglois dans ſes ſéances des mois de de Décembre 1777 & Janvier & Février 1778, pour s'arranger avec les Américains & faire la guerre à la Maiſon de Bourbon, Jamais le Roi Catholique ne voulut faire aucun Traité avec les Colonies, afin de ne point donner le plus léger prétexte de plainte à la Cour de Londres. On n'entend point par là que de ſon côté le Miniſtere François n'ait pas eu des motifs très-graves pour prendre auſſi les devants, en ſe précautionnant contre de nouveaux ennemis & ſe garantiſſant des piéges & des deſſeins pernicieux du Cabinet Britannique.

les principes de justice qui ont dirigé Sa Majesté, & le desir sincere de conserver la paix, la déciderent à tenir une conduite plus franche & plus noble: Sa Majesté crut se devoir à elle-même d'éclairer le Roi d'Angleterre en lui notifiant ses liaisons avec les Etats-Unis (12).

Rien ne pouvoit être plus simple & moins offensif que la déclaration que l'Ambassadeur de Sa Majesté remit au Ministere Britannique.

Mais le Conseil de Saint-James n'en jugea pas de même, & le Roi d'Angleterre, après

(12) La Cour de France s'est conduite avec tant de franchise & de bonne-foi dans cette démarche (dont alors le Roi Catholique n'eût aucune connoissance) qu'elle ordonna à son Ambassadeur à Londres de déclarer que l'Espagne n'avoit eu aucune part à ce qui s'étoit fait. Néanmoins, par un ordre envoyé le 24 Mars à Don Francisco d'Escarano, chargé d'affaires en Angleterre, il lui fut mandé entr'autres choses qu'en même tems qu'il feroit savoir au Ministere Anglois que Sa Majesté Catholique n'avoit aucune part à ce qui s'étoit passé, & quoiqu'elle fût très-décidée à maintenir la paix, il devoit observer que ce seroit cependant autant que Sa Majesté pourroit y parvenir » sans manquer à la dignité de sa Couronne, à la défense de ses droits & à la protection due à ses sujets, attendu que la conduite de l'Angleterre serviroit de regle à celle de l'Espagne «. C'est ce que Escarano déclara & fit savoir au Vicomte de Weymouth dans une audience particuliere qu'il eût le 4 Avril suivant; & il en rendit compte à sa Cour le 8 du même mois.

avoir rompu la paix en rappellant son Ambassadeur, dénonça à son Parlement la démarche de Sa Majesté, comme un acte d'hostilité, comme une agression formelle & préméditée. Cependant ce seroit s'abuser de croire que c'est la reconnoissance que le Roi a faite de l'indépendance des Treize Etats-Unis de l'Amérique Septentrionale qui a irrité le Roi d'Angleterre; ce Prince n'ignore pas sans doute tous les exemples de ce genre que fournissent les annales britanniques & même son propre règne: son ressentiment a eu un tout autre principe. Le Traité de la France prévenoit & rendoit inutile le plan formé à Londres d'une coalition momentanée & précaire avec l'Amérique, & il faisoit échouer les projets secrets qui avoient conduit Sa Majesté Britannique à une pareille démarche: la véritable cause de l'animosité que le Roi d'Angleterre a manifestée & qu'il a communiquée à son Parlement, n'est autre que de n'avoir pu rallier à sa Couronne les Américains pour les armer contre la France (13).

---

(13) Voici quel a été le grand projet de l'Angleterre. C'étoit de réunir les Colonies pour les armer contre la Maison de Bourbon, ou de séduire cette Maison par des négociations & des traités artificieux, afin de se venger desdites Colonies après les avoir brouillées avec la France. Le commencement, la suite & la fin des négociations dont on va parler dans cet Exposé découvrent évidemment la vérité de ce projet;

Une conduitte si extraordinaire indiquoit évidemment au Roi à quoi il devoit s'attendre de la part de la Cour de Londres ; & s'il avoit pu lui rester le moindre doute à cet égard, Sa Majesté en eût bientôt trouvé l'éclaircissement dans les préparatifs immenses qui redoublerent avec la plus étonnante précipitation dans tous les ports d'Angleterre.

Des démonstrations aussi manifestement dirigées contre la France, dûrent faire la loi à Sa Majesté ; elle se mit en état de repousser la force par la force. C'est dans cette vue qu'elle pressa les armemens dans ses ports & qu'elle envoya en Amérique une escadre sous le commandement du Comte d'Estaing.

Il est notoire que les forces de la France furent les premieres en état d'agir ; il étoit au pouvoir du Roi de porter à l'Angleterre les coups les plus imprévus & les plus sensibles ; on avouera même que Sa Majesté s'en occupoit, & que ses projets alloient éclater, lorsqu'une parole de paix l'arrêta. Le Roi Catholique lui fit part du désir que la Cour de Londres laissoit entrevoir pour une conciliation par la médiation de l'Espagne. Ce Monarque ne voulut pas paroître comme médiateur sans être assuré préalablement d'une acceptation claire & positive, dans le cas où il offriroit son entremise, & sans connoître

---

& c'est aussi ce qu'il sera aisé d'inférer des faits contenus dans les notes qui suivent.

les objets principaux qui pourroient ſervir de baſe à la négociation (14).

Le Roi reçut cette ouverture avec une ſatisfaction proportionnée au vœu qu'il a toujours fait pour le maintien de la paix. Quoique le Roi d'Eſpagne eût déclaré d'abord qu'il lui étoit indifférent qu'on acceptât ou qu'on refuſât ſa médiation, & que nonobſtant les ouvertures qu'il faiſoit, il laiſſât le Roi ſon neveu dans une entiere liberté d'agir ſelon ſes vues, non-ſeulement Sa Majeſté accepta la médiation, mais elle ſuſ-

(14) Le Roi d'Eſpagne ne pouvoit pas procéder avec plus de circonſpection qu'il ne l'a fait, pour ne pas s'engager dans une médiation infructueuſe & s'envelopper dans ſes ſuites; auſſi s'eſt-il expliqué dans les mêmes termes avec la Cour d'Angleterre qu'avec celle de France, ayant donné ſes ordres le 19 Avril au Chargé d'affaires, Don Franciſco Eſcarano, pour qu'avant tout il exigeât que le Miniſtere de Londres » déclarât ouvertement & poſitivement, ſi réellement il déſiroit d'établir une négociation avec la France par le moyen de Sa Majeſté, & quels devoient être les points principaux qui ſerviroient de baſe à cette négociation «. Ces précautions, & beaucoup d'autres, ont été néceſſaires vis-à-vis d'un Miniſtere toujours accoutumé à parler avec myſtere, ambiguité & réſerve, & à s'expliquer avec les Ambaſſadeurs & Miniſtres Eſpagnols tout autrement qu'il n'avoit coutume de le faire dans ſes dépêches miniſtérielles adreſſées à ſon Ambaſſadeur à Madrid. Le Cabinet Eſpagnol, qui n'uſe point de cette politique, a eu la franchiſe d'en faire l'obſervation au Miniſtere Anglois pendant ladite négociation, ſans ceſſer pour cela d'y procéder avec toute la bonne-foi & la ſincérité poſſibles.

pendit sur le champ la sortie de sa flotte de Brest, & consentit à communiquer ses conditions de paix aussi-tôt que l'Angleterre auroit articulé d'une maniere positive son désir pour une reconciliation dans laquelle seroient compris les Etats-Unis de l'Amérique, la France ne devant & ne voulant les abandonner.

Rien assurément ne pouvoit être plus conforme aux intentions apparentes de la Cour de Londres que cette détermination. Le Roi Catholique ne perdit sans doute pas un moment pour agir en conséquence auprès du Roi d'Angleterre & de son Ministere ; mais celui ci ne tarda pas à convaincre la Cour de Madrid, que ses ouvertures de paix n'avoient point été sinceres. Le Ministere Britannique répondit sans détour, qu'il ne pouvoit être question de réconciliation & de paix, qu'après que la France auroit retiré sa Déclaration du 13 Mars de l'année derniere. Cette réponse étoit injurieuse pour l'Espagne comme pour la France, & elle déceloit, de la maniere la plus évidente, les vues hostiles de l'Angleterre. Les deux Monarques l'envisagerent sous ce point de vue ; & quoique le Roi, toujours animé par son amour pour la paix, laissât encore Sa Majesté Catholique le maître de donner, s'il le jugeoit à propos, suite à la médiation, ce Prince ordonna à son Chargé d'affaires à

Londres de garder désormais le silence sur cet objet (15).

Cependant l'espoir d'une conciliation flattoit encore le cœur du Roi, lorsque les escadres, commandées par les Amiraux Keppel & Byron sortirent des ports d'Angleterre : cette démonstration acheva de déchirer le voile léger sous lequel la Cour de Londres cherchoit à cacher ses véritables intentions. Il n'étoit plus permis d'ajouter foi à ses insinuations insidieuses, ni de douter de ses projets d'agression ; & dans cet état des choses, Sa Majesté se trouva forcée de changer la direction des mesures qu'elle avoit prises précédemment pour la sûreté de ses possessions & du commerce de ses sujets. L'événement démontra bientôt combien la prévoyance du Roi avoit été juste. Tout le monde sait de quelle maniere la frégate de Sa Majesté, la *Belle-Poule*, fut attaquée par une frégate Angloise, à la vue même des côtes de France ; il n'est pas moins no-

(15) Le 23 & le 25 Mai, ainsi que le premier Juin de l'année derniere, il fut donné des ordres à Escarano, non seulement pour qu'il ne parlât pas davantage sur l'affaire de la médiation, mais encore pour qu'il répétât à la Cour de Londres que Sa Majesté Catholique persévéroit & se maintiendroit dans ses dispositions pacifiques » tant que la conduite de l'Angleterre ne le forceroit point à agir autrement «. L'Angleterre ne peut pas se plaindre que l'Espagne ne lui ait pas notifié plusieurs fois cette résolution.

toire que deux autres frégates & un moindre bâtiment furent interceptés par ſurpriſe & conduits dans les ports d'Angleterre.

La ſortie de l'armée navale que le Roi avoit miſe ſous les ordres du Comte d'Orvilliers, devint néceſſaire pour rompre les deſſeins des ennemis de ſa Couronne, & pour venger les inſultes qu'ils venoient de faire à ſon pavillon. La Providence fit triompher les armes de Sa Majeſté: le Comte d'Orvilliers attaqué par la flotte Angloiſe, la combattit & la força à la retraite après lui avoir cauſé un dommage conſidérable.

Depuis cette époque les hoſtilités ont continué entre les deux Couronnes, ſans déclaration de guerre (16). La Cour de Londres n'en a point fait, parce qu'elle manquoit de moyens pour la juſtifier; d'ailleurs elle n'a oſé accuſer publiquement la France d'être l'agreſſeur, après l'enlevement que les eſcadres Angloiſes avoient fait de trois bâtimens de Sa Majeſté, & elle ſentoit qu'elle auroit eu trop à rougir lorſque l'exécution des ordres qu'elle avoit fait paſſer clandeſtinement aux Indes (17), auroit éclairé

(16) Par tout ce qui a déjà été expoſé dans les notes précédentes, on voit que l'Angleterre ne ceſſoit de ſe permettre des hoſtilités égales ou encore plus offenſantes contre le territoire & le pavillon Eſpagnol, à l'ombre des plus cordiales proteſtations de paix & d'amitié.

(17) Il ne ſeroit pas étonnant que des ordres ſe-

l'Europe ſur la confiance qu'on devoit à ſes diſpoſitions pacifiques, & auroit mis toutes les Puiſſances en état de juger à laquelle des deux, de la France ou de l'Angleterre, devoit être décernée la qualification de *perfidie* que le Miniſtere Anglois ne perd aucune occaſion de donner à la France. Quant au Roi, s'il a différé de porter à la connoiſſance de toutes les Nations la multiplicité des griefs qu'il avoit contre la Cour de Londres, & de démontrer la néceſſité abſolue où elle l'a mis de prendre les armes, c'eſt qu'il ne ceſſoit de ſe flatter que le Miniſtere Britannique rentreroit enfin en lui-même, & que la juſtice, & plus encore la poſition critique dans laquelle il avoit mis ſa patrie, l'engageroit à changer de conduite.

Cette eſpérance paroiſſoit d'autant mieux

---

crets pareils à ceux qui ont été donnés pour s'emparer des établiſſemens François dans l'Inde, euſſent été expédiés par le Gouvernement Britannique au commencement de l'année préſente pour envahir les Philipines, & que les Commiſſaires envoyés peu après par la voie d'Alexandrie & de Suez, aient été porteurs de ces ordres. Du moins telle a été & telle eſt l'opinion des perſonnes les plus ſenſées & les mieux inſtruites à la Cour même de Londres. Le tems expliquera ces énigmes, & l'univers connoîtra pleinement par quels procédés le Cabinet Anglois a répondu aux généreux procédés du Roi d'Eſpagne dans le tems même que Sa Majeſté travailloit à lui obtenir une paix décente & à délivrer la nation Angloiſe de grandes calamités & de grandes diſgraces.

fondée, que les Miniſtres Anglois ne ceſſoient de détacher des émiſſaires pour ſonder les diſpoſitions du Roi, tandis que le Roi d'Eſpagne continuoit de lui parler de paix (18).

---

(18) Sa Majeſté Catholique continua ſes offices auprès du Roi Très-Chrétien pour procurer la paix, non-ſeulement parce que ſes ſentimens de religion & de piété, ainſi que ſa tendreſſe pour ſes Sujets & ſes principes d'humanité lui dictoient cette conduite, mais auſſi parce que la Cour de Londres continuoit à montrer le deſir d'un arrangement ou accommodement avec la France. En effet, à peine le Marquis d'Almodovar fut-il arrivé à Londres, qu'il écrivit en Eſpagne, le 14 Septembre 1778, que dans un long entretien qu'il venoit d'avoir avec le Vicomte de Weymouth, ce Miniſtre avoit fini en diſant, » que le Roi ſon maître connoiſſoit les favorables diſpoſitions de Sa Majeſté Catholique; qu'il étoit touché des preuves d'amitié qu'il en recevoit, & qu'il déſireroit bien ſincerement mettre fin par la médiation de Sa Majeſté Catholique à la guerre actuelle, ne doutant pas qu'on ne parvînt à ſauver l'honneur de la Couronne de la Grande-Bretagne, ſans faire le moindre tort à celui de la France. «

D'après les mêmes principes, Weymouth pria Almodovar d'éviter dans ſa dépêche, comme il aſſura qu'il feroit dans la ſienne, d'employer ces mots, *demander la médiation*, au lieu deſquels il falloit mettre, *déſirer la médiation, & accepter l'interpoſition des bons offices de Sa Majeſté Catholique dans cette affaire.* Le Baron de Grantham s'expliqua en ſubſtance dans les mêmes termes à Madrid; & en conſéquence le Roi Catholique fit remettre, comme effectivement on remit à cet Ambaſſadeur, le 28 du même mois de Septembre, une note ou Mémoire dont il fut envoyé copie au Marquis d'Almo-

Sa Majesté loin de démentir les sentimens qu'elle avoit toujours manifestés, se prêta

dovar, pour qu'il en instruisît le Gouvernement Anglois. Il a paru indispensable de copier ici la réponse contenue dans ledit Mémoire: elle donnera des lumières pour l'intelligence du progrès de cette négociation.

» Le Roi, (ce sont les termes du Mémoire,) d'après ce qu'écrit son Ambassadeur le Marquis d'Almodovar, excité par ses principes d'humanité, aussi bien que par le désir d'entretenir l'amitié avec les Rois de France & de la Grande-Bretagne, & pour qu'on ne puisse jamais lui reprocher d'avoir refusé de contribuer à la tranquillité de l'Europe, en ce qui pouvoit dépendre de lui, a résolu de déclarer à l'une & à l'autre Cour, que si elles veulent sincerement entrer en négociation pour un arrangement par la médiation de Sa Majesté, sans que l'honneur de l'une ou de l'autre puisse souffrir par des avances qu'elles auroient faites, le moyen le plus convenable & le plus décent seroit que chacune fît remettre, sans délai, & dans le même tems, entre les mains du Roi, les points ou articles qu'elle voudroit obtenir ou s'assurer par le traité: que le Roi Catholique communiqueroit respectivement à chaque Cour ce que l'autre aura exposé, pour qu'elle puisse modifier ou contredire, & en général manifester sa pensée: que sur la connoissance que Sa Majesté aura des intentions de l'une & de l'autre, elle proposeroit son plan de pacification pour terminer l'accommodement: qu'on feroit entrer dans cette Négociation la maniere de s'arranger avec les Colonies, ce qui est indipensablement nécessaire pour la tranquillité qu'on désire: & enfin qu'en même tems on traiteroit & on concluroit entre l'Espagne & l'Angleterre les points rélatifs aux intérêts de ces deux Couronnes. Le Roi Catholique verroit avec peine qu'on ne se conformât pas dès-à-présent à ce plan,

au contraire avec empressement aux nouvelles exhortations du Roi son oncle, &

---

ou qu'on n'entamât pas sincerement cette négociation; puisque, malgré le desir dont est remplie Sa Majesté de procurer la paix, elle prévoit que les circonstances de la guerre actuelle la forceront à prendre un parti, surtout attendu les dommages réels & les dépenses que lui occasionnent les armemens qu'il lui a fallu faire pour faire respecter son Pavillon & ses droits; d'autant que nonobstant ces armemens, on ne cesse point de répéter des insultes préjudiciables à ses Sujets. «

La conclusion de cette réponse ne laissa pas de causer quelque inquiétude à la Cour de Londres; mais cela ne l'empêcha cependant pas d'expédier une Frégate qui entra le 10 Novembre dans le port de la Corogne, avec des paquets pour le Baron de Grantham, lesquels contenoient la réponse de la même Cour, que ce Ministre remit le 14 dudit mois de Novembre. Son contenu se réduisoit à accepter avec reconnoissance la médiation de Sa Majesté Catholique pour concilier les différends entre l'Angleterre & la France, en proposant que cetre Puissance retirât les secours qu'elle prêtoit aux Colonies. Quant aux points relatifs aux intérêts réciproques de la Grande-Bretagne & de l'Espagne, on déclaroit dans cette réponse, que, dans tous les tems, Sa Majesté Britannique étoit prête & désireroit d'entrer dans cette discussion, ayant la plus grande envie de terminer ces différends, de maniere à consolider une union avantageuse aux deux Empires. Le Roi Catholique, pour remplir la promesse qu'il avoit faite aux deux Cours, leur communiqua, le 20 Novembre, les prétentions, propositions & ouvertures qu'on avoit respectivement faites; s'efforçant de leur persuader, par diverses raisons, de chercher les moyens ou tempéramens les plus capables de produire une conciliation

pour convaincre ce Prince de sa sincérité & de sa persévérance, elle lui confia sans ré-

---

aussi sincère qu'honorable. En même tems on écrivit au Marquis d'Almodovar ce qui suit.

» Pour ce qui est d'un arrangement sur nos propres intérêts, Votre Excellence est également autorisée à en traiter, & il convient qu'elle emploie pour cet objet important les derniers efforts de son zèle. Le Roi desirant sincèrement de conserver la paix, ressentira la plus vive satisfaction de voir tous ces différends terminés.

» Pour y parvenir, Votre Excellence rappellera au Ministère Anglois le zéle que l'Espagne a mis, quelques critiques que fussent les circonstances actuelles, à faire éclater son impartialité. Mais ne manquez pas de représenter en même tems combien la Marine angloise y a mal répondu, & continue d'y répondre mal, ainsi que le prouvent les insultes presque journalieres qu'essuient nos vaisseaux dans toutes les mers, & même jusque sur les côtes & dans les ports de la Péninsule. Le Ministere Anglois doit sentir qu'après des excès aussi répétés, & qui n'ont jamais été ni repoussés ni châtiés, les plus belles protestations de sa part perdent toute leur force, sur-tout quand il y a déjà plusieurs années que nous ne cessons d'exposer nos plaintes dans les termes les plus affectueux & les plus honnêtes.

» Votre Excellence n'ignore point ce qui est réglé par les Préliminaires du Traité de Paris de 1763, article 16, concernant les établissemens des Anglois dans la baye de Honduras, & dans les territoires adjacens. On y a stipulé en termes exprès qu'ils démoliroient *aussi-tôt* toutes les fortifications quelconques qui y auroient été construites, & qu'on ne toléreroit que quelques habitations ou magasins, en observant de ne pas les troubler dans la coupe & le

ſerve les conditions modérées auxquelles elle étoit prête de poſer les armes.

---

tranſport du bois de teinture dans les lieux où on les en a laiſſé précédemment jouir, & qui ont toujours été reconnus pour être du territoire eſpagnol «.

» Non-ſeulement on n'a point exécuté cette démolition ; mais on a même ajouté aux anciennes fortifications. Elles ſont défendues par de l'artillerie & des troupes, de ſorte que ces peuplades ſont devenues un Gouvernement militaire avec Patentes & autoriſation de la Cour de Londres. Enfin c'eſt aujourd'hui une Colonie permanente, qui a uſurpé le terrein qu'elle occupe, par une contravention formelle aux Traités.

» Les Anglois ont tenté d'autres entrepriſes ſemblables ſur diverſes parties de cette vaſte côte, comme vous le verrez par les papiers de l'ambaſſade. Vous pourrez y remarquer l'artifice des Anglois, en armant les Indiens contre les Eſpagnols. Comme on ne pourroit pas établir une amitié ſincere & ſolide, ſans remédier à des préjudices auſſi notoires, & ſans faire enſorte qu'ils n'aient plus lieu par la ſuite, il faudroit régler de bonne foi tous ces points, & paſſer enſuite à d'autres avec la même franchiſe, & dans la perſuaſion qu'on ne trouvera jamais de meilleures diſpoſitions que dans notre auguſte Souverain.

» Déjà plus d'une fois, j'ai informé Votre Excellence (ainſi que j'avois fait vis-à-vis de votre Prédéceſſeur) des outrages de toutes eſpeces que nous avons eſſuyés du côté de la Louiſiane, où on nous a débauché les Indiens nos amis, en leur donnant des armes & des munitions pour agir contre nous, où on a inſulté nos établiſſemens & nos peuplades eſpagnoles, où enfin on a menacé avec des vaiſſeaux de guerre la capitale même, ſous des prétextes auſſi frivoles que mal fondés. Je dirai ſeulement à cet égard

Le Roi Catholique communiqua à la Cour de Londres les assurances qu'il venoit de

---

que les extorsions n'ont point cessé de ce côté-là, & qu'il y faut un prompt remede «.

» Enfin, Votre Excellence est bien informée des insultes que nous avons essuyées, & des ménagemens que nous méritions, tant pour notre conduite passée que pour notre conduite présente. D'après cela, Votre Excellence fera valoir nos droits avec beaucoup de cordialité & de modération, pour que le Ministere Anglois soit bien convaincu de la franchise & de la sincérité avec laquelle nous agissons, ainsi que de la nécessité qu'il y a de régler une fois pour toutes tous nos différends & nos intérêts, en arrachant jusqu'aux racines de tous démêlés futurs, pour le bien réciproque des deux Nations. A cet égard je me réfere aux instructions données à Votre Excellence. Vous avez sur ces objets tous les pouvoirs possibles; & on vous donnera encore tous ceux que vous demanderez, & qui vous seront nécessaires pour consolider l'amitié entre les deux Cours; c'est ce point important, ainsi que la pacification générale qui font l'objet des desirs du cœur généreux du Roi. Je suppose aussi que Votre Excellence ne perdra pas de vue que nous ne pouvons nous compromettre en rien contre la France, dont nous devons toujours conserver l'amitié. «

Après tous les faits & toutes les dépêches qu'on vient de rapporter, il doit être inutile d'insister pour faire rendre justice à la circonspection, à la sincérité & à la vivacité avec lesquelles le Roi Catholique s'est efforcé d'établir la paix sur des fondemens solides, & d'obtenir de l'Angleterre la réparation de ces innombrables insultes : on y aura vu aussi l'artifice avec lequel la Cour de Londres affecte aujourd'hui d'être surprise du parti que Sa Majesté vient de prendre, quoique cette Cour n'ait point cessé de répéter les insultes, sans en avoir jamais donné de satisfaction, ou même sans en avoir laissé espérer aucune.

recevoir de Sa Majesté, & il pressa cette Cour d'effectuer enfin un rapprochement pour lequel elle avoit, de son côté, témoigné le plus grand désir ; mais le Ministere Britannique, en faignant toujours de souhaiter la paix, ne répondit aux démarches officieuses du Roi d'Espagne qu'en lui faisant des propositions déclinatoires & inadmissibles (19).

---

(19) Les propositions de l'Angleterre en réponse aux offices de Sa Majesté (du 20 Novembre 1778), n'arriverent à Madrid que le 13 Janvier 1779. Elles étoient le résultat d'une conférence du 28 Décembre entre le Marquis d'Almodovar & le Vicomte de Weymouth.

On peut juger de la conduite du Ministere Anglois en cette occasion par les expressions suivantes d'une dépêche du Ministere Espagnol en réponse audit Almodovar, en date du 20 Janvier.

» J'ai lu au Roi (ce sont les propres termes de la dépêche) toute la lettre de Votre Excellence, ainsi que la pièce que vous a remise le Lord Weymouth, & j'ai informé en même tems Sa Majesté de tout ce que le Baron de Grantham m'a communiqué sur ce même sujet. Cet Ambassadeur m'a remis une copie de la pièce que le Ministre d'Etat Anglois vous avoit donnée. Mais on ne trouve, ni dans les explications du Lord Grantham, ni dans la dépêche qu'il vient de recevoir de sa Cour, les ouvertures & les expressions précises qu'on a employées à Londres, en parlant à Votre Excellence pour engager le Roi à proposer de lui-même les moyens qui peuvent conduire à une conciliation.

» Malgré cela, je ferai part à Votre Excellence, avec franchise & exactitude, des réflexions que le

Il étoit donc de la derniere évidence que l'Angleterre ne vouloit point la paix, & qu'elle n'avoit d'autre but que de gagner le tems qu'exigeoient ſes prépartifs de guerre. Le Roi d'Eſpagne ſentoit parfaitement cette vérité; il ne ſentoit pas moins combien ſa

---

Roi a faites, de la réſolution que S. M. a priſe, & de la manière dont vous devez vous conduire pour la communiquer à Londres & pour en obtenir la réponſe, ſur quoi cette dépêche vous ſervira d'inſtruction.

» Sa Majeſté s'apperçoit aujourd'hui que la Cour de Londres s'explique *de vive voix*, autrement que *par écrit* : c'eſt-à-dire ; *de vive voix*, il ſemble qu'elle n'attende que d'être informée des moyens & des tempéramens convenables que lui propoſera Sa Majeſté Catholique ; & *par écrit*, il paroît que le Miniſtere Britannique inſiſte ſur ſes premières idées, ſe bornant uniquement à des proteſtations générales de ſon deſir pour la paix. «

Après les réflexions qu'on vient de voir, on en faiſoit d'autres au Marquis d'Almodovar dans la même dépêche, & on lui expliquoit quelques idées de Sa Majeſté, ainſi que ſon deſir de trouver un moyen ſage & décent de faciliter la pacification. La ſubſtance de ces idées ſe réduiſoit à ſavoir ſi on pouvoit eſpérer que le Miniſtere Anglois conſentiroit à l'établiſſement d'une longue treve entre les Puiſſances belligérantes & les Colonies, laquelle treve ſeroit priſe ſous différens points de vue pour ſauver l'honneur de ces Puiſſances, & en propoſant diverſes précautions capables de prévenir la crainte d'une nouvelle rupture. Sur cet objet, on ſe référoit à une négociation poſtérieure, ou à un Congrès qui ſe tiendroit dans un lieu neutre & ſous la médiation du Roi, où ſeroient réglés & conclus les Traités que les Puiſſances auroient à faire entre elles.

durant la trève, comme Indépendans de fait; & pour donner d'autant plus de facilité au Roi d'Angleterre de souscrire à cette condition essentielle, Sa Majesté consentoit que ce Prince traitât avec le Congrès, soit directement, soit par l'entremise du Roi d'Espagne.

En conséquence de ces ouvertures, Sa Majesté Catholique rédigea la proposition qu'il s'agissoit de faire à la Cour de Londres: indépendamment d'une trève illimitée (21),

---

d'habitans, & suspendre toute violence de l'une & de l'autre part contre les individus respectifs, & leurs biens & effets. Pendant ces treves, les François pourront traiter de leurs affaires particulières, sans donner lieu à des soupçons qui seroient inévitables, s'ils confondoient dans la négociation leurs intérêts particuliers avec les intérêts prétendus de ceux que la France affecte d'appeller ses alliés. Alors Sa Majesté Britannique pourra établir son Gouvernement sur ses propres Etats, sans essuyer l'humiliation de recevoir les conditions qui y sont relatives de la main d'un ennemi déclaré.

(21) Il paroît que l'ouverture faite par la Cour de Londres dans la dépêche dont fait mention la note précédente, pour établir une trêve avec la France & avec les Colonies, ne renferme que cette seule difficulté; savoir, que les prétentions de ladite Puissance & celle des Provinces Américaines seroient traitées séparément, de sorte que la France ne se mêleroit point de l'arrangement relatif aux intérêts de ces Provinces. C'est ainsi que l'auroit cru alors & que le croira même encore à présent toute personne impartiale & de bonne foi qui lira les ouvertures du Cabinet Anglois dans

durant laquelle les États-Unis feroient regardés comme Indépendans de fait (22), ce

cette dépêche. D'après cette fuppofition, on va mettre fous les yeux du Public l'*Ultimatum* des propofitions faites par le Roi Catholique aux deux Cours de Paris & de Londres, Sa Majefté s'étant chargée d'applanir les difficultés avec les Colonies, vu qu'on n'avoit point eu le tems de leur communiquer, non plus qu'à la France, cette réfolution du Roi Catholique, de laquelle on leur a fait part le 3 Avril de la préfente année : fept jours après qu'on eut reçu la réponfe du Cabinet Anglois.

» Si ces ouvertures ou propofitions (on rapporte ici à la lettre l'*Ultimatum*) fûffent venues auffi tôt que le Roi eut fait les fiennes pour dreffer le plan de réconciliation, il y a déjà quelque tems qu'on auroit pû lever beaucoup de difficultés par les modifications dont on feroit convenu, dès que la bonne foi & la confiance auroient regné dans la négociation, ainfi que le défir d'en venir à la conclufion d'une paix. Mais après avoir laiffé perdre plus de deux mois de tems fans compter celui qui avoit été perdu auparavant, & après qu'il a été reconnu que pendant cet intervalle on n'a point ceffé de faire de grandes expéditions & de grands préparatifs, il n'eft pas poffible de fe défendre de foupçonner que l'on cherche à laiffer écouler les mois de campagne qui reftent, & à continuer la guerre avec vigueur. S'il en étoit ainfi, tous les efforts du Roi pour parvenir à concilier les Puiffances belligérantes, feroient inutiles. Cependant, Sa Majefté voulant donner une derniere preuve de fes fentimens d'humanité, & faire voir qu'elle a épuifé tous les moyens pour arrêter & empêcher les calamités de la guerre, a fait propofer aux deux Cours le plan fuivant, qui fera de fa part l'*Ultimatum* de cette négociation «.

» Qu'il y aura une fufpenfion d'armes indéfinie

Prince voulant épuiser tous les moyens qui pourroient arrêter l'effusion du sang humain,

---

avec la France, sous la condition qu'elle ne sera point rompue entre les deux Puissances belligérantes, sans que l'avis en ait été donné un an auparavant «.

» Que pour que cette suspension d'hostilités rétablisse la sûreté & la bonne foi réciproques entre les deux Couronnes, il y aura un désarmement général dans l'espace d'un mois dans les mers d'Europe, de quatre mois dans celles d'Amérique, & de huit mois ou d'une année dans les mers éloignées d'Afrique & d'Asie. «

» Que dans l'espace d'un mois on conviendra du lieu où doivent s'assembler les Plénipotentiaires des deux Cours pour traiter d'un arrangement définitif de paix & regler les restitutions ou compensations respectives pour les représailles que l'on a faites sans déclaration de guerre, & relativement aux autres sujets de plainte, ou prétentions qu'auroient respectivement l'une & l'autre Couronne; & que pour parvenir à cette fin, le Roi continueroit à employer sa médiation, offrant dès ce moment même pour tenir ce Congrès, la ville de Madrid «.

» Que le Roi de la Grande-Bretagne accorde une pareille suspension d'hostilités séparément aux Colonies Américaines, par l'entremise & la médiation de Sa Majesté Catholique vis-à-vis de qui cette Puissance s'engagera à observer cette suspension, en promettant de ne point la rompre sans en donner avis à Sa Majesté un an auparavant pour qu'elle puisse en informer les mêmes Provinces Américaines, & que l'on reglera pareillement le désarmement réciproque dans le tems & suivant les intervalles qui ont été proposés par rapport à la France; assignant des limites que ne devront point passer ceux de l'un & de l'autre parti dans les lieux & terreins qu'ils se trouveront oc-

prit même sur lui de proposer, relativement à l'Amérique, que chacun resteroit en possession de ce qu'il occuperoit au moment de la signature de la Trève.

---

cuper au moment de la ratification de cet accommodement «.

» Que pour regler ces différens objets & autres relatifs à la solidité de ladite suspension & aux effets qu'elle doit produire pendant qu'elle subsistera, un ou plusieurs Commissaires des Colonies, pourront se rendre à Madrid, & Sa Majesté Britannique enverra les siens sous la médiation du Roi (s'il est nécessaire) pour regler les articles ci-dessus, & que pendant ce tems on traitera les Colonies comme indépendantes de fait «.

« Enfin, qu'à la demande de toutes ou de quelqu'une des Puissances belligérantes, ou bien des Colonies, lesdites Puissances & l'Espagne garantiront les traités ou arrangemens qui se feront: Sa Majesté Catholique accordant dès ce moment sa garantie aux susdits préliminaires. «

Quiconque voudra comparer ces articles avec les ouvertures faites antérieurement par la Cour de Londres, jugera si l'on pouvoit imaginer des propositions plus modérées, ou plus analogues au systême expliqué par le Cabinet Anglois. Certainement Sa Majesté Catholique a porté trop loin la modération dans ce plan de conciliation, en se chargeant de l'Emploi difficile d'applanir les difficultés.

(22) La plus grande répugnance qu'ait affecté de montrer le Cabinet Britannique à la vue de cet *Ultimatum* & des propositions du Roi d'Espagne, a porté sur le point de traiter les Colonies comme indépendantes de fait dans l'intervalle de la trève. C'est une chose fort extraordinaire & même assez bisarre que la Cour de Londres traite les Colonies comme

Il n'eſt ſans doute perſonne qui n'eût jugé que ces conditions ſeroient acceptées ; cependant elles ont été refuſées. La Cour de Lon-

---

indépendantes non ſeulement de fait, mais même de de droit pendant la guerre, & qu'elle ait de la répugnance à les traiter comme telles ſeulement de fait pendant une trève ou ſuſpenſion d'hoſtilités. La Convention de Saratoga ; le Général Burgoyne cenſé priſonnier légitime quand il s'agit de ſuſpendre ſon procès ; l'Echange & la liberté d'autres priſonniers faits ſur les Colons ; la nomination de Commiſſaires pour aller chercher les Américains dans leurs propres foyers, leur demander la paix & traiter avec eux ou avec le Congrès ; & enfin mille autres actes de cette eſpéce autoriſés par la Cour de Londres ont été & ſont certainement des ſignes non équivoques de reconnoiſſance de l'Indépendance. Que la Nation Angloiſe juge & décide elle-même ſi tous ces actes ſont auſſi compatibles avec l'honneur de la Couronne Britannique que le ſeroit la conceſſion faite aux Colonies par l'entremiſe de Sa Majeſté Catholique d'une ſuſpenſion d'hoſtilités, l'accommodement de leurs différends & un traitement qui dans cet intervalle les féroit regarder comme indépendantes de fait. On pourroit ajouter à ce qui vient d'être dit ce qu'ont affirmé tous les papiers publics du mois de Février 1778, d'une propoſition faite par le Lord North dans la ſéance du Parlement du 17 dudit mois, comme d'une choſe toute ſimple que les Commiſſaires, nommés alors par la Cour de Londres, traiteroient avec les Députés Américains, comme s'ils étoient Plénipotentiaires d'Etats Indépendans, à condition que cette Conceſſion ne préjudicieroit point à la Grande Bretagne, ſi dans la négociation les Colonies ſe décidoient à ſe déſiſter de l'Indépendance.

dres les a rejettées (23) de la manière la plus formelle, & n'a montré de disposition

---

(23) Il paroîtra incroyable, après ce qui vient d'être rapporté, que la Cour de Londres refuse d'accepter les propositions de *l'Ultimatum* de celle de Madrid, quand même le Cabinet Britannique auroit jugé nécessaire d'y apporter quelque éclaircissement. Cependant, non seulement elle ne les a pas acceptées dans sa réponse donnée le 4 Mai après avoir apporté autant de délais qu'elle put, mais donnant des interprétations forcées & captieuses aux propositions susdites, elle s'est permise de dire *que l'Espagne partoit des pretentions qu'avoient les Colonies d'être des Etats Indépendans & souverains, pour faire cause commune avec elles & avec la France*, & le Cabinet Britannique a fini en disant: *que si les conditions que la Cour de Versailles avoit communiquées à Sa Majeste Catholique ne présentoient pas un aspect plus favorable pour le Traite, ou que si elles n'étoient pas moins impérieuses & inegales, ce seroit avec le plus grand regret que le Roi de la Grande Bretagne se verroit frustré des espérances qu'il avoit toujours conçues de l'heureux rétablissement de la paix tant pour ses sujets que pour tout le monde.*

Si ce n'est pas là manquer aux égards dus au Roi médiateur par une véritable provocation & par une inconséquence évidente, il sera difficile de trouver des expressions qui y soient plus propres. Sa Majesté Catholique ne faisoit point cause commune avec la France & les Colonies dans ses dernieres propositions, & elles n'étoient point faites par la France, puisqu'il est certain que jusqu'alors Sa Majesté Catholique ne les lui avoit point communiquées, & qu'elle n'avoit pas pu les lui communiquer, faute de tems, avant de les remettre à la Cour de Londres. Ainsi, tout l'apparat de ces paroles hautaines du Ministere Anglois, se réduit à dire que malgré l'ouverture faite par ce

à la Paix, qu'autant que le Roi abandonneroit les Américains à eux-mêmes.

Après une déclaration aussi tranchante, la continuation de la Guerre est devenue inévitable ; & dès-lors Sa Majesté a dû inviter le

---

même Ministere, le 16 Mars, il aimoit mieux la guerre, que de devoir la paix ou même la treve au Roi médiateur, auquel il insultoit pour le provoquer, en l'accusant d'être partial, de s'être ligué avec les ennemis de la Grande-Bretagne, d'avoir un ton impérieux, & d'être capable de proposer des conditions inégales.

Ajoutez à tout ce qui vient d'être dit, que dans le même tems où le Cabinet Britannique répondoit dans les termes rapportés ci-dessus au Roi d'Espagne, il cherchoit par le moyen d'Emissaires & d'offres considérables à détacher la Cour de France des Colonies, & à s'accommoder avec cette Cour. Il y a plus encore. Dans le même tems, ledit Ministere Anglois s'occupoit pareillement à faire, par le canal d'un autre Emissaire, différentes propositions au Docteur Franklin Ministre des Colonies, résidant à Paris, pour s'accommoder avec elles, & les détacher de la France, moyennant certaines conditions presque semblables à celles qu'il a rejettées quand elles sont venues de Sa Majesté Catholique, ou pour mieux dire, en faisant des offres beaucoup plus favorables à ces Colonies. Les choses furent portées jusqu'au point, que ledit Traité fut dressé en articles formels avec différentes explications; & il se faisoit sous l'autorité d'un des principaux Ministres Anglois. Il seroit facile d'instruire le public de tous ces détails, & de beaucoup d'autres choses encore, en mettant sous ses yeux des copies bien entieres & bien constatées des pieces, si cela étoit nécessaire, ou si l'on y étoit forcé par cet ennemi implacable, à l'égard duquel l'Espagne de son côté s'est toujours conduite avec la plus grande modération.

Roi Catholique à se joindre à Elle, en vertu de leurs engagemens (24), pour venger leurs griefs respectifs, & pour mettre un terme à l'empire tyrannique que l'Angleterre a usurpé,

(24) Les véritables intentions de la Cour de Londres étant découvertes, le Roi Catholique ne pouvoit pas enfin se dispenser de remplir dans toute leur étendue les Traités conclus avec la France. Par l'exposé qui a été fait dans la note précédente, il paroît évidemment que tout l'objet de la politique angloise étoit de désunir les deux Cours de Madrid & de Paris par le moyen des suggestions & des offres faites à cette derniere; de détacher pareillement les Colonies, si on le pouvoit, des engagemens qu'elles avoient contractés avec la France pour les armer contre la Maison de Bourbon, ou bien pour les opprimer quand elle les verroit seules sans protecteurs ni garans de tout traité quelconque qu'elles feroient avec le Ministere Britannique. Voici ensuite le piége dans lequel ce Ministere cherchoit à faire tomber les Etats Américains. Il essayoit de les tenter par des promesses flatteuses & magnifiques, pour s'arranger avec eux sans l'entremise de l'Espagne & de la France; & pour que ce même Cabinet restât toujours l'arbitre du sort des Colonies dans l'exécution des traités ou accommodemens qu'elles feroient. Mais le Roi Catholique, fidele d'un côté à l'observation des engagemens qui le lient avec le Roi Très-Chrétien son neveu, équitable de l'autre envers ses propres Sujets qu'il doit protéger & soutenir contre tant d'insultes, & enfin rempli d'humanité & de compassion pour les autres individus qui supportent les calamités de la présente guerre, est dans l'intention de la poursuivre, & de faire tous les efforts qui sont en son pouvoir pour parvenir à une paix solide & durable, avec les sûretés convenables pour en garantir l'observation.

& prétend conserver sur toutes les Mers (25).
L'exposé succinct qui vient d'être fait des vues politiques, des procédés & des événemens successifs qui ont occasionné la rupture

(25) Pour parvenir, comme il a été dit, au but désiré d'une paix solide, il est nécessaire de réprimer & d'anéantir les maximes arbitraires de la Marine Angloise, & c'est l'intérêt de toutes les Puissances maritimes, & même de toutes les Nations en général. Le Roi Catholique a fait tout ce qui étoit en son pouvoir pour faire cesser les insultes appuyées sur ces maximes; mais il n'a pu y parvenir par les voies amicales. Au contraire les outrages ont continué à s'aggraver, comme on l'a vu, même pendant la négociation entamée avec l'Angleterre par la médiation dudit Monarque. La Cour de Londres en est venue à ne vouloir plus convenir dans ces derniers tems qu'elle devoit ajuster ses différends avec l'Espagne, comme il avoit été dit. Dans le même mois de Mai où s'est terminée cette négociation, on a reçu la nouvelle de la violence commise par les bâtimens anglois & leurs équipages dans la riviere de Saint Jean, baye de Honduras, dont il a été fait mention dans la note premiere, & l'on a appris pareillement avec beaucoup de probabilité que le Cabinet Anglois avoit donné des ordres anticipés pour envahir les Philippines.

D'après de tels faits & un pareil début, le monde impartial pourra juger cette fameuse querelle, & décider si la déclaration présentée par le Marquis d'Almodovar le 16 Juin n'est pas fondée sur la raison & sur la vérité. En attendant il est bon d'observer que dès le 18 du même mois la Cour de Londres a expédié ses ordres pour commettre des hostilités & faire la course par voie de représailles contre l'Espagne, & que celle-ci n'a donné de son côté de pareils ordres que lorsque cette nouvelle lui est parvenue.

entre les Cours de Verſailles & de Londres, mettra l'Europe en état de faire le parallèle entre la conduite du Roi & celle du Roi d'Angleterre, de rendre juſtice a la pureté & à la droiture des intentions qui ont dirigé celle de Sa Majeſté, & de juger lequel des deux Souverains eſt le véritable auteur de la guerre qui afflige leurs Etats, & lequel des deux ſera reſponſable des malheurs qu'elle entraînera après elle.

NOTA.

Au moment où l'on finit l'impreſſion du préſent Ecrit, nous recevons & nous voyons déjà copiée dans divers Papiers publics la réponſe que le Miniſtere Britannique entend oppoſer à la Déclaration préſentée à Londres par le Marquis d'Almodovar lorſqu'il s'eſt retiré. Le monde impartial & judicieux ſaura apprécier cette Réponſe à ſa juſte valeur, lorſqu'il aura lu attentivement cette Déclaration & les notes précédentes dont elle eſt actuellement appuyée. On voit dans ces notes la candeur, la droiture, l'honnêteté du Cabinet Eſpagnol, & la ſuite qu'il met dans ſa conduite & dans ſes raiſonnemens. Ce Cabinet ſe ſent la confiance de demander aujourd'hui à toute l'Europe ſi elle croit qu'il ſoit poſſible de conſerver une vraie amitié, d'entamer une ſincere négociation, ou de conclure de bonne foi aucun traité avec des gens qui ne ſe font point une affaire de nier ou d'altérer les faits les mieux prouvés, des faits auſſi clairs & auſſi poſitifs que ceux qui ont été expoſés & détaillés dans ces notes.

VOICI, vraiſemblablement, la piece dont parle ce *Poſtcriptum* Eſpagnol. On l'a copiée ſur les Gazettes Hollandoiſes du 30 Juillet où elle a paru, dit-on, en (*a*) original, & d'où elle a paſſé traduite dans les Papiers Anglois. Il ne paroitra pas fort extraordinaire qu'elle ait été déſavouée par la gazette appellée *Morning-Poſt*, qui paſſe pour être une production miniſtérielle. Voici en quels termes s'eſt fait ce déſaveu :

» Nous ſommes autoriſés à déclarer qu'on ne doit donner aucune attention à un Ecrit qui a paru dans certaines gazettes, ſous le titre de *Réponſe envoyée par le Lord Vicomte de Weymouth au Marquis d'Almodovar, datée du* 13 *Juillet* 1779. Cette pièce, dans tout ſon contenu, porte tellement le caractere de l'impoſture, que ce ſeroit perdre ſon tems que de s'amuſer à en faire voir la fauſſeté. «

Le Marquis d'Almodovar, ci-devant Ambaſſadeur de Sa Majeſté Catholique à cette Cour, eſt parti ſubitement, laiſſant au Vicomte Weymouth, Secrétaire de Sa Majeſté Britannique, une déclaration de guerre, ſoutenue d'un Expoſé des Motifs que ſa Cour met en avant pour juſtifier une démarche auſſi

(*a*) Cet original, comparé avec la même piece copiée dans les papiers Anglois, il s'y trouve des différences importantes. On a eſſayé de reſtituer ici le texte d'après l'édition en langue Angloiſe.

violente. Dans cet Exposé, l'Espagne affecte de se plaindre en général du peu de desir du Roi de maintenir la paix, & en particulier des insultes faites au Pavillon Espagnol, & de la violation du territoire de Sa Majesté Catholique. Comme rien n'étoit plus éloigné des intentions du Roi que de violer l'amitié qui subsistoit entre la Grande-Bretagne & l'Espagne, c'est par les ordres de Sa Majesté que ledit Vicomte Weymouth va donner une telle représentation des objets dont il est question dans la susdite Déclaration, qu'il ne doute pas qu'elle ne mette dans le plus grand jour la sincérité avec laquelle Sa Majesté a cherché à maintenir la tranquillité générale. Le peu de desir de la paix, qu'on suppose au Roi, se déduit de la conduite qu'on attribue à la Grande-Bretagne durant la derniere négociation, après des professions de l'impartialité de Sa Majesté Catholique, son offre de médiation entre la Grande-Bretagne & la France, & l'acceptation qui en fut faite, la Déclaration affirme qu'on a fait les démarches les plus énergiques, & celles qui devoient produire le plus d'effet, pour amener les deux Puissances à un accommodement également honorable pour les deux Parties : qu'à cette fin, on a proposé de sages tempéramens ; mais que, quoique ces propositions aient été conformes à celles qu'en d'autres tems la Cour de Londres elle-même avoit jugées

convenables pour un accommodement, elles ont été rejettées d'une maniere qui ne prouve que trop bien le peu de desir qu'a le Cabinet Britannique de rendre la paix à l'Europe, & de conserver l'amitié du Roi Catholique.

Les conditions proposées par la France, étoient au dernier point injurieuses & inadmissibles; & le Roi avoit expressément déclaré qu'il les regardoit comme telles. Il étoit clair que le tempérament proposé par l'Espagne, tendoit inévitablement à assurer & à rendre effectives ces mêmes conditions injurieuses qui venoient d'être déclarées inadmissibles. Les pernicieuses conséquences du tempérament proposé avoient été expliquées à la Cour d'Espagne, par les ordres du Roi, de la maniere la plus amicale, & on l'avoit expressément rejetté: si cela eût été autrement, il n'y auroit point eu de raison pour un *Ultimatum*; & ce ne fut pas sans étonnement qu'après cette premiere réponse, le Roi reçut un *Ultimatum* de la Cour d'Espagne, non-seulement contenant les mêmes propositions que celles qui avoient été rejettées, mais énoncées avec très-peu de variation dans la forme. La déclaration fait entendre, que la Cour d'Espagne avoit annoncé, le 28 de Septembre dernier, aux Puissances belligérantes, qu'au cas où la négociation ne produiroit aucun effet, elle prendroit un parti. Si le parti que l'Espagne prend ouvertement aujour-

d'hui, eſt celui que dès ce tems-là même elle étoit ſecrettement dans l'intention de prendre, il eût mieux convenu à ſa dignité de l'avouer dès-lors, & de ſe ranger ouvertement ſous les bannieres de la France. Au lieu de cette conduite, la Cour de Madrid, affectant l'impartialité, a offert de négocier par ſa médiation, & non pas de dicter les conditions de la paix, promettant à chaque Cour la communication des conditions exigées par l'autre, afin qu'elles puſſent être modifiées, expliquées ou bien rejettées. Quand les conditions propoſées par la France eurent été rejettées, qu'on déclara à l'Eſpagne que ces tempéramens ne pouvoient être acceptés, & qu'elle retirât ſa médiation : cette démarche même a été accompagnée d'aſſurances que l'amitié ſubſiſtante entre les deux Nations n'en ſeroit point interrompue. Cela eſt ſi vrai, que même dans la déclaration actuelle, qui déclare des hoſtilités de la part de l'Eſpagne, on n'a pas oſé prétendre que la non-acceptation des tempéramens propoſés ſoit une des cauſes de la guerre : ſi on l'inſinue, c'eſt une raiſon de plus qu'a Sa Majeſté de ſe plaindre de l'injuſtice & de l'arrogance d'une ſemblable prétention. Les cauſes de la guerre que l'Eſpagne a jugé à propos de mettre en avant, ſont, les inſultes faites à ſon pavillon, & la violation de ſon territoire. Quant aux premieres, voici les termes du Mémoire « : On a fait des priſes;

on a visité & pillé des bâtimens ; on a fai feu sur un grand nombre qui ont été forcé à se défendre ; on a ouvert & mis en pièce les Registres & les Paquets de la Cour mêm trouvés à bord des paquebots-couriers d Sa Majesté Catholique «. Toutes sortes d Navires Américains ont été reçus dans le ports de l'Espagne ; ils ont été munis d fausses lettres de mer, & ont porté le pavillon espagnol ; leurs Corsaires ont pillé san distinction de Pays ; & telle a été l'industrie du Ministere Espagnol à accumuler de griefs, qu'il a représenté ces déprédation mêmes comme des injures reçues de la part de la Grande-Bretagne. Ces plaintes, qui en tout n'ont pas été au-delà de vingt-quatre, ne spécifioient souvent aucun auteur de l'insulte supposée reçue ; celles qui l'ont fait, étoient souvent mal-fondées, & en général frivoles. On convient cependant que les réponses ont été amicales. Le Roi pensoit qu'il étoit digne de lui, non-seulement d'employer les précautions les plus propres à prévenir les désordres qui pourroient blesser les Nations neutres, mais encore de faire tous ses efforts pour les punir & les réparer. Telle a été sa conduite toutes les fois qu'il a été possible de découvrir & de convaincre les coupables. Parmi des opérations aussi vastes que l'ont été celles de cette guerre, il n'est pas étonnant qu'il se soit commis quelques irrégularités ; mais quand de tels cas

ont été prouvés, reftitution a été faite, avec d'amples dommages, & tous les frais. On a avancé que Sa Majefté Catholique a déclaré formellement à la Cour de Londres, dès que la France a commencé les hoftilités, que la conduite de la Grande-Bretagne feroit la regle de celle que l'Efpagne auroit à tenir. Néanmoins treize vaiffeaux anglois ont été faifis, & l'on eft encore à apprendre fous quel prétexte, ou par quel ordre, quoique le Roi ait ordonné qu'on fît les repréfentations qui font d'ufage en pareil cas entre les Nations qui font en amitié; ce que Sa Majefté a fait, parce qu'elle n'a pas pu attribuer ces faifies à un deffein perfide & ennemi, jufqu'à ce que la déclaration préfente eût expliqué la conduite de la Cour de Madrid.

La violation prétendue du territoire de l'Efpagne fe réduit à quatre chefs différens. Premièrement, il eft dit qu'on a menacé les domaines de la couronne efpagnole en Amérique; & on n'articule ni les tems, ni les lieux, ni les circonftances. En fecond lieu, le Mémoire porte qu'on a foulevé les Nations Indiennes contre les innocens Habitans de la Louifiane, qui auroient été la victime de leur fureur, fi les Chactas eux-mêmes ne fe fuffent repentis & n'euffent révélé le complot. Il eft avéré que le Gouverneur de la Nouvelle-Orléans a tâché de féduire les Chactas, & qu'il a reçu avec amitié les peuplades qui dévaftoient les poffeffions angloi-

ſes occidentales. Ces peuplades ont été ramenées, mais elles n'ont pas été excitées contre le territoire eſpagnol ; on ne l'a point tenté ; on n'en a point eu l'idée. La déclaration affirme, » que ces différens griefs ont été formellement repréſentés à la Cour de Londres, & que vu la nature équivoque & les expreſſions peu aſſurées de ces deux derniers articles, de telles repréſentations étoient ſpécialement néceſſaires à l'obſervation exacte de la bonne foi que ſe doivent l'une à l'autre des Nations en amitié. Il n'eſt pas vrai qu'on ait fait aucune repréſentation ſur l'un ou ſur l'autre des articles précédens, auxquels il eût été aiſé de faire les réponſes les plus amples & les plus ſatisfaiſantes. Il eſt dit, en troiſième lieu, qu'on a uſurpé la ſouveraineté de Sa Majeſté Catholique dans la Province de Darien ; & ſur la Côte de Saint-Blaiſe, le Gouvernement de la Jamaïque ayant accordé à un Indien la patente de Capitaine-général de ces Provinces. Il a été envoyé des inſtructions le 28 d'Avril dernier, ſuivant la maniere uſitée par les Nations qui ſont en amitié. Aucune information ſur cette Affaire n'ayant été tranſmiſe de la Jamaïque, on a écrit de nouveau pour avoir des éclairciſſemens ſur ce fait ; mais le tems n'a pas encore ſuffi pour recevoir la réponſe. Enfin il eſt dit qu'on a violé le territoire de la baye d'Honduras, en y exerçant des actes d'hoſtilité contre des Eſpagnols

pagnols, qu'on a emprisonnés, & dont on a envahi les maisons, & que la Cour de Londres avoit jusqu'ici négligé d'accomplir ce que stipule relativement à cette côte l'article seizieme du Traité de Paris. Ce qui regarde la fréquentation de la baye d'Honduras par les Sujets de l'Angleterre, a été réglé par l'article qu'on cite, & définitivement arrangé avec la Cour d'Espagne en 1764. Depuis ce tems, il n'y a eu aucune plainte de part ou d'autre, & cette Cour ignore qu'il en existe aucun sujet. Ce n'est point certainement ici un de ces griefs que la Déclaration suppose avoir été détaillés dans des Mémoires remis au Ministere de Londres, ou à l'Ambassadeur du Roi à Madrid. Telles sont les causes alléguées par la Cour d'Espagne, au nom de Sa Majesté Catholique, comme la justifiant devant Dieu & devant l'Univers d'avoir commencé les hostilités contre la Grande-Bretagne. Le Roi s'en rapporte à la position actuelle des affaires, la même que celle qui subsiste depuis la conclusion du dernier Traité, comme à une preuve effective, qu'aucune tentative de sa part n'a indiqué une disposition à violer ce Traité. Il s'en rapporte à la suite toujours uniforme de sa conduite depuis cette époque, pour fournir des preuves également fortes qu'il a tâché de le maintenir avec toute l'assiduité & tout le soin qu'exigeoient de lui les intérêts de l'humanité & le bonheur de ses Sujets. Il s'en rapporte enfin

à la conduite de ſes Ennemis, & ſpécialement à la ſuſdite Déclaration de la Cour d'Eſpagne, pour fournir la derniere preuve de la néceſſité à laquelle il eſt réduit de défendre les droits de ſa Couronne & de ſon Peuple, contre un projet décidé de les envahir, projet auquel la Cour d'Eſpagne participe enfin ouvertement, ſans même donner la moindre raiſon qui puiſſe colorer un tel procédé.

QUELLE que ſoit la vraie opinion du Miniſtere Anglois ſur cet écrit, on reconnoitra, comme l'annonce l'Eſpagne, qu'il n'y a pas une ſeule de ſes allégations qui ne ſoit confondue dans l'expoſé des motifs de cette Cour, qui vraiſemblablement reſtera ſans réponſe avouée ou non avouée.

FIN.

LETTRE

*D'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 12 Septembre 1779.

DANS le moment actuel, Monſieur, toutes les obſervations qui ſe font dans les deux partis ſur l'état des affaires, ſont extrêmement intéreſſantes à ſaiſir pour l'inſtruction & les connoiſſances qu'elles peuvent donner. Voici celles qui, depuis quelques jours, m'ont paru mériter le plus votre attention.

Les véritables motifs du Miniſtere dans ſa conduite.

On prétend que l'Adminiſtration ne croit point du tout que l'Angleterre ſoit menacée ſérieuſement d'une invaſion; voici ſur quoi on ſe fonde. 1°. Parce que les perſonnes qui ont le plus à perdre par cet événement n'ont pas donné un ſou pour les ſouſcriptions deſtinées à en prévenir les funeſtes conſéquences. 2.° Parce que différens perſonnages attachés à la conſtitution, n'ont point pu faire accepter l'offre qu'ils ont faite de le-

ver des corps de troupes pour la défenſe de leur patrie. 3.° Parce que les Miniſtres, malgré tous les ſoins qu'ils ſe ſont donnés pour porter au plus haut point la terreur du peuple ſur le danger imminent d'une invaſion, paroiſſent être dans la ſécurité la plus parfaite à ce ſujet. 4.° Parce que ces mêmes Miniſtres, qui ont employé leurs agens dans toute l'étendue du Royaume pour engager les peuples à ſecourir le Gouvernement par de fortes ſouſcriptions, ſe ſont prudemment diſpenſés d'y prendre part, ou n'ont donné que des miſeres. Si les Miniſtres croyoient le danger ſérieux, n'auroit on pas vu tous ceux qui occupent les places lucratives de l'adminiſtration, ſacrifier une partie de leurs richeſſes à la défenſe d'un état qui les ſoudoie magnifiquement ?

Mais s'il n'y a pas de danger. pourquoi demander des ſouſcriptions ? Il y a des perſonnes qui prétendent répondre à cette queſtion en faiſant celle-ci à leur tour. 1.° Quoique les Miniſtres penſent que nous ne devons avoir aucune crainte d'une invaſion dans la Grande-Bretagne, n'ont-ils pas de bonnes raiſons pour ſe défier du reſſentiment d'une nation juſtement irritée contre des hommes dont les bévues ou les prévarications ont démembré l'Empire Britannique & l'ont réduit à l'état de détreſſe & de miſere où il ſe voit plongé. 2.° Si les Miniſtres appréhendent notre reſſentiment, que peuvent-ils faire de

mieux pour s'y ſouſtraire que de nous éprouver par des ſouſcriptions en même tems qu'ils employeront à leur défenſe perſonnelle la nombreuſe armée que nous leur avons fournie, & dont les Chefs ſont leurs créatures? 3.° Des perſonnes connues par leur attachement aux intérêts du peuple, ayant ſollicité envain auprès du Gouvernement la permiſſion de lever des corps de troupes, ce refus n'eſt-il pas la préſomption la plus forte que les Miniſtres ne veulent une armée que pour leur défenſe perſonnelle & non pour celle de la nation? 4.° Enfin tout le monde ne ſait-il pas que les Ecoſſois ſont les principaux auteurs de nos calamités; & la quantité de Régimens qui ont été levés en Ecoſſe n'eſt-elle pas tout auſſi notoire? De bonne foi une armée Ecoſſoiſe peut-elle être deſtinée à protéger l'Angleterre contre une invaſion? N'eſt il pas viſible au contraire que ſon ſeul objet eſt de ſouſtraire au reſſentimens des *Bretons*, les *Ecoſſois* & les *Miniſtres Ecoſſois*?

L'Année 1745.

Dans ce moment de criſe où l'on a recours à tous les moyens poſſibles pour encourager les citoyens à défendre la patrie & pour les animer contre les ennemis de la Grande-Bretagne, il n'eſt pas inutile de ſe rappeller ce qui s'eſt fait autrefois en pa-

reilles circonſtances. Par là on verra quels ſont les témoignages publics de zele & de patriotiſme que le peuple Anglois a donnés dans d'autres circonſtances lorſque ce Royaume a été menacé d'une invaſion.

Au mois de Septembre 1745 le Dr. Herring, Archevêque d'York, forma une aſſociation avec la grande & la petite nobleſſe du Comté d'York. L'archevêque de Cantorbery répandit un mandement adreſſé à ſon Clergé; cet exemple fut imité par les Evêques de Rocheſter & de Wincheſter & par le Comité des non-conformiſtes.

On voyoit journellement des adreſſes de la part de la corporation de Londres, des Cités de Vorceſtet, d'Edimbourg, de Rocheſter, de Briſtol, des Villes de Portſmouth, &c. des Univerſités de Cambridge & d'Oxford, des flottes commandées par Byng & Vernon, &c.

Les Milices de Londres & de Weſtminſter furent miſes ſur un pied reſpectable.

Plus de onze cents quarante Marchands de Londres ſignerent une convention pour ſoutenir le crédit public & la Banque. La Compagnie des Indes reçut ſur le pied du Pair ſes billets en payement des marchandiſes débitées dans ſes ventes. Elle faiſoit par-là gagner aux acheteurs une eſcompte de dix pour cent.

Des aſſociations furent formées par les

Manufacturiers

Manufacturiers de Spitalfields, par le Lord Chancelier, par les gens de Loi, &c.

Le Chevalier Grégory, Page, rassembla sur les Bruyeres de Blackheath cinq cents hommes qu'il leva & habilla à ses dépens.

Des souscriptions furent levées dans le Cheshire, dans le Surry (à 4 liv. sterling par personne) à Norfolk, à Bristol, sur la Paroise de Saint Martin (à 5 liv. sterling par personne) à Westminster, dans la Cité de Londres, par des Marchands de Londres, par des Compagnies, par des gens de Londres, par des particuliers de bonne volonté, par la Banque, par les Quakers pour habiller les troupes; & ces souscriptions se monterent à plus de 18,000 livres sterling. Dans le Chester plusieurs particuliers souscrivirent pour une année de leurs revenus.

Les propriétaires des Corsaires le *Prince Frederic* & le *Duke*, offrirent au Roi le produit de leurs prises, & il étoit de 700,000 liv. sterling, qui furent acceptées par le Roi & rembourfées par le Parlement.

Le 12 Décembre on publia dans la gazette une proclamation sur les appréhensions d'une invasion, comme celle qui a été rendue dernierement pour faire retirer des côtes les provisions & les bestiaux. Elle donna lieu aux précautions que prirent les Députés Lieutenans de Kent, lorsqu'ils apprirent par l'Amiral Vernon que les François projettoient une descente sur cette côte.

Chacun remarqua de ſoi-même la différence des réſolutions priſes par les ſujets des deux Souverains & ſur-tout de la conduite des citoyens de Londres; mais nous nous permettrons une triſte réflexion, c'eſt que le luxe, la diſſipation & la frivolité ont augmenté en raiſon des richeſſes qu'un commerce heureux de quarante ans a verſées dans le Royaume, & qu'il eſt à craindre que l'inſouciance & l'engourdiſſement ne s'emparent de tous les eſprits de la nation.

Quoiqu'on puiſſe objecter que nos craintes actuelles, au ſujet d'une invaſion, ne ſont que de fauſſes allarmes dont nos ennemis nous amuſent pour nous porter quelque coup plus terrible au dehors, il faut cependant conſidérer que nous ne pouvons jamais faire trop de préparatifs, & que nos efforts patriotiques ne peuvent que ſeconder nos flottes & nos armées, & les faire triompher de nos ennemis dans toutes les parties du globe.

De Plymouth le 29 Août 1779.

Un exprès eſt arrivé aujourd'hui chez le Lord Shuldam de la part du Gouvernement avec des lettres où l'on approuve hautement tout ce qui a été fait. On y témoigne la reconnoiſſance la plus vive & la plus expreſſive au Chevalier David Lindſay & aux Officiers à ſes ordres pour la ſageſſe, le zele & la fermeté qu'ils ont fait paroître

dans les circonſtances préſentes. On y donne les éloges les plus pompeux aux Lord Shuldam & l'on y fait des remercimens particuliers au Commiſſaire Ourry. Enfin ces nouvelles lettres contrediſent en tout point & de la maniere la plus directe le langage du Lord Sandwich & de l'Amirauté. Elles approuvent en particulier la barre que ces Officiers ont fait jetter devant l'entrée du port, & ſe répandent en louanges ſur l'excellence du plan & la conduite de l'exécution. (Voyez le N.° précédent, page cxl.)

Ainſi nous voyons dans la révolution de deux jours un tableau racourci de la conduite qu'a tenue l'adminiſtration actuelle dedepuis qu'elle exiſte. Sa maniere générale & uniforme ſe découvre dans cette petite affaire: elle y montre la même irréſolution, la même déſunion que dans toutes les autres, *Diruit ædificat, mutat quadrata rotundis.* Elle ne ceſſe de faire & de défaire. Ce ſont toujours les mêmes petits intérêts, la même foibleſſe, la même ignorance qui ont caractériſé tous le cours de ſes procédés, qui ont réduit ce pays à la derniere extrémité, & qui ont fait regarder notre adminiſtration actuelle comme la plus vile & la plus foible qui ait jamais exiſté. Sandwich, l'ame damnée de ſon parti, a été forcé de ſe ſoumettre à la déciſion ſupérieure d'un Divan dont il eſt l'eſclave, & de recevoir la correction d'un écolier. Le malheureux! Il a été

plus coupable en se soumettant à cette correction qu'en la méritant. Il a découvert par là toute la petitesse, toute la bassesse de son ame. Car enfin il n'ignore pas que cette soumission est exigée, que son état y tient & que c'est une amende que tout Ministre ostensible est obligé de payer. D'après ces nouveaux ordres, nous espérons que tout rentrera ici dans son état naturel & que les plans projettés pour la défense de la ville seront mis à exécution. Pauvre (*a*) le Crasse! tu as été faire à Londres une sotte ambassade!

Le 30 Août.

LE *Southampton* est arrivé ce matin dans le Goulet, donnant avis qu'une flotte de vivriers François, montant à seize voiles, sous le convoi d'une frégate de 40 canons, deux de 32 & une de 30, croisoient à la hauteur du Lezard. En conséquence le Lord Shudham a ordonné aussi-tôt aux vaisseaux suivans; le *Southampton*, Capitaine Garnier: l'*Isis*, Capitaine Rayner: le *Stag*, Capitaine

(*a*) C'est un des Ordonnateurs à Plymouth qui étoit parti pour faire des représentations aux Ministres contre les ouvrages provisionnels ordonnés par le Chevalier Lindsay & autres. Ce dernier Officier, neveu de Milord Mansfield, a fait aussi une course à Londres, & il paroît qu'elle n'a pas été infructueuse.

Cooper : le *Firebrand*, Capitaine Berkley : le *Squirrel*, Capitaine Epworth, d'aller à la pourſuite de ces bâtimens. Ces vaiſſeaux ſe ſont mis en état d'appareiller avec une promptitude merveilleuſe, & ayant levé par la preſſe, pluſieurs matelots qui ſervoient à bord d'une flotte marchande mouillée au large (elle étoit deſtinée pour le pays étranger & attendoit un convoi) pour completter leurs équipages, ils ont levé l'ancre & ont appareillé vers les ſix heures du ſoir. Comme ils ont bon vent, il y a tout lieu de croire qu'ils joindront leur chaſſe demain après-midi. Selon toute apparence les vivriers ont ordre de croiſer à la hauteur du Lezard, qu'ils jugent être la meilleure poſition pour rencontrer les eſcadres combinées. On dit cependant qu'on les a vus hier remonter la Manche en louvoyant & portant à l'Eſt, à ſix ou huit lieues du Sud-Oueſt du fanal d'Eddy-ſtone. C'eſt qu'apparamment ils croioient que leurs eſcadres étoient encore dans le Goulet de Plymouth. Je vous enverrai les nouvelles les plus fraîches & les plus autentiques du ſuccès de cette courte expédition.

L'Amirauté a été ſi effrayée & ſi conſternée, qu'elle a écrit à l'Officier commandant de ce port, d'adoucir les nouvelles autant qu'il ſeroit poſſible. Elle redoute l'eſprit ſéditieux du peuple, ainſi que les ſuites d'un courroux qu'elle a allumé ſi vivement :

elle a recommandé à ses créatures de déguiser les malheurs, de grossir les avantages, d'étourdir les esprits sur le danger, en s'en mocquant, & de jetter sur tout le voile de la (*a*) dissimulation.

On attend journellemeut le Duc de Richmond en cette Ville: une partie de son régiment y est déjà arrivée. Plût à Dieu qu'il le fût aussi! C'est de sa prudence & de ses talens seuls que nous pouvons nous promettre du secours; & nous espérons avec confiance que quoiqu'il vienne ici simplement en qualité de Colonel de la Milice de Sussex, il voudra bien aider de ses conseils l'Officier Commandant, & donner à Plymouth la sûreté que sa prudence & son courage ont donné au Comté de Sussex.

L'*Ardent*, vaisseau ci-devant à nous, devenu maintenant vaisseau de guerre Fran-

---

(*a*) Le Maître d'un Café très-fréquenté auprès de la Bourse, ayant appris des premiers que l'Isle de Saint Vincent avoit été prise par les François, distribuoit des bulletins de cet événement. — Cela fut rapporté à Milord Sandwich, qui l'envoya chercher, & le pria d'étouffer cette nouvelle, plutôt que de la divulguer. » L'étouffer, Milord, répondit le Citadin, non, non, l'enfant est trop gros pour qu'on l'ètouffe «.

[Il n'est pas surprenant que ce même Lord ait eu tant de peine à croire l'arrivée de l'armée combinée à Plymouth & la prise de l'*Ardent*, & qu'aujourd'hui il révoque encore en doute celle de la Grenade & la victoire remportée par le Comte d'Estaing sur Byron.]

çois, fait partie des escadres combinées ; il a été radoubé & équipé complettement. Qu'il est humiliant pour nous de voir nos forces diminuées, & l'ennemi qui nous étoit déjà supérieur, tirer du nerf de notre foiblesse !

Extrait de deux autres lettres de Plymouth.

N°. I. Du Mardi 31 Août.

La petite escadre qui mit hier au soir à la voile pour donner chasse aux vivriers, n'étoit pas entièrement hors de vue aujourd'hui. La marche des vaisseaux de cette escadre en général, est si lente, qu'on ne devoit pas s'en promettre d'avantage ; & à moins que les vivriers françois n'ayent ordre de se tenir à la hauteur du lizard, on n'a aucun espoir qu'ils les joignent. Le *Ramillies* est rentré aujourd'hui dans le goulet, & le *Triton*, s'il peut dépasser l'escadre françoise, doit aller en Irlande, pour y chercher un grand nombre de Matelots levés par la presse.

Un vaisseau portugais, qui a traversé l'armée angloise beaucoup au sud des Sorlingues, a apporté plusieurs lettres du *Bienfaisant*, qui lui a parlé. Dans une de ces lettres, je lis les détails suivans. » Vous ne sauriez vous former une idée de notre situation ; le désespoir est peint dans les traits de chacun, & j'appréhende une révolte. Et comment n'y en auroit-il pas une ? depuis dix jours, nous évitons soigneusement

l'ennemi ; nous avons laiſſé la Manche ſans défenſe, & nous avons abandonné, ſans combattre, l'empire des mers à un ennemi fanfaron. Les alliés nous ont ſuivis, mais ſuivis à la lettre d'un endroit à l'autre, & ils ont joué le rôle que nous jouâmes l'année dernière ſous Keppel. Leurs Gazettes publieront bientôt, avec plus d'emphaſe que de franchiſe, combien ils nous ont pris de vaiſſeaux. Et nous ſouffrons de tels outrages ! Il eſt dans leur caractere de ſe vanter ; mais c'eſt la première fois qu'ils ont pu ſe vanter avec fondement d'être les maîtres de l'Océan, & de nous avoir mis en fuite. Il n'y a pas juſqu'au dernier Matelot de notre eſcadre, qui ne murmure, & avec raiſon. Ces pauvres gens partagent la conſternation générale. Pluſieurs de nos vaiſſeaux ont été déſemparés par nos manœuvres hors de ſaiſon ; & encore, malgré les exercices dont on n'a ceſſé de nous fatiguer, nous ne pouvons pas exécuter une ſeule manœuvre avec préciſion & ſureté. Il ſurvient toujours quelque maudite mépriſe dans les ſignaux, qui interrompt abſolument l'évolution. Encore l'autre jour, tandis que nous voulions former la ligne de bataille à l'avant, *ſtribordamure*, & que nous virions tous de bord pour exécuter cette manœuvre, un ſignal fut déployé à bord du *Victory*, enjoignant à tous les vaiſſeaux de faire leurs journaux de la ſemaine. Cette erreur nous auroit cauſé de la ſurpriſe, ſi nous

nous n'avions pas été accoutumés à voir journellement un ſignal déployé au lieu d'un autre, ce qui nous tient dans une perplexité continuelle. Ce ſignal fut remplacé par un autre, qui ordonnoit aux Capitaines de ſe rendre à bord du *Victory*. Quelques chaloupes avoient été miſes à la mer, tandis que d'autres reſtoient ſur leurs amarres, jugeant que ce ne pouvoit être encore qu'une mépriſe. L'événement juſtifia ce ſoupçon : quelques minutes après, on fit le ſignal de former la ligne : tous les autres ſignaux furent amenés, & on renonça à l'évolution pour ce jour-là. Ceci n'eſt qu'une eſquiſſe de notre conduite en général : c'eſt pourtant une telle conduite qui non-ſeulement aigrit, mais allarme chaque individu de l'eſcadre. Nous ne pouvons attendre de ſureté, en cas de combat, que de la bravoure de chacun de nos vaiſſeaux en particulier. Allons au combat comme nous pourrons, & que chacun de nos vaiſſeaux ſe meſure ſéparément avec un vaiſſeau ennemi, je ſuis ſûr que la victoire ſe rangera de notre côté. Il faut cependant convenir que d'Orvilliers eſt un homme qui entend ſon métier, & qu'il ne nous laiſſera jamais prendre aucun avantage ſur lui. Il nous fera damner par la ſupériorité de ſes manœuvres. Vous ne ſauriez croire à quel point le Chevalier Charles Douglas a porté la diſcipline ſur ſon vaiſſeau (le *Duke*). Vous connoiſſez l'homme ; mais, malgré

toutes ſes ſingularités, on doit lui rendre la juſtice qu'il a dreſſé ſon équipage, de maniere à étonner tout le monde. Il vous tirera cinq cens coups de canon, dans l'eſpace de tems que mettra un autre à en tirer quatre cens, & cela avec une préciſion, une vigueur, & une méthode qui rend chaque coup d'importance. Si nous nous battons, ſoyez ſûr qu'il fera mauvais jeu à quiconque voudra ſe meſurer avec lui. Je n'ai pas le tems de vous expoſer le ridicule de la conduite de Darby. Pauvre créature! Il n'y a point un galant homme parmi les Capitaines qui veuille le voir.

N°. II. *Du Mercredi premier Septembre à midi.*

Le Cutter le *Tapageur* eſt arrivé ce matin de bonne heure, comme exprès de la grande eſcadre, avec la nouvelle importante, que Lundi dernier 30, étant à la hauteur des Sorlingues, & abſolument au vent des eſcadres combinées, notre armée avoit profité de l'avantage du vent, qui, depuis quelque tems, avoit venté frais, avec une raffale chargée de brume qui la cachoit à l'ennemi, & qu'après l'avoir dépaſſé, elle étoit entrée, comme à la dérobée, dans la Manche. L'ennemi a levé l'ancre auſſi-tôt après, & lui donne la chaſſe actuellement dans la Manche. Cet avis a été ſuivi auſſi-tôt de

l'apparition de la petite escadre qui avoit mis à la voile le jour précédent, pour aller à la poursuite des vivriers. Elle a rencontré l'armée angloise à la hauteur du Deadman, & s'en est revenue au port. Vers les six heures, on a hissé une flamme jaune à la tour de *Mather*, pour signaler qu'on voyoit notre armée, & sur les dix heures, on l'a vue toute, ou la plus grande partie, dans le *sound*, qui s'élevoit à l'est dans l'ordre de marche ordinaire.

Le *Tapageur*, Lieutenant Stowe, a apporté une lettre du Chevalier Hardy au Lord Shuldham, par laquelle il lui mande qu'il avoit heureusement dépassé l'ennemi, & qu'il l'attiroit maintenant dans la passe étroite de la Manche, où il avoit intention de lui livrer combat. Il le prioit d'envoyer sur le champ des exprès à Portsmouth, pour avertir la *Princesse* (a) *Amélia*, & le *Saint-Alban*, de le joindre, ainsi que l'*Edgar* (b) & l'*Alcide* s'ils étoient arrivés. On a envoyé sur le champ des exprès à Portsmouth, & on a donné des ordres pour que le *Bleinheim* de 90 canons, l'*Isis* de 50, les frégates le *Southampton* & le *Stag*, le brulot le *Firebrand*, & le cutter le *Tapageur*, (qui étoient

(*a*) En effet ces deux vaisseaux ont appareillé pour aller au-devant de l'Escadre.

(*b*) Ceux là sont encore dans la Tamise.

à Plimouth,) ſe préparaſſent à joindre l'eſcadre; c'eſt ce qu'ils font maintenant, & ils appareilleront dans deux heures. Le *Buffalo* arrivé ici hier, a rejoint l'eſcadre. Si les vaiſſeaux qui ſont à Portſmouth, ont aſſez de bonheur pour joindre la grande eſcadre, ce qui eſt très-probable avec le vent d'Eſt qui ſouffle actuellement, notre eſcadre ſe montera à (*a*) quarante-cinq vaiſſeaux de ligne, y compris les trois de cinquante. Le Chevalier Hardy aſſure que ſon intention eſt d'attirer l'ennemi par une manœuvre artificieuſe, dans la partie étroite de la Manche, & là de lui livrer combat; de ſorte qu'il y a tout lieu de croire que cette grande affaire ſe paſſera à la hauteur de Portland; mais il dit qu'il s'avancera juſqu'à Portſmouth, s'il peut les attirer juſques-là.

L'inquiétude qui s'eſt emparée de tout le monde dans les circonſtances préſentes, eſt ſi grande, que je ſais que vous ſerez bien aiſe d'avoir les nouvelles les plus fraîches, & j'eſpere être en état de vous les procurer. Le grand événement doit avoir lieu ſous peu de jours, ſi l'ardeur que les François ont montrée depuis quelques ſemaines ne ſe rallentit pas. Voici dix jours qu'ils nous donnent la chaſſe, & ils ont cherché tous les moyens de nous engager au

(*a*) En comptant l'*Alcide*, l'*Edgard* & le *Buffalo*; & retirant le *Ramillies* rentré à Plymouth.

combat; mais nous ne ſavons pas encore s'ils donneront dans le piége qu'on leur prépare, & s'ils auront le même appétit de gloire lorſqu'ils ſauront que nous ſommes renforcés de ſept ou huit vaiſſeaux. D'Orvilliers eſt un homme de mérite, & il ne manquera pas de voir le déſavantage avec lequel il combattroit de l'une ou de l'autre maniere, ainſi que le danger imminent auquel il s'expoſeroit s'il s'élevoit un vent fort du Sud-Oueſt.

Le manque d'hommes & de canons eſt ſi grand dans ce port, qu'on a toute la peine du monde à équiper les vaiſſeaux. Le *Blenheim* eſt occupe maintenant à prendre à bord les hommes qui ſervoient ſur les tranſports & les autres bâtimens; on n'a jamais vu un équipage auſſi bigarré & auſſi ridiculement compoſé. Les hommes ne ſont pas encore (*a*) amatelottés; & cette diſtribution dans un vaiſſeau de cette force prendra pluſieurs jours.

Toute l'eſcadre pourroit vous dire que l'Amiral Hardy a fait trois tentatives inutiles pour former ſa ligne, & que le vaiſſeau le *Victory*, qui étoit ci-devant le troiſieme de l'armée, pour la viteſſe de la marche, eſt aujourd'hui, par quelque mauvais arrangement, un de ceux qui vont le plus mal.

(*a*) Diſtribution des poſtes.

Le Mercredi premier Septembre à neuf heures du ſoir.

NOTRE Eſcadre a mouillé toute la journée dans le goulet, pour étaler la marée; les François étoient à douze lieues environ à l'oueſt, mouillés auſſi pour le même objet. Nous avons profité de l'occaſion pour mettre ſur notre eſcadre de la bierre, de l'eau & des viandes fraîches dont elle avoit grand beſoin. Le *Blenheim*, Capitaine Heartwell; l'*Iſis*, Capitaine Rayner; le *Southampton*, Capitaine Garnier; le *Stag*, Capitaine Cooper; le *Firebrand*, Capitaine Berkeley; & le *Tapageur*, Lord Capitaine Fitzgerald, ſont ſortis cet après-midi pour la joindre. Il n'auroient pas pu appareiller ſi promptement, ſans l'arrivée de trois cutters venus de Portſmouth ſous le convoi du Buffalo, & remplis de gens d'équipage. Auſſi-tôt qu'il y a eu marée, vers les ſept heures, notre armée a levé l'ancre, & porté vers l'Eſt.

Vous jugez facilement de l'impatience avec laquelle nous attendons la journée de demain. Nous ſaurons quelles ſont les intentions de l'ennemi. S'il remonte la Manche dans le deſſein de ſuivre notre armée, il doit en réſulter un combat. S'il ſe retire, & il peut le faire ſans ternir l'honneur de ſon pavillon, le ſort de la Grande-Bretagne ne ſera pas encore décidé. Nous ſavons par des

avis positifs, que l'*Alcide* n'est pas encore en état de joindre l'escadre, & que l'*Edgar* n'est point arrivé à Portsmouth; nous apprenons cependant, que le *Sandwich* & le Barfleur sont prêts, si même ils n'ont pas appareillé (*a*). Je doute de ce fait. Puisse-t-il être vrai!

Les Marins, en même tems qu'ils approuvent la manœuvre de Hardy pour attirer l'ennemi dans la Manche, sont dans les plus vives allarmes pour Plymouth. En remontant la Manche, notre escadre livre, pour ainsi dire, cette ville au pouvoir des ennemis; & s'ils ont autant de hardiesse que de courage, ils sont les maîtres de détruire la ville & le chantier. Nous n'avons point de canons dans nos forts, ni d'hommes pour servir nos canons. C'est à présent qu'on voit les effets de la partialité ministérielle. Si les plans suggérés par les Officiers qui commandent ici, eussent été mis à exécution, nous aurions pu voir de sang-froid approcher l'ennemi, & il nous eût été facile de le repousser. Dans l'état des choses, nous sommes exposés au danger le plus imminent; tout le courage des habitans, (& ils en ont montré beaucoup,) ne suffira pas pour défendre la Ville, si l'ennemi l'attaque avec vigueur. La lettre du Chevalier David Lind-

(*a*) Il en doutoit avec raison.

ſay a produit l'effet deſiré. Il eſt remplacé par le Chevalier William Draper.

Le Jeudi 2 Septembre à neuf heures du ſoir.

TOUS les vaiſſeaux de notre eſcadre n'étoient pas encore hors de vue ce matin; mais vers midi le vent les pouſſoit ſi fort à l'Eſt, qu'ils n'étoient plus viſibles. Le *Blenheim* n'a appareillé qu'aujourd'hui pour joindre la flotte, ſon départ ayant été retardé par un calme tout plat ſurvenu la veille au ſoir. Le *Bienfaiſant*, qui n'avoit pas pour deux jours de proviſions, s'eſt vu forcé d'entrer dans la Baye de Cauſan; &, à la honte de certaines perſonnes, il a été obligé d'y attendre juſqu'à cette après-midi, avant de pouvoir ſe procurer les ſecours dont il avoit beſoin. Il a mis à la voile avec le *Blenheim*. Je ne vous rapporterai point tous les bruits qui courent, & toutes les nouvelles que j'ai reçues de l'eſcadre; ces détails ſeroient auſſi faſtidieux qu'allarmans. Il eſt certain qu'elle eſt dans une cruelle poſition. Nos ſages Miniſtres ont envoyé trente-neuf vaiſſeaux contre une armée navale qui en avoit peut-être plus de ſoixante. Notre eſcadre n'étoit pas de force à ſe meſurer avec l'ennemi. Elle n'a fait que ſe ſauver d'un lieu à un autre; elle a reçu la chaſſe d'un ennemi qu'elle étoit accoutumée à battre. Nous l'avons vue en butte aux menaces & aux inſultes des Fran-

çois. Des vaiſſeaux de guerre ont été pris ſous ſes yeux ; elle s'eſt enfin laiſſée pourſuivre juſque dans nos rades & dans nos ports. C'eſt au Lecteur à méditer ſur toutes ces circonſtances, & il pourra ſe faire une idée de la fermentation qui regne ſur toute la flotte.

Il y a des gens qui ayant entendu dire à leurs meres & à leurs nourrices que les Anglois ſont invincibles, ſe perſuadent ſans peine que nos flottes doivent toujours battre celles de l'ennemi, fuſſent-elles du double ſupérieures aux nôtres. De tels gens ont le droit de bavarder & de faire les fanfarons; mais les autres, qui ſavent que la nature humaine eſt la même dans tous les Pays, ne ſentent que trop toutes les raiſons que l'on a de s'allarmer.

Le Chevalier Charles Hardy, pendant ſa relâche, dans le goulet de Plymouth, a été fort ſurpris de l'inſouciance qu'il remarquoit dans tous les départemens, & il en a temoigné ſon mécontentement dans les termes les plus forts. Il n'y avoit à Plymouth ni proviſions fraîches pour ſes vaiſſeaux, ni hommes pour remplacer ſes malades. Il ne s'attendoit point à ce contretems, & il s'en eſt plaint avec raiſon. L'Amirauté devoit pourtant bien penſer qu'il auroit beſoin d'hommes, & par conſéquent s'arranger pour qu'il en trouvât dans ce port. Ce qui rend cette négligence encore moins excuſable, c'eſt qu'il y avoit

des hommes à Portſmouth & aux Dunes. L'Amiral avoit le plus grand beſoin de renforts, & on aſſure qu'il eſt allé juſqu'à Portſmouth pour chercher de nouveaux vaiſſeaux. Comment tout cela finira-t-il? Dieu ſeul le ſait.

Nous n'avons pas encore eu d'allarmes plus vives que celle que nous éprouvons dans ce moment ci. Vers les ſept heures du ſoir, ſept boulets ont été ſuſpendus à *Makertower* comme un ſignal qu'on appercevoit ſept vaiſſeaux à l'oueſt, & d'après toutes les apparences, on eſt perſuadé que c'eſt la flotte françoiſe. En ce cas, ſi le vent d'Oueſt continue, Plymouth ſera plus que jamais à la merci de l'ennemi, qui pourra réduire cette ville en cendres, tandis que notre grande flotte ſera allée ſe réfugier à Spithéad.

Nous manquons, comme je l'ai déjà dit, & de canons pour garnir nos forts, & d'hommes pour le ſervice de nos canons. La barre n'eſt qu'à moitié finie, les nouvelles batteries ne ſont qu'à moitié conſtruites, l'Amiral a arboré ſon pavillon à bord du *Rawleigh*, quoiqu'il n'ait pas un ſeul canon à y mettre. Faute de Bouchers au département des vivres de la marine, on eſt obligé d'aller chercher dans les camps & dans les environs, des hommes qui aient appris ce métier.

Les habitans ſont pleins d'ardeur, & ne

redoutent aucun danger ; ils ſont prêts à ſacrifier leur fortune & leur vie ; mais comme ils n'ont pas de fuſils, ils ſont obligés de faire l'exercice avec des fourches & des bâtons : en général, ils ne demandent pas mieux que de ſe battre ; mais ils n'ont ni armes ni munitions.

Enfin, le déſordre ſcandaleux qui regne dans tous les départemens a tellement ſoulevé tous les eſprits, que je ſuis perſuadé qu'il y auroit une révolte générale dans le Pays, ſans la crainte où l'on eſt de l'ennemi.

Les habitans de la Province de Cornouailles déteſtent le Miniſtere ; & il n'y a pas une perſonne dans la ville qui n'impute au Lord Sandwich tous nos malheurs. Plût-à-Dieu que toute l'Angleterre fût auſſi convaincue que nous de cette vérité ! L'armée a ordre de paſſer la nuit ſous les armes, & tout le monde aſſure que nous devons nous attendre à une alerte. J'avoue que je ne crois point que cela arrive, quoique je regarde ce moment comme très-dangereux.

Le Vendredy 3 Septembre.

D'après les nouvelles reçues aujourd'hui par les cutters dépêchés exprès, les ennemis ſont devant le cap Lizard ; ils n'ont pas été aſſez ſots pour donner dans le piege de l'Amiral Hardy. S'ils ſe fûſſent laiſſé attirer dans la Manche, ils ſe ſeroient expoſés au

danger le plus imminent, par le vent d'Oueſt qui regne aujourd'hui. Quoi-qu'il en ſoit, ils peuvent ſe vanter d'avoir chaſſé & vu la flotte Britannique dans le ſound de Plymouth, & cela ſeul eſt pour eux une victoire; c'eſt ce qu'ils n'avoient jamais fait précédemment, & tout en diſant que notre retraite a été ordonnée, nous ſommes forcés de reconnoître qu'ils ont tout le droit poſſible de ſe vanter; & nous devons convenir que notre humiliation eſt complette. Bon Dieu! quel châtiment ne méritent pas ceux qui ont mis nos Amiraux dans la honteuſe néceſſité de fuir devant un ennemi ſans le combattre!

Tant que le vent d'Oueſt, qui ſouffle à préſent, continuera, il ſera impoſſible à Hardy de revenir; il eſt allé chercher des renforts à Portſmouth où peut-être il ſera bien ſurpris de ne trouver que deux ou trois vaiſſeaux (*a*) prêts à le joindre. Il peut y reſter juſqu'à ce qu'on en prépare un plus grand nombre; & pendant ce tems là les ennemis bloqueront la Manche, ils ruineront notre commerce, s'ils y vont ſérieuſement, & ils feront des incurſions ſur nos côtes. Il n'y a que la Providence qui nous ait ſauvés à Plymouth. Nos Miniſtres n'avoient rien fait du tout pour notre défenſe: ils ont tout abandonné au hazard, & c'eſt à lui que nous ſommes redevables de notre ſalut. Il eſt

(*a*) Cela s'eſt vérifié ainſi.

ſingulierement heureux pour nous que les ennemis n'aient pas autant de hardieſſe qu'ils ont de moyens ; & nous ſommes fâchés de voir que notre ſûreté dépende uniquement de la peine qu'ils ont à ſe décider. Cependant nous ne devons pas encore nous croire hors de danger. Tout eſt à craindre pour nous, tant que les vents actuels continueront. En changeant, ils peuvent faire ſortir la flotte Angloiſe & décider de la poſſeſſion de la Manche & de l'empire des mers.

Il n'y a que la *Princeſſe Amélia*, le *Saint Alban*, & peut-être l'*Arrogant* qui joindront l'Amiral Hardy à Portſmouth. Ni le *Sandwich*, ni le *Barfleur* ne ſont prêts. L'*Océan*, de 90, que pluſieurs Gazetiers Miniſtériels ont compris dans la flotte, eſt dans notre baſſin, & il ne ſera pas prêt d'un mois. Il en eſt de même du *Dublin*, de 74 ; ainſi la flotte, avec tous les renforts qu'il eſt poſſible de lui procurer dans l'eſpace de trois ſemaines ou un mois, ne montera pas à plus de quarante cinq vaiſſeaux de ligne.

Autre menſonge miniſtériel, c'eſt que l'*Ardent* a coulé bas. Un particulier appellé Thomas, a été ramené ici il y a deux jours ſur un vaiſſeau Hollandois. Il avoit été pris devant Falmouth ſur un Cutter du Gouvernement par une Frégate Françoiſe & mené ſur la flotte ennemie. Il s'eſt dit paſſager & par ce moyen il a été mis en liberté. Le ſieur Thomas a affirmé ſous ſerment, en préſence du Lord Shuldam, que l'*Ardent* étoit avec

la flotte Françoiſe, & qu'il y avoit ſoixante-dix hommes de ſon équipage à bord du vaiſſeau ſur lequel on l'avoit fait monter. Cette nouvelle a été donnée à l'Amirauté, & cela n'a pas empêché ſes partiſans de débiter que l'*Ardent* a été ſubmergé.

Je vois les gazettes miniſtérielles aſſurer avec une impudence, dont il n'y a pas d'exemple, qu'une eſcadre de neuf vaiſſeaux de ligne eſt prête pour une expédition ſecrete. Si nous avions en effet une pareille eſcadre toute prête, il faudroit que Sandwich fût un grand ſcélérat pour la détacher de la grande flotte, qui eſt obligée de fuir devant l'ennemi. Voilà pourtant comme on loue le Lord Sandwich. Le fait eſt que quoique nos Miniſtres remuent Ciel & Terre pour équiper un plus grand nombre de vaiſſeaux, il n'y aura & il ne pourra y avoir d'ici à un an que neuf vaiſſeaux en état de mettre à la voile.

On ſait aujourd'hui, comme choſe certaine, que les matelots de l'*Ardent* ont abſolument refuſé de ſervir, comme l'avoient fait en Mai dernier ceux de la *Défiance*. Leur motif étoit qu'on les avoit enlevés de deſſus un vaiſſeau ſans leur payer leurs gages.

Etat des magaſins de la Marine.

Le 4 Septembre, il y avoit à Plymouth ſi peu de matelots & de canons, qu'on ne pouvoit pas équiper les vaiſſeaux. On prenoit des hommes pour le *Blenheim*, juſque

ſur les bâtimens de tranſport frétés par le Gouvernement.

Nous ne ſommes pas mieux fournis en bois, malgré toutes les vanteries de Mylord Sandwich, qui a affirmé dans le Parlement, qu'il en avoit pour pluſieurs années. Il ſe vérifie aujourd'hui, qu'au lieu de chêne bien préparé, on employe aux réparations des planches de ſapin de demi-pouce. C'eſt dans cet état, que le *Blenheim* qui étoit tout pourri, va remettre en mer.

Les mâts nous manquent de même. Et la preuve en eſt dans la premiere querelle que nous nous ſommes faite avec les Hollandois, pour avoir pris quelques-uns de leurs vaiſſeaux chargés de mâts. On a ſuppoſé qu'ils les envoyoient à l'ennemi. Mais la vraie raiſon étoit le beſoin, qui ne connoît point de loi.

Inconvéniens de l'augmentation de l'artillerie ſur les vaiſſeaux.

Les vaiſſeaux de 74 canons, ainſi que ceux de 90, ont reçu dernièrement une augmentation dans leur artillerie, les premiers de quatre, & les derniers de ſix canons, qui ſont placés ſur la dunette. Si d'une part, il eſt vrai que plus un vaiſſeau a d'artillerie, plus il doit être fort en proportion dans un combat; de l'autre, il ne l'eſt pas moins que s'il eſt trop fatigué par le poids de ſon ar-

tillerie, & qu'elle le faſſe travailler, cet avantage eſt payé trop cher. Les ſuſdits canons ſont de 12, & étant placés dans un endroit auſſi élevé que la dunette, leur poids doit plus influer ſur la marche du vaiſſeau, lorſqu'il y a du roulis, ou qu'il va au plus près, que celui des canons de 32 de la premiere batterie. On imagine que c'eſt ſimplement un eſſai; mais on craint que le réſultat de l'épreuve ne faſſe voir que leur grand poids fatigue les œuvres mortes du vaiſſeau, & lui fait beaucoup de tort.

Le Livre rouge.

Le Roi déſirant connoître le vrai état de la marine, demanda au premier Lord de l'Amirauté un état manuſcrit de tous les vaiſſeaux employés dans la marine angloiſe, des noms de leurs Commandans, de leur rang, port, canons, de la force de leurs équipages, de leurs proviſions & condition. Ce Lord remit en conſéquence au Roi, un livre relié en rouge. Le Roi ſe préparant à ſon dernier voyage à Portſmouth, l'Amiral Keppel jugea qu'il étoit de ſon devoir d'informer Sa Majeſté qu'un certain vaiſſeau à bord duquel il avoit appris que le Roi devoit aller, n'étoit aucunement propre au ſervice, & qu'il étoit, par pluſieurs raiſons, hors d'état de recevoir Sa Majeſté. Le Roi ne fit point de réponſe à l'Amiral; mais il demanda

demanda auffi-tôt fon livre rouge; l'ayant examiné, il trouva que ce vaiffeau avoit été jugé très-propre au fervice à tous égards. Le Roi fe tournant alors vers l'Amiral, lui dit que le livre rouge faifoit un rapport très-différent du fien fur le vaiffeau en queftion. L'Amiral connoiffoit parfaitement la maniere dont le Bureau où s'étoit fait le livre, préfente ordinairement les objets; mais il n'ofa point faire une réplique au Roi, telle qu'il l'eût defiré.

Le 7 Septembre.

Nouvelles difpofitions défenfives à Plymouth.

Il y a deux jours qu'il eft arrivé ici un fenau dépêché au Lord Shuldam, par le Gouverneur de Guernefey, avec la nouvelle que trente bâtimens de tranfport françois avoient paffé à l'oueft de cette Ifle, pour aller joindre l'armée combinée. Il n'y a plus de camp à Buckland-Down, les Milices de *Wiltshire* & de *South-Devon* ont dreffé leurs tentes dans une plaine attenant les lignes entre cette Ville & le Chantier. *Royal Ecoffois* eft à Maker, les *Montagnards* proche Caufand, & *Hampshire* près de Penles-point. Plus de deux cens hommes, la plupart Matelots, tant de Kingfton que de Caufand, ont pris les armes comme Volontaires, & ils ont joint les camps. On éleve une batte-

rie à Mount Edecumbe, où, avec la permiſſion du Lord de ce nom, on a coupé un grand nombre d'arbres pour en faire un parapet. Il y a une autre batterie à Cauſand, & une troiſieme ſur le rivage oppoſé près la pointe du nord. On a pareillement levé dans cette ville un nombre conſidérable de Volontaires. Ils ſont payés par une ſouſcription des habitans, laquelle monte déjà à mille livres ſterling. Nous avons formé auſſi deux Compagnies franches. Elles ſont commandées par d'anciens Officiers qui étoient établis en cette ville.

Les habitans de Cornouailles ont fait marcher un corps de ſix cens Ouvriers des mines, qui travaillent aux lignes du Chantier de Plymouth. Les diviſions de Camborn & d'Illagan occupent le Chantier avec celle de Sainte Agnès. La diviſion de Gwennap eſt dans Plymouth, & celle de Redtuth au mont Egdecumbe.

Armemens à Portſmouth.

Un particulier qui a quitté Portſmouth le Samedi 4 Septembre au ſoir, & qui eſt arrivé à Londres le 6, a apporté les nouvelles ſuivantes. A ſon départ, toute la flotte de l'Amiral Hardy étoit à Sainte Hélene & à Spithéad, à l'exception de quelques frégates & cutters laiſſés en croiſiere pour obſerver les mouvemens des flottes combinées, qui,

diſoit-on, étoient toujours devant Plymouth. Les habitans de Portſmouth s'aſſocioient pour former des compagnies, & apprendre l'exercice des armes, afin de ſervir s'il en étoit beſoin. Les Ouvriers dans le chantier étoient tous employés à mettre en état le *Sandwich* de 90 canons, ainſi que l'*Arrogant* & l'*Ajax*, chacun de 74; & d'après le nombre des hommes qui travailloient à ces vaiſſeaux, (on y en avoit mis autant qu'on pouvoit y en employer,) on ſuppoſoit qu'ils ſeroient prêts dans huitaine, & l'*Arrogant* dans deux jours. Les hommes devoient travailler, même le Dimanche. Il y avoit ſeize cens hommes à bord des vaiſſeaux de garde, leſquels devoient monter les ſuſdits vaiſſeaux lorſqu'ils ſeroient prêts; & on en attendoit de jour en jour un plus grand nombre des Dunes & de l'Oueſt. Deux mille hommes de troupes réglées devoient ſe rendre à Portſmouth pour renforcer la garniſon. Ceux-ci avec ceux qui ſont déjà dans la Ville & à Goſport, pourroient monter à ſix mille, outre les Soldats de marine. Le Général Monckton paroit porter une ſérieuſe attention ſur tout ce qui le concerne comme Gouverneur. Le nombre des Sentinelles ſur les ouvrages a été augmenté, ainſi que les Gardes dans divers poſtes. Enfin toutes les précautions poſſibles ont été priſes, pour mettre la place en ſûreté, & pour repouſſer l'ennemi en cas d'attaque. Il avoit été queſtion de creuſer une nouvelle mine;

mais on a changé d'avis. Les Magaſins ſont remplis de toute eſpece de proviſions de guerre ; les foſſés autour d'une partie des murailles ont été nétoyés depuis très-peu de tems. Les habitans ſont partagés dans leur opinion ; quelques-uns diſent que l'ennemi n'attaquera pas plus Portſmouth qu'il n'a attaqué Plymouth ; d'autres au contraire, qui ſe piquent d'être mieux informés, ont fait porter leurs effets les plus précieux à Pétersfield, & dans d'autres villes auſſi éloignées de Portſmouth, afin qu'en cas d'une viſite de la part de l'ennemi, ils puiſſent tranſporter ces effets encore plus loin.

Dégâts inutiles faits à Plymouth.

C'EST un problême de ſavoir ſi on a bien fait d'abbattre les bois qui faiſoient l'ornement de la belle campagne appellée *Mount Edgecumbe*, auprès de Plymouth. Cette exécution a fait, dit on, la plus vive peine au propriétaire ; car ces bois étoient un lieu de délices. Quelques perſonnes prétendent qu'on auroit pu y embuſquer des troupes qui auroient fait beaucoup de mal aux envahiſſeurs.

Obſervations ſur l'eſcadre & ſon Commandant.

UNE Gazette du 5 Septembre a rapporté le billet ſuivant. — » Vous voudrez bien faire mon compliment aux Miniſtres, ſur ce que

le Chevalier Hardy eſt rentré ſans avoir perdu un ſeul vaiſſeau, & ſur le bonheur qu'a eu le fameux Commodore Johnſtone, après avoir chaſſé devant le Havre quelques bateaux pêcheurs, de ſe joindre au Chevalier Hardy avec toute ſon eſcadre, compoſée d'une frégate & d'une chaloupe. «

DEPUIS le choc entre d'Orvilliers & Keppel, obſervoit un Gazetier Anglois le 7 Septembre, il ne s'eſt rien paſſé d'intéreſſant entre les armées reſpectives. Il ſemble que ce ne ſoit plus la mode de ſe battre, & que nous ſoyons à l'égard de notre ennemi dans la ſituation des amoureux de Térence.

Ira amantium, amoris redintegratio eſt.

ON ne doute point que l'Amiral Hardy n'ait demandé pluſieurs fois la permiſſion de remettre ſon commandement, qu'il ne peut garder ſans les plus grands riſques pour ſa réputation. Mais ce n'eſt point le mauvais état de ſa ſanté qui l'y détermine, ainſi que les Miniſtres veulent le faire entendre. C'eſt le mauvais état des vaiſſeaux & des équipages qu'on lui a donnés, ainſi que le peu de confiance que ſes Officiers paroiſſent mettre en lui, & en ſon ſecond l'Amiral Darby. — Au ſurplus, & quel que ſoit le ſort que l'Amiral Hardy doit attendre, il eſt bon que l'on ſache qu'il n'a pas plus de cin-

quante-neuf ans : qu'il n'y a pas d'homme dans son escadre qui jouisse d'une meilleure santé que lui ; que la goutte ne l'incommode que très-rarement, & seulement au pied ; & que depuis qu'il a remis à la mer, il n'en a pas eu une seule attaque.

Si quelqu'un de nos Ministres, dit une gazette du premier Septembre, a le courage de proposer le Chevalier Hugh Palliser pour le commandement de notre escadre, & que cet Officier soit assez téméraire pour l'accepter, l'un & l'autre peuvent s'attendre d'en etre punis d'une maniere exemplaire, & qui corrigera pour long-tems les Ministres de s'obstiner à contrarier le vœu de toute une nation.

Falmouth mal défendu.

Extrait d'une lettre de Falmouth du 25 Juillet.

Quoique cette place soit de la plus grande importance, & que d'un moment à l'autre l'ennemi puisse y descendre, nous ne sommes point en état de faire la moindre résistance. Cependant la nature a tout fait pour nous ; & il ne faudroit que le plus léger effort de l'art pour rendre notre ville imprenable. Mais on nous néglige à un tel point que le Château de Pendennis, qui doit défendre l'entrée du port, n'a pas dix canons montés,

& que les affuts ne ſoutiendroient pas deux décharges, étant, abſolument vermoulus. Il y a toujours dans notre port juſqu'à trente ou quarante bâtimens marchands; mais dans l'abandon où il eſt, trois ou quatre Corſaires pourroient y faire le dégât ſans courir les moindres riſques. Nous avons ici la Milice de Hereford, mais il n'y a pas une ſeule piece de campagne attachée à ce bataillon.

[Tous ces détails étoient exacts au 25 Juillet, date de la lettre. Comme il a été depuis ce tems là raſſemblé quelques troupes dans cette partie, il eſt probable qu'on s'y ſera mis un peu plus en état de defenſe.]

Margate mal défendu.

Voici un fait inconteſtable. Il y a a Margate (vis-à-vis de Dunkerque) vingt-trois belles pieces de canon de 18, & pas une once de poudre. Elles ſont là pour la convenance de l'ennemi, qui n'aura que la peine de les tourner ſur la ville. — (Cette annonce eſt du premier Septembre.)

Dès le 8 Août quelqu'un avoit remarqué que jamais il n'étoit venu à Margate moins de monde que cette année pour prendre les eaux de la mer, ce qui ne pouvoit s'attribuer qu'au peu de ſûreté qu'on y auroit contre une attaque de l'ennemi. Alors on ſe plaignoit qu'il n'y avoit pas un grain de poudre

pour tirer le canon. Près d'un mois après, les choses étoient encore dans le même état.

[Ainsi aux deux extrémités de la Manche, c'est-à-dire, à Margate, entrée de la Tamise, & à Falmouth, près du Lend's-End, on pouvoit dans tout le mois d'Août tenter une descente avec grande apparence de succès. Ce sont des points qu'il est toujours bon de connoître.]

Extraits de diverses lettres de Portsmouth le Dimanche 5 Septembre & le Lundi 6.

TOUTE l'escadre angloise étant rentrée, Mylord Sandwich l'a passée en revue ce matin. Il a été salué par le *Victory*; mais en général, il a été reçu froidement, même du Chevalier Hardy. On assure que depuis que cet Amiral tient la mer, Mylord n'avoit point cessé de lui faire espérer que vingt vaisseaux de ligne russes viendroient le renforcer. J'ai vu le Ministre rentrer dans la ville sans aucune suite; il n'avoit même à ses côtés aucun de ces flatteurs de Cour, qui l'accompagnent ordinairement. Toute la marine est indignée des ordres qu'il a donnés à l'armée angloise de fuir devant les escadres de France & d'Espagne. Il est très-vrai que les Officiers qui ont débarqué ont été hués.

Je ne saurois passer sous silence l'anecdote suivante sur ce brave Marin, le Chevalier

John Lockhart Roſſ, Commandant d'une diviſion, & qui monte le *Royal George.*

Mardi matin 31, l'armée angloiſe avoit donné chaſſe à l'ennemi, lorſque le Chevalier Charles ayant reçu avis, que les François & les Eſpagnols étoient partagés en deux diviſions formées en ligne de bataille, il jugea qu'il étoit de la prudence de faire le ſignal pour abandonner la chaſſe, & faire retraite; ce qui fut exécuté ſans confuſion ni déſordre. L'Amiral Roſſ, qui étoit alors ſur ſon gaillard d'arriere en veſte comme pour un combat, ſa lunette à la main, & prenant force tabac, entra en fureur à la vue du ſignal qui venoit d'être hiſſé. Il jetta de dépit ſa lunette, & la briſa; il appella ſon domeſtique, & le chargea d'ordonner auſſi-tôt au Charpentier de clouer les volets de ſa chambre, de maniere que le jour ne pût y entrer. Il fit en même tems allumer les bougies, & mettre un livre ſur ſa table: il déclara qu'il ne vouloit plus voir le jour que quand on ſeroit rentré dans le port; qu'il ne ſavoit point, ni ne vouloit ſavoir, la latitude où il ſe trouvoit: qu'il n'avoit jamais rien vu de pareil: qu'une telle conduite étoit entièrement nouvelle pour lui; & que bien qu'il fût Ecoſſois, il avoit trop de ſang anglois dans ſes veines pour n'être pas révolté de ce qui venoit de ſe paſſer.

Son Capitaine, l'honnête M. Colpoys, fit apporter auſſi-tôt le livre de Loch, & le

etta à la mer en s'écriant: » Parbleu, on ne produira pas en justice contre moi un livre de Loch sur une fuite. Cette scene s'étant divulguée, a fait naître une espece d'émeute dans l'Escadre; le Chevalier Charles s'est vu obligé de faire courir la bouline à deux hommes sur son bord, & d'ordonner qu'on lise à haute voix ses instructions à l'équipage. Quel découragement pour la Grande-Bretagne, de voir une escadre de cette force mouillée à Spithéad, tandis que l'ennemi se promene insolemment sur nos côtes. On a donné des ordres pour que l'escadre appareille de nouveau (*a*) le Lundi 20. J'espere que sa croisiere sera plus heureuse. Le Lord Sandwich retourne à Londres par Southampton. Sans doute il n'ose pas reprendre la route par laquelle il est venu. Il y a eu 3,969 malades mis à terre, tant ici qu'à Plymouth. Dans ce port seul, on en compte environ deux mille.

Autre de la même date.

Nos braves Marins ont ressenti la plus vive douleur, en se voyant obligés de fuir devant l'ennemi. Plusieurs Capitaines, en débarquant, s'informerent avec empressement, si le Parlement ne tenoit pas encore ses séances. Lorsqu'on leur répondit que non, ils

(*a*) Elle n'est que de 39 vaisseaux de ligne. Il y en a trois dans l'escadre du Chevalier Ross. Le tout fait le nombre de 42; 21 Septembre.

rapperent du pied, & s'arracherent les cheveux. Les Matelots à bord de quelques vaisseaux avoient fait branle bas, & s'étoient disposés au combat, sans avoir reçu d'ordres à cet effet Plusieurs de ceux du *Royal George* dans la fureur qui les agitoit, coururent à la figure de la proue, qui représente le Roi George II. Un d'eux se déshabilla, & de sa veste il couvrit les yeux de la figure, s'écriant que ce grand Roi ne devoit pas voir une fuite si honteuse. Le Chevalier Charles n'aura que sept ou huit vaisseaux de plus qu'auparavant. Encore faut-il pour cela, que l'*Edgar* & l'*Alcide* viennent de la Tamise. Le *Blenheim* est arrivé de Plymouth, depuis la rentrée du Chevalier Charles; le bruit qui avoit couru le Samedi 4, que l'armée françoise poursuivoit de près la nôtre, a été occasionné par le *Blenheim*, & deux ou trois frégates, qui venoient se joindre à notre escadre. Les cutters avouent maintenant que ce sont surement ces vaisseaux qu'ils ont apperçus.

De Portsmouth, le Lundi 6 Septembre à dix heures du matin.

Le vent est au Nord-ouest, & vente frais. Une personne arrivée dans le moment de l'Isle de Wight, rapporte que toutes les balises ont été mises en feu hier au soir vers les neuf heures, une flotte considérable ayant été apperçue au large. On a fait venir les milices qui sont restées toute la nuit sous les armes. On a reconnu depuis que c'est

une grande flotte de bâtimens de commerce hollandois qui descendent la Manche, & les Vivriers qui reviennent de Plymouth, sous le convoi du Wolf, chaloupe de guerre de huit canons. Le Lord Sandwich est venu à Portsmouth. L'Amiral Pye & le Gouverneur Monckton remarquerent l'allarme qui eut lieu hier au soir dans l'Isle de Wight; en conséquence le Lord Sandwich avoit donné des ordres pour que l'Escadre appareillât aujourd'hui; mais comme il est avéré que c'étoit une fausse allarme, j'imagine qu'on n'appareillera pas avant mercredi 8; & s'il faut parler franchement, je ne crois pas qu'on mette en mer avant quinze jours, ni peut-être avant la fin du mois.

Il s'est répandu ici un bruit, que le Lord Howe commandera l'escadre, au lieu du Chevalier Charles Hardy, qui donne sa démission à cause du mauvais état de sa santé. Je puis affirmer positivement qu'il n'a pas encore été indisposé de la campagne. On ne peut pas dire non plus qu'il est trop âgé, car il n'a que cinquante-neuf ans; mais il faut bien donner une raison. Si le Chevalier Charles donne sa démission, Janot Digby suivra son exemple; mais ce qu'il y a de plus triste, c'est que le Chevalier John Lockhart Ross se retirera également du service. Je n'en serois pas surpris; je connois (*a*)

(*a*) Cet Amiral jouit de la plus grande réputation

l'homme: il n'aime à être le jouet de personne.

Quelles impudentes assertions ne hasarderont pas les infâmes créatures d'une Administration pervertie! Quels raisonnemens invraisemblables & contradictoires n'avanceront-ils pas journellement pour mériter leur salaire? Un de ces Ecrivains, dans le Morning-Post d'hier, blâme l'Amiral Keppel d'être rentré dans le Port, lorsqu'il vit qu'il étoit beaucoup inférieur en nombre à l'ennemi; & pour donner un air de vérité à ce reproche, il compare cette excellente manœuvre avec la conduite du Chevalier Charles, qui, dit-il, a tenu bravement la mer, quoique l'ennemi lui fût d'un tiers supérieur en nombre. Mais comment a-t-il tenu la mer? C'est une question que les défenseurs du Chevalier Charles Hardy se garderont bien d'élever. Il l'a tenue hors de la portée de l'ennemi; & il n'a pas osé rentrer que l'ennemi ne se fût éloigné du port. Nous ne voulons pas dire que l'Amiral n'ait pas agi avec prudence; mais tout le monde gémira

---

de bravoure. On vient de lui confier une expédition secrette, avec des forces trop imposantes pour le seul objet d'aller chercher Paul Jones en Irlande, ou de prendre sous son convoi à Limerick les vaisseaux de l'Inde qui s'y sont réfugiés. Cinq vaisseaux de force, une douzaine de bonnes frégates & deux brulots, semblent plutôt destinés à essayer de rompre le blocus de Gibraltar, d'autant qu'il n'y a point sur cette escadre de troupes de débarquement.

ſur le déshonneur que cette prudence a fait à la Nation.

Quelques morceaux tirés du Journal patriotique.

UN Particulier qui s'eſt trouvé au lever du Roi le 3 de Septembre, & qui eſt reſté même pendant quelque tems à côté de Sa Majeſté, a dit tout haut le 6 dans un Caffé qu'il n'avoit jamais été plus ſurpris que de voir les Lords Weymouth & Germaine aborder Sa Majeſté avec un air riant & ſatisfait, & la féliciter ſur l'heureuſe arrivée du Prince & de la grande Eſcadre.

LE voyage du Lord Sandwich à Portſmouth, n'a eu d'autre objet que d'expliquer le myſtere & de débrouiller l'obſcurité des Lettres Officielles écrites depuis peu par l'Amirauté. L'énigme devint à la fin ſi inintelligible, qu'il ne fut plus poſſible de s'entendre par lettres, ce qui a mis le Miniſtre dans la néceſſité d'aller en perſonne ſur les lieux. Il a cependant eu l'attention de ſe rendre ſecrettement auprès de l'Amiral Hardy, & il a bien fait. Après le rôle déſagréable qu'il vient de faire jouer aux Matelots Anglois, il ne pouvoit gueres ſe préſenter devant eux.

LA Marine Angloiſe n'avoit point été humiliée au point qu'elle l'eſt actuellement, depuis la guerre que nous eumes avec la Hollande ſous Charles ſecond, lorſque Ruy-

ter profitant de la nonchalance de notre flotte, entra à Chatham ainsi que dans plusieurs de nos ports, & brûla ou détruisit tous nos vaisseaux. Encore l'Administration eut-elle une excuse qu'elle n'a pas aujourd'hui; car il y avoit alors sur le tapis, à Breda, un Traité de paix & notre flotte restoit oisive, dans la supposition que cette paix étoit conclue.

Il y a quelques jours que dans un Caffé de Londres, un Particulier demandoit ce que Cromwell diroit s'il ressuscitoit, & qu'il vît ce qui se passe. » Il ne diroit rien, répondit un autre, mais soyez sûr qu'il agiroit. «

Lorsque le Lord Torrington, pere de l'infortuné Amiral Bing gagna une victoire complette sur les ennemis de son pays en 1718, il n'écrivit que les deux lignes qui suivent, pour rendre compte de la bataille : » J'ai pris, coulé bas, brûlé & détruit ce que vous verrez en marge. «

Nous ne connoissons pas la relation que le Chevalier Hardy a pu envoyer à l'Amirauté, mais nous croyons qu'il auroit très-bien fait de donner celle-ci : » J'ai perdu de vue l'ennemi depuis dix à douze jours; j'ai aussi perdu l'*Ardent ;* & j'ai pris — quelques provisions fraîches.

On ne peut s'empêcher de déplorer la

ſituation du pauvre jeune Prince à bord d'une flotte britannique auſſi complettement déshonorée que la nôtre. Vraiſemblablement on ne l'avoit mis là que pour *l'accoutumer à marcher dans le ſentier de la gloire.* Mais hélas ! comme un Anglois doit rougir de la leçon de gloire que vient de prendre cet illuſtre rejetton de la Maiſon de Brunſwick !

Valeur de Plymouth.

SI l'armée combinée eût bombardé Plymouth & qu'elle en eût détruit le Chantier, la nation auroit ſouffert un préjudice de ſix millions ſterling : ſans compter le déſavantage de la perte d'un port de cette conſéquence.

Situation actuelle des Américains.

VOICI quelle étoit la poſition des affaires des Américains vers la fin de Juin.

Le Général Prévôt, après avoir perdu quatorze cens hommes, dans une entrepriſe infructueuſe ſur Charles-Town, reſtoit dans l'inaction dans un poſte très-périlleux.

Le Général Clinton avoit été obligé de ſe replier ſur New-York, avec le bétail qu'il avoit pillé, laiſſant une garniſon de gens déterminés, à Stony point.

L'armée de Washington venoit d'être conſidérablement renforcée, & lui-même, avec dix mille hommes, avoit paſſé le 20 Juin la

riviere d'Hudſon, dans l'intention de revenir prendre ſon ancien poſte à King'sbridge, tandis que le reſte de ſon armée occuperoit les bords de la riviere d'Hudſon, dans le Jerſey.

Le Général Putnam commandoit une autre armée à New-London.

Le Général Gates ſe diſpoſoit à attaquer Rhode-Iſland avec ſix mille hommes.

Le Général Clarke venoit de prendre le fort Duqueſne, & avoit fait priſonnier le Capitaine Hamilton & toute ſa garniſon. Il avoit pris auſſi quatre-vingt bateaux chargés de munitions & de proviſions.

Etat de défenſe des Iſles Angloiſes.

Il en a coûté à l'Angleterre plus d'un demi-million ſterling depuis deux ans, pour mettre en état de défenſe toutes nos Iſles de l'Amérique. Mais il n'y a pas été envoyé un ſeul homme de garniſon, ſi ce n'eſt les Bleux de Liverpool & le ſoixante-dix-neuvième régiment à la Jamaïque. De ſorte que nous y avons des forts ſans hommes, & des canons ſans poudre.

[L'Auteur de cette réflexion parle de vieux corps. En effet, les états des troupes réglées qui ſe ſont trouvées à Saint-Vincent & à la Grenade, juſtifient que le nombre n'en étoit pas conſidérable. Mais les milices y étoient nombreuſes, & elles ont très-bien

ſervi au fort de la Grenade. Auſſi a-t-il coûté beaucoup de ſang aux aſſaillans. Il n'eſt pas queſtion ici non plus de l'armée qui eſt venue faire la conquête de Sainte-Lucie, & qui jointe aux Volontaires des Iſles d'Antigoa, de la Barbade, &c. formoit le corps de quatre mille hommes que M. Byron a tenté inutilement de jetter dans la Grenade.]

Diſpoſitions générales des Iſles Angloiſes à ſecouer le joug britannique.

Extrait d'une lettre de Saint Chriſtophe du 20 Mai.

LES malheureuſes diviſions ſurvenues entre la Grande-Bretagne & ſes Colonies ont eu pour les habitans des Iſles des conſéquences ſi funeſtes, qu'il eſt impoſſible de s'en former une idée. En géneral cette guerre déteſtable a fait monter à un prix exhorbitant le prix des proviſions & de toutes les choſes de premiere néceſſité. Auſſi le mécontentement eſt-il extrême parmi les Colons. Il eſt vrai qu'ils déteſtent bien cordialement les François; mais s'ils étoient ſûrs que les Iſles qui ſeront priſes par cette nation dûſſent être cédées aux Américains, leur miſere & leur découragement ſont portés à un tel point, que je ne doute pas qu'ils n'en facilitaſſent la conquête à l'ennemi commun; Mais ils

craignent que la France ne garde pour elle ces Colonies ; & ce n'eſt qu'à cette conviction que l'Angleterre eſt redevable de leur fidélité. Je n'oſe repeter ce que j'entends dire ici continuellement & hautement. — En général les têtes tournent ici pour Washington, & nos rues retentiſſent de couplets à ſa louange, chantés par des enfans que leurs parens excitent à ſervir ainſi d'interprêtes aux ſentimens qui les animent eux-mêmes.

Singularité dans les plans donnés pour la défenſe de l'Irlande,

LE Lord Amherſt a préſenté au Roi un projet pour la défenſe de l'Irlande. Ce Lord n'a jamais vu l'Irlande, au moins dans ſes détails, ſi ce n'eſt ſur la carte. Le Chevalier John Irwin, qui commande en Irlande, a fait des remarques critiques ſur le mémoire du Lord Généraliſſime ; mais le Chevalier n'a par devers lui aucun fait militaire & ne connoit rien au ſervice. — Tandis que la ſcience pratique de l'un combat la théorie de l'autre, l'Irlande reſte dans l'état le plus périlleux. Ces Meſſieurs ſe diſputent ſur l'eſpece d'ouvrages qu'il eſt à propos d'y conſtruire ; & on ne verra peut être leur différend terminé que quand les Ingénieurs François ſeront venus les mettre d'accord.

Ce que l'on peut présumer des dispositions des Ministres relativement à Gibraltar.

UN particulier arrivé tout récemment de Gibraltar, assure que cette forteresse ne pourroit point soutenir un siege de trois semaines si elle étoit attaquée par une forte escadre. Toute la greve sous la pointe de l'Europe est si exposée au feu de l'ennemi, qu'il seroit absolument impossible aux troupes de s'y maintenir si on serroit le mouillage, attendu que les défenses n'occupent pas plus de trois ou quatre cents verges de la côte. Selon le même rapport, cent mille livres sterl. auroient suffi pour mettre cette importante forteresse en état de résister à toutes les forces réunies de la France & de l'Espagne. Les deux derniers Gouverneurs de Gibraltar ont souvent écrit aux Ministres à ce sujet; & ils ont insisté sur la nécessité de construire ces ouvrages près du bord de la mer & d'élever trois paralelles sur le rivage avec des galleries de communication, voûtées & portant sur des piliers solidement construits en pierres. Mais le Cabinet n'a jamais fait d'autre réponse à toutes ces instances, sinon que Gibraltar étoit déjà imprenable du côté de la terre, & qu'il ne vaudroit plus la peine d'être conservé quand nos forces navales dans la Méditerranée cesseroient d'être supérieures à celles de l'ennemi. Comme le

cas est arrivé, vraisemblablement nos Ministres ont pris leur parti relativement à cette forteresse.

C'est l'opinion de tous ceux qui connoissent à fonds les Ministres qu'ils ont pris la résolution d'abandonner Gibraltar, & qu'ils craignent même que l'événement de sa reddition ne tarde trop, parce qu'ils saisiront ce moment de malheur pour remettre sur pied une négociation avec la maison de Bourbon, & se retirer le plutôt possible du mauvais pas où ils se sont engagés, & dans lequel leur sûreté personnelle court les plus grand risques.

Multum in parvo.

La Dominique, Saint Vincent, la Grenade & le Sénégal perdus! Ce qui nous reste d'Isles à sucre dans le plus grand danger, ainsi que la Jamaïque avec ses douze ou quinze cents hommes de troupes & ses deux ou trois tant vaisseaux que frégates! La grande escadre d'Angleterre dans le port! La Maison de Bourbon dominant sur les mers Britanniques! Un de nos plus braves Amiraux *battu* dans les Indes Occidentales! Huit vaisseaux de notre Compagnie des Indes réfugiés à Limerick où ils sont arrivés sans convoi & menacés d'en être enlevés par l'armement du Capitaine Américain Paul Jones!

La France & l'Eſpagne prêts à exécuter une deſcente ſur nos côtes! L'Irlande ſans troupes, ſans Généraux, ſans plan de défenſe! Les troupes Angloiſes en Amérique ſur le point d'être jettées à la mer, ſi on s'obſtine à ne les pas retirer! Gibraltar bloqué, ſans qu'il ſoit poſſible d'envoyer une eſcadre dans la Méditerranée! Nos meilleurs troupes défaites & déſarmées dans l'Inde par les Marattes! Les tréſors de la Compagnie, ſes riches magaſins, ſes immenſes revenus fonciers, l'unique reſſource de Milord North pour ſoutenir notre crédit & nos dépenſes, en péril de lui être enlevés! Point de bois dans nos ports pour réparer nos vaiſſeaux ou pour en conſtruire! Point de bons Matelots pour les armer! Point d'argent pour les payer! Plus de ſentiment, plus de courage dans la nation! Plus d'union dans ſes Conſeils! Plus de conſidération dans les Cours étrangeres! Plus d'amis, plus d'alliés! O Angleterre, que ta ſituation actuelle eſt déplorable! O France, quel beau moment pour toi ſi tu ſais en profiter!

Affaires politiques du Cabinet Britannique.

Nos Miniſtres ſont exactement dans la même ſituation par rapport aux Provinces-Unies qu'ils étoient relativement à la France & à l'Eſpagne. On craint que les dernieres dépêches envoyées au Chevalier York ne

ſoient ſuivies du rappel de l'Ambaſſadeur d'Hollande.

Les Etats Généraux n'ont pas fait un refus poſitif & direct des ſecours ſtipulés par les Traités, pour le cas d'une invaſion; mais ils ont offert d'envoyer trois Députés à la Cour de France & autant à celle de Madrid, pour repréſenter l'obligation où ils ſeront de remplir leurs engagemens. Pendant ce tems-là l'Angleterre ſeroit conquiſe dix fois. Mais auſſi nous pourrons avoir obligation de la paix à ces Députés, deſcendans de ſujets rebelles, & par là très-qualifiés pour défendre nos intérêts contre leurs conſorts.

Le Lord Cardiff, ci-devant appellé Lord Mount-Stuart, fils du Comte de Bute, eſt nommé Ambaſſadeur près le Roi de Sardaigne, qui devroit hériter de la Couronne d'Angleterre, la maiſon de Brunſwick-Hanowre venant à manquer. Le Roi de Sardaigne deſcend de la Princeſſe Henriette d'Angleterre, Sœur des Rois Charles II & Jacques II, qui épouſa le Duc d'Orléans, frere de Louis XIV. Il eſt vrai que l'acte paſſé ſous la Reine Anne a exclu cette Maiſon pour appeller la ligne proteſtante. Mais le nouvel Ambaſſadeur étant parent lui-même des Stuarts, ſe trouve être l'allié du Roi auprès de qui il va réſider. Il faut convenir qu'un pareil choix ſe fait dans de ſingulieres circonſtances.

ON veut nous faire croire qu'il vient d'être conclu un Traité entre la Grande-Bretagne & le Prince de Mecklenbourg Strelitz, qui s'engage à nous prêter huit mille hommes. Ce Prince en a sûrement bien les moyens ; car dans le dernier dénombrement qu'il a fait faire de ses sujets, le nombre s'en est monté à onze mille têtes de tout âge & de tout sexe. Son armée consiste en un bataillon d'infanterie de huit compagnies, & se monte en tems de paix à deux cents quatre-vingt-dix-sept hommes, y compris les fraters & tambours..

Détails relatifs à la finance Angloise.

IL est fortement question depuis quelques jours d'un projet pour réduire l'intérêt de l'argent à quatre pour cent, & les dividendes sur les fonds publics à proportion. La résolution du Ministre à cet égard ne sera bien connue que quand ses amis se seront défaits de leurs coupons dans la souscription de cette année. Mais si l'armée combinée verse sur nos côtes quelques vingt mille hommes, elle nous évitera la peine de passer un pareil bill, & l'acte de sa prise de possession nous délivrera tout d'un coup du principal & des intérêts de notre dette.

Les actions à trois pour cent, qui sont le vrai barometre du crédit, paroissent être

à 59 & demi, & par conféquent n'avoir baiffé que très-peu. En voici la raifon: c'eft que le dividende d'un pour cent s'y trouve joint. En le retirant, il ne refte que 58: ces actions n'ont jamais été auffi bas à la fin de la guerre derniere. D'ailleurs il ne fe fait fur la place que des paris, & nulle affaire d'achat ou de vente réels. Les appréhenfions d'une defcente n'ont point occafionné une baiffe très-vive, de même que l'arrivée des flottes des Ifles & de la Jamaïque au commencement d'Août, ne produifirent point de hauffe. Depuis ce tems là les Hollandois font vendre peu à peu & fécrettement; de forte que le Miniftre peut à fon aife faire certaines manœuvres qui pallient le mal. Mais il viendra un moment où on le verra éclater avec une explofion terrible. Ce fera quand le Miniftre ne pourra plus faire acheter journellement à peu près la même quantité de ces effets que les Hollandois en font vendre. Jufques-là on n'a paré le mal que par la baiffe du change qui tous les jours eft plus fenfible, par les tranfports journaliers d'efpeces qui fe font pour la Hollande.

La prife de la Grenade a porté un rude choc au crédit; mais comme la perte tombe directement fur les Ecoffois Royaliftes, qui poffedoient toutes les plus riches habitations de l'Ifle, le Gouvernement redouble d'efforts pour les foutenir & pour qu'un public

juftement irrité, n'infulte point à leur difgrace. Le Lord Macartney, ci-devant Gouverneur de l'Ifle, eft un de ceux qui a le plus fouffert. Il avoit eu ce riche Gouvernement pour l'indemnifer de ce qu'il s'étoit ruiné à fon Ambaffade de Peterfbourg.

Les Banquiers de Dublin, fur la nouvelle de l'approche de l'armée combinée, ont ceffé d'efcompter, ce qui a mis toutes les affaires en l'Irlande dans le plus grand défordre.

Le 3 Juin on comptoit dans le feul diftrict de la Cité de Londres, 1,104 maifons vuides, dont les rentes fe montoient à 26,875 livres fterl.

Intrigues du Cabinet.

On prétend qu'il regne la meilleure intelligence entre les Miniftres qui compofent le Cabinet. Pourquoi donc le Lord Préfident du Confeil (le Lord Gower) Chef du parti Bedford chez les Pairs, s'en eft-il retiré & n'y paroit-il plus depuis quelque tems, même quoiqu'il il y ait été appellé? C'eft qu'il eft piqué contre le Lord Sandwich, qui l'avoit bercé de l'efpoir que le Lord Carlifle fon gendre feroit nommé à la place vacante de Secrétaire d'Etat.

On a été étonné que le bruit ait pû courir que M. Rigby, le chef du parti Bedford chez les Communes, alloit donner ſa démiſſion de ſa place de Tréſorier général des troupes? Elle lui a rendu l'année derniere quarante-ſept mille livres ſterling & une fraction. (Environ un million de livres tournois.)

Il paroit que la faction de Bedford s'eſt ſérieuſement retirée de toute coopération avec la Junte Ecoſſoiſe, d'après une intime perſuaſion que les plans de cette junte menent tous les propriétaires de biens fonds à leur ruine certaine, & qu'avant peu, un mécontentement général la fera chaſſer du Cabinet.

Depuis quelque tems le Lord Mansfield tient la même conduite: il ne paroit plus au Conſeil du Cabinet: il ſe retire des affaires. » C'eſt ainſi, a obſervé quelqu'un à ce ſujet, que les rats s'enfuient d'une maiſon prête à tomber «.

Voici le tableau actuel & du Conſeil intérieur & du Cabinet.

Le Conſeil intérieur ou les oſtenſibles.

Le Lord Chancelier.

Le Lord Mansfield, & derriere lui le Lord Stormont.

Le Lord Amherſt.

Les deux Secrétaires d'Etat (Weymouth & Germaine.)

Le premier Lord de l'Amirauté, (Lord Sandwich.)

Le Lord Préſident (Lord Gower).

Le Cabinet ou SANCTUM SANCTORUM, *c'eſt-à-dire, les inviſibles.*

Welbore Ellis.
Jenkinſon (& derriere lui Milord Bute.)
Wedderburne.
Nugent.
Rigby.

Sur quoi ſe fonde la ſécurité des Miniſtres.

La veille de la clôture du Parlement, il y eut un Conſeil privé auquel les grands Officiers d'Etat furent convoqués ſuivant l'uſage: à leur arrivée ils furent tous ſurpris de voir un ſiege extraordinaire au haut bout de la table, ce qui donna lieu à divers conjectures de la part de chacun d'eux. A la fin le Lord North, qui a le plus d'accès auprès du Roi, entra chez Sa Majeſté & la trouva qui s'habilloit; mais le Miniſtre voyant qu'elle ne lui parloit de rien, revint quelques minutes après dans la Chambre du Conſeil, où Sa Majeſté ſe rendit auſſitôt & adreſſa à ſon Conſeil un diſcours, dont voici la ſubſtance:

« Quoique le mauvais ſuccès de mes armes & le danger qui menace aujourd'hui la Grande-Bretagne puiſſent faire croire que je ne

puis me dispenser de renvoyer ceux qui ont conseillé les mesures adoptées jusqu'à present; néanmoins comme le Parlement se sépare demain, je profite de cette occasion pour vous assurer que je suis très-content de tout ce qui s'est fait jusqu'à présent, étant bien persuadé que vous n'avéz eu pour objet que l'avantage réel de mon peuple ainsi que l'honneur de ma Couronne. Je vous recommande la persévérance & l'unanimité; & je vous donne ma parole que tant que vous vous conduirez sur ces principes, vous pouvés mettre la plus grande confiance dans ma protection «.

Ce discours calma les frayeurs du Conseil, & les Membres allerent gaiement vaquer à leurs affaires.

Les Ministres se voient forcés à employer ceux qu'ils ont voulu perdre.

On sait combien le Général Grey a été maltraité ou pour mieux dire outragé par tous les Ministérialistes & sur-tout par les bandits Américains réfugiés en Angleterre, pour le punir de la déposition qu'il a faite à la Barre de la Chambre des Communes, déposition dictée par l'honneur & par la franchise mais en cela même d'autant plus désagréable à tous ces Messieurs dont elle découvroit & mettoit au grand jour une infinité de mensonges au moyen desquels ils réussissoient depuis si

long-tems à entretenir le peuple dans une illusion favorable à leurs intérêts. Voilà cependant nos Ministres forcés de recourir à ce brave homme qu'ils ont si lâchement insulté. Les voilà forcés de convenir de ses talens, de donner un démenti public à tous les calomniateurs à leurs gages, qu'ils avoient ameutés contre lui & de le presser d'accepter du commandement dans la province de Cornouailles, qui est aujourd'hui le lieu où ils ont le plus de besoin d'être puissament secourus.

Inconséquences dans le plan que suivent les Ministres.

La conduite des Ministres envers leurs Généraux est singulière & vraiment curieuse. C'est le Lord Cornwallis qu'ils choisissent pour commander leurs troupes en Amérique, ce même Lord Cornwallis qui a approuvé la conduite du Chevalier Howe, ses principes, ses manœuvres & toutes ses opérations. Le Chevalier Henry Clinton devoit suivre une marche toute différente, & faire en général tout ce que n'avoit point fait son prédécesseur. Hé bien! Clinton revient en Angleterre & Cornwallis va prendre sa place. Cependant si Howe s'est mal conduit, Cornwallis, selon toutes les apparences, ne se conduira pas mieux, puisqu'il suivra les mêmes erremens & les mêmes principes. La vérité est qu'on

a toujours tort avec nos Miniſtres quand on n'exécute pas des projets extravagans & qu'on ne vient pas à bout de conquérir un pays immenſe, entrepriſe impraticable & où échoueroient les forces réunies de la moitié des Puiſſances de l'Europe.

C'eſt une choſe fort ſinguliere que nos poſſeſſions actuelles en Amérique ſe trouvent preſque réduites à celles que nous avons enlevées aux François & aux Eſpagnols dans la dernière guerre. Qui eût imaginé, il y a 20 ans, que les Canadiens & les habitans de la Floride ſeroient aujourd'hui, ſur le Continent Américain, les ſeuls amis de l'Angleterre, & qu'en 1777 les peuples de la Nouvelle Angleterre & des autres Provinces d'Amérique parleroient avec enthouſiaſme de leur grand & bon Allié le Roi de France ? Tant il eſt difficile de prévoir l'avenir & d'y démêler les motifs qui cauſent de ſi étranges variations dans la conduite des peuples comme dans celle des particuliers.

Rien de plus impratiquable que la conquête de l'Amérique.

Ni le Roi de Pruſſe, ni le Prince Ferdinand, ni aucun autre grand Général, ne pourroient conquerir une ſeule Province en Amérique. Il leur ſeroit impoſſible d'y prendre un poſte à vingt milles de la mer : du moins ils n'oſe-

roient pas ſe vanter de pouvoir le garder. Leur comunication avec la mer une fois coupée, comment auroient-ils des proviſions? Il faut être auſſi fou que le ſont nos Miniſtres pour s'être conduits comme ils ont fait. Après avoir irrité tous les habitans de l'Amérique Septentrionale, après avoir brulé leurs Villes, après avoir maſſacré les femmes, les enfans, après avoir commis les crimes les plus atroces, les plus barbares, les plus révoltans, ils s'étonnent de n'avoir point d'amis dans ce pays, & ils diſent naïvement que le Roi y en avoit autrefois un grand nombre. Oui ſans doute, il a y cinq ans que dans ce pays immenſe il n'y avoit pas un homme qui ne fût ami du Roi de la Grande-Bretagne. Mais les Miniſtres actuels lui ont fait perdre ces amis & ce pays: non ſeulement les amis que le Roi y avoit ſont devenus ſes ennemis, mais même ils ſe ſont alliés aux ennemis anciens & naturels de la Grande-Bretagne, événement qui n'auroit jamais eu lieu ſans la brutalité, la violence, & la baſſeſſe des Miniſtres. Voilà donc l'ouvrage de notre Gouvernement actuel. Si demain il ſe faiſoit un changement dans le Miniſtère, & ſi l'on adoptoit des principes d'équité, il y auroit un million à parier qu'il ſeroit poſſible de recouvrer l'amitié & avec le tems l'alliance de l'Amérique. Mais Sa Majeſté eſt engoueé des Ecoſſois & tant que cette préférence aura lieu, tant que leurs Conſeils tyranniques prévaudront

drons, l'Amérique sera perdue irrévocablement, nos Isles nous seront enlevées l'une après l'autre, & l'Angleterre sera dans une crise continuelle d'allarme & de misere Quelle que puisse être la résolution de Sa Majesté il est tems que la Nation Angloise pense sérieusement aux pertes dont elle est menacée: il est tems qu'elle considère que son état n'est devenu si déplorable que par la faute des Ministres actuels, qui ont trompé la nation par de fausses promesses & de fausses lueurs d'espérance. Enfin si Sa Majesté ne veut point se séparer de son cher Ecossois voici le moment pour tous les gens d'honneur dans la Grande Bretagne de faire éclater leur indignation.

Vœu singulier.

Il est donc vrai que le Général Prévôt s'est retiré. Eh pourquoi, a dit quelqu'un, ne seroit-ce pas une planche pour nos Ministres ?

Les Ministres Anglois ne cessent de se faire illusion & de se laisser tromper.

Le Général Robinson, pour faire sa Cour au Lord Germaine, a dit dans l'enquête de la Chambre des Communes, qu'une armée pouvoit gagner Albany en deux jours, en partant de Sandy-Hook. L'affaire de *Stony-point* sur la riviere de Hudson le fera changer d'avis.

P. S. du 25 Septembre.

JE reprens la plume avec regret, Monsieur, pour vous donner une nouvelle dont les Américains ressentiront une vive affliction, quoiqu'elle ne puisse avoir aucunes suites fâcheuses, & qui causera plus de plaisir au parti contraire que la perte de la Jamaïque ou de la moitié de l'escadre Angloise ne lui feroit de peine. Vous avez eu connoissance d'un armement *particulier* fait à Boston pour chasser les Anglois de leur établissement sur la riviere de Pénobscot dans le département de la Nouvelle-Ecosse. Le Commodore Collier, informé du danger dont cet établissement étoit menacé, est parti le 3 Août de Sandy-hook avec toute son escadre, pour lui porter un secours qui a été si efficace que l'armement entier des Bostoniens est détruit. Ce triste événement est du 14 Août. Suivant mon usage, je vais mettre sous vos yeux les réflexions qu'il a fait naître parmi les plus sensés de nos spéculateurs.

» Le succès du Chevalier George Collier à la Baye de Pénobscot est sans doute important; & nos armes pourront, au moins pendant quelques tems, en tirer d'assez grands avantages. Mais ce bonheur passager est accompagné, dans la gazette extraordinaire de la Cour, d'une relation si étrange de l'expédition préliminaire du Chevalier Collier,

qu'elle portera la douleur & l'indignation dans toutes les ames ſenſibles. Le Commodore nous apprend que, *les Rebelles ſur la côte de Connecticut ayant été aſſez heureux pour empêcher & pour anéantir preſque totalement le commerce des fideles ſujets du Roi en haute mer*, il avoit réſolu de les punir en dévaſtant leurs côtes; c'eſt-à-dire, que parce qu'il n'étoit pas en ſon pouvoir de couler bas, bruler & détruire les bâtimens de mer des coupables, il a réſolu de bruler & détruire les maiſons & les chaumieres des gens tranquilles & innocents. Entr'autres dévaſtations, il a détruit à New-haven beaucoup de bateaux de la pêche de la baleine, uſtenſiles de l'induſtrie pauvre & paiſible, ſeul ſoutien de quantité de pêcheurs indigents, & qui ne pouvoient d'aucune maniere ſervir d'inſtrument aux hoſtilités. Mais ce n'eſt rien encore. Il a débarqué à Fairfield, & les Rébelles ayant tiré ſur lui des fenêtres & des toits des maiſons, il a ordonné à ſes Loyaliſtes refugiés de mettre le feu à quelques-unes; & les flames en ayant gagné d'autres, tout le lieu de Fairfield a été réduit en cendres, ainſi qu'un grand nombre de bateaux pêcheurs. Deſtruction faite de gayeté de cœur & ſans une ſuffiſante provocation! Il fait une incurſion dans un pays ouvert: il y répand la terreur; & parce que quelques braves gens ſe montrent pour défendre leur vie, leur liberté & leurs biens: il met le

feu à la ville & en fait un monceau de ruines. Celle de Norwalk a eu le même fort, parce qu'il en eft parti quelques coups de fufil après qu'elle avoit reçu des fauf-conduits. Mais c'étoit là le cas de faire chercher les coupables & non de traiter la ville entiere avec une barbarie auffi atroce. Il fe vante d'avoir infligé le même châtiment au petit bourg de Greenfield. Anéantir eft fans doute une excellente maniere de châtier! C'eft la doctrine infernale du feu Lord Suffolk & du Docteur Fergufon, Secrétaire de la *feue* commiffion conciliatoire. Si c'eft la torche à la main qu'on fe fait des amis & qu'on ramene des enfans égarés, nous fommes fûrs, avec de tels Généraux, de rentrer bientôt dans nos anciens droits fur l'Amérique. Mais l'expérience de tous les tems ne fauroit être démentie; & ces excès de cruauté n'engendreront que trahifon, défefpoir & rage, & une impoffibilité abfolue d'établir entre les deux nations les rapports de commerce qui feuls pourroient relever l'Angleterre de la perte de fes Colonies «.

Vous verrez, Monfieur, dans ces relations que les prétendus Loyaliftes de la Nouvelle-Ecoffe s'étoient déjà joints aux Américains à leur arrivée fur la riviere de Pénobfcot. C'eft ce qui ne ceffera d'arriver par tout où les Anglois fe croiront le plus affurés de la fidélité des peuples, & principalement

dans les lieux qu'ils ſe ſont ſoumis par des moyens ſi abominables.

Le Général Washington ayant fait détruire le fort de *Stony-point* ſur la riviere de Hudſon, les Anglois ſe ſont remis en poſſeſſion du poſte; mais la gloire que s'y eſt acquiſe M. de Fleury, Officier François, qui en a enlevé le pavillon, & la médaille par laquelle le Congrès a immortaliſé cette belle action, nous répondent que l'armée Américaine a encore plus d'un prodige de valeur à oppoſer de ce côté là aux efforts que fera Clinton pour remonter juſqu'à Albany.

Il circule ici, depuis quelques heures, un bruit, que je voudrois pouvoir vous garantir. C'eſt que des vaiſſeaux de guerre eſpagnols auroient pris à la Jamaïque le *Ruby* de 64 canons, avec le Chevalier Peter Parker, qui commandoit cette ſtation, & un autre vaiſſeau de force qui l'accompagnoit. Si cela eſt, cette Iſle importante ne tardera pas à rentrer ſous la domination des Eſpagnols, à qui Cromwell l'a enlevée.

Je finirai par une nouvelle qui paſſe pour certaine, c'eſt que l'eſcadre du Chevalier Lockart Roſſ, partie de Portſmouth le 13 Septembre pour l'Irlande, diſoit-on, ou pour Gibraltar, vient de relâcher à Portland.

Les Généraux Meadows & Grant ſont arrivés ici des Iſles du Vent, avec le vaiſſeau de ligne le *Monmouth*, deux frégates & quel-

ques vaiſſeaux marchands. C'eſt un indice ſûr qu'il n'y ſera fait aucune tentative cette année, pour reprendre ſur les François les Iſles dont ils ſe ſont emparés.

On n'attend plus la flotte de la Jamaïque ; parce qu'on ſuppoſe que la nouvelle de la déclaration de l'Eſpagne y aura donné lieu à un embargo général, & on ne doute point que cette Iſle ne ſoit dans la plus grande confuſion.

FIN.

ment & la fidélité de cette province, comme le penſent beaucoup de perſonnes judicieuſes & bien informées, indépendament de bien d'autres circonſtances qui font donner la préférence à cette propoſition, la poſſeſſion de New-York non ſeulement feroit d'un grand poids dans la balance générale des avantages, mais encore elle augmenteroit notre force par la jonction de beaucoup d'Américains loyaliſtes qui ſe feroient connoître à la moindre apparence de protection. Mais en vous donnant ces idées & les autres qui ſe ſont préſentées, je vous prie de ne pas en conclure que le Roi ne laiſſe point à ſes Généraux la liberté entiere d'agir ſuivant leur propre jugement & diſcrétion. J'ajouterai ſeulement que quelque uſage qu'on faſſe de l'armée à vos ordres, en conſéquence de ce qui a été propoſé, il ſera abſolument néceſſaire qu'on prenne les ſoins les plus efficaces pour protéger Halifax, qui étant le grand magaſin de toutes nos munitions navales, devient un objet de la plus grande importance.

1775 Septem.

Je ſuis, &c.

DARTMOUTH.

1775. Août, Septem. *Extrait d'une lettre du Comte de Dartmouth au Major Général Howe, datée de Whitehal le 2 Août* 1775. (Reçue le 26 Septembre.)

MONSIEUR,

Le Roi ayant ordonné au Général Gage de retourner en Angleterre pour rendre compte à Sa Majesté de l'état de son commandement, & pour être consulté sur ce qui peut être jugé nécessaire pour le plan des opérations futures : j'ai l'honneur de vous envoyer une commission de Sa Majesté qui vous nomme (pendant l'absence du Général Gage) Commandant en chef des forces de Sa Majesté employées ou qui doivent être employées dans les Colonies situées sur l'Océan Atlantique : j'ai aussi envoyé une pareille commission au Général Carleton pour commander les forces employées ou qui doivent être employées dans le Canada & sur ses frontieres.

Dans une lettre séparée au Général Gage en date de ce jour, je lui ai exposé très-amplement l'intention du Roi concernant les forces qui doivent être employées l'année prochaine dans l'Amérique Septentrionale, & je lui ai suggéré beaucoup de choses relativement aux idées d'un plan d'opérations.

Il a ordre de vous laisser cette lettre lors-

qu'il partira; ainsi j'ajouterai seulement que je suis, &c.

1775. Octobre, Novem.

Copie d'une lettre du Général Gage au Comte de Dartmouth, datée de Boston le premier Octobre 1775. (Reçue le 14 Novembre.)

MILORD.

J'ai reçu le 26 du mois dernier (Septembre) votre lettre séparée du 2 Août, par laquelle vous m'informez des mesures prises par ordre de Sa Majesté pour renforcer son armée dans l'Amérique Septentrionale, & où vous m'ordonnez de répondre à certaines questions concernant les opérations qu'il seroit le plus à propos de tenter. Après les avoir murement examinées : je vais vous faire connoître ce que je pense.

Pemierement. Dans la premiere campagne pousserons-nous la guerre avec toutes nos forces du côté de la Nouvelle-Angleterre?

Je pense que nous ne pouvons tirer aucun avantage de nos opérations offensives dans la partie de Boston. En supposant que nous soyons certains de chasser les Rebelles de leurs retranchemens, nous n'y gagnerons rien que de la réputation, & nous ne profiterons point de la victoire, parce que nous manquerons de tout ce qui est nécessaire pour pénétrer dans le pays. Nous perdrons probablement beaucoup d'hommes, & les Re-

belles seront aussi nombreux peu de jours
1775. après une défaite qu'auparavant. D'ailleurs
Octobre. le pays est naturellement très-fort & propre à leur maniere de combattre.

2.° *D'après l'examen de l'état des choses dans toute l'Amérique, ne seroit-il pas plus à propos de faire de la riviere d'Hudson le théâtre de la guerre, & en conséquence de s'emparer de la ville de New-York avec une partie de nos forces, laissant à Boston ce qui est nécessaire pour assurer ce poste & pour entretenir une diversion de ce côté-là ?*

Il m'a toujours paru qu'on ne pouvoit rien faire de mieux que de rendre la riviere d'Hudson le théâtre de la guerre; sa situation entre les Colonies de l'Est & celles de l'Ouest, est avantageuse, & en outre très-commode pour transporter les besoins d'une armée. On nous assure aussi que beaucoup de Loyalistes prendront les armes pour nous dans cette Province, & que les troupes y trouveront bien des fournitures qui leur manquent. On peut s'y assurer une communication avec le Canada mieux que de toute autre partie; & pendant l'hyver, lorsque les troupes ne peuvent pas tenir la campagne, elles peuvent faire quelques tentatives sur les Provinces Méridionales en s'embarquant sur des bâtimens de transport. Je crois néanmoins que les forces qui sont aujourd'hui à Boston ne peuvent pas être divisées & qu'elles sont trop foibles pour tenir Boston & New-York en même tems.

3.° En cas qu'on trouve peu de ſûreté ou d'utilité à prendre poſte à New-York, ne ſeroit-il pas convenable de faire des expéditions dans d'autres lieux avec une partie des forces à vos ordres, embarquées ſur des bâtimens de tranſport ? Ces expéditions, quand même elles n'auroient point d'autre objet, vous procureroient du moins d'amples proviſions de vivres & autres, ce qui n'eſt pas un objet peu intéreſſant pour nous dans les circonſtances préſentes. 1775. Octobre.

Il ſeroit ſans contredit d'une grande utilité de faire des expéditions en divers lieux, ſi nous avions aſſez de troupes pour débarquer en force & nous établir ſur le terrein. Nous avons tiré parti de ces petites entrepriſes qui nous ont procuré des beſtiaux, & on peut les continuer toutes les fois que les bâtimens de tranſport ne ſont pas employés.

Enfin, en cas que les meſures ſuggérées dans les deux dernieres propoſitions ne puiſſent pas être effectuées, & que même il y ait du riſque à tenir Boſton pendant l'hyver, comme beaucoup de gens le penſent ici, ne conviendroit-il pas que toute votre armée ſoit portée par diviſions convenables à Halifax & à Quebec, juſqu'à ce que les événemens de l'hyver puiſſent indiquer ce qu'il y aura de mieux à faire au Printems?

Je ſuis d'opinion qu'il n'y aura pas de riſque à tenir Boſton encore pendant cet hyver (1775-6.)

1775. Octobre.

Après avoir répondu à vos queſtions, je prendrai la liberté d'ajouter, que pour continuer la guerre il me paroît très-néceſſaire d'être en poſſeſſion de quelque Province où vous ſoyez aſſuré de pouvoir trouver des proviſions, & que New-York paroît répondre le mieux à cet objet. On pourroit en faire la principale place de guerre en y entretenant des troupes & de grands magaſins de munitions de guerre de toute eſpece, le tout bien fortifié & bien aſſuré.

La poſſeſſion de Boſton occaſionne une diverſion conſidérable des forces de l'ennemi, & par là elle eſt très-avantageuſe, mais en même tems la place eſt ſi ouverte de tous côtés aux attaques, qu'elle exige beaucoup de troupes pour la défendre.

Le Château William défend le canal, circonſtance qui ne nous peut être utile, mais qui nous ſeroit très préjudiciable ſi les Rebelles trouvoient moyen de s'emparer de cette fortereſſe; en conſéquence j'ai fait détruire les batteries de mer & miner le fort, afin de pouvoir le faire ſauter lorſque les troupes auront ordre d'évacuer Boſton.

Si nos troupes étoient aſſez nombreuſes pour multiplier nos attaques, je pancherois beaucoup pour qu'on s'emparât de Rhode-Iſland. Je crois qu'il eſt aiſé de défendre cette Iſle avec le ſecours d'une frégate ou deux & de quelques petits vaiſſeaux de guerre. Elle eſt ſituée de maniere à procurer une

communication avec New-York, & de là il eſt facile d'attaquer toute la côte de Connecticut, le bord ſeptentrional de Long-Iſland & la partie occidentale de la baye de Maſſachuſſet. 1775. Octobre

Par des lettres venues dernierement d'Halifax, le Gouverneur Legge m'informe que plus de quatre cents perſonnes s'y ſont aſſociées pour défendre le Gouvernement. Le vaiſſeau de guerre le *Fowey* a ordre de s'y rendre, il emmene ſous ſon convoi le Lieutenant Colonel Goreham avec quelques recrues de ſon corps & de celui de M'Lean, & deux Compagnies du quatorzieme régiment : ainſi j'eſpere qu'y compris les aſſociés il y aura un corps de ſix cents hommes à Halifax, ſans les gens des vaiſſeaux de guerre le *Sommerſet* & le *Fowey*. Il y a long-tems que j'ai écrit pour qu'on retranchât les hauteurs au deſſus du Chantier & de la Citadelle, mais je n'ai eu aucune nouvelle de ce qu'on y a fait.

J'ai l'honneur d'être, &c.

THO. GAGE.

Extrait d'une lettre du Major Général Howe au Comte de Dartmouth, datée de Boſton le 5 Octobre 1775. (Reçue le 14 Novembre.)

Par l'arrivée du *Cerberus*, j'ai reçu le 26 du mois dernier votre dépêche datée du 2

Août, où étoit jointe une commiſſion en
1775. vertu de laquelle je ſuis nommé, en
Octobre, l'abſence du Lieutenant général Gage,
Novem. pour commander en chef toutes les forces de Sa Majeſté employées ou qui doivent être employées dans les Colonies ſituées ſur l'Océan Atlantique.

Je vous prie d'être perſuadé que je ne négligerai rien de ce qui dépendra de moi pour le bien du ſervice de Sa Majeſté dans le département important dont je ſuis honoré. J'accepte cette commiſſion bien volontiers d'après la connoiſſance que j'ai des talens ſupérieurs des Majors généraux Clinton & Burgoyne, ſur l'appui & concours deſquels je puis placer toute ma confiance dans les cas difficiles qui pourroient ſe préſenter.

Copie d'une lettre, (marquée *ſéparée*) *du Major genéral Howe au Comte de Dartmouth, datée de Boſton le 9 Octobre 1775.* (Reçue le 14 Novembre.)

MILORD,

Le Général Gage m'ayant communiqué votre lettre ſéparée du 2 Août dernier, je vais, pour obéir à vos ordres, vous préſenter mes idées ſur la campagne prochaine. Permettez-moi d'abord de vous dire que cette Ville, à moins de quelque accident

qu'il eſt abſolument impoſſible de prévoir, ne courra aucun riſque de la part de l'ennemi pendant l'hyver; qu'au contraire le renfort de deux mille hommes ou de cinq bataillons d'Irlande, nous mettra en état de moleſter les Rebelles par des incurſions le long de la côte, & que j'eſpere que Portſmouth, dans la Nouvelle-Hampshire, ſentira le poids des armes de Sa Majeſté dans le cours de cette ſaiſon.

1775. Octobre, Novem.

D'après l'état apparent des forces actuelles de l'armée des Rebelles & d'après l'étendue qu'occupent à préſent les troupes de Sa Majeſté pour la défenſe de cette place, il n'eſt pas probable qu'on entreprenne rien d'important pendant le reſte de la campagne. L'armée ſera bientôt entierement employée à préparer des quartiers pour l'hyver, afin que nous puiſſions être à couvert au milieu du mois de Novembre, ou plutôt ſi cela eſt néceſſaire. On a commencé depuis peu une fortification près de l'extrémité de la Ville du côté de Roxbury. Six cents hommes y travaillent journellement, & dans cet état, ce n'eſt qu'un ſecours convenable pour la défenſe de la place. Le Corps ſur les hauteurs de Charles-Town eſt auſſi employé à aſſurer ce poſte pour l'hyver.

Pour répondre à votre premiere queſtion: ſavoir, *ſi la campagne prochaine doit s'ouvrir d'ici avec toutes nos forces*? Je prends la liberté de vous dire qu'il y auroit beaucoup de riſ-

que à ouvrir la campagne de ce côté-ci,
1775. tant à cauſe de la force du pays que des
Octobre. poſitions fortifiées que les ennemis ont pri-
Novem. ſes & où probablement il ne ſeroit pas aiſé de les aller attaquer ſans une perte conſidérable de notre part : d'ailleurs par la difficulté que nous aurions à pénétrer plus avant dans le pays, ils auroient toutes ſortes d'avantages pour le défendre, en ce qu'ils ſont infatigables à élever des fortifications & qu'ils doivent ſuppoſer avec raiſon qu'ils nous affoibliront par le grand nombre d'attaques que nous ſerions obligés de faire, tandis qu'ils ſont ſi nombreux dans cette partie de la Province, qu'ils ne ſentiroient point leur perte, dans le moindre degré de proportion avec nous. En outre nous ne pourrions ni les empêcher de recevoir des ſecours de toute eſpece des Colonies méridionales, ni même conſerver ſans difficulté la communication entre l'armée & cette Ville. A ces raiſons, je puis ajouter les dépenſes conſidérables qu'entraineroient les chariots, l'artillerie, &c. faute de pouvoir rien tranſporter par eau, excepté à une très-petite diſtance.

Votre ſeconde queſtion regarde la diviſion de l'armée pour *la poſſeſſion de New-York* & de cette Ville. Je penſe que nos *forces actuelles ne ſont pas proportionnées* à cette entrepriſe. Les Généraux Gage, Clinton & Burgoyne étant du même avis, j'attendrai

les ordres de Sa Majeſté ſur ce point : en attendant, je donnerai tous mes ſoins à la ſanté & à la diſcipline des troupes. 1775. Octobre, Novem.

Si je reçois ordre de laiſſer ici des troupes pour garder la Ville & d'aller avec le reſte à New-York, je prends la liberté de vous faire ſavoir qu'il ne faudra pas moins que cinq mille hommes ou huit ou neuf bataillons ſur le plan projetté d'augmentation pour le ſervice qu'exigera ce projet. Une telle force, commandée par le Général Clinton, occuperoit une armée de dix mille Rebelles.

Je propoſerois vingt bataillons pour compoſer la diviſion pour New-York, qui feroit près de douze mille hommes : ce corps ſeroit employé à ouvrir une communication avec le Canada d'abord, en laiſſant cinq bataillons pour la défenſe de la Ville de New-York.

Il reſtera alors trois mille hommes de troupes reglées pour Quebec, leſquels avec trois à quatre mille Canadiens & quelques centaines de Sauvages, compoſeront l'armée du Canada. Au ſurplus, je ne prétends point décider ſi le nombre de ces troupes ſera ſuffiſant pour le ſervice du Canada.

La communication entre les deux armées étant ouverte & aſſurée par des poſtes convenables, opération qui doit effectuer en quelque ſorte la réduction des Rebelles dans la Province de New-York, ces troupes

1775. Octobre, Novem. pourront ſe rendre dans la Province de la Baye de Maſſachuſet par des routes ſéparées, ſelon que les circonſtances l'exigeront.

Mais je penſe qu'en évacuant entierement Boſton & en prenant poſſeſſion de Rhode-Iſland, avec les forces propoſées pour Boſton, la correſpondance entre les différens corps de l'armée ſeroit mieux établie & qu'ils pourroient agir avec plus d'efficacité de ce côté ci par où il ſeroit poſſible de pénétrer dans le pays : au lieu que dans ſa poſition actuelle, l'armée ne peut que défendre ſon poſte & peut être faire quelques incurſions pour ſe procurer des proviſions fraîches, ſans être jamais en état de ſoumettre les habitans. La diverſion que cette manœuvre occaſionneroit en attirant après elle une grande partie de l'armée rebelle, ſeroit, ſelon moi, égale dans les deux poſitions. Mais l'occupation de Rhode-Iſland donneroit tant d'inquiétude au Connecticut, que l'armée, fournie par cette Province, y reſteroit probablement pour ſa défenſe.

Quant au blocus du port de Boſton, ſi l'on juge cette opération néceſſaire, après l'évacuation de la ville, il eſt probable qu'un petit corps de troupes pourra être retranché avec ſûreté ſur quelqu'éminence voiſine de la rade de Nantasket, pour la commodité des vaiſſeaux qui pourroient s'y tenir pour bloquer le port.

Le Général Gage aura l'honneur de vous

informer de ce qu'il a fait pour mettre Halifax en état de défenſe. 1775 Octobre, Novem.

Votre Excellence ayant bien voulu me mander que la force de l'armée Angloiſe ſera portée à vingt mille hommes pour le Printems prochain, je déſirerois qu'elle fût compoſée de trente-quatre bataillons, de dix compagnies, chacune de cinquante-neuf ſoldats, ſuivant le plan propoſé d'augmentation, ce qui produiroit le nombre requis d'infanterie réglée & nous mettroit à portée de terminer infailliblement la guerre. Si l'on jugeoit à propos d'ajouter aux trente-quatre bataillons propoſés pour l'armée Angloiſe, ſix autres bataillons, montant à environ cinq cents hommes, au moyen d'une répartition bien entendue de ces forces entre les diviſions du Canada & de Rhode-Iſland, je ne doute point que le ſuccès ne répondît au ſurcroît de dépenſes qu'occaſionneroit cette augmentation.

Il eſt ſi eſſentiel pour le ſervice de Sa Majeſté que le renfort annoncé pour le Printems, arrive de bonne heure, que je crois devoir vous épargner toute ſollicitation ultérieure ſur un objet auſſi important. Je déſirerois ſeulement que les troupes deſtinées pour la diviſion de Boſton pûſſent être embarquées *dans les premiers jours de Février*, parce qu'alors elles pourroient arriver ici *vers le milieu ou la fin d'Avril*, c'eſt-à dire,

1775. Octobre, Novem.

vers le tems où je desirerois ouvrir la campagne.

Je vous prie en même tems de m'envoyer un renfort de Chirurgiens pour les hôpitaux généraux.

Je demande aussi l'appui & la protection de votre Excellence pour faire nommer aux nouvelles compagnies quelques anciens Officiers, qui, par leur expérience & leurs bons services, ont mérité les graces de Sa Majesté. Si on les oublioit dans cette circonstance, on éteindroit dans l'armée cette ardeur qui a si fort distingué le corps des Officiers pendant le cours de la campagne actuelle. Mais comme le Général Gage aura l'honneur de mettre leurs noms sous les yeux de Sa Majesté, je n'importunerai pas plus long tems Votre Excellence à ce sujet.

W. HOWE.

Extrait d'une lettre particuliere du Comte de Dartmouth au Major général Howe, datée de Whitehall le 5 Septembre 1775.

(Reçue le 9 Novembre)

1775. Septem. Novem.

Dans ma lettre au Général Gage, en date du 2 Août, qu'il a dû vous remettre à son départ pour l'Angleterre, j'ai déjà jetté sur le papier les différentes idées qui m'ont été données relativement au plan d'opération pour la prochaine campagne, dans le cas

où la rébellion contre nature qui ſubſiſte actuellement continueroit d'avoir lieu. Mais j'ai crû devoir me borner dans cette lettre à expoſer ſimplement les propoſitions telles qu'elles ont été faites, & j'ai évité avec le plus grand ſoin de paroître avoir aucune opinion ſur des queſtions qu'il eſt impoſſible de réſoudre, tant par leur nature que par la difficulté de former un jugement précis à un ſi grand éloignement & ſans des informations ultérieures. Jai eſſayé de décrire en termes généraux non ſeulement les avantages notoires qui réſulteroient de l'occupation de New-York, mais encore les dangers auxquels l'armée ſeroit expoſée ſi elle paſſoit l'hiver à Boſton.

Les informations & les connoiſſances acquiſes journellement depuis cette époque, ont prouvé clairement la juſteſſe de l'une & l'autre obſervation. La poſition des troupes rencoignées dans une ville, expoſées aux inſultes & aux attaques, ſi non même aux ſurpriſes par une infinité d'endroits, privées des douceurs & même des premieres néceſſités de la vie, perdant par la maladie & la déſertion plus d'hommes qu'on ne peut en remplacer, & ceſſant d'être un objet de détreſſe & de terreur pour les Rebelles : une telle poſition, dis-je, eſt vraiment allarmante & mérite la plus ſérieuſe attention. Le Roi m'ordonne de vous marquer que s'il ne s'eſt pas fait quelque changement en

1775 Septem. Novem.

mieux avant que cette lettre vous parvienne; ou s'il ne s'eſt pas préſenté quelqu'occaſion imprévue de pourſuivre la guerre avec avantage du côté de la Nouvelle-Angleterre, il paroît non ſeulement convenable, mais néceſſaire d'abandonner Boſton avant l'hiver, de démanteler le Château William, & après avoir embarqué toute l'artillerie & les munitions, & donné à ceux des habitans bien diſpoſés tous les moyens de ſe retirer en ſûreté avec leurs familles & leurs effets, de conduire les troupes à New-York ou a quelqu'autre ville au Sud, que le plus grand bien, la ſûreté ou l'utilité du ſervice pourront indiquer comme plus convenable & où une eſcadre de vaiſſeaux du Roi pourra non ſeulement être à couvert de tout danger, mais encore trouver des moyens de pourſuivre ſes opérations pendant l'hiver.

L'occupation d'un poſte ſemblable préſente une foule d'avantages que vous concevrez mieux que je ne pourrois les décrire. Je ne puis m'empêcher de vous en citer un entr'autres, quoique je ſois bien perſuadé qu'il n'a pas échapé à votre ſagacité, c'eſt l'occaſion que cette manœuvre peut vous fournir d'employer pendant le fort même de l'hiver, une partie de vos troupes à quelques coups de main au Sud. En effet, une expédition pareille, en ſuppoſant qu'elle n'opere pas la conquête du pays, répandra au moins la conſternation parmi les Colonies

nies rebelles, & fournira à l'armée un moyen de se procurer un surcroît de provisions & de tous les autres articles dont elle peut avoir besoin. 1775. Novem.

Un autre point dont j'ai déjà parlé dans ma lettre au Général Gage comme d'un objet qui mérite de fixer toute son attention, c'est qu'il ne doit pas manquer d'envoyer en Angleterre l'état le plus exact & le plus détaillé de tout ce qui peut lui manquer & qui lui est nécessaire pour le bien du service. Comme le Roi veut que vous gardiez le commandement l'année prochaine, c'est par l'ordre exprès de Sa Majesté que je vous répéte cet ordre, comme une chose essentielle & indispensable. Il m'est de plus ordonné d'ajouter que le Roi vous permet de nommer, si vous le jugez à propos, un Adjudant général & un Quartier-Maître général: sa Majesté n'ignorant pas de quelle conséquence il est pour vous d'avoir dans ces places des Officiers dont vous connoissiez suffisament par vous même les talens pour pouvoir compter sur eux dans tous les cas.

Extrait d'une lettre du Major Général Howe au Comte de Dartmouth, datée de Boston le 26 Novembre 1775. (Reçue le 27 Décembre.)

J'ai reçu le 9 de ce mois par le vaisseau de Sa Majesté le *Phœnix*, la lettre particu-

1775. Novem.

liere dont vous m'avez honoré, en date du 5 Septembre, avec des duplicata des lettres de votre Excellence, du 2 Août au Général Gage & à moi, & aussi une lettre de M. le Secrétaire Pownal du 8 Septembre, où il y en avoit deux incluses, & une copie d'une lettre secrette du 5 Septembre.

L'évacuation de la ville de Boston par l'armée du Roi avant l'hyver, étant le principal objet de votre lettre du 5 Septembre, c'est avec le plus grand regret que je me trouve dans l'obligation de vous informer que ces ordres sont arrivés trop tard pour qu'il me soit possible de me conformer aux intentions du Roi sur cet article.

Vous verrez par l'état n°. 1. qu'il n'y a pas actuellement dans le port assez de bâtimens de transport pour emmener les troupes, l'artillerie, les munitions de toute espece, ceux des Habitans qui nous sont le plus affectionnés, avec leurs effets & les marchandises qu'il peut être prudent d'emporter. Quand bien même tous nos bâtimens seroient dans le port, il s'en faudroit de 21,602 tonneaux que le tout ne pût être embarqué à la fois, même avec le surcroît de vaisseaux & autres petits bâtimens que l'on pourroit se procurer dans le port. Lorsque je refléchis à la division de l'armée en deux embarquemens, dans l'état de foiblesse où elle est actuellement, & à la position où se trouveroient & cette garnison & les troupes

envoyées à New-York, relativement à l'ennemi, il me paroît que ce feroit hazarder plus que la prudence ne permet, d'autant plus que dans ce cas notre fort dépendroit du retour des bâtimens de tranfport, dans une faifon où la violence des vents du Nord rend la navigation fur cette côte extrêmement dangereufe. 1775. Novem.

Les Généraux Clinton, Burgoyne & le Lord Percy, penfent comme moi, qu'il n'y auroit aucun avantage à évacuer cette place avant le printems : j'ai lieu de me flatter que le Roi ne défaprouvera pas la réfolution que j'ai prife d'y refter.

Nous n'avons pas la moindre appréhenfion de voir les Rebelles attaquer cette place par furprife ou autrement, comme vous paroiffez le craindre. Au contraire, il feroit à défirer qu'ils vouluffent tenter une entreprife auffi téméraire & fortir de ces forts retranchemens, auxquels ils doivent attribuer leur fécurité actuelle. Mais en parlant ainfi, je dois ajouter que vû le grand nombre de nos malades, l'étendue de cette ville & des poftes collatéraux, nous ne ferons point affez forts pendant l'hyver pour tenter aucune expédition d'importance pour le fervice de Sa Majefté, telle que la prife de Rhode-Ifland, de New York, de Philadelphie ou de Charles-Town dans la Caroline Méridionale. Cependant fi dans le cours de l'hyver les circonftances étoient favorables à

quelques opérations, l'occaſion ne ſera point
1775. négligée.
Novem. Ayant fait paſſer à la Tréſorerie différens états où ſont détaillés tous les articles dont l'armée a beſoin, pour mettre en exécution les ordres de Sa Majeſté au printems prochain, je vous en envoye des copies par une lettre ſéparée. Quant aux opérations de la prochaine campagne, après avoir ſu par Votre Excellence les intentions de Sa Majeſté à ce ſujet, je prends la liberté de propoſer que la partie du ſoixante-cinquieme régiment qui eſt ici, ſoit envoyée à Hallifax au Printems. Ce corps, avec celui du Lieutenant-Colonel Goreham, qui eſt déjà dans cette ville, & quelques recrues du Lieutenant-Colonel Mac Lean, ajoutés à la Milice que l'on a le projet de lever dans cette Colonie ſuivant les informations du Gouverneur Legge en date du 15 Octobre, mettra le Chantier & la Ville à l'abri de toute attaque. D'après les dernieres nouvelles que j'ai reçues de cette ville, en date du 18 Octobre, les ouvrages proviſionels & deſtinés à fortifier le Chantier, étoient déjà fort avancés, & on projettoit de conſtruire un retranchement & des fortins ſur la hauteur où eſt la citadelle pour la protection de la ville, ſi cela ſe pouvoit faire avant l'hyver.

Le détachement du quatorzieme régiment actuellement à Hallifax, aura ordre de revenir ici lorſque le ſoixante-cinquieme y

arrivera. Comme je crois que les autres parties de ce corps ſeront plus utilement employées avec l'armée, qu'aux lieux où elles ſont actuellement, je donnerai des ordres en conſéquence, à moins que je n'en reçoive de vous de contraires, ou que je n'aie dans l'intervalle quelqu'information ſûre qu'elles ſont néceſſaires dans le Sud.

1775. Novem.

Quant au blocus de Boſton, ſi cette opération eſt jugée convenable, je propoſerai de retrancher un bataillon dans un lieu où les vaiſſeaux de guerre puiſſent hiverner avec ſûreté. Il eſt beaucoup plus aiſé de bloquer Boſton que le Château Guillaume, qui ſera entierement démoli, conformément aux ordres de Sa Majeſté, par des mines que l'on fera jouer lors de l'évacuation de la ville.

Le ſecond objet dont je dois parler, eſt la priſe de Rhode-Iſland avec dix bataillons, ſous le commandement du Major général Clinton, s'il y avoit une flotte prête pour ce ſervice, & s'il pouvoit avancer juſqu'à la Providence.

Alors il reſtera ici ſeize bataillons pour New-York, conformément à la diſtribution ci-incluſe, où les ſixieme, quatorzieme & ſeizieme régimens ne ſont point compris, les deux derniers étant en garniſon dans la Floride Occidentale, & le ſixieme ne pouvant, ſelon toutes les apparences, arriver que vers la fin de la campagne.

Mais dans cette armée, quoique complette

1775. Novem.

au Printems, il y aura malheureusement entre six & sept mille hommes de recrues, & de la plus mauvaise espece, le plus grand nombre étant composé d'Irlandois Catholiques-Romains, qui déserteront certainement si on les emploie à des ouvrages de force & en qui, vu leur ignorance du métier de la guerre, on ne peut pas mettre de confiance.

Pour remédier à ce mal qui est réellement grave, je propose d'incorporer, sans Officiers, cent hommes, (2,700 Allemands) tirés des troupes Hanovriennes & Hessoises dans chacun des vingt-sept bataillons d'Infanterie, mais sans y comprendre le quarante deuxieme régiment, estimé égal à deux bataillons, & les troupes de marine ; ceux de ces soldats qui se trouveroient dans lesdits corps à la fin du service, seroient renvoyés dans leurs pays respectifs.

D'ajouter aussi à chaque bataillon, en qualité de volontaires, cent hommes tirés de la Milice Angloise, lesquels auroient pareillement leur congé immédiatement après l'extinction de cette rébellion si peu naturelle.

Les régimens pourront avoir besoin pour se completter, d'environ sept cents recrues au Printems, ce qui n'est certainement pas trop pour faire face aux déficits que la maladie, la désertion & le service peuvent occasionner dans le cours de l'hyver.

Alors l'armée ſcroit reſpectable par le nombre, & elle pourroit être entretenue, ſans difficulté, ſur le même pied à l'avenir au moyen de deux Compagnies de plus par bataillon ; mais ſans cet expédient ou quelqu'autre meſure que l'on jugera plus convenable, l'augmentation des troupes du Roi pour la campagne prochaine par le moyen des recrues, qui peut avoir les conſéquences les plus utiles, ſi elle eſt accompagnée de quelqu'autre moyen, ne donneroit que peu ou point de ſupériorité ſur les troupes des Rebelles, compoſées de ſoldats, ſans expérience, à la vérité, mais néanmoins très-exercés à l'uſage des armes.

1775. Novem.

Au ſurplus, ſelon moi, ces forces ne ſont point ſuffiſantes pour faire une campagne offenſive du côté de New-York & de Rhode-Iſland, même en ne laiſſant ici que ce qu'il faudroit de troupes pour bloquer le port. En effet, l'armée alors ne monteroit pas à plus de cinq mille hommes pour Rhode-Iſland & de huit mille pour New-York, & ſur cette derniere diviſion, il faudroit en laiſſer au moins deux mille pour le blocus de Boſton & pour garnir les poſtes qu'il eſt néceſſaire d'occuper. En conſéquence, je demanderois un renfort de quatre mille Ruſſes, dont quinze cents iroient joindre le Général Clinton, & deux mille cinq cents feroient partie de l'armée de New-York.

Pour contrebalancer ces forces ; je crains

1775. Novem.

que les Rebelles n'aient pas moins de dix mille hommes du côté de Rhode-Iſland, & peut-être vingt mille dans la Province de New-York., pour agir contre le Général Carlton d'un côté, & de l'autre les corps de New-York. *Il* eſt probable que ces vingt mille hommes ouvriroient la campagne par le ſiege de New-York, attendu que ſelon les dernieres nouvelles de cette ville, le Congrès continental a donné ordre à un corps de quatre mille hommes de ſe mettre en marche de Philadelphie pour ſe rendre en toute diligence à New-York, & il faut s'attendre qu'ils emploieront tous leurs efforts pour la défenſe d'une ville dont la poſſeſſion leur eſt ſi importante.

J'apprends par la lettre du Secrétaire Pownal du 8 Septembre, que les Miniſtres du Roi ont jugé qu'il feroit à propos d'enlever de Boſton les effets & les marchandiſes appartenans aux ennemis comme aux amis du Gouvernement. Mais les ordres, relativement aux effets des mal intentionés, n'étant point poſitifs, je me trouve forcé de vous demander des ordres ultérieurs, de peur que le parti que je prendrois n'occaſionne au Gouverneur de nouvelles diſputes & de nouvelles dépenſes. J'y ſuis d'autant plus obligé, que ſelon l'expreſſion de M. Pownal, dans ſa derniere lettre, il a ordre de me dire que dans cette circonſtance & dans toute autre de la même eſpece, je dois être le meilleur

Juge ; & par conséquent m'en rapporter à mon sentiment. Je dois en même tems observer combien il seroit agréable & avantageux pour les Rebelles de trouver tous ces effets dans la ville, lorsqu'ils en prendront possession ; ce qui me porte à croire qu'il pourroit être convenable de les enlever puisque ce seroit un moyen de nuire à l'ennemi. 1775. Novem.

Votre Excellence ayant eu la bonté de me faire part des ordres du Roi pour m'autoriser à nommer au besoin un Adjudant Général & un Quartier-Maître général, je m'efforcerai de répondre à une confiance dont je suis si peu digne, avec toute l'attention que je dois à l'intérêt du service de Sa Majesté.

Une lettre du Major Roger, écrite de New-York au Général Gage. étant adressée au Commandant en Chef, m'a été remise depuis le départ du Général. Ce Major y fait des offres de service que j'ai encouragées, en le priant de faire ses propositions & en l'assurant que je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour lui fournir l'occasion de se recommander par la suite à la faveur de Sa Majesté. J'apprends du Gouverneur Tryon que les Rebelles lui ont fait des offres considérables.

Je suis très sensible à la confiance que le Roi a bien voulu me marquer en me donnant le commandement de cette armée pour la prochaine campagne, & dans cette place

importante, j'userai de tous les moyens pos-
1775. sibles pour remplir les intentions de Sa Ma-
Novem. jesté.

Le Général Burgoyne ayant reçu la permission du Roi de retourner en Angleterre, il vous remettra les présentes dépêches, & je crois inutile d'ajouter qu'il peut vous donner les plus amples informations relativement au service de Sa Majesté en Amérique. Si Sa Majesté n'a pas d'occasions de l'employer plus essentiellement, & qu'il ait envie de retourner en Amerique, j'espere n'être point privé pour la prochaine campagne d'un Officier qui a autant d'expérience & d'habileté.

Etat du tonnage nécessaire pour transporter les troupes, l'artillerie, les munitious, & les habitans, &c. &c.

Boston le 27 Novembre 1775.

Départemens.

	Tonnage.
Munitions de l'artillerie royale.	2,900.
Un régiment de Dragons.....	2,900.
Dix mille hommes d'Infanterie.	15,000.
Sous Quartiers-Maîtres généraux.	3,800.
Commissaires généraux........	1,817.
Ingénieurs....................	1,100.
Inspecteurs généraux des casernes.	555.
Hôpital général..............	1,100.

Habitans avec leurs effets.....	6,000.		1775.
Total.....	35,172.		Novem.
Tonnage des bâtimens à présent dans le port....	9,721.	23,750.	
Hors du port pour differens services.........	7,039.		
Vaisseaux & petits bâtimens dans le port.....	6,810.		
Manque pour completer.....		11,602.	
TOTAL.....		35,172.	

Projet pour la répartition de trente & un bataillons destinés pour l'armée en Amérique sous le commandement du Major général Howe pour la campagne de 1776.

A Boston le 26 Novembre 1775.

Bataillons.	*Distribution.*	*Bataillons.*
4e.		
5e.	65e. Halifax & Terreneuve.....	1.
6e.	Près de la rade de Nantasket.	1.
10e.	Rhode-Island...........	10.
14e.	New-York..............	16.
15e.	14e. Virginie, Halifax & Saint	
16e.	Augustin..............	1.

1775.	Bataillons.	Distribution.	Bataillons.
Novem.	17e.	16e. Florides Orientale & Occidentale	1.
	22e.		
	23e.	6e. Isles	1.
	27e.		
	28e.		31.

35e, 37e, 38e, 40e, 42e, (estimé à deux bataillons, vû qu'il a 1,000 hommes) 43e, 44e, 45e, 46e, 47e, 49e, 52e, 55e, 63e, 64e, 65e, deux bataillons de troupes de Marine. *Total* 31.

N. B. Les bataillons sont évalués à 500 hommes chacun.

Copie d'une lettre du Major général Howe au Comte de Dartmouth, datée de Boston le 27 Novembre 1775. (Reçue le 27 Décembre.)

MILORD,

J'ai l'honneur de vous informer que le *Whitby*, bâtiment de transport de Corke, avec quatre compagnies du dix-septieme régiment d'infanterie, est heureusement arrivé, ainsi que deux autres bâtimens de transport, ayant à bord quatre compagnies du troisieme bataillon de Royal Artillerie, & deux vaisseaux chargés de munitions d'artillerie. Le brigantin le *Nancy*, sur lequel étoient embarquées des munitions d'artille-

rie, a été arraiſonné le 15 de ce mois par un des Croiſeurs de Sa Majeſté, & il eſt le ſeul vaiſſeau chargé de munitions d'artillerie manquant de ceux qui ont appareillé ſous le convoi du vaiſſeau de guerre le *Phœnix*; mais il n'a encore paru aucun des bâtimens de tranſport de Corke avec les dix-ſeptieme, vingt-ſeptieme, vingt-huitieme, quarante-ſixieme & cinquante-cinquieme régimens, excepté le *Whitby* ci-deſſus mentionné, ce qui fait craindre qu'ils n'aient été pouſſés loin au Sud par la violence des derniers vents du Nord. Il ſeroit fort à ſouhaiter qu'ils fuſſent arrivés, non ſeulement pour le ſervice qu'on en pourroit tirer, mais à cauſe de la ſaiſon avancée de l'année & des dangers que courent les vaiſſeaux en abordant cette côte, dans la ſituation actuelle des choſes, ſans convoi ou ſans force, & n'ayant point d'autre port que celui-ci pour les recevoir, tandis que les Croiſeurs Rebelles apportent la plus grande attention à tirer avantage de leur foibleſſe ou de la néceſſité où ils ſe trouvent de relâcher. Vous ſavez qu'à cet égard ils n'ont déjà que trop réuſſi, & il eſt probable qu'ils nous feront encore beaucoup plus de mal, à moins que les vaiſſeaux du Roi ne les forcent à s'écarter.

1775. Novem.

Cet eſprit entreprenant s'eſt manifeſté ſenſiblement le 25 de ce mois dans la conduite d'un Commandant de ſenau, qui s'étoit déjà emparé d'un bâtiment de tranſport à une pe-

1775. Novem.

tite diſtance du fanal & à la vue des vaiſſeaux de Sa Majeſté, & qui en auroit pris deux autres chargés de fourage, ſans la vigilance du ſieur Bourmaſter, Lieutenant de Marine & Agent des bâtimens de tranſport employé à ce ſervice. Cet Officier coupa ſes cables, reprit le vaiſſeau & donna chaſſe au Rebelle ſur un bâtiment de tranſport armé, ſtationné pour la protection du fanal. Qu'il me ſoit permis, pour rendre juſtice à cette belle action, de vous faire ſavoir qu'il a conſtament montré, pendant le commandement du Général Gage, & depuis ce tems là, le plus grand zele & donné la plus grande attention au ſervice dans ſa partie & dans d'autres occaſions.

En conſéquence de votre lettre adreſſée au Commandant général de l'artillerie, on donnera l'attention convenable à l'état des Officiers du troiſieme bataillon d'artillerie.

Lorſque j'eus l'honneur en dernier lieu de vous écrire, je me flattois que l'armée auroit pris ces quartiers dans ce tems; mais malheureuſement les travaux néceſſaires pour la défenſe d'hyver des hauteurs de Charles-Town, ont été tellement retardés par les pluies & par le manque d'ouvriers, qu'ils ne ſont pas encore en état de recevoir le détachement deſtiné à y reſter; ce corps eſt toujours en campagne: une partie des troupes de ce côté-ci ont quitté le camp, & je crois pouvoir vous aſſurer que toute

l'armée ſera à couvert ſous peu de jours. 1775. Novem.

J'ai été forcé de retirer les hommes employés aux ouvrages de l'iſthme de Boſton qui étoit commencé avant le départ du Général Gage, pour les employer à élever des redoutes du côté des communes.

Les maladies n'ont fait qu'augmenter depuis peu à cauſe de la rigueur de la ſaiſon; mais comme il ne regne plus d'épidémie, j'eſpere que nous nous rétablirons promptement dans les quartiers, ſi les matelats, les couvertures, &c. que nous attendons d'Angleterre, ne tardent pas trop long-tems à arriver; en attendant on apportera la plus grande attention à la conſervation de la ſanté des ſoldats.

Comme vous m'avez demandé l'état de la perte de l'armée par la déſertion, pendant la campagne, j'ai la ſatisfaction de vous informer qu'il n'a déſerté que trente-trois hommes depuis le 19 Avril.

Suivant ce que j'ai appris, les Rebelles ont le plus grand beſoin d'habits & ſont très-mécontens à d'autres égards: les engagemens de la plus grande partie expireront à la fin de Décembre, & il y a lieu de croire que *la plupart n'en contracteront pas de nouveaux*: cependant ils ſont entrés dans les cazernes. Ils en ont à chaque poſte, & les plus étendus ſont à Cambridge.

Le fanal à l'embouchure de ce port, ſi néceſſaire pour la ſûreté des vaiſſeaux qui

1775 Novem.

le fréquentent, est efficacement assuré aujourd'hui, & on y entretiendra désormais un détachement de troupes pour sa défense; la lanterne est réparée & elle a été allumée le 23 de ce mois.

Permettez-moi de vous faire observer que nous nous sommes trouvés cet Eté dans une grande disette de matelots expérimentés pour la navigation des bâtimens de transport; pour l'équipement des vaisseaux & bateaux armés, destinés à des services particuliers, & pour plusieurs autres besoins: c'est ce qui m'engage à vous représenter la nécessité d'envoyer des matelots pour completer sur les bâtimens de transport, les équipages dont je joins ici un état. Il seroit à souhaiter aussi que les vaisseaux du Roi eûssent leurs équipages sur le pied de guerre, attendu qu'ils seroient pour lors en état de détacher des hommes pour les services extraordinaires, & qu'on n'auroit plus la même raison de presser sur les vaisseaux d'Europe & d'autres qui apportent des munitions navales & de guerre. Cette presse peut nous nuire prodigieusement pour l'avenir, à moins que vous ne donniez des ordres pour qu'il soit accordé des protections aux autres qui peuvent apporter ces munitions.

Avant le départ du Général Gage, il avoit été concerté une expédition par le Général & l'Amiral pour détruire le cap Anne & Falmouth, deux Villes maritimes sur la côte

côte de l'Eſt, qui ſe ſont ſignalées par leur oppoſition au Gouvernement. Le *Canceaux* & un bâtiment de tranſport armés, ayant à bord un petit détachement de troupes, ont été nommés pour cette expédition: les circonſtances n'ayant pas permis de former une attaque contre le cap Anne: ces bâtimens ont fait voile pour Falmouth, dont les Habitans ont été avertis à tems d'enlever leurs effets & de ſe retirer. La ville a été détruite le 18 Octobre, *il y a eu environ cinq cents maiſons brulées & quatorze bâtimens de mer; pluſieurs autres ont été pris & détruits*, ſans aucune perte de notre part.

1775. Novem.

Au retour de ce détachement, le 5 de ce mois, j'appris que le détachement de l'armée rebelle aux ordres du Colonel Arnold, dont je préſume que le Général Gage vous aura parlé, avoit remonté la riviere Kennebek dans l'intention d'entrer dans le Canada par la riviere Chaudiere: que ce détachement s'étoit avancé juſqu'au fort Halifax, à environ ſoixante milles de l'embouchure du Kennebek, d'où il avoit renvoyé environ deux cents malades: je n'en ai point entendu parler depuis.

Le Général Gage vous inſtruira qu'il eſt arrivé ici un vaiſſeau expédié de Quebec le 10 Octobre avec des lettres qui lui étoient addreſſées par le Général Carleton & le Lieutenant Gouverneur Cramatié, dont les copies ſont ci-incluſes. J'ai pris le parti d'ordonner

1775. Novem. à un bataillon de troupes de marine de s'embarquer ſur le champ & de ſe rendre à Quebec ſous le convoi de la frégate le *Cerbere*, comme cela avoit été arrêté par l'Amiral Graves. Les bâtimens de tranſport étoient prêts à recevoir les troupes le 13 de ce mois, lorſque j'ai reçu la lettre ci-incluſe ſous le N.° I., de l'Amiral Graves qui déclare l'entrepriſe imprudente & impraticable pour des bâtimens de tranſport. Je lui ai écrit que d'après ces repréſentations j'abandonnois le projet de faire partir les troupes ſur des bâtimens de tranſport, comme vous pourrez le voir dans une copie de ma lettre ſous le N°. II., projettant alors de me procurer de plus petits bâtimens qui ſeroient plus propres pour remonter la riviere Saint Laurent, mais comme je ne pouvois point eſperer qu'ils ſeroient équipés en tems convenable pour entreprendre le voyage avec la moindre apparence de ſuccès, j'ai jugé plus prudent de différer le départ du renfort & j'ai expédié un vaiſſeau pour Quebec le 13 Octobre au ſoir.

J'ai reçu depuis quantité d'avis contradictoires par la voye de New-York, relativement à ce qui ſe paſſoit dans le Canada & dont la plupart étoient favorables aux armes de Sa Majeſté, juſqu'au 20 de ce mois: Enfin il y a quelques jours qu'on m'apporta ici une gazette rebelle, dans laquelle on donnoit avis de la reddition & de la capitulation de Cham-

bly & de Saint Jean, & que d'après les termes de cette capitulation la garniſon reſteroit priſonniere de guerre en Connecticut ou ailleurs, ſuivant que l'ordonneroit le Congrès continental. Le Major Stopfort, du ſeptieme régiment, commandoit à Chambly, & le Major Preſton, du vingt-ſixieme, à Saint Jean. Un bâtiment de Quebec, allant en Europe, qui a été arraiſonné en dernier lieu à la mer, ayant confirmé cette nouvelle, je crains fort qu'elle ne ſoit que trop vraie. 1775. Novem.

Je ſuis, &c.

W. HOWE.

Copie d'une lettre ſéparée du Major général Howe au Comte de Dartmouth, datée de Boſton le 2 Décembre 1775. (Reçue le 27 Décembre.)

MILORD,

Pour vous donner une connoiſſance plus parfaite de l'état de cette armée, j'ai l'honneur de joindre ici des copies d'états & eſtimations, avec les obſervations que j'ai fait parvenir par cette occaſion aux Lords Commiſſaires de la Tréſorerie; j'y joins auſſi une copie de la lettte qui accompagne ces états, pour que leurs Seigneuries les prennent en

considération : je n'ai rien de plus à ajouter, si non que je suis, &c.

1775. Décembre.

WILLIAM HOWE.

Etat des provisions en magasin à Boston le 16 Novembre 1775, & le tems que ces mêmes provisions, avec celles qui ont été déposées depuis, dureront pour la consommation de 12,000 hommes, sur le pied où elles sont passées aujourd'hui faute de pois & de riz.

SÇAVOIR.

En magasin, appartenant à la Couronne, trois caisses & demie de suif : 12,880 livres de porc : 23,469 livres de morue seche : 9,857 boisseaux de froment : 521,590 livres de farine : 94,044 livres de pain : 20,384 pintes d'huile.

En magasin, appartenant aux Entrepreneurs : — 764,690 livres de porc : 552,499 livres de farine : 9,633 livres de pain : 48,196 livres de beurre : 9,857 livres de riz.

Le 28 Novembre, déposé par les Entrepreneurs : — 982 barrils de farine, du vaisseau la *Reine de Naples*, cargaison de Londres : le reste faisant 813 barrils de farine ; a été trouvé mauvais & hors d'état de pouvoir servir. — 223,896 livres de farine.

Total. — 3 caisses & demie de suif : 777,570

livres de porc : 23,469 livres de morue seche : 9,857 boisseaux de froment : 1,297,985 livres de farine : 103,677 livres de pain : 48,196 livres de beurre ; 20,384 pintes d'huile : 9,857 livres de riz. 1775. Décembre.

Le porc & le poisson serviront à 12,000 hommes, pendant quatre-vingt-dix-neuf jours, finissant le 26 Février prochain.

Le froment, la farine & le pain suffiront pour cent seize jours, finissant le 24 Mars prochain.

Le beurre & l'huile cent six jours, finissant le 4 Mars prochain.

Le suif & le riz sont réservés pour l'usage des hôpitaux.

La cargaison du senaut l'*Industrie*, de Bristol, n'est point comprise dans ledit état : on commence à la décharger depuis deux jours.

Le bétail en vie n'est pas non plus compris dans l'état.

A son Excellence l'honorable Chevalier William Howe, Major général & Commandant en Chef, &c. &c.

Boston le 29 Novembre 1775.

Signé, D. Chamier, Commissaire des provisions.

Observations sur l'état des provisions.

Par l'état ci-inclus, il paroît qu'il n'y a point de provisions en magasin pour aller

plus loin que le commencement de Mars 1776.

1775. Décembre.

Six mois de biſcuit pour 20,000 hommes, d'une qualité à pouvoir garder douze mois, ſeroient d'un ſecours eſſentiel pendant la campagne prochaine, attendu qu'on ne peut pas toujours avoir de commodités pour cuire du pain dans ce pays : il faudroit que les biſcuits fûſſent d'environ ſix à la livre.

On demanderoit qu'un cinquieme de la viande deſtinée pour l'armée, fût de bœuf.

On déſireroit, pour l'uſage des hôpitaux, une quantité additionnelle de menues denrées, ſur-tout de gruau, de riz & de vinaigre.

Un tiers de la totalité ſeroit emballé dans de petites caiſſes qui ne peſeroient pas au delà de cent livres, afin qu'on pût en mettre deux ſur un cheval.

Signé W. HOWE.

Etat de ce qu'il y a d'effectif en chevaux, bétail & moutons, avec la quantité de fourages en magaſin & le nombre de jours qu'ils dureront.

Du Quartier général à Boſton le 27 Novembre 1775.

Départemens.

Dragons légers, 234 chevaux.
Généraux & Officiers, 160 chevaux.
Artillerie Royale, 200 chevaux.

Député Quartier-Maître général, 80 chevaux, 100 pieces de bétail, 400 moutons. 1775. Décembre.

Total. 674 chevaux, 100 pieces de bétail, 400 moutons.

En magasin.

450 tonnes de foin, 12,391 boisseaux d'avoine, 5,640 boisseaux de bled de Turquie, 12,861 boisseaux de son.

Le tout durera, { le foin...... 100 jours. l'avoine, &c. 150 jours.

On attend,

Du Canada 150 tonnes de foin, 10,000 boisseaux d'avoine, 5,000 boisseaux de son.

De la Nouvelle-Ecosse, 150 tonnes de foin.

Total. 300 tonnes de foin, 10,000 boisseaux d'avoine, 5,000 boisseaux de son.

Le tout durera, { foin........... 60 jours. avoine, &c.... 50 jours.

N. B. La ration, sur le pied actuel, est de treize deniers & demi sterl. : dans les cas de disette, on pourra faire usage de la farine gâtée actuellemnnt en magasin, & qui se monte à 3,000 barrils, (ce qui équivaut à 600,000 pesant) on peut en mêler une certaine quantité avec l'avoine, le bled, &c.

1775. Décembre.

En conséquence, le prix de la ration sera de 1 sol 9 deniers & demi.

Signé W. HOWE.

Etat des lits de cazerne, ustensiles & chauffage du détail de l'Inspecteur des cazernes.

Boston le premier Décembre 1775.

A Boston.

Lits: 3,333 lits de plume, 4,149 traversins, 577 couvertures pluchées, 2,321 couvertures, 4,280 paires de draps, 16 matelats & oreillers.

Ustensiles. 1,052 pots de fer, 705 grils de fer, 296 pairs de chenets de fer, 229 pincettes, 231 pêles, 202 haches, 316 chandeliers, 170 poëles de fer. 1,020 tramails, 600 piques à feu, 500 boëtes, 425 boucles, 120 maillets, 260 coins de fer, 250 tables, 320 bans, 120 chaises, 36 lanternes.

Chauffage & Chandelles. 668 cordes de bois, 4,899 chaldrons de charbons, 35,000 livres de chandelles.

N. B. Dans le premier article de lits à Boston, se trouvent mille garnitures de lits apportées par les bâtimens de transport, qui équivalent à la moitié du nombre de doubles lits.

J'ai demandé qu'on m'envoyât d'Angle-

terre du charbon & des chandelles, indépendament de ce que j'apprends que doivent envoyer les Lords Commiſſaires de la Tréſorerie. 1775. Décembre.

Il y a actuellement à Halifax dix mille cordes de bois prête à être tranſportées ici lorſqu'on pourra ſe procurer des bâtimens pour l'aller chercher : il y a ordre de couper cinq mille cordes de bois avant le Printems : vers ce tems là on aura 6,000 chaldrons de charbon que l'on fouille actuellement & qui ſeront embarqués ſur la riviere Eſpagnole dans l'Iſle du Cap Breton.

Signé, James Robertſon, Inſpecteur général des cazernes.

Deux eſtimations de chevaux & de chariots dont on a beſoin pour la campagne de 1776.

Fourniture de chariots pour une armée de trente bataillons d'Infanterie & deux régimens de Cavalerie pour le tranſport des bagages, pain & proviſions avec les chevaux en proportion.

Diſtribution.	*Chariots.*	*Chevaux.*
Pour le bagage d'un bataillon.	12	48.
Pour vingt-neuf autres.	348	1,392.

1775. Décembre.

Distribution.	*Chariots.*	*Chevaux.*
Pour les tentes de soldats d'un bataillon.............	«	10.
Pour vingt-neuf autres.	«	290.
Pour le pain d'un bataillon.	4	16.
Pour vingt-neuf autres...	116	464.
Pour le bagage d'un régiment de Cavalerie........	8	32.
Un de plus............	8	32.
Pour le pain d'un régiment de Cavalerie..............	2	8.
Un de plus............	2	8.
Pour les Officiers Généraux & de l'Etat Major, y compris leurs chevaux de selle......	40	342.
Pour monter deux régimens de Cavalerie.............	«	600.
Pour les chevaux de selle des Officiers d'un bataillon d'Infanterie supposé être de.	«	14.
Pour vingt-neuf autres...	«	406.
Total.......	540	3,662.

Fourage.

Pour combien de tems.	Tonneaux de foin. Rations de 20 l,	Tonneaux d'avoine. Ration de 9 l.
Pour un jour.......	33.	.. 15.
Pour 91 jours....	3,003.	.. 1,365.

N. B. Il manque des harnois complets pour 290 chariots de 4 chevaux chacun.

1775. Décembre.

Effectif des chevaux & chariots pour la garnison.

Distribution	*Chevaux.*	*Chariots.*
Dragons légers........	»	233.
Ditto, Quartier-Maître général................	50	80.
Généraux & autres Officiers..................	»	160.
Total......	50	474.
Déficit pour le complet..	490	3,188.
Total.........	540	3,662.

On projette de faire transporter les magasins de cette armée par eau, & pas plus bas qu'à vingt milles d'ici.

Quartier genéral de Boston le 27 Novembre 1775.

II. *Proportion des chevaux de somme pour le transport du bagage de cette armée, avec des chariots pour transporter le pain, les provisions & le bagage des Officiers Généraux.*

Distribution.			*Chevaux.*	*Chariots.*
Lieutenant-Colonel.......	9	Pour les chevaux de bât d'un bataillon.	95	
Major.......	7	Pour vingt-neuf autres.	2,755	
8 Capitaines, à 5 chacun.....	40			
18 Subalternes, 3 pour 2.....	27			
1 Pour les Commandans généraux.......	2			
5 De l'Etat-Major, 2 pour chacun........	10			
Total...	95			

1775. Décembre.

		Chevaux.	Chariots.
Pour le pain... 4 Provisions. 3	Pour un bataillon......	28	7.
	Pour 29 autres.........	813	203.
	Pour monter deux régimens de Cavalerie.......	600	
	Chevaux de bât pour ces Régimens.........	66	
Pain ..... 6 Provisions... 4	Pour deux régimens....	40	10.
	Pour les Officiers Généraux & de l'Etat-Major, y compris les chevaux de selle............	342	40.
	Total...	4,738	260.

Fourage des Chevaux ci-dessus.

	Tonneaux de foin. Ration de 20 l.	Tonneaux d'avoine. Ration de 9 l.
Pour un jour.........	43	20.
Pour 91 jours........	3,913	1,820.

	Chevaux.	Chariots.
Différence entre les deux états.......	1,076	280.

Etat du déficit *des Chevaux pour l'artillerie de campagne & du Fourage pour 91 jours.*

Chevaux.		Tonneaux de foin. Ration de 20 l.	Tonneaux d'avoine. Ration de 9 l.
Total......	648		
Effectif....	200		
Déficit pour completer.	448	546	273.

N. B. Il manque des ſelles convenables pour tous ces chevaux de tranſport. 1775. Décembre.

Signé William Sherrif, Député Quartier-Maître général.

Rapport de la cargaiſon du vaiſſeau la Reine de Naples, *Capitaine Powel, de Londres, fretté pour le compte des Entrepreneurs, & adreſſé à leur Agent Henri Lloyd, à Boſton.*

SÇAVOIR.

Barrils de fine farine, de bonne qualité...................	744.
Dito. propres à ſervir actuellement.	238.
Dito. de farine aigre & mauvaiſe.	813.
Total....	1795.

Boſton le 29 Novembre 1775.

Signé D. Chamier, Commiſſaire des vivres & proviſions.

A Son Excellence William Howe, Major général & Commandant en chef, &c.

1775. Décembre. *Etat des ustensiles qui manquent pour le service des travaux de Sa Majesté au département des Ingénieurs à Boston, remis au Bureau de l'Artillerie, le 19 Août 1775.*

SÇAVOIR.

Chevaux de frize...............	270.
Cuirasses avec casques...........	50.
Chausses-trapes, d'une livre de poids......................	2,000.
Leviers de fer.................	100.
Marteaux ordinaires...........	100.
Marteaux d'enclume...........	50.
Outils de Charpentiers, par boite.	6.
Meules à moudre & l'auge.......	20.
Mantelets de cuir..............	200.
Cordes par échevaux...........	100.

Outils pour travailler à la tranchée.

Haches larges..................	200.
à couper...............	600.
Piques......................	1,000.
Coignées....................	1,000.
Civieres à roue................	500.
à bras...............	300.
Bêches communes..............	2,000.
pour les fossés.........	500.
Pelles de bois.................	1,500.
de fer...............	500.
Serpes......................	1,000.
Scies à main..................	100.

1775 Décembre.

Autres ſcies		50.
Sacs de ſable par boiſſeaux.	10,000	20,000.
Idem par demi-boiſſeaux.	10,000	
Pointes de toutes ſortes, de 5 à 8 pouces & demi, par barrils		20.
Cloux		10.
Tarrieres		200.
Cordes goudronnées & blanches, de différentes groſſeurs, par louvées		18.

Le premier Octobre on a jugé néceſſaire d'ajouter à l'état ci-deſſus les ouvriers ſuivans.

Charpentiers : Maitre	1.
Premier Ouvrier	1.
Charpentiers	20.
Maçons : Maître	1.
Compagnons	6.
Forgerons : Maître	1.
Compagnons	6.
Charons	2.
Total	38.

On enverra un corps d'Ouvriers pour ſervir ſous la direction immédiate de l'Ingénieur Commandant, comme cela ſe fait à Terreneuve, à Gibraltar, &c.

Signé John Montreſor, Commandant Ingénieur.

Son Excellence le Major Général Howe.

1775. *Remarques.*

Décembre, Il faudra, en commençant la campagne, avoir du fourage pour six mois dans les magasins, & comme on ne peut pas s'en procurer dans ce pays, il faudra en tirer d'Europe.

Rhode-Island peut, ainsi qu'on le tient de bonne part, fournir quinze mille tonnes de foin dans la saison; mais on aura de la peine à s'en procurer, si les habitans de l'Isle ne se prêtent pas, comme il y a lieu de croire, à le couper, fanner, &c. Il faut en dire autant de Long-Island & de Staten-Island, dans la Province de New-York; ainsi dans cette incertitude, il faut en tirer d'Europe.

L'armée étant en campagne, pourra subsister avec du fourrage, depuis le milieu de Juin jusqu'au milieu de Septembre.

Le Canada peut fournir de l'avoine & du son, mais la longueur & les dangers du voyage sont tels qu'on croit que nous pourrions tirer ces objets d'Angleterre & d'Irlande, à aussi bon marché, & de plus l'avoine qu'on en fera venir sera d'une meilleure qualité.

A l'égard des chevaux, des chariots & des harnois, si l'on considere les dispositions des Américains au moment présent, il est certain qu'ils retireront tous ces articles, aussi-tôt que notre armée paroîtra. Mais d'un autre

LETTRE

*D'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le *6* Octobre *1779*.

S'IL eſt vrai, Monſieur, comme j'oſe n'en point douter, que l'expédition de notre deſcente chez les Anglois aura lieu, je ne puis occuper actuellement votre attention d'aucun objet auſſi intéreſſant que les détails de la diſcorde qui regne parmi leurs défenſeurs. L'écrit que vous allez lire vous préſentera un tableau des plus curieux de leurs diviſions & de leurs animoſités ; & puiſque ces mécontentemens ſubſiſtent toujours, vous pouvez juger, d'après ce qui s'eſt paſſé à l'occaſion de l'allarme de Plymouth, de ce qui arrivera encore ſoit à Plymouth même, ſoit ſur telles autres parties de la côte où l'entrepriſe pourra être tentée.

Détails de la conduite de l'Amirauté par rapport à l'allarme de Plymouth.

QUELQUES gens ont cru pouvoir ſe moquer des habitans de Plymouth & tourner leur crainte en dériſion, ſous prétexte qu'elles

étoient ſans fondement. Cette aſſertion fondée ſur l'ignorance, mérite peu d'attention. Voici un expoſé ſimple des faits qui juſtifiera les motifs que ces habitans ont eûs de prendre l'allarme, & qui peindra au naturel la ſituation dans laquelle ils ſe ſont trouvés. Lorſque les eſcadres combinées parurent la premiere fois à la hauteur du goulet de Plymouth, une perſonne en place donna avis au Chevalier David Lindſey, qu'il ſe faiſoit un débarquement derriere la pointe Penlée. Auſſi-tôt le Chevalier David fit tirer du canon pour donner l'allarme; & la ville & la campagne furent avertis de bonne heure du danger. Il n'y avoit point de vaiſſeaux dans le goulet; & il s'en trouvoit à peine un à Hamoaſe qui eût à bord des canons & des munitions. Il n'y avoit pas dans la garniſon deux rechanges de cartouches, non plus que des refouloirs & des écouvillons pour les canons. La plus grande partie des affuts étoient vieux, pourris & incapables de ſoutenir les efforts d'une décharge; ajoutez à cela qu'il n'y avoit qu'un détachement d'Invalides peu propres au ſervice des canons ainſi qu'à tout autre ſervice qui eût demandé de l'activité. L'Iſle de Saint Drake qui ſemble avoir été formée par la nature pour la défenſe du port, étoit dans l'état le plus négligé, ſans canons, ſans garniſon, ſans munitions, ſans Commandans, enfin ſans aucune des choſes néceſſaires à ſa défenſe. Ses

remparts demandoient les plus grandes réparations, & offroient d'ailleurs plutôt l'image de la ruine que de la force. Plusieurs des embrasures & des redoutes n'avoient pas un canon. Le fossé qui environne le chantier étoit rempli & il n'y avoit pas une seule goutte d'eau. Les lignes étoient détruites en mille endroits. Il n'y avoit pas cinq cent armures complettes dans l'arsenal ou dans la place pour être distribués aux habitans; & on ne comptoit pas plus de trois mille cinq cent hommes de troupes reglées & de milice pour garnir la place, les forts, les lignes, les défilés & les hauteurs du voisinage. Enfin, il n'y avoit dans le chantier d'Hamoase que cinq vaisseaux sur les acores, cinq ou six qui demandoient un radoub, & cinq ou six autres à l'eau qui attendoient des canons, des hommes, des munitions & des provisions. Le nombre des matelots n'étoit pas de cinq cents en tout. Tel étoit l'état de Plymouth lorsque les escadres combinées parurent à la hauteur du goulet dans la matinée du 17 Août, & lorsque le Chevalier Lindsay tira un coup de canon pour donner l'allarme.

Nous n'accusons pas les Lords de l'Amirauté d'avoir laissé la garnison, les forts, le port & les lignes de Plymouth dans cet état de dépérissement; nous savons que c'est au Bureau de l'artillerie à veiller à ce que les différentes places soient pourvues de mu-

nitions : nous ſavons auſſi qu'une certaine vieille femme (le Lord Amherſt) à qui le Roi a bien voulu confier le commandement en chef de ſes armées, & qui réunit ſur elle plus de diſtinctions & d'emplois militaires que jamais n'en a eu aucun Officier du premier mérite, a viſité la garniſon de Plymouth, dans un voyage qui a coûté énormement, & qu'elle a rapporté que les choſes étoient en très-bon état. Nous ſavons auſſi que ni le devoir des Bureaux de l'artillerie, ni le rapport du Lord Amherſt ne ſauroient juſtifier les Lords de l'Amirauté de la négligence dont ils ſe ſont rendus coupables en ne veillant pas à ce qu'on portât l'attention convenable à la ſûreté de ce port & de ce chantier. Ils auroient dû juger par leurs propres yeux de ſa ſituation : ils auroient dû s'adreſſer au Bureau que cela regarde, pour procurer les articles qui manquoient. Ignoroient-ils combien le port de Plymouth eſt précieux ? Ignoroient-ils qu'outre la valeur intrinſeque du chantier & des magaſins, la nation perdroit les vaiſſeaux hors de commiſſion qui ſont ſans défenſe dans Hamoaze ? Ignoroient-ils que dans le tems même où l'ennemi parut dans le goulet & que notre grande ou plutôt notre *petite* eſcadre étoit à la hauteur des Sorlingues, les vaiſſeaux ſuivans étoient dans le chantier & à l'eau ?

Sur les accores.

Le *Royal Sovereign*, de 110 canons, lequel, ſoit dit en paſſant, eſt dans la même ſituation depuis ſept ans : pluſieurs de ſes bordages ſont tellement pourris, qu'ils demandent d'être changés. Le 15 Septembre il n'y avoit pas un homme qui y travaillât.

Le Glory.................	90.
Anſon....................	64.
Meduſa...................	50.

Sur le chantier depuis ſix ans.

Le Narciſſe..............	20.

Dans le baſſin.

L'Ocean..................	90.
Le Dublin................	74.
Le Rawleigh..............	32.
L'Iſis...................	32.
Le Firebrand.............	18.

Dans Hamoaze.

Le Blenheim..............	90.
Kent.....................	74.
Hero.....................	74.
Torbay...................	74.
Ambuſcade................	32.
Tapageur.................	18.

Dans le goulet.

L'Isis.......................	50.
Stag.........................	32.
Milford	32.
Cormorant....................	18.
Squirrel, sloup.	
Un brulot.	

Je ne parle point de plusieurs autres dont les noms me sont échappés, & dont le nombre peut se monter à vingt-cinq ou vingt-six. S'ils savoient que ces vaisseaux n'avoient pas entr'eux tous cinq cent matelots & cinq cents canons, comment n'imaginoient ils pas qu'il étoit de leur devoir de s'informer si Plymouth pourroit se défendre en cas d'attaque ? Telle étoit pourtant la situation de Plymouth. Le Lord Amherst, s'il a sérieusement visité ce port, doit l'avoir trouvé dépourvu de toutes munitions de guerre. Le Bureau d'artillerie l'a laissé dans cette détresse ; & le Bureau de l'Amirauté ne s'en est pas embarrassé. Le Chevalier David Lindsay, dans ces circonstances épineuses, a fait tout ce que le pressant besoin pouvoit lui suggérer. Le Lord Shuldham & le Commissaire Ourry lui ont donné toute l'assistance en leur pouvoir, & il a reçu de très-sages conseils & une assistance réelle du Général Grey, Commandant en second, ainsi que de quelques Officiers de

la Marine qui ſe trouverent heureuſement dans le port. Il fit venir tous les matelots qui étoient à bord des vaiſſeaux mouillés dans la riviere pour le ſervice des canons dans la place & les forts. Les conſtructeurs du chantier préparerent pour le moment des refouloirs, des écouvillons & des affuts, tandis qu'on raſſembloit toute la poudre & les boulets qu'il avoit été poſſible de trouver. De l'avis du Colonel Dixon, Ingénieur, on fit élever un fort dans un verger appartenant au Lord Edgecomb. Ce verger dominoit le chantier ; & ſi l'ennemi eût debarqué dans la baye de Cauſand, ce qui lui eût été très-facile, il auroit pu de ce terrein détruire le chantier. Il ordonna aux régimens qui étoient campés ſur les dunes de Buckland, à huit milles environ de Plymouth, de ſe tranſporter ſur le mont Edgecombe & ſur les hauteurs qui commandent le chantier de Plymouth. Il ecrivit à Exeter pour qu'on envoyât auſſi-tôt à Plymouth le régiment du Duc de Richmond, & à Liverpool, pour que celui du Duc de Rutland ſe mît en marche. Il demanda cinq cents mineurs dans le Cornwal. Il encouragea les aſſociations volontaires & exprima le chagrin qu'il avoit de ne pouvoir pas leur fournir des armes. Tandis qu'il exerçoit ainſi toutes ſes facultés, le Lord Shuldham n'étoit pas moins actif de ſon côté, & le cas l'éxigeoit également. Il n'avoit pas un ſeul

cutter à ſa diſpoſition, ni aucun léger bâtiment qui pût avertir les vaiſſeaux venant de l'Eſt de leur danger. Il n'avoit point de vaiſſeaux à placer en ſtation du côté de Falmouth. Il ne poſſedoit même pas une copie des ſignaux particuliers du Chevalier Charles Hardy, au moyen deſquels il eût pu informer les vaiſſeaux qui viendroient à vue de terre, que l'ennemi étoit proche. Dans un tel embarras, le Capitaine Berkley offrit d'aller à la découverte & de traverſer l'eſcadre ennemie, pour ſervir à ſon propre péril les vaiſſeaux qui deſcendroient la Manche. Il enfila l'aiguille, (terme local) & exécuta en partie ce projet ; mais le vent étant abſolument Eſt, il fut obligé de revenir, ne pouvant pas continuer ſa route. Ce Capitaine & quelques Officiers auſſi zelés, ſe ſont diſtingués d'une maniere particuliere ; & les habitans de Plymouth ont eu la ſatisfaction de voir que les Officiers amis de l'Amiral Keppel & du Lord Howe, Commandans favoris du peuple, ont toujours témoigné cette ardeur & ce courage qui leur avoient gagné l'eſtime de ces grands hommes ou qu'ils avoient puiſés à leur école. Le Capitaine Berkley entreprit de jetter une barre qui devoit s'étendre depuis l'Iſle Saint Drake juſqu'au large ; & ſi ſon plan eût été exécuté, il auroit procuré un excellent moyen de défenſe. En effet il eût été impoſſible à l'ennemi de détruire cette eſtacade, vu ſa poſition

ſition, qui ne permettoit pas qu'elle fût offenſée, juſqu'au moment où un vaiſſeau l'auroit touché, & alors il y auroit infailliblement péri. Tous les Officiers du port ont été employés de maniere ou d'autre; le manque d'Officiers étoit ſi grand & les objets ſi multipliés, que le commandement de l'Iſle Saint Drake fut confié au Capitaine J. Gambier, jeune homme de vingt-trois ans.

Ces préparatifs de défenſe ſe faiſoient avec une ardeur étonnante. Les Mineurs arriverent & furent auſſitôt employés, les uns à donner plus de profondeur aux lignes, & les autres à élever une batterie dans le verger du Lord Edgecumb. Le régiment de la milice de Suſſex étoit en marche; mais tout ce corps, à l'exception de deux compagnies, fut arrêté en chemin & reçut ordre par un exprès de Londres de retourner à ſes anciens quartiers. Les deux compagnies continuerent leur route pour Plymouth ſous les ordres du Capitaine Steele. Le courage des habitans ſeconda les efforts des troupes de terre & de la marine; & la ville eût été bientôt dans un état reſpectable de défenſe, ſi l'Amirauté n'eût pas arrêté tous ces travaux.

Un certain Monſieur le Craſſe, créature du Lord Sandwich, vint en diligence de Londres & reprocha durement au Lord Shuldham & à M. Ourry de ſe prê er à des

plans & à des opérations ſi foibles & ſi incohérents. La maniere inſolente avec laquelle ce mépriſable parvenu s'acquitta de ſa commiſſion, ajoutoit encore à l'affront que faiſoit cet ordre à des perſonnages reſpectables, qui oubliant toute oppoſition de ſentimens & tout principe de parti, s'étoient liés enſemble & avoient réuni leur ardeur, leur expérience, leur bravoure & leur zele pour effectuer la réuſſite d'un ſyſtême qui avoit le bien public pour objet.

Le mauvais ſort du Chevalier David Lindſay & du Lord Shuldham, avoit voulu que les Officiers auxquels ils avoient le plus d'obligations, & qui s'étoient le plus diſtingués par leur zele fuſſent des hommes dont la maniere de voir en matiere de politique fut oppoſée à la leur, & qui par leurs généreux attachement à leurs Commandans perſécutés (M. Keppel, le Lord Howe, &c.) ont déplu aux grands moteurs de la fortune nationale ſur terre & ſur mer. Mais la réputation du Chevalier Lindſay & du Lord Shuldham acquerra un nouveau luſtre, lorſqu'on ſaura qu'ils rechercherent l'aſſiſtance de ces Officiers, & qu'ils rendirent juſtice à leur courage & à leurs talens, en diſant qu'ils étoient les ſeuls hommes qui dans le moment du danger, ſe fûſſent préſentés, & les ſeuls qui dans cette partie du Royaume fuſſent capables de remplir les diverſes tâches qu'ils avoient acceptées de ſi

bon cœur. Ceux qui ont mis des entraves à des opérations si nécessaires à la défense du port, du chantier & des vaisseaux exposés rougiront sans doute lorsqu'ils seront obligés de convenir, dans une enquête publique, que leurs créatures leur avoient fait entendre que c'étoient les hommes bien plus que les plans qui avoient déplu. C'est à présent une vérité constante que le Crasse dans ce moment d'yvresse demanda à M. Ourry, si on n'eût pas pû charger quelqu'autre que le Capitaine Berkley du soin de former l'estacade qui devoit s'étendre de l'Isle au large. La réponse de M. Ourry fait trop d'honneur au Capitaine Berkley pour n'être pas rapportée ici. Non, répliqua M. Ourry, il n'y avoit alors aucun autre Officier à Plymouth qui eût le courage & les talens nécessaires pour une telle entreprise. Ce le Crasse critiqua avec une impudence sans exemple toutes les opérations. Il ordonna au Lord Shuldham de renvoyer les matelots qu'on avoit tirés de la garnison & des forts, & d'abandonner le service des canons aux Invalides & aux Habitans. Il y avoit tout au plus trois Invalides pour deux canons; & le courage d'habitans indisciplinés étoit sans doute peu propre au service de si grosses pieces. Il suspendit les travaux de l'estacade sans en avoir donné une seule raison qui n'eût été réfutée; & après s'être répandu en invectives contre tout ce qui l'entouroit,

ainſi qu'on devoit l'attendre d'un homme auſſi vil & auſſi ignorant, il répondit à la demande que lui firent les Officiers de fournir plus de troupes, par une nouvelle aſſurance que le courage des habitans ſuppléeroit à tout & procureroit aſſez de défenſeurs à la ville. Pour terminer ſon ambaſſade ſur le même ton, il partit ſans prendre congé de la perſonne qui l'avoit logé & qui l'avoit nourri à ſa table.

Un traitement ſi peu honnête & qui bleſſoit ouvertement l'indépendance & la dignité militaires, excita les vives indignations du Chevalier David Lindſey. Ce ſentiment n'eſt-il pas naturel lorſqu'on attaque l'honneur du ſervice avec ſi peu de ménagement? Il regarda ce procédé comme un moyen mis en uſage pour anéantir le pouvoir dont les Commandans en chef doivent être toujours revêtus, & pour détruire la liberté qui eſt ſi néceſſaire dans le choix & la conduite des opérations militaires : il vit clairement qu'on attaquoit ſa dignité, qu'on mépriſoit ſes talens & qu'on le dépouilloit de ſon autorité. Tous les Officiers de l'armée virent la choſe de même. Cet affront fut regardé comme une attaque générale qui s'adreſſoit à tous les corps, & qui demandoit la réſiſtance la plus déterminée. A quel miſérable eſclavage, s'écrioit-on, le ſervice militaire ſera t-il réduit, ſi un ſyſtême qui déroge tellement à ſon indépendance & à ſa dignité eſt admis?

Les Officiers difoient qu'ils voyoient tout le danger auquel étoit expofé le fervice, tant qu'ils n'auroient pour Commandant qu'un automate qui agiroit felon la volonté de ceux qui diftribuoient les honneurs & les places pour fatisfaire fon avarice & fa vanité, & qui pourroit être difpofé, ainfi que leurs ennemis déclarés, à leur faire des injuftices & des outrages. Ils proteftoient qu'ils ne fouffriroient jamais qu'on introduisît dans le fervice un principe qu'on cherchoit à introduire dans les départemens Civils, & fuivant lequel un Officier Commandant n'a pas le pouvoir d'agir félon fes lumieres. Le Chevalier David Lindfey fe livra à toute fon indignation; il écrivit au Lord Amherft dans les termes les plus forts. Il lui fignifia qu'il fe foucioit peu d'un titre fans pouvoir effectif: qu'il ne croyoit pas qu'un homme d'honneur pût fe charger de la défenfe d'une place quand le zele qu'il mettoit à fa confervation pouvoit compromettre fon honneur & fon crédit; & qu'il trouvoit bien fingulier qu'on s'arrogeât le droit de contrarier des plans adoptés pour cet effet, & qu'il avoit jugés néceffaire; il dit que fi ces plans n'etoient pas mis à exécution, le chantier de Plymouth, ainfi que la garnifon, n'étoient pas tenables, & que l'ennemi pourroit, fans effuyer la perte de cent hommes, reduire le tout en cendres. Il infifta donc de la maniere la plus preffante, pour qu'on

nommât ſur le champ quelque Officier plus ſouple que lui pour le remplacer. Dans la même lettre, il rendit compte en peu de mots de l'etat de Plymouth lors de l'apparition de l'ennemi dans le goulet; & il aſſura que ſi l'ennemi avoit entrepris de débarquer ſeulement un petit nombre des troupes de marine qu'il avoit à bord, il auroit pû détruire le chantier & environ vingt à trente gros vaiſſeaux avant qu'on eût été en état de faire la moindre reſſiſtance; il ajouta auſſi qu'il penſoit que quatre vaiſſeaux ennemis de ſoixante quatre canons auroient fait taire le feu de la place & ſeroient entrés dans le Port en une demi-heure. Le Chevalier Lindſey parla tout haut & ſur le même ton dans Plymouth à qui voulut l'entendre.

Pluſieurs feuilles Miniſtérielles, aſſurent fauſſement que la quille du *Royal Sovereign* a été miſe ſur le chantier en 1775, & qu'on travaille maintenant à finir ce vaiſſeau. Nous pouvons aſſurer le public, d'après une autorité reſpectable, que la coque du *Royal Sovereign* à toujours été dans le même état depuis 1773, & pluſieurs de ſes bordages ſont tellement pourris qu'ils demandent à être changés; quant aux ouvriers qu'on prétend employés à finir ce vaiſſeau, nous pouvons affirmer auſſi poſitivement qu'il n'y en avoit pas un ſeul qui y travaillat la ſemaine derniere (20 Septembre).

A peine le ſieur le Craſſ fut-il parti de Plymouth, & le Chevalier David Lindſay eut-

il fait les démarches nécessaires pour obtenir sa démission, qu'un exprès arriva à l'Hotel du Commandant avec des Lettres du Gouvernement, qui contenoient les complimens les plus flatteurs & les moins équivoques sur toutes les mesures qui avoient été prises. On y exprimoit une satisfaction particuliere de la conduite de chaque Officier qui s'étoit employé à la défense de la Ville. On y donnoit des éloges à l'activité & au zele du Chevalier David : les plans étoient jugés sages & prudens ; & il étoit recommandé de les exécuter de point en point. La batterie que le Colonel Dixon établissoit étoit, disoit-on, si nécessaire & si bien calculée pour la conservation du chantier, qu'on ne pouvoit donner trop de louange à cet Officier. On avoit très-bien fait de prendre pour le service du canon de la place les hommes qui étoient à bord des vaisseaux & des vieux bâtimens ; l'estacade qui par les soins du Capitaine Berkeley devoit s'étendre de l'Isle jusqu'au large, étoit si bien combinée pour la défense du chantier & du port qu'on ne pouvoit pas assez remercier l'Officier actif & entreprenant qui avoit conçu un si excellent projet. On faisoit pleuvoir enfin, avec la même prodigalité, les remercimens & les éloges sur tous les plans, sur tous les Officiers ainsi que sur toutes les mesures prises ou executées pendant tous le tems de l'allarme. Cette tournure soudaine des affaires fut regardée comme l'effet de l'inconséquence

d'une adminiſtration qui n'a point de principes fixes. Il étoit facile d'en conclure qu'il ne régnoit ni harmonie, ni ſageſſe dans le Conſeil. Il étoit évident qu'une partie du Miniſtere gouvernoit arbitrairement & ſans la connoiſſance, la participation & le ſuffrage de l'autre: qu'une partie prenoit ſur elle d'agir dans les circonſtances de la plus grande importance, ſans mettre les choſes en délibération; & que ces Meſſieurs paſſoient même les bornes de leur département pour ſatisfaire de petites paſſions aux dépens des plus chers intérêts de la nation. On reconnut enfin qu'il n'y avoit pas d'Officier qui pût ſe croire en ſûreté, tant qu'il dépendroit d'une clique d'hommes qui cedant aux perſuaſions d'un attachement intéreſſé, oſoient adopter des opinions formées légerement, & capables de bleſſer la dignité de l'état militaire, & qui d'après ces opinions & les rapports de leurs eſpions & de leurs créatures, arrêtoient un Officier dans l'exécution de ſon devoir, & en le gênant ou en contrebalançant ſes opérations rendoient inutiles ſes efforts pour le ſervice de ſa patrie. Ces nouveaux ordres, au lieu de ſatisfaire l'armée & la marine, ne firent que redoubler l'indignation que le premier traitement fait à leur Commandant leur avoit inſpirée.

Le Chevalier David Lindſay reçut les remerciemens de tous les Officiers, pour le

courage qu'il avoit montré à soutenir la dignité du service & le respect dû à un Commandant. Il quitta le camp ; mais il emporta avec lui l'affection de l'armée ; & il fut remplacé pour le moment par le Chevalier William Draper. Quelques jours après le Général Haviland arriva & prit le commandement en chef. Il est peut être à propos, avant de terminer cet écrit, d'informer le public que ce fut alors qu'arriverent les secours nécessaires, qui jusques là n'avoient pas encore été envoyés par le Bureau de l'Artillerie. Ce fut trois semaines après que le plus grand danger eut menacé un port qui fait la sûreté de la Grande-Bretagne, que ces hommes, qui se glorifient de diriger le timon de l'état, imaginerent d'envoyer des armes & des munitions pour sa défense. Le public jugera ce que devoit être la situation de Plymouth lors du danger, quand il saura que cent huit chariots remplis d'armes, d'ustensiles, d'instrumens & de munitions ont suffi à peine à remédier aux besoins que la place souffroit dans tous ces articles.

Après avoir rendu un compte fidele de l'état de Plymouth & de la conduite des Membres de l'administration envers la patrie, comme envers les Officiers auxquels ils avoient confié sa défense, nous nous flattons qu'il nous sera permis de faire quelques observations, avec la franchise que nous avons

obſervée pendant le cours de notre récit.

En premier lieu, ſi cette affaire eſt portée devant le Parlement, nous ſommes aſſurés que pluſieurs des plus reſpectables Officiers & perſonnages de l'Angleterre prouveront qu'au moment où l'adminiſtration ſollicitoit les ſecours de la patrie, & où ſes émiſſaires encourageoient dans toutes les parties du Royaume des ſouſcriptions volontaires pour cet objet : au moment où elle vantoit ſon habileté pour la conduite de cette guerre dans laquelle elle nous a entraînés : au moment où elle déclaroit qu'il n'étoit pas en ſon pouvoir de détacher des renforts pour le ſecours des membres & des parties extérieures de cet Empire, parce qu'il étoit de ſon devoir d'aſſurer en premier lieu le corps & le centre : au moment où elle affirmoit ſous le témoignage ſacré d'une proclamation royale que la Maiſon de Bourbon projettoit ſérieuſement d'envahir l'Angleterre : c'étoit dans ce moment même qu'elle laiſſoit le port & le chantier le plus important de l'Angleterre dénué de tout moyen de défenſe.

En ſecond lieu, on pourra prouver que la valeur des proviſions & édifices dans le chantier de Plymouth, étoit au moins de quatre millions & demi ſterl., ſans y comprendre vingt ſix ou vingt-ſept vaiſſeaux dont la plus grande partie étoient de ligne.

Troiſiemement, on pourra prouver que

les escadres combinées, lors de leur apparition à la hauteur du goulet, pouvoient détruire & bruler les vaisseaux. Quelques-uns des premiers Officiers de ce pays mettront au jour l'opinion dont ils sont, que les troupes marines qui étoient à bord des escadres combinées auroient pû, avec le secours d'un ou deux vaisseaux, exécuter, malgré nous, un débarquement, & détruire entierement le chantier & les vaisseaux, avant qu'il eût été au pouvoir de notre armée de leur opposer la moindre résistance.

Quatriemement, on pourra prouver que si la destruction de Plymouth eût été effectuée, nous aurions été absolument hors d'état de continuer la guerre: que la supériorité de l'ennemi se seroit tellement accrue, que nous aurions été obligés d'accepter une paix humiliante, en souffrant que la Maison de Bourbon donnât des loix à notre commerce & qu'elle restât pendant plusieurs années la maîtresse paisible des mers.

Cinquiemement, on pourra prouver que lorsque les Officiers, revêtus du commandement, prirent avec courage & ardeur, les mesures convenables pour la défense de la place, une partie de l'administration, sans la connoissance ou le consentement de l'autre, mit des empêchemens aux plans & aux préparatifs qui se faisoient & qu'elle sortit même des bornes de son département, pour réussir à cet égard. On pourra prouver que

par cette conduite ces Meſſieurs en vouloient plus aux perſonages qu'aux meſures adoptées: qu'ils aimoient mieux laiſſer leur patrie ſans défenſe que de la voir protégée par des gens dont les principes étoient oppoſés aux leurs; & qu'en aſſouviſſant de la ſorte leur petite vengeance & en écoutant leur rancune, ils ont non ſeulement offenſé & obligé à ſe démettre de ſon poſte un Officier du premier mérite, mais qu'ils ont donné à toute l'armée les plus juſtes raiſons de les cenſurer & de ſe plaindre d'eux, ce qui ne peut manquer de donner des dégoûts préjudiciables au ſervice.

Sixiemement, enfin on pourra prouver que trois ſemaines s'étoient écoulées depuis le danger dont on avoit été menacé, avant que les ſecours fûſſent arrivés.

Voilà les réflexions qui ſe préſenteront naturellement à quiconque aura lu le récit précédent: nous eſpérons avec confiance qu'auſſi-tôt que le Parlement s'aſſemblera, les Seigneurs & autres, que leur attachement pour leur patrie expirante, a excités juſqu'à cette heure à faire les plus grands efforts pour ſon ſalut, demanderont qu'il ſoit fait à ce ſujet une enquête des plus ſérieuſes, & la pourſuivront avec une vigueur vraiment patriotique. Cet examen ſera d'autant plus important, qu'il ſera accompagné d'une circonſtance particuliere & ſans exemple de nos jours, en ce qu'il ſervira ſans doute

à convaincre & à faire condamner & punir des gens qui semblent avoir pris à tâche de ruiner leur patrie.

Nous finirons par cette observation pour la justification du Comte d'Orvilliers. Les partisans de l'administration demandent comment cet Amiral François n'auroit pas attaqué Plymouth, si Plymouth eût été sans défense? Il est aisé de répondre à cette question. Il n'étoit pas possible au Comte d'Orvilliers d'imaginer que Plymouth fût si mal défendue. Quand il l'auroit entendu dire, il ne pouvoit pas croire un rapport si destitué de vraisemblance. Quoiqu'il connût bien parfaitement l'impuissance & la négligence de nos Ministres, pouvoit-il raisonnablement se persuader qu'ils eûssent été assez mauvais citoyens, assez indolens, assez distraits pour oublier de mettre en état de défense une place aussi importante que Plymouth? D'Orvilliers est bien excusable de n'avoir pas si mal pensé de nos Ministres, mais devons-nous leur pardonner une telle négligence?

P. S. du 13 Octobre.

Voici, Monsieur, un extrait que vous jugerez fort intéressant, du journal patriotique qui vient de paroître

Extrait du Journal Patriotique.

La Gazette Royaliste de la Ville de New-

York, en date du 16 Août, nous apprend que le Quartier-général de l'armée Américaine est à *West-Point* sur la riviere d'Hudson, & que la plus forte partie de cette armée campe sur le lieu appellé le *Clove*.

Divers Marchands ont reçu des lettres qui portent que le Général Washington étoit le 15 Août à peu de distance de l'Isle de New-York (à King'sbridge) où il attendoit l'arrivée prochaine du Comte d'Estaing. — Que le Général Gates, dont l'armée est toujours à la Providence, comptoit aussi sur une division de l'escadre Françoise pour concerter avec elle l'attaque de Rhode-Island; & que le Général Sullivan conduisoit ses forces du côté du détroit & de Niagara.

Suivant les mêmes lettres, l'Amiral Arbuthnot est arrivé le 25 Août à New-York avec son escadre & ses renforts. Il n'y a point de nouvelles de l'armée Angloise, si ce n'est que le découragement s'en est emparé, & que l'Amiral l'a trouvée dans le plus déplorable état. Le Chevalier Henri Clinton n'avoit encore reçu d'Angleterre aucun plan de campagne. Aussi n'avoit-il aucuns projets. Chaque jour il se voyoit cerné de plus près par les Américains. Chagrin & humilié d'être ainsi négligé par les Ministres, il faisoit ses dispositions pour repasser en Angleterre. Bientôt ce Gouvernement pourra former une belle & nombreuse troupe des Généraux de terre & de mer qu'il a mécontentés & qui l'ont remercié.

Tous ces Généraux successivement quittent la partie, parce qu'il est impossible de la tenir : & parce que la conquête de l'Amérique est démontrée impraticable. Il n'y a que le Roi qui ne veuille pas se le persuader; quelqu'un a fait cette remarque lumineuse, que si au lieu de changer si souvent ses Généraux, il eût changé une seule fois son Conseil, il se seroit déjà tiré avec honneur de cette malheureuse guerre d'Amérique.

Avec quelque emphase que le Gouvernement ait fait annoncer les merveilleux succès du Commodore Collier dans la baye de Penobscot: quelque courage que se sentent les Torys pour publier partout que les affaires des Américains vont très-mal depuis le 14 Août, & que ç'en est fait de l'indépendance, la vérité prévaudra sur leurs artifices. Le fait est que de tous les vaisseaux qui y ont été détruits, le seul *Warren* étoit un vaisseau de guerre, & que tous les autres étoient des bâtimens qui avoient été pris sur les Anglois, & encore n'étoient-ils armés que par des particuliers de la ville de Boston. On assure de plus que les Américains sont retournés par terre à Penobscot, & qu'ils en assiegent le fort où commande le Colonel Mac-Lean, celui que la Police de Paris obligea il y a quelques années de quitter cette Ville où il étoit venu avec une commission Angloise pour assassiner M. Wilkes, & qui d'assassin s'est fait incendiaire avec les Collier, les Tryon,

les Vaughan & autres dignes amis du Miniftere Anglois.

Il pourroit bien être vrai pareillement que le Général Lincoln eft à la pourfuite du Général Prévôt, & que Hopkins a concerté une opération par la riviere du Miffiffipi qui vengera les Efpagnols de la Loufiane de la perfidie de leurs voifins de la Floride Occidentale, tandis que M. le Comte d'Eftaing qui peut arriver à Sandy-Hook avant la fin d'Août, s'y expliquera de fes intentions avec l'Amiral Arbuthnot & fes cinq (mais non pas fix) vaiffeaux de ligne.

Il paroit arrêté que le Lord Cornwallis prendra à New-York le commandement du Général Clinton. On affure que c'eft à ce Lord qu'on eft redevable du projet de réduire l'Amérique par le feu, en embrâfant tous les lieux qui fe trouveront fans défenfes fur les côtes.

Le jufte reffentiment du Congrès pour le ton infultant avec lequel le Commodore Collier a rejetté fes reclamations en faveur du Capitaine Cunningham, a décidé cette affemblée à ordonner qu'un jeune Officier Anglois, d'une famille diftinguée, qui fe trouve actuellement prifonnier des Etats-Unies, ne feroit point compris dans les échanges, & qu'on lui feroit fubir le même fort pour lequel eft réfervé le Capitaine du vaiffeau Américain que le Chevalier Collier a envoyé en Angleterre pour y être traité comme un criminel.

Le

Le Conseil de la Virginie a ordonné que le Lieutenant Hamilton, ci-devant Gouverneur du Poste du Détroit chez les Sauvages Illinois, & qui a été fait prisonnier avec son Etat-Major, seroit mis au fers & au secrèt avec tous ses Officiers dans la prison publique de Williamsbourg, pour commencer, par des ennemis dont le cœur a pû s'endurcir au point de s'associer à la barbarie des Sauvages; les représailles des excès de cruauté qui constituent aujourd'hui le systême de guerre du Gouvernement Anglois.

L'AMIRAL Byron est arrivé le 10 Octobre à Portsmouth sur la frégate le *Maidstone*. On ne parle point des nouvelles qu'il peut avoir apportées. - Il demande, dit-on, avec les plus vives instances un renfort d'hommes & de vaisseaux pour défendre ce qui nous reste de possessions dans les Indes Occidentales. Mais il faut que ce soit le Parlement qui octroye l'argent, sans lequel on ne peut point lui donner ces secours; & cette question ne pourra se décider que vers le Printems prochain. On dit que M. Byron a laissé l'Amiral Hyde Parker à la Barbade avec neuf vaisseaux, & que l'Amiral Rowley est parti avec dix autres pour la Jamaïque où il doit trouver le *Ruby* & le *Lion*, de 64.

Suivant les nouvelles de Portsmouth en date du 11, il ne paroît point que l'escadre fût encore prête d'appareiller. — S'il est per-

mis d'en juger par les divers bruits que chaque jour enfante, le Conseil n'a pas encore un plan fixe pour l'usage qu'il fera de ses forces navales. Tantôt on répand que l'escadre sera réduite au nombre de 36 vaisseaux de ligne avec deux de 50, & qu'elle partira le 15: tantôt qu'il ne sortira seulement que douze vaisseaux de ligne sous le commandement de l'Amiral Darby; puisqu'on ne fera appareiller que ceux qui sont doublés en cuivre, parce qu'ils vont aux Isles où commandera l'Amiral Rodney, qui est prêt à s'embarquer; & suivant d'autres, enfin que ce sera simplement une division pour aller chercher en Irlande les vaisseaux de la Compagnie des Indes.

Le pavillon d'allarme a été arboré sur la Tour de Plymouth le 7 Octobre & retiré ensuite. Le 8 on l'a arboré de nouveau. Il s'est vérifié que c'étoit pour une flotte de bâtimens de transport de retour d'Irlande qui alloient gagner la Tamise. On dit que les Juifs ont fait un débit prodigieux de lunettes d'approche à Plymouth; que pour le moindre vaisseau qui paroît, toute la plage se remplit aussitôt de gens braquant des lunettes, & que quand le Soleil y donne, tous ces petits verres rapprochés forment comme un immense miroir qui éblouit & étonne les passans.

La perplexité où continuent d'être tous les esprits & qui est bien pardonnable dans des affaires aussi embrouillées, amortit l'effet

même des événemens favorables quand il en échappe quelqu'un que la mauvaiſe étoile de nos Miniſtres ne réuſſit pas à faire avorter. A peine fait-on quelque attention au bonheur que vient d'avoir le vaiſſeau le *Jupiter*, de 50 canons, de prendre ſur le cap Lizard les cutters François le *Pilote* & la *Mutine*.

ON a frémi ici de l'acharnement avec lequel s'eſt livré le combat du 8 de ce mois près d'Oueſſant, dans lequel la frégate Angloiſe le *Quebec* a ſauté en l'air.

Après l'exploſion, le cutter le *Rambler* a recueilli dix-ſept hommes, parmi leſquels il ne s'eſt pas trouvé un ſeul Officier. — Ceux du *Rembler* ſe louent beaucoup de l'humanité du Commandant François, qui a ceſſé la pourſuite du *Rambler* pour qu'il ne s'occupât qu'à ſauver ſes malheureux compatriotes, à qui lui-même il a fait jetter de deſſus ſon bord des cordes, des planches, &c. n'ayant point de bateaux qu'il pût leur envoyer, parce qu'ils étoient tous criblés & ſes mâts abattus. (On ſait que M. du Couëdic a eu la ſatisfaction d'en ſauver 33.) — Lorſque le *Quebec* prit feu, il avoit déjà cent hommes tués ou bleſſés. Au nombre des derniers étoient le Capitaine Farmer, le premier Lieutenant & pluſieurs autres: le ſecond Lieutenant, le Contre-Maître & le Boſſeman, avoient été tués.

UNE partie de l'escadre Angloise, détachée à la poursuite de Paul Jones, a été le chercher jusqu'en Norwege: l'autre l'attend à la sortie du Texel, dont elle n'étoit éloignée que de neuf lieues, le 6 Octobre. Elle est composée d'un vaisseau de ligne & de quatre fortes frégates.

Le *Winchelsea*, de 32 canons, qui est une des frégates qu'on a expédiées en cette occasion & qui est chef de divisions, arrivoit d'une station de trois ans aux Isles: sa carêne est couverte de mousse & de warreck, qui nuisent tellement à sa marche, qu'avec ses bonnettes & toutes les voiles qu'elle peut mettre dehors, les autres vaisseaux marchent aussi vîte qu'elle avec leurs huniers seulement. — On est réduit à n'avoir pas assez de frégates pour une expédition importante & pressée.

Il y a environ quarante bâtiments du commerce des Isles qui sont prêts à sortir de la Tamise; mais le gouvernement ne se décide point pour leur donner le convoi qu'ils attendent. Si les Corsaires François en sont instruits, ils auront encore le tems de partir pour les stations où on peut être sûr de rencontrer cette flotte.

LE Lord Weymouth a promis de très belles choses aux Marchands de Londres, qui ont été ces jours-ci lui faire des remontrances sur l'abandon où restent les Isles Angloises. Le Lord Germaine leur a tenu le même langage;

& ils n'en paroiſſent pas plus raſſurés. C'eſt qu'ils ne conçoivent pas que l'on puiſſe actuellement envoyer aux Iſles dix mille hommes & douze vaiſſeaux de force.

La plume élégante de M. Gibbon, Auteur de la fameuſe hiſtoire de la décadence & de la chûte de l'Empire Romain, a été employée par le Gouvernement pour répondre aux deux écrits que les Cours de Verſailles & de Madrid ont fait paroître, ſous le titre d'*Expoſés*, &c. On dit que les Miniſtres Etrangers en ont déjà reçu des exemplaires & que ce Mémoire ſera bien-tôt offert à la curioſité du public qui en porte déjà ce jugement anticipé, que le talent de l'Auteur auroit été plus utilement employé ſi on lui eût donné à traiter les moyens d'empêcher la décadence & la chûte d'un Etat qui s'eſt dit de tout tems l'emule de Rome.

Les Ouvriers des Manufactures de coton & de laine ſe ſont ſoulevés dans les Provinces de Lancaſtre. Toutes les Milices qui ſe trouvent cantonnées dans cette partie ſont en mouvement pour appaiſer cette émeute, dans laquelle il y a eû du ſang répandu en pluſieurs endroits.

[Ceux qui étudient les affaires de l'Angleterre, dans le Courier de l'Europe, nous diront, Monſieur, quand ils auront reçu celui du 12 de ce mois, qu'il y eſt queſtion de

cette émeute & que ce ſont » les Ouvriers employés aux Manufactures de futaine qui détruiſent & briſent tout ce qui a rapport à l'objet de leur mécontentement, *c'eſt-à-dire les Manufactures de coton.* «. — Des Manufacturiers qui détruiſent leurs Manufactures! Voilà des Lecteurs bien inſtruits, voilà de l'argent & du tems bien employés! Ayez la bonté de leur dire, car c'eſt une choſe aſſez importante pour qu'on ſache ce qui en eſt; qu'il a été inventé une machine qui ſimplifie prodigieuſement la filature du coton & que beaucoup de vieillards, d'infirmes, de femmes & d'enfans, perdant par là un précieux moyen de ſubſiſtance, c'eſt ce qui a ſuſcité le reſſentiment des Ouvriers contre les Maîtres, que leur avidité porte à faire uſage de cette invention.

Si c'eût été quelque fauſſe nouvelle ou quelque raiſonnement captieux du Courier de l'Europe je n'aurois rien dit, mon parti étant pris à cet égard ; mais un fait auſſi intéreſſant pour l'adminiſtration du commerce, demandoit à être préſenté aux ſpéculateurs ſous ſes couleurs propres, parce que c'eſt pour eux l'objet d'une étude dont les nations ont le droit d'attendre les plus grands avantages].

LES fonds ſont toujours au même point.

FIN.

AVIS

CONCERNANT le Recueil des Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique.

TOUT Ecrivain dominé par un déſir ſincere d'être utile, ſera toujours prêt à lui ſacrifier même juſqu'aux plans qui l'ont le plus ſéduit & attaché, dès qu'il pourra craindre qu'ils ne l'écartent de ſon principal objet. C'eſt d'après ce principe que le Rédacteur du Recueil des *Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique*, entrepris dans la vue de ſervir l'Hiſtoire, ſe détache aujourd'hui de cet Ouvrage pour l'intérêt même de l'Hiſtoire, devenue par les circonſtances plus difficile à ſatisfaire. Depuis plus de trois ans, il n'a pas ceſſé un moment de ſe flatter qu'il parviendroit à rendre ſon recueil parfaitement complet dans la partie qui forme le Journal des événemens de la guerre, ſuivant l'ordre des dates. On a même daigné applaudir au ſoin avec lequel eſt ſuivie l'époque qu'il a parcourue, à prendre des Traités de l'Angleterre avec divers Princes d'Allemagne, juſqu'aux premiers ſuccès des Anglois devant New-York. Mais il reconnoît aujourd'hui tant par ſes propres obſervations que par les avis de pluſieurs Américains inſtruits que vainement il eſpé-

roit d'être auſſi heureux dans la continuation. Non ſeulement il lui manqueroit une infinité de papiers, dont la fureur de la guerre a empêché l'arrivée en Europe; & en ne les donnant point, il agraveroit ſes torts par l'abondance même des matériaux qu'il a amaſſés; mais il induiroit encore le public à méconnoître l'avantage que pourra lui offrir une ſociété de Sujets des Etats-Unis, à qui il n'eſt rien échappé de tout ce qui les intéreſſe, & qui, dit-on, travaillent à en faire un corps d'extraits tout pareil au ſien. Avec cette connoiſſance, il ne lui eſt plus poſſible d'aller en avant, ſans abuſer de la confiance qui lui a été accordée. Il aime donc mieux ceſſer ſon Journal & mériter que le public lui ſache gré des motifs de cette réſolution.

Quant à la Lettre du Banquier de Londres, dans laquelle on a eſſayé de donner l'eſprit de la politique du jour, il ne s'eſt point paſſé de grands événemens depuis l'exiſtence de cette feuille, qu'il n'y ait été diſcuté, le plus ſouvent même avec l'avantage de faire jouir le public de détails très-intéreſſans qui ne ſe ſeroient trouvés nulle part. Cette correſpondance tombe cependant avec le reſte; mais au moins le fonds en ſera conſervé dans une petite feuille dont le *Mercure de France* & le *Journal hiſtorique & politique de Geneve* ſeront le vehicule; & même par ce moyen l'impatience du

public pour savoir l'état journalier de l'horison politique en Angleterre, sera plus fréquemment & plus régulierement satisfaite : ces deux Journaux paroissant chacun régulierement tous les Samedis (*a*).

Il reste à parler d'un engagement pris par le Rédacteur des *Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique* de faire délivrer à ses Abonnés *gratis* & comme faisant partie de leur souscription, le Code Américain, composé des nouvelles loix des Treize Etats-Unis.

Quoique l'abonnement soit cessé, l'obligation de tenir cette promesse subsiste toujours; & le sieur PISSOT, Libraire qui a été chargé du débit de cette feuille, la renouvelle en son propre nom. On attend encore les Constitutions dont il n'étoit point venu de copie en Europe. Il a dû en être adressé d'Amérique plusieurs exemplaires au Rédacteur, mais elles ne lui sont point parvenues. L'Etat de Massachuset a dû s'assembler le premier Octobre de cette année pour convenir de la sienne, sur laquelle ses divers Membres ont quelque peine à s'accorder. On croit que c'est la seule sur laquelle il y ait encore à délibérer; & on ose espérer qu'enfin toutes les volontés se réuniront pour la former,

(*a*) On souscrit pour le *Mercure de France*, Hôtel de Thou, rue des Poitevins, & pour le *Journal de Geneve*, chez le sieur Lambert, Imprimeur, rue de la Harpe.

ce qui pourra bien être accéléré par l'horreur & l'indignation qu'auront causées dans cette Province les déteſtables excès que les armées Angloiſes viennent de commettre dans ſon voiſinage.

Le Rédacteur demande encore la permiſſion de dire un mot de deux petits ouvrages dont il comptoit arrondir ſa collection & qui ſont en état d'être imprimés. L'un eſt un abregé bien complet de tout ce qui a conſtitué la naiſſance & l'accroiſſement des troubles de l'Amérique Angloiſe depuis l'année 1763 juſqu'au moment où le ſoulevement a éclaté. C'eſt un ouvrage rédigé à Londres par l'Ecrivain des Américains; & il n'a manqué aucune piece pour le compoſer, puiſqu'elles étoient toutes venues dans le tems où la navigation étoit libre. Le tout ne formera qu'un volume qui eſt abſolument néceſſaire pour ſervir comme d'introduction à la collection. Il ne ſera refait par aucun autre Ecrivain, étant regardé comme achevé & généralement connu ſous le titre de *Prior documents.*

L'autre eſt le Recueil de la correſpondance du Chevalier William Howe avec les Miniſtres, dans les trois dernieres campagnes, & de celle de M. Burgoyne en ce qui eſt relatif aux opérations du Chevalier Howe. Celui-ci, dont il a déjà paru quelques parties dans les derniers numéros des

Affaires de l'Angleterre, feroit la clôture de la collection.

Le Libraire, résolu à se contenter pour chacun de ces volumes de la moitié du prix que coûtoit chaque volume du Recueil, mais désirant d'être assuré de la rentrée de ses frais, attendra jusqu'au premier Février prochain pour en faire commencer l'impression, ou pour se décider à en abandonner le projet, qu'il ne peut exécuter qu'autant qu'il aura reçu un nombre suffisant de demandes. On voudra bien les adresser, franches de port, au sieur PISSOT, & dans le terme qui vient d'être indiqué.

On trouvera chez le sieur PISSOT quelques exemplaires complets du Recueil des *Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique*.

autre côté, si quelqu'une de ces Provinces revenoit à son devoir, elle fourniroit l'armée de tout ce qu'il faudroit de ce genre pour continuer la guerre. 1775. Novemb.

Signé W. HOWE.

Du Quartier général à Boston, le 27 Novembre 1775.

Copie d'une lettre du Major Général Howe au Comte de Dartmouth, datée de Boston le 3 Décembre 1775. (Reçue le 27 Décembre.)

MILORD,

Je vois par la lettre ci-jointe du Lieutenant-Gouverneur Cramatie, que j'ai reçue hier, qu'il n'y a que trop lieu de craindre que par la désertion générale des Canadiens, toute la Province de Quebec ne tombe entre les mains des Rébelles; j'apprens aussi par une lettre plus fraîche d'un jour, que Montréal s'est rendu, que le Général Carleton descend actuellement la Riviere sur un vaisseau armé, & qu'il n'y a guere apparence que la Capitale soit en état de résister à l'attaque dont elle est menacée.

Dans ces circonstances, le Lieutenant Gouverneur de Quebec s'est cru obligé de retenir cinq bâtimens de transport que nous avions envoyés d'ici pour prendre du fourage, de sorte que non seulement nous perdons par là le foin & le grain, que nous attendions, ainsi qu'il est dit dans ma lettre séparée du 2 de

1775. Novem.

ce mois, mais que même nous sommes privés de 1416 tonneaux, qu'il faut ajouter à la quantité que j'en avois marqué comme manquante, dans ma lettre du 26 Novembre pour le changement de garnison en un seul embarquement. J'espere que les bâtimens de transport nécessaires pour ce remplacement, & pour suppléer au déficit, nous seront envoyés le Printems prochain, de bonne heure, & que vû les pertes que nous fait essuyer l'ennemi, vous les serez partir sous convoi.

J'apprens que les Corsaires Rébelles ont pris dans la Baye, la Semaine derniere, le *Nancy*, brigantin transport d'artillerie, ayant à bord quatre milles armes complettes, cent milles pierres à fusil, un mortier de treize pouces & d'autres munitions à proportion, ce qui ajoute à la nécessité du remplacement. Cet événement est malheureux pour nous, en ce qu'ils sont à présent pourvûs de tout ce qu'il faut pour mettre la Ville en feu, ayant une grande quantité de carcasses rondes & d'autres munitions, qu'ils n'auroient pas pû se procurer d'une autre manière. On ne sait pas au juste comment ce brigantin a été pris. Mais nous avons déja été trompés si souvent par des ruses voilées sous l'apparence de l'amitié & par des pilotes fourbes que ceux qui viennent avec des munitions de quelque espèce que ce soit ne peuvent pas se tenir trop sur leurs gardes.

Je vous laiſſe juger, Milord, du beſoin que nous avons de remplacer ces armes & ces pierres à fuſil que nous avons perdues ſi malheuſement.

Je vous prie auſſi d'ordonner qu'on envoie le double de la quantité d'outils & d'uſtenſiles que nous demandons dans l'etat ci joint, & qu'on les mette dans deux vaiſſeaux ſéparés pour les deux diviſions de l'armée, qui ſeront toutes deux employées à des ſiéges. La date de cet etat marquera le tems où la demande en a été faite.

Dans la crainte que les avantages que les Rébelles ont remportés dans le Canada & le bonheur qu'ils ont eu de s'emparer de nos munitions, ne les encouragent à tenter des entrèprifes ultérieures, je vais envoyer, en toute diligence à Halifax, partie du ſoixante cinquieme régiment qui eſt actuellement ici, ſous le commandement du Lieutenant Colonel Bruce, & avec ce renfort, je puis compter que cette place ſera parfaitement en ſûreté.

D'après le malheureux événement du Canada & la liberté que vous me laiſſés de dire mon avis, j'obſerverai que notre premier objet devant être de recouvrer le Canada, ſi l'on y envoie une armée à cet effet, il faut qu'elle ſoit forte de douze mille hommes. Je ne veux pas d'ailleurs qu'on croie que je renonce au plan inſéré dans ma lettre n° 2, du 26 Novembre, puiſque l'attaque qu'on feroit par le côté le plus

foible, fera plus de tort à l'ennemi que les
1775. ſuccès que nous pourrions remporter dans
Novem. le Canada.

L'Amiral m'a informé qu'il avoit appris par une lettre qu'il a reçue aujourd'hui de Monſieur Wallace, Capitaine du vaiſſeau de guerre la *Roſe*, en ſtation à Rhode-Iſland, que les Rébelles débitent qu'ils fortifieront les hauteurs au-deſſus de la ville de New-Port; & qu'ils équipent à Philadelphie un vaiſſeau armé de 36 canons & deux ou trois autres d'une moindre force, pour les faire croiſer au Sud & pour prendre le Lord Dunmore.

Je ſuis, &c.

W. HOWE.

Copie d'une lettre du Major Général Howe au Comte de Dartmouth, datée de Boſton le 13 Décembre 1775. (Reçue le 6 Janvier 1776.)

MILORD,

L'Amiral Graves faiſant partir pour l'Angleterre le *Tartare*, vaiſſeau du Roi, je vous confirme par cette voie la nouvelle que je vous avois déjà donnée de la priſe du *Nancy*, brigantin chargé d'artillerie, on a auſſi la certitude qu'un autre vaiſſeau marchand, chargé de laines & d'autres articles de vêtemens, ſont tombés depuis peu entre les mains

des ennemis, ce qui les ſoulage dans un de leurs beſoins les plus eſſentiels. 1775. Novem.

Depuis le départ du *Boyne*, vaiſſeau de ligne, le 5 de ce mois, il n'eſt arrivé aucun vaiſſeau d'Angleterre. A en juger par la longue durée des vents du Nord, les bâtimens de tranſport partis de Cork, avec les dix-ſeptieme, vingt-ſeptieme, vingt-huitieme, quarante-ſixieme & cinquante-cinquieme régimens, ainſi que les vaiſſeaux munitionnaires deſtinés pour ici, ont été éloignés de la côte, & s'il en eſt ainſi, plus l'hyver s'avancera, plus ils trouveront de difficultés pour arriver.

Ces conſidérations, ainſi que l'état de nos proviſions en magaſin, dont je vous ai rendu compte par ma lettre ſéparée du 2 de ce mois, & que je vous ai envoyée par le *Boyne*, doivent nous cauſer de vives allarmes, ſur tout depuis que nos demandes en ce genre ont dû augmenter, nos proviſions pour les matelots ayant été obligés de nourrir les troupes, ainſi queplusieurs autres, qui ont toujours été attachés au gouvernement.

Je ſuis également fâché de devoir vous dire que l'incertitude de l'arrivée des bâtimens deſtinés pour ce port leſquels n'ont point de défenſe, devient encore plus précaire, parce que les Corſaires Rébelles qui infeſtent notre baye, prennent avantage d'une quantité d'anſes & de criques qu'ils ont ſur la côte, où les vaiſſeaux du Roi ne peuvent pas pé-

1775. Novem. nétrer, & d'où ils sortent, mettant à profit toutes les occasions qui se présentent. L'Amiral convaincu qu'il ne peut pas bloquer les ports du cap Anne, Marblehead, Beverley & Plymouth, qui servent de refuge à ces pirates, sans le secours de forces de terre qu'il nous seroit impossible à présent de leur fournir, a placé ses vaisseaux dans la rade de Nantasket, avec ordre de croiser de là dans la baye. Et comme cela n'a rien produit d'avantageux, je prens la liberté de proposer que les provisions & autres munitions importantes soient envoyées à l'avenir sur des vaisseaux de guerre, dont on aura ôté les canons d'enbas, ou dans des vaisseanx d'une force suffisante pour se défendre contre ces pirates.

Le *Fowey*, vaisseau de guerre du Roi, a conduit ici un brigantin des Rébelles avec soixante treize hommes, & je vous adresse, ci-joint, la copie des instructions que le Capitaine de ce brigantin avoit reçues de M. Washington. Les prisoniers faits en cette occasion sont sur le *Tartare*.

Les troupes sont entrées hier dans leurs quartiers, laissant un détachement retranché sur les hauteurs de Charles-Town, pour la défense de ce poste.

Six compagnies du soixante-cinquieme régiment sont embarquées & partiront pour Halifax, sous le convoi de la frégate le *Cerbere*. Les dix-huitieme & cinquante-neuvieme ré-

giment ayant été incorporés dans d'autres corps, tous leurs Officiers, ainſi que les Invalides & les recrues, ſont partis d'ici à bord des bâtimens de tranſport qui partent avec le *Tartare*. 1775 Novem.

J'apprens par des avis reçus du Quartier général des Rébelles, que le Général Carleton s'eſt embarqué à Montréal pour Quebec le 12 Novembre avec cent ſoldats & autant de Canadiens: qu'il a pris avec lui toutes les munitions qu'il a pu emporter; & que les Rébelles ont pris le lendemain poſſeſſion de la ville.

Je ſuis, &c.

W. HOWE.

Copie d'une lettre (particuliere) *du Major général Howe au Comte de Dartmouth, datée de Boſton le* 19 *Décembre* 1775. (Reçue le 16 Février 1776.)

MILORD,

Je ſaiſis l'occaſion d'un Officier, à qui j'ai permis de s'en retourner chez lui, ſur un vaiſſeau qu'on a fait ſubitement partir pour aller en Angleterre; & je vous donne avis que le Colonel Eyre Maſſey, ſe trouvant avec ſon régiment en armes à Halifax, j'ai à cette occaſion, donné contre-ordre pour que les ſix compagnies du ſoixante-cinquieme

régiment, qui est à présent dans la rade de Nantasket, ne s'y rendent point.

1775 Novem.

Il n'est arrivé ici aucunes troupes depuis la derniere lettre que je vous ai écrite par le *Tartare*, parti d'ici le 16; mais les quatre vaisseaux munitionaires, dont voici les noms ci après, sont arrivés avec des provisions très-convenables, savoir: le *Thames*, Capitaine Laird, le *Friendship*, Capitaine Miller, le *Britannia*, Capitaine White, le *Generous-Planter* Capitoine Calfe.

Le bétail dont ils étoient chargés n'est pas arrivé en bon etat, malgré les soins qu'on en avoit pris. Comme leur cargaison n'est pas encore débarquée, je ne puis vous en rendre précisement compte, mais sur le rapport qui m'en a été fait, les fournisseurs ont fidélement rempli leurs engagemens.

C'est avec peine que je vous annonce, sur le rapport du Commandant Rébelle, que le Brigadier Prescot est tombé entre les mains de l'ennemi; & le bruit court d'ailleurs que le Général Carleton avec toute la Province du Canada a eu le même sort. N'ayant point a présent de communication avec le Canada, je ne puis vous dire si cet avis a quelque dégré de certitude. J'espere du moins que la derniere partie de la nouvelle se trouvera fausse.

Quoiqu'il en soit, M. Washington, qui commande l'armée Rébelle, comptant sur le nombre & sur le rang des prisoniers qu'il a entre les mains, a menacé de prendre sur les

prisoniers Royalistes la revanche des traitemens que nous leur ferions. Il propose un échange : c'est un objet sur lequel je ne puis pas répondre positivement, & je n'en traiterai point sans les ordres du Roi. 1775 Novem.

Je joins ici une publication, tirée des minutes du Congrès Continental, relativement à la Proclamation du 23 Août dernier sur les principes de laquelle M. Washington paroît avoir fondé ses menaces.

Le peu de viandes salées qui se trouvent dans nos magazins, m'a déterminé à envoyer un vaisseau de transport armé à Saint Eustache, où l'on me marque qu'il y en a abondamment. Ainsi nous en aurons assez pour attendre l'arrivée des vaisseaux qui doivent nous en apporter, même dans le cas où ils seroient retardés. Après en avoir conféré avec l'Amiral, j'ai sur le champ fait équiper deux autres vaisseaux de transport qui seront convoyés pat le *Scarborough*, vaisseau de guerre, & par deux schooners armés. Je les envoye prendre à Savannah un chargement de riz, avec l'assistance du Chevalier Jacques Whrigbt. Le Capitaine du *Scarborough* aura ordre d'envoyer ici, pour l'usage de la garnison de la Marine & des habitans, tous les vaisseaux chargés de riz qu'il rencontrera dans sa route tant en allant qu'en revenant. Je me propose de faire passer sur ces vaisseaux deux cents hommes de marine, sous le commandement d'un Officier Major. J'espere que vous vou-

drez bien approuver toutes ces diſpoſitions.
1775. Je les crois néceſſaires pour le ſervice de Sa
Novem. Majeſté, J'adreſſe en même tems aux Lords de la Tréſorerie une lettre dans laquelle je leur donne un détail exact de toutes les meſures que j'ai priſes relativement aux objets dont je viens de vous rendre compte.

J'ai l'honneur d'être, &c.

GUILLAUME HOWE.

Copie d'une lettre écrite de Boſton le 26 Décembre 1775, par le Majoe général Howe au Comte de Dartmouth. (Reçue le 6 Février 1776).

MILORD,

J'apprends aujourd'hui d'un Patron de navire, arrivé dequis peu de jours du Cap Saint Nicolas dans l'Iſle Saint Domingue, que les Rebelles tirent de cet endroit une quantité conſidérable de poudre & d'armes. D'après ſon rapport, un ſeul Négociant a vendu un tonneau de poudre & des armes pour armer mille hommes à un Corſaire parti de la Pravidence dans le Gouvernement de Rhode-Iſland. On tenoit pour conſtant au Cap Saint Nicolas, que ce même Corſaire avoit mis à la voile avec trois autres vaiſſeaux qu'il eſcortoit, & qui étoient chargés d'armes pour dix mille hommes & de deux tonnes de poudre à l'uſage des Rebelles.

On a récemment découvert que plusieurs habitans de la campagne, soupçonnés d'être peu attachés au Gouvernement, ont eû recours à différens artifices pour faire passer la propriété de tout ce qu'ils avoient dans la ville à ceux de ses habitans qui ont la réputation d'être les plus fideles sujets de Sa Majesté, & par ce moyen les mettre en sûreté. Ils doivent sans doute une grande partie de ces effets à des Marchands de la Grande-Bretagne, & leur intention est certainement de leur en faire perdre le montant. Je ferai tout ce qui sera en mon pouvoir pour arrêter cet abus, jusqu'à ce que j'aie reçu de Votre Seigneurie des instructions particulieres à ce sujet.

1775. Novem.

J'ai l'honneur d'être, &c.

GUILLAUME HOWE.

Copie d'une lettre écrite de Whitehaven le 22 Septembre 1775, par le Comte de Dartmouth au Major général Howe. (Reçue le 30 Décembre)

MONSIEUR,

On a cru devoir changer la destination des cinq régimens qui doivent incessament partir d'Irlande, afin de pourvoir plus efficacement à la sûreté du Canada & d'Hallifax. Je vous envoye une copie de la lettre écrite par le Lord Rochefort au Vice-Roi d'Irlande. Vous y verrez les ordres qui ont été donnés à cette occasion & le détail de toutes les mesures qui

1775 Novem. ont été priſes. J'y joins un état des vaiſſeaux qui ſeront chargés d'approviſionner les troupes, & de plus la copie d'une lettre que j'ai écrite à ce ſujet aux Lords de l'Amirauté. L'intention de Sa Majeſté eſt que vous reteniez ces vaiſſeaux pour ſon ſervice, ſi vous vous trouvez en avoir beſoin pour vos opérations, lorſqu'ils ſeront arrivés & déchargés. Vous en excepterez toute fois ceux qui doivent faire route pour les Indes Occidentales, après avoir remis à Boſton les proviſions dont ils ſont chargés.

Les derniers avis reçus de l'Amérique Septentrionale annoncent clairement que la guerre eſt déclarée de la part des douze Colonies-Unies, il ne reſte plus d'autre parti à prendre, que celui de les traiter avec la derniere ſévérité, comme ennemis reconnus de l'Etat.

Je ſuis, &c.

DARTMOUTH.

(N. B. *On ceſſe ici ce recueil de lettres miniſtérielles, puiſque le Journal eſt abandonné. Le Public les aura en un ſeul volume, ſi le nombre des demandes, adreſſées au Libraire, ſe trouve ſuffiſant.*)

FIN.

LETTRE

*D'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 15 Octobre 1779.

J'AI enfin achevé, Monſieur, l'extrait des ſéances de la derniere ſeſſion, & je m'empreſſe de vous l'envoyer pour que vous ayez le tems de le lire avant l'ouverture de la ſeſſion prochaine.

Fin de l'extrait des ſéances de la ſeſſion de 1778-9.

Chambre des Communes.

Le Mardi 8 *Juin.* — Comité ſur la guerre d'Amérique. — Le Lord Germaine récuſe le témoignage du Général Grey, ſur ce que cet Officier n'a pas été aſſez long-tems en Amérique & n'a pas vû tous les pays dont il a parlé. — Il aſſure que l'armée royaliſte trouve des ſujets avec beaucoup plus de facilité que le Congrès, qui n'a jamais pû, dit-il, lever plus de vingt mille hommes, quoiqu'en donnant 75 livres ſterling par homme, tandis que les Généraux du Roi n'en donnoient

que ſix, & quoique le Congrès eût annoncé qu'il en mettroit ſur pied cinquante mille. Il réfuta auſſi pluſieurs allégations des partiſans du Général Howe, relativement au choix qu'il a fait des caps de la Virginie pour gagner Philadelphie. — Il reprocha à M. Howe de n'avoir point tenté du côté de la baye de Maſſachuſet une diverſion qui auroit empêché le Général Gates de ſe porter avec toutes ſes forces ſur Burgoyne. — Le Général *Robinſon* entendu, à la demande du Lord Germaine, aſſura que les deux tiers des Américains déſiroient une réconciliation. Il nia qu'il y eût beaucoup de poſtes inattaquables en Amérique, ou au moins d'auſſi forts que les hauteurs d'Abraham dans la riviere de Quebec, d'où le Général Wolfe avoit délogé les François. Suivant M. Robinſon, les forces employées à la réduction de l'Amérique ont toujours été plus que ſuffiſantes, ſur-tout à la fin de 1776, le Congrès n'ayant point encore formé l'armée continentale. — L'Oppoſition répondit au Lord Germaine, qu'à bon droit le Congrès payoit ſes hommes plus cher, puiſqu'un ſeul Soldat Américain valoit cent Soldats Anglois.

Le Mercredi 9 Juin. — Le Comité reprit l'examen du Général Robinſon. L'Oppoſition avoit tenté inutilement la veille de faire ceſſer l'enquête, ſi les Miniſtres ne vouloient pas

promettre de ne point ſéparer le Parlement que les Généraux n'eûſſent replique.

Chambre des Pairs.

Le Mardi 8 *Juin.* — La Chambre, ſans s'arrêter à l'oppoſition du Lord Effingham, entend le rapport du bill ſur les maiſons, qui porte de 6 à 9 deniers la taxe ſur celles de 40 livres ſterling de revenu. Ce Lord avoit démontré que la taxe portoit ou ſur les terres ou ſur le commerce, puiſqu'elle comprenoit les jardins & les magaſins.

Le Jeudi 10 *Juin.* — Seconde lecture du bill pour empêcher la Compagnie des Indes d'augmenter ſon dividende au-deſſus de ſix pour cent juſqu'au 5 Avril prochain, & pour conſerver au Gouvernement les autres pouvoirs reſtrictifs qui lui ont été donnés ſur la Compagnie, (quoique ſans ſon conſentement). Le bill eſt envoyé en Comité par 23 contre 5. — Le bill pour les ſalaires des Juges, paſſe après la troiſieme lecture.

Chambre des Communes.

Le Jeudi 10 *Juin.* — Continuation de l'enquête. — Le Général Robertſon répond ſur divers points eſſentiels, d'une maniere dont on ne peut conclure autre choſe que l'im-

poſſibilité de réduire l'Amérique autrement que par la perſuaſion.

Le Vendredi 11 *Juin.* — Le bill pour ſupprimer la vénalité de la place de Clerc des aſſiſes, eſt rejetté par la Chambre, ſur ce que celle des Pairs y avoit fait quelques changemens, ſans conſidérer qu'elle n'a le droit de faire aucunes modifications à des bills burſaux. L'unanimité s'étant elevée contre le Bill, l'Orateur le jette par deſſus le Bureau, & M. Richard Withworth, d'un grand coup de pied, l'envoye vers la porte.

Le Chevalier William Meredith propoſe une adreſſe au Roi pour ſupplier Sa Majeſté, attendu que la commiſſion conciliatoire de l'année derniere eſt expirée du premier Juin, d'en former une nouvelle avec de nouveaux pouvoirs pour traiter avec les Américains. Il annonce que cette motion le menera à une ſeconde, pour demander la révocation de l'acte reſtrictif du commerce des Américains. — Le Lord North ſoutint que cette opération ſeroit inutile, puiſque le Congrès a déclaré qu'il ne traiteroit jamais que ſur le pied de l'indépendance, ou quand les forces de terre & de mer ſeroient retirées d'Amérique. — Il prétendit que dans l'etat actuel des choſes, c'étoit à l'Amérique à faire ſes propoſitions la premiere.

M. Fox, ſur un défi de Milord North, ſe montra de l'opinion, non pas de re-

connoître l'indépendance, mais de retirer les troupes, avec lesquelles on feroit plus heureusement la guerre à la France. Comme il avoit attaqué les Commissaires, sur ce qu'ils ont outre passé la commission, déjà vicieuse, en ce qu'elle annulloit & l'acte de navigation & le droit de taxation, & sur ce qu'elle accordoit beaucoup plus que le Parlement n'auroit voulu tenir; — Le Gouverneur Johnstone prit la défense de la commission & soutint qu'il étoit inutile d'en former une nouvelle. Il fit voir aussi l'inconvénient de retirer les troupes, ce qui feroit reconnoître l'indépendance. Il assura la Chambre que le Congrès étoit divisé, & que le plus grand nombre des Américains désiroit de revenir à l'obéissance & ne tarderoit pas à en faire l'offre. — Il se justifia d'avoir, ainsi que ses collégues, passé ses pouvoirs, sur ce que le Congrès paroissoit résolu à n'entrer en accommodement que sur le pied de ses traités, & convaincu qu'il ne pouvoit le faire séparément de la Cour de France.

Le Lord Germaine prétendit qu'il n'avoit jamais esperé traiter avec le Congrès; mais qu'il s'étoit flatté & se flattoit encore de détacher de l'union quelques provinces. — La motion du Chevalier Meredith est rejettée sans qu'on leve les voix.

Chambre des Pairs.

Le Vendredi 11 *Juin.* — Oppofition inutile du Duc de Bolton à la feconde lecture du bill pour le vote de crédit d'un million à moins que les Miniftres ne déclarent qu'ils en feront l'application uniquement à la guerre contre la France. — Sur le bruit qui s'étoit répandu que le Parlement feroit prorogé le 17, les Lords de l'oppofition infiftent, fans apparence de fuccès, pour que la prorogation foit reculée. Une motion du Lord Effingham pour la conftruction d'une galerie où feront reçus les Membres de la Chambre des Communes & les Dames, eft rejettée par 27 contre 14.

Dans les débats de cette féance, le Lord Coventry & le Lord Effingham menacerent la Chambre d'une très-prochaine réunion de l'Efpagne avec la France. Ils l'affurerent qu'en vain le Miniftere fe flattoit que l'Efpagne ne pourroit pas prêter, dès cette année, des fecours efficaces à la France, & qu'il n'étoit que trop vrai qu'avant peu de tems les deux Puiffances pourroient envoyer plus de foixante vaiffeaux de ligne contre l'efcadre Angloife, qui à peine en avoit vingt-huit.

Le Samedi 12 *Juin.* — La Chambre approuve le bill contre les contrebandiers. —

Une motion du Comte Ferrers pour ſubſtituer cinq livres au lieu de dix dans le bill, au ſujet des pourſuites pour petites dettes, eſt rejettée par 14 contre 3.

Chambre des Pairs.

Le Lundi 14 *Juin.* — Quoique le Duc de Richmond eût quitté la Chambre en marquant ſon mécontentement de la maniere dont avoit fini l'enquête ſur l'adminiſtration de l'Hôpital de Greenwich, il y reparoît pour demander que le rapport ſoit imprimé; mais une pluralité de 43 contre 18 fait avorter cette démarche. La nouvelle de la ſortie de l'eſcadre de Breſt (le 3 Juin) & les bruits ſur la prochaine rupture avec l'Eſpagne, décident le Duc de Bolton à demander que le Parlement ne ſoit point prorogé. Il a contre lui une pluralité de 26.— Savoir 46 contre 20. — Le Lord Sandwich preſſé de dire s'il avoit des forces égales à oppoſer aux François, répond qu'il en a de ſupérieures qui doivent mettre en mer ce jour même (14 Juin).

Chambre des Communes.

Le Lundi 14 *Juin.* — Continuation de l'enquête ſur la guerre d'Amérique. Les deux freres Howe font interroger le Général Robertſon ſur les réponſes qu'il a déjà faites;

& le Gouverneur Johnſtone lui en fait de nouvelles. — C'eſt la quatrieme fois que M. Robertſon paroît devant la Chambre, & à minuit la trentieme heure de ſon examen.

Chambre des Pairs.

Le Lundi 14 Juin. — Pluſieurs bills reçoivent le concours de la Chambre. — Le bill pour modifier l'acte qui établit un droit ſur les encans, — celui qui augmente le ſalaire des Juges, — celui qui établit des droits nouveaux de timbre ſur le parchemin & le papier, — celui pour armer plus efficacement les vaiſſeaux, — celui pour maintenir, pendant un certain tems la Compagnie des Indes dans la poſſeſſion de ſes acquiſitions territoriales, — celui de la taxe ſur les maiſons & ſur les domeſtiques, — celui pour lever par emprunt 1,500,000 livres & par billets de l'Echiquier, 1,900,000 livres, — celui du vote de crédit d'un million, — celui de la milice, celui du fonds d'amortiſſement & celui qui reſtreint les pourſuites pour petites dettes.

Chambre des Communes.

Le Lundi 14 Juin. — Motion de l'Alderman Sawbridge, qu'il renouvelle chaque année, ſuivant l'engagement volontaire qu'il en a pris, pour que la durée du Parlement ſoit

ſoit réduite à une ſeſſion ou au plus à trois : elle eſt rejettée par 38 contre 8.

Le Mardi 15 *Juin.* — Motion pour demander au Roi une ſomme de 13,000 liv. ſterling pour l'entretien des forts & établiſſemens du Cap-Corſe en Afrique, laquelle ſera rendue par la Chambre ſur les prochains ſubſides. — La Chambre admet à la pluralité de 69 contre 20, une modification portant que cet arrangement ne pourra être appliqué qu'à l'objet pour lequel il eſt octroyé & non au payement des dettes de la Compagnie.

Motion de M. Townshend pour qu'on demande au Roi de ne point proroger le Parlemeut que l'enquête ſur la guerre d'Allemagne ne ſoit terminée. — Il fit voir que l'état des affaires exigeoit pareillement que le Parlement continuât ſes ſéances. — Sa motion fut combattue par le Lord Beauchamp, ſous le prétexte que les affaires n'étoient point dans l'état périlleux ou M. Townshend les repréſentoit, & que l'enquête meneroit la ſeſſion trop loin. — Ce Lord propoſa la queſtion préalable qui fit rejetter la motion par 143 contre 70. — Dans ce débat, le Général Burgoyne déclara qu'il ne croyoit point qu'on le revît dans la Chambre, puiſqu'il avoit l'ordre du Roi pour retourner en Amérique : que cependant ſon honneur lui fai-

soit une loi de rester jusqu'à ce qu'on eût rendu justice à sa conduite.

Chambre des Pairs.

Le Mercredi 16 Juin. — Ordonné que tous les Lords seront convoqués pour délibérer demain 17 sur un message du Roi relativement à la déclaration de l'Espagne. Voyez N°. LXXII, vol. XIV, page ccviij & suivantes.

Chambre des Communes.

Le Mercredi 16 Juin. — Le Lord North arrive à la Chambre avec un air riant & satisfait, pour l'informer de la Déclaration de l'Espagne & annoncer que le lendemain la Chambre déliberera sur le message du Roi à cette occasion. — Voyez N°. LXXII, vol. XIV, page ccviij & suivantes. — Une motion de M. Burke, pour entrer sur le champ dans l'examen de l'état de la nation, est retirée par ce député, qui ne peut pas en faire admettre une autre pour que le Comité d'Afrique fît son raport de son enquête sur l'état de ce commerce.

Chambre des Pairs.

Le Jeudi 17 Juin. — Le Lord Weymouth, après avoir communiqué à la Chambre le

message du Roi ainsi que la déclaration de l'Espagne, propose une adresse pour assurer le Roi qu'il sera soutenu du concours de la Chambre, dont chaque membre est prêt à lui dévouer sa vie & ses biens. Le Lord Abingdon s'y oppose par une motion d'amendement, pour demander au Roi l'expulsion de ses Ministres. Cette motion est rejettée par une pluralité de 62 contre 23.

Le Duc de Richmond représente à la Chambre la nécessité d'examiner de nouveau l'état de la nation, & les causes de l'impossibilité où elle se trouve de faire face aux Puissances réunies de la Maison de Bourbon. — Il conclud par une motion pour demander au Roi un changement de plan en même tems qu'un changement de Ministres, & le rappel de toutes les troupes qui sont sur le continent Américain pour la défense de l'Angleterre. La motion du Duc fut rejettée par 60 contre 32, & celle de l'adresse passa sans qu'il fût nécessaire de compter les voix.

Le consentement royal fut donné par commission à trente-six bills. Dans ce nombre étoient les nouveaux bills d'impôts sur les encans, sur le controlle des actes, sur le papier & le parchemin & sur les maisons, ainsi que le bill relatif aux acquisitions territoriales de la Compagnie des Indes, & celui pour lever 1,500,000 livres par emprunt & 19,000,000 par billets d'Echiquier.

Le lendemain 19, la Chambre s'ajourna au Lundi 21, & ce dernier jour au Vendredi 25.

Chambre des Communes.

Le Jeudi 17 Juin. — Après lecture faite de la déclaration de l'Eſpagne & du meſſage du Roi, le Lord North propoſa une adreſſe de même nature que celle dont la motion ſe faiſoit en même tems chez les Pairs; & elle paſſa de même preſque unanimement.

Le Lord John Cavendish ouvrit un avis ſemblable à celui du Duc de Richmond pour le rappel de toutes les troupes employées à une guerre offenſive au dehors, afin que les forces de la Grande Bretagne puiſſent être réunies contre la Maiſon de Bourbon. — M. Jenkinſon voulant faire ceſſer le débat elevé par cette queſtion; & afin qu'il n'en fût plus parlé, propoſa de s'ajourner, ce qui paſſa par une pluralité de 150 contre 80.

Le Vendredi 18 Juin. — Le Lord Beauchamp ayant parlé quelques tems, appuyé du Chevalier Savile, ſur la néceſſité de réprimer les pourſuites trop animées contre les petits débiteurs, obtint l'aveu de la Chambre pour qu'il ſoit fait un dénombrement de tous les priſonniers pour dettes dans la Grande-Bretagne.

M. David Hartley demande qu'il ſoit nommé une nouvelle commiſſion pour traiter avec l'Amérique. Il indique ſix articles ſur leſquels pourroit rouler la négociation.

Premierement, une pacification définitive & permanente, ſous la ratification du Parlement.

Deuxiemement, comme article préliminaire, une ſuſpenſion d'hoſtilités pour dix ans. Le rappel des troupes Britanniques, comme ſecond article de négociation : ledit rappel ne pouvant avoir lieu que moyennant une ſûreté donnée aux amis du Gouvernement & à leurs biens en Amérique.

Troiſiemement, ſecond article préliminaire, ſuſpenſion de tous les actes du Parlement relativement à l'Amérique, pendant la durée de la treve.

Quatriemement, même treve entre la Grande-Bretagne & la France.

Cinquiemement, le traité général ſera mis en négociation auſſi-tôt après la ſignature des préliminaires.

Sixiemement, chaque article commencera à avoir ſon effet à meſure qu'on en ſera convenu & ſans attendre la fin de la négociation.

Cette motion fut rejettée par une pluralité de 59 contre 22.

L'adreſſe eſt préſentée au Roi & l'Orateur rapporte la réponſe de Sa Majeſté.

Chambre des Pairs.

Le Vendredi 18 *Juin.* — Enregiſtrement d'une proteſtation contre l'adreſſe votée le 17, en réponſe au meſſage du Roi. — Elle fut ſignée d'abord par dix-neuf Lords & enſuite par pluſieurs autres. On y retrouve tous les motifs déduits dans les motions d'amendement, portant ſur la néceſſité d'un changement de plan & de Miniſtres, & les griefs de l'oppoſition ſur l'incertitude où eſt laiſſée la nation, quant à la rupture de la médiation de l'Eſpagne, ainſi que ſur le refus fait par les Miniſtres de conſentir à la continuation des ſéances du Parlement.

Chambre des Communes.

Le Lundi 21 *Juin.* — Motion de Milord North pour le doublement de la Milice. — M. Fox, ſans s'oppoſer à la motion, déclara qu'il y en avoit une infinité de plus preſſées & auxquelles il ne paroiſſoit point que l'on ſongeât, quoique de chacune d'elle dût dépendre le ſalut de l'Angleterre dans ce moment de criſe qui lui paroiſſoit infiniment plus dangereux qu'en l'année 1588. — Il inſinua qu'on pourroit accepter l'offre de pluſieurs corps de Milice de paſſer en Irlande, quoique ce tranſport fût contraire à l'acte du Parlement. — M. Townshend &

le Colonel Barré ſoutinrent que cette augmentation de forces ne ſe feroit point ſans danger pour la liberté Angloiſe, & le dernier rappella l'exemple de la France qui, dit-il, a perdu la ſienne ſous Charles VII, pour avoir donné trop de moyens au Souverain pour l'expulſion des Anglois.

On fait une premiere & une ſeconde lecture du bill. — La Milice ſera portée de 31,500 hommes à 63,000; y compris les Officiers.

Le Mardi 22 *Juin*. — Le bill pour l'augmentation de la Milice paſſa unanimement; mais ce ne fut qu'après un débat dans lequel les Miniſtres entendirent plus d'une aſſertion qui dut leur être extrêmement déſagréable & qui furent mêlées d'accuſations de trahiſon.

Le Mercredi 23 *Juin*. — Sur une obſervation du Chevalier Norton pour ſavoir ſi la vraie défenſe de l'Angleterre, conſiſtoit dans une marine capable d'empêcher l'ennemi de deſcendre ſur nos côtes, plus que dans des troupes de terre pour le repouſſer lorſqu'il ſeroit débarqué, & ſur la conſidération que fait la Chambre de l'avantage attaché à un ſervice offert volontairement & qui ne ſe trouve point dans des enrollemens forcés, il eſt arrêté que des 30,800 hommes de doublement de Milice, il en ſera levé

15,400 par souscriptions volontaires, & le reste par le sort. Il fut convenu d'une exception relativement au tirage pour le doublement des *Fencibles* d'Ecosse. Leur doublement se fera en totalité par enrollemens volontaires.

Voici la substance du bill : — D'abord la Milice, dans son état actuel, ne sera augmentée que de 8,000 hommes, ce qui fait le quart. — Si on n'obtient pas le reste par les nouvelles levées ou par les compagnies que chacun leve séparément, il se fera un tirage pour achever le doublement. La dépense sera supportée par le vote de crédit. — Il ne sera incorporé pour le présent à la Milice aucun des nouveaux bataillons. Les compagnies qui se levent par des particuliers seront attachées à quelque bataillon de Milice dans le district où cette compagnie aura été levée.

Le Jeudi 24 Juin. — Débats sur le terme du service des nouveaux corps de Milice. — Il est porté à trois ans. M. Fox donne son consentement, parce qu'il est persuadé, dit-il, que désormais il ne faut plus compter sur la marine pour la défense de l'Angleterre, au moins tant que le Ministere actuel ne sera point changé.

Le bill de la presse & de la suspension de toutes les exemptions, avec effet retroactif au 16 Juin, & devant être en vigueur

pendant cinq mois, eſt lû pour la troiſieme fois, ainſi que celui de la Milice : l'un & l'autre ſont envoyés aux Lords.

Chambre des Pairs.

Le Vendredi 25 Juin. — Les bills de la Milice & de la preſſe, envoyés par les Communes, ſont renvoyés à un Comité qui doit ſe tenir le Lundi 28. — L'oppoſition ſe diviſe ſur les bills, les uns condamnant celui de la Milice, les autres celui des ſuſpenſions des privileges pour la preſſe. — Milord Sandwich reçoit de nouveau les plus vives atteintes ſur ſon adminiſtration. Le Duc de Bolton tourne en ridicule les offres faites par la Compagnie des Indes de 6,006 hommes qu'elle ne trouvera point & de trois vaiſſeaux de ligne qui ne ſeront pas prêts d'un an.

Le Lundi 28 Juin. — Diverſes oppoſitions faites au bill de la preſſe par le Duc de Richmond, déconcertent Milord Sandwich, qui demande grace à la Chambre, en déclarant que c'eſt abſolument la néceſſité qui le force à inſiſter pour le bill; il eſt appuyé par le Lord Stormont & par le Chancelier. Enfin la Chambre donne ſa ſignature ſans lever les voix, aux diverſes modifications propoſées par le Duc de Richmond.

Le Mardi 29 Juin. — Comme il ne ſe

trouvoit point un nombre de membres suffisant pour former une Chambre, le sieur Richard Whitworth proposa un ajournement. L'ordre du jour étoit de reprendre l'enquête de la guerre d'Amérique, par continuation de diverses séances précédentes. On essaya de le faire demander, en proposant l'ajournement; mais ce dernier parti fut le plus du goût de la Chambre. Cet ajournement ayant donc eu lieu sans qu'on se formât en Comité, suivant l'ordre du jour, l'affaire de l'enquête fût terminée à la grande satisfaction des Ministres dont elle faisoit le tourment, & du public qu'elle ennuyoit d'autant plus qu'il en avoit inutilement attendu de grandes choses.

On obtient de Milord Sandwich une modification à son bill de la presse en faveur des Charbonniers, qui rentreront en jouissance de leurs privileges un mois après le 16 Juin. — Toutes les objections du Duc de Richmond sur la tyrannie de l'effet rétroactif, n'operent aucun effet. — Sa proposition de remettre le bill en Comité, est rejettée par 50 contre 24. Ce refus donne lieu à une protestation signée de quatorze Lords.

Le bill est lû une troisieme fois, & il passe par une pluralité de 51 contre 20. Il s'ensuit une nouvelle protestation signée de quatre Lords. — Une autre proposition du Duc de

Richmond pour que les *exemptions* ne s'achetent plus du Secrétaire de l'Amirauté, & que le Gouvernement l'en indemnise, est rejettée par 48 contre 23. — La Chambre s'ajourne au lendemain 30 sur le bill de la Milice.

Le Mercredi 30 *Juin.* — Une commission donna le consentement royal à divers bills, entre lesquels étoient celui du vote de crédit, celui du fond d'amortissement & celui du Lord Beauchamp pour empêcher les emprisonnements pour dettes au-dessous de dix livres sterling. — Ce dernier a commencé le premier Juillet à avoir son effet. Sur une motion du Duc de Richmond pour le bill de la Milice, il est arrêté de le modifier en plusieurs points. Le plus essentiel porte sur le tirage, qui est absolument rejetté, de sorte que le doublement entier de la Milice ne se fera plus que par des enrollemens volontaires. — On laisse subsister les clauses relatives aux compagnies de volontaires, ainsi que le terme de la durée fixé au premier Décembre 1782. — On laisse aussi subsister que les compagnies seront portées à cent hommes, & qu'il y sera ajouté un Lieutenant. Ci-devant elles ne pouvoient pas être plus forte que de 80 hommes ni moindres de 60.

Chambre des Communes.

Le Mercredi 30 *Juin.* — Il fut dit encore un mot ſur les papiers des campagnes d'Amérique. — Le Lord Howe reprocha au Lord Germaine, que contre ſes promeſſes, il s'étoit permis d'accuſer les Généraux. Il ajouta que ſi le Parlement n'étoit pas ſur le point de ſe ſéparer, il demanderoit la repriſe du Comité. Il déclara auſſi que ſa volonté pour ſervir ſon pays étoit toujours la même, mais que ſes ſervices n'étoient point agréables aux Miniſtres en place. — La Chambre s'ajourna au lendemain.

Le Vendredi 2 *Juillet.* — Les modifications faites par les Lords au bill de la Milice, ſont approuvées par la Chambre. Ce ne fut pas ſans peine que le parti qui les favoriſoit obtint qu'il en ſeroit fait lecture. Les oppoſans motivoient leurs refus ſur ce que le bill avoit quelque rapport à celui de l'entretien de la Milice, & que par cette raiſon les Pairs devoient s'abſtenir d'y faire aucun changement. On leur objectoit envain que la formule ſuivant laquelle l'approbation du Roi lui ſeroit donnée, déterminoit clairement que ce n'étoit point un bill burſal, & qu'il ſeroit dit ſimplement en le paſſant: *Le Roi le veut* & non *le Roi remercie ſes fidelles Communes, reçoit leur bienveillance & le veut.*

Enfin l'exemple de ce qui s'eſt paſſé dans l'année 1745 où quinze Seigneurs leverent des régimens, & le ſeul Comté d'York en leva ſept, décida la Chambre à penſer comme celle des Pairs. Après trois lectures des modifications, elles furent admiſes par une pluralité de 52 contre 20; & ce fut la clôture de la ſeſſion dans cette Chambre.

Chambre des Pairs.

Le Samedi 3 Juillet. — Le Roi en perſonne ayant donné ſon conſentement au bill pour l'augmentation de la Milice, & à celui de la ſuſpenſion des exemptions de preſſe (dont l'effet ceſſera le 16 Novembre) Sa Majeſté prononça le diſcours qui mit fin à la ſeſſion de 1778-9, & le Parlement fut prorogé par ordre du Roi au 5 Août.

Diſcours du Roi aux deux Chambres du Parlement réunies, le 3 de ce mois, avant que le Chancelier leur annonçât que la volonté de Sa Majeſté étoit qu'elles fuſſent prorogées au Jeudi 5 Août.

Milords & Meſſieurs.

La diverſité & l'importance des ſervices que vous m'avez rendus, ainſi qu'à votre patrie, pendant la longue durée de cette

ſeſſion exigent de ma part les plus grands remercîmens.

J'ai vu avec toute la ſatisfaction imaginable le zéle que vous avez montré pour ſoutenir & pouſſer la guerre juſte & néceſſaire dans laquelle je ne ſuis pas moins reconnoiſſant de l'attention que vous avez apportée à la ſituation actuelle de mon Royaume d'Irlande. Mon affection paternelle pour tout mon Peuple me cauſe la plus vive ſollicitude pour le bien-être & la proſpérité de chaque partie de mes Etats.

Les événemens de la guerre n'ont donné juſqu'à préſent à la Cour de France aucun ſujet de triompher des ſuites de ſon injuſtice & de ſon infraction à la foi publique, & j'oſe eſpérer qu'un uſage courageux & bien dirigé du pouvoir que vous m'avez confié, réduira cette Puiſſance ambitieuſe à déſirer qu'elle n'eût jamais, ſans aucune provocation ni raiſon de plainte, inſulté l'honneur ni attaqué les droits de ma Couronne.

Je vous ai déjà fait part dela démarche hoſtile récemment faite par la Cour d'Eſpagne. Quelque couleur qu'on veuille donner à ce procédé injuſte, je ſuis néanmoins bien convaincu que je n'ai rien à me reprocher à cet égard. Il s'en eſt ſuivi que mon Parlement a donné pour ma perſonne & mon Gouvernement les plus fortes démonſtrations de ſa fidélité & affection dont je vous réitère mes plus vifs remercîmens; & je conſidère

comme un heureux préſage du ſuccès de mes armes, que l'augmentation des difficultés n'a uniquement ſervi qu'à augmenter le courage & la fermeté de la Nation, & à animer & unir mon Peuple dans la défenſe de ſa patrie & de tout ce qui peut lui être cher.

La ſaiſon avancée exige que je vous procure quelque repos relativement aux affaires publiques, & je le fais avec d'autant moins de répugnance, que par le pouvoir qui m'eſt donné par la loi, je puis en quinze jours me procurer de nouveau votre aſſiſtance & vos conſeils, en cas que les circonſtances urgentes m'obligent à vous convoquer avant le tems ordinaire.

Meſſieurs de la Chambre des Communes,

Les opérations diverſes & étendues de la guerre, ont inévitablement occaſionné de nouvelles dépenſes extraordinaires, & amené la néceſſité d'impoſer des taxes additionnelles à mon peuple fidéle & aimé : ce que je regrette ſincérement. Je ne puis vous remercier aſſez de la confiance que vous avez miſe en moi, & de la promptitude & de l'eſprit public avec leſquels vous avez accordé de ſi grands ſubſides pour le ſervice de l'année courante.

Milords & Meſſieurs.

Il m'eſt impoſſible de parler ſans la plus vive douleur, de la continuation de la rébellion dans l'Amérique ſeptentrionale; mais nous

avons donné des preuves si incontestables de notre sincère disposition à mettre une fin à ces troubles, que je dois conserver l'espoir que les mauvais desseins des ennemis de la Grande-Bretagne ne prévaudront pas longtems sur les intérêts évidens de ces malheureuses Provinces; & qu'elles ne persisteront pas aveuglément à préferer une liaison dangereuse avec une Puissance étrangere, à la paix & à la réunion avec la Mere-patrie.

POUR completer, Monsieur, l'histoire de la session, il est à propos de joindre ici un tableau du subside & des moyens pour les dépenses de l'année présente. Un des Ecrivains du parti de l'Opposition vient d'en publier un qui se présente de la maniere la plus intéressante pour les spéculations politiques. Vous remarquerez sur-tout le préambule où l'Auteur parle d'avance le langage qui sera tenu dans la prochaine session de la part de ceux qui se préparent à traverser les opérations du Ministre de la finance.

COMME le Parlement ne tardera pas à s'assembler & qu'il est très probable que vû les circonstances & le besoin des tems, on pourvoira de très-bonne heure aux subsides de l'année prochaine, je vous envoye, pour l'information de vos lecteurs, un état exact des octrois & services pour l'année présente (1779) comparée avec la précédente, afin qu'il

qu'il leur ſerve à commenter les votes des ſeſſions prochaines.

Comme Anglois & ami de mon pays, je ne puis retenir mes larmes lorſque je conſidere le peu d'attention que donnent nos Miniſtres aux objets qui intéreſſent le plus eſſentiellement la nation, je veux dire l'accroiſſement de nos dépenſes & la diminution de nos revenus. S'ils conſidéroient que notre établiſſement actuel (tout prodigieux qu'il étoit en 1778) s'eſt accru de plus de deux millions en 1779, que le ſurplus de notre fonds d'amortiſſement, ce rampart de notre ſureté nationale) a diminué de près d'un tiers dans la même période, & qu'il y aura probablement chaque année la même augmentation & la même diminution progreſſives tant que la guerre ſe pourſuivra d'après le ſyſtême actuel; s'ils conſidéroient, dis-je, cet objet avec toute l'attention qu'il mérite, ils chercheroient certainement (s'ils ont à cœur la proſpérité de leur pays) quelques moyens ou de faire payer les frais de la guerre par la guerre même, ou de faire promptement la paix aux conditions les plus avantageuſes qu'on pourroit obtenir. Dans la ſituation fâcheuſe où nous nous trouvons, la derniere alternative eſt certainement préférable à la continuation d'une guerre diſpendieuſe & infructueuſe qui a été entrepriſe pour parvenir à un but auquel, en

tant qu'il regarde l'Amérique, il paroît tout à fait impoſſible d'arriver.

Une dépenſe de plus de quarante millions ſterling & le ſacrifice de pluſieurs millions de nos braves compatriotes, devroient, ſelon moi, nous ſervir de leçon. Comme la réduction des Colonies devient chaque année de plus en plus impraticable, & comme l'Amérique ſera un gouffre où ce pays s'engloutira à la fin ſi l'on s'obſtine à pourſuivre cette guerre, au nom de Dieu laiſſons lui ſon indépendance & ſes conſéquences, & ne ſongeons qu'à réunir nos forces contre les ennemis naturels de ce pays. Le ſyſtême de la guerre ſera alors abſolument changé; au lieu d'être mépriſés comme nous le ſommes aujourd'hui, nous recouvrerons notre exiſtence politique en Europe; la popularité du Gouvernement reprendra vigueur & marquera de ſon ſceau toutes les meſures publiques: l'engourdiſſement qui domine aujourd'hui dans nos Conſeils & la diſgrace qui flétrit nos armes, feront heureuſement place aux ſuccès qui accompagnent néceſſairement la pourſuite de plans dreſſés avec jugement & exécutés avec fermeté.

Services pour 1779.

Marine.

Dates des Votes.								
		£	ß	d.		£	ß	d.
1778. 2 *Décembre.*	70,000 Matelots y compris 17,038 Soldats de Marine........	3,640,000	cc	cc				
26.	Ordinaire de la Marine & demie-paye...	369,882	cc	cc				
	Construction & réparation de vaisseaux.	579,187	cc	cc				
	Dette de la Marine (le Parlement n'y a pas pourvu).........					4.589,069	cc	cc

Armée,

	30,346 hommes de terre y compris 3,213 Invalides............	833,911	cc	cc
	Officiers Généraux & d'Etat Major..........	37,206	cc	cc
	Gardes & garnisons en Amérique, aux Isles &c..................	1,103,118	cc	cc
	Différence entre la paye Irlandoise & Britannique (pour compléter la solde Irlandoise).	52,923	cc	cc
	Paye de cinq bataillons de Hanovriens à Gibraltar & Minorque.	56,075	cc	cc
	13,420 Hessois......	367,203	cc	cc
	Deux régimens de Hanau...............	35,441	cc	cc
	Un de Waldeck....	17,498	cc	cc
	4,300 Brunswickois.	93,947	cc	cc
	1,447 hommes de Brandebourg & d'Anspach................	39,644	cc	cc
	Déficit auquel il n'a pas été pourvu dans les dernieres sessions pour dito...................	7,958	cc	cc
	Un corps d'Infanterie d'Anhalt-Zerbst.......	16,630	cc	cc

		£	s	d	£	s	d
	Provisions pour les troupes étrangeres.....	48,668	«	«			
	Artillerie pour dito.	27.683	«	«			
	Frais pour augmenter la Milice, y compris trois bataillons pour l'Ecosse.	610,882	«	«			
	Habillement dito...	85,760	«	«			
	Paye de compagnies additionnelles	5,421	«	«			
	Habillement dito...	2,656	«	«			
1779.	Augmentation de troupes Britanniques..	259,713	«	«			
23 *Février.*	Officiers réformés ..	87.703	«	«			
	Ancienne réforme de deux compagnies de Gardes à Cheval.	628	«	«			
	Pensions pour les veuves (rien)						
	Hôpital de Chelsea..	103,127	«	«			
25 *Mars.*	Un régiment de Dragons légers & six régimens d'Infanterie en Amérique, anciennement payés en partie sur le revenu d'Irlande....	63,195	«	«			
	Un régiment en Ecosse	19,584	«	«			
29.	Extraordinaires au dehors..............	2,026,137	«	«			
22 *Avril.*	Trois régimens de Dragons légers.......	6,246	«	«			
	Augmentation faite au corps de Montagnards en Amérique...	4,113	«	«	6,013,070	«	«

Artillerie.

1778.	Ordinaires pour 1779.	395,438	«	«
16 *Décembre*	Extraordinaires pour l'année 1778.	52,935	«	«

Services divers.

1779.	Compagnie du Levant.	5,000	«	«
18 *Février.*	Routes & ponts en Ecosse.	6,995	«	«

Date	Article	#	ß	d			
8 *Mai.*	Augmentation du salaire des Juges, au nombre de neuf, à 400 liv. chacun..............	3,600	«	«			
	Dito aux Chefs Barons................	500	«	«			
6.	Sommes demandées par les Communes....	32,968	«	«			
	Galeres de la Tamise.	13,586	«	«			
27	Pour soulagement accordé aux Officiers civils d'Amérique..	60,527	«	«			
	Arpentages généraux dans l'Amérique Septentrionale	2,041	«	«			

Etablissemens civils.

Date	Article	#	ß	d			
	En Amérique. Saint Jean.......	3,150	«	«			
	En Amérique. Géorgie........,	2,900	«	«			
	En Amérique. Nouvelle Ecosse..	4, 96	10	«			
	En Amérique. Floride orientale.	4,950	«	«			
	En Amérique. Floride occident..	4,900	«	«			
					20,696	10	«
	A Messieurs Berkenhout & Clarke pour une nouvelle maniere de teindre en écarlate..	5,000	«	«			
15 *Juin.*	Forts & établissemens d'Afrique............	13,000	«	«			
					163,913	«	«

Déficits.

Date	Article	#	ß	d			
1 *Avril*	Trois & demi pour cent 1758...........	40,540	«	«			
	Déficit dans les nouveaux droits, 1778....	98.891	«	«			
6 *Mai.*	Dito dans les octrois 1778..... ....,	56,744	«	«			
	Dito de la taxe des terres & de la dreche en 1778, comme dans la derniere session.......	450,000	«	«			
					646,175	«	«

		₶ ß ₰		
1778. 24 Décembre	Billets de l'Echiquier acquittés........	1,500,000	«	«
1779.	Vote de crédit acquitté..	1,000,000	«	«
1 Avril.	Billets de l'Echiquier pour la Millice, acquittés.	500,000	«	«
	Primes de loterie acquittées	490,000	«	«
	Total. . . .	15,819,600.		

Moyens pour 1779.

		₶ ß ₰	₶	ß	₰
1778. 18 Décembre					
1779.	Taxe des terres & dreche...............		2,750,000	«	«
25 Février.	Annuittés & loterie....................		7,490,000	«	«
6 Mai.	Surplus des nouveaux droits sur le papier timbré..............................		15,297	«	«
Juin.	Surplus du fond d'amortissement, 5 Avril 1779...............	2,763 1 «			
	Produit attendu de ditto...............	2,071,854 13 8 $\frac{1}{2}$.			
			2,074,617	14	8.
	Nouveaux billets de l'Echiquier...........	. . . . . .	1,500,000	«	«
	Dito pour extraordinaires.............	. . . . . .	1,900,000	«	«
	Billets de l'Echiquier pour le vote de crédit (auxquels il sera pourvu dans la prochaine session................	1,000,000 « «			
			15,729,914	14	8 $\frac{1}{2}$.
	Déficit d'octrois		89,685	5	3.
			15,819.600	«	«

Subsides de 1778 & 1779, comparés.

	1779.	*1778.*	*Augmentation en 1779.*
Marine, sans y comprendre ce qui a été octroyé pour l'acquittement de la dette de la Marine.......	4,589,069	4,001,895	587,074.
Armée, y compris la Milice.........	6,013,070	4,859,107	1,153,963.
Artillerie.........	917,373	683,300	234,073.
Services divers, sans y comprendre 105,227 liv. votées en 1778 pour frais de monnoyage.........	163,913	146,293	17,620.
Déficits.........	646,175	532,114	114,061.
Total de l'accroissement en 1779....	. . . .	. . . .	2,106,891.

Dettes contractées dans les années 1778 & 1779, comparées.

TOTAL.	*Dette fondée & non fondée, 1779.*	*Dette fondée & non fondée, 1778.*	*Accroissement en 1779.*
Fondée ou hypothéquée sur des impots.............	7,000,000	6,000,000	1,000,000.
Non fondée, savoir billets de l'Echiquier.............	4,400,000	3,000,000	1,400,000.
Dette de la Marine, savoir, en Octobre 1779, 21 mois dûs à 250,000 livres			

TOTAL	*Dette fondée & non fondée 1778.*	*Dette fondée & non fondée 1778.*	*Accroissement en 1779.*
par mois, d'après l'évaluation la plus raisonnable.	5,250,000.		
En Octobre 1778, seulement 12 mois dûs sur le pied moyen de 200,000 livres par mois...........	. . . .	2,400,000	3,850,000.
	16,650,000	11,400,000	6,250,000.

Applications du fonds d'amortissement 1778 *&* 1779, *comparées.*

	1778.	*1779.*	*Diminution en 1779.*
Surplus, 5 Avril.	703,791	2,763	700,028.
Produit attendu..	2,296,209	2,071,855	224,354.
TOTAL.	3,000,000	2,074,618	925,382.

ÉTAT DES TROUPES reglées & Milices en Angleterre & en Ecosse, suivant les plus nouvelles répartitions.

(10 Août 1779)

PARTIE DU SUD.

CORPS.	COMMANDANS.	LIEUX.	COMPLET
Cavalerie.			
1 Gardes à cheval.	Marquis de Lothian.	Westminster.	181
2 Ditto.	Ld. R. Bertie.	Westminster.	181
1 Grenadiers à cheval.	Griffin.	Ibid.	174
2 Ditto.	Ld. Amherst.	Ibid.	174
3 Dragons (Gardes).	Ld. R. Manners.	Camp de Coxheath.	333
1 Dragons bleus d'Oxford.	Comte de Pembroke.	Ibid.	333
4 Dragons.	B. Carpenter.	Côte de Kent.	333
6 Ditto.	John Burgoyne.	Croydon.	411
		Total de la Cavalerie.	2,120
nfanterie, troupes reglées.			
1 Gardes à pied.	Duc de Gloucester.	Londres & Westminster.	2,019
2 Ditto.	Comte de Waldgrave.	Ibid.	1,294
3 Ditto.	Comte de Loudon.	Ibid.	1,296
6e. Régiment d'Infanterie.	Boothby.	Coxheath.	810
3e. Ditto.	Murray.	Camp de Rye en Suffex.	810
4e. Ditto.	Cunningham.	Coxheath.	81c
5e. Ditto.	W. Haviland.	Chatham.	81c
5e. Régiment.	Wilson.	Coxheath.	81c
2e. Ditto.	Cyrus Trapaud.	Chatham.	81c
5e. Ditto.	Castlcraft.	Coxheath.	81c
9e. Ditto.	Phil. Sherrard.	Ibid.	81c
Ditto.	Picton.	Camp de Brompton.	1,17[illegible]

CORPS.	COMMANDANS.	LIEUX.	COMPLET
·tillerie, 7 Compagnies.	....	Coxheath.	700.
valides..		Douvres.	200.
Ditto..		Sheerneſſ. Landguard. Tilbury & Graveſend.	300.
	Total de l'Infanterie reglée.		13,465.
Milice.			
York Weſt Riding.	Marq. de Rockingham	Coxheat.	600.
Eaſt York.	Id.	Ibid.	600.
Warwick.	Comte de Hertford.	Camp de Brompton.	640
Shrop.	Lord Clive.	Kent & Suſſex.	640
North Lincoln.	....	Coxheath.	600
Eaſt Devon.	Comte de Poulett.	Ibid.	500
Montgommery.	Comte de Powis.	Ibid.	240
York Eaſt Riding.	Marq. de Carmarthen,	Ibid.	400
Oxford.	Duc de Marlborough.	Douvres.	560
Northampton.	Cte. de Northampton.	Coxheath.	640
Somerſet.	Lord North.	Ibid.	420
Monmouth.	Duc de Beauford.	Ibid.	240
Middleſſex.	D. de Northumberland	Camp de Brompton.	534
Gloceſter.	Comte de Berkley.	Coxheath.	480
Norfolk.	Comte d'Oxford.	Ibid.	480
Worceſter.	Comte de Coventry.	Ibid.	500
Suffolk.	Duc de Grafton.	Ibid.	480
Bucks.	Lord le Deſpencer.	Ibid.	560
Dorſet.	Lord Digby.	Ibid.	640
Rutland.	Comte d'Exeter.	Ibid.	120
		Total de la Milice.	9,874
Total de la Cavalerie, de l'Infanterie & de la Milice dans la partie du Sud..................			25,459

PARTIE DU MILIEU.

CORPS.	COMMANDANS.	LIEUX.	COMPLET.
Cavalerie.			
000		*Total de la Cavalerie.*	000.
Infanterie.			
000		*Total de l'Infanterie.*	000.
Milice.			
Stafford.	Comte de Gower.	Stafford.	560.
		Total de la Milice.	560.
Total de la Cavalerie, de l'Infanterie & de la Milice dans la pattie du Milieu.			560.

PARTIE DE L'EST.

CORPS.	COMMANDANS.	LIEUX.	COMPLET.
Cavalerie			
Dragons.	Fitzroi.	Norwich.	333.
Ditto.	Elliot.	Bury.	411.
Dragons légers.	....	Ibid.	411.
Ditto.	....	Ibid.	411.
		Total de la Cavalerie.	1,566.
Infanterie.			
Régiment, 2e. bataillon.	Duc d'Argyle.	Warley.	810.
Ditto.	Jones.	Ibid.	810.
Ditto.	John Sebright.	Ibid.	810.
Ditto.	Lindſay.	Ibid.	810.
Artillerie, 5 Compagnies.	....	Ibid.	500.
		Total de l'Infanterie.	3,740.

CORPS.	COMMANDANS.	LIEUX.	COMPLE
Milice.			
11e. Berks.	Duc de St. Albans.	Ibid.	56
14e. Westkent.	Duc de Dorset.	Ibid.	48
19e. Hertford.	Vicom. de Cranburne.	Ibid.	5
20e. Somerset.	Lord North.	Ibid.	4
22e. Derby.	Lord. G. Cavendish.	Ibid.	7
27e. Cambridge.	Comte de Hardwicke.	Ibid.	4
28e. Middlessex.	Dc. de Northumberld.	Ibid.	53
34e. West-Norfolk.	Comte d'Oxford.	Ibid.	48
36e. West-Suffolk.	Duc de Grafton.	Ibid.	4
38e. Wilts.	Comte de Pembroke.	Ibid.	4
41e. West-Essex.	Comte de Rochford.	Ibid.	48
41e. East-Essex.	Comte de Rochford.	Ibid.	48
45e. Chester.	Cte. de Cholmondoley.	Ibid.	5
Anglesea.	Sir Nicolas Bagley.	Ibid.	8
Radnor.	Comte d'Oxford.	Ibid.	12
Pembrocke.	Hugh Owen.	Ibid.	1
	Total de la Milice.		7,03
	Total de la Cavalerie, de l'Infanterie & la Milice dans la partie de l'Est............		12,34

PARTIE DE L'OUEST.

Cavalerie.			
Royal Régiment des Gardes à Cheval.	Conway.	Winchester.	31
1er. Gardes Dragons.	Howard.	Salisbury.	49
2 Ditto	Vicomte Townshend.	Ibid.	33
2 Dragons.	Cemte de Panmure.	Ibid.	33
4e. Ditto.	James Johnstone.	Ibid.	33

CORPS.	COMMANDANS.	LIEUX.	COMPLET.
. Ditto.	Général Johnſtone.	Ibid.	333.
Dragons légers.	....	Ibid.	411.
		Total de la Cavalerie.	2,560.

Infanterie.

CORPS.	COMMANDANS.	LIEUX.	COMPLET.
er. Régim. - 1er. bataillon.	Duc d'Argyle.	Plymouth.	827.
e. ditto. - 2e. bataillon.	Simon Fraſer.	Jerſey.	1,149.
e. ditto. - 2e. bataillon.	....	Plymouth.	1,000.
e. Ditto.	Seaford.	Jerſey & Guerneſey.	1,168.
e. ditto. - 1er. bataillon.	....	Portſmouth.	500.
Artillerie, 5 Compagnies.	....	Wincheſter.	500.
Invalides.	....	Pendennis. 100 Sorlingues. 52 Cheſter. 100 Liverpool. 100	352.
Ditto.	....	Portſmouth. Plymouth.	905.
Ditto.	....	Jerſey & Guerneſey.	566.
		Total de l'Infanterie......	6,967.

Milice.

CORPS.	COMMANDANS.	LIEUX.	COMPLET.
Nottingham.	Duc de Newcaſtle.	Portſmouth.	680.
Surry.	Lord Onſlow.	Ibid.	800.
Lincoln.	....	Saliſbury.	600.
Devon.	Comte de Poulett.	Portſmouth.	500.
Leiceſter.	Duc de Rutland.	Briſtol.	560.
Eſt Kent.	Duc de Dorſet.	Saliſbury.	480.
Suſſex, A.	Duc de Richmond.	Exeter.	400.
Suſſex, B.	Duc de Richmond.	Saliſbury.	400.
Carmarthen.	George Rice.	Ibid.	200.
Bedford.	Comte de Uper Oſſory.	Wincheſter.	400.

CORPS.	COMMANDANL.	LIEUX.	COMPLE'
25 Glamorgan.	Comte de Plymouth.	Salifbury.	36
28 Middleffex.	Dc. de Northumberld.	Plymouth.	63
29 South Glofter.	Comte de Berkley.	Wincheſter.	48
33 Hereford.	Vicomte Batman.	Truro.	48
35 Wilts.	Comte de Pembroke.	Plymouth.	40
37 Cornwall.	Lord Edgcumbe.	Portſmouth.	64
43 Lancafter.	Comte de Derby.	Wincheſter.	40
Southampton.	Duc de Chandos.	Iſle de Wight.	48
Cardigan.	Comte de Liſburne.	Saliſbûry.	16
Southampton.	Duc de Chandos.	Ibid.	48
		Total de la Milice........	9,93

PARTIE DU NORD.

Cavalerie.

000		*Total de la Cavalerie.........*	00

Infanterie.

25e. Régiment.	George Lenox.	Berwick.	81
Invalides..................................		Berwick. 300. / Hull 200.	50
		Total de l'Infanterie..........	1,31

Milice.

4 Denbigh.	Richard Myddelton.	Cheſter.	28
7 Huntingdon.	Duc de Mancheſter.	Marpeth & Alnwick.	32
17 Caernarvon.	Lord Newborough.	Maryport en Cumberland.	8
24 Weſtmoreland.	....	Sunderland.	24
26 Northumberland.	Dc. de Northumberld.	Beverley.	56
30 Durham.	Lord Darlington.	Whitehaven.	40

CORPS.	COMMANDANS.	LIEUX,	COMPLI
32 Cumberland.	Sir James Lowther	Durham.	3
39 York North Riding.	Comte de Holdernesse	Hull.	7
43 Lancastre.	Comte de Derby.	Lancastre.	4
Flint.	Sir Roger Mostyn.	Wirkington en Cumbland.	1
Merioneth	Sir Watkin Williams Wynn.	Isle de Holyhead	
	Total de la Milice........		3,5
	Total de la Cavalerie, de l'Infanterie & de la Milice dans la partie du Nord................		4,8

PAYS DE GALLES.

Cavalerie.			
000	*Total de la Cavalerie....*		0

Infanterie.			
000	*Total de l'Infanterie.......*		0

Milice.			
Breknock.	Charles Morgan.	Haverford.	1
	Total de la Milice......		1
	Total de la Cavalerie, de l'Infanterie & de la Milice dans le pays de Galles...............		1

TOTAL de la Cavalerie en Angleterre & Pays de Galles....	6,2
TOTAL de l'Infanterie en Angleterre & Pays de Galles....	25,4
TOTAL de la Milice en Angleterre & Pays de Galles.....	30,(

Écosse.

Corps.	Commandans.	Lieux.	Complet
Cavalerie.			
Dragons.	H. Clinton.	....	333
Ditto.	John Mordaunt.	....	333
	Total de la Cavalerie............		666
Infanterie.			
e. Régiment.	....	Recrutant.	1,000
e. Ditto.	Macdonel.	Idem.	1,188
e. Ditto.	....	Glasgow.	1,166
e. Ditto.	....	Idem.	1,000
Royal Edimbourg.	....	....	1,000
South Fencibles A.	....	....	600
South Fencibles B.	....	....	400
West Fencibles A.	....	....	600
West Fencibles B.	....	....	400
Invalides.	....	....	400
	Total de l'Infanterie....		7,754.
	Total des troupes en Ecosse.		8,420.

Total des troupes reglées en Angleterre, dans le Pays de Galles & en Ecosse....................A......... 30,331.

Total général des Troupes reglées & Milices en Angleterre, dans le Pays de Galles & en Ecosse...... 60,951.

N. B. Il a été ordonné le 15 Décembre 1778 une augmentation dans les vieux s d'Infanterie, à compter du second bataillon du premier régiment jusqu'au

ſixante-dixieme incluſivement (excepté les huit régimens priſonniers de l'armée de Burgoyne, & les quarante-unieme & quarante-deuxieme régimens.) qui portera chacun de ces corps, formants ſoixante-trois bataillons, à mille hommes.

Mais juſqu'à préſent cette augmentation ne s'eſt point effectuée. Leur effectif eſt encore beaucoup au-deſſous de 810, leur ancien complet. La même augmentation n'aura lieu, pour les huit régimens priſonniers, que quand ils auront été remis en liberté.

Le complet de tous ces vieux corps d'Infanterie doit être de 63,000, ci	63,000
L'effectif, au premier Juin 1779, étoit de	40,343
Il leur manquoit	22,657

Dans ce déficit général, il y avoit un nombre de 5,444 pour la portion des troupes reglées qui garniſſoient, le premier Juin, l'Angleterre, le Pays de Galles & l'Ecoſſe. Dans ce préſent état du 10 Août, je ſuppoſe que ce déficit n'exiſte plus. En effet, les corps peuvent & doivent avoir été completés par les levées qui ſe ſont faites dans les mois de Juin & de Juillet, dont il va être joint ici un état.

Nouvelles levées commencées par offres & ſouſcriptions, dans les mois de Juin & de Juillet juſqu'au 8 Août.

	Hommes.
Le Duc de Rutland: Royal Lancaſtre, Colonel Totnal	600
Le Lord Harrington: Volontaires de Weſtminſter	600
Le Chevalier Hugh Dalrymple	2,000
Le Comte de Winchelſea	1,000
Le Comte d'Antrim	1,000
Le Comte d'Exeter	1,000
La Taverne de Londres	1,000
W. M'Carnick en Cornouailles	800
La ſouſcription de Bath (n'a pas réuſſi)	300
Montagu Stuart	600
Le Comte Piercy: a retiré ſon offre	600
Le Diſtrict de North Riding d'York	500
Lord Berthie	1,000

Lord Dyſart	50
Col. Keating	30
Col. Read	30
Col. Lineus Cary	20
Un Régiment de Dragons de la Reine	36
Lord John Murray	1,co
Auguſtus North	50
George Dundas	50
Lord Fauconberg	70
Major Stanton	30
Marquis de Camarthen	14
Lord Cahier	20
Colonel Egerton	40
Watkin W. Wynn: offre conditionelle & non encore acceptée	3,00
Total	19,40

Le montant de ces levées d'hommes, qui ſerviront à completer les vieux cor & à doubler la Milice, doit être de 30,000 hommes. Le 8 Août il ne s'étc préſenté d'offres & de ſouſcriptions que pour le nombre d'hommes qu'on vient voir. Au 26 Juillet l'effectif n'étoit pas encore de 10,000 hommes, quoiqu'on e employé la preſſe. Le 17 Août on a appris que quatre ou cinq mille Ouvriers d Mines de Cornwall, offroient de s'enrégimenter. En Novembre, l'augmentatic peut ſe monter à trois ou quatre mille hommes.

RELEVÉ des Camps en ANGLETERRE, d'après les plus nouvelles répartitions, dans les parries de l'Eſt, du Sud & de l'Oueſ

N. B. Les parties de l'Eſt commencent en Eſſex ſur la rive gauche de Tamiſe.

Celles du Sud, ſont les Comtés de Kent, de Surry & de Suſſex.

Celles de l'Oueſt. tout le reſte des côtes juſqu'au Land's End.

(20 *Août.*)

Hommes.

CAMP de Warley en Eſſex, partie de l'Eſt, déduction faite du détachement de 2,000 hommes ordonné le 17 Août pour les parties de l'Oueſt. 8,49

Homme

CAMP de Coxheath en Kent, partie du Sud, déduction faite du détachement de 4,000 hommes ordonné le 17 Août par les parties de l'Ouest..	8,4
CAMP de Brompton ou Chatham, partie du Sud..................	3,9
CAMPS près de Rye, près de Hastings & au Cap Fairlight en Sussex depuis Douvres..	2,9
CAMPS de Salisbury & de Winchester, partie de l'Ouest..........	6,2
CAMP de Southsea Common près de Portsmouth, partie de l'Ouest, & garnison de ce port..	2,9
CAMP de l'Isle de Wight, ordonné le 17 Août, partie de l'Ouest. Ce camp sera composé des détachemens de ceux de Warley & de Coxheath, ainsi que des Gardes, &c..	6,4
CAMPS du Mont Edgecumb & de Buckland's town près de Plymouth & garnison de ce port. — Lorsque les détachemens de la Garde du Roi, &c. seront arrivés..	6,0
MILICE dans le Comté de Cornouall, à Truro, à Falmouth, &c..	1,2
TOTAL des Troupes reglées, des Milices & Volontaires distribuées en divers camps sur les côtes, depuis le Comté d'Essex jusques à la pointe de l'Angleterre...........	45,6

Le total des Troupes & Milices en Angleterre, dans le Pays de Galles & Ecosse, étant de 60,951, & le nombre des troupes de ces différentes espec employées dans les camps, étant de 45,684, il en résulte que c'est un nom de 16,267 hommes environ, qui garnit l'Ecosse, le Nord de l'Angleterre, q ques places dans les autres parties & la ville de Londres.

Il y a ici une observation essentielle à faire ; elle porte premierement sur troupes reglées, qui étoient si éloignées d'avoir leur complet, que tout au les nouvelles levées, par offres & souscriptions, auront-elles pû le leur fou Ainsi jusques là ces offres & souscriptions n'augmenteront point le nombre troupes reglées, même quand on obtiendroit par cette voie les trente ou tre cinq mille hommes portés sur le tableau que l'on vient de voir.

L'autre point regarde la Milice. Il a été dit dans le Parlement, & cette a tion n'a été contrariée par personne, que quand les trente-un mille homme

lice font aſſemblés & ſur pied, il n'y en a jamais que vingt mille d'effectifs à ſe des remplacemens continuels. A ce ſujet là on a même remarqué que le iblement de la Milice ne la porteroit qu'à quarante-mille hommes prêts à rcher à l'ennemi. A cet égard les levées qui ſe font par offres & ſouſcriptions, doivent donc faire aucune augmentation dans le corps actuel de la Milice, eſt compté ici comme étant d'environ trente-un mille hommes, tandis qu'on n trouveroit peut-être que vingt mille d'effectifs.

Si à ces conſidérations on joint celle-ci, que le 26 Juillet les levées n'avoient duit encore que dix mille hommes ſur les trente mille attendus, on verra qu'il naturel de conclure que même les ſoixante & un mille hommes, formant 10 Août le total des Troupes & Milices dans la Grande-Bretagne, pouvoient e encore très-incomplets.

ÉTAT des Troupes reglées & Milices en Irlande.

12 Août 1779.

CAVALERIE.

CORPS.	COMMANDANS.	LIEUX ET COMPAGNIES.	COMMPLET
r. Régiment de Chevaux legers.	Ward.	3 Liſburne, 3 Armagh.	174.
. Ditto.	Fitz William.	2 Headford, 2 Balinrobe, 2 Sligo.	174
. Ditto.	Pitt.	3 Kilkenny, 2 Carrick-1 Roſſ.	174.
. Ditto.	Honeywood.	5 Clonmell, 1 Capoquin.	174.
. Dragons.	Yorke.	2 Athlone, 2 Longford, 1 Roſcommon.	288.

CORPS.	COMMANDANS.	LIEUX. ET COMPAGNIES.	COMPLET
8e. Ditto.	Seven.	2 Mallon, 2 Bandon, 2 Tallagh.	19
9e. Ditto.	Mocher.	3 Loughrea, 2 Gort.	19
12e. Ditto.	Keppel.	3 Tullamore, 3 Philipstone.	19
13e. Ditto.	Douglas.	3 Antrim, 3 Londonderry.	19
14e. Ditto.	Sloper.	5 Carlow, 1 Tullon.	19
18e. Ditto.	Drogheda.	6 Dublin.	19
		Total de la Cavalsrie........	21

INFANTERIE.

3e. Régiment.	Lord Amherst.	10 Kinſale.	81
19e. Ditto.	Grœne.	9 Dublin, 1 Kinſale.	8
30e. Ditto.	Parſlow.	8 Corke, 1 Arklow-Bray, 1 Kinſale.	8
32e. Ditto.	W. Amherſt.	9 Youghal, 1 Kinſale.	8
36e. Ditto.	Peirſon.	9 Belfaſt, 1 Charlesfort.	8
66e. Ditto.	Gabbit.	6 Waterford, 2 Wexford, 1 Dungarvan, 1 Kinſale.	8
67e. Ditto.	Maxwell.	9 Gallway, 1 Kinſale.	8
68e. Ditto.	Lambton.	6 Waterford, 3 Carrik-Suir, 1 Kinſale.	8

CORPS.	COMMANDANS.	LIEUX ET COMPAGNIES.	COMPLET.
. Ditto.	....	8 Limerick, 1 Sligo, 1 Clare Caſtle.	1,010.
. Ditto.	....	10 Dublin.	1,010.
Invalides.	....	....	916.
Artillerie.	....	....	500.
		Total de l'Infanterie....	9,916.
		Total de la Cavalerie.	2,136.
		Total de l'Inſanterie & de la Caualerie.....	12,052.

MILICES.

La Milice d'Irlande fut levée en 1762, elle ſe montoit à..........	14,700.
Il exiſte actuellement dans ce Royaume un corps de Volontaires, qui ſont levés, formés & armés eux-mêmes..............................	14,250.
TOTAL *des Troupes reglées & des Volontaires en Irlande.*	29,150.

i on levoit la Milice, & que cette levée ne fît point diſſoudre le corps de Vo- aires, le total des Irlandois armés pourroit être de 37,000 hommes, mais cer- ement il ſe trouveroit que tous les Volontaires actuels ſont les mêmes ſujets t la Milice devroit être compoſée. C'eſt auſſi l'opinion générale que les corps troupes reglées, Infânterie & Cavalerie, qui paroiſſent former 12,000 hommos, ı ont pas plus de 6,000, dont la plüpart ſont des recrues, parce que l'on n'a ıt ceſſé de faire des levées dans les régimens qui ſe ſont trouvés en Irlande; r envoyer des renforts en Amérique.

N. B. C'eſt d'après des rapports qui paroiſſent croyables, qu'on n'a porté ici ı 14,250 hommes le corps des Volontaires armés & indépendans, qui ſe ſont ıés eux-mêmes, & que les papiers publics font monter à 40,000 hommes.

TABLE
DES MATIERES.
Des Cahiers XLVIII —— LXIII.

Partie du Journal de 1776.

Formant le Tome XI. des Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique.

A

B

C

F

I

O

T

FIN.

TABLE

DES MATIERES.

Des Cahiers LXIV —— LXXXII.

Partie du Journal de 1776.

Formant le Tome XII des Affaires de l'Angleterre & de l'Améaique.

A

C

E

F

I

O

P

FIN.

TABLE
DES MATIERES.

Des sept Lettres du Banquier de Londres, formant le Tome XII des Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique.

(*N. B. Ces Lettres se trouvent dans les N.*^o^ *LV, LVI, LVII, LVIII, LIX, LX, & LXI.*)

A

land avec un corps de deux mille hommes, *p.* xliij. —— Le Général Sullivan est averti le 24 Juillet de la prochaine arrivée de l'escadre Françoise devant Rhode-Island, *p.* xliv. —— Lettres sur les préparatifs de défense des Anglois à Rhode-Island, *p.* xlv. —— Premiere nouvelle du coup de vent du 12 Août qui a séparé les deux escadres, *p.* l. —— Moyens de séduction employés par l'Angleterre, dans le Congrès, *p.* liv. —— Affaires du Congrès dans le mois de Juillet 1778, *p.* lv. —— Lettre de George Johnstone au Général Joseph Reed, *p.* lvj. —— Propositions faites secretement par une Dame de Philadelphie, *p.* lix. —— Fausse prédiction faite à quelqu'un en place à Versailles, *p.* lx. —— Belle réponse du Colonel Allen à une tentative de séduction par le Général Howe, *ibid.* —— Lettre de George Johnstone à François Dana, *p.* lxj. —— Intentions de George Johstone pour ses soi-disant enfans, *p.* lxiij. —— Calomnie contre M. Franklin détruite, *p.* lxiv. —— Preuves des sentimens de l'Espagne relativement à la conduite de la France, *p.* lxviij. —— Lettre de George Johnstone à Robert Morris, où il prouve parce qu'il dit de la teneur des Traités, qu'il ne les connoissoit point, *p.* lxx. —— Association en Amérique contre les ennemis cachés, *p.* lxxij. —— Arrêté du Congrès du 18 Juillet pour ne point faire de réponse aux Commissaires, *p.* lxxiij. —— Lettre de ces Commissaires au Congrès, en date du 11 Juillet, *p.* lxxv. —— Lettre de *Civis* aux quatre Commissaires, *p.* lxxix. —— Pétition des Américains prisonniers dans le port de New-York, *p.* xcvij. —— Association pour dénoncer au Congrès les ennemis des Etats-Unis, *p.* xcix. —— Dénonciation contre les personnes employées par le Commissaire Johnstone pour séduire les Membres du Congrès, *p.* cj. —— Observations sur la dénonciation, *p.* ciij. —— Détails de la guerre des Sauvages à Wyoming, *p.* cvj. —— Affaire de

C

I

FIN.

TABLE
DES MATIERES.

Des huit Lettres du Banquier de Londres formant le Tome XIII des Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique.

(*N. B. Ces Lettres se trouvent dans les* N.° *LXII, LXIII, LXIV, LXV, LXVI, LXVII, LXVIII, & LXIX.*)

A

C

F

I

M

O

P

T

FIN.

TABLE
DES MATIERES.

Des ſix Lettres du Banquier de Londres, formant le Tome XIV des Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique.

(N. B. *Ces Lettres ſe trouvent dans les N°. LXX, LXXI, LXXII, LXXIII, LXXIV, & LXXV.*

A

C

F

I

M

FIN.

TABLE

DES MATIERES.

Des ſept Lettres du Banquier de Londres, formant le Tome XV des Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique.

(N. B. *Ces Lettres ſe trouvent dans les N°s. LXXV, LXXVI, LXXVII, LXXVIII, LXXIX, LXXX, LXXXI, & LXXXII.*

A

D

E

F

M

O

P

R

T

FIN.